



KARL MARX

THÉORIES
SUR LA
PLUS-VALUE

(Livre IV du «Capital»)

PUBLIÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ
DE GILBERT BADIA

TOME PREMIER

(Chapitres I à VII et Annexes)

Texte français établi par
GILBERT BADIA, JEAN-PIERRE BRIAND,
GEORGES HAJDU-VILLA, FÉLIX KREISSLER, PIERRE LEFRANC,
CLAUDE MAINFROY, BRIGITTE PÄTZOLD, CLAUDE RAVEL,
JEAN TAILLEUR, LILIANE VOLERY

EDITIONS SOCIALES

146, Rue du Faubourg-Poissonnière (X^e)
Service de vente: 24, rue Racine (VI^e)

AVANT-PROPOS

Les Théories sur la plus-value dont les Editions sociales ont entrepris la publication en trois tomes successifs constituent en fait une partie de la grande œuvre de Karl Marx, *Le Capital*, dont elles forment le quatrième Livre.

Rendant compte à Engels en juillet 1865 de l'avancement de ses travaux, Marx écrit:

«Je vais te dire clairement ce qui en est. Il reste trois chapitres à écrire pour terminer la partie théorique (les trois premiers Livres). Puis il y aura encore le quatrième Livre, consacré à l'histoire et aux sources¹, qui sera pour moi, relativement, la partie la plus facile².»

Deux ans plus tard, Marx annonçait à Sigfrid Meyer la parution du premier Livre du *Capital* et exposait son plan général:

«Le volume I embrasse le Procès de production du capital [...] Le volume II fournit la suite et la conclusion des Théories³, le volume III, l'histoire de l'économie politique depuis le milieu du XVII^e siècle⁴.»

1. Ailleurs Marx qualifie cette partie d'*historique* ou d'*historico-critique*.

2. K. MARX à F. ENGELS: Lettre du 31 juillet 1865, *Lettres sur «Le Capital»*, Paris, Editions sociales, 1964, p. 148.

3. A cette époque Marx prévoyait de rassembler dans ce volume la matière des actuels Livres II et III, édités par Engels après la mort de Marx.

4. Lettre du 30 avril 1867, *Lettres sur «Le Capital»*, ouv. cité, p. 157.

«La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40).

«Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.»

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays.

Le manuscrit des «Théories»

Les *Théories sur la plus-value* composent la majeure partie d'un manuscrit économique rédigé par Marx en 1861-1863. Ce manuscrit comprend vingt-trois cahiers paginés à la suite (pages 1 à 1472). Dans cet ensemble, les *Théories* proprement dites couvrent les cahiers VI à XV et le cahier XVIII (dans d'autres cahiers de ce manuscrit on trouve encore quelques aperçus historiques, mais fort brefs). Sur la couverture de ces cahiers figure le sommaire, que nous reproduisons au début du présent tome¹.

Les autres cahiers (I à V, etc.) forment la suite directe de la *Contribution à la critique de l'économie politique*; y sont exposées quelques-unes des idées essentielles que Marx développera dans *Le Capital*. Les cahiers I à V, et partiellement les cahiers XIX à XXIII, représentent une version du premier Livre, tandis que l'on trouve également, dans les cahiers XXI à XXIII, certains points qui seront développés dans le Livre II. Plusieurs chapitres de l'actuel Livre III enfin sont ébauchés dans les cahiers XVI et XVII².

On sait que Marx s'est intéressé de très bonne heure à l'économie politique puisqu'il songeait dès 1845 à publier un ouvrage sur ce sujet³. Dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, il a exposé lui-même les principales étapes de ses recherches en cette matière⁴.

Vers 1848 Marx avait déjà élaboré dans ses grandes lignes la théorie de la plus-value qui occupe une place centrale dans toute son analyse économique⁵. La Révolution de 1848, à laquelle Marx, on le sait, prit une part très active, notamment en sa qualité de rédacteur en chef de *La Nouvelle Gazette rhénane*, interrompit ses travaux économiques. Exilé à Londres après l'échec de la révolu-

1. Voir ci-dessous pp. 23-26

2. On trouvera une description plus complète de l'ensemble des manuscrits économiques de Marx dans la préface d'Engels au Livre II du *Capital* (t. IV, Paris, Editions sociales, 1969, pp. 10-13).

3. Voir MARX-ENGELS: *Lettres sur «Le Capital»*, ouv. cité, p. 7; *Correspondance*, t. I, Paris, Editions sociales, 1971, *passim*.

4. K. MARX: *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Editions sociales, 1972, pp. 3-6. Sur l'histoire et la genèse des quatre Livres du *Capital*, voir également MEW, Berlin, Dietz Verlag, t. 23, pp. 843-846.

5. Voir à ce sujet K. MARX: *Misère de la philosophie*, ainsi que la préface d'Engels à la première édition allemande de cet ouvrage, Paris, Editions sociales, 1972, p. 25, et *Travail salarié et capital*, Editions sociales, 1972.

tion, il reprit ses recherches en dépit de sa situation matérielle difficile, des polémiques avec les émigrés allemands de tendance petite-bourgeoise, et se lança dans ce travail avec une telle ardeur, à partir de 1850, que le 2 avril 1851, il écrivait à Engels:

«Je suis si avancé que, dans cinq semaines, j'en aurai terminé avec toute cette merde d'économie. Et cela fait* c'est chez moi que je rédigerai l'*Economie politique*¹.»

A quoi Engels, qui connaissait son ami, répondait:

«Tant qu'il reste devant toi un livre que tu juges important et que tu n'as pas lu, tu n'arrives pas à rédiger².»

Sept ans plus tard, Marx mesurera mieux lui-même le temps et la somme de travail que ces recherches requireront:

«J'ai attaqué en fait la rédaction finale [du *Capital*] depuis quelques mois. Mais elle avance très lentement, parce que des sujets dont on a fait depuis bien des années le centre de ses études, dès qu'on veut en finir avec eux, présentent toujours de nouveaux aspects et sollicitent de nouvelles réflexions³.»

C'est qu'entre les deux lettres, Marx a en fait recommencé ses travaux «par le commencement⁴», reprenant en particulier l'étude de la doctrine de Ricardo⁵ dont, dans *Misère de la philosophie*, il acceptait encore la théorie de la monnaie et de la rente⁶.

1. *Correspondance*, ouv. cité, t. II, p. 182.

2. *Ibidem*, p. 188.

3. Lettre à Lassalle du 22 février 1858, *Lettres sur «Le Capital»*, ouv. cité, p. 85.

4. «La prodigieuse documentation sur l'histoire de l'économie politique amoncelée au British Museum, le poste favorable qu'offre Londres pour l'observation de la société bourgeoise et enfin le nouveau stade de développement où celle-ci paraissait entrer avec la découverte de l'or californien et australien me décidèrent à recommencer par le commencement et à étudier à fond, dans un esprit critique, les nouveaux matériaux.» Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, p. 6.

5. On trouve une partie des cahiers consacrés à cette étude entre 1850 et 1859 dans les *Grundrisse*. Trad. française: K. MARX: *Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1970, t. II, pp. 440-542.

6. Cependant il soulignait déjà que Ricardo partageait «les errements de tous les économistes qui représentent les rapports de la production bourgeoisie comme des catégories éternelles» (*Misère de la philosophie*, ouv. cité, p. 166) et critiquait ce que la théorie de Ricardo a d'illogique du propre point de vue de son auteur.

Le plan général du «Capital»

La crise économique de 1857 incite Marx à mettre au net les conclusions auxquelles il a abouti: l'année suivante il commence la publication des résultats auxquels il est parvenu¹.

Dans une lettre du 3 novembre 1877, Marx raconte dans quel ordre il a abordé les diverses parties de son œuvre:

«En fait, pour mon compte personnel, j'ai commencé *Le Capital* exactement dans l'ordre inverse où il est présenté au public (en commençant par la 3^e partie, la partie historique). Avec cette restriction que le premier tome, celui que j'ai entrepris le dernier, a été tout de suite préparé pour l'impression, tandis que les deux autres sont demeurés dans la forme non élaborée que toute recherche revêt originellement².»

En réalité l'élaboration du *Capital* a connu plusieurs phases, comme il va de soi pour une œuvre qui a occupé toute la vie de Marx. Il est bien évident que la *Critique de la politique et de l'économie politique*, dont la publication fait l'objet d'un contrat en bonne et due forme entre Marx et l'éditeur Leske, signé à Paris le 1^{er} février 1845³, différait sensiblement du *Capital* tel que nous le connaissons. C'est vers 1858–1859 que, tout en continuant ses travaux et en publiant une partie, Marx a ébauché le plan général de son œuvre. Ce plan, il en parle à plusieurs reprises, par exemple dans la préface à la *Contribution*, mais aussi dans de nombreuses lettres, en particulier il l'expose à Lassalle dans une lettre du 22 février 1858⁴ et également dans le manuscrit de 1861–1863, dont sont extraites les *Théories sur la plus-value*.

A partir de toutes ces indications éparses, il nous est possible, sans extrapolation excessive, de reconstituer très schématiquement ce plan.

1. La *Contribution à la critique de l'économie politique* ne représente que deux cahiers. Engels qui pensait, comme Marx d'ailleurs, que le reste allait suivre, estimait que l'ouvrage représenterait au total seize cahiers environ (Lettre d'Engels à Marx du 25 juillet 1859, *MEW*, t. 29, p. 465).

2. Lettre à Siegmund Scholtz, *MEW*, t. 34, p. 307.

3. Voir *Correspondance, ouv. cité*, t. I, p. 394, note I.

4. Voir *Lettres sur «Le Capital», ouv. cité*, pp. 85–86.

Plan de la «Critique de l'économie politique» (1858–1862)

I. Du Capital

1. Le capital en général

- a) La marchandise
- b) L'argent

Le procès de production du capital

c) Le capital

Le procès de circulation du capital
L'unité des deux procès ou capital et profit, intérêt, etc.

- 1. La transformation de l'argent en capital
- 2. La plus-value absolue
- 3. La plus-value relative
- 4. La combinaison de ces deux sortes de plus-value
- 5. Théories sur la plus-value

2. La concurrence

- 3. Le crédit
- 4. Le capital par actions

II. Propriété foncière

III. Travail salarié

IV. Etat

V. Commerce extérieur

VI. Marché mondial

On voit d'après ce schéma qu'à l'origine les *Théories sur la plus-value* ne devaient constituer qu'un complément historique au développement consacré au *Procès de production du capital*. C'est ainsi d'ailleurs qu'avait procédé Marx pour sa première publication. Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique*, il avait fait suivre les deux chapitres consacrés à la marchandise et à l'argent de trois annexes dans lesquelles il discutait les théories de ses prédécesseurs¹.

En 1857–1858, Marx avait d'une part achevé une première rédaction du *Procès de production du capital* (ce qui deviendra le Livre I), d'autre part esquissé un certain nombre de chapitres des 2^e et 3^e parties de cette section (*Procès de circulation* et *Unité des deux*

1. *Contribution à la critique de l'économie politique, ouv. cité*, pp. 29–39 et 119–145.

procès): cette rédaction constitue le manuscrit de 1857–1858, publié en 1939–1941 par l’Institut du marxisme-léninisme de Moscou qui l’avait intitulé *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie. Rohentwurf 1857–1858*¹.

Originairement Marx pensait donc insérer l’histoire des *Théories* dans son étude². Mais au cours du travail d’élaboration, l’analyse du capital, qui ne devait primitivement constituer qu’une section, ne cessa de s’enfler, et Marx fut amené à incorporer à cette partie des questions qu’il avait envisagé d’abord d’analyser séparément (la concurrence, le crédit, la propriété foncière). Le manuscrit de 1857–1858 témoigne de l’état du travail concernant ce que Marx dénomme lui-même le chapitre principal (*Hauptkapitel*); à cette date le plan n’est pas encore arrêté définitivement et la documentation est à peine classée.

Genèse et intérêt du manuscrit de 1861–1863

Ainsi, lorsqu’il s’attaque à l’élaboration définitive de sa propre théorie, Marx sent le besoin de réétudier et d’analyser encore une fois l’économie classique. Il se plonge alors de nouveau dans les œuvres de Smith et Ricardo en particulier et ne tarde pas à interrompre la rédaction du *Capital* proprement dit pour entreprendre une sorte de digression historico-critique dont le volume ne cessera de croître. Ayant constaté que tous les économistes antérieurs n’avaient pas étudié la plus-value en soi, mais seulement dans ses formes dérivées, la rente et le profit³, Marx fut conduit à étudier la théorie de la rente, du profit, de l’intérêt. D’autre part, il ne se borna pas à exposer et à critiquer les points de vue des économistes bourgeois, il leur opposa, chemin faisant, ses conceptions propres, dont l’essentiel était déjà élaboré au moment où Marx rédige son manuscrit de 1861–1863: telle est la genèse des *Théories de la plus-value*.

1. C'est ce texte qui a été traduit sous le titre discutable de *Fondements de la critique de l'économie politique*, ouv. cité.

2. «Le travail dont il s’agit tout d’abord, c'est la *critique des catégories économiques* [souligné dans l’original] ou bien, *if you like*, le système de l’économie bourgeoise présenté sous une forme critique. C'est à la fois un tableau du système et la critique de ce système par l’exposé lui-même. Lettre à Lassalle du 22 février 1858, *Lettres sur «Le Capital»*, ouv. cité, p. 85. En janvier 1863 encore, ainsi qu'il ressort des esquisses de plan que l'on trouvera à la fin du présent volume (voir ci-dessous pp. 485–487), Marx pense procéder de la sorte.

3. Voir ci-dessous p. 31.

Les conditions dans lesquelles a été rédigé ce manuscrit en expliquent pour une part le contenu. Certes, Marx retrace l’histoire de l’économie politique bourgeoise: il en montre les origines, en décrit l’essor et l’apogée, le déclin aussi jusqu’au milieu du XIX^e siècle. Il dégage, comme il le dit lui-même à propos de Linguet, «les formes historiquement décisives des premiers énoncés des lois de l’économie politique et de leurs développements¹» en soulignant au passage les mérites de Smith et de Ricardo, qu’il défend souvent contre leurs adversaires, sans pour autant masquer leurs erreurs et leurs inconséquences dont il s’efforce de mettre à jour les causes sociologiques et méthodologiques².

Mais Marx n’a pas fait seulement œuvre d’historien de l’économie. Dans ce manuscrit, l’analyse critique des solutions antérieures est étroitement liée à l’élaboration de sa propre théorie: ainsi les *Théories* nous fournissent sur la *genèse* de la pensée économique de Marx des informations qu’on ne trouve nulle part ailleurs.

En outre un certain nombre de *questions* sont traitées ici plus en détail et parfois plus en profondeur que dans *Le Capital* lui-même, et plusieurs d’entre elles n’ont aujourd’hui rien perdu de leur intérêt, ni même de leur actualité. Ceci vaut en particulier de l’analyse du travail productif et improductif, de l’étude des crises en régime capitaliste, ou de la rente foncière absolue, du long passage consacré à la nationalisation du sol ou de l’analyse du rapport entre la valeur de la marchandise et sa valeur de marché.

A n’en pas douter certaines de ces analyses présentent un intérêt qui déborde largement l’économie politique au sens étroit du terme. Philosophes, sociologues, et plus généralement tous ceux qui s’occupent de sciences humaines, trouveront dans ce texte ample matière à réflexion.

Sans vouloir se livrer à une analyse qui outrepasserait le cadre de cette présentation, on peut noter que l’ensemble des *Théories sur la plus-value* retiendra en particulier l’attention des lecteurs économistes en raison de la richesse des remarques que Marx a faites à propos de deux problèmes:

– La distinction entre travail productif et travail non productif: l’actualité de la pensée de Marx est évidente quand on songe à l’extension considérable qu’a connue et que connaît la catégorie

1. Voir ci-dessous p. 401.

2. Marx a résumé les conclusions de son étude des économistes bourgeois, notamment dans la postface de la deuxième édition allemande du *Capital* (t. I, Paris, Editions sociales, 1972, pp. 23–25).

des salariés; le lecteur pourra ainsi suivre dans le détail le raisonnement qui a conduit Marx à faire de la notion de travail productif un élément fondamental de sa doctrine économique;

– La représentation mathématique des schémas de la reproduction: aucun économiste «classique» n'a attaché autant d'importance que Marx aux réflexions de Quesnay sur le «zigzag» et sur la représentation des différentes étapes de la reproduction; Marx a qualifié de «géniale» cette démarche du médecin physiocrate. Ici encore l'actualité des réflexions de Marx est évidente: les chapitres qu'il a consacrés à ces questions sont autant de remarques introductives à la théorie des modèles en économie¹.

La publication des «Théories»

A la mort de Marx, en 1883, le manuscrit d'où sont extraites les *Théories* se trouvait dans l'état où il était vingt ans plus tôt. Accaparé par d'autres travaux, occupé par ses activités politiques, puis affaibli par la maladie, Marx n'avait pas eu le loisir de le reprendre.

On sait qu'Engels considéra dès lors comme sa tâche principale de mettre à la disposition du public les œuvres que Marx avait laissées inachevées et qu'il consacra, pour une grande part, les douze dernières années de sa vie à ce travail.

Dès 1883 et 1884, Engels mentionne dans sa correspondance les *Théories*, qu'il compte publier avec le troisième Livre du *Capital*. Il s'est déjà mis d'accord à ce sujet avec l'éditeur Otto Meissner². Il note que pour l'essentiel cette «Histoire de la théorie» est rédigée, mais qu'il faudra en biffer beaucoup de passages qui, entre temps, ont connu une nouvelle rédaction³.

En 1885, après deux ans de travail, Engels réussit à faire paraître le Livre II du *Capital*, à partir des manuscrits de Marx reproduits

«aussi littéralement que possible, en ne modifiant dans le style de Marx que ce que Marx y aurait lui-même modifié et en n'intercalant de phrases explicatives et

1. Sur les travaux mathématiques de Marx et le sens qu'il leur assignait dans ses recherches économiques, voir K. MARX-F. ENGELS: *Lettres sur les sciences de la nature et les mathématiques*, Paris, Editions sociales, 1974.

2. Lettre à Kautsky du 24 mars 1884, *MEW*, t. 36, p. 129. Première mention dans une lettre à Laura Lafargue du 22 mai 1883, *ibidem*, p. 32.

3. Lettre à Bernstein du 22 août 1884, *MEW*, t. 36, p. 204.

de transitions que dans le cas où, le sens étant de surcroît absolument certain, il était indispensable de le faire¹.

Il espère à ce moment-là publier les *Théories* séparément, après le Livre III, «comme Livre IV du *Capital*².

Dans plusieurs lettres des années quatre-vingt-dix Engels mentionne ce projet. Il ne semble plus aussi décidé qu'il paraissait l'être en 1885 «à éliminer [du manuscrit des *Théories*] de nombreux passages utilisés³ » dans les Livres précédents. En mars 1895, donc quatre mois avant sa mort, Engels écrit à Laura Lafargue:

«En attendant, je me mets au Livre IV du *Capital*, je lis et je corrige les parties déjà recopiées par K[arl] K[autsky] et j'arrêterai ensuite avec Tussy [Eleanor, la fille cadette de Marx] toutes dispositions utiles pour qu'elle puisse prendre la suite du travail⁴. »

Une dernière mention dans une lettre du 10 avril 1895 montre qu'Engels ne désespérait pas d'éditer lui-même le «Livre IV du *Capital*⁵ ».

Engels disparu, c'est Karl Kautsky, à qui avait déjà été confié le soin de déchiffrer quelques passages du manuscrit⁶, qui se chargera

1. Préface du Livre II du *Capital*, t. IV, *ouv. cité*, p. 9. Engels ajoute: «J'ai préféré donner, sans y changer un mot, les phrases dont l'interprétation aurait pu susciter le moindre doute.» Nous nous sommes inspirés, pour cette édition, des principes qu'énonce Engels ici.

2. *Ibidem*, p. 10.

3. *Ibid.*

4. F. ENGELS – P. et L. LAFARGUE: *Correspondance*, Paris, Editions sociales, 1959, t. III, p. 401.

5. *MEW*, t. 39, p. 462.

6. Engels écrit à Laura Lafargue le 17 décembre 1894: «Je ne puis entreprendre à nouveau pour ma part de le déchiffrer et de dicter le tout comme pour les Livres II et III. Ma vue s'altérerait complètement avant que je sois arrivé à mi-chemin. Il y a déjà des années que je l'ai constaté et j'ai cherché un autre joint. Il m'a semblé qu'il serait utile d'habituer un ou deux hommes intelligents de la jeune génération à déchiffrer l'écriture du Maure [surnom de Marx]. J'ai songé à Kautsky et Bernstein. Kautsky était encore à Londres (c'était il y a six ou sept ans), je lui ai posé la question et il a accepté: j'ai dit que je voulais bien payer 100 livres pour la «mise au net» intégrale de ce que nous possédons et l'aider là où il ne pourrait pas déchiffrer. Il s'y est mis. Puis il a quitté Londres en emportant un cahier et pendant des années je n'en ai plus entendu parler. Il avait trop à faire avec la *Neue Zeit*. Je me suis donc fait renvoyer le manuscrit et ce qui en avait été recopié, à peu près 1/8 ou 1/6 de la totalité.» F. ENGELS – P et L. LAFARGUE, *Correspondance*, *ouv. cité*, t. III, p. 379.

de l'édition. Les *Théories sur la plus-value* seront publiées entre 1905 et 1910 par ses soins: c'est à partir de ce texte qu'avaient été faites jusqu'à ces derniers temps les principales traductions existant dans le monde¹.

Kautsky se refusa à considérer les *Théories* comme le Livre IV du *Capital*, sous prétexte que, pour ce faire, il aurait fallu le remanier considérablement et laisser de côté de nombreux passages.

Selon lui, les *Théories* sont

«sous [leur] forme actuelle un ouvrage parallèle [aux] trois premiers volumes [du *Capital*] auxquels elles [sont] ce que le fascicule I de la *Critique de l'économie politique*² est à la première partie du Livre I du *Capital*³».

Kautsky note justement qu' «après l'exposé d'une idée théorique» nous trouvons dans les *Théories*

«l'exposé de son développement historique; mais ce dernier exposé n'est pas simplement descriptif, il est critique et renferme de nouvelles discussions de l'idée. L'exposé historique, la critique théorique et le développement positif de nouvelles idées s'enchevêtrent ainsi dans des explications de plus en plus étendues, à mesure que le livre passe des phénomènes simples aux phénomènes complexes⁴».

Négligeant le sommaire qui figure sur la couverture des cahiers, Kautsky s'est donc proposé «d'introduire de l'ordre dans le chaos apparent⁵», ce qui a constitué pour lui «la grande difficulté», mais surtout l'a amené à remanier considérablement, et souvent d'une façon qui paraît arbitraire, la disposition générale des manuscrits⁶.

1. La seule traduction française qui existait jusqu'à présent était celle de J. Molitor (Editions Costes). Elle s'intitule *Histoire des Doctrines économiques publiée par Karl Kautsky*, et comporte huit tomes dont la parution s'est étalée sur plusieurs années. Elle a été entreprise en 1923. Le tome III porte la date de 1925. Une seconde édition a eu lieu après 1936. Les trois derniers tomes ont été réédités en 1947, 1948, 1949.

2. Il s'agit de *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité.

3. K. MARX: *Histoire des Doctrines économiques*, Paris, 1936, t. I, p. IX.

4. *Histoires des Doctrines économiques*, ouv. cité, t. I, pp. XII à XIII.

5. *Ibidem*, p. XIII; voir également pp. XIV et XV.

6. «Des développements concernant la même idée se trouvaient éparsillés de tous côtés; des additions avaient été faites, non pas aux endroits où elles auraient eu leur place logique, mais au petit bonheur [...] il fallait trouver une place pour chaque chose.» *Ibid.*, p. XIV.

Pour prendre un exemple: dans ce premier tome, Marx, après avoir étudié la théorie des physiocrates, analyse en détail la doctrine d'A. Smith, pour revenir ensuite aux physiocrates, parce que, sur quelques points (exposé du procès social de reproduction et de circulation dans le célèbre *Tableau économique* de Quesnay) leurs idées sont plus fécondes que celles de Smith qui est venu pourtant après eux. Cette succession n'est pas fortuite. Elle marque le développement discontinu de l'économie politique bourgeoise.

Kautsky a mis en tête du tome I de son édition quatre brefs fragments extraits des derniers cahiers du manuscrit (Petty, d'Avenant, Dundley North, David Hume¹) puis a regroupé tout ce qui, de près ou de loin, concernait la doctrine des physiocrates, tout en séparant, pour les publier sous forme d'appendices, les analyses théoriques de Marx.

D'autre part, Kautsky, sans raison apparente, a cru devoir biffer un certain nombre de passages². Enfin, il a commis d'assez fréquentes erreurs de lecture qui rendaient plusieurs passages incompréhensibles³.

Soucieux, d'autre part, d'en faciliter la lecture, Kautsky a publié un texte qui diffère par endroits de l'original, l'éditeur ayant eu tendance à gommer, à effacer son caractère de manuscrit ou de brouillon.

Dans l'édition allemande la plus récente⁴ d'après laquelle est faite la présente traduction, les *Théories* se composent de trois tomes. Dans le premier, Marx traite essentiellement des idées des physiocrates et d'Adam Smith, dans le second il est question de Ricardo, le troisième étudiant les théories des économistes postérieurs à Ricardo.

Le tome I des «Théories»

Dans ce premier tome, Marx souligne les mérites des physiocrates: les premiers, ils ont recherché l'origine de la plus-value, non dans la sphère de la circulation, mais dans celle de la produc-

1. Que l'on trouvera pour l'essentiel dans les Annexes du présent tome.

2. En particulier p. 1098 et pp. 1112-1113 du manuscrit de Marx, (tome III de la présente édition) *MEW*, t. 26,3, pp. 344-345 et 374-375.

3. Voir à ce sujet *MEW*, t. 26,1, p. XVII, note 16.

4. Les *Theorien über den Mehrwert* avaient été publiées en 1956 par les soins de l'Institut du marxisme-léninisme de Berlin en deux tomes. Elles ont été incluses ensuite, après une nouvelle révision, dans l'édition des *Marx-Engels Werke (MEW)* où elles figurent sous la tomaison 26,1, 26,2, 26,3.

tion immédiate¹; les premiers aussi, ils ont tenté d'exposer l'ensemble du procès de production et de circulation tel qu'il se déroule dans le cadre d'un pays.

De même A. Smith s'est efforcé de mettre au jour les ressorts cachés, internes du système capitaliste, mais a tenté aussi, parallèlement, de décrire ses formes telles qu'elles apparaissent «à l'extérieur». Cette double démarche explique, selon Marx, les ambiguïtés, voire les contradictions que l'on trouve dans son système; tantôt Smith définit à bon droit la valeur par le temps de travail et explique justement l'origine de la plus-value, tantôt il décompose en revenus la valeur totale du produit social.

A partir de Smith et de la critique de ses théories, Marx expose sa propre théorie de la reproduction du capital social dans son ensemble, en s'attachant tout particulièrement à expliquer le remplacement du capital constant, puis, toujours en partant de la critique de Smith, il analyse les notions de travail productif et improductif, en montrant comment les épigones de Smith affadissent et déforment les théories de leur maître. Tout en mettant à nu les racines méthodologiques des erreurs de ces économistes vulgaires, Marx insiste sur le fait que l'appartenance de classe de ces hommes explique aussi pour une part le caractère non scientifique de leurs théories.

A la fin de ce tome on trouvera toute une série de compléments: il s'agit pour l'essentiel de remarques sur les économistes des XVII et XVIII^e siècles contenues dans les derniers cahiers du manuscrit. Ces ajouts sont postérieurs au texte lui-même. On trouvera aussi dans cette partie, deux textes, dont l'un assez long, qui viennent compléter l'exposé de Marx sur le travail productif et le travail improductif figurant au chapitre IV. On trouvera encore dans cette dernière partie le plan du *Capital* établi par Marx en janvier 1863.

Pour la mise en ordre des *Théories*, les chercheurs soviétiques et allemands se sont efforcés de rester fidèles aux moindres indications de Marx²: l'ordre adopté est pour l'essentiel celui du manuscrit lui-même. Quand il a été procédé à des transferts, c'est toujours en se fondant sur tel ou tel passage de l'original. C'est ainsi que, dans son septième cahier, après avoir exposé ce que Smith pense

1. Cependant ils conçoivent tantôt cette plus-value comme un don de la nature, tantôt l'expliquent par le surtravail du cultivateur.

2. En particulier ils ont largement tenu compte du sommaire, de la main de Marx, tel qu'il figure sur la couverture des cahiers manuscrits. On en trouvera la traduction ci-dessous, pp. 23-26.

du travail productif, Marx a inséré une digression sur John Stuart Mill qui commence ainsi:

«Avant d'étudier Garnier, quelques mots, insérés ici épisodiquement, sur *Mill junior* que nous avons cité plus haut. Ces remarques devraient, à vrai dire, figurer dans la section où il sera question de la théorie de la plus-value chez Ricardo; donc pas ici, où nous en sommes encore à A. Smith. »

Suivant ces indications, le texte en question ne figurera pas dans ce premier tome, mais dans le troisième, là où Marx aborde l'histoire de la décomposition de l'école de Ricardo¹. Autre exemple, dans le cahier X, Marx consacre quelques pages au socialiste anglais Bray (pp. 441-444 du manuscrit), mais dans le sommaire du cahier XIV il a écrit «Bray, comme opposition aux économistes» et en fonction de cette précision, les pages sur Bray ont été insérées dans le chapitre «L'opposition aux économistes»².

Le manuscrit de Marx est presque tout entier écrit d'un seul tenant, sans divisions, ni intitulés ou presque. La répartition en chapitres est donc l'œuvre des éditeurs. Ils se sont là encore laissé guider par les indications contenues dans le plan-sommaire de Marx. Les titres des sous-chapitres et autres subdivisions sont empruntés, chaque fois que c'est possible, pour autant qu'ils ne figuraient pas dans le manuscrit lui-même, au sommaire ou au plan de janvier 1863³. La plupart d'entre eux sont l'œuvre des éditeurs qui se sont efforcés de reprendre dans le titre des formulations rencontrées dans le corps du sous-chapitre en question⁴.

Le texte allemand a été établi sur photocopie des manuscrits originaux, et notre traduction s'est efforcée de «coller» le plus possible à l'original. C'est dire que toute correction du manuscrit, excepté d'évidentes fautes d'orthographe, a été signalée en note.

Selon l'usage tout ajout rédactionnel est mis entre crochets. Ceci vaut en particulier des titres de chapitres et sous-chapitres.

1. Voir *MEW*, 26,3, pp. 190 et suivantes.

2. *Ibidem*, pp. 313 et suivantes.

3. Ci-dessous pp. 23-26.

4. Les règles que les chercheurs soviétiques ont suivies, ont été le résultat d'une discussion scientifique. Les principes de base et le sommaire des trois tomes prévus ont été publiés en URSS en 1950. L'édition en langue russe s'est échelonnée de 1954 à 1961, en langue allemande de 1956 à 1962. Cette dernière édition a encore été revue et améliorée. Celle qui figure dans les *MEW* date de 1965-1968.

Les passages que Marx avait mis entre parenthèses ou crochets sont placés à l'intérieur d'accolades : s'il s'agit de développements assez longs, ces accolades sont imprimées en gras. Il a paru utile de reproduire certains passages du manuscrit que l'auteur avait biffés. Ils sont signalés par des parenthèses brisées <...>.

Les chiffres que l'on trouvera dans le corps du texte sont ceux des cahiers manuscrits (chiffres romains) et des pages de ces cahiers (chiffres arabes). Exemple : ||VII-273| signifie que commence, le cahier VII, et la page 273. Si le texte du manuscrit est publié à la suite, l'indication suivante sera ||274| ; ce qui signifie que commence à cet endroit, la page suivante, la page 274 du même cahier ; par contre, s'il y a transposition d'un passage du manuscrit, ce transfert est signalé. Prenons par exemple l'insertion du texte concernant Stuart Mill dans la troisième partie. On trouve d'abord |XIV-851| ce qui indique qu'ici s'interrompt, à la page 851, le cahier XIV. Puis on lit ||VII-319|, qui signifie : ici est insérée une partie du cahier VII, insertion commençant par la page 319¹. Indications correspondantes à la fin du texte déplacé : |VIII-345| indique que le passage transposé s'achevait à la page 345 du cahier VIII et tout de suite après |XIV-851| signale que l'on reprend le manuscrit là où on l'avait interrompu, c'est-à-dire à la page 851 du cahier XIV².

Pour ce qui est de la langue, nous sommes restés fidèles à l'original, c'est-à-dire que nous avons conservé les expressions anglaises et françaises³ dont Marx use constamment. D'une façon générale notre texte, loin de dissimuler qu'il s'agit d'un manuscrit non préparé pour l'impression, respecte jusque dans le style ce caractère. Ce n'est point par fidélité excessive à la lettre de Marx. C'est pour essayer de rendre le caractère inachevé, pour marquer qu'il s'agit de la première étape d'une œuvre «en train de s'élaborer» : ce parti pris a des répercussions également au niveau du vocabulaire.

1. Voir *MEW*, 26,3, p. 190.

2. Voir *MEW*, 26,3, p. 232.

3. Selon l'usage adopté pour toutes nos éditions de Marx et d'Engels, les termes et expressions en français dans l'original seront imprimés en italique et pourvus d'un astérisque. Ce moyen n'étant pas utilisable pour les citations d'auteurs français, particulièrement nombreuses, nous nous sommes bornés à assortir de deux astérisques le dernier mot de la citation, qui elle, sauf indication contraire dans l'original, sera imprimée tout entière en romain.

Les termes étrangers ont été imprimés eux aussi en italique. Ils sont suivis de leur traduction française entre crochets. Ceux qui étaient soulignés dans l'original ont été imprimés en caractères gras.

Contrairement au parti adopté par Kautsky qui avait eu parfois tendance à uniformiser celui-ci, remplaçant parfois *Arbeitsbedingungen* par *Produktionsmittel*, *Arbeitsinstrumente* par *Arbeitsmittel* et *Durchschnittspreis* par *Produktionspreis*, nous avons utilisé des équivalents aussi près que possible du texte allemand. Ainsi pour *Arbeitsvermögen*, nous avons adopté «puissance de travail», (même si Marx traduit quelquefois le français «faculté de travail» par *Arbeitsvermögen*) et non «force de travail», qui sera l'expression généralement adoptée ultérieurement (encore que dans le Livre I du *Capital* on trouve côté à côté et dans le même sens les deux expressions¹).

Répétons-le, les *Théories* sont un manuscrit au cours de la rédaction duquel Marx élaboré et précise ses concepts économiques ainsi que le vocabulaire qui sert à les exprimer. D'où la nécessité de ne pas anticiper, dans la traduction, sur cette élaboration et de ne pas «imposer» au manuscrit de 1861-1863, les termes que son auteur utilisera quelques années plus tard seulement, dans un ouvrage préparé par ses soins pour l'impression, le Livre I du *Capital*.

Le vocabulaire de Marx, de 1861 à 1863, n'est pas rigoureusement fixé. C'est ainsi qu'il emploie, nous le verrons, le terme *Kostenpreis* (on trouve aussi *Kostpreis*) dans trois acceptations différentes, de même la notion de *Durchschnittspreis* semble bien correspondre à ce que Marx exprime ailleurs par *Produktionspreis*.

Ceci nous a conduits assez souvent à donner en note le terme allemand ou à justifier le parti que nous avons pris en choisissant tel ou tel terme français comme équivalent.

Dans le manuscrit, Marx reproduit la plupart des extraits d'auteurs cités dans leur langue originale. Dans l'édition allemande, toutes ces citations ont été traduites en allemand. Nous avons évidemment, pour les extraits empruntés à des ouvrages écrits en français², repris le texte du manuscrit de Marx – en indiquant à l'occasion s'il s'écartait de l'original. Les citations d'œuvres étrangères, elles, ont été traduites à partir des originaux.

Sauf indication contraire, toutes les notes sont le fait des traducteurs. Une partie d'entre elles est reprise de l'édition allemande.

1. Voir *MEW*, t. 23, p. 181 : *Le Capital, ouv. cité*, t. I, p. 170.

2. On remarquera qu'outre les auteurs français, Marx cite le plus souvent en traduction française les textes d'Adam Smith, de Schmalz.

Le texte lui-même a été traduit par des germanistes, puis soumis à des économistes et, pour certains passages, à des philosophes. Et pourtant nous sommes bien convaincement perfectible. Aussi, comme nous l'avons fait non sans succès pour d'autres ouvrages de Marx ou d'Engels, voudrions-nous en appeler à la collaboration des «usagers»: qu'ils n'hésitent pas à nous faire des propositions de correction. Il en sera tenu compte pour la prochaine édition.

Ce premier tome est, comme c'est la règle pour les traductions de Marx-Engels aux Editions sociales, pourvu de l'appareil scientifique qui en facilitera l'utilisation.

Il comporte un index des noms et un index des œuvres citées par Marx. On trouvera un index matières à la fin du dernier tome des *Théories* que nous espérons pouvoir publier avant la fin de 1975.

Il me reste à remercier très sincèrement tous ceux, germanistes, économistes, philosophes qui ont collaboré et collaborent à cette publication: sans leur compétence et leur dévouement, elle n'aurait pu voir le jour.

Gilbert BADIA.

[Table des matières du manuscrit
«Théories sur la plus-value»¹]

- ||VI-219 b| *Sommaire du cahier VI:*
 5. *Théories sur la plus-value*²
 a) *Sir James Steuart*
 b) *Les Physiocrates*
 c) *A. Smith* |VI-219 b||
- ||VII-272 b| [Sommaire du cahier VII:]
 5. *Théories sur la plus-value*
 c) *A. Smith* (suite)
 (Analyser comment le profit et le salaire annuels peuvent acheter les marchandises annuelles qui, en sus du profit et du salaire, contiennent du capital constant) |VII à 272 b||
- ||VIII-331 b| [Sommaire du cahier VIII:]
 5. *Théories sur la plus-value*
 c) *A. Smith* (fin)³ |VIII-331 b||
- ||IX-376 b| [Sommaire du cahier IX:]
 5. *Théories sur la plus-value*⁴

1. Cette table des matières, de la main de Marx, figure sur les couvertures des cahiers VI à XIV. Sur certains de ces cahiers le sommaire est antérieur au texte, ainsi qu'il ressort des corrections apportées ultérieurement, après rédaction de tel ou tel cahier, au sommaire de certains cahiers. Parfois, comme c'est le cas pour le cahier XIV, le sommaire déborde largement le contenu du cahier. En l'occurrence, ce sommaire constitue le plan exécuté par Marx dans les cahiers XIV, XV et XVIII.

2. Avant le titre figure le chiffre 5. Celui-ci indique qu'il s'agit de la cinquième et dernière partie du premier chapitre traitant du capital que Marx projettait de publier immédiatement après son premier cahier (*Contribution à la critique de l'économie politique*) et dont il aurait constitué la suite. Dans les cahiers I à V ne figurent que trois parties: 1. La transformation de l'argent en capital; 2. La plus-value absolue; 3. La plus-value relative. A la page 184 du cahier V, Marx note qu'il faudrait étudier, après la plus-value relative, la combinaison de la plus-value absolue et de la plus-value relative. C'est cette étude, non écrite par Marx, qui devait constituer la quatrième partie.

3. En fait ceci ne constitue pas la fin mais la suite de la section consacrée à A. Smith. C'est dans le cahier IX que se trouve la fin de l'étude de cette série de questions.

4. A partir d'ici Marx écrit *Theorien vom Mehrwert* alors qu'il écrivait précédemment *Theorien über den Mehrwert*. Manifestement le sens est le même.

- c) *A. Smith*. Fin
d) *Necker* |IX-376 b||
- ||X-421c| [Sommaire du cahier X:]
5. *Théories sur la plus-value*
Digression. Le Tableau économique de Quesnay*
e) *Linguet*
f) *Bray*
g) *Monsieur Rodbertus. Digression. Nouvelle théorie de la rente foncière* |X-421c||
- ||XI-490a| [Sommaire du cahier XI:]
5. *Théories sur la plus-value*
g) *Rodbertus*
Digression. Remarque sur l'histoire de la découverte de ce qu'on appelle la loi de Ric[ardo]
h) *Ricardo*
La théorie de Ricardo et d'A. Smith sur les coûts (Réfutation)
Théorie de la rente chez Ricardo
Tableaux sur la rente différentielle accompagnés de leur interprétation |XI-490a||
- ||XII-580b| [Sommaire du cahier XII:]
5. *Théories sur la plus-value*
h) *Ricardo*
Tableau sur la rente différentielle accompagné de son interprétation (Considérations sur l'influence du change [des changements] dans la valeur des subsistances et des matières premières (donc aussi dans la valeur de l'outillage) sur la composition organique du capital)
Théorie de la rente chez Ric[ardo]
Théorie de la rente chez A. Smith
Théorie de la plus-value chez Ric[ardo]
Théorie du profit chez Ric[ardo] |XII-580b||
- ||XIII-670a| [Sommaire du cahier XIII:]
5. *Théories sur la plus-value*
h) *Ricardo*
Théorie du profit chez Ricardo
Théorie de l'accumulation chez Ric[ardo]. Critique de cette théorie (Explication des crises à

- partir de la forme fondamentale du capital)
Ric[ardo]: Miscellanea. Ricardo: fin (John Barton)
i) *Malthus* |XIII-670a||
- ||XIV-771a| [Sommaire du cahier XIV et plan de la suite des «Théories sur la plus-value»]
5. *Théories sur la plus-value*
i) *Malthus*
k) *Désagrégation de l'école de Ric[ardo]* (Torrens J. Mill, Prevost, Polémiques, MacCulloch, Wakefield, Stirling, J. St Mill)
l) *Opposition aux économistes¹*
(*Bray* considéré comme opposé aux économistes)²
m) *Ramsay*
n) *Cherbuliez*
o) *Richard Jones³* (fin de cette cinquième partie)
Episode: Revenue and its sources [*Le revenu et ses sources*]⁴ |XIV-771a||
- ||XV-862a| [Sommaire du cahier XV:]
5. *Théories sur la plus-value*
1) *Opposition prolétarienne sur la base de Ricardo*
2. *Ravenstone. Fin⁵*
3. et 4. *Hodgskin⁶*
-
1. Marx a écrit (contamination du français ou de l'anglais) *Ökonomisten*, au lieu d'*Ökonomen*. Seul le début de ce développement figure dans le cahier XIV. La suite se retrouve dans le cahier XV (deuxième moitié). On la trouvera dans le tome III de la présente édition.
2. Les extraits de l'ouvrage de BRAY: *Labour's wrongs and labour's remedy ...* [Maux et remède du travail ...] figurent dans le cahier X. On les trouvera dans le tome III de notre édition.
3. On trouve les chapitres consacrés à R. Jones, Ramsay et Cherbuliez dans le cahier XVIII (tome III de la présente édition).
4. Marx traite du revenu et de ses sources dans la deuxième moitié du cahier XV (tome III de cette édition). C'est dans ce contexte qu'il montre les racines de l'économie vulgaire. «L'épisode» mentionné ci-après, Marx l'avait prévu pour la troisième partie du *Capital* (ceci résulte du plan établi en janvier 1863).
5. Le chapitre consacré à Ravenstone commence à la page 861 du cahier XIV. Il est précédé d'un développement sur la brochure anonyme parue à Londres en 1821: *The source and remedy of the national difficulties, deduced from principles of political economy in a letter to Lord John Russel* [La Source et le remède aux difficultés nationales, déduits des principes d'économie politique dans une lettre à Sir John Russel], qui porte le numéro 1.
6. Fin du chapitre sur Hodgskin dans le cahier XVIII (pp. 1084–1085). Voir tome III de cette édition.

(La richesse existante par rapport au mouvement de production)

Ce qu'on appelle la thésaurisation considérée comme un simple phénomène de la *circulation* (Provision, etc., Réserve de circulation)

(*Intérêt de l'intérêt*; diminution du taux de profit fondé sur ce phénomène)

*L'économie vulgaire*¹

(Explication du capital porteur d'intérêts sur la base de la production capitaliste)

(Capital porteur d'intérêts et capital commercial par rapport au capital industriel. Formes anciennes. Formes dérivées)

(*L'usure*. Luther, etc.)² |XV-862a||

[Remarque générale]

||VI-220| Tous les économistes sans exception commettent la même faute: ils ne considèrent pas la plus-value en tant que telle, mais sous les formes particulières du profit et de la rente. Les erreurs théoriques qui devaient nécessairement en découler apparaîtront au chapitre III³ qui analyse la forme très modifiée prise par la plus-value en tant que profit.

1. Dans le cahier XV, Marx étudie l'économie vulgaire à propos de l'analyse du revenu et de ses sources. A la page 935 du manuscrit, il fait référence à un «Chapitre sur les économistes vulgaires» non encore rédigé et dans lequel il se propose de revenir sur la polémique qui a opposé Proudhon à Bastiat. Dans le cahier XVIII, où il finit d'analyser le point de vue d'Hodgskin et mentionne sa polémique contre les théories des apologistes bourgeois, Marx note: «Insérer dans le *chapter* [chapitre] sur les économistes vulgaires» (p. 10864. Dans le plan de la troisième partie du *Capital* datant de janvier 1863, l'avant-dernier chapitre, le onzième, a pour titre «Economie vulgaire». Voir ci-dessous, p. 484. Marx n'a toutefois pas rédigé ce chapitre.

2. Le sommaire figurant sur la couverture du cahier XV intervertis certaines des indications ci-dessus. Nous avons rétabli, dans le sommaire, l'ordre réel du manuscrit.

3. Le «chapitre III» dont Marx parle ici est en fait la troisième partie de son étude sur «le capital en général». Ailleurs, Marx parle également d'une «partie III» (voir cahier IX du manuscrit, p. 398 et cahier XI, p. 526). Ensuite il commence à dénommer ce chapitre III «troisième livre» (dans la lettre à Engels du 31 juillet 1865). Le début de l'étude sur «le capital en général» contenue dans le «chapitre III» se trouve dans le cahier XVI du manuscrit. Il ressort de l'ébauche de plan de ce «chapitre III» que Marx avait l'intention d'y inclure deux digressions historiques sur les Théories du profit (en particulier, il se proposait de montrer les conséquences théoriques de l'assimilation de la plus-value au profit. Mais dans la suite de son travail, Marx fut amené à inclure ces digressions dans les Théories sur la plus-value (tomes II et III de cette édition).

[PREMIER CHAPITRE]

SIR JAMES STEUART

[Distinction entre le «profit upon alienation» et l'accroissement positif de la richesse]

Avant les physiocrates, on explique la plus-value – c'est-à-dire le profit sous la forme du profit – uniquement à partir de *l'échange*, par la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur. Tout compte fait, Sir James Steuart n'est pas sorti de cette conception bornée, bien au contraire il doit être considéré comme son propagateur scientifique. Je dis bien «scientifique». Steuart, en effet, ne partage pas cette illusion selon laquelle la plus-value tirée par le capitaliste individuel de la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur, serait une création de richesse nouvelle. C'est pourquoi il fait une distinction entre profit *positif* et profit *relatif*.

«Le profit *positif* ne représente une perte pour personne, il a sa source dans un accroissement du travail, de l'habileté ou de l'ingéniosité, et il a pour effet d'accroître ou de gonfler la *richesse sociale* ... Le profit *relatif* signifie une perte pour quelqu'un; il dénote une oscillation de la balance de la richesse entre les intéressés, mais sans impliquer une augmentation des fonds totaux ... Le profit *composite* est facile à définir: c'est cette espèce de profit ... qui est en partie *positif* et en partie *relatif* ... Les deux espèces peuvent se rencontrer indissolublement liées au sein d'une même affaire.» (Principles of Political Economy] Principes d'économie politique], t. 1. The Works of [Les Œuvres de] Sir James St[euart] etc. édité par le général Sir James Steuart, son fils, etc., en 6 vol., Londres, 1805, pp. 275–276.)

Le profit *positif* a sa source dans un «accroissement du travail, de l'habileté et de l'ingéniosité». Comment il y prend source, Steuart ne cherche pas à s'en rendre compte. En ajoutant que ce profit a pour effet d'accroître et de gonfler «the public good» [la richesse sociale] il semble que Steuart n'entende par là rien d'autre que l'accroissement de la masse de valeurs d'usage produites grâce au développement des forces productives de travail, et qu'il sépare ce profit positif complètement du profit des capitalistes qui, lui, suppose toujours un accroissement de la valeur d'échange. Les développements ultérieurs confirment pleinement que telle est bien sa pensée. Il dit en effet:

«Dans le *prix* des marchandises, il est deux choses que je considère comme existant réellement et *absolument distinctes* l'une de l'autre: la *valeur réelle* des marchandises et le *profit de l'aliénation*.» (p. 244)

Le prix des marchandises englobe donc deux éléments absolument distincts : leur *valeur réelle* d'abord, et ensuite le *profit upon alienation* [profit provenant de l'aliénation], c'est-à-dire le profit réalisé lors de leur aliénation, lors de leur vente.

||221| Ce *profit upon alienation* découle donc du fait que le prix des marchandises est supérieur à leur valeur réelle ou encore que les marchandises sont vendues *au-dessus* de leur valeur. Le gain réalisé d'un côté implique dans ce cas *toujours* une perte de l'autre côté. On ne crée pas une *addition to the general stock* [augmentation des fonds totaux]. Le profit, c'est-à-dire la plus-value, est relatif et se réduit *into a vibration of the balance of wealth between parties* [à une oscillation de la balance de la richesse entre les intéressés]. Steuart lui-même se refuse à voir dans ce phénomène l'explication de la plus-value. Bien qu'elle n'effleure que fort peu la nature et l'origine de la plus-value même, sa théorie de la *vibration of the balance of wealth between parties*, demeure importante pour son étude de la répartition de la *surplus value* entre des *classes* différentes et dans des *rubriques* différentes (profit, intérêt, rente).

Que Steuart réduise tout le profit de chaque capitaliste à ce «*relative profit*» [profit relatif], au profit d'aliénation, en voici la preuve:

La «*real value*» [valeur réelle], dit-il, est déterminée par la «*quantity*» [quantité] de travail que «peut accomplir en moyenne... un travailleur du pays en général... en un jour, une semaine, un mois...» Deuxièmement: «par la valeur des moyens de sub-

sistance et des dépenses nécessaires aussi bien pour satisfaire des besoins personnels que pour acquérir les instruments indispensables à son métier, valeur qu'il faut, comme ci-dessus, calculer en moyenne...» Troisièmement: «par la valeur des matières premières.» (pp. 244–245) «Si l'on connaît ces trois postes, le prix du produit est déterminé. Il ne peut pas être inférieur à la somme des trois, c'est-à-dire à sa *valeur réelle*; au-delà, le *surplus* représente le *profit du manufacturier*. Celui-ci dépendra de la *demande* et variera donc en fonction des circonstances...» (l. c. p. 245) «De là la nécessité d'une forte demande pour favoriser la prospérité des manufactures... les entrepreneurs industriels règlent leur mode de vie et leurs dépenses sur le profit dont ils sont assurés.» (l. c. p. 246)

De cela, il ressort clairement que le profit du «*manufacturier*» [manufacturier], du capitaliste pris individuellement est toujours un *relative profit*, un *profit upon alienation*, il découle toujours de l'excédent du prix de la marchandise sur sa valeur réelle, de sa vente *au-dessus de sa valeur*. Si toutes les marchandises étaient vendues à leur *valeur*, il n'y aurait pas de profit.

Steuart a consacré tout un chapitre à l'étude détaillée: «*How profits consolidate into prime cost*» [de la manière dont les profits passent dans les frais de production] (vol. III, l. c, pp. 11 et suiv.).

Steuart rejette d'une part la théorie du système monétaire et du système mercantiliste selon laquelle la vente des marchandises au-dessus de leur valeur et le profit qui en découle représentent une plus-value, un accroissement positif de la richesse¹; mais d'autre part, il en reste à cette conception que le profit du capital considéré individuellement n'est rien d'autre que la fraction du prix qui excède la ||222| valeur, le *profit upon alienation*. Chez lui, toutefois, il n'est que *relatif*, le gain d'un côté étant compensé par une perte de l'autre, et ce mouvement ne représentant donc que «*a vibration of the balance of wealth between parties*» [une oscillation de la balance de la richesse entre les intéressés].

1. Cependant, le système monétaire lui-même ne suppose pas ce profit à l'intérieur d'un pays, mais seulement dans l'échange avec d'autres pays. Ce faisant, il reste dans le cadre du système mercantiliste [qui supposait] que cette valeur se présente sous forme monétaire (en or ou en argent) et qu'en conséquence la plus-value trouve son expression dans la balance commerciale qui est soldée monétaire (K.M.). Dans le manuscrit cette note est portée en biais dans la marge.

A cet égard, Steuart est donc l'expression *rationnelle* du système monétaire et du système mercantile.

Son mérite, quant à la conception du capital, c'est d'avoir montré selon quel processus s'opérait la séparation entre les conditions de production, propriété d'une certaine *classe*, et la puissance de travail. Il s'est préoccupé beaucoup de ce *processus de genèse* du capital – sans le concevoir encore immédiatement comme tel, bien qu'il y voie la condition de la grande industrie. Il étudie ce processus *surtout* dans l'agriculture; et pour lui, *ce qui est exact*, c'est seulement grâce à cette séparation qui s'opère dans l'agriculture, que naît l'industrie manufacturière en tant que telle. Ce processus, A. Smith le suppose déjà achevé.

(Livres de Steuart 1767 (Londres), de Turgot 1766, d'A. Smith 1775.)¹

1. L'ouvrage de Steuart parut en 1767 à Londres, celui de TURGOT: *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, fut écrit en 1766, celui d'Adam SMITH: *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* [Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations] en 1775.

DEUXIÈME CHAPITRE

LES PHYSIOCRATES

[1. L'étude sur l'origine de la plus-value transférée de la sphère de la circulation dans la sphère de la production immédiate.
La rente foncière conçue comme forme unique de la plus-value]

C'est essentiellement aux physiocrates que revient le mérite d'avoir analysé le *capital* dans les limites de l'horizon bourgeois, ce qui fait d'eux les véritables pères de l'économie moderne. Premièrement, ils ont analysé les divers *éléments matériels*¹ dont est fait et en lesquels se décompose le capital tout au long du processus de travail. On ne peut faire grief aux physiocrates d'avoir, comme leurs successeurs, conçu comme capital ces modes matériels d'existence, instruments, matières premières, etc., sans tenir compte des conditions sociales dans lesquelles ils apparaissent dans la production capitaliste; autrement dit, de les avoir saisis sous la forme où ils sont des éléments du procès de travail en général et indépendamment de la forme sociale de ce procès, faisant ainsi du mode capitaliste de production un mode de production naturel et éternel. Les formes bourgeoisées de la production ne pouvaient manquer de leur apparaître comme des formes naturelles de celle-ci. Ils ont eu le grand mérite de considérer ces formes comme des formes physiologiques de la société, émanant des nécessités naturelles de la production elle-même et indépendantes de la volonté des hommes, de la politique, etc. Ce sont des lois physiques; l'erreur consistait seulement à voir dans la loi physique d'un certain état historique de la société une loi abstraite régissant uniformément toutes les formes de société.

Outre cette analyse des éléments matériels dont se compose le capital à l'intérieur du procès de travail, les physiocrates ont

1. Marx emploie le terme *gegenständlich*.

déterminé les formes que prend le capital dans la circulation (*capital fixe, capital circulant*^{*}, même si on trouve chez eux encore d'autres dénominations) et, d'une manière générale, la connexion existant entre le procès de circulation et le procès de reproduction du capital. Nous y reviendrons dans le chapitre sur la circulation¹.

Sur ces deux points principaux, A. Smith a pris la succession des physiocrates. Son mérite – à cet égard – se limite à avoir fixé les catégories abstraites et baptisé avec plus de netteté les différences analysées par les physiocrates.

||223| D'une manière générale, la base du développement de la production capitaliste, c'est, nous l'avons vu², le fait que la *puissance de travail*³, marchandise appartenant aux ouvriers, *affronte* les conditions de travail, marchandises solidement ancrées dans le capital et existant indépendamment des ouvriers. En tant que marchandise, il est essentiel de déterminer la *valeur* de la puissance de travail. Celle-ci est égale au temps de travail que requiert la production des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de la puissance de travail, ou encore au prix des moyens de subsistance nécessaires à l'existence de l'ouvrier en tant qu'ouvrier. C'est seulement sur cette base qu'apparaît une différence entre la *valeur de la puissance de travail* et sa *mise en valeur*⁴, différence qui n'existe pour aucune autre marchandise; la valeur d'usage, donc l'utilisation d'une marchandise, ne pouvant jamais élever sa *valeur d'échange* ou les valeurs d'échange qui en résultent. Il est donc fondamental pour l'économie moderne, qui a pour tâche d'analyser la production capitaliste, de concevoir la *valeur de la puissance de travail* comme quelque chose de fixe, comme une grandeur donnée – ce qu'elle est d'ailleurs dans la pratique pour

1. Ce chapitre est devenu finalement l'actuel Livre II du *Capital* où l'on trouve effectivement une analyse des idées des physiocrates sur la reproduction et la circulation du capital.

2. Marx veut parler des pages 58–60 du cahier II du manuscrit de 1861–1863.

3. Dans son manuscrit de 1861–1863, Marx emploie presque toujours le terme de *Arbeitsvermögen* au lieu de celui d'*Arbeitskraft* qu'il adoptera plus tard, pour désigner la force de travail. Il résulte d'un passage du Livre premier du *Capital*, où d'ailleurs ces deux termes sont employés concurremment, qu'il n'y a pas de différence de sens entre eux. Comme l'avait fait le traducteur du Livre premier étant donné que sa traduction a été soigneusement revue par Marx lui-même, nous avons traduit *Arbeitsvermögen* par *puissance de travail*. Rencontrant dans un texte français l'expression *faculté de travail* il est arrivé à Marx de la traduire par *Arbeitsvermögen*.

4. En allemand *Verwertung* que nous traduisons en général par *mise en valeur* et plus rarement par *valorisation*.

chaque cas déterminé. C'est pourquoi le *salaire minimal* constitue à juste titre la pierre angulaire de la doctrine des physiocrates. Bien qu'ils n'aient pas encore compris la nature de la valeur elle-même, ils ont pu établir la *valeur de la puissance de travail* parce qu'elle se présente sous la forme du prix des moyens de subsistance nécessaires, c'est-à-dire d'une somme de valeurs d'usage déterminées. Sans avoir élucidé la nature de la valeur en général, ils ont donc pu, chaque fois qu'ils en ont eu besoin dans leur étude, considérer la valeur de la puissance de travail comme une grandeur déterminée. Certes, ils ont en outre commis l'erreur de tenir ce *salaire minimal* pour une grandeur invariable, entièrement déterminée par la nature, et non par le stade de développement historique, grandeur soumise elle-même à des fluctuations. La justesse abstraite de leurs conclusions ne s'en trouve pourtant en rien altérée, la différence entre la valeur de la puissance de travail et sa mise en valeur ne dépendant absolument pas de la sur- ou sous-évaluation de la puissance de travail.

Les physiocrates ont recherché l'origine de la plus-value non plus dans la sphère de la circulation mais dans celle de la production immédiate, jetant ainsi les bases de l'analyse de la production capitaliste.

Ils ont eu tout à fait raison de poser ce principe fondamental: seul est *productif* le travail qui crée une *plus-value*, dont le produit contient donc une valeur supérieure à la somme des valeurs consommées pendant sa production. La valeur des matières premières et du matériel étant donnée, la valeur de la puissance de travail étant, elle, égale au salaire minimal, cette plus-value ne peut manifestement consister qu'en la quantité de travail fournie par l'ouvrier au capitaliste et excédant celle qu'il reçoit, lui, dans son salaire. Elle n'apparaît pas sous cette forme il est vrai chez les physiocrates, car ils n'ont pas encore ramené la valeur en général à sa *substance simple*, quantité ou temps de travail.

||224| Il va de soi que leur représentation est nécessairement déterminée par leur conception générale de la nature de la valeur, qui ne constitue pas chez eux un mode déterminé, un mode social de l'activité humaine (le travail), mais dans la composition de laquelle entrent la terre, la nature, la matière et les différentes modifications de celle-ci.

La différence entre la *valeur* et la *mise en valeur* de la puissance de travail – la plus-value que l'achat de la puissance de travail procure à celui qui l'utilise – c'est, de toutes les branches de pro-

duction, dans l'*agriculture*, production originale¹, qu'elle se manifeste de la manière la plus tangible et la plus irréfutable. La somme des moyens de subsistance que l'ouvrier absorbe, bon an mal an, ou la masse de matière qu'il consomme, est inférieure à la somme des moyens de subsistance qu'il produit. Mais dans la manufacture, d'une manière générale, on ne voit pas l'ouvrier produire directement, ni ses moyens de subsistance, ni l'excédent par rapport à ces moyens de subsistance. Achat, vente, les différents actes de la circulation constituent pour ce procès une médiation nécessaire, et sa compréhension requiert une analyse de la valeur en général. Dans l'*agriculture*, au contraire, le procès se manifeste immédiatement dans l'excédent de valeurs d'usage que produit l'ouvrier par rapport à celles qu'il consomme ; il peut donc être compris sans procéder à une analyse de la valeur en général, sans avoir une claire compréhension de la nature de la valeur. Donc même alors que la valeur est ramenée à la valeur d'usage et celle-ci à la matière produite. C'est pourquoi le travail agricole est pour les physiocrates le seul *travail productif*, car c'est le seul travail qui *crée une plus-value*, et la *rente foncière* est la *seule forme de plus-value* qu'ils connaissent. L'ouvrier de manufacture ne multiplie pas la matière ; il se borne à la transformer. Le matériau – la masse de matière – lui est fourni par l'*agriculture*. Il est vrai qu'il ajoute de la valeur à la matière, non par son travail, mais par les frais de production de son travail : c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance qu'il consomme pendant son travail et qui est égale au salaire minimal qu'il reçoit de l'*agriculture*. Le travail agricole étant considéré comme le seul travail productif, la forme de plus-value qui distingue le travail agricole du travail industriel, la *rente foncière*, est tenue pour la forme unique de la plus-value.

C'est pourquoi il n'est pas question chez les physiocrates du profit proprement dit, ce *profit* du capital, dont la rente foncière elle-même n'est qu'un dérivé. Le profit leur paraît être seulement une espèce de salaire supérieur : les propriétaires fonciers le paient, les capitalistes le consomment sous forme de revenu (il entre donc dans leurs frais de production, tout comme le salaire minimal des ouvriers ordinaires) et il accroît la valeur de la matière première parce qu'il entre dans les *frais de consommation* que le capitaliste, [l']industriel consomme pendant la fabrication du produit, la transformation de la matière première en un nouveau produit.

1. En allemand *Urproduktion*.

Aussi une partie des physiocrates, Mirabeau père, par exemple, disent-ils de la plus-value qui se présente sous la forme d'*intérêt de l'argent* – [cette] autre variété du profit – qu'elle constitue une usure contre nature. Turgot, en revanche, la justifie à l'aide de l'argument suivant : le capitaliste financier pourrait acheter de la terre, donc de la rente foncière ; son capital financier doit donc lui rapporter autant de plus-value qu'il en obtiendrait en le transformant en propriété foncière. Il en résulte que l'intérêt de l'argent n'est pas non plus une valeur nouvellement créée, une plus-value ; ce raisonnement explique seulement pourquoi une partie de la plus-value acquise par les propriétaires fonciers revient au capitaliste financier sous forme d'intérêt, tout comme on explique pour d'autres raisons, ||225| pourquoi une partie de cette plus-value revient au capitaliste industriel sous forme de profit. Parce que le *travail agricole* est le seul travail productif, le seul qui crée de la plus-value, la *forme de plus-value* qui distingue le travail agricole de toutes les autres branches de travail, la *rente foncière*, est la *forme générale de la plus-value*. Profit industriel et intérêt de l'argent ne sont que des rubriques dans lesquelles la rente foncière se répartit, passant ainsi, dans une proportion déterminée, de la main des propriétaires fonciers dans celles d'autres classes. Par un raisonnement exactement inverse, les économistes ultérieurs considérant depuis A. Smith, à juste titre, le *profit industriel* comme la *forme* sous laquelle le capital s'approprie *originairement* la plus-value, donc comme la forme générale originale de la plus-value, présenteront l'intérêt et la rente foncière comme des dérivés du profit industriel que le capitaliste industriel distribue à différentes classes avec lesquelles il partage la propriété de la plus-value.

Outre la raison déjà avancée – le travail agricole est le travail où la création de la plus-value apparaît matériellement, sous une forme tangible, et sans faire appel aux procès de circulation – les physiocrates avaient plusieurs autres raisons d'en arriver à leur conception :

Premièrement : parce que dans l'*agriculture*, la rente foncière apparaît comme un troisième élément, comme une forme de plus-value qu'on ne trouve pas dans l'industrie ou seulement à l'état de traces. C'est la plus-value en sus de la plus-value (profit), donc la forme la plus tangible et la plus frappante de la plus-value, la plus-value à la puissance deux.

«L'*agriculture*», explique Karl Arnd, économiste qui ne s'embarrasse pas de finesse, Die natrgermäss Volks-

wirthschaft, etc. [L'Economie nationale naturelle], Hanau 1845, pp. 461–462, «produit une valeur – la rente foncière – qui ne se rencontre ni dans l'industrie, ni dans le commerce; valeur qui subsiste après avoir remplacé tout le salaire déboursé et toute la rente du capital employé.»

Deuxièmement. Si l'on fait abstraction du commerce extérieur – ce que les physiocrates ont, à juste raison, fait, et qu'ils étaient obligés de faire pour procéder à leur analyse abstraite de la société bourgeoise – il est évident que la masse des ouvriers travaillant en manufacture, etc., complètement séparés et détachés de l'agriculture – ces «bras libres», comme les appelle Steuart – est déterminée par la masse de produits agricoles que les cultivateurs produisent en excédent de leur propre consommation.

«Il est indéniable que le nombre relatif de personnes qui peuvent être entretenues sans fournir elles-mêmes un travail dans l'agriculture, est nécessairement et entièrement déterminé par les forces productives des cultivateurs.» (R. Jones, *On the Distribution of Wealth* [Sur la répartition des richesses], Londres 1831, pp. 159–160).

Le travail agricole étant ainsi la base naturelle (voir sur ce point un précédent cahier¹) non seulement du surtravail dans sa propre sphère, mais aussi de l'accession à l'autonomie de toutes les autres branches de travail, donc aussi de la plus-value qui y est créée, il va de soi qu'il ne pouvait qu'être considéré comme le créateur de la plus-value aussi longtemps du moins qu'un travail concret déterminé, et non pas le travail abstrait et sa mesure, le temps de travail, étaient considérés comme substance de la valeur.

||226| *Troisièmement.* Toute plus-value, pas seulement la plus-value relative, la plus-value absolue aussi, repose sur une productivité donnée du travail. Si la productivité du travail en était seulement au stade où le temps de travail d'un individu suffit simplement à le maintenir en vie, à produire et à reproduire ses propres moyens de subsistance, il n'existerait ni surtravail ni plus-value, ni différence entre la valeur de la force de travail et sa mise en valeur. La possibilité du surtravail et de la plus-value résulte donc d'une force productive donnée du travail, productivité qui

1. Dans le cahier III, pp. 105–106, Marx fait allusion aux physiocrates.

permet à la puissance de travail de reproduire plus que sa propre valeur, de produire au-delà des besoins qu'impose son processus vital. Or il faut que cette productivité, le degré de productivité pris comme base de départ, soit présente d'emblée dans le travail agricole, comme nous l'avons vu au *deuxièmement*; elle apparaît donc comme un *don de la nature*, une *force productive de celle-ci*. Ici, dans l'agriculture, la collaboration des forces naturelles – la multiplication de la force de travail humaine par l'emploi et l'exploitation des forces naturelles – a quelque chose d'automatique, est, en gros, donnée au départ. Dans la manufacture, cette utilisation à grande échelle des forces de la nature n'apparaît qu'avec le développement de la grande industrie. Un certain degré de développement de l'agriculture, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, apparaît donc comme la base de développement du capital. Dans ce cas et dans cette mesure, la plus-value relative coïncide avec la plus-value absolue. (C'est l'argument que Buchanan – grand adversaire des physiocrates – fait valoir, même contre A. Smith, en cherchant à démontrer que le développement de l'agriculture a précédé également l'apparition de l'industrie urbaine moderne.)

Quatrièmement. Le grand mérite de l'apport spécifique des physiocrates étant de faire dériver valeur et plus-value non pas de la circulation, mais de la production, ils ne peuvent manquer, contrairement aux systèmes monétaire et mercantiliste, de commencer par le secteur de production qui peut être saisi en lui-même, indépendamment de la circulation et de l'échange, secteur qui implique seulement l'échange entre l'homme et la nature, et non pas l'échange entre les personnes.

[2. Contradictions dans le système des physiocrates:
l'aspect extérieur féodal du système et son essence bourgeoise;
explication ambiguë de la plus-value]

De là les contradictions dans le système des physiocrates.

C'est un fait: le système des physiocrates est le premier à analyser la production capitaliste et à présenter comme d'éternelles lois naturelles de la production les conditions dans lesquelles du capital est produit et dans lesquelles le capital produit. Mais il fait par ailleurs, au contraire, l'effet d'une réplique bourgeoise du système féodal, de la domination de la propriété foncière; et les sphères industrielles au sein desquelles le capital amorce son développement autonome sont présentées comme des branches «improductives».

tives» du travail, de simples appendices de l'agriculture. La première condition du développement du capital, c'est que la propriété foncière se sépare du travail, que, face au travailleur libre, la terre – cette condition originelle du travail – apparaisse en tant que puissance autonome, qui se trouve dans la main d'une classe particulière. Dans cette façon de présenter les choses, le propriétaire foncier apparaît en conséquence comme le véritable capitaliste, celui qui s'approprie le surtravail. La féodalité se trouve ainsi reproduite et expliquée *sub specie* [sous la forme] de la production bourgeoise, tandis que l'agriculture apparaît comme la branche de production où la production capitaliste – c'est-à-dire la production de la plus-value – se manifeste exclusivement. Tandis que la féodalité acquiert de la sorte un aspect bourgeois, la société bourgeoise prend des allures féodales.

Ces apparences firent illusion aux nobles, partisans du Dr. Quesnay, ainsi Mirabeau, le père, ce patriarche fantasque. Chez les autres penseurs ||227| du système, en particulier chez *Turgot*, ces apparences s'évanouissent complètement et le système des physiocrates se présente comme la théorie de la nouvelle société capitaliste qui surgit dans le cadre de la société féodale. Il correspond donc à la société bourgeoise à l'époque où elle éclôt et sort du système féodal. C'est pourquoi son point de départ se situe en France, pays à prédominance agricole, et non pas en Angleterre, pays à prédominance industrielle, commerciale et maritime. En Angleterre, l'attention se porte naturellement sur la circulation: le produit ne prend de valeur, ne devient marchandise que sous forme d'argent, en tant qu'expression du travail social général. Ainsi, tant qu'il s'agit non pas de la forme de la valeur, mais de sa grandeur et de sa mise en œuvre, on a affaire au *profit upon expropriation* [profit d'expropriation], c'est-à-dire au *relative profit* [profit relatif] de Steuart. S'agit-il par contre de montrer la création de la plus-value dans la sphère même de la production, alors il faut d'abord en revenir à la branche de travail où cette plus-value se présente indépendamment de la circulation, donc à l'agriculture. C'est pourquoi cette initiative est partie d'un pays à prédominance agricole. Des idées apparentées à celles des physiocrates se rencontrent, à l'état fragmentaire, chez de vieux auteurs qui les ont précédés, ainsi pour une part en France même chez Boisguilbert. Mais c'est seulement avec les physiocrates qu'elles forment un système qui fait époque.

Le travailleur agricole, réduit au minimum de salaire, au *strict nécessaire**, produit plus que ce *strict nécessaire**, et cet excédent,

c'est la rente foncière, la *plus-value* que s'approprient les propriétaires de la condition de base du travail, la nature. On ne dira donc pas: l'ouvrier travaille plus que le temps de travail nécessaire à la reproduction de sa puissance de travail; la valeur qu'il crée est donc supérieure à la valeur de sa puissance de travail; ou encore: le travail qu'il fournit en retour est supérieur à la quantité de travail qu'il reçoit sous forme de salaire; mais on dit: la somme des valeurs d'usage qu'il consomme pendant la production est inférieure à la somme des valeurs d'usage qu'il crée, et il reste donc un surplus de valeurs d'usage. – S'il ne travaillait que le temps nécessaire à la reproduction de sa propre puissance de travail, il n'y aurait pas de reste. Mais on ne retient que ce seul point: la productivité de la terre lui confère le pouvoir de produire, pendant sa journée de travail qui est supposée donnée, davantage qu'il n'a besoin de consommer pour subsister. Cette valeur supplémentaire apparaît donc comme un *don de la nature* dont l'action permet à une certaine masse de matière organique – semences, animaux – de donner au travail le pouvoir de transformer davantage de matière inorganique en matière organique.

D'autre part, on sous-entend comme une évidence que le propriétaire affronte le travailleur en qualité de capitaliste. Il paie la puissance de travail que l'ouvrier lui offre en tant que marchandise, et en retour il obtient, non seulement un équivalent, mais il s'approprie la mise en œuvre de cette puissance de travail. On presuppose que lors de cet échange il y a cu séparation entre la condition objective du travail et la puissance de travail elle-même, devenues étrangères l'une à l'autre. On part du propriétaire foncier féodal, mais c'est en qualité de capitaliste qu'il entre en scène; simple possesseur de marchandises, il met en valeur les marchandises qu'il a échangées contre du travail, et il reçoit en retour non seulement un équivalent, mais un excédent sur cet équivalent, parce qu'il se contente de payer la puissance de travail comme une simple marchandise. C'est en tant que possesseur de marchandises qu'il affronte le travailleur libre. Ou encore, ce propriétaire foncier est essentiellement un capitaliste. A cet égard aussi, la vérité du système des physiocrates réside en ceci que la condition fondamentale ||228| de la production capitaliste et de la production du capital, c'est que le travailleur soit totalement détaché de la terre et de la propriété foncière.

D'où les contradictions dans le même système: lui qui, le premier, explique la *plus-value* par l'appropriation de travail d'autrui, et ce sur la base de l'échange de marchandises, ne voit pas dans la

valeur en général une forme du travail social ni dans la plus-value un travail en plus, un surtravail; dans la valeur il voit simplement la valeur d'usage, rien que de la matière, et dans la plus-value, un simple don de la nature qui, pour une quantité donnée de matière organique, fournit en retour une quantité plus grande. D'une part, la rente foncière – donc la véritable forme économique de la propriété foncière – est dépouillée de sa coquille féodale, elle est réduite à une simple plus-value, [l'excédent] sur le salaire du travail. D'autre part, conformément au mode de pensée féodal, on déduit cette plus-value de la nature et non pas de la société, du rapport avec la terre et non pas du commerce¹. La valeur elle-même se résout en simple valeur d'usage, donc en matière. Et ce qui intéresse dans cette matière, c'est seulement sa quantité, c'est-à-dire l'excédent des valeurs d'usage produites sur les valeurs d'usage consommées, donc le simple rapport quantitatif des valeurs d'usage entre elles, leur valeur d'échange réciproque, qui se résout en fin de compte en temps de travail.

Toutes ces contradictions sont celles de la production capitaliste en train de se dégager de la société féodale et ne donnant plus de cette dernière qu'une interprétation bourgeoise sans avoir pour autant trouvé encore sa forme caractéristique, de même la philosophie commence-t-elle à s'élaborer dans la forme religieuse de la conscience, anéantissant d'une part la religion en tant que telle tandis que, d'autre part, elle ne se meut encore que dans cette sphère religieuse idéalisée, entièrement dissoute en pensée.

C'est aussi pourquoi, dans les conséquences tirées par les physiocrates eux-mêmes, l'apparente glorification de la propriété foncière se mue en sa négation économique et en une confirmation de la production capitaliste. D'une part, tous les impôts sont transférés sur la rente foncière; autrement dit, la propriété foncière est *partialiter* [partiellement] confisquée, ce que la législation révolutionnaire française a cherché à réaliser et qui est le résultat auquel aboutissent les développements de l'économie moderne de Ricardo². Les impôts étant entièrement reportés sur la rente foncière parce qu'elle est la seule plus-value – il s'ensuit que l'imposition d'autres formes de revenus ne frappe la propriété foncière que par une voie détournée, donc seulement par une voie économiquement néfaste, d'une manière qui constitue une entrave pour la production – mais

1. En allemand *Verkher*.

2. Voir ci-dessous p. 59, note 3.

l'impôt, et par là-même toute intervention de l'Etat, sont écartés de l'industrie même et celle-ci est ainsi libérée de toute intervention de l'Etat. On le fait prétendument pour le bien de la propriété foncière, non pas dans l'intérêt de l'industrie, mais de la propriété foncière. Allant de pair avec ces conceptions: *laissez faire, laissez aller*¹; libre concurrence sans entraves, suppression de toute immixtion de l'Etat, de tout monopole, etc. dans le domaine de l'industrie. Puisque l'industrie ne crée rien, qu'elle se contente de transformer les valeurs que lui fournit l'agriculture, sans leur ajouter aucune valeur, mais en restituant seulement l'équivalent des valeurs livrées sous une autre forme, il est évidemment souhaitable que rien ne vienne gêner ce procès de transformation et qu'il se réalise au meilleur marché possible; ce qu'on obtient seulement par la libre concurrence, la production capitaliste étant livrée à elle-même. La société bourgeoise se dégage de la monarchie absolue érigée sur les ruines de la société féodale, et cette émancipation s'accomplit donc dans le seul intérêt du propriétaire foncier féodal mué en un capitaliste ||229| uniquement soucieux de s'enrichir. Les capitalistes ne sont donc des capitalistes que dans l'intérêt du propriétaire foncier, tout comme l'économie politique développée par la suite ne leur permet d'être des capitalistes que dans l'intérêt de la classe laborieuse.

On voit donc combien des économistes modernes, [comme] M. Eugène Daire, l'éditeur des physiocrates en même temps que d'un mémoire à leur louange qui lui valut un prix, ont peu compris le système des physiocrates quand ils trouvent que leurs théories sont spécifiques de la productivité exclusive du travail agricole, de la rente foncière en tant que plus-value unique, de la position prépondérante des propriétaires fonciers dans le système de production, sans rapport aucun, sinon fortuit, avec leur proclamation de la libre concurrence, avec le principe de la grande industrie, de la production capitaliste. On comprend en même temps comment les aspects féodaux de ce système, tout comme le ton aristocratique de l'explication, ont pu faire d'un grand nombre de seigneurs féodaux les adeptes enthousiastes et les propagateurs d'un système qui annonçait pour l'essentiel l'édification du système de production bourgeois sur les ruines du système féodal.

1. La formule la plus courante est «laissez faire, laissez passer».

[3. Les trois classes de la société chez Quesnay.
Nouveau développement de la théorie physiocratique chez Turgot:
éléments d'une analyse plus profonde des rapports capitalistes]

Nous allons maintenant passer en revue toute une série de textes, en partie pour commenter, en partie pour établir ce que nous venons d'avancer.

Chez Quesnay lui-même, dans son *Analyse du Tableau économique**, la nation se compose de 3 classes de citoyens:

«*La classe productive*» (*agricultural labourers* [travailleurs agricoles]), «*la classe des propriétaires* et *la classe stérile*» («tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture»). (*Physiocrates etc.* édit. *Eugène Daire, Première Partie, Paris 1846*, p. 58.)**

Comme classe productive, classe qui crée la plus-value, on trouve uniquement les travailleurs agricoles, pas les propriétaires fonciers. L'importance de cette *classe des propriétaires**, qui n'est pas «stérile» parce qu'elle représente la «plus-value», ne vient pas de ce qu'elle crée cette plus-value, mais exclusivement de ce qu'elle se l'approprie.

Conception développée chez Turgot avec le maximum d'ampleur. Il présente d'ailleurs par endroits le *pur don de la nature** comme un *surtravail*, et d'autre part il explique la nécessité pour le travailleur de fournir ce qui dépasse son salaire strict par le fait qu'il est coupé des conditions de travail et que celles-ci se présentent à lui en tant que propriété d'une classe qui en fait commerce.

Première raison pour laquelle le travail agricole est seul productif: il est la base naturelle de la condition nécessaire de l'exercice de tous les autres travaux:

«Son» (*du laboureur**) «travail dans l'ordre des travaux partagés entre les différents membres de la société, conserve la même primauté ... qu'avait entre les différents travaux qu'il était obligé dans l'état solitaire de consacrer à ses besoins de toute espèce, le travail qui subvenait à sa nourriture. Ce n'est pas ici une primauté d'honneur ou de dignité; elle est de nécessité *physique* ... Ce que son travail fait produire à la terre au-delà de ses besoins personnels est l'unique fonds des salaires que reçoivent tous les autres membres de la société en échange de leur travail. Ceux-ci,

en se servant du prix de cet échange pour acheter à leur tour les denrées du laboureur, ne lui rendent exactement» (en matière) «que ce qu'ils ont reçu. C'est une différence essentielle ||230| entre ces deux genres de travaux.» (*Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766). Turgot, *Oeuvres, édit. Daire, t. I, Paris 1844*, pp. 9-10).**

Voyons à présent comment naît la plus-value. Elle ne tire pas sa source de la circulation, mais elle s'y réalise. Le produit est vendu à sa valeur, pas *au-dessus*. Pas d'excédent du prix sur la valeur. Mais parce qu'il est vendu à sa valeur, le vendeur réalise une plus-value. Cela n'est possible que parce que lui-même n'a pas payé entièrement la valeur qu'il vend, ou parce que le produit contient¹ un élément de valeur qu'il n'a pas payé, pas compensé par un équivalent. Et tel est bien le cas pour le travail agricole. Il [le propriétaire] vend ce qu'il n'a pas acheté et que Turgot commence par présenter comme un *pur don de la nature**. Mais nous verrons que, en sous-main, ce *pur don de la nature** se transforme chez lui en un *surtravail* du *labourer* [travailleur agricole], que le *propriétaire** n'a pas acheté, mais qu'il vend dans les produits agricoles.

«Dès que le travail du laboureur *produit au-delà* de ses besoins, il peut, avec ce superflu *que la nature lui accorde en pur don* au-delà du salaire de ses peines, acheter le travail des autres membres de la société. Ceux-ci en le lui vendant ne gagnent que leur vie; mais le laboureur recueille, outre sa subsistance, une richesse indépendante et disponible, *qu'il n'a point achetée et qu'il vend*. Il est donc l'unique source des richesses qui par leur circulation animent tous les travaux de la société, *parce qu'il est le seul dont le travail produise au-delà du salaire du travail.*» (l. c. p. 11.)**

Dans cette première conception, primo l'essence de la plus-value, c'est de la valeur réalisée dans la vente sans que le vendeur ait fourni d'équivalent, sans qu'il l'ait achetée. *Valeur non payée*. Mais, deuxième, cet excédent par rapport au salaire du travail* est conçu comme un *pur don de la nature**; don de la nature en ce

1. Dans le manuscrit: reçoit. Erreur de plume manifeste. Les deux termes sont très voisins en allemand.

sens que le pouvoir qu'a le travailleur de produire pendant sa journée de travail plus qu'il ne lui est nécessaire pour reproduire sa puissance de travail, plus que ne comporte son *salaire** dépend de la productivité de la nature. Dans cette première conception, c'est encore le travailleur lui-même qui s'approprie la totalité du produit. Celui-ci se divise en 2 parts. La première constitue son salaire; il fait figure, vis-à-vis de lui-même, d'ouvrier salarié qui se verse à lui-même la part du produit nécessaire à la reproduction de sa puissance de travail, à sa subsistance. La deuxième partie, en excédent sur le salaire, est un *don de la nature* et constitue la plus-value. La nature de cette plus-value, de ce *pur don de la nature**, va toutefois se préciser dès qu'on sort de l'hypothèse du *propriétaire cultivateur** et que les deux parts du produit, le *salaire** et la plus-value, échoient à deux classes différentes, la première au travailleur salarié, la deuxième au *propriétaire**.

Pour que se forme une classe de travailleurs salariés, que ce soit dans l'industrie manufacturière ou dans l'agriculture elle-même – au départ tous les *manufacturiers** sont uniformément des *stipendiés**, des travailleurs salariés du *cultivateur propriétaire** – il faut que les conditions de travail se séparent de la puissance de travail, et le fondement de cette opération, c'est que la terre elle-même se présente comme la propriété privée d'une partie de la société, si bien que l'autre partie est exclue de cette condition objective indispensable à la mise en valeur de son travail.

«Dans les premiers temps le propriétaire n'a pas dû être distingué du cultivateur ... dans ce premier temps, tout homme laborieux, trouvant autant de terre qu'il en voulait, ||231| ne pouvait être tenté de *labourer pour autrui* ... Mais à la fin toute terre trouva son maître, et ceux qui ne purent avoir des propriétés n'eurent d'abord d'autre ressource que celle d'échanger le travail de leurs bras dans les emplois de la *classe stipendiée*» (à savoir la *classe des artisans**, bref, tous ceux qui n'étaient pas travailleurs agricoles) «contre le superflu des denrées du propriétaire cultivateur.» (p. 12.)**

Le *propriétaire cultivateur**, avec le *superflu considérable** que la terre donnait à son travail, put

«payer des hommes pour cultiver sa terre, et pour des hommes qui vivent de salaires, autant valait les gagner à ce métier qu'à tout autre. *La propriété dut donc être séparée du travail de la culture, et bientôt elle*

*le fut ... Les propriétaires commencent à ... se décharger du travail de la culture sur des cultivateurs salariés.» (p. 13.)***

Ainsi, le rapport capital-travail salarié pénètre-t-il donc dans l'agriculture elle-même. Il se manifeste dès lors qu'un certain nombre d'individus se trouvent coupés de la propriété de leurs conditions de travail – en premier lieu de la terre – et n'ont rien d'autre à vendre que leur propre travail.

Pour le travailleur salarié, qui ne peut plus alors produire de marchandise, mais est obligé de vendre son propre travail, le salaire *minimum*, l'équivalent des moyens de subsistance nécessaires, va devenir obligatoirement la loi qui régit son échange avec le propriétaire de la condition de travail.

«Le simple ouvrier, qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine ... En tout genre de travail il doit arriver et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance.» (l. c. p. 10.)**

Dès que le travail salarié est apparu,

«le produit de la terre se divise en deux parts: l'une comprend la subsistance et les profits du laboureur, qui sont la récompense de son travail et la condition sous laquelle il se charge de cultiver le champ du propriétaire; ce qui reste est cette partie indépendante et disponible que la *terre donne en pur don à celui qui la cultive* au-delà de ses avances et du salaire de ses peines, et c'est la part du propriétaire ou le revenu avec lequel celui-ci peut vivre sans travail et qu'il porte où il veut.» (p. 14.)**

Mais voilà que ce *pur don de la terre** apparait déjà déterminé comme un cadeau qu'elle fait «à *celui qui la cultive*»*, donc comme un cadeau qu'elle fait au travail: c'est la force productive du travail consacré à la terre, force productive qu'il possède par suite de l'utilisation de la force productive de la nature, qu'il puise donc dans la terre, mais seulement en sa qualité de travail. Dans la main du *propriétaire**, l'excédent n'apparaît donc plus comme un «*don de la nature*», mais comme l'appropriation – sans fourniture d'un équivalent – du travail d'autrui à qui la productivité de la

nature confère le pouvoir de produire des moyens de subsistance au-delà de ses propres besoins, mais qui, de par son existence de travail salarié, en est réduit à ne s'approprier du produit du travail que «ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance»*.

«... Le cultivateur produit son propre salaire et en outre le revenu qui sert à salarier toute la classe des artisans et autres stipendiés ... Le propriétaire n'a rien que par le travail du cultivateur» (et donc pas par *pur don de la nature**); «il reçoit de lui sa ||232| subsistance et ce avec quoi il paie les travaux des autres stipendiés ... le cultivateur n'a besoin du propriétaire qu'en vertu des conventions et des lois.» (l. c. p. 15.)**

Voilà donc la plus-value directement présentée comme la part du travail du *cultivateur** que le *propriétaire** s'approprie sans compensation et dont il vend le produit sans l'avoir acheté. Seulement ce que Turgot considère, ce n'est pas la valeur d'échange en tant que telle, le temps de travail lui-même, mais le surplus de produits que le travail du *cultivateur** fournit au *propriétaire** au-delà de son propre salaire; excédent qui ne fait que matérialiser la quantité de temps pendant laquelle l'ouvrier travaille gratis pour le *propriétaire** en sus du temps qu'il travaille pour reproduire son salaire.

Nous voyons donc comment, à l'intérieur du travail agricole, les physiocrates ont une conception juste de la plus-value en la considérant comme le produit du travail du salarié, même si, par ailleurs, ils conçoivent ce travail lui-même sous la forme concrète qu'il prend dans les valeurs d'usage.

L'exploitation capitaliste de l'agriculture – «fermage ou louage des terres» – est, remarquons-le en passant, qualifiée par Turgot de «méthode la plus avantageuse de toutes, mais elle suppose un pays déjà riche» (l. c. p. 21.).**

{Lors de l'étude de la plus-value, passer de la sphère de la circulation dans la sphère de la production, c'est-à-dire ne pas la déduire seulement de l'échange marchandise contre marchandise, mais aussi de l'échange tel qu'il se déroule à l'intérieur de la production entre les propriétaires des conditions de travail et les ouvriers. Ceux-ci aussi s'affrontent en qualité de possesseurs de marchandises et ainsi ne suppose-t-on en aucune façon de production indépendante de l'échange.}

{Dans le système des physiocrates, les *propriétaires** [sont] les *salariants**, les *ouvriers* et *manufacturiers** de toutes les autres branches d'industrie des *salariés** ou *stipendiés**. De là aussi *gouvernants** et *gouvernés**.}

Turgot analyse comme suit les conditions de travail:

«Dans quelque métier que ce soit, il faut d'avance que l'ouvrier ait des outils, qu'il ait une suffisante quantité des matières qui font l'objet de son travail; il faut qu'il subsiste en attendant la vente de ses ouvrages.» (p. 34.)**

Toutes ces *avances**, conditions qui seules permettent au travail de s'opérer, qui sont donc les *préalables* du procès de travail, à l'origine, la terre les livrait gratis:

«Elle a donné le premier fonds des avances antérieures à toutes cultures¹», sous forme de fruits, poissons, animaux, etc., et les instruments sous forme de branches d'arbres, pierres, *bestiaux**, qui se multiplient par suite du processus de procréation et donnent en outre des produits annuels tels que «laitages, laines, cuirs et autres matières qui, avec le bois pris dans les forêts, ont été le premier fonds des ouvrages d'industrie.» (p. 34.)**

A présent, ces conditions de travail, ces *avances**, se transforment en *capital* dès qu'elles doivent être avancées à l'ouvrier par un tiers, et tel est le cas dès l'instant où l'ouvrier ne possède rien que sa puissance de travail:

«Lorsqu'une grande partie de la société n'eut que ses bras pour vivre, il fallait que ceux qui vivaient ainsi de salaires commençassent par avoir quelque chose d'avance, soit pour se procurer les matières sur lesquelles ils travaillaient, soit pour vivre en attendant le paiement de leur salaire.» (pp. 37-38.)**

||233| Turgot explique les «capitaux»* comme des «valeurs mobilières accumulées»* (l. c. p. 38). A l'origine, le *propriétaire** ou *cultivateur** paie directement chaque jour le *salaire** et livre la matière, à la fileuse de chanvre par exemple. Dès que l'industrie se développe, des avances plus importantes et une permanence de

1. Dans le texte de Marx: toute culture. Marx a traduit en allemand le passage qui n'est pas entre guillemets.

ce processus de travail deviennent nécessaires. C'est ce qu'entre-prennent alors les *possesseurs* of [de] capitaux**. Dans le prix de leurs produits, il leur faut recouvrer toutes leurs *avances** et un profit égal à :

«... ce que lui aurait valu son argent s'il l'avait employé en acquisition de fonds»; ainsi que son *salaire**, «car sans doute, à profit égal, il aurait préféré vivre, sans aucune peine, du revenu d'une terre qu'il aurait pu acquérir avec le même capital.» (p. 39.)**

La classe stipendiée industrielle* est elle-même subdivisée* «en entrepreneurs capitalistes et simples ouvriers», etc. (p. 39). Il en va de même des entrepreneurs fermiers* que de ces entrepreneurs*. Ils doivent de même recouvrer toutes leurs *avances**, assorties d'un profit comme ci-dessus.

«Tout cela doit être prélevé sur le prix des productions de la terre; le *surplus* sert au cultivateur à payer au propriétaire la permission que celui-ci lui a donnée de se servir de son champ pour établir son entreprise. C'est le prix du fermage, le revenu du propriétaire, le *produit net*, car tout ce que la terre produit jusqu'à concurrence de la rentrée des avances de toute espèce et des profits de celui qui les fait, ne peut être regardé comme un revenu, mais seulement comme *rentrée des frais de culture*, attendu que si le cultivateur ne les retirait pas, il se garderait bien d'employer ses richesses et sa peine à cultiver le champ d'autrui.» (l. c. p. 40.)**

Pour finir:

«Quoique les capitaux se forment en partie de l'épargne des profits des classes laborieuses, cependant, comme ces profits viennent toujours de la terre – puisque tous sont payés ou sur le revenu ou sur les frais qui servent à produire le revenu – il est évident que les capitaux viennent de la terre tout comme le revenu, ou plutôt qu'ils ne sont que l'accumulation de la partie des valeurs produites par la terre que les propriétaires du revenu ou ceux qui le partagent peuvent mettre en réserve chaque année, sans l'employer à leurs besoins.» (p. 66.)**

Il est tout à fait normal [que], la rente foncière constituant l'unique plus-value, l'accumulation ne se produise qu'à partir d'elle. Ce que les *capitalistes** accumulent par ailleurs, ils le prélèvent sur leur *salaire** (le revenu destiné à leur consommation, car c'est ainsi qu'est conçu le profit).

Profit et *salaires** entrant dans les *frais de culture**, seul le *surplus** constituant le revenu du *propriétaire**, celui-ci est en fait exclu des *frais de culture** – et par là-même exclu aussi comme agent de la production – tout comme chez les adeptes de Ricardo, en dépit de la situation honorifique qui lui est faite.

La montée de la physiocratie n'était pas sans rapport d'une part avec le colbertisme¹ auquel elle s'oppose, d'autre part aussi et surtout avec le krach du système de Law².

[4. Identification de la valeur et de la matière par Paoletti]

||234| La confusion de la valeur avec la matière ou, plus exactement, son assimilation à la matière, et les rapports de cette conception avec tout le mode de pensée des physiocrates, ressortent clairement des extraits suivants de *Ferdinand Paoletti: I veri mezzi di render felici le società*³ [Les Véritables moyens de rendre les sociétés heureuses] (ouvrage en partie dirigé contre Verri qui, dans ses *Meditazioni sulla Economia politica* [Méditations sur l'économie politique] (1771) avait attaqué les physiocrates). (Paoletti de Toscane, écrit cité, t. XX, *Custodi, Parte moderna*.)

«Une telle multiplication de la matière» comme le sont les *produzioni della terra* [produits de la terre], «n'a certainement jamais eu lieu dans l'industrie, et n'y est pas possible. L'industrie donne simplement une forme à la matière, elle la transforme seulement; l'industrie ne crée par conséquent rien. Mais m'objectera-t-on, l'industrie donne à la matière sa forme, elle est donc productive; sinon de matière, du moins

1. Voir ci-dessous p. 58, note 1.

2. Le banquier écossais John Law avait fondé à Paris, en 1716, une banque qui devint deux ans plus tard banque royale. L'émission de papier-monnaie à laquelle la banque se livra favorisa une spéculation sur les actions de la Compagnie des Indes Occidentales créée en 1719. Cette spéculation qui prit des proportions fantastiques aboutit, en 1720, à la faillite du «système» et à la banqueroute.

3. Dans l'original figure par erreur un autre titre: *Pensieri sopra l'agricoltura* [Pensées sur l'agriculture].

de forme. Bon, je ne vais pas dire le contraire. Mais ce n'est pas là une création de richesse, au contraire ce n'est rien d'autre qu'une dépense ... L'économie politique suppose et prend pour objet de son étude la production matérielle réelle qu'on trouve seulement dans l'agriculture, car seule celle-ci multiplie les matières et les produits qui constituent la richesse ... L'industrie achète à l'agriculture les matières premières pour les travailler; ce travail – nous l'avons déjà dit – ne fait que donner une forme à ces matières, sans rien leur ajouter et sans les multiplier.» (pp. 196–197.) «Donnez au cuisinier une certaine quantité de petits pois pour qu'il vous prépare le déjeuner; il vous les servira bien cuits et bien préparés, mais il n'aura pas augmenté la quantité reçue; remettez par contre au jardinier la même quantité de petits pois pour qu'il les confie à la terre; il vous rendra, le temps venu, au moins le quadruple de la quantité reçue. C'est là la seule et authentique production ...» (p. 197.) «Leur valeur, ce sont les besoins des hommes qui la donnent aux choses. La valeur ou l'augmentation de la valeur des denrées ne sont donc pas le fruit du travail industriel, mais le résultat des dépenses des travailleurs.» (p. 198.) «A peine une nouvelle industrie manufacturière [de mode] a-t-elle surgi qu'elle s'étend aussitôt à l'intérieur comme à l'extérieur du pays; et voyez! très vite la concurrence des autres industriels et négociants ramène le prix du produit à son juste niveau qui ... est celui constitué par la valeur des matières premières et les frais de subsistance des ouvriers.» (pp. 204–205.)

[5. Eléments de la doctrine physiocratique chez Smith]

C'est, de toutes les branches d'industrie, d'abord dans l'agriculture qu'a lieu l'emploi des forces de la nature pour la production en grand. Leur emploi dans l'*industrie manufacturière** ne devient frappant qu'à un niveau déjà assez élevé de son développement. La citation suivante permet de voir comment A. Smith a encore en vue la période précédant la grande industrie, et par conséquent met en avant la conception des physiocrates, tandis que Ricardo lui répond du point de vue de l'industrie moderne.

||235| Au book [livre] II, chap. 5 [*An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*], A. Smith déclare à propos de la rente foncière:

«Elle est l'œuvre de la nature qui demeure, une fois déduit ou remplacé tout ce qui peut être considéré comme l'œuvre de l'homme. Elle fait rarement moins du quart et souvent plus du tiers du produit total. Jamais quantité égale de travail productif employé dans l'industrie manufacturière ne pourra opérer une reproduction aussi considérable. *Dans l'industrie manufacturière, la nature ne fait rien, l'homme fait tout;* et la reproduction doit toujours être nécessairement proportionnelle à la force des agents qui la réalisent.»

A quoi Ricardo réplique (*On the Principles of Political Economy and Taxation*) [Sur les principes de l'économie politique et de l'impôt], 2^e édit., 1819, note pp. 61–62:

«La nature ne fait-elle rien pour l'homme dans l'industrie manufacturière? Les forces du vent et de l'eau qui mettent nos machines en mouvement et servent à la navigation ne sont-elles rien? La pression atmosphérique et la force de la vapeur qui nous permettent de faire fonctionner des machines étonnantes ne sont-elles pas un don de nature? Pour ne rien dire des effets de la chaleur dans la détrempe et la fusion des métaux, de l'action de l'air dans la teinture et la fermentation. On ne peut citer une seule industrie où la nature n'accorde pas son aide à l'homme, une aide généreuse et gratuite.»

Les physiocrates considèrent le profit comme un simple prélèvement sur la rente:

«Les physiocrates disent par exemple du prix d'une pièce de dentelle qu'une partie ne fait que remplacer ce que l'ouvrier a consommé, tandis que l'autre passe simplement de la poche d'un homme» {à savoir le propriétaire foncier} «dans celle d'un autre.» (*An Inquiry into those Principles, respecting the Nature of Demand and the Necessity of Consumption* [Une Enquête sur ces principes, concernant la nature de la

demande et la nécessité de la consommation], récemment soutenue par M. Malthus etc., Londres 1821, p. 96.)

C'est aussi de cette conception des physiocrates selon laquelle le profit (intérêt compris) est un simple revenu destiné à la consommation du capitaliste, que partent A. Smith et ses successeurs pour voir dans l'accumulation du capital le résultat des privations, économies et restrictions que s'impose le capitaliste. Ce qu'ils peuvent affirmer parce qu'ils considèrent la rente foncière seule comme la source véritable, du point de vue économique, en quelque sorte la source légitime de l'accumulation.

«Il», le laboureur*, «est le seul dont le travail produise au delà du salaire du travail» dit Turgot. (l. c. p. 11.)*

Le profit est donc ici entièrement inclus dans le *salaire du travail**.

||236| «Le cultivateur fait naître, au-delà de cette restitution» (de son propre *salaire**), «le revenu du propriétaire; et l'artisan ne fait naître aucun revenu, ni pour lui, ni pour d'autres.» (l. c. p. 16.) «Tout ce que la terre produit jusqu'à la concurrence de la rentrée des avances de toute espèce et des profits de celui qui les fait, ne peut être regardé comme un revenu, mais seulement comme rentrée des frais de culture.» (l. c. p. 40.)*

A. Blanqui, [dans son] Histoire de l'économie politique, Bruxelles 1839, dit p. 139:

[Les physiocrates étaient d'avis que] «le travail appliqué à la culture de la terre produisait non seulement de quoi s'alimenter lui-même pendant toute la durée de l'ouvrage, mais encore un *excédent de valeur*» (plus-value) «qui pouvait s'ajouter à la masse des richesses déjà existantes; ils appellèrent cet excédent le *produit net*» (saisissant donc la plus-value sous la forme des valeurs d'usage dans lesquelles elle se manifeste). «Le produit net devait nécessairement appartenir au propriétaire de la terre et constituait entre ses mains un revenu pleinement disponible. Quel était donc le produit net des autres industries? ... Manu-

facturiers, commerçants, ouvriers, tous étaient les commis, les salariés de l'agriculture, souveraine créatrice et dispensatrice de tous les biens. Les produits du travail de ceux-là ne représentaient, dans le système des économistes, que l'équivalent de leurs consommations pendant l'ouvrage, en sorte qu'après le travail achevé, la somme totale des richesses se trouvait absolument la même qu'auparavant, à moins que les ouvriers ou les maîtres n'eussent mis en réserve, c'est-à-dire épargné, ce qu'ils avaient le droit de consommer. Ainsi donc, le travail appliqué à la terre était le seul productif de la richesse, et celui des autres industries était considéré comme stérile, parce qu'il n'en résultait aucune augmentation du capital général.»**

(Les physiocrates situaient donc l'essence de la production capitaliste dans la production de la plus-value. C'était ce phénomène qu'il s'agissait pour eux d'expliquer. Et c'était le problème premier, après qu'ils eurent écarté le *profit d'expropriation** du système mercantile.

«... Pour avoir de l'argent», dit *Mercier de la Rivière*, «il faut l'acheter, et après cet achat, on n'est pas plus riche qu'on l'était auparavant; on n'a fait que recevoir en argent, une valeur égale à celle qu'on a donnée en marchandises.» (*Mercier de la Rivière, L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, t. II, p. 338.)*

Cela vaut aussi bien pour ||237| l'achat que pour la vente, pour toute la métamorphose de la marchandise comme pour son résultat: l'échange de marchandises différentes à leur valeur, donc pour l'échange d'équivalents. D'où vient donc la plus-value? C'est-à-dire d'où vient le capital? Tel est le problème pour les physiocrates. Leur erreur: avoir confondu l'*accroissement de la matière* qui, par suite de la végétation et de la génération naturelles, différencie l'agriculture et l'élevage de l'industrie manufacturière, avec l'*accroissement de la valeur d'échange*. A la base de leur théorie il y avait la valeur d'usage. Et réduite à un universel, comme disent les scolastiques, la valeur d'usage de toutes les marchandises était la matière naturelle en tant que telle, matière naturelle qui ne connaît d'accroissement, sous une forme donnée, que dans l'agriculture.)

G. Garnier, traducteur d'A. Smith et lui-même physiocrate, fait un exposé judicieux de leur *théorie de l'épargne*, etc. D'abord il dit seulement que l'industrie manufacturière, tout comme les mercantilistes l'affirmaient de toute production, ne peut créer de plus-value que par le *profit of expropriation*, en vendant les marchandises au-dessus de leur valeur, qu'il y a donc *a new distribution of values created, but no new addition to the created values* [répartition nouvelle des valeurs créées, mais non pas nouvelle adjonction aux valeurs créées].

«Le travail des artisans et manufacturiers n'ouvrant aucune source nouvelle de richesses, ne peut être profitable que par des échanges avantageux, et n'a qu'une valeur purement relative, valeur qui ne se répétera plus quand il n'y aura plus occasion de gagner sur les échanges.» (Sa traduction: *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations**, t. V, Paris 1802, p. 266)¹.

Ou bien les épargnes qu'ils font, les *values* [valeurs] qu'ils s'assurent au-delà de celles qu'ils dépensent doivent être rognées sur leur propre *consommation**.

«Le travail des artisans et manufacturiers ne pouvant ajouter à la masse générale des richesses de la société que les épargnes faites par les salariés et les capitalistes, il peut bien, par cette voie, tendre à enrichir la société.» (l. c. p. 266)**

Et de manière plus détaillée:

«Les ouvriers de la culture enrichissent l'Etat par le produit même de leur travail: les ouvriers des manufactures et du commerce, au contraire, ne sauraient l'enrichir autrement que par des épargnes sur leur propre consommation. Cette assertion des économistes est une conséquence de la distinction qu'ils ont établie, et paraît aussi incontestable. En effet, le travail des artisans et manufacturiers ne peut ajouter autre chose à la valeur de la matière, que la valeur de leur propre travail, c'est-à-dire, celle des salaires et profits que ce travail a dû gagner, au taux courant actuel des uns et des autres, ||238| dans le pays. Or, ces salaires, quels

1. Cette traduction comporte des remarques du traducteur.

qu'ils soient, faibles ou forts, sont la récompense du travail; c'est ce que l'ouvrier a droit de consommer et qu'il est présumé consommer; car c'est en consommant seulement qu'il peut jouir du fruit de son travail, et cette jouissance est tout ce qui constitue réellement sa récompense. Pareillement les profits, quels qu'ils soient, faibles ou forts, sont aussi réputés être la consommation journalière et successive du capitaliste, qui est naturellement présumé proportionner ses jouissances au revenu que lui donne son capital. Ainsi – à moins que l'ouvrier ne se retranche une partie de l'aisance à laquelle il a droit, d'après le taux courant du salaire attribué à son travail; à moins que le capitaliste ne se soumette à épargner une partie du revenu que lui rend son capital – l'un et l'autre consommeront, à mesure que l'ouvrage s'achèvera, toute la valeur résultante de ce même ouvrage. La masse totale des richesses de la société sera donc, après leur travail fait, la même qu'elle était auparavant, à moins qu'ils n'aient épargné une partie de ce qu'ils avaient le droit de consommer sans être taxés de dissipation; dans lequel cas la masse totale des richesses de la société aurait été grossie de toute la valeur de ces épargnes. Il est donc juste de dire que les agents des manufactures et du commerce ne peuvent ajouter à la masse totale des richesses existantes dans la société, que par leurs privations seulement.» (l. c. pp. 263–264).**

Garnier pressent aussi très justement que la théorie d'A. Smith sur l'accumulation par le moyen de l'épargne (A. Smith était très contaminé par la physiocratie, ce qu'il ne prouve nulle part de manière aussi éclatante que dans sa critique de la physiocratie), repose sur cette base physiocratique. Garnier dit:

«Enfin, si les économistes ont soutenu que l'industrie manufacturière et commerçante ne pouvait ajouter à la richesse nationale que par des privations seulement, Smith a dit également que l'industrie s'exercerait en vain, et que le capital d'un pays ne serait jamais plus grand si l'économie ne l'augmentait par ses épargnes.» (Liv. II, ch. 3, p. 270.) «Smith est donc parfaitement d'accord avec les économistes» [c'est-à-dire les physiocrates] (l. c. p. 270).**

[6. Les physiocrates, adeptes de la grande agriculture à base capitaliste]

||239| Parmi les circonstances directement historiques qui favorisèrent la propagation et même la naissance de la physiocratie, A. Blanqui, dans l'ouvrage sus-mentionné, indique:

«De toutes les valeurs écloses sous l'atmosphère embrasée du *système*» (de Law) «il ne restait plus rien que la ruine, la désolation et la banqueroute. Seule la propriété foncière n'avait pas péri dans cette tourmente.»**

{C'est pourquoi M. Proudhon, dans sa *Philosophie de la Misère** fait succéder la propriété foncière au crédit.}

«Elle s'était même améliorée en changeant de mains, et en se subdivisant sur une vaste échelle – pour la première fois peut-être depuis la féodalité.» (l. c. p. 138.) C'est que: «Les mutations innombrables qui s'effectuèrent sous l'influence du système, commencèrent le morcellement de la propriété ... La propriété foncière sortit pour la première fois de la torpeur où l'avait si longtemps maintenue le système féodal. Ce fut un véritable réveil pour l'agriculture ... Elle» (*la terre**) «venait de passer du régime de la mainmorte à celui de la circulation.» (pp. 137–138.)**

Turgot, tout comme Quesnay et ses autres partisans, est pour une production *capitaliste* dans l'agriculture. Turgot écrit:

«Fermage ou louage des terres ... cette dernière méthode» (de la grande agriculture fondée sur le système moderne de fermage) «est la plus avantageuse de toutes, mais elle suppose un pays déjà riche.» (Turgot, l. c. pp. 16–21.)**

Et Quesnay, dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole**:

«Que les terres employées à la culture des grains soient réunies, autant qu'il est possible, en grandes fermes exploitées par de riches laboureurs» (c'est-à-dire des capitalistes); «car il y a moins de dépense

pour l'entretien et la réparation des bâtiments, et à proportion beaucoup moins de frais, et beaucoup plus de produit net dans les grandes entreprises d'agriculture, que dans les petites^{1.}» (pp. 96–97.)**

En même temps et au même endroit, Quesnay admet que l'élévation de la productivité du travail agricole revient de droit au «*revenu net*»*, donc d'abord au *propriétaire**, c'est-à-dire au possesseur de la plus-value, et que l'augmentation relative de cette dernière ne vient pas du sol, mais a pour origine des *arrangements** sociaux, etc. pris en vue d'augmenter la productivité du travail. ||240| Car il dit à cet endroit:

«Toute épargne faite à profit» {c'est-à-dire au *profit du produit net**} «dans les travaux qui peuvent s'exécuter par le moyen des animaux, des machines, des rivières, etc. revient à l'avantage de la population ...» (p. 97.)**

En même temps, Mercier de la Rivière (l. c., t. II, p. 407) a le pressentiment que la plus-value, dans l'industrie manufacturière au moins (ce que Turgot étend, comme nous l'avons vu plus haut, à toute production), a quelque chose à voir avec les ouvriers manufacturiers eux-mêmes. A l'endroit cité, il s'écrie:

«Modérez votre enthousiasme, aveugles admirateurs des faux produits de l'industrie: avant de crier miracle, ouvrez les yeux, et voyez combien sont pauvres, du moins mal-aisés, ces mêmes fabricants² qui ont l'art de changer vingt sous en une valeur de mille écus: *au profit de qui passe donc cette multiplication énorme de valeurs?* Quoi, ceux par les mains³ desquels elle s'opère, ne connaissent pas l'aisance! Ah, défiez-vous de ce contraste^{4.}»**

1. QUESNAY: *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, dans *Physiocrates* ..., par M. Eugène DAIRE, Première partie, Paris 1846.

2. Marx avait écrit: ouvriers.

3. Marx a écrit dans son extrait: la main. Dans les deux cas nous avons repris le texte de l'original français.

4. MERCIER DE LA RIVIERE: *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Tome second, Londres et Paris 1767, p. 407.

**[7. Contradictions dans les opinions politiques des physiocrates.
Les physiocrates et la Révolution française]**

Les contradictions du système des économistes dans son ensemble.
Entre autres, Quesnay partisan de la monarchie absolue.

« Que l'autorité soit unique ... Le système des contre-forces dans un gouvernement est une opinion funeste qui ne laisse apercevoir que la discorde entre les grands et l'accablement des petits. » (*Maximes générales**, etc. [p. 81].)**

Mercier de la Rivière:

« Par cela seul que l'homme est destiné à vivre en société, il est destiné à vivre sous le despotisme. » ([l. c.] t. I, p. 281.)**

Et voilà maintenant même l'*«Ami du Peuple»*, le *marquis de** Mirabeau! Mirabeau *le père**. Et c'est précisément cette école qui, par son *laissez faire, laissez aller**, renverse le colbertisme¹, repousse d'une manière générale toute ingérence du gouvernement dans les activités de la société bourgeoise. Elle ne laisse plus subsister l'Etat que dans les pores de cette société, tout comme Epicure ses dieux dans les pores du monde²! La glorification de la propriété foncière se mue pratiquement en l'imposition exclusive de la rente foncière – ce qui équivaut à la confiscation virtuelle de la propriété foncière par l'Etat, tout comme chez la fraction radicale des adeptes de Ricardo³. La Révolution française, en dépit

1. Colbert, ministre de Louis XIV avait pris une série de mesures économiques dans l'intérêt de la monarchie absolue: réorganisation du système des taxes, développement du commerce extérieur par la fondation de compagnies jouissant du monopole du commerce avec tel ou tel territoire d'outre-mer, simplification du système des douanes intérieures, construction de routes et de ports, création de manufactures royales. Ces mesures facilitèrent à n'en pas douter l'accumulation capitaliste en France. Mais à mesure que se développait le capitalisme, elles furent ressenties comme (et devinrent) des entraves. D'où la revendication du «laissez faire, laissez passer», c'est-à-dire l'exigence d'une liberté économique absolue, le rejet de toute immixtion de l'Etat. Marx a déjà employé le terme de colbertisme ci-dessus, p. 49.

2. Selon Epicure, les dieux existent dans les intermondes. Ils n'ont aucune influence ni sur la marche de l'univers, ni sur l'existence des hommes.

3. Radical est pris ici dans le sens allemand. Il s'agit des partisans de Ricardo qui vont le plus loin dans le développement de la théorie du maître. Marx pense à James Mill, John Stuart Mill, Hilditch et dans une certaine

des objections de Röderer et de quelques autres, fit sienne cette théorie fiscale.

Turgot lui-même, le *ministre bourgeois radical*, qui inaugure le processus menant à la Révolution française. En dépit de leur faux air féodal, les physiocrates travaillent la main dans la main avec les encyclopédistes¹! |240||

||241| Turgot chercha à anticiper les mesures de la Révolution française. Par l'édit de février 1776, il abolit les *corporations**. (Révocation de cet édit trois mois après sa promulgation.) De même il supprima les *corvées des paysans** pour les travaux de voirie. Essaya d'introduire l'*impôt unique* sur la rente foncière².

||241| Nous reviendrons à nouveau ci-dessous sur les grands mérites que se sont acquis les physiocrates *respecting the analysis of capital* [pour ce qui est de l'analyse du capital]³.

Ici donc encore un point: la plus-value est due, (selon eux) à la productivité d'une espèce particulière de travail, celui de l'agriculture. Et, en gros, cette productivité particulière est l'œuvre de la nature elle-même.

Dans le système mercantile, la plus-value est uniquement relative. Ce que l'un gagne, l'autre le perd. *Profit upon alienation ou oscillation of wealth between different parties* [Profit de l'aliénation ou oscillation de la balance de la richesse entre les différents partenaires]. A l'intérieur d'un pays, il n'y a donc en fait pas création de plus-value, si l'on considère le capital total. Elle ne peut donc avoir lieu que dans le rapport d'une nation avec les autres. Et l'excédent réalisé par une nation sur une autre se présente sous forme monétaire (balance commerciale) puisque l'argent est la forme immédiate et autonome de la valeur d'échange. A l'opposé – car le système mercantile n'en fait que se forme une plus-value

mesure à Cherbuliez. Certains de ces économistes proposaient de transférer à l'Etat (bourgeois) la propriété du sol. Marx revient sur ces problèmes dans le tome II de cette édition. Cf. également à ce sujet sa lettre à Sorge du 20 juin 1881, *MEW*, t. 35, pp. 198–201.

1. L'*Encyclopédie*, dont le maître d'œuvre fut, on le sait, Diderot, parut de 1751 à 1772 (28 vol.). Si Rousseau rédigea l'article consacré à l'économie politique, Turgot et Quesnay y collaborèrent exposant dans plusieurs articles les conceptions des physiocrates.

2. Dans le manuscrit de Marx, ce paragraphe est placé trois alinéas plus bas (p. 241). Il est bien séparé du texte par deux traits horizontaux et à considérer le contexte il est apparu qu'il était plus à sa place à la fin de la page 240 du manuscrit, là où il se trouve inséré dans notre édition.

3. Marx qui a déjà effleuré cette question au début du présent chapitre y revient plus loin (ch. VI).

absolue – les physiocrates veulent expliquer cette dernière: le *produit net**. Et comme ils s'en tiennent à la valeur d'usage, l'agriculture (est à leurs yeux) *l'unique créatrice de plus-value*.

[8. Vulgarisation de la doctrine physiocratique par le réactionnaire prussien Schmalz]

L'une des expressions les plus naïves des thèses physiocratiques – que nous sommes loin de Turgot! – se trouve chez Schmalz, conseiller aulique du roi de Prusse et vieux dépitier de «démagogues»¹. Par exemple:

«Si la nature lui» (il s'agit du *bailleur des bienfonds**, du propriétaire foncier) «paie aussi un intérêt double de l'intérêt légal, par quelle raison plausible prétendrait-on l'en priver?» (*Econ[omie] politique**, traduit par *Henri Jouffroy**, t. I, Paris 1826, p. 90²).**

Le *salaire** minimum ainsi défini par les physiocrates: la *consommation** (ou *dépense**) des ouvriers est égale au salaire qu'ils reçoivent*. Ou comme M. Schmalz le dit d'une manière générale:

«Le terme moyen du salaire d'une profession est égal au terme moyen de ce que consomme un homme de cette profession pendant le temps de son travail.» (l. c. p. 120.)

«La rente foncière est le seul et unique élément du revenu national; ||242| et que l'intérêt des capitaux placés et le salaire de tous les genres de travaux ne font que faire passer et circuler le produit de cette rente foncière dans toutes les mains.» (Schmalz, l. c. pp. 309–310.)

«La disposition du sol, sa faculté, sa capacité pour la reproduction annuelle de la rente foncière, est tout ce qui constitue la richesse nationale.» (l. c. p. 310.)

1. Après 1815, on donna le nom de démagogue, dans les sphères officielles en Allemagne, aux tenants des idées libérales et démocratiques. Sous l'impulsion de Metternich, la Diète fédérale d'Allemagne institua, en 1819, une commission spéciale chargée d'enquêter sur les «menées des démagogues» dans tous les Etats allemands.

2. L'ouvrage original a été publié en 1818 à Berlin sous le titre *Staats-wirthschaftslehre in Briefen an einen teutschen Erbprinzen* [Théorie de l'économie politique exposée dans des lettres à un prince-héritier allemand].

«Si l'on remonte jusqu'aux fondements, jusqu'aux premiers éléments de la *valeur* de tous les objets, quels qu'ils soient, on est forcé de reconnaître que cette valeur n'est autre chose que celle des simples productions de la nature; c'est-à-dire que, quoique le travail ait donné une valeur nouvelle à ces objets et haussé les prix, cette nouvelle valeur, ou ces prix, ne se composent cependant que de l'ensemble des valeurs réunies de tous les produits naturels qui, en raison de la nouvelle forme que le travail leur a donnée, ont été anéantis, consommés, ou employés par l'ouvrier, d'une manière quelconque.» (l. c. p. 313.)

«Ce genre de travail» (l'agriculture proprement dite) «étant le seul qui contribue à produire de nouveaux corps, il est aussi le seul qui puisse, jusqu'à un certain point, être considéré comme productif. Quant aux travaux d'apprêt ou d'industrie ..., ils donnent simplement une forme nouvelle à des corps que la nature a produits.» (Schmalz, l. c. pp. 15–16.)**

[9.] Contre la superstition des physiocrates

Verri (Pietro): Meditazioni sulla Economia politica [Méditations sur l'économie politique]. (Première édition 1771) t. XV, *Custodi, Part[e] mod[erna]*.

«Tous les phénomènes de l'univers, qu'ils aient pour cause la main de l'homme ou les lois générales de la physique, ne sont pas des *créations nouvelles* effectives, mais seulement une *transformation* de la matière. *Allier et séparer*, voilà les seuls éléments que l'esprit humain trouve chaque fois qu'il analyse l'idée de *reproduction*; et de même en va-t-il pour la *reproduction de la valeur* et de la *richesse*, que la terre, l'air et l'eau se transforment en grains dans les champs, ou que par la main de l'homme, la sécrétion d'un insecte se transforme en soie, ou que quelques petits morceaux de métal s'assemblent pour former une montre à répétition.» [pp. 21–22.]

En outre les physiocrates appellent

«la classe des ouvriers manufacturiers *stérile* parce qu'à leur avis la *valeur des produits de l'industrie manu-*

facturière est égale à celle des matières premières plus celle des aliments que les ouvriers consomment pendant la durée de la fabrication.» (l. c. p. 25.)*

||243| Verri, par contre, attire l'attention sur la pauvreté constante des *contadini* [agriculteurs] tandis que les *artigiani* [industriels], eux, s'enrichissent progressivement, et il poursuit:

«Cela prouve que dans le prix qu'il reçoit, l'industriel n'obtient pas seulement le *remplacement de la consommation déboursée, mais encore une certaine somme au delà; et cet excédent est une quantité de valeur nouvelle, créée au cours de la production annuelle.*» (l. c. p. 26.)
 «La valeur nouvelle créée est donc cette partie du prix du produit agricole ou industriel qu'ils *fournissent en sus de la valeur initiale* des matières premières et des frais de consommation indispensables pendant la transformation de ces matières. Dans l'agriculture, il faut déduire les semences et la consommation de l'agriculteur; de même, dans l'industrie manufacturière, les matières premières et la consommation de l'ouvrier manufacturier; et la quantité de *valeur nouvelle créée* chaque année est exactement égale *au montant du reste.*» (l. c. pp. 26-27.)

TROISIÈME CHAPITRE

A[DAM] SMITH

[1. Deux déterminations différentes de la valeur chez Smith]

A. Smith, comme tous les économistes *worth speaking of* [dont il vaut la peine de parler], retient des physiocrates le salaire *average* [moyen], ce qu'il appelle le *prix naturel du salaire**.

«Il faut de toute nécessité qu'un homme vive de son travail, et que son salaire suffise au moins à sa subsistance; il faut même quelque chose de plus dans la plupart des circonstances, autrement il lui serait impossible d'élever une famille et alors la race des ouvriers ne pourrait pas durer au-delà de la première génération.» ([*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations**¹, Paris 1802], t. I, l. I, ch. VIII, p. 136)**

A. Smith constate expressément que le développement des forces productives du travail ne profite pas à l'ouvrier lui-même. C'est ainsi qu'il dit (l. I, ch. VIII, édit. McCulloch, Londres 1828):

«Le produit du travail constitue la rémunération naturelle ou le salaire du travail. Dans cet état initial des choses qui précède aussi bien *l'appropriation de la terre* que *l'accumulation de capital*, le produit du travail appartient tout entier à l'ouvrier. Il n'y a ni seigneur ni employeur avec qui il lui faudrait partager. Si cet état avait persisté, le salaire du travail *aurait augmenté avec tout l'accroissement de ses forces productives* qui résulte de *la division du travail*. Toutes les choses seraient devenues peu à peu meilleur marché»

1. Traduction nouvelle par Germain Garnier.

{à tout le moins *all those things requiring a smaller quantity of labour for their reproduction, but they «would» not only have become cheaper; they have, in point of fact, become cheaper* [toutes ces choses dont la reproduction nécessite une quantité plus faible de travail; mais elles ne «seraient» pas seulement, elles sont devenues réellement meilleur marché]}.

«Elles auraient été produites par une quantité moindre de travail; et comme les choses produites par des quantités égales de travail auraient été, dans cet état, naturellement échangées entre elles, on les aurait également [244] achetées avec des quantités inférieures ... Mais cet état initial où l'ouvrier jouissait du produit tout entier de son travail *ne pouvait subsister dès l'instant que se produisit pour la première fois l'appropriation du sol et une accumulation de capital*. C'est pourquoi il cessa, longtemps avant que ne soient obtenus les progrès les plus importants dans le perfectionnement des forces productives du travail, et il serait vain de chercher encore quelle influence il aurait pu avoir sur la rémunération ou le salaire du travail.» (t. I, pp. 107–109.)

A. Smith remarque ici très finement que le véritable développement en grand de la force productive du travail commence seulement dès que ce dernier s'est transformé en travail salarié et qu'il trouve en face de lui les conditions de travail d'une part en tant que propriété foncière, d'autre part sous forme de capital. Le développement de la force productive du travail commence donc seulement dans des conditions qui ne permettent plus à l'ouvrier de s'approprier les résultats de son travail. Il est donc tout à fait dénué d'intérêt d'étudier comment cet accroissement des forces productives se serait répercuté sur les «wages» [salaires], considérés ici comme égaux au produit du travail, ou comment il se répercuterait dans l'hypothèse où le produit du travail (ou la valeur de ce produit) appartiendrait à l'ouvrier lui-même.

A. Smith est très largement contaminé par les conceptions physiocratiques et on trouve fréquemment dans son œuvre des zones entières qui ressortissent aux physiocrates et sont en totale contradiction avec les idées qu'il avance personnellement. Ainsi par exemple dans la théorie de la rente foncière, etc. Il convient ici, étant donné l'objet de cette étude, de laisser totalement de côté ces composantes de son œuvre qui ne sont pas caractéristi-

ques de sa pensée et dans lesquelles il est purement et simplement un physiocrate¹.

J'ai déjà démontré dans la première partie de cet écrit², à l'occasion de l'analyse de la marchandise, comment A. Smith oscille dans la détermination de la valeur d'échange et en particulier comment tantôt il confond la détermination de la valeur des *marchandises* par la quantité de travail nécessitée par leur production avec sa détermination par la quantité de travail vivant à l'aide duquel on peut acheter la marchandise ou, ce qui revient au même, par la quantité de marchandises, au moyen desquelles on peut acheter une quantité déterminée de travail vivant, et comment tantôt il substitue la seconde explication à la première. Il fait alors de la *valeur d'échange* du travail la mesure de la valeur des marchandises. En réalité, du *salaire*; car le salaire est égal à la quantité de marchandise qui peut être acquise au moyen d'une quantité déterminée de travail vivant, ou encore égal à la quantité de travail qui peut être achetée au moyen d'une quantité déterminée de marchandises. La valeur du travail ou plutôt de la puissance de travail, varie comme celle de toute autre marchandise et ne présente aucune différence spécifique avec la valeur des autres marchandises. On fait donc ici de la valeur la mesure de la valeur et sa cause explicative: donc *cercle vicieux*³.

Mais nous allons voir dans la suite de cet exposé que cette incertitude et cette confusion entre des déterminations absolument hétérogènes ne gênent en rien les études sur la nature et l'origine de la plus-value auxquelles il se livre. Car, en fait, sans même le savoir, il s'en tient, partout où il développe ses idées, à la juste détermination⁴ de la valeur d'échange des marchandises: sa détermination par la quantité de travail ou temps de travail qu'elles ont requis. [244]

[VII-283a] {De nombreux exemples peuvent montrer que Smith, dans le cours de son ouvrage lorsqu'il explique véritablement les faits, conçoit très fréquemment la quantité de travail contenue dans le produit comme valeur et comme déterminant de la valeur. Une partie de ces exemples est citée par Ricardo⁴. Toute

1. Marx n'en étudie pas moins ci-dessous l'aspect physiocratique des théories de Smith. Cf. en particulier le chapitre consacré à la théorie de la rente foncière chez A. Smith.

2. *Contribution à la critique de l'économie politique, ouv. cité*, pp. 35–36.

3. Dans le manuscrit ce terme est, par erreur, au pluriel.

4. En particulier, dans l'ouvrage de RICARDO, *On the principles ..., ouv. cité*, Ch. I, section I.

sa théorie de l'influence de la division du travail et de l'amélioration des machines sur le prix de la marchandise repose sur cette conception. Il suffira ici d'une citation. [Au] Ch. XI, livre I, A. Smith parle de la diminution de prix de nombre de marchandises manufacturées de son époque par rapport aux siècles précédents, et il termine par ces mots:

«Il en coûtait une bien plus grande quantité de travail ||283b|| pour mettre de la marchandise sur le marché; ainsi, quand elle y était venue, il fallait bien qu'elle achetât ou qu'elle obtint en échange le prix d'une plus grande quantité de travail.» ([*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations**, Paris 1802] t. II, p. 156).** |VII-283b||

||VI-245| Mais, deuxièmement, cette contradiction et le passage d'un mode d'explication à l'autre reposent chez A. Smith sur des causes plus profondes que Ricardo n'a pas vues quand il a découvert cette contradiction ou pas appréciées avec justesse: il n'a donc pas pu résoudre ces contradictions. Supposons que tous les ouvriers soient des producteurs de marchandises et qu'ils ne se contentent pas de produire leurs marchandises, mais les vendent aussi. La valeur de ces marchandises est déterminée par le temps de travail nécessaire qu'elles contiennent. Si donc les marchandises sont vendues à leur valeur, avec une marchandise qui est le produit d'un temps de travail de 12 heures, l'ouvrier rachète un temps de travail de 12 heures sous forme d'une autre marchandise, c'est-à-dire qu'il rachète un temps de travail de 12 heures réalisé dans une autre valeur d'usage. La valeur de son travail est donc égale à la valeur de sa marchandise, c'est-à-dire au produit d'un temps de travail de 12 heures. La vente et la revente, bref tout le procès d'échange, la métamorphose de la marchandise, n'y changent rien. Ce qui est changé c'est uniquement la forme de la valeur d'usage dans laquelle se présente ce temps de travail de 12 heures. La valeur du travail est donc égale à la valeur du produit du travail. Dans les marchandises – dans la mesure où elles sont échangées selon leur valeur – s'échangent premièrement des quantités égales de travail matérialisé. Mais, il s'échange aussi, deuxièmement, une certaine quantité de travail vivant contre une quantité égale de travail matérialisé, car, premièrement, le travail vivant se matérialise dans un produit, une marchandise, qui appartient

à l'ouvrier, et, deuxièmement, cette marchandise s'échange contre une autre marchandise qui recèle une quantité égale de travail. En fait, une certaine quantité de travail vivant s'échange donc contre une quantité égale de travail matérialisé. Ce n'est donc pas seulement une marchandise qui s'échange contre une autre marchandise dans la proportion où elles représentent des temps de travail matérialisé égaux, c'est encore une quantité de travail vivant qui s'échange contre une marchandise qui représente la même quantité de travail matérialisé.

Dans cette hypothèse, la valeur du travail (la quantité de marchandise qu'on peut acheter avec une quantité donnée de travail, ou encore la quantité de travail que l'on peut acheter avec une quantité donnée de marchandise) pourrait tout aussi bien que la quantité de travail contenue dans la marchandise servir de mesure de la valeur de celle-ci, puisque la valeur du travail représente toujours la même quantité de travail matérialisé que le travail vivant requiert pour produire cette marchandise, ou encore, puisqu'une certaine quantité de temps de travail vivant pourrait toujours disposer d'une quantité de marchandise qui représenterait un temps égal de travail matérialisé. Or c'est le contraire qui se produit dans tout mode de production – et notamment dans le mode de production capitaliste également – où les conditions objectives du travail appartiennent à une ou plusieurs classes et la simple puissance de travail, elle, à une autre classe, la classe ouvrière. Le produit ou la valeur du produit du travail n'appartient pas à l'ouvrier. Une quantité déterminée de travail vivant ne peut pas disposer de la même quantité de travail matérialisé, en d'autres termes: une quantité déterminée de travail matérialisé sous forme de marchandise dispose d'une quantité de travail vivant supérieure à celle qui est contenue dans la marchandise elle-même.

Partant très justement de la marchandise et de l'échange de marchandises, les producteurs ne s'affrontant donc à l'origine que comme possesseurs de marchandises, vendeurs et acheteurs de marchandises, A. Smith découvre (lui semble-t-il) que dans l'échange entre capital et travail salarié, ||246| entre travail matérialisé et travail vivant, la loi générale se trouve aussitôt abolie et que les marchandises (car le travail aussi est une marchandise dans la mesure où il s'achète et se vend) ne s'échangent pas dans la proportion des quantités de travail qu'elles représentent. De là il conclut que le temps de travail n'est plus la mesure immanente réglant la valeur d'échange des marchandises dès que les conditions de travail font face à l'ouvrier salarié sous forme de propriété

foncière et de capital. Il aurait dû, au contraire, comme le lui fait justement remarquer Ricardo, conclure à l'inverse que les expressions «quantité de travail» et «valeur de travail» ne sont plus identiques, donc que la valeur relative des marchandises n'est plus réglée par la valeur du travail, bien qu'elle le soit par le temps de travail qu'elles contiennent, la seconde expression n'étant exacte que dans la mesure où elle demeurait identique à la première. Nous montrerons plus loin, quand il sera question de Malthus, qu'en soi, il serait faux et absurde, même si l'ouvrier s'appropriait son propre produit, c'est-à-dire la valeur de son produit, de faire de cette valeur ou de la valeur du travail la mesure des valeurs au sens où le temps de travail est mesure des valeurs et le travail lui-même élément créateur de valeur. Même alors, le travail que l'on peut acheter avec une marchandise ne pourrait pas servir de mesure au même titre que le travail que cette marchandise contient. Le premier serait simplement l'indice du second.

En tout cas, A. Smith sent la difficulté qu'il y a à déduire de la loi déterminant l'échange de marchandises, l'échange entre le capital et le travail salarié: celui-ci semble reposer sur des principes tout à fait opposés et contradictoires. Aussi bien la contradiction ne pouvait-elle être expliquée aussi longtemps qu'on opposait directement le capital au travail et non à la puissance de travail. A. Smith sait très bien que le temps de travail que coûte la puissance de travail pour sa reproduction et son entretien diffère totalement du travail qu'elle peut effectuer elle-même. C'est ainsi qu'il cite lui-même ce passage des *Essais sur la nature du commerce** de Cantillon:

«Le même auteur ajoute que le travail d'un esclave bien constitué est estimé valoir le double de sa subsistance, et il pense que celui de l'ouvrier le plus faible ne peut pas valoir moins que celui d'un esclave bien constitué.» (t. I, l. I, ch. VIII, p. 137, [traduction de Garnier].)**

D'autre part il est étrange qu'A. Smith n'aît pas compris que son problème n'avait rien à voir avec la loi qui règle l'échange des marchandises entre elles. L'échange des marchandises A et B en proportion des temps de travail qu'elles contiennent n'est en rien perturbé par les proportions selon lesquelles les producteurs de A ou de B distribuent entre eux les produits A et B ou plutôt leur valeur. Si une partie de A revient au propriétaire foncier, une autre au capitaliste, une troisième à l'ouvrier, quel que soit le taux de

répartition, rien n'est changé au fait que A, quant à lui, s'échange contre B conformément à sa valeur. Le rapport des temps de travail contenus dans A et B n'est affecté en rien par la façon dont différentes personnes s'approprient le temps de travail contenu dans A et B. «Que l'échange du drap contre la toile soit accompli, les producteurs de drap participeront à la toile dans une proportion égale à celle dans laquelle ils avaient auparavant participé au drap» ([Marx], *Misère de la Philosophie**¹, p. 29**¹). C'est là aussi l'argument que les ricardiens ont, à bon droit, invoqué ultérieurement contre ||247| A. Smith. Ainsi le malthusien John Cazenove:

«L'échange des marchandises et leur distribution doivent être considérés indépendamment l'un de l'autre ... Les circonstances qui influencent le premier terme n'agissent pas nécessairement sur le second. Ainsi la diminution des frais de production d'une marchandise particulière modifiera son rapport avec toutes les autres; mais elle ne changera pas obligatoirement sa propre distribution ni n'influencera nécessairement en quelque manière celle des autres. En revanche, une diminution générale de la valeur des marchandises, qui les toucherait toutes de la même manière, ne modifierait pas leurs rapports réciproques; elle peut avoir quelque influence sur leur distribution, mais il se peut aussi qu'elle n'en ait aucune, etc.» (John Cazenove dans sa Préface à son édition de *Malthus, Definitions in Pol[itical] Econ[omy]* [Définitions en économie politique], Londres, 1853, [p. VI].)

Mais comme la «distribution» de la valeur du produit entre le capitaliste et l'ouvrier lui-même repose elle-même sur un *exchange* [échange] entre marchandises – entre des marchandises et la puissance de travail – A. Smith *startled* [tique] et il a raison. Qu'il ait fait en passant de la valeur du travail ou du degré où une marchandise (ou de l'argent) peuvent acheter du travail, la mesure des valeurs, perturbe chez Smith le développement où il fournit sa théorie des prix, examine l'effet de la concurrence sur le taux des profits, etc.; d'une manière générale ce fait enlève toute unité à son œuvre et exclut même de son étude une foule de questions essentielles. Le développement de la théorie de la plus-value en général n'en est pas influencé, nous allons le voir tout de suite, car

1. *Misère de la philosophie*, ouv. cité, p. 63.

là il s'en tient toujours à la juste détermination de la valeur par le temps de travail impliqué dans les diverses marchandises.

Venons-en donc maintenant à son exposé.

Mais auparavant, encore un point à évoquer. A. Smith confond plusieurs points différents. Premièrement, il est dit [dans la traduction de Garnier], l. I, ch. V :

« Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les aisances et les agréments de la vie. Mais la division une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un homme puisse se procurer directement par son travail, et c'est du *travail d'autrui* qu'il lui faut attendre la majeure partie de toutes ces jouissances; ainsi il sera riche ou pauvre, *selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter*. Ainsi la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède, et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a l'intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité du travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise. » (t. I, pp. 59-60.)**

Ensuite:

« Elles » (les marchandises*) « contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons ||248| pour ce qui est supposé contenir la valeur d'une quantité égale de travail ... Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement; et leur valeur, pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est précisément égale à la quantité de travail qu'elles le mettent en état d'acheter ou de commander. » (l. I, [ch.] V, pp. 60-61.)**

Enfin:

« Comme dit M. Hobbes, richesse veut dire pouvoir; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a par héritage, n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire ... Le genre de pouvoir que cette possession lui transmet immé-

dialement et directement, c'est le pouvoir d'acheter; c'est un droit de commandement sur *tout le travail d'autrui, ou sur tout le produit de ce travail existant alors au marché.* » (l. c. p. 61.)**

On voit: dans tous ces passages, Smith confond le *travail d'autrui** et le *produit de ce travail**. La valeur d'échange de la marchandise qu'un individu possède existe, après apparition de la division du travail, dans les marchandises d'autrui qu'il peut acheter, c'est-à-dire dans la quantité de travail d'autrui contenue en elles, la quantité de travail étranger matérialisé. Et cette quantité de travail d'autrui est égale à la quantité de travail contenue dans sa propre marchandise. Comme il dit expressément:

« Les marchandises contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons pour ce qui est supposé alors contenir la valeur d'une quantité égale de travail. » (p. 60.)**

L'accent est mis ici sur le *change* [changement] provoqué par la *division du travail*: ce n'est plus en effet le produit de son propre travail qui fait la richesse, mais la quantité de travail étranger que ce produit commande, la quantité de travail social qu'il peut acheter et qui est déterminée par la quantité de travail contenue dans son propre produit. En fait, ce qui est retenu dans ce raisonnement c'est seulement le concept de valeur d'échange, l'idée que mon travail ne détermine ma richesse qu'en qualité de travail social, et donc que son produit ne la détermine que parce qu'il permet de disposer d'une quantité égale de travail social. Ma marchandise, qui contient une quantité déterminée de temps de travail nécessaire, me permet de disposer de toutes les autres marchandises de valeur égale, donc d'une quantité égale de travail d'autrui réalisée dans d'autres valeurs d'usage. L'accent est mis ici sur la mise en équation provoquée par la division du travail et la valeur d'échange, de *mon travail* et du travail *d'autrui*, autrement dit de *mon travail* et du travail *social* (que *mon travail* aussi ou le travail contenu dans mes marchandises soit déjà déterminé *socialement*, ce qui a modifié son caractère de manière essentielle, le fait échappe à Adam). Il n'est absolument pas mis sur la différence entre travail *matérialisé* et travail *vivant* ni sur les lois spécifiques de leur échange. En fait, A. Smith se borne ici à affirmer que la valeur des marchandises est déterminée par le temps de travail qu'elles contiennent, et que la richesse du possesseur de marchandises réside dans la quantité de travail social dont il dispose.

Cependant, la mise en équation du *travail* et du *produit du travail* [249] donne toutefois déjà lieu ici à une première confusion entre la détermination de la valeur des marchandises par la quantité de travail contenue en elles et la détermination de leur valeur par la quantité de travail vivant qu'elles peuvent acheter, ou encore leur détermination par la valeur du travail. Lorsque A. Smith dit:

«Sa fortune est plus ou moins grande exactement en proportion de l'étendue de ce pouvoir, en proportion de la quantité de travail d'autrui, qu'elle le met en état de commander, ou *ce qui est la même chose*» (voilà l'assimilation erronée) «du *produit du travail d'autrui*, qu'elle le met en état d'acheter.» (l. c. p. 61)**,

il aurait pu tout aussi bien dire: en proportion de la quantité de travail social contenue dans sa propre marchandise ou sa *fortune**. Ne fait-il pas d'ailleurs cette remarque:

«Elles» (*les marchandises**) «contiennent la valeur d'une certaine quantité du travail que nous échangeons pour ce qui est supposé alors (...) la valeur d'*une quantité égale de travail.*» (p. 60.)**

(Ici le mot *valeur** superflu et vide de sens.) La conclusion erronée se manifeste déjà dans ce ch. V, lorsqu'il est dit, par exemple:

«Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa *valeur propre*, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises.» (p. 66.)**

Ce qui vaut du travail lui-même et donc de sa mesure: le temps de travail, à savoir que la valeur des marchandises et toujours en proportion du temps de travail réalisé en elles, quelles que soient les variations de la *valeur du travail*, est maintenant tenu pour cette valeur variable du travail elle-même.

Jusqu'ici A. Smith n'avait fait que traiter de l'échange de marchandises en général: de la nature de la valeur d'échange, de la division du travail et de l'argent. Les échangeurs, chez lui, ne s'affrontent encore qu'en qualité de possesseurs de marchandises. Ils achètent du travail d'autrui sous forme de marchandise, tout comme leur propre travail se manifeste sous forme de marchandise. La quantité de travail social qu'ils commandent est donc égale à

la quantité de travail contenue dans la marchandise à l'aide de laquelle eux-mêmes achètent. Mais lorsque Smith passe dans les chapitres suivants à l'échange entre travail matérialisé et travail vivant, entre capitaliste et ouvrier, il souligne alors que la valeur de la marchandise n'est désormais plus déterminée par la quantité de travail qu'elle recèle, mais par la quantité, différente, de travail vivant d'autrui qu'elle peut commander, c'est-à-dire acheter; cela ne veut en fait pas dire que les marchandises ne s'échangent plus en proportion du temps de travail qu'elles contiennent, mais que l'*enrichissement*, la valorisation de la valeur contenue dans la marchandise et le taux de cette valorisation dépendent de la quantité plus ou moins grande de travail vivant que le travail matérialisé met en mouvement. Et ainsi formulé c'est exact. Mais Smith, lui, n'est pas clair.

[2. Théorie générale de la plus-value chez Adam Smith.

Le profit, la rente foncière et l'intérêt conçus comme autant de prélevements sur le produit du travail de l'ouvrier]

[250] Au chapitre VI, l. I, A. Smith passe du rapport entre producteurs supposés se faire face seulement en tant que vendeurs et possesseurs de marchandises, à celui de l'échange entre les possesseurs des conditions de travail et possesseurs de la seule puissance de travail.

«Dans ce premier état informe de la société, qui précède l'*accumulation des capitaux et la propriété des terres*, la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est à ce qu'il semble, la *quantité du travail nécessaire pour acquérir les différents objets d'échange* ... Il est naturel que ce qui est ordinairement le produit de deux jours ou de deux heures de travail, vaille le double de ce qui est ordinairement le produit d'un jour ou d'une heure de travail.» (l. I, ch. VI, pp. 94-95, Garnier.)**

Donc le temps de travail nécessaire à la production de différentes marchandises détermine le rapport dans lequel elles s'échangent entre elles, autrement dit leur *valeur d'échange*.

«Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier à l'ouvrier, et la quantité de travail communément employée à acquérir ou à produire un objet échangeable est la seule circonstance qui

puisse régler la quantité de travail que cet objet devrait communément acheter, commander ou obtenir en échange.» (l. c. p. 96.)**

Donc: dans cette hypothèse, l'ouvrier est simple vendeur de marchandise, et celui-ci commande le travail du second dans la seule mesure où il achète avec sa marchandise la marchandise de l'autre. Il ne commande donc grâce à sa marchandise qu'une quantité de travail de l'autre égale à celle contenue dans sa propre marchandise, tous deux n'échangeant entre eux que des marchandises et la valeur des marchandises étant déterminée par le temps ou la quantité de travail qu'elles contiennent.

Mais, poursuit Adam [Smith]:

«Aussitôt qu'il y aura provisions accumulées dans les mains de quelques particuliers, certains d'entre eux emploieront naturellement ces provisions à mettre en œuvre des gens industriels, auxquels ils fourniront des matériaux et des subsistances, afin de faire un profit sur la vente de l'ouvrage, ou sur ce que le travail de ces ouvriers ajoute de valeur aux matériaux.» (l. c. p. 96.)**

*Stop, before [Arrêtons-nous avant] de suivre plus avant le développement. D'abord**, d'où viennent ces *gens industriels** qui ne possèdent ni moyens de subsistance, ni matériaux de travail, et sont comme ça, en l'air? Si l'on dépouille l'affirmation de Smith de sa formulation naïve, elle ne signifie tout simplement que: la production capitaliste commence à l'instant où les conditions de travail appartiennent à une classe et la seule disposition de la puissance de travail à une autre. Cette séparation du travail et des conditions de travail constitue la condition préalable de la production capitaliste.

Mais, deuxièmement, que veut dire A. Smith en affirmant que les *employers of labour* [utilisateurs du travail] utilisent les *ouvriers** «*afin de faire un profit par la vente des produits de leur travail ou par ce que¹ leur travail ||251| a ajouté à la valeur de ces matières premières*»?** Veut-il dire que le profit provient de la *vente*, que la marchandise est vendue *au-dessus* de sa valeur, entend-il donc par là ce que Steuart appelle le *profit upon alienation* [profit

1. Marx, traduisant la phrase de Smith-Garnier en allemand, traduit *sur* par *durch*: grâce à ce que ...

de l'aliénation] et qui n'est rien d'autre qu'*a vibration of wealth between parties* [une oscillation de la richesse entre les intéressés]? Laissons-le répondre lui-même:

«Quand l'ouvrage fini est échangé, ou contre de l'argent, ou contre du travail» (ici encore une source de nouvelles erreurs) «ou contre d'autres marchandises, il faut bien qu'en outre de ce qui pourrait suffire à payer le prix des matériaux et les salaires des ouvriers, il y ait encore quelque chose de donné pour les profits de l'entrepreneur de l'ouvrage, qui hasarde ses provisions dans cette affaire.» (p. 96.)**

(Nous reviendrons plus tard, cf. cahier VII, p. 173, sur ce «hasarde», dans le chapitre sur les descriptions apologétiques du profit¹.) Ce quelque chose de donné pour les profits de l'entrepreneur, quand l'ouvrage fini est échangé*, provient-il de la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur, est-ce le *profit upon alienation* de Steuart?

«Ainsi,» poursuit immédiatement Adam [Smith], «la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors» (dès que la production capitaliste est apparue) «en deux parties, dont l'une paie leurs salaires et l'autre paie les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler.» (pp. 96–97.)**

Ici donc, Smith déclare expressément que le profit réalisé lors de la vente de l'ouvrage fini* ne provient pas de la vente elle-même, du fait que la marchandise est vendue *au-dessus* de sa valeur, ce n'est pas un *profit upon alienation* [profit de l'aliénation]. La valeur, c'est-à-dire la quantité de travail que les ouvriers ajoutent à la matière première, se divise au contraire en 2 parties. La première paie leurs *salaires** ou est payée par leurs *salaires**. Par là ils restituent une quantité de travail égale à celle qu'ils ont reçue sous forme de *salaire**. L'autre partie constitue le profit du capitaliste, autrement dit c'est une quantité de travail qu'il vend sans l'avoir payée. S'il vend donc la marchandise à sa valeur, c'est-à-dire en fonction du temps de travail qu'elle contient, en d'autres

1. Le cahier VII est un cahier d'extraits. Page 173 (rédigée en janvier 1863), on trouve des citations tirées du premier livre, ch. VI, de Smith, assorties de remarques critiques. Marx prévoyait à cette époque de faire figurer le chapitre consacré aux exposés apologétiques du profit dans la 3^e partie de son étude consacrée au «Capital en général». Il revient plus loin dans les Théories sur ces problèmes.

termes: s'il l'échange contre d'autres marchandises selon la loi de la valeur, alors son profit provient de ce qu'il n'a pas payé, mais par contre *vend* une partie du travail contenu dans la marchandise. A. Smith a ainsi lui-même réfuté l'affirmation selon laquelle le fait que l'ouvrier ne possède plus le produit tout entier de son travail, qu'il est obligé de partager le produit ou sa valeur, avec le propriétaire du capital, annule la loi en vertu de laquelle le rapport dans lequel les marchandises s'échangent les unes contre les autres, autrement dit leur valeur d'échange, est déterminée par la quantité de temps de travail qui se trouve matérialisé en elles. Bien au contraire, il déduit le profit du capitaliste lui-même du fait que celui-ci n'a pas payé une partie du travail ajouté à la marchandise, d'où son profit lors de la vente de la marchandise. Nous verrons que par la suite il déduit le profit, encore plus littéralement, du travail que l'ouvrier accomplit au-delà de la quantité de travail par laquelle il *paie* son salaire, c'est-à-dire le remplace par un équivalent. Ce faisant, il a reconnu l'origine véritable de la plus-value. Il a en même temps expressément établi qu'elle ne ||252| provient pas des fonds avancés – pour utiles qu'ils soient dans le procès de travail réel – dont la valeur se borne à réapparaître dans le produit fini, mais qu'elle provient exclusivement du travail nouveau que les ouvriers ajoutent aux matériaux* dans le nouveau procès de production au cours duquel ces fonds figurent en qualité de moyens ou d'instruments de travail.

Par contre la phrase:

«Quand l'ouvrage fini est échangé, ou contre de l'argent, ou contre du travail, ou contre d'autres marchandises ... » [p. 96]**,

est fausse (et repose sur la confusion effleurée au début du chapitre).

S'il échange la marchandise contre de l'argent ou de la marchandise, son profit provient de ce qu'il vend plus de travail qu'il n'en a payé, qu'il n'échange pas une quantité déterminée de travail matérialisé contre une quantité égale de travail vivant. A. Smith n'a donc pas le droit de mettre sur le même pied l'échange contre de l'argent ou contre d'autres marchandises*, et l'échange de l'ouvrage fini contre du travail*. Car dans le premier échange*, la plus-value naît de ce que les marchandises sont échangées à leur valeur, conformément au temps de travail qu'elles contiennent, mais qui, pour une part, n'est pas payé. Il est sous-entendu ici que le capitaliste n'échange pas une quantité égale de travail passé

contre une quantité égale de travail vivant; que la quantité de travail vivant qu'il s'approprie est supérieure à la quantité de travail vivant qu'il paie. Sinon le salaire de l'ouvrier serait égal à la valeur de son produit. Le profit réalisé lors de l'échange de l'*ouvrage fini** contre de l'argent ou des marchandises, quand ils sont échangés à leur valeur, vient donc de ce que l'échange entre l'*ouvrage fini** et le travail vivant obéit à d'autres lois, qu'on n'échange pas dans ce cas des équivalents. On n'a donc pas le droit de confondre ces deux cases [cas].

Le profit n'est donc rien d'autre qu'un prélèvement opéré sur la valeur que les ouvriers ont ajoutée à la matière de travail. Or ils n'ajoutent rien d'autre à cette matière qu'une nouvelle quantité de travail. Le temps de travail de l'ouvrier se décompose donc en deux parties, l'une pour laquelle il a reçu du capitaliste un équivalent, son salaire, l'autre qu'il fournit gratis au capitaliste et qui constitue le *profit* de celui-ci. A. Smith souligne justement que seule la fraction du travail (valeur) que l'ouvrier ajoute nouvellement à la matière se décompose en salaire et profit, qu'en soi la valeur nouvellement créée n'a donc rien à voir avec la fraction avancée par le capital (sous forme de matières et d'instruments de travail).

Après avoir ainsi réduit le profit à l'appropriation de travail d'autrui non payé, A. Smith poursuit immédiatement:

«Les profits des fonds, dira-t-on peut-être, ne sont autre chose qu'un nom différent donné aux salaires d'une espèce particulière de travail, le travail d'inspection et de direction.» (p. 97.)**

Et il réfute cette conception erronée du *labour of superintendence* [travail d'inspection et de direction]. Nous reviendrons là-dessus plus tard, dans un autre chapitre¹. Il importe ici de souligner simplement qu'A. Smith sait très bien que sa conception de l'origine du profit est en contradiction avec cette conception apologétique; cette opposition il la relève et la souligne avec insistance. Après quoi, il poursuit:

||253| «Dans cet état de choses donc, le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut le plus souvent que celui-ci le partage avec le

1. Marx aborde cette question dans *Le Capital* (Paris, Editions sociales, t. II, pp. 16–23 et t. VII, pp. 36–54) et dans le tome III des *Théories*, à propos de Ramsay notamment.

propriétaire de capital qui le fait travailler. Ce n'est plus alors la quantité de travail mise communément à acquérir ou à produire quelque marchandise, qui est la seule circonstance qui puisse régler la quantité de travail que cette marchandise devra communément acheter, commander ou obtenir en échange. Il est clair qu'il sera encore dû une *quantité additionnelle* pour le profit du capital qui a avancé les salaires de ce travail et qui en a fourni les matériaux.» (l. c. p. 99.)**

Ce point est très juste. Dans les conditions de la production capitaliste, le travail matérialisé – sous forme d'argent ou de marchandise – achète, outre la quantité de travail qu'il contient, toujours «une quantité additionnelle»* de travail vivant en plus «pour le profit du capital»* ce qui, en d'autres termes, signifie simplement qu'il s'approprie pour rien une partie du travail vivant, qu'il se l'approprie sans la payer. C'est la supériorité de Smith sur Ricardo qu'il souligne avec tant de vigueur, comment ce *change* [cette transformation] apparaît avec la production capitaliste. Par contre, il lui est inférieur dans la mesure où il est hanté par cette idée, qu'il a pourtant réfutée lui-même par son propre développement, que ce *changed relation between materialised labour and living labour* [rapport modifié entre travail matérialisé et travail vivant] introduit un *change in the determination of the relative value of commodities* [changement dans la détermination de la valeur relative des marchandises], qui ne représentent pourtant l'une pour l'autre rien d'autre que *materialised labour, given quantities of realised labour* [du travail matérialisé, que des quantités données de travail réalisé].

Après avoir ainsi représenté la plus-value sous l'une de ses formes, celle du profit, comme partie du travail que l'ouvrier effectue au-delà de la fraction du travail *which pays his wages* [qui remplace son salaire], il en use de même avec l'autre forme de la plus-value, la *rente foncière*. L'une des conditions objectives du travail, devenues étrangères au travail et lui faisant donc face comme propriété étrangère, c'est le *capital*; l'autre, c'est la *terre* elle-même, la terre en tant que propriété foncière. C'est pourquoi après avoir parlé du propriétaire de capital*, A. Smith poursuit:

«Dès l'instant que le sol d'un pays est divisé en autant de propriétés privées, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé, et ils demandent une *rente* même pour le

produit annuel de la terre ... il faut qu'il» (*l'ouvrier**) «cède au propriétaire du sol une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail. Cette portion, ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion constitue la *rente de la terre* ...» (l. c. pp. 99 – 100.)**

Tout comme le profit industriel proprement dit, la rente foncière n'est donc qu'une fraction du travail que l'ouvrier ajoute aux *matériaux** et qu'il *cède**, qu'il abandonne sans paiement au propriétaire de la terre, au propriétaire foncier; elle n'est donc qu'une partie du surtravail qu'il accomplit au-delà de la fraction de son temps de travail qu'il consacre *to pay his wages* [à payer son salaire], ou encore à fournir un équivalent pour le temps de travail contenu dans ce salaire.

A. Smith conçoit donc la *plus-value*, c'est-à-dire le surtravail, l'*excédent* de travail accompli et de travail réalisé dans la marchandise sur le travail payé, donc sur le travail qui a reçu son équivalent dans le salaire, comme la *catégorie générale* ||254| dont le profit proprement dit et la rente foncière ne sont que les dérivés. Néanmoins il n'a pas fait de la plus-value en tant que telle une catégorie particulière, il ne l'a pas séparée des formes particulières qu'elle prend dans le profit de la rente foncière. De là chez lui, et plus encore chez Ricardo, nombre d'erreurs et de lacunes dans l'analyse.

Une autre forme sous laquelle se présente la plus-value est l'intérêt du capital*, l'intérêt (*intérêt d'argent**). Mais cet

«intérêt (...) d'argent est» (dit Smith dans le même chapitre) «toujours un revenu secondaire qui, s'il ne se prend pas sur le profit que procure l'usage de l'argent, doit être payé par quelqu'autre source de revenu,»**

(donc par la rente foncière ou le salaire. Dans ce dernier cas, si l'on prend le salaire moyen, l'intérêt n'a pas sa source dans la plus-value, mais il constitue un prélèvement sur le salaire du travail ou encore – et c'est sous cette forme, nous aurons l'occasion de le voir par la suite¹, qu'il apparaît dans la production capitaliste non développée – simplement une autre forme du profit),

1. Marx étudie ces «formes antédiluvaines» du capital dans le tome III des *Théories*. Dans la digression intitulée «Revenue and its sources [Le Revenu et ses sources]. L'économie politique vulgaire».

« à moins que l'emprunteur ne soit un dissipateur qui contracte une seconde dette pour payer l'intérêt de la première. » (l. c. pp. 105-106.)

L'intérêt [d'argent] est donc ou bien une partie du *profit* réalisé à l'aide de capital emprunté: c'est alors une forme secondaire du profit lui-même, un dérivé, donc seulement une nouvelle répartition, entre diverses personnes, de la plus-value appropriée sous forme de profit. Ou bien il est payé à partir de la rente foncière, alors le même raisonnement s'applique. Ou bien encore l'emprunteur le paie sur son propre capital ou sur un capital étranger: il ne constitue alors absolument pas de plus-value, il est seulement une distribution différente de la richesse existante, simple *vibration of the balance of wealth between parties* [oscillation de la balance de la richesse entre les intéressés] comme dans le cas du *profit upon alienation* [profit de l'aliénation]. Si l'on fait exception de ce dernier cas où l'intérêt n'est nullement une forme de la plus-value (et si l'on fait exception du cas où il est un prélevement sur le salaire ou même une forme du profit; Adam Smith n'évoque pas ce dernier cas), l'intérêt est donc purement et simplement une forme secondaire de la plus-value, une simple fraction du profit ou de la rente foncière (il concerne simplement leur distribution), il ne représente donc rien d'autre qu'une fraction du surtravail non payé.

« L'argent prêté à intérêt est toujours considéré par le prêteur comme un capital. Celui-ci attend qu'il lui soit restitué en temps opportun et qu'entre temps, l'emprunteur lui paie une certaine rente annuelle pour l'usage qu'il en fait. L'emprunteur peut utiliser cet argent comme *capital* ou comme *un fonds destiné à la consommation immédiate*. S'il en use comme d'un capital, il l'emploie à la subsistance de travailleurs productifs qui reproduisent la valeur augmentée d'un profit. Dans ce cas, il peut restituer le capital et payer les intérêts sans aliéner ou attaquer une autre source de revenus. S'il l'utilise comme fonds destiné à la consommation immédiate, il agit comme un prodigue et dissipe pour l'entretien des oisifs ce qui était destiné à la subsistance des industriels. Dans ce cas, il ne pourra ni restituer le capital, ni payer les intérêts sans aliéner ou attaquer une autre source de revenus, par exemple ses biens ou sa rente foncière. » (Vol. II, t. II, ch. IV, p. 127, édit. McCull[och].)

||255| Donc qui emprunte de l'argent, c'est-à-dire ici du capital, soit l'utilise lui-même comme capital avec lequel il réalise un profit: dans ce cas, l'intérêt qu'il paie au prêteur n'est rien qu'une fraction du profit figurant sous une *dénomination particulière*. Soit il consomme l'argent prêté: il augmente alors l'avoir du prêteur en diminuant le sien, il y a simplement redistribution de la richesse qui passe de la main du prodigue dans celle de l'usurier, il n'y a pas formation de plus-value. Dans la mesure donc où l'intérêt représente de la plus-value, il n'est rien d'autre qu'une fraction du profit qui n'est lui-même qu'une forme déterminée de la plus-value, c'est-à-dire une fraction du travail non payé.

A. Smith observe enfin que de même, toutes les recettes des personnes qui vivent des impôts ou bien sont payées par le salaire, c'est-à-dire sont un prélevement sur celui-ci, ou bien ont leur source dans le profit et la rente foncière et ne sont donc que des titres qui permettent à différentes couches de prélever leur part sur le profit et la rente foncière, qui ne sont eux-mêmes que des formes différentes de la plus-value.

« Tous les impôts et tous les revenus qui sont fondés sur les impôts, les appointements, pensions et annuités de toute sorte, sont, en dernière analyse, dérivés de l'une ou de l'autre de ces trois sources primitives de revenus, et sont payés, soit immédiatement, soit médiatement, ou avec des salaires de travail, ou avec des profits de capitaux, ou avec des rentes de terres. » (l. I, ch. VI, p. 106 [Garnier].)**

Donc l'intérêt de l'argent aussi bien que les impôts ou les revenus dérivés des impôts – dans la mesure où ils ne sont pas des prélevements sur le salaire lui-même – sont de simples participations au profit de la rente foncière, lesquels se résolvent eux-mêmes à leur tour en plus-value, c'est-à-dire en temps de travail non payé.

Telle est la théorie générale de la plus-value chez A. Smith.

A. Smith résume lui-même une nouvelle fois toute sa conception, et c'est seulement alors qu'apparaît très clairement combien il se préoccupe peu d'établir l'idée que la valeur que l'ouvrier ajoute au produit (déduction faite des *frais de production**, de la valeur des matériaux et de l'instrument de travail) n'est plus déterminée par le temps de travail contenu dans le produit parce que l'ouvrier ne s'approprie plus lui-même en totalité cette valeur,

mais doit la partager avec le *capitaliste** et le *propriétaire**. La manière dont la valeur d'une marchandise est répartie entre les producteurs de cette marchandise ne change naturellement rien à sa nature ni au rapport de valeur existant entre les marchandises elles-mêmes.

«Dès que le sol est devenu propriété privée, le propriétaire foncier exige une part de presque tous les produits que l'ouvrier peut y produire ou récolter. Sa rente foncière constitue le premier prélevement sur le produit du travail consacré au sol. Mais le cultivateur de la terre a rarement les moyens d'assurer sa subsistance jusqu'à ce que la récolte soit rentrée. Sa subsistance lui est habituellement avancée sur le capital d'un employeur, le fermier, qui n'aurait aucun intérêt à l'employer s'il ne partageait pas avec lui le produit de son travail ou si son capital ne lui était pas restitué, augmenté d'un profit. Ce profit constitue un second prélevement ||256| sur le produit du travail employé sur ce terrain. Le produit de tout travail ou presque est soumis au même prélevement en vue d'assurer le profit. Dans toutes les industries, la plupart des ouvriers ont besoin d'un employeur qui leur avance matériaux, salaire et subsistance jusqu'à l'achèvement de leur travail. Cet employeur partage avec eux le produit de leur travail ou la valeur que celui-ci ajoute aux matières premières transformées, et c'est en cette part que consiste son profit.» (vol. I, t. I, ch. VIII, pp. 109–110 [édit. McCulloch].)

Ici donc, A. Smith caractérise sans phrases la rente foncière et le profit du capital comme de simples *prélevements* sur le produit de l'ouvrier ou la valeur de celui-ci, qui est égale à la quantité de travail ajoutée par l'ouvrier aux matériaux. Mais, comme A. Smith l'a lui-même exposé auparavant, ce prélevement ne peut concerner que la portion de travail que l'ouvrier ajoute aux matériaux* au-delà de la quantité de travail qui paie simplement son salaire ou fournit un équivalent de son salaire; donc il porte sur le surtravail, la fraction non payée de son travail. (Donc, en passant, profit et rente foncière, autrement dit capital et propriété foncière ne peuvent jamais être source de valeur*.)

[3. Smith découvre la production de la plus-value dans toutes les sphères du travail social]

On voit quel grand progrès A. Smith a fait par rapport aux physiocrates dans l'analyse de la plus-value, donc du capital. Pour les physiocrates, il n'y a qu'une seule catégorie de travail réel – le travail dans l'agriculture – qui produise de la plus-value. Ce qu'ils prennent donc en considération, c'est la valeur d'usage du travail et non pas le temps de travail, le travail social général, qui est la seule source de la valeur. Or le fait est que, dans ce genre particulier de travail, c'est la *nature*, la terre, qui en fait crée la plus-value, celle-ci consistant simplement en un accroissement de matière (organique). L'excédent de la matière produite sur la matière consommée¹. Mais ils conçoivent encore cette opération à l'intérieur d'une forme tout à fait limitée d'où la représentation imaginaire² qui la fausse. Chez A. Smith, en revanche, c'est le travail social général, quelle que soit la valeur d'usage dans laquelle il se présente, la quantité de travail nécessaire seule, qui crée la valeur. La plus-value, qu'elle apparaisse sous forme de *profit*, de rente foncière ou sous la forme secondaire de l'intérêt, n'est qu'une fraction du travail que les propriétaires des moyens matériels du travail s'approprient, en l'échangeant contre du travail vivant. Chez les physiocrates donc, la plus-value ne se retrouve que sous la forme de la rente foncière, alors que chez A. Smith, rente foncière, profit et intérêt ne sont que différentes formes de la plus-value.

Si j'appelle *profit du capital* la plus-value rapportée au capital total avancé, c'est que le capitaliste directement engagé dans la production s'approprie immédiatement le surtravail, quelle que soit la répartition ultérieure de la plus-value, qu'il doive la partager avec le propriétaire foncier ou avec le prêteur du capital. Ainsi, le fermier paie directement le propriétaire foncier. Ainsi le fabricant, sur la plus-value qu'il s'est appropriée, verse la rente foncière au propriétaire du terrain sur lequel son usine est édifiée et l'intérêt au financier qui lui a avancé du capital.

||257| {Il convient à présent de considérer encore: 1. confusion chez Smith entre plus-value et profit; 2. ses conceptions du travail productif; 3. comment il fait de la rente et du profit des sources de la valeur et sa fausse analyse du naturel prix* des marchandises,

1. Cette dernière phrase est écrite dans le manuscrit de biais dans la marge et doit être insérée ici, selon les indications de Marx.

2. En allemand *phantastische*.

où la valeur de la matière première et des instruments n'existe pas pour lui ou n'est pas étudiée séparément du *prix** des *3 sources of revenue* [sources de revenu].}

[4. Smith ne comprend pas l'effet de la loi de la valeur dans l'échange entre le capital et le travail salarié]

Le salaire ou l'équivalent par lequel le capitaliste achète la disposition temporaire de la puissance de travail, n'est pas de la marchandise sous sa forme immédiate: c'est la marchandise métamorphosée, l'argent, c'est-à-dire la marchandise dans sa forme autonome de valeur d'échange, de matérialisation directe du travail social, du temps de travail général. Avec cet argent l'ouvrier achète naturellement les marchandises au même prix que tout autre détenteur d'argent {il n'y a pas lieu de tenir compte dans ce contexte de certains détails, comme par exemple du fait qu'il achète à des conditions et dans des circonstances moins favorables}. Il affronte les vendeurs de marchandises comme tout autre détenteur d'argent, en sa qualité d'acheteur. Dans la circulation des marchandises proprement dite, il n'apparaît pas comme ouvrier, mais comme le pôle-argent face au pôle-marchandise, comme possesseur de la marchandise dans sa forme générale, toujours susceptible d'être échangée. Son argent se retrouve en marchandises destinées à lui servir de valeurs d'usage et, dans ce procès, il achète les marchandises aux prix qui ont cours sur le marché, généralement parlant, à leur valeur. Il n'accomplit ici que l'échange A-M, qui indique un changement de forme, mais nullement en général une modification de la valeur. Toutefois, étant donné que par son travail, qui s'est matérialisé dans le produit, il n'a pas ajouté seulement autant de temps de travail qu'en contenait l'argent qu'il a reçu et qu'il n'a pas fourni seulement un équivalent, mais encore un surtravail gratuit, qui est justement la source du profit, il a donc donné *en fait* (le mouvement intermédiaire, impliqué dans la vente de la puissance de travail, disparaît dans le résultat) une valeur supérieure à celle de la somme d'argent qui constitue son salaire. Il a, *in return* [inversement], acheté avec un temps de travail supérieur la quantité de travail réalisée dans l'argent qui lui est versé comme salaire. On peut dire par conséquent qu'il achète indirectement aussi toutes les marchandises pour lesquelles il dépense l'argent qu'il a gagné (et qui n'est en somme que l'expression autonome d'une quantité déterminée de temps de travail social) en donnant plus de temps de travail que les marchandises n'en recèlent, bien qu'il acquitte le

même prix que n'importe quel autre acheteur ou possesseur de la marchandise dans sa première métamorphose. Inversement, l'argent au moyen duquel le capitaliste achète du travail renferme une quantité de travail moindre, un temps de travail plus court que la quantité de travail ou le temps de travail de l'ouvrier contenus dans la marchandise qu'il a produite; outre la quantité de travail contenue dans la somme d'argent qui constitue le salaire, le capitaliste achète une somme additionnelle de travail qu'il ne paie pas, un excédent par rapport à la quantité de travail contenue dans l'argent qu'il a déboursé. Et c'est précisément cette quantité additionnelle de travail qui constitue la plus-value produite par le capital.

Mais étant donné que l'argent ||258| dépensé par le capitaliste pour acheter du travail (en fait, quant au résultat, bien qu'il y aboutisse par l'*exchange* [échange] non pas directement avec le travail mais avec la puissance de travail) n'est que la forme métamorphosée de *toutes les autres marchandises*, leur existence autonome sous forme de valeur d'échange, il faut dire tout aussi bien que toutes les marchandises, lorsqu'elles s'échangent contre le travail vivant, achètent davantage de travail qu'elles n'en contiennent. C'est précisément ce plus qui constitue la plus-value.

C'est le grand mérite d'A. Smith d'avoir bien senti, précisément dans les chapitres (VI, VII et VIII) de son premier livre, dans lesquels du simple échange de marchandises et de la loi de la valeur que celui-ci implique, il passe à l'échange entre travail matérialisé et travail vivant, à l'échange entre capital et travail salarié, à l'étude du profit et de la rente foncière en général, bref à l'origine de la plus-value, qu'une faille se produit qui fait que – quelle qu'en soit la raison médiate, raison qui d'ailleurs lui échappe – la loi est en fait abolie quant au résultat, puisque plus de travail est échangé contre moins de travail (du point de vue de l'ouvrier) et moins de travail contre plus de travail (du point de vue du capitaliste); il souligne, tout en étant déconcerté par sa découverte, qu'avec *l'accumulation du capital* et la *propriété foncière* – donc avec la séparation des conditions de travail qui deviennent autonomes d'avec le travail lui-même – un nouveau tournant se produit et que la loi de la valeur paraît s'inverser (et l'est en fait quant au résultat) pour aboutir à son contraire. Sur le plan théorique, sa force est d'avoir senti et souligné cette contradiction, tout comme sa faiblesse théorique est que cette contradiction l'amène à douter de la loi générale même pour le simple échange de marchandises, de ne pas comprendre que la contradiction provient du fait que la

puissance de travail à son tour se transforme en marchandise et que, pour cette marchandise spécifique, la valeur d'usage, qui n'a donc rien à voir avec sa valeur d'échange, est précisément l'énergie qui crée la valeur d'échange. Ricardo a cette supériorité sur A. Smith qu'il ne se laisse pas induire en erreur par ces contradictions apparentes et effectives quant au résultat. En revanche, il demeure en deçà d'A. Smith en ne soupçonnant même pas qu'il y ait là un problème, de sorte que le développement *spécifique* que connaît la loi des valeurs du fait de la constitution du capital ne le déconcerte pas un seul instant, ni même ne le préoccupe. Nous verrons plus loin comment ce qui est génial chez A. Smith devient réactionnaire chez Malthus par rapport au point de vue de Ricardo¹.

Mais bien sûr c'est en même temps parce qu'il a vu cette difficulté que A. Smith hésite, manque d'assurance, sent le sol se dérober sous ses pas et c'est la raison pour laquelle, contrairement à Ricardo, il n'a pu parvenir à une conception théorique cohérente, à une conception d'ensemble des fondements généraux abstraits du système bourgeois.

[259] Voici comment Hodgskin formule cette affirmation d'A. Smith, selon laquelle la marchandise achète plus de travail qu'elle n'en contient ou que le travail paie, pour la marchandise, une valeur supérieure à celle qui est contenue en elle:

«Le *prix naturel* (ou *necessary price* [prix nécessaire]) signifie la *quantité totale de travail* que la nature exige de l'homme pour la production d'une marchandise donnée ... Le travail était à l'origine, il est actuellement et restera toujours le seul moyen d'achat dans nos transactions avec la nature ... Quelle que soit la quantité de travail nécessaire pour produire une marchandise donnée, l'ouvrier sera toujours obligé, dans l'état actuel de la société, pour acquérir et posséder cette marchandise, de fournir beaucoup plus de travail qu'il n'en faut pour l'acheter à la nature. Le prix naturel ainsi accru pour l'ouvrier est le *prix social*. Il faut toujours distinguer ces deux prix l'un de l'autre.» (*Thomas Hodgskin, Popular Political Economy* [Economie politique populaire] etc., Londres 1827, pp. 219-220.)

1. Dans les cahiers XIII et XIV pp. 753-767, chapitre «Malthus», Marx examine de plus près les conceptions de ce dernier en ce qui concerne la valeur et la plus-value.

Ce texte de Hodgskin reflète à la fois ce qu'il y a de juste et ce qu'il y a de confus, ce qui prête à confusion dans la conception d'A. Smith.

[5. La plus-value assimilée au profit – un élément vulgaire dans la théorie d'A. Smith]

Nous avons vu comment A. Smith traite de la *plus-value* en général, dont la rente foncière et le profit ne sont que des formes différentes et des composants particuliers. Selon lui, la fraction du capital constituée par la matière première et les moyens de production n'intervient pas directement dans la production de la plus-value. Cette dernière provient exclusivement de l'*additional quantity of labour* [quantité de travail additionnelle] que l'ouvrier fournit *en sus* de la fraction de son travail qui ne constitue que l'équivalent de son salaire. Ce n'est donc que de la partie du capital existante et dépensée en salaire que naît directement la plus-value, car c'est la seule partie du capital qui non seulement se reproduise, mais produise aussi un *overplus* [excédent]. Dans le profit, en revanche, la plus-value est calculée par rapport à la somme totale du capital avancé et à cette modification s'en ajoutent d'autres provenant de la péréquation des profits obtenus dans les différentes sphères de production du capital.

Et comme Adam n'analyse pas expressément la plus-value sous la forme d'une catégorie bien définie, distincte de ses formes particulières, même s'il le fait quant au fond, par la suite il l'assimile ensuite directement à cette forme ultérieure qu'est le profit. Cette erreur est reprise par Ricardo et tous ses disciples. Il en résulte (d'une manière plus frappante chez Ricardo, étant donné que chez lui la loi fondamentale de la valeur est développée plus systématiquement et plus rigoureusement, de sorte que les contradictions et les inconséquences ressortent aussi plus nettement) une série d'inconséquences, de contradictions non résolues et d'absurdités que les Ricardiens (comme nous le verrons plus loin dans le chapitre consacré au profit) cherchent à résoudre par une phraséologie scolaire¹. L'empirisme grossier se mue alors en fausse

1. Dans le cahier XIV des manuscrits de 1861-1863, notamment le chapitre «Désagrégation de l'école de Ricardo», Marx s'attarde particulièrement à montrer la manière scolaire dont James Mill a essayé de résoudre les contradictions de la théorie du profit chez Ricardo et à faire ressortir la vanité des tentatives de John Stuart Mill pour déduire directement de la théorie de la valeur la thèse de Ricardo sur le rapport inversement proportionnel entre taux de profit et salaire.

métaphysique, en scolastique qui se torture à vouloir déduire directement des phénomènes empiriques indiscutables, par simple abstraction formelle, de la loi générale ou à les présenter de telle façon qu'ils paraissent y correspondre. Nous citerons ici un exemple pris chez A. Smith lui-même, car la confusion surgit chez lui non pas lorsqu'il traite *ex professo* [expressément] du profit ou de la rente foncière, ces formes particulières de la plus-value, mais lorsqu'il les considère seulement comme des formes de la plus-value en général, comme des *deductions from the labour bestowed by the labourers upon the materials* [prélevements sur le travail ajouté par les ouvriers aux matières premières].

||260| Après avoir écrit, l. I, ch. VI [pp. 96–97]:

«Ainsi la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties: l'une paie leurs salaires et l'autre les profits de l'employeur sur le montant total avancé par lui pour les matières premières et les salaires»**,

A. Smith poursuit:

«Il» (*l'entrepreneur**) «n'aurait pas intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que ce qu'il fallait pour lui remplacer ses fonds, et il n'aurait pas d'intérêt à employer une grosse somme de fonds plutôt qu'une petite, si ses profits ne gardaient pas quelque proportion avec l'étendue des fonds employés.»***

*Remarquons d'abord**: A. Smith, après avoir réduit la plus-value, l'*overplus* [excédent] que l'*entrepreneur** réalise en sus de la valeur nécessaire pour lui remplacer ses fonds*, à la partie du travail que les travailleurs¹ ajoutent à la matière en sus de la quantité qui paie leurs salaires* – donc après avoir situé l'origine de cet *overplus* uniquement dans la portion du capital déboursée en salaires, n'en conçoit pas moins, sans transition, cet *overplus* sous la forme du profit, c'est-à-dire en le rapportant non pas à la partie du capital dont il est issu, mais en le considérant comme un excédent sur la valeur totale du capital avancé, «en le rapportant au montant total avancé par lui pour les matières premières et les salaires» (c'est par erreur que ne sont pas mentionnés ici les moyens de production). Smith conçoit donc la plus-value directement sous la forme du profit; d'où les difficultés que nous allons examiner.

1. Dans le manuscrit: le travail.

Le capitaliste, écrit A. Smith,

«n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que ce qu'il lui fallait pour lui remplacer ses fonds». [p. 97.]**

A condition de présupposer l'existence du rapport capitaliste, ceci est tout à fait exact. Le capitaliste ne produit pas pour satisfaire ses besoins, il ne produit absolument pas en se préoccupant en premier lieu de la consommation. Il produit pour produire de la plus-value. Mais ce n'est pas à partir de cette hypothèse de base – qui signifie seulement que, dans l'hypothèse de la production capitaliste, le capitaliste produit pour obtenir de la plus-value – qu'A. Smith explique la plus-value comme le fera plus tard plus d'un de ses sots successeurs; c'est-à-dire qu'il n'explique pas l'existence de la plus-value par l'intérêt du capitaliste, par son désir d'obtenir de la plus-value. Ne l'a-t-il pas déjà déduite de la valeur* que les ouvriers ajoutent à la matière au-dessus de la valeur qu'ils ajoutent en échange pour le salaire reçu*? Mais il poursuit aussitôt: le capitaliste n'aurait pas intérêt à employer une grosse somme de fonds plutôt qu'une petite, si ses profits ne gardaient pas quelque proportion avec l'étendue des fonds employés. Ici le profit n'est plus expliqué par la nature de la plus-value, mais par «l'intérêt» du capitaliste. Ce qui est une sottise pure et simple.

A. Smith ne se rend pas compte qu'en assimilant de façon immédiate la plus-value au profit, il flanque par terre la loi sur l'origine de la plus-value qu'il vient de formuler. ||261| Si la plus-value n'est que la partie de la valeur* (ou de la quantité de travail) que l'ouvrier ajoute au-delà de la partie qu'il ajoute à la matière afin de payer le salaire*, pourquoi cette 2^e partie s'accroîtrait-elle immédiatement du fait que la valeur du capital avancé est, dans un cas, plus grande que dans l'autre? La contradiction apparaît plus flagrante encore dans l'exemple proposé tout de suite après par A. Smith lui-même pour réfuter la conception selon laquelle le profit constituerait les wages [salaires] pour le so-called labour of superintendence [ce qu'on appelle le travail d'inspection]. Il écrit en effet:

«Mais ils» (les profits des fonds*) «sont cependant d'une nature absolument différente des salaires; ils se règlent sur des principes entièrement différents et ne gardent aucune proportion avec la quantité et la

nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction. *Ils se règlent en entier sur la valeur du capital employé*, et ils sont plus ou moins forts, à proportion de l'étendue des fonds. Par exemple, supposons qu'en un lieu particulier où les *profits des fonds* employés dans les manufactures *sont communément de dix pour cent par an*, il y ait deux différentes manufactures, chacune desquelles emploie vingt ouvriers, à raison de 15 livres pour chacun, ou bien fait une dépense de 300 livres par an pour chaque atelier; supposons encore que les matériaux grossiers qu'on travaille annuellement dans l'une, coûtent seulement 700 livres, tandis que dans l'autre on travaille des matières plus précieuses qui coûtent 7000 livres, le capital employé annuellement dans l'une sera, dans ce cas, de 1000 livres seulement, tandis que celui employé dans l'autre montera à 7300 livres. Ainsi au taux de dix pour cent, l'entrepreneur de l'une comptera sur un profit annuel d'environ 100 seulement, tandis que l'entrepreneur de l'autre s'attendra à un bénéfice d'environ 730 livres. Mais malgré cette différence énorme dans leurs profits, il se peut que leur travail d'inspection et de direction soit tout à fait le même ou très approchant.» (*l.c.* pp. 97-98.)**

De la plus-value sous sa forme générale, nous en venons ainsi aussitôt à une *taxe commune de profits** qui n'a aucun rapport immédiat avec elle. *Mais passons outre!**! Dans chacune des deux usines on emploie 20 ouvriers; leur salaire est dans l'une comme dans l'autre exactement le même = 300 l[ivres]. Cela prouve qu'il ne s'agit nullement dans l'une d'un travail d'un niveau supérieur à celui qui se fait dans l'autre, de sorte qu'une heure de travail, donc aussi une heure de surtravail dans l'une équivaudrait à plusieurs heures de surtravail dans l'autre. On suppose au contraire dans les deux cas le même travail moyen, comme le montre l'égalité des salaires. Comment le surtravail *que les ouvriers ajoutent au-delà du prix de leurs salaires** vaudrait-il dans l'une des usines sept fois plus que dans l'autre? Ou encore pourquoi les ouvriers de l'une des usines, parce que la matière travaillée coûte 7 fois plus cher que dans l'autre, devraient-ils fournir 7 fois plus de surtravail bien qu'ils touchent le même salaire, travaillent donc le même nombre d'heures pour reproduire leur salaire?

||262| Ce profit sept fois plus grand dans l'une des manufactures comparé à celui de l'autre – ou d'une façon générale, la loi selon laquelle le profit est en proportion de l'importance du capital avancé – est donc en contradiction *prima facie* [à première vue] avec la loi de la plus-value ou du profit (puisque A. Smith les identifie l'une à l'autre) d'après laquelle le profit a pour origine exclusive le surtravail non payé des ouvriers. A. Smith affirme cela tout à fait naïvement, sans même soupçonner le moins du monde la contradiction inhérente. Tous ses successeurs lui sont restés fidèles sur ce point, aucun d'eux n'étudiant la plus-value en général, en dehors des formes déterminées qu'elle revêt. Chez Ricardo, on l'a déjà fait remarquer, cette contradiction se manifeste de façon encore plus grossière.

Etant donné qu'A. Smith décompose la plus-value non seulement en profit, mais aussi en rente foncière – deux genres particuliers de la plus-value dont le mouvement obéit à des lois tout à fait différentes – ce simple fait aurait dû lui faire comprendre qu'il ne pouvait confondre immédiatement la forme générale abstraite de la plus-value avec une quelconque de ses formes particulières. Chez lui, comme chez tous les économistes bourgeois qui sont venus après lui, l'absence de sens théorique pour les différences de forme des rapports économiques demeure la règle, du fait de leur hâte grossière à apprêhender la matière telle qu'elle se présente à eux empiriquement et du fait de l'intérêt qu'ils manifestent pour celle-ci. D'où aussi leur incapacité à avoir une conception juste de l'argent, dans les cas où il ne s'agit que de divers changements de forme de la valeur d'échange, qui laissent inchangée la grandeur de valeur.

[6. La conception fausse du profit, de la rente et du salaire comme sources de la valeur chez Smith]

Dans *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique**, traduit par Lagentie de Lavaïsse, Paris 1808*, Lauderdale objecte à l'explication de la plus-value donnée par A. Smith – dont il affirme qu'elle correspond à des points de vue déjà affirmés par Locke – que selon cette explication le capital n'est plus la source originelle de la richesse, alors que Smith le pose comme l'étant, mais uniquement une source dérivée. Voici les passages concernant cette question:

«Il y a plus d'un siècle Locke a affirmé presque le même point de vue» (que A. Smith) ... «L'argent, dit-il, est une chose stérile qui ne produit rien; tout le

service qu'on en tire, c'est qu'il transporte, par un accord mutuel, le profit qui a salarié le travail d'un homme dans la poche d'un autre.» (*Lauderdale*, p. 116.) «Si cette idée du profit du capital était rigoureusement exacte, il s'ensuivrait qu'il serait non une source primitive de richesse mais une source dérivée; et l'on ne pourrait considérer les capitaux comme un des principes de la richesse, leur profit n'étant qu'un transport de la poche du travailleur dans celle du capitaliste.» (*l.c.* pp. 116–117.)**¹

Dans la mesure où la valeur du capital réapparaît dans le produit, on ne peut dénommer ce capital «source de richesse»*. Il n'est ici qu'au titre d'*accumulated labour* [travail accumulé], de quantum déterminé de travail matérialisé, de sorte qu'il ajoute au produit sa valeur propre.

Le capital n'est production de valeur que comme *rappor*t, dans la mesure où, contrainte du travail salarié, il constraint celui-ci à fournir du surtravail ou encore stimule la force productive du travail², afin de créer de la plus-value relative. Dans un cas comme dans l'autre, il ne produit de la valeur ||263| que comme pouvoir sur le travail, devenu étranger à ce travail, des conditions objectives propres de celui-ci, somme toute uniquement comme une des formes du travail salarié lui-même, comme condition du travail salarié. Mais dans le sens que lui donnent d'ordinaire les économistes, comme travail accumulé existant en argent ou en marchandises, le capital, de même que toutes les conditions de travail, y compris les forces de la nature qu'on ne rétribue pas, a une action productive dans le procès de travail, dans la création de valeurs d'usage, mais il ne devient jamais source de valeur. Il ne crée pas de valeur nouvelle et, d'une façon générale, il se borne à ajouter au produit de la valeur d'échange, pour autant qu'il en possède, c'est-à-dire qu'il se résout lui-même en temps de travail matérialisé, si bien que c'est le travail qui est la source de sa valeur.

Lauderdale a raison sur un point, à savoir que A. Smith, après avoir expliqué la nature de la plus-value et de la valeur, présente à tort le capital et les biens-fonds comme des sources autonomes de la valeur d'échange. Ce sont des sources de revenu pour leurs

1. Dans la première citation, le texte n'est cité en français qu'à partir de: «c'est qu'il transporte», à partir de: «il s'en suivrait ...» dans la seconde.

2. Marx emploie ici *Produktivkraft*.

propriétaires, dans la mesure où ce sont des titres à une certaine quantité de surtravail que l'ouvrier est obligé de faire en sus du temps de travail nécessaire au remplacement de son salaire. C'est ainsi que A. Smith par exemple dit:

«Salaire, profit et rente sont les trois sources primitives de tout revenu, aussi bien que de toute valeur échangeable.» (I. I, ch. VI, [p. 105].)**

Autant il est exact qu'ils sont bien les *trois sources primitives de tout revenu**, autant il est faux qu'ils soient *aussi bien les trois sources primitives de toute valeur échangeable**, puisque la valeur d'une marchandise est déterminée exclusivement par le temps de travail qu'elle contient. Alors que A. Smith vient tout juste d'exposer que la rente et le profit sont de simples *deductions** de la valeur ou du travail, comment peut-il les qualifier de *sources primitives de la valeur échangeable**? (Ils ne sauraient l'être que dans le sens suivant: en ce qu'ils mettent en mouvement la *source primitive*, c'est-à-dire contraignent le travailleur à faire du surtravail.) Pour autant que ce sont des titres (des conditions) permettant de s'approprier une partie de la valeur, c'est-à-dire du travail matérialisé dans la marchandise, ce sont des sources de revenu pour leurs propriétaires. Mais la répartition ou l'appropriation de valeur n'est pas une des sources de la valeur qu'on s'approprie. Si cette répartition n'avait pas lieu et si l'ouvrier recevait en salaire la totalité de son produit, la valeur de la marchandise produite demeurerait dans un cas comme dans l'autre la même, bien qu'elle ne soit pas partagée avec le propriétaire foncier et le capitaliste.

Le fait que propriété foncière et capital sont des sources de revenu pour leurs possesseurs, c'est-à-dire qu'ils donnent à ceux-ci le pouvoir de s'approprier une partie des valeurs créées par le travail, ne les transmua pas pour autant en sources de la valeur qu'ils s'approprient. Mais il est tout aussi faux de dire que le salaire constitue une *source primitive de la valeur échangeable** bien que ce salaire ou plutôt la vente continue de la puissance de travail constitue une source de revenu pour le travailleur. C'est le travail et non le salaire du travailleur qui crée de la valeur. Le salaire n'est que de la valeur déjà existante ou encore, si nous considérons la totalité de la production, c'est la fraction de la valeur créée par l'ouvrier qu'il s'approprie lui-même, mais ce n'est pas cette appropriation qui crée la valeur. En conséquence, le salaire du travailleur peut augmenter ou diminuer sans que la valeur de la marchandise qu'il produit en soit affectée. ||263||

||265| {Comme citation à ajouter à la citation ci-dessus, pour montrer que, des rubriques dans lesquelles on s'approprie la valeur de la marchandise, A. Smith fait des sources de cette valeur: après avoir réfuté le point de vue selon lequel le profit ne serait qu'une autre dénomination pour le *salaire** du capitaliste ou encore pour le *wages of labour of superintendence* [salaire pour le travail de supervision], il conclut:

«Ainsi dans le *prix* des marchandises les *profits* des fonds ou capitaux sont une *source de valeur* entièrement différente des salaires, et réglée sur des principes tout à fait différents.» (l. I, ch. VI, [p. 99].)***

Selon Smith, à l'instant encore, la *valeur** que les ouvriers ajoutent aux matériaux se répartissait entre eux et les capitalistes sous forme de *salaires** et de *profit**; le travail est donc la seule *source de valeur** et de cette *source de valeur** résultent *prix des salaires** et *prix des profits**. Mais ces *prix** eux-mêmes ne sont pas *source de valeur**. Ni le salaire, ni le profit.} ||265||

[7. La conception équivoque qu'a Smith du rapport entre la valeur et le revenu. Comment il voit dans le «prix naturel» la somme du salaire, du profit et de la rente]

||263| Nous laisserons ici tout à fait de côté la question de savoir jusqu'à quel point A. Smith considère la rente foncière comme un élément constitutif du prix des marchandises. Cette question est ici, pour notre analyse, d'autant plus indifférente qu'il conçoit la rente tout comme le profit comme simple fraction de la plus-value, *deduction from the labour added by the labourer to the raw material* [déduction du travail que le travailleur a ajouté à la matière première] et partant ||264| en fait aussi comme *deduction from the profit* [déduction du profit] dans la mesure où c'est, vis-à-vis du travail, le capitaliste qui s'approprie *directement* la totalité du surtravail non payé, quelles que soient les rubriques dans lesquelles il doit, par la suite, partager cette plus-value avec les possesseurs des conditions de production, qu'il s'agisse du propriétaire du terrain ou du prêteur de capital. Pour simplifier, nous ne parlerons que du *salaire* et du *profit* considérés comme les deux seules rubriques entre lesquelles se répartit la valeur nouvellement créée.

Supposons que soit matérialisé dans une marchandise un temps de travail de 12 heures (*abstraction faite* de la valeur des matériaux bruts et des instruments de travail consommés dans cette marchandise), nous ne pouvons exprimer sa valeur en tant que telle qu'en *argent*. Supposons donc que dans 5 sh. soit aussi matérialisé un temps de travail de 12 heures. Dans ce cas la valeur de la marchandise = 5 sh. Par *prix naturel des marchandises** A. Smith n'entend rien d'autre que leur valeur exprimée en argent. (Bien entendu le prix de marché de la marchandise se situe au-dessus ou au-dessous de sa valeur. Et même, comme je le démontrerai plus loin, le prix moyen¹ des marchandises est *constamment différent* de leur valeur. Cependant A. Smith dans son analyse du *prix naturel** n'a absolument rien à voir avec ça. En outre on ne peut comprendre le prix de marché, et encore moins les oscillations que subit le prix moyen des marchandises, si, à la base, il n'y a pas une vue juste de la nature de la valeur.)

Si la plus-value contenue dans la marchandise s'élevait à 20% de sa valeur totale ou encore, ce qui revient au même, à 25% du temps de travail nécessaire qu'elle recèle, cette valeur de 5 sh., le *prix naturel** de la marchandise, pourrait être décomposée en 4 sh. de salaire et 1 sh. de plus-value (que nous appellerons ici profit, pour suivre A. Smith). Il serait exact de dire que le montant de la valeur de la marchandise déterminé indépendamment du salaire et du profit, son *prix naturel*, peut se décomposer en 4 sh. de salaire (le *prix du travail*) et 1 sh. de profit (le *prix du profit*). Mais il serait faux de dire que le *prix de la marchandise* résulte de l'addition ou de la conjonction du *prix du salaire* et du *prix du profit*, fixés indépendamment de la valeur de la marchandise. Si c'était le cas, il n'y aurait pas de raison que la valeur totale de la marchandise ne soit pas de 8, 10 sh., etc. selon que l'on supposerait que le salaire = 5 sh., le profit = 3 sh. etc.

Quand A. Smith analyse le «taux naturel» ou «prix naturel» du salaire, quelle est son idée directrice? Le *prix naturel* des subsistances nécessaires à la reproduction de la puissance de travail.

1. Par *prix moyen* (*Durchschnittspreis*) Marx entend ici la notion qu'il exprime ailleurs par le terme *Produktionspreis* (prix de production), c'est-à-dire le coût de production (*c + v*) augmenté du profit moyen. Marx étudie le rapport entre le *prix des marchandises* et ce «*prix moyen*» dans la 2^e partie des *Théories sur la plus-value* (ch. 8 et 10), qu'on trouvera dans le tome II de la présente édition. Il y explique lui-même que par «*prix moyen*» il faut comprendre «le *prix moyen* de marché pendant une période assez longue ou encore ... le centre autour duquel le *prix de marché* oscille» (p. 605 du manuscrit).

Mais par quoi détermine-t-il le prix naturel de ces subsistances? Dans la mesure où il le détermine, il a recours à la détermination juste de la valeur, c'est-à-dire au temps de travail qu'exige la production de ces subsistances. Mais dès qu'il s'écarte de cette voie juste, il tombe dans un *cercle vicieux**. Par quoi est déterminé le prix naturel de ces subsistances qui, à leur tour, déterminent le prix naturel du salaire? Par le prix naturel du «salaire», du «profit», de la «rente foncière» qui constitue le prix naturel de ces subsistances, comme il constitue celui de toute marchandise. Et ainsi de suite *in infinitum* [à l'infini]. Tout ce qu'on peut rabâcher sur la loi de l'offre et de la demande, ne permet naturellement pas de sortir de ce *cercle vicieux**. Car le «prix naturel», ou le prix de la marchandise conforme à sa valeur, s'établirait justement lorsque l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire lorsque le prix de la marchandise n'est ni inférieur, ni supérieur à sa valeur du fait des fluctuations de l'offre et de la demande; autrement dit lorsque le prix coûtant¹ (ou la valeur de la marchandise livrée par le vendeur²) est en même temps le prix payé par la demande.

1. Marx emploie le terme «prix coûtauts» (*cost price*), en allemand *Kostpreis* ou *Kostenpreis* dans différentes acceptations: 1. dans le sens des frais de production pour le capitaliste, soit ($c + v$), 2. dans le sens des «coûts de production immanents» de la marchandise ($c + v + m$) qui coïncident alors avec la valeur de la marchandise, et 3. dans le sens du prix de production ($c + v + \text{profit moyen}$). Ici l'expression est employée dans le sens 2, c'est-à-dire: «coûts de production immanents». Dans la seconde partie de ses *Théories sur la plus-value* Marx emploie *Kostenpreis* dans le sens 3, c'est-à-dire: prix de production ou «prix moyen». A cette occasion Marx précise que ces termes sont identiques. Ainsi il écrit à la page 509 de son manuscrit: «... des prix moyens différant des *values* [valeurs] – nous dirons des *prix coûtauts* – qui ne sont pas directement déterminés par les valeurs des marchandises, mais par le capital qui a dû être avancé pour les produire, plus le profit moyen». A la page 624 du manuscrit, Marx écrit: «... Le prix nécessaire pour la *supply* [fourniture] de la marchandise, le prix nécessaire pour qu'elle devienne marchandise, pour qu'elle apparaisse sur le marché en tant que telle, *is of course* [est naturellement] son *prix de production* ou son *prix coûtant* [*Produktionspreis* oder *Kostenpreis*]».

Dans la 3^e partie des *Théories sur la plus-value*, Marx emploie le terme *Kostenpreis* aussi bien dans le sens de prix de production que dans celui du prix de revient pour le capitaliste.

Cet emploi différent s'explique par le fait que le mot «coût» était utilisé, en économie politique, dans trois acceptations différentes, comme Marx le souligne dans la 3^e partie des *Théories sur la plus-value* (pp. 788–790 et 928 du manuscrit): 1. dans le sens de l'argent avancé par le capitaliste, 2. dans le sens du capital avancé + profit moyen, 3. dans le sens du coût réel (immanent) de la production de la marchandise elle-même.

A part ces trois acceptations qu'on trouve chez les classiques de l'économie

||265| {Mais comme nous l'avons dit, quand il étudie le prix naturel du salaire, A. Smith en revient en réalité – au moins par endroits – à la conception juste de la détermination de la valeur de la marchandise. En revanche, dans le chapitre consacré au taux naturel ou prix naturel du profit, il se perd, quant à l'objet réel de son étude, dans les lieux communs et les tautologies. En effet, si à l'origine c'était la valeur de la marchandise qui était considérée par lui comme l'élément qui fixe le salaire, le profit et la rente foncière, ensuite (conception plus proche de l'apparence empirique et de l'opinion commune) il aborde le problème à l'envers et prétend que l'on obtient, que l'on découvre le prix naturel des marchandises en additionnant les prix naturels du salaire, du profit et de la rente foncière. Un des grands mérites de Ricardo c'est d'avoir mis fin à cette confusion. Nous y reviendrons brièvement quand nous examinerons dans le détail les théories de Ricardo¹.

Ici nous noterons simplement ceci: la *grandeur donnée* de la valeur de la marchandise, le fonds qui sert à payer le salaire et le profit, se présente empiriquement à l'industriel sous cette forme: il existe un prix de marché de la marchandise qui se maintient plus ou moins longtemps, malgré toutes les fluctuations du salaire.

Il convient donc d'attirer l'attention sur cette démarche étrange dans l'ouvrage d'A. Smith: il commence par analyser la valeur de la marchandise, dont il donne par endroits la définition exacte, si exacte même qu'il découvre l'origine de la plus-value en général et de ses formes particulières; il déduit donc de cette valeur le salaire et le profit. Mais ensuite il adopte une démarche inverse et cherche, au contraire, à déduire la valeur de la marchandise (dont il avait déduit salaire et profit) de l'addition des prix naturels du salaire, du profit et de la rente foncière. De là s'ensuit qu'il

politique, il reste une quatrième acceptation vulgaire du terme «prix coûtant». Ainsi Jean-Baptiste SAY dans son *Traité d'Économie politique* (2^e édition, t. III, Paris 1814, p. 453) définit ainsi les frais de production: «C'est ce qu'on paye pour obtenir les services productifs de l'industrie, des capitaux et des terres.» Marx a vigoureusement rejeté cette conception vulgaire du «prix coûtant» (voir manuscrit pp. 506 et 693–694).

2. Dans le manuscrit: acheteur.

1. Dans l'étude des thèses de Ricardo contenue dans les cahiers XI, XII et XIII du manuscrit de Marx de 1861–1863, se trouve le chapitre «Les théories de Ricardo et d'Adam Smith sur le prix coûtant; Réfutation», dans lequel Marx reprend l'analyse de la conception de Smith sur le «prix naturel» (pp. 549–560 du cahier XI, t. II de la présente édition).

n'arrive jamais – la base lui faisant défaut – à expliquer justement l'influence des oscillations du salaire, du profit, etc. sur les prix des marchandises. |VI 265|| *

||VIII-364| {A. Smith: *La valeur et ses composantes*. La fausse conception de Smith, dont nous venons de parler, et [qu'il développe] malgré la justesse de son point de départ, ressort aussi dans la proposition suivante:

«La rente fait ... partie du prix des denrées, mais tout autrement que les profits et les salaires¹. Suivant que ceux-ci sont hauts ou bas, ils sont la cause du haut et du bas prix du blé et la rente haute ou basse en est le résultat.» (*Wealth of N.*, t. I, ch. II²)}** |VIII-364||

[8. L'erreur de Smith consistant à décomposer en revenu toute la valeur du produit social.

Contradictions dans ses vues sur le revenu net et le revenu brut]

||VI-265| Nous en arrivons maintenant à un autre point qui se rattache à la décomposition du prix ou de la valeur de la marchandise (car encore ici ils sont considérés comme identiques). Admettons que les calculs d'A. Smith soient justes, c'est-à-dire que, la valeur de la marchandise étant donnée, il procède à sa décomposition selon des éléments qui servent à répartir cette valeur entre les différents agents de la production, au lieu de chercher à l'inverse à déduire la valeur du prix des éléments qui la composent. Mettons donc cela à part*. Mettons également à part* la manière unilatérale dont le salaire et le profit ont été présentés uniquement comme des formes de distribution, donc tous deux présentés dans le même sens comme des revenus consommables au gré de leurs possesseurs. Abstraction faite de tout cela, A. Smith soulève lui-même une difficulté et là encore il a sur Ricardo l'avantage d'avoir au moins soulevé cette difficulté, même s'il n'en trouve pas la solution.

||266| En effet, A. Smith écrit:

«Ces trois parties» (*salaires, profits, rente du propriétaire**) «semblent constituer, immédiatement ou en définitive, la totalité du prix du blé.»**

1. Chez Smith: gages.

2. Marx analyse la théorie de la rente de Smith dans son cahier XII, pp. 620–625 (t. II de la présente édition).

(Cela vaut pour la marchandise en général. A. Smith choisit l'exemple du blé, car dans certaines autres marchandises, la rente foncière n'est pas un élément constituant du prix.)

«On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement et l'usure de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties: la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances tant de cette rente que des salaires de ce travail.»**

{Ici le profit se présente donc comme la forme originelle qui inclut aussi la rente foncière.}

«Ainsi quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix principal du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties, rente, travail et profit.» (t. I, ch. VI, [pp. 101, 102].)***

(Il est absurde de la part de Smith d'employer ici le terme *travail** au lieu du terme *salaire**, alors qu'il ne remplace nullement *rente** et *profit** par *propriété** et *capital**.)

Mais n'était-il pas tout aussi évident de considérer* que l'éleveur de chevaux ou le charron qui ont vendu au fermier le cheval et la charrue ont fait entrer le prix des moyens de travail (dans le premier cas cela peut être celui d'un autre cheval) et des matières premières, telles que fourrage et fer, dans le prix du cheval et de la charrue, tout comme le fermier a fait entrer le prix du cheval et de la charrue dans le prix du blé, alors que le *fonds** sur lequel l'éleveur de chevaux et le charron ont payé salaire et profit (ainsi que la rente) ne consistait que dans le travail nouveau ajouté, par eux, dans leur sphère de production respective, à la valeur existante de leur capital constant? Si donc A. Smith admet, en ce qui concerne le fermier, que dans le prix de son blé* entre en plus du salaire, profit et rente encaissés par lui ou par des tiers, encore une 4^e partie bien distincte de celles-ci: la valeur du *capital constant** utilisé par lui, tel que chevaux, instruments aratoires,

etc., il en va de même pour l'éleveur de chevaux et le fabricant des instruments aratoires et il ne sert à rien qu'A. Smith nous renvoie de Pierre à Paul. D'ailleurs l'exemple du fermier est particulièrement mal choisi pour nous renvoyer de Pierre à Paul, étant donné que dans ce cas parmi les *items* [composants] du *capital constant**, on en trouve un qui n'a nullement besoin d'être acheté à *somebody else* [quelqu'un d'autre], à savoir la semence, et cette partie de la valeur se résout-elle pour *anybody* [qui que ce soit] en salaire, profit ou rente?

Mais pour l'instant *passons outre** et examinons si A. Smith maintient son point de vue lorsqu'il affirme que la valeur de toute marchandise pouvant se décomposer en l'une de ces trois (ou en toutes ces) sources de revenu : salaire, profit, rente foncière, celle-ci peut donc entrer dans la consommation individuelle ou en tout cas peut servir *d'une manière ou d'une autre**, à l'*use* [usage] personnel (il ne s'agit pas de la consommation industrielle.) *D'abord** ||267| une remarque provisoire. Dans la cueillette des baies, par exemple, on peut supposer que leur valeur ne se résout qu'en salaire, bien que dans ce cas encore, on ait besoin de quelques ustensiles, tels que corbeilles, récipients, etc. comme moyens de travail. Cependant, des exemples de ce genre n'ont rien à voir ici, puisqu'il s'agit de la production capitaliste.

Nous trouvons d'abord à nouveau la répétition de l'opinion exprimée déjà dans le premier volume, chapitre VI.

Puis nous lisons, *chapitre II du second volume* (t. II Garnier p. 212) :

«On a fait voir ... que le *prix de la plupart des marchandises* se résout en trois parties, dont l'une paie les salaires du travail, l'autre les profits du capital et la troisième la rente de la terre.»**

Il s'ensuit que la totalité de la valeur de toute marchandise se résout en revenus, échoit donc à l'une ou l'autre classe vivant de ces revenus, à titre de fonds de consommation. Or, étant donné que la production totale d'un pays donné ne peut se composer, chaque année par exemple, que de la somme des valeurs des marchandises produites et étant donné que la valeur de chacune de ces marchandises se résout en revenus, il faut donc que leur somme aussi, le produit annuel du travail, le *revenu brut** puisse être consommé sous cette forme. Et Smith en vient d'ailleurs tout de suite à cette affirmation :

«On a observé que puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il

fallait nécessairement qu'il en fût de même pour les marchandises qui composent la *totalité* du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La *somme totale du prix ou de la valeur échangeable* de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays, ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre.» (l.c. p. 213).**

C'est *in fact* [en fait] la conséquence nécessaire. Ce qui vaut d'une marchandise particulière, vaut nécessairement de la somme de ces marchandises. Mais *quod non* [que non], dit Adam. En effet, il poursuit :

«Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier, nous distinguons le *revenu brut* et le *revenu net*, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard du revenu de *tous les habitants* d'un grand pays.» (l.c. p. 213.)**

(*Halte là!** Plus haut il a affirmé le contraire. Chez le fermier individuel, a-t-il dit, nous pouvons distinguer encore un quatrième élément, dans lequel se résout la valeur de son blé par exemple, à savoir l'élément qui remplace uniquement le *capital constant** utilisé. Cela est *immédiatement* exact pour chaque fermier pris individuellement. Mais si nous poursuivons le raisonnement, ce qui est pour lui du *capital constant** se résout déjà antérieurement dans d'autres mains, avant de devenir capital entre ses mains, en salaire, profit, etc., bref, en revenu. S'il est donc exact que les marchandises, considérées entre les mains du producteur pris individuellement, se décomposent en un élément de valeur qui ne constitue pas un revenu, c'est faux pour «*tous les habitants d'un grand pays**» car ce qui est *capital constant** chez l'un, tire sa valeur de ce que, chez l'autre, cet élément est issu du *salaire**, du *profit**, de la *rente**. Or, voilà que maintenant Smith dit juste le contraire.) Il poursuit :

||268| «Le *revenu brut* d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le *revenu net* est ce qui reste franc et quitte de

toutes charges au propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous autres *prélèvements nécessaires*, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, etc. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu *brut*, mais bien de son revenu *net*.» [l.c. pp. 213-214.]**

(Remarquons d'abord que Smith mêle ici deux choses qui ne vont pas [ensemble]. La rente que le fermier paie au *propriétaire**, tout comme le *salaire** qu'il paie aux ouvriers, est, tout comme son propre profit, une partie de la valeur ou du prix de la marchandise qui se résout en revenu. Toute la question est de savoir si la marchandise contient encore un autre élément de valeur. Il en convient ici, comme il a dû en convenir pour le fermier, ce qui n'empêche nullement que son *blé** (c'est-à-dire le *prix* de son *blé** ou encore sa valeur d'échange) ne se résoudrait selon lui qu'en revenu. Remarquons ensuite en passant: si nous considérons le fermier individuel en tant que *fermier*, la richesse réelle dont il peut disposer dépend de son profit. Mais d'autre part, en tant que *propriétaire* de marchandises, il peut vendre toute sa ferme ou, si la terre ne lui appartient pas, tout le *capital constant** qui s'y trouve, tel que bêtes de somme, instruments aratoires, etc. La valeur qu'il peut ainsi réaliser, donc la richesse dont il peut disposer, dépend de la valeur et par conséquent de l'importance du *capital constant* qui lui appartient. Cependant, par ailleurs, il ne peut vendre qu'à un autre fermier, entre les mains duquel tout cela deviendra non pas de la richesse disponible, mais du *capital constant*. Nous en sommes donc toujours au même point.)

«Le revenu *brut* de tous les habitants d'un grand pays, comprend la *masse totale* du produit annuel de leur terre et de leur travail »**

(il vient de nous dire que cette masse totale – sa valeur – se résout en *salaires**, *profits** et *rente**, qui sont autant de formes du *revenu net**),

«leur revenu *net*, est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur *capital fixe*, secondement leur *capital circulant*»**.

(il déduit donc maintenant les instruments de travail et les matières premières);

«ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur *fonds de consommation*.»**

(Nous apprenons donc maintenant que, tout comme pour le capitaliste individuel, le *prix ou la valeur échangeable** de la somme totale des marchandises se résolvent pour le pays entier, aussi en une *quatrième partie** qui ne représente un revenu pour qui que ce soit, qui ne peut se résoudre ni en *salaire**, ni en *profit**, ni en *rente**.)

«Il est évident qu'il faut retrancher du revenu *net* de la société, toute la dépense d'entretien du *capital fixe*. Ni les *matières nécessaires* pour la conservation des machines utiles, des instruments de métier, bâtiments d'exploitation, etc. ni le *produit du travail nécessaire* pour façonner ces matières dans la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu *net*. Le *prix de ce travail*, à la vérité, peut bien en faire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés, peuvent placer la valeur ||269| entière de leurs salaires dans leur *fonds de consommation*. Mais la différence, c'est que, dans les autres sortes de travail, et le *prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds*; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les aisances et les amusements se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers.» (l.c. pp. 214-215.)**

Smith approche, malgré tout, plus de la vérité que les autres¹.

A. Smith laisse ici de nouveau de côté la question qu'il s'agit de résoudre, la question de la *quatrième partie du prix total** de la marchandise qui ne se résout ni en *salaire**, ni en *profit**, ni en *rente*. Il commence par une erreur manifeste. Chez le constructeur de machines, comme chez tout autre capitaliste industriel, il est évident que le travail qui *façonne dans la forme convenable** la matière première des machines, etc., se décompose en travail nécessaire et en surtravail, donc non seulement en *salaire des ouvriers**, mais encore en *profit du capitaliste**. Mais la valeur des matériaux et la valeur des instruments au moyen desquels les ouvriers

1. Dans le manuscrit, cette phrase écrite au crayon par Marx, figure à la suite de la citation de Smith.

les façonnent dans la forme convenable* ne se résolvent ni en salaires ni en profit. Que des produits qui de par leur nature sont destinés non pas à la consommation individuelle, mais à la consommation industrielle n'entrent pas dans le *fonds de consommation**, cela n'a rien à voir ici. La semence par exemple (la fraction du blé utilisée pour les semaines) pourrait fort bien entrer, de par sa nature également, dans le *fonds de consommation**, mais du point de vue économique, elle doit entrer dans le *fonds de production**. De plus, c'est une erreur totale que de faire entrer, pour les produits destinés à la consommation individuelle, la totalité du prix avec le produit dans le *fonds de consommation**. De la toile, par exemple, à moins d'être employée à la confection des voiles de navire ou à d'autres usages productifs, entre, en tant que produit, entièrement dans la consommation. Tel n'est pas le cas pour son prix, puisqu'une partie de celui-ci remplace le fil, une autre, les métiers à tisser, etc.; et qu'une partie seulement du prix de la toile se résout dans un *revenu*** quelconque.

Adam vient de nous dire que les *matières nécessaires** à la construction des machines, des bâtiments d'exploitation, etc., ne peuvent jamais faire partie de ce *revenu net**, pas plus que les machines qu'elles servent à fabriquer, etc.; dans ce cas elles doivent [entrer] sans doute dans le *revenu brut**. Or, juste après ce passage, il nous dit au chapitre II du livre II, p. 220:

«Les machines et instruments de métier, etc. qui composent le *capital fixe*, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du *revenu brut* ni du *revenu net* de l'un ou de l'autre, de même *l'argent*, etc.**

Ces contradictions, ces zigzags, cette façon d'écluder la question montrent qu'Adam ne pouvait plus s'en dégager. Il ne pouvait que s'enferrer à partir du moment où il avait fait du *salaire**, *profit** et rente les éléments constitutifs de la *valeur échangeable ou du prix total du produit**.

[9. Say vulgarisateur de la théorie de Smith.
Son identification du produit social brut au revenu social.
Chez Storch et Ramsay, tentatives pour les distinguer]

Say, qui cherche à camoufler ses platiudes en enrobant dans des formules générales et définitives les demi-vérités et les bavures de Smith, écrit:

«A considérer une nation en masse, elle n'a point de produit net; car les *produits* n'ayant qu'une valeur égale aux *frais* de leur production, lorsqu'on retranche ces *frais*, on retranche toute la *valeur* des *produits* ... Le *revenu annuel* est le *revenu brut.** (Traité d'Economie politique*, 3^e édit., t. II, Paris 1817, p. 469).**

La valeur du total des produits annuels est égale à la quantité du temps de travail ||270| matérialisé en eux. Si on déduit la totalité de cette valeur du produit annuel, alors effectivement il ne reste plus aucune valeur, et grâce à cette opération le *revenu net** tout autant que le *revenu brut** ont vécu. Mais, d'après Say, les valeurs produites¹ annuellement sont consommées annuellement. Il s'ensuit qu'il n'y a pas de *produit net** mais seulement un *produit brut** pour la nation tout entière. D'abord il est faux que les valeurs produites¹ annuellement soient consommées annuellement. Pour une grande partie du *capital fixe**, ce n'est pas le cas. Une grande partie des valeurs produites annuellement entre dans le procès de travail, sans entrer dans le procès de mise en valeur, c'est-à-dire sans que leur valeur totale soit consommée chaque année. Mais secundo: les valeurs qui sont consommées, non pas pour entrer dans le *fonds de consommation**, mais comme *means of production* [moyens de production], qui sont rendues à la production, comme elles en sont issues, telles quelles ou sous forme d'équivalents, forment une partie de la consommation annuelle des valeurs. La deuxième partie est constituée par les valeurs qui, en dehors de cette première partie, peuvent entrer dans la consommation individuelle. Ce sont elles qui constituent le *produit net**.

S'agissant de cette merde de Say, Storch s'exprime ainsi:

«Il est clair que la valeur du produit annuel se distribue partie en capitaux et partie en profits, et que chacune de ces portions de la valeur du produit annuel va régulièrement acheter les produits dont la nation a besoin, tant pour entretenir son capital que pour renouveler son fonds consommable.» (Storch, Cours d'Econ. pol., t. V. «Considérations sur la nature du revenu national», Paris 1824, pp. 134–135.) «Qu'on se demande un peu si le revenu d'une famille qui suffit par son travail à tous ses besoins, il en existe beaucoup

1. Dans le manuscrit: consommées. La correction, au crayon, est manifestement d'Engels.

d'exemples en Russie ..., si le *revenu* d'une de ces familles est égal¹ au produit brut résultant de ses terres, de son capital et de son industrie? Peut-elle habiter ses granges et ses étables, manger ses semaines et ses fourrages, s'habiller de ses bestiaux de labour, se divertir de ses instruments aratoires? D'après la thèse de Say, il faudrait affirmer toutes ces questions.» (l.c. pp. 135-136.) «Say considère le produit brut comme le revenu de la société; il en conclut que la société peut consommer une valeur égale à ce produit.» (l.c. p. 145.) «Le revenu (net) d'une nation, n'est pas l'excédent des valeurs produites sur la totalité des valeurs consommées, sur les valeurs consommées pour produire.» Alors «si une nation consomme dans une année tout cet excédent, elle consomme tout son revenu (net).» (l.c. p. 146.) «Si l'on admet que le revenu d'une nation est égal à son produit brut, c'est-à-dire qu'il n'y a point de *capital* à en déduire, il faut aussi admettre qu'elle peut dépenser improproductivement la valeur entière de son produit annuel, sans faire le moindre tort à son revenu futur.» (l.c. p. 147.)² «Les produits qui constituent le *capital* [constant] d'une nation ne sont point consommables.» (l.c. p. 150.)**

Ramsay (George): *An Essay on the Distribution of Wealth* [Essai sur la répartition de la richesse] (Edimbourg 1836) observe à ce sujet, c'est-à-dire au sujet de la *quatrième partie du prix total** d'A. Smith ou de ce que j'appelle le *capital constant** par opposition au capital déboursé en salaire:

||271| «Ricardo», dit-il, «oublie que la totalité du produit ne se divise pas en salaire et profit seulement, mais qu'une partie est également nécessaire pour remplacer le capital fixe.» (p. 174, note.)

Naturellement par «*fixed capital*» [capital fixe] Ramsay n'entend pas seulement les instruments de production, etc., mais encore les matières premières, bref, ce que j'appelle le *capital constant* dans chaque sphère de production. Quand il parle de la division du produit en *profit** et *salaire**, Ricardo suppose toujours que l'on déduit le *capital avancé* et consommé dans la production même.

1. Les lignes qui précèdent ont été traduites par Marx en allemand.

2. Marx donne cette citation en allemand.

Et pourtant Ramsay a raison, quant à l'essentiel. En renonçant à examiner plus avant, en négligeant la partie constante du capital, Ricardo commet des erreurs grossières, en particulier quand il confond profit et plus-value, ensuite dans l'analyse des oscillations du taux de profit, etc.

Ecouteons donc ce que nous dit Ramsay lui-même:

«Comment comparer le produit et le capital déboursé pour ce produit? ... Si l'on envisage l'ensemble d'une nation ... il est clair que les divers éléments du capital dépensé doivent nécessairement être reproduits dans l'une ou l'autre des branches de la production si l'on veut que la production du pays puisse se poursuivre comme avant. Les matières premières des manufactures, les instruments utilisés dans celles-ci et dans l'agriculture, la considérable machinerie industrielle, les locaux nécessaires à la production et à l'emma-gasinage des produits, tout cela doit faire partie du produit total d'un pays, tout comme toutes les avances des entrepreneurs capitalistes de ce pays. Il est donc possible de comparer la quantité des uns avec la quantité des autres en supposant que chaque article se présente pour ainsi dire à côté d'un article semblable.» (Ramsay, *Ibidem* pp. 137-139.) Quant au capitaliste individuel du fait qu'il «ne remplace pas en nature» ses dépenses, «qu'il doit en obtenir la majeure partie par échange, ce qui nécessite une quantité déterminée du produit, chaque capitaliste individuel en arrive à porter plus d'attention à la valeur d'échange qu'à la quantité de son produit.» (*Ibidem* pp. 145-146.) «Plus la valeur du produit dépasse la valeur du capital avancé, plus le profit sera grand. Il le calculera donc en comparant les valeurs et non les quantités ... Le profit doit nécessairement augmenter ou diminuer dans la même proportion où augmente ou diminue la fraction du produit brut ou de sa valeur nécessaire pour remplacer les avances indispensables. Le taux du profit dépend donc de deux éléments: 1. de la proportion du produit total qui échoit aux ouvriers; 2. de la part qu'il faut mettre en réserve pour remplacer en nature ou par échange, le capital fixe.» (l.c. pp. 146-148, *passim*)**

{Ce que Ramsay dit ici du taux de profit, devra être étudié dans le chapitre III consacré au profit¹. Il est important qu'il mette cet élément en valeur et il a raison. D'un côté Ricardo a raison de dire que la baisse de prix des marchandises qui constituent le *capital constant** (ce que Ramsay entend par capital fixe) déprécie toujours une partie du capital existant. C'est vrai surtout du *capital fixe** proprement dit, machines, etc. Que la plus-value, par rapport au capital total, augmente, ne représente pas un avantage pour le capitaliste individuel, si l'augmentation de ce taux résulte de la baisse de la valeur de son capital constant (de celui qui lui appartenait déjà avant la dépréciation). Mais ce n'est vrai que dans une très faible mesure pour la partie du capital consistant en matières premières ou en marchandises finies (qui n'entrent pas dans le *capital fixe**). La masse qu'il en possède et qui peut être ainsi dépréciée est toujours insignifiante par rapport à l'ensemble de la production. Pour chaque capitaliste, ce n'est vrai que dans une faible mesure pour la partie de son capital investie en capital circulant. Mais comme le profit est égal au rapport de la plus-value à la totalité du capital avancé et comme la quantité de travail susceptible d'être absorbée ne dépend pas de la valeur mais de la masse des matières premières et de l'*efficiency* [efficacité] des moyens de production, non pas de leur valeur d'échange, mais de leur valeur d'usage, il est clair par contre que, plus l'industrie est productive dans les branches dont le produit entre dans la constitution du *capital constant**, plus est faible le débours de capital constant nécessaire pour produire une quantité déterminée de plus-value et plus sera grande cette plus-value par rapport à la totalité du capital avancé; plus le taux de profit, pour une masse donnée de plus-value, est donc élevé.)}

(Ramsay étudie comme deux choses différentes le remplacement du produit par du produit dans la reproduction pour le pays tout entier, et le remplacement de la valeur par de la valeur pour le capitaliste individuel: ces points de vue il convient de les envisager tous les deux pour le capital individuel lui-même dans le *procès de circulation du capital, qui est en même temps procès de reproduction.*)

Ramsay n'est pas parvenu à résoudre la véritable difficulté qui a préoccupé A. Smith et l'a embrouillé dans toutes sortes de contradictions. Réduite à sa plus simple expression, elle consiste en ceci: la totalité du capital (en tant que valeur) se résout en

1. Voir ci-dessus, p. 26, note 3.

travail; n'est autre qu'une certaine quantité de travail matérialisé. Or le travail payé est égal au salaire des ouvriers, le travail non payé égal au profit du capitaliste. La totalité du capital doit donc forcément pouvoir se résoudre en salaire et profit, immédiatement ou médiatement. Ou bien accomplit-on quelque part du travail qui ne se résolve ni en salaire ni en profit et n'ait d'autre fin que de remplacer des valeurs consommées dans la production, qui sont les conditions de la reproduction? Mais qui donc ferait ces travaux puisque tout le travail de l'ouvrier se résout en deux parties, l'une reproduisant sa propre puissance de travail, l'autre formant le profit du capital?

[10.] Analyser comment le profit et le salaire annuels peuvent acheter les marchandises annuelles qui, en plus du profit et du salaire, contiennent en outre du capital constant¹

[a) Impossibilité de remplacer le capital constant des producteurs de moyens de consommation par échange entre ces producteurs]

Afin d'éliminer tout ce qui ne concerne pas ce problème, faisons préalablement remarquer encore ceci. Lorsque le capitaliste transforme une partie de son profit, de son revenu, en capital, en moyens et matériaux de travail, ceux-ci sont payés par la partie du travail que l'ouvrier a gratuitement accompli pour le capitaliste. Il y a ici un nouveau quantum de travail qui constitue l'équivalent d'un nouveau quantum de marchandises, de marchandises qui, selon leur valeur d'usage, consistent en moyens de travail et matériaux de travail. Ce point fait partie de l'accumulation du capital et ne présente pas de difficulté; il n'y a pas de difficulté pour l'accroissement du *capital constant** au-delà de ses limites antérieures, ni pour la constitution de *capital constant** nouveau en sus de la masse qui existe et doit être remplacée. Ce qui constitue une difficulté, c'est la reproduction du *capital constant* existant* et non pas la formation d'un capital constant nouveau en sus de celui qu'il faut reproduire. Le premier provient manifestement du profit et a existé un instant sous forme de revenu qui est transformé ensuite en capital. Cette partie du profit se résout en temps de travail supplémentaire que la société devrait fournir de toute façon, même si le capital n'existe pas pour

1. Marx pose le problème dans le Livre III du *Capital* (t. VIII, p. 220) et renvoie à l'analyse contenue dans la section III du Livre II (t. V, pp. 46 et suiv.).

Ce titre est emprunté au sommaire du cahier VII (cf. ci-dessus, p. 23).

avoir sans cesse à sa disposition ce que nous appellerons un fonds de développement qui est requis, ne serait-ce qu'à cause de l'accroissement de la population.

{Une bonne formulation de ce qu'est le capital constant est donnée par Ramsay, *l. c.* p. 166, du moins en ce qui concerne sa valeur d'usage, dans ces termes:

«Que le revenu brut» (du fermier par exemple) «soit réduit ou élevé, la quantité nécessaire pour le remplacement de la consommation dans ces différentes formes, ne peut aucunement varier. Cette quantité doit être considérée comme *constante*, tant que la production se poursuit à la même échelle.»}

Donc, tout d'abord partir du fait suivant: la formation d'un capital constant nouveau – à la différence de la reproduction du capital constant existant – a sa source dans le profit; en supposant d'une part que le salaire ne puisse suffire qu'à la reproduction de la puissance de travail et d'autre part que toute la plus-value soit comprise dans la catégorie «profit», parce que c'est le capitaliste industriel qui s'approprie immédiatement toute cette plus-value, [quelles que soient] les personnes avec qui et la façon dont il devra la partager plus tard.

«L'entrepreneur capitaliste est le répartiteur général de la richesse; il paie à l'ouvrier le salaire, au capitaliste» (financier) «l'intérêt, au propriétaire foncier la rente.» (Ramsay pp. 218–219.)

Pour notre part, en appelant profit toute la plus-value, nous considérons le capitaliste. 1. *as the person who immediately appropriates the whole surplus value created*, 2. *as the distributor of that surplus value between himself, the moneyed capitalist, and the proprietor of the soil* [1. comme celui qui s'approprie directement toute la plus-value produite, 2. comme le répartiteur de cette plus-value entre lui-même, le capitaliste financier et le propriétaire du sol].}

||VII-273| Le fait que ce *capital constant** nouveau provient du profit signifie cependant seulement qu'il est dû à une partie du surtravail des ouvriers. Tout comme le sauvage doit nécessairement, en dehors du temps qu'il consacre à la chasse, réservé un certain temps pour fabriquer l'arc et comme dans l'agriculture patriarcale le paysan doit employer, en dehors du temps affecté aux travaux de la terre, un certain temps de travail pour la confection de la plupart de ses instruments.

Mais ici la question est de savoir qui travaille pour remplacer l'équivalent du capital constant déjà employé dans la production? La partie du travail que l'ouvrier fait pour lui-même remplace son salaire ou, si l'on considère l'ensemble de la production, crée son salaire. En revanche, son surtravail, qui constitue le profit, est pour une part le fonds de consommation du capitaliste et pour l'autre se convertit en capital additionnel. Le capitaliste cependant ne puise pas dans ce surtravail ni dans le profit de quoi remplacer le capital employé déjà dans sa propre production. *(Si tel était le cas, la plus-value ne serait pas un fonds pour la formation de capital nouveau, mais un fonds pour la conservation de l'ancien¹.)* Or le travail nécessaire qui constitue le salaire et le surtravail qui constitue le profit remplissent la journée de travail tout entière, en dehors de laquelle aucun travail ne se fait. (L'éventuel *labour of superintendence* [travail de supervision] du capitaliste est compris dans le salaire. Vu sous cet angle, il est salarié, pas d'un autre capitaliste, mais de son propre capital.) Quelle est donc la source, quel est le travail qui remplace le *capital constant**?

La partie du capital investie en salaire, est remplacée (si nous faisons abstraction du surtravail) par une production nouvelle. L'ouvrier consomme le salaire, mais il ajoute autant de travail nouveau qu'il en détruit d'ancien; et si nous considérons l'ensemble de la classe ouvrière, sans nous préoccuper de la division du travail, il ne reproduit pas seulement la même valeur, mais encore les mêmes valeurs d'usage, de sorte que, suivant la productivité de son travail, la même valeur, la même quantité de travail se reproduit dans une masse plus ou moins grande de ces mêmes valeurs d'usage.

Si nous considérons la société à quelque moment que ce soit, il existe simultanément, dans toutes les sphères de la production, bien que dans des proportions différentes, un certain *capital constant**, – nous le posons en tant que condition de la production – qui lui appartient une fois pour toutes et doit lui être restitué, comme la semence à la terre. Certes, la *valeur* de cette partie constante peut augmenter ou diminuer selon que la reproduction des marchandises dont elle se compose coûte plus ou moins cher. Cependant ce *changement de valeur* n'empêche jamais cette partie d'être, dans le procès de production, une valeur presupposée qui doit nécessairement se retrouver dans la valeur du produit. On peut donc faire abstraction ici de ce changement de valeur

1. Cette phrase (biffée) est écrite dans le manuscrit en biais dans la marge.

du capital constant. C'est ici, dans tous les cas, une quantité déterminée de travail *passé, matérialisé*, qui entre dans la valeur du produit et la détermine. Supposons donc, pour mieux cerner la question, que les frais de production¹ et la valeur de la partie constante du capital demeurent également sans changement, constants. Il est par ailleurs tout à fait indifférent que, par exemple, la valeur totale du *capital constant** n'entre pas en une seule année dans le produit, mais n'entre, comme c'est le cas pour le *capital fixe**, que dans la masse de produits d'une série d'années. Car le problème soulevé ici ne concerne que la partie du capital constant qui est effectivement consommée au cours de l'année et doit donc également être remplacée dans l'année.

La question de la reproduction du *capital constant** ressortit évidemment à l'étude du procès de reproduction ou de circulation du capital, rien ne s'oppose toutefois à ce que nous réglions ici le problème principal.

||274| Examinons d'abord le salaire de l'ouvrier. Celui-ci reçoit donc une certaine somme d'argent, dans laquelle par exemple 10 heures de travail sont matérialisées, alors qu'il travaille 12 heures pour le capitaliste. Ce salaire se résout en subsistances. Toutes ces subsistances sont des marchandises. Supposons que le prix de ces marchandises soit égal à leur valeur. La valeur de ces marchandises contient un élément qui couvre la valeur des matières premières qu'elles contiennent et des moyens de production usés. Or tous les composants de ces valeurs pris ensemble ne contiennent, comme le salaire dépensé par l'ouvrier, que 10 heures de travail. Supposons que les 2/3 de la valeur de ces marchandises consistent en la valeur du *capital constant** qu'elles contiennent, alors que 1/3 représente le travail qui a finalement *zurechtgefinisched* [façonné] le produit pour en faire un objet de consommation. L'ouvrier remplace donc par ses 10 heures de travail vivant 2/3 de *capital constant** et 1/3 de travail vivant (ajouté à l'objet dans l'année). Si les subsistances, les marchandises qu'il achète, ne contenaient pas de *capital constant**, si leurs matières premières n'avaient rien coûté et si aucun instrument de travail n'avait été requis, alors de deux choses l'une: ou bien les marchandises contiendraient toujours 10 heures de travail et dans ce cas l'ouvrier aurait remplacé 10 heures de travail vivant par 10 heures de travail vivant; ou alors la même masse de valeurs d'usage dans laquelle se résout

1. Le terme «frais de production» (*Produktionskosten*) est employé ici dans le sens des frais de production «immanents», donc dans le sens de c + v + m. Voir ci-dessus, p. 96, note 1.

son salaire et dont il a besoin pour la reproduction de sa puissance de travail n'aurait coûté que 3 heures 1/3 de travail (*no [pas]* d'instrument et *pas* de matière première qui soit déjà à son tour un produit du travail) et dans ce cas l'ouvrier n'aurait à fournir que 3 heures 1/3 de travail nécessaire et son salaire se réduirait effectivement à 3 [heures] 1/3 de temps de travail matérialisé.

Supposons que la marchandise soit de la toile; 12 aunes en coûteraient (le prix réel importe peu ici) 36 sh. ou 1 l. 16 sh.; supposons que 1/3 représente du travail ajouté, 2/3 la matière première (fil) et l'usure des machines; que le temps de travail nécessaire soit de 10 h, et donc le surtravail = 2 heures. Supposons qu'exprimée en argent, une heure de travail = 1 sh., auquel cas 12 heures de travail = 12 sh., salaire = 10 sh., profit = 2 sh. En supposant que l'ouvrier comme le capitaliste dépensent eux-mêmes la totalité du salaire et du profit, soit les 12 sh., donc la valeur totale ajoutée à la matière première et aux machines, toute la quantité de temps de travail nouveau matérialisée dans la transformation du fil en toile, sous forme d'article de consommation. (Et il se peut que soit ensuite dépensée plus d'une journée de travail dans l'achat de leur propre produit.) L'aune de toile coûte 3 sh., alors l'ouvrier et le capitaliste ensemble, avec 12 sh., salaire et profit additionnés, ne peuvent acheter que 4 aunes de toile. Dans ces 4 aunes de toile sont contenues 12 heures de travail, dont 4 seulement de travail nouvellement ajouté et 8 de travail réalisé dans le *capital constant**. Avec leurs 12 heures de travail, salaire et profit ensemble ne peuvent racheter que 1/3 de leur produit total, parce que 2/3 de ce produit total se composent de *capital constant**. Les 12 heures de travail se décomposent en 4 + 8, dont 4 se remplacent elles-mêmes, mais dont 8 remplacent du travail qui, indépendamment du travail ajouté dans le procès de tissage, est déjà entré dans le procès de tissage sous une forme matérialisée, en tant que fil et machine.

Pour la partie du produit, de la marchandise, qui s'échange ou se vend contre du salaire ou du profit comme article de consommation (ou pour n'importe quel but, y compris de reproduction, car le but dans lequel la marchandise est achetée ne change rien à la chose) il est donc évident que la partie de la valeur du produit qui est constituée par le *capital constant** est payée sur le fonds du travail nouvellement ajouté qui se décompose en salaire et profit. Quelle quantité de *capital constant**, et quelle quantité de travail ajouté dans le dernier processus de production peuvent être achetées par le salaire et le profit réunis, dans quelles propor-

tions intervient, dans le paiement, le travail ajouté en dernier lieu et le travail réalisé dans le *capital constant**, cela dépend de la proportion primitive suivant laquelle ils sont entrés, comme éléments constitutifs, dans la marchandise finie. Pour simplifier nous supposerons une proportion de 2/3 de travail réalisé dans le capital constant et 1/3 de travail nouvellement ajouté.

[275] Deux constatations s'ensuivent:

Primo: Le rapport que nous avons supposé pour la toile, c'est-à-dire pour le cas où l'ouvrier et le capitaliste réalisent le salaire et le profit dans les marchandises qu'ils ont eux-mêmes produites et rachètent une partie de leur propre produit – ce rapport demeure le même dans le cas où ils dépensent la même somme de valeur dans d'autres produits. En supposant que toute marchandise contient 2/3 de *capital constant** et 1/3 de travail récemment ajouté, le salaire et le profit réunis ne peuvent jamais racheter que 1/3 du produit. Les 12 heures de travail = 4 aunes de toile. Converties en argent, ces 4 aunes de toile existent en tant que 12 sh. Si ces 12 sh. sont reconvertis en une marchandise autre que de la toile, ils achètent des marchandises pour la valeur de 12 heures de travail, dont 4 heures de travail récemment ajouté et 8 heures du travail réalisé en *capital constant**. Le rapport est donc général, à condition que, dans toutes les marchandises, toile et autres, le rapport originel entre le travail récemment ajouté et le travail réalisé en *capital constant** soit le même.

Secundo: Si le travail nouveau ajouté journallement = 12 heures, alors sur ces 12 heures, 4 seulement servent à se remplacer elles-mêmes, c'est-à-dire du travail vivant récemment ajouté, alors que 8 heures paient du travail réalisé dans le *capital constant**. Mais qui paie ces 8 heures de travail vivant qui ne sont pas remplacées par elles-mêmes? Il s'agit précisément des 8 heures de travail réalisé qui sont contenues dans le *capital constant** et qui s'échangent contre 8 heures de travail vivant.

Il ne fait donc aucun doute que la portion de marchandise finie qui est achetée par la somme totale du salaire et du profit, dont le total ne représente d'ailleurs que l'ensemble du travail supplémentaire récemment ajouté au *capital constant**, est remplacée dans tous ses éléments: aussi bien le travail récemment ajouté qui est contenu dans cette portion que la quantité de travail contenu dans le *capital constant**. Il ne fait aucun doute non plus que le travail contenu dans le *capital constant** a tiré son équivalent, dans le cas considéré, du fonds du travail vivant qui vient de lui être ajouté.

Mais c'est ici que surgit la difficulté. Le *produit total* des 12 heures de travail du tisserand, et ce produit total est très différent de ce qu'a produit ce travail de tisserand par lui-même, = 12 aunes de toile, d'une valeur de 36 heures de travail, soit 36 sh. salaire et profit ensemble, où le temps de travail total, 12 heures, toutefois, ne peut racheter de ces 36 heures de travail que 12 heures, soit seulement 4 aunes du produit total, pas une aune de plus. Que deviennent les 8 aunes qui restent? (*Forcade, Proudhon*¹.)

Remarquons d'abord que les 8 aunes ne représentent que le *capital constant** déboursé et rien de plus. Mais ce dernier a été transformé, il a pris une forme de valeur d'usage transformée. Il existe en tant que produit nouveau: ce n'est plus du fil, un métier à tisser, etc., mais de la toile. Ces 8 aunes de toile, tout comme les 4 autres aunes qui ont été achetées par le salaire et le profit, contiennent, si l'on considère leur valeur, 1/3 de travail ajouté au cours du processus de tissage et 2/3 de travail préexistant, matérialisé dans le *capital constant**. Mais si auparavant, pour 4 aunes, 1/3 du travail nouvellement ajouté coïncidait avec le travail de tissage contenu dans les 4 aunes, se couvrant donc lui-même, alors que par contre 2/3 du travail de tissage couvraient le *capital constant** contenu dans les 4 aunes, maintenant en revanche c'est le contraire: dans les 8 aunes de toile, 2/3 du *capital constant** coïncident avec le *capital constant** qu'elles contiennent et 1/3 du *capital constant** couvre le travail nouvellement ajouté qu'elles contiennent.

1. Dans le manuscrit ces deux noms sont écrits au crayon. Marx renvoie ici à une citation, qui se trouve dans son cahier d'extraits XVI, tirée d'un article du journaliste et économiste vulgaire Forcade, paru dans la *Revue des Deux Mondes* en 1848 (vol. 24, pp. 998–999) sous le titre «La guerre du socialisme» (deuxième article). Dans cet article, Forcade critique la formule de Proudhon selon laquelle l'ouvrier ne peut racheter son propre produit, étant donné que l'intérêt qui y est contenu, vient s'ajouter au prix coûtant du produit (voir PROUDHON: *Qu'est-ce que la propriété?* Paris 1840, ch. IV, § 5). Forcade généralise la difficulté sur laquelle Proudhon a attiré l'attention dans un cadre très étroit et fait observer que le prix de la marchandise ne contient pas seulement un excédent par rapport au salaire, mais aussi par rapport au profit, puisqu'il contient en outre la valeur des matières premières, etc. Dans ce contexte, Forcade, qui cherche à résoudre le problème sous sa forme générale, souligne «la croissance ininterrompue du capital national», qui expliquerait ce phénomène de «achat». Dans le troisième livre du *Capital*, Marx démontre le caractère erroné de cette opinion de Forcade qu'il caractérise comme traduisant «l'optimisme de la stupidité bourgeoise» (voir *Le Capital*, Paris, Editions sociales, t. VIII, p. 220, note 1.)

Que deviennent alors ces 8 aunes de toile dans lesquelles est passée la valeur de la totalité du *capital constant** obtenu¹ au cours du travail de tissage de 12 heures ou entré dans la production, mais maintenant sous la forme d'un produit destiné à la consommation individuelle (et non industrielle)?

Les 8 aunes appartiennent au capitaliste. S'il voulait les consommer lui-même, tout comme les 2/3 d'aunes qui représentent son profit, ||276| dans ce cas il ne pourrait pas reproduire le *capital constant** contenu dans ce processus de tissage de 12 heures; somme toute, il ne pourrait pour ce qui est du capital contenu dans ce processus de 12 heures, continuer à remplir sa fonction de capitaliste. Il vend donc les 8 aunes de toile, les transforme en argent pour un montant de 24 sh. ou 24 heures de travail. Mais c'est ici que nous butons sur la difficulté. A qui les vendra-t-il? A qui appartient l'argent contre lequel il les échange? Nous reviendrons très bientôt sur cette question. Examinons d'abord la suite du procès.

Dès qu'il a métamorphosé en argent les 8 aunes de toile, c'est-à-dire la fraction de valeur de son produit dont la valeur est égale au *capital constant** avancé par lui, dès qu'il les a vendues, qu'il leur a conféré la forme de valeur d'échange, il rachète avec cet argent des marchandises qui (s'agissant de leur valeur d'usage) sont de même nature que celles dont se composait à l'origine son *capital constant**. Il achète du fil, des métiers à tisser, etc. Il répartit les 24 sh. en matières premières et moyens de production dans la proportion requise pour la production de nouvelle toile.

Son *capital constant** est donc, pour ce qui est de la valeur d'usage, remplacé par de nouveaux produits du même travail que ceux dont il² se composait originairement. Le capitaliste a reproduit ce capital constant. Mais ces fil, métier à tisser, etc. nouveaux se composent eux aussi (par hypothèse) pour 2/3 de *capital constant** et pour 1/3 de travail nouvellement ajouté. Si les premières 4 aunes de toile (travail nouvellement ajouté et *capital constant**) ont donc été payées exclusivement par du travail nouvellement ajouté, ces 8 aunes de toile sont remplacées par leurs propres moyens de production nouvellement produits qui consistent pour une part en travail nouvellement ajouté et pour une autre en capital constant. Il semble donc qu'au moins une partie du capital constant s'échange contre du capital constant

sous une autre forme. Le remplacement des produits est réel, car dans le même temps où le fil est transformé en toile, le lin est transformé en fil et les grains de lin en lin, et de même, du temps que le métier à tisser s'use, un nouveau métier à tisser se fabrique et pendant que ce dernier est fabriqué, on extrait du fer nouveau et on produit du nouveau bois. Ces éléments sont produits dans une sphère de production, tandis que simultanément ils sont transformés dans une autre sphère. Mais dans tous ces procès de production *simultanés*, bien que chacun représente une phase supérieure du produit, du *capital constant** est utilisé simultanément dans telle ou telle proportion.

La valeur du produit fini, de la toile, se résout donc en deux parties, dont l'une rachète les éléments du *capital constant** produits pendant le même temps, alors que l'autre est dépensée en produits de consommation. Pour simplifier, nous faisons ici totalement abstraction de la conversion d'une partie du profit en capital; nous supposerons donc, comme dans toute notre analyse, que *salaire + profit*, c'est-à-dire le total du travail ajouté au *capital constant** est consommé comme revenu.

Il reste seulement à examiner la question de savoir qui achète la portion du produit total dont la valeur rachète les éléments du *capital constant** entre temps nouvellement produits? Qui achète les 8 aunes de toile? Nous supposerons, pour écarter tous les *faux-fuyants**, qu'il s'agit d'une qualité de toile qui est spécialement destinée à la consommation individuelle et non pas à la consommation industrielle comme par exemple la toile pour voiles de navire. Il faut aussi laisser totalement de côté, dans ce contexte, toutes les opérations commerciales qui ont lieu dans l'intervalle, dans la mesure où il s'agit uniquement d'opérations intermédiaires. Ainsi par exemple si les 8 aunes de toile sont vendues à un marchand et même si, au lieu d'un, elles passent entre les mains de 20 marchands étant 20 fois achetées et vendues, il n'en reste pas moins qu'en fin de compte, la 20^e fois, elles devront être vendues par le dernier marchand au véritable consommateur qui donc paie effectivement ou le producteur ou le *dernier marchand*, c'est-à-dire le véritable producteur. Ces transactions intermédiaires diffèrent ou, si l'on veut, permettent la transaction définitive, mais ne [l'] expliquent pas. La question demeure exactement la même, que l'on se demande: qui achète les 8 aunes de toile au fabricant de toile ou: ||277| qui les achète au 20^e marchand entre les mains duquel elles ont abouti après une série d'échanges*?

1. Dans le manuscrit *enthalten* pour *erhalten*.

2. Dans le manuscrit *wie* pour *es*.

Les 8 aunes de toile, tout comme les 4 premières aunes, doivent passer dans le fonds de consommation. Cela veut dire qu'elles ne peuvent être payées que par du salaire et du profit, qui sont en effet les seules sources de revenu des producteurs, qui ici aussi sont les seuls à figurer comme consommateurs. 8 aunes de toile contiennent 24 heures de travail. Supposons donc (en admettant que 12 heures de travail constituent la journée normale de travail valable généralement) que l'ouvrier et le capitaliste de deux autres branches déboursent tous leurs salaires et profits pour acheter de la toile, comme l'ont fait l'ouvrier et le capitaliste du tissage avec toute leur journée de travail (l'ouvrier pour ses 10 heures de travail, le capitaliste pour les 2 heures de plus-value qu'il a réalisée sur son ouvrier, c'est-à-dire sur 10 heures). Dans ce cas, l'entrepreneur de tissage de lin aurait vendu les 8 aunes; la valeur de son *capital constant** pour 12 aunes serait remplacée et cette valeur pourrait être réinvestie dans les marchandises déterminées dont se compose le *capital constant**, puisque ces marchandises, fil, métier à tisser, etc., qui se trouvent sur le marché, ont été produites dans le même temps où le fil et le métier à tisser ont été transformés en toile. La production simultanée de fil et métier à tisser comme produits, parallèlement au procès de production dont ils ne sortent pas comme produits, explique que la fraction de la valeur de la toile égale à la valeur des matériaux, métier à tisser, etc. employés dans sa production, puisse se reconvertis en fil, métier à tisser, etc. Si cette production des éléments de la toile ne se déroulait pas simultanément à la production de la toile elle-même, les 8 aunes de toile, même si elles ont été vendues, donc si elles ont été métamorphosées en argent, ne pourraient pas être de nouveau retransformées, d'argent qu'elles sont, en éléments constants de la toile. Comme c'est par exemple le cas actuellement à la suite de la guerre civile américaine, pour le *yarn* ou *cloth* [fil ou le tissu] du fabricant de coton. La vente de son produit ne lui assure pas par elle-même la possibilité de le retransformer, étant donné qu'il n'y a pas de *cotton* [coton] sur le marché¹.

Mais d'autre part, bien que du nouveau fil, de nouveaux métiers à tisser, etc. se trouvent sur le marché, donc bien que la production de nouveau fil, de nouveaux métiers à tisser ait lieu pendant que le fil fini et le métier à tisser fini étaient transformés en toile –

1. Les deux phrases qui précèdent se trouvent dans le manuscrit insérées en marge pour être, selon les intentions de Marx, insérées à cet endroit.

malgré cette production simultanée de fil et de métier à tisser d'une part et de toile de l'autre, les 8 aunes de toile ne peuvent être reconvertis en ces éléments matériels du *capital constant** du tissage, avant d'avoir été vendues, avant d'avoir été métamorphosées en argent. La production réelle constante des éléments de la toile, simultanément à la production de la toile elle-même, ne nous apporte donc encore aucune lumière sur la reproduction du *capital constant**, tant que nous ne savons pas d'où vient le *fonds** servant à acheter les 8 aunes de toile, à leur rendre la forme de l'argent, la forme de valeur d'échange autonome.

Pour résoudre cette dernière difficulté, nous avons supposé que B et C, qui peuvent être par exemple un cordonnier et un boucher, emploient la somme de leurs salaires et profits, donc les 24 heures de temps de travail dont ils disposent, en totalité pour l'achat de toile. Ainsi nous voilà tirés d'embarras, en ce qui concerne A, l'entrepreneur de tissage de lin. Tout son produit, les 12 aunes de toile, dans lesquelles 36 heures de travail sont réalisées, a été remplacé uniquement par des salaires et des profits, c'est-à-dire par la somme totale du temps de travail nouvellement ajouté au *capital constant** dans les sphères de production A, B et C. Tout le temps de travail contenu dans la toile, aussi bien celui qui y préexiste dans le *capital constant** que celui qui y est ajouté au cours du processus de tissage, a été échangé contre un temps de travail qui n'existe pas auparavant en qualité de *capital constant** dans quelque sphère de production que ce soit, mais qui a été ajouté en dernière instance au *capital constant**, simultanément dans les 3 sphères de production A, B et C.

S'il est donc toujours aussi faux de dire que la valeur originelle de la toile s'est résolue en salaires et profits seulement – car il est plus exact de dire qu'elle se résout dans la valeur = la somme des salaires et profits, soit 12 heures de tissage et les 24 heures de travail qui, indépendamment du processus de tissage, étaient contenues dans le fil, le métier à tisser, etc., bref dans le *capital constant** – il serait exact en revanche de dire que l'équivalent des 12 aunes de toile, les 36 sh. pour lesquels elles ont été vendues, se résout en salaires et profits uniquement, que donc non seulement le travail de tissage, mais encore le travail contenu dans le fil et le métier à tisser sont remplacés uniquement par du travail nouvellement ajouté, soit 12 heures de travail en A, 12 heures en B et 12 heures en C.

La valeur de la marchandise vendue elle-même se résoudrait ||278| en travail nouvellement ajouté (salaire et profit) et travail

préexistant (valeur du *capital constant**): donc la valeur du vendeur (en fait de la marchandise). En revanche, la valeur d'achat, l'équivalent que l'acheteur fournit au vendeur, se résoudrait seulement en travail nouvellement ajouté, en salaire et profit. Mais étant donné que toute marchandise, avant d'être vendue, est une marchandise à vendre et qu'elle devient argent par simple changement de forme, il faudrait dire que toute marchandise est composée d'autres éléments en tant que marchandise vendue, que ceux qui la composent en tant que marchandise servant à acheter (en tant qu'argent), ce qui est absurde. En outre: le travail accompli par la société, mettons dans un an, se compenserait non seulement lui-même – de sorte qu'en divisant toute la masse de marchandises en deux parties égales, une moitié du travail annuel constituerait un équivalent de l'autre moitié – mais encore le 1/3 de travail que le travail de l'année en cours représente dans le travail total contenu dans le produit annuel, compenserait 3/3 de travail, égalerait une grandeur trois fois plus grande qu'elle; ce qui est plus absurde encore.

Dans l'exemple précédent, nous avons *shifted* [déplacé] la difficulté de A à B et C. Mais ainsi elle s'est compliquée au lieu d'être simplifiée. Premièrement nous avions pour A un recours: considérer que les 4 aunes qui contiennent autant de temps de travail que celui qui a été ajouté au fil, donc le total du salaire et du profit, sont consommées en A, en toile, donc dans le produit de ce même travail. Il n'en est pas de même pour B et C, où le total du temps de travail ajouté, le total du salaire et du profit est consommé dans le produit de la sphère A, en toile, et non pas dans le produit de B ou C. Ces derniers doivent donc vendre non pas seulement la partie de leur produit qui correspond aux 24 heures de travail du *capital constant** mais encore la partie de leur produit représentant les 12 heures de travail nouvellement ajoutées au *capital constant**. B doit absolument vendre 36 heures de travail et non seulement 24 comme A. Il en est de même pour C. Deuxièmement, pour vendre le *capital constant** de A, pour lui trouver un acheteur, pour le transformer en argent, il nous faut le total du travail nouvellement ajouté, non seulement par B, mais aussi par C. Troisièmement: B et C ne peuvent vendre la moindre part de leur produit à A, étant donné que toute la partie de A qui se résout en revenu, a déjà été dépensée en A même, par les producteurs de A. Ils ne peuvent non plus remplacer par quelque portion que ce soit de leurs propres produits la partie constante de A, étant donné que, p._r hypothèse, leurs produits ne sont pas des éléments

de production de A, mais des marchandises entrant dans la consommation individuelle. A chaque pas la difficulté ne fait qu'augmenter.

Pour échanger les 36 heures contenues dans le produit de A (soit 2/3 ou 24 heures en *capital constant**, 1/3 ou 12 heures en travail nouvellement ajouté) rien que contre du travail nouvellement ajouté au *capital constant**, les salaires et profits de A, les 12 heures de travail nouvellement ajouté en A, devaient consommer 1/3 du produit de A lui-même. Les 2/3 restant du produit total = 24 heures représentaient la valeur contenue dans le *capital constant**. Cette valeur s'échangeait contre la somme totale des salaires ou profits, ou encore le travail nouvellement ajouté en B et C. Mais pour que B et C puissent acheter de la toile avec 24 heures de leurs produits qui se résolvent en salaires [et profits], il leur faut vendre ces 24 heures sous la forme de leurs propres produits et, en plus, pour remplacer le *capital constant**, 48 heures de leurs propres produits. Ils doivent donc vendre des produits de B et C pour un montant de 72 heures contre le total des profits et salaires des autres sphères D, E, etc., plus précisément (avec une journée de travail normale de 12 heures) 12 fois 6 heures (= 72), ou le travail nouvellement ajouté dans 6 sphères de production différentes doivent être réalisées dans les produits de B et C ||279]; donc en profits et salaires ou encore le total du travail nouvellement ajouté en D, E, F, G, H, I à leur *capital constant** respectif.

Dans ces conditions, la valeur du produit total de B + C ne serait payée que par du travail nouvellement ajouté, donc par la somme des salaires et profits dans les sphères de production D, E, F, G, H, I. Mais dans ce cas, il faudrait vendre dans ces 6 sphères (étant donné qu'aucune fraction de ces produits ne serait consommée par le producteur lui-même qui a déjà placé tout son revenu dans les produits de B et C) la totalité du produit et à l'intérieur de ces sphères, on ne pourrait en faire entrer en ligne de compte la moindre partie. Il s'agit donc du produit de 6×36 heures de travail = 216, dont 144 pour le *capital constant** et 72 (6×12) pour le travail nouvellement ajouté. Pour pouvoir transformer de même les produits de D, etc. à leur tour, en salaire et profit, c'est-à-dire en travail nouvellement ajouté, il faudrait que dans les 18 sphères K¹–K¹⁸ tout le travail nouvellement ajouté, c'est-à-dire la somme totale des salaires et profits dans ces 18 sphères, soit entièrement dépensée en produits des sphères D, E, F, G, II, I. Etant donné qu'elles ne consomment elles-mêmes

pas la moindre partie de leurs produits, mais ont déjà dépensé tout leur revenu dans les 6 sphères D-I, ces 18 sphères K¹-K¹⁸ auraient à vendre 18×36 heures de travail, soit 648 heures de travail, dont 18×12 ou 216 heures de travail récemment ajouté et 432 heures de travail contenu dans le *capital constant**. Donc pour résoudre le total du produit de K¹-K¹⁸ en travail ajouté dans les autres sphères, ou somme des salaires et profits, cela requerrait le travail ajouté dans les sphères L¹-L⁶⁴, soit $12 \times 54 = 648$ heures de travail. Les sphères L¹-L⁶⁴, pour pouvoir échanger leur produit total = 1944 (dont $648 = 12 \times 54$ de travail nouvellement ajouté et 1296 heures de travail contenu dans le *capital constant**) contre du travail nouvellement ajouté, devraient absorber le travail nouvellement ajouté des sphères M¹-M¹⁶² car $162 \times 12 = 1944$ et celles-là à leur tour le travail nouvellement ajouté des sphères N¹-N⁴⁸⁶ et ainsi de suite.

Voilà la belle progression *in infinitum* [jusqu'à l'infini] à laquelle nous aboutissons si tous les produits se résolvent en salaires et profits, en travail nouvellement ajouté et si non seulement le travail nouvellement ajouté à une marchandise, mais encore son *capital constant** doivent être payés par le travail nouvellement ajouté dans une autre sphère de production.

Pour pouvoir résoudre le temps de travail contenu dans le produit A, soit 36 heures ($1/3$ de travail nouvellement ajouté, $2/3$ de *capital constant**) en travail nouvellement ajouté, c'est-à-dire pour pouvoir le payer au moyen de salaires et de profits, nous avons fait premièrement consommer ou acheter, ce qui est la même chose, $1/3$ du produit (dont la valeur = somme du salaire + profit) par les producteurs de A eux-mêmes. Le processus serait le suivant¹:

1. *Sphère de production A*. Produit = 36 heures de travail. 24 heures de travail de *capital constant**. 12 heures de travail ajouté. $1/3$ du produit consommé par les *shareholders* [parties prenantes] aux 12 heures, *salaire et profit**, ouvrier et capitaliste. Restent à vendre $2/3$ du produit de A, soit 24 heures de travail qui sont contenues dans le *capital constant**.

2. *Sphère de production B¹-B²*. Produit = 72 heures de travail,

1. Dans l'exemple qui suit Marx choisit d'autres lettres que précédemment pour désigner les sphères de production (sauf pour A) tout en maintenant les chiffres. Au lieu des lettres B et C, il utilise B¹ - B² (ou B¹⁻²), au lieu de D, E, F, G, H, I, il utilise C¹-C⁶, au lieu de K¹-K¹⁸ il écrit D¹-D¹⁸ (ou D¹⁻¹⁸), au lieu de L¹-L⁵⁴, E¹-E⁵⁴ (ou E¹⁻⁵⁴) au lieu de M¹-M¹⁶² il écrit F¹-F¹⁶² (ou F¹⁻¹⁶²), au lieu de N¹-N⁴⁸⁶, G¹-G⁴⁸⁶ (ou G¹⁻⁴⁸⁶).

dont 24 de travail ajouté, 48 de *capital constant**. Achètent avec cela $2/3$ du produit de A qui remplacent la valeur du *capital constant** de A. Mais doivent maintenant vendre 72 heures de travail qui constituent la valeur de leur produit total.

3. *Sphère de production C¹-C⁶*. Produit = 216 heures de travail, dont 72 heures de travail ajouté (salaire et profit). Achètent avec le produit de B¹-B² en totalité, mais doivent maintenant vendre 216, dont 144 de *capital constant**.

||280| 4. *Sphère de production D¹-D¹⁸*. Produit = 648 heures de travail, 216 de travail ajouté et 432 de *capital constant**. Achètent avec le travail ajouté la totalité du produit de la sphère de production C¹-C⁶ = 216, mais doivent vendre 648.

5. *Sphère de production E¹-E⁵⁴*. Produit = 1944 heures de travail, 648 de travail ajouté et 1296 de *capital constant**. Achètent la totalité du produit de la sphère de production D¹⁻¹⁸, mais doivent vendre 1944.

6. *Sphère de production F¹-F¹⁶²*. Produit = 5832 dont 1944 de travail ajouté et 3888 de *capital constant**. Avec les 1944 achètent le produit de E¹-E⁵⁴. Doivent vendre 5832.

7. *Sphère de production G¹-G⁴⁸⁶*.

Pour simplifier on suppose dans chaque sphère de production toujours une journée de travail de 12 heures, partagée entre le capitaliste et l'ouvrier. Faire varier la journée de travail n'aiderait pas à résoudre la question, mais la compliquerait inutilement.

Donc, pour faire ressortir plus clairement la loi de cette série:

1. A. *Produit* = 36 h. *Capital constant** = 24 h. *Somme de salaire et profit* ou encore *travail nouvellement ajouté* = 12 h. Ce dernier consommé par le capital et le travail dans le produit de A lui-même.

Produit de A à vendre = son *capital constant** = 24 h.

2. B¹-B². Ici nous avons besoin de 2 journées de travail, donc de 2 sphères de production pour payer les 24 h de A.

Produit = 2×36 ou 72 h, dont 24 h de travail et 48 de *capital constant**.

Produit de B¹ et B² à vendre = 72 heures de travail, dont aucune partie n'est consommée par les producteurs eux-mêmes.

6. C¹-C⁶. Nous avons besoin ici de 6 journées de travail, étant donné que $72 = 12 \times 6$ et que le total du produit de B¹-B² doit être consommé par le travail ajouté en C¹-C⁶. Produit = $6 \times 36 = 216$ heures de travail, dont 72 nouvellement ajoutées, 144 de *capital constant**.

18. D¹-D¹⁸. Nous avons besoin ici de 18 journées de travail,

étant donné que $216 = 12 \times 18$; donc puisqu'il y a 2/3 de *capital constant** par journée de travail, le produit total = $18 \times 36 = 648$ (432 de *capital constant**)

Etc.

Les chiffres qui précèdent 1, 2 [etc.] représentent les journées de travail ou encore les divers travaux dans les sphères de production diverses, étant donné que nous avons supposé 1 journée de travail par sphère.

Donc: 1. A. *Produit 36 h.* Travail ajouté 12 heures. *Produit à vendre (capital constant*) = 24 h.*

Ou:

1. A. *Produit vendable ou capital constant* = 24 h.* Produit total 36 h. *Travail ajouté 12 h; consommées en A même.*

2. B¹-B². Achète avec le travail ajouté = 24 h de A. Capital constant*, 48 h. *Produit total, 72 h.*

6. C¹-C⁶. Achète avec le travail ajouté 72 h de B¹-B² (= 12×6). Capital constant* 144 h, total du produit = 216, etc.

[281] Donc:

1. A. *Produit = 3 journées de travail (36 h).* 12 h de travail ajouté. *24 h de capital constant*.*

2. B¹⁻² [Produit] = $2 \times 3 = 6$ journées de travail (72 h). Travail ajouté = $12 \times 2 = 24$ h. Capital constant* = $48 \times 2 \times 24$ h.

6. C¹⁻⁶. Prod[uit] = 3×6 journées de travail = 3×72 h = 216 heures de travail. *Travail ajouté = 6 × 12 = 72* heures de travail. Capital constant* = $2 \times 72 = 144$.

18. D¹⁻¹⁸. *Produit = 3 × 3 × 6* journées de travail = 3×18 journées de travail = 54 journées de travail = 648 heures de travail. Travail ajouté = $12 \times 18 = 216$. <*Capital constant**> = 432 heures de travail.

54. E¹⁻⁵⁴. *Produit = 3 × 54* journées de travail = 162 journées de travail = 1944 heures de travail. Travail ajouté = 54 journées de travail = 648 heures de travail; 1296 de *capital constant**.

162. F¹⁻¹⁶². *Produit = 3 × 162* journées de travail (= 486) = 5832 heures de travail, dont 162 journées de travail ou 1944 heures de travail ajouté et 3888 heures de *capital constant**.

486. G¹⁻⁴⁸⁶. *Produit = 3 × 486* journées de travail, dont 486 journées de travail ou 5832 heures de travail ajouté et 11664 de *capital constant**. Etc.

Nous arriverions ainsi déjà à la jolie somme de $1 + 2 + 6 + 18 + 54 + 162 + 486$ journées de travail différentes dans différentes sphères de production = 729 sphères de production différentes,

ce qui correspond déjà à une société à division du travail considérablement développée.

Pour vendre le produit total de A (branche dans laquelle seulement 12 heures de travail = 1 journée de travail sont ajoutées au *capital constant** des 2 journées de travail et où *salaire** et *profit** consomment leur propre produit), donc pour vendre seulement le *capital constant** de 24 heures – pour pouvoir donc le résoudre à son tour en travail nouvellement ajouté, salaire et profit – nous avons besoin de 2 journées de travail en B¹ et B², qui, elles, requièrent un *capital constant** de 4 journées de travail, de sorte que le produit total de B¹⁻² = 6 journées de travail. Ces dernières doivent être vendues *entièrement*, car à partir de maintenant on a supposé qu'aucune des sphères suivantes ne consomme plus rien de son propre produit, dépensant seulement profit et salaire pour acheter le produit des sphères précédentes. Pour remplacer ces 6 journées de travail du produit B¹⁻², il faut donc 6 journées de travail qui presupposent de leur côté un *capital constant** de 12 journées de travail. Le produit total de C¹⁻⁶ est donc = 18 journées de travail. Pour les remplacer par du travail, 18 journées de travail de D¹⁻¹⁸ sont nécessaires qui, de leur côté, presupposent un *capital constant** de 36 journées de travail; donc le produit = 54 journées de travail. Pour les remplacer il faut 54 journées de travail, E¹⁻⁵⁴, qui presupposent un *capital constant** de 108. Produit = 162 journées de travail. Enfin pour remplacer ces dernières il faut 162 journées de travail qui presupposent un *capital constant** de 324 journées de travail, donc le produit total = 486 journées de travail. Ceci en F¹⁻¹⁶². Et enfin, pour remplacer ce produit de F¹⁻¹⁶², on a besoin de 486 journées de travail (G¹⁻⁴⁸⁶) qui presupposent de leur côté un *capital constant** de 972 journées de travail. Le produit total de G¹⁻⁴⁸⁶ = donc 972 + 486 = 1458 journées de travail.

Mais supposons maintenant que nous soyons arrivés avec la sphère G à la fin du *shifting* [déplacement]; et notre progression [282] nous conduira dans toute société bientôt au terme. Comment se présentent maintenant les choses? Nous avons un produit qui contient 1458 journées de travail, dont 486 de travail nouvellement ajouté et 972 de travail réalisé en *capital constant**. Les 486 journées de travail peuvent être dépensées dans la sphère précédente de F¹⁻¹⁶². Mais avec quoi acheter les 972 journées de travail qui sont contenues dans le *capital constant**? Au-delà de G¹⁻⁴⁸⁶ il n'y a plus de sphère de production, donc de sphère d'échange nouvelle. On ne peut rien échanger avec les sphères antérieures à

l'exception de F^{1-162} . Par ailleurs G^{1-486} a dépensé en F^{1-162} jusqu'au dernier centime tout le salaire et profit qu'il contient. Les 972 journées de travail réalisées dans le produit total de G^{1-486} , égales au *capital constant** qui y est contenu, restent donc invendables. Il ne nous a donc servi à rien d'avoir repoussé à travers près de 800 branches de production la difficulté que constituaient 8 aunes de toile de A ou les 24 heures de travail, les 2 journées de travail qui représentaient dans son produit la valeur du *capital constant**.

Il ne sert à rien de s'imaginer que le calcul donnerait un autre résultat si A ne dépensait par exemple pas tout son salaire et profit en toile, mais en dépensait une partie dans le produit de B et C. Les dépenses ont des limites, les heures de travail ajouté contenues en A, B, C ne peuvent jamais disposer d'une quantité de temps de travail supérieure à elles-mêmes si elles achètent davantage d'un produit, elles achèteront moins d'un autre. Ainsi le calcul n'en serait qu'embrouillé, sans changer quoi que ce soit quant au résultat. *Que faire donc?**

Dans le calcul précédent nous trouvons:

	Jour- nées tra- vail	tra- vail ajou- té	ca- pi- tal con- stant*	
A <i>Produit</i> =	3	1	2	(consomment eux-mêmes 1/3 du produit de A)
B =	6	2	4	
C =	18	6	12	Si, dans ce tableau, les dernières 324 journées de travail (le capital constant [de F]) = le <i>capital constant*</i>
D =	54	18	36	que le cultivateur se remplace lui-même, déduit de son produit et restitué à la terre, qui n'a donc pas à être payé par un travail nouveau, le calcul serait juste. Mais l'éénigme ne serait résolue que parce qu'une partie du <i>capital constant*</i> se remplacerait elle-même.
E =	162	54	108	
F =	486	162	324	
Total:	729	243	486	

Effectivement, nous avons supposé que 243 journées de travail, correspondant au travail nouvellement ajouté, ont été consommées. La valeur du dernier produit, = 486 journées de travail, = la valeur du total du *capital constant** contenu en A-F, soit 486 journées de travail. Pour expliquer ce point, nous supposons

en G 486 journées de travail nouveau, ce qui ne nous donne que la satisfaction d'avoir à rendre compte, ||283| au lieu d'un *capital constant** de 486 journées, d'un *capital constant** de 872 journées de travail dans le produit de G, qui est égal à 1458 journées de travail (972 *capital constant** + 486 journées de travail). Si à ce moment nous voulions nous tirer d'affaire en supposant qu'on travaille en G sans *capital constant**, de sorte que le produit est seulement égal à 486 jours de travail¹ nouvellement ajouté, notre calcul tomberait certes juste, mais nous aurions résolu la question de savoir qui paie la partie de la valeur contenue dans le produit qui constitue le *capital constant** en supposant un cas où le *capital constant** = 0, ne constitue pas non plus la moindre partie de la valeur du produit.

Pour pouvoir vendre le produit de A dans sa totalité, contre du travail nouvellement ajouté, pour pouvoir le résoudre en salaire et profit, il a fallu dépenser *tout le travail nouvellement ajouté en A, B et C²* dans le travail réalisé dans le produit en A. Et pour pouvoir vendre la totalité du produit de B + C³, tout le travail nouvellement ajouté en D¹⁻¹⁸. De même pour acheter la totalité du produit de D^{1-D¹⁸}, tout le travail qui a été ajouté en E¹⁻⁵⁴. Pour acheter la totalité du produit de E¹⁻⁵⁴, tout le travail ajouté en F¹⁻¹⁶². Et enfin pour [acheter] la totalité du produit de F¹⁻¹⁶², tout le temps de travail ajouté en G¹⁻⁴⁸⁶. Dans ces 486 sphères de production, représentées par G¹⁻⁴⁸⁶, enfin tout le temps de travail ajouté est = au produit total des 162 sphères de F, et la totalité de ce produit, qui est remplacée par du travail, est égale au *capital constant** de A, B¹⁻², C¹⁻⁶, D¹⁻¹⁸, E¹⁻⁵⁴, F¹⁻¹⁶².

1. Dans le manuscrit *Rechnung* (calcul) au lieu de *Arbeit*.

2. Marx emploie ici les symboles B et C dans le même sens qu'il leur donnait auparavant jusqu'à la page 122 (cf. note 1).

Marx envisage ici deux sphères de production dans lesquelles le travail nouvellement ajouté est d'une journée de travail pour chacune. Le total du travail nouvellement ajouté dans les sphères A, B et C est égal à 3 journées de travail, soit au travail matérialisé dans le produit de la sphère A.

3. Mais ici en revanche, les lettres B et C ne désignent plus deux sphères de production, sans quoi leur produit consisterait en 6 journées de travail seulement, alors qu'il est question ici de 18 journées de travail. Ces lettres n'équivalent pas non plus à B¹⁻² et C¹⁻⁶ (B¹⁻² signifie pour Marx un groupe de deux, C¹⁻⁶ un groupe de six sphères de production, et le produit total de ces six sphères = 24 journées de travail.) Ici Marx envisage un groupe composé de six sphères de production, dont le produit est donc de 18 journées de travail et peut, donc être vendu contre le travail nouvellement ajouté en D¹⁻¹⁸ qui est également de 18 journées de travail.

Mais le *capital constant** de la sphère G, qui est le double du *capital constant** employé en A-F¹⁶² n'est pas remplacé et n'est pas remplaçable.

In fact [En fait], nous avons trouvé, étant donné que, d'après notre hypothèse, le rapport dans chaque sphère de production entre le travail nouvellement ajouté et le travail préexistant = 1 : 2, que chaque fois le double [de l'ensemble de toutes les sphères de production précédentes] doivent ajouter tout leur travail nouveau pour pouvoir acheter le produit des sphères antérieures – le travail ajouté en A et B¹⁻², C¹⁻⁶ pour acheter la totalité du produit de A; le travail nouvellement ajouté en 18 D ou D¹⁻¹⁸ (2×9)¹ pour acheter le produit total de C¹⁻⁶, etc. – bref, qu'il faut toujours deux fois plus de travail nouvellement ajouté que celui qui est contenu dans le produit lui-même, de sorte que dans la dernière sphère de production G, le travail nouvellement ajouté devrait être le double de ce qu'il est pour acheter la totalité du produit. Bref, nous trouvons dans le résultat auquel nous avons abouti en G ce qui existait déjà en A, notre point de départ, à savoir que le travail nouvellement ajouté ne peut acheter une quantité de son propre produit supérieure à lui-même et qu'il *ne peut pas* acheter le travail préexistant dans le *capital constant**.

Il est donc impossible que la valeur du revenu puisse coïncider avec la valeur du produit tout entier. Mais étant donné qu'en dehors du revenu il n'existe pas de fonds qui puisse servir à payer ce produit vendu par le producteur au consommateur (individuel), il est impossible que la valeur de la totalité du produit, moins la valeur du revenu en général, puisse être même vendue, payée ou consommée (individuellement). D'autre part, il faut cependant que tout produit soit vendu et payé à son prix (par hypothèse, ici *prix = valeur*).

Il était d'ailleurs à prévoir dès le début que l'introduction d'actes d'échange intermédiaires, les ventes et les achats entre les différentes marchandises ou entre les produits des différentes sphères de production ne pouvait nous avancer d'un seul pas. Pour A, la première marchandise, la toile, nous avions 1/3 ou ||283a| 12

1. Les membres de phrases entre crochets s'imposent logiquement dans le raisonnement. Selon les calculs de Marx, le nombre des sphères de production dans chaque groupe est double du total de toutes les sphères précédentes. Ainsi dans le groupe D¹⁻¹⁸, qui comprend 18 sphères de production, le nombre des sphères est double: A = une sphère = B¹⁻² deux sphères + C¹⁻⁶ six sphères, au total neuf sphères. C'est pour cette raison qu'après D¹⁻¹⁸, Marx ajoute, entre parenthèses: 2 × 9.

heures de travail nouvellement ajouté et 2×12 ou 24 heures de travail préexistant dans le *capital [constant]*. De la marchandise A, donc aussi de tout équivalent de la marchandise A dans tout autre produit, salaire et profit ne pouvaient racheter que la portion du produit qui = 12 heures de travail. Ils ne pouvaient pas racheter leur propre *capital constant** de 24 h, et donc non plus l'équivalent de ce *capital constant** dans quelque autre marchandise que ce soit.

Il est possible que dans la marchandise B le rapport entre le travail ajouté et le *capital constant** soit différent. Mais aussi divers que puisse être le rapport entre *capital constant** et travail nouvellement ajouté dans les différentes sphères de production, nous pouvons toujours établir la moyenne, donc dire que, dans le produit de l'ensemble de la société ou de la classe capitaliste tout entière, dans le produit total du capital, le travail nouvellement ajouté = a, le travail passé préexistant comme *capital constant** = b. Ou encore disons que le rapport 1 : 2 que nous avons supposé en A, pour la toile, n'est qu'une expression symbolique pour a : b et ne signifie rien d'autre que le fait qu'il existe un certain rapport, déterminé et déterminable d'une certaine façon, entre ces deux éléments: le travail vivant ajouté au cours de l'année ou au cours de toute autre période au choix et le travail passé préexistant en tant que *capital constant**. Si les 12 heures ajoutées au fil n'achètent pas seulement de la toile, mais par exemple n'achètent que pour 4 heures de toile, dans ce cas elles peuvent acheter pour 8 heures n'importe quel autre produit, mais jamais pour un total dépassant 12 heures, et si elles achètent pour 8 heures un autre produit, il faut dans ce cas vendre de la toile de A pour 32 heures. L'exemple de A est donc valable pour le capital total de la société tout entière et le problème ne peut être que compliqué mais pas modifié si l'on introduit un échange intermédiaire entre diverses marchandises.

Supposons que A soit le produit total de la société, dans ce cas 1/3 de ce produit total pourra être acheté par les producteurs pour leur propre consommation, acheté et payé avec la somme de leurs salaires et de leurs profits = la somme du travail nouvellement ajouté = la somme de leur revenu total. Pour payer, pour acheter et pour consommer les 2/3 qui restent, le fonds leur manque. De même donc que le travail nouvellement ajouté, 1/3 pouvant se résoudre en profit et salaire, coïncide avec son propre produit ou ne retire que la fraction de la valeur du produit qui contient 1/3 du travail total, le travail nouvellement ajouté ou son équi-

valent, de même les 2/3 de travail préexistant doivent être couverts par leur propre produit. C'est dire que le capital constant demeure égal à lui-même et se remplace lui-même sur la portion de la valeur qui le représente dans le produit total. L'échange entre les diverses marchandises, la série d'achats et de ventes entre les diverses sphères de production n'entraînent de différence que dans la forme, en ce sens que le *capital constant** se remplace réciproquement, dans la proportion exacte où il y est contenu originairement, dans les différentes sphères de production.

C'est ce qu'il nous reste à déterminer plus précisément. [283a]

[b) *Impossibilité de remplacer tout le capital constant de la société par échange entre les producteurs de moyens de consommation et les producteurs de moyens de production*]

[283b] L'opinion que le produit annuel d'un pays se partage entre *salaires** et *profits** (rentes*, intérêts, etc. inclus dans ces derniers), A. Smith l'exprime de nouveau dans le volume II, chapitre II, quand il analyse la circulation de l'argent et le système de crédit (cf. à ce sujet ce qu'en dira Tooke), où il écrit:

«On peut regarder la circulation d'un pays comme divisée en deux branches différentes: la circulation qui se fait entre commerçants» (*dealers*) «seulement» (Garnier¹ déclare que dans le contexte il emploie le terme de *dealers* pour «tous marchands, manufacturiers, gens de métier, etc.; en un mot tous les agents du commerce et de l'industrie d'un pays») «et la circulation entre les commerçants et les consommateurs. Quoique les mêmes pièces de monnaie, soit papier soit métal, puissent être employées tantôt dans l'une de ces deux branches de circulation, et tantôt dans l'autre, cependant comme ces deux branches marchent constamment en même temps, chacune d'elles exige un certain fonds de monnaie, d'une espèce ou de l'autre, pour la faire marcher. La valeur des marchandises qui circulent entre les différents commerçants, ne peut jamais excéder la valeur de celles qui circulent entre les commerçants et les consommateurs; tout ce qui est acheté par les gens de commerce étant en définitive

1. Dans le manuscrit: A. Smith.

*destiné à être vendu aux consommateurs.» (t. II, l. II, ch. II, pp. 292-293.)***

Y revenir par la suite en abordant Tooke².

Revenons à notre exemple. Le produit journalier de A, tissage de toile, est égal à 12 aunes = 36 sh. = 36 heures de travail, dont 12 de travail nouvellement ajouté pouvant se résoudre en salaire et profit, et 24 h ou 2 jours = valeur du *capital constant**, qui toutefois maintenant, au lieu d'exister sous l'ancienne forme de fil et métier à tisser, existe sous forme de toile, mais dans une quantité de toile = 24 h = 24 sh. qui contient exactement autant de quantité de travail que dans le fil et métier à tisser qu'elle remplace, avec lequel on peut donc racheter la même quantité de fil et de métier à tisser (à condition que la valeur du fil et du métier à tisser soit restée la même, que la productivité du travail dans ces branches d'industrie ne se soit pas modifiée). L'entrepreneur de filature et le fabricant du métier à tisser doivent vendre tout leur produit annuel ou journalier (ce qui ne change rien pour notre démonstration) à l'entrepreneur de tissage, car c'est le seul pour qui leur marchandise a une valeur d'usage. C'est leur unique consommateur.

Mais si le *capital constant** de l'entrepreneur de tissage (son *capital constant** consommé journalièrement) = 2 journées de travail, dans ce cas 1 journée de travail du tisserand correspond à 2 journées de travail du filateur et du fabricant de machines, 2 journées de travail qui, de leur côté, peuvent se résoudre à leur tour en travail ajouté et *capital constant** dans des proportions très variables. Or le produit journalier total du filateur et du fabricant de machines ensemble (en supposant que le fabricant de machines ne fabrique que des métiers à tisser) ne peuvent dépasser, *capital constant** et travail ajouté, 2 journées de travail, alors que celui de l'entrepreneur de tissage correspond à 3 journées de travail, en raison des 12 heures de travail nouvellement ajouté. Il se peut que le filateur et le fabricant de machines consomment

1. Marx cite ici Smith dans la traduction de Garnier. L'explication du terme de *dealers*, donnée par Marx entre parenthèses, est de Garnier.

2. Marx reprend plus loin la critique de cette fausse thèse de Smith et Tooke aux pages 152 et 282-283. Dans le Livre II du *Capital* Marx montre que la thèse de Smith et Tooke selon laquelle «l'argent nécessaire à la circulation du revenu annuel est aussi suffisant pour la circulation du produit annuel total» est en corrélation étroite avec ce dogme de Smith qui ramène toute la valeur du produit social à des revenus (*Le Capital*, ouv. cité, t. V, pp. 122-124 et t. VIII, pp. 219-221).

autant de travail vivant que le tisserand. Dans ce cas, le temps de travail contenu dans leur *capital constant** sera forcément moindre. De deux choses l'une. Ils ne peuvent en aucun cas employer la même quantité de travail (*summa summarum* [en tout et pour tout]), la même somme de travail matérialisé et vivant que le tisserand. Il pourrait se faire que le tisserand employât proportionnellement moins de temps de travail que le filateur (celui-ci en emploie, par exemple, certainement moins que le producteur de lin); dans ce cas il faut que l'excédent de son *capital constant** sur la partie variable du capital soit d'autant plus grand.

[284] Le capital constant du tisserand remplace donc la totalité du capital du filateur et du fabricant de métier à tisser: non seulement leur propre capital constant, mais encore le travail nouvellement ajouté dans le processus du filage et de la construction des machines. Le nouveau capital constant, outre qu'il remplace entièrement d'autres capitaux constants, remplace donc aussi ici la totalité du travail qui leur est nouvellement ajouté. En vendant leurs marchandises à l'entrepreneur de tissage, l'entrepreneur de filature et le fabricant de métiers à tisser n'ont pas seulement remplacé leur capital constant, mais on leur a payé aussi leur travail nouvellement ajouté. Le capital constant de l'entrepreneur de tissage leur remplace aussi leur propre capital constant et réalise leur revenu (salaire et profit ensemble). Dans la mesure où le capital constant de l'entrepreneur de tissage ne leur remplace que leur propre capital constant, qu'ils lui ont cédé sous la forme de filés et de métier, il n'y a eu qu'échange de capital constant sous une forme contre du capital constant sous une autre forme. En réalité, il ne s'est produit aucun changement dans la valeur du capital constant.

Remontons encore en arrière. Le produit de l'entrepreneur de filature se résout en 2 parties: lin, broches, charbon, etc., bref son *capital constant** d'une part, travail nouvellement ajouté, c'est-à-dire le produit total du fabricant de machines, de l'autre. Quand il remplace son capital constant, l'entrepreneur de filature ne paie pas seulement le capital total du fabricant de broches, etc., mais encore celui du producteur de lin. Son capital constant paie une partie de leur capital constant augmenté du travail ajouté. En ce qui concerne maintenant le producteur de lin, son capital constant se résout, après déduction des instruments aratoires, etc., en semence, engrains, etc. Supposons, ce qui doit d'ailleurs être toujours obligatoirement le cas *plus ou moins**

directement, dans l'agriculture, que cette partie du capital constant du fermier, constitue une déduction annuelle sur son propre produit, déduction de son propre produit qui est rendue tous les ans à la terre, c'est-à-dire à la production elle-même. Nous trouvons ici une partie du capital constant qui se remplace elle-même, n'est jamais vendue, n'est donc ni payée ni consommée, n'entre pas dans la consommation individuelle. La semence, etc. = autant de temps de travail. La valeur de la semence, etc. entre bien dans la valeur du produit total, mais cette même valeur, puisqu'il s'agit de la même masse de produits (en supposant que la productivité du travail soit restée la même), est de nouveau déduite du produit total, rendue à la production, n'entre pas dans la circulation. Ainsi la partie du produit qui entre dans la circulation et celle qui entre dans la consommation représentent donc seulement du travail ajouté {dans l'usure ou *déchet** des instruments aratoires, etc.} et se résout dans les rubriques susmentionnées, en salaire, profit et rente foncière.›

Ici nous avons une partie au moins du *capital constant** qui se remplace elle-même: la partie qui peut être considérée comme la matière première de l'agriculture. Voici donc une [branche] importante de la production annuelle – la plus importante même par son volume et par la masse du capital qu'elle renferme – où une partie considérable du *capital constant**, celle constituée par les matières premières (à l'exception des engrains chimiques, etc.) se remplace elle-même, n'entre pas dans la circulation, n'est donc remplacée par quelque forme de revenu que ce soit. L'entrepreneur de filature n'a donc pas à rembourser au producteur de lin cette partie du *capital constant** (partie du *capital constant** que le producteur de lin se remplace lui-même et se paie), ni l'entrepreneur de tissage, à l'entrepreneur de filature, ni l'acheteur de la toile, à l'entrepreneur de tissage. Le capital constant de l'entrepreneur de tissage se résout donc en travail ajouté de l'entrepreneur de filature et du fabricant des métiers à tisser, de même pour le travail ajouté du producteur de lin et du fabricant de machines à filer, ainsi que pour le travail ajouté du producteur de fer et de bois.

Supposons que tous ceux qui participent directement ou indirectement à la production des 12 aunes de toile = 36 sh. = 3 journées de travail = 36 heures de travail, soient payés en toile. Il est clair en premier lieu que les producteurs des éléments de la toile, du *capital constant** de la toile, ne peuvent pas consommer leur propre produit, étant donné que ces produits sont fabriqués

pour la production et n'entrent pas dans la consommation immédiate. ||285| Ils doivent donc nécessairement dépenser leurs salaires et profits en toile, – dans le produit qui entre finalement dans la consommation individuelle. Ce qu'ils ne consomment pas en toile, il faut qu'ils le consomment dans un autre produit, échangé contre la toile, un produit consommable. D'autres personnes consommeront donc autant de toile qu'ils consomment eux-mêmes (en valeur) d'autres produits consommables à la place de la toile. C'est comme s'ils l'avaient consommé en toile, car ce qu'ils ont consommé en d'autres produits, les producteurs de ces autres produits le consomment en toile. Toute cette énigme trouvera donc sa solution sans que nous ayons à tenir compte de l'échange, quand nous saurons comment les 12 aunes de toile se répartissent entre tous les producteurs qui ont pris part à sa¹ production ou à la production de ses¹ éléments.

«L'entrepreneur de filature et le fabricant de métiers à tisser, qui serait en même temps le fabricant de la machine à filer», ont ajouté 1/3 de travail; leur *capital constant** = 2/3 des filés et des métiers. Sur les 8 aunes de toile (ou 24 h) ou 24 sh. qui remplacent leur produit total, ils peuvent donc consommer 8/3 [d'aunes] = 2 [aunes] 2/3 de toile ou 8 heures de travail ou 8 sh. Il reste donc à rendre compte de 5 aunes 1/3 ou de 16 heures de travail.

«Supposons que le *capital constant** de l'entrepreneur de filature se résolve en lin et machines à filer (charbon et similaires n'ajoutent rien à la valeur de l'exemple): 1/3 en matières premières = lin = 16/3 heures de travail = 5 heures 1/3 de travail ou $\frac{17/3}{3}$,

17/9 d'aune = 1 aune 8/9. Cette quantité peut être entièrement achetée par le producteur de lin, car son *capital constant** (du moins en ce qui concerne la semence et en faisant abstraction pour le moment du *déchet** de son *capital fixe**, de ses instruments de travail), il se le remplace lui-même, il le déduit tout de suite de son produit. Il nous reste donc à rendre compte de 5 aunes 2/3 – 1 aune 8/9 (ou 16 heures – 5 heures 1/3 de travail). 5 aunes 2/3

$= \frac{17}{3} = \frac{51}{9}$. Donc $\frac{51}{9} - \frac{17}{9} = \frac{34}{9}$ d'aune = 3 aunes 7/9 (ou 10 heures 1/3 de travail).»

5 aunes 1/3 ou 16 heures de travail représentent le *capital constant** de l'entrepreneur de filature et du fabricant de métiers

1. Dans le manuscrit *seiner* au lieu de *ihrer*.

à tisser. *«En admettant que ce capital constant* se résolve en machines de filature et en lin.»* Supposons que, sur le *capital constant** de l'entrepreneur de filature, les matières premières représentent 2/3 et soient dépensées en lin, dans ce cas le producteur de lin peut consommer le total de ces 2/3 en toile, car son *capital constant** {nous posons, ce faisant, que le *déchet** de ses instruments de travail, etc. = 0} il ne le met pas du tout en circulation, il l'a déjà déduit et réservé à la reproduction. Il peut donc acheter 2/3 des 5 aunes 1/3 de toile¹ ou des 16 heures de travail, ce qui équivaut à 3 aunes 5/9 ou 10 heures 2/3 de travail. Il ne reste donc à rendre compte que de 5 aunes 1/3 – 3 aunes 5/9 ou 16 heures – 10 heures 2/3 de travail, c'est-à-dire de 1 aune 7/9 ou 5 heures 1/3 de travail. Ces 1 aune 7/9 ou 5 heures 1/3 de travail se résolvent en *capital constant** du fabricant de métiers à tisser et en produit total du fabricant de machines à filer, qu'on a supposés être une seule et même personne.

Des 8 aunes qui remplacent le *capital constant** de l'entrepreneur de tissage sont donc consommées par l'entrepreneur de filature 2 aunes = 6 sh. = 6 heures et 2/3 d'aune (2 sh. = 2 heures de travail), par le fabricant de métiers à tisser, etc.

Il nous reste donc à rendre compte de 8 aunes – 2 aunes 2/3 = 5 aunes 1/3 (= 16 sh. = 16 heures de travail). Ce reste de 5 aunes 1/3 = 16 sh. = 16 heures de travail se décompose comme suit: nous supposons que dans les 4 aunes qui représentent le *capital constant** de l'entrepreneur de filature, donc les éléments de son fil, 3/4 correspondent au lin et 1/4 à la machine à filer, *«supposons d'autre part que, dans les 4/3 d'aune du fabricant de machines qui représentent le bois, le fer, le charbon, etc., donc les éléments de son outillage, 2/3 proviennent des matières premières de la machine et que 1/3 soit ajouté par le travail»*. Nous allons tout de suite après calculer les éléments ||287| de la machine à filer ainsi que le *capital constant** du fabricant de métiers à tisser; les deux étant censés être une seule et même personne.

||286| Récapitulons:

1. D'après le calcul qui précède 5 aunes 1/3 de toile représentent le capital constant total de l'entrepreneur de filature et du fabricant de métiers à tisser. Aussi doit-on prendre comme point de départ pour déterminer la part du producteur de lin non pas 5 aunes 1/3, mais une quantité moindre de toile. Par la suite Marx corrige cette imprécision en supposant que le total du capital constant de l'entrepreneur de filature ne représente que 4 aunes de toile.

Entrepreneur de tissage	Produit total	<i>capital constant*</i>	Consommation	
			travail de tissage ajouté	12 h = 12 sh. = 4 aunes
12 aunes de toile: (36 sh.) (36 heures de travail)	8 aunes (24 h) (24 sh.)		12 h	12 h = 12 sh. = 4 aunes
<p><i>Du capital constant*</i> de l'entrepreneur de tissage supposons que $\frac{3}{4}$ = fil et $\frac{1}{4}$ = métier à tisser (moyens de production en général). L'entrepreneur de tissage paie donc 6 aunes à l'entrepreneur de filature ou 18 h et 2 aunes ou 6 h au fabricant de machines, etc.</p>				
Entrepreneur de tissage	Produit total	Capital constant*	Fabricant de machines	Consommation
Produit total	Capital constant*	Produit total	Capital constant*	Travail ajouté
6 aunes 18 sh. 18 h	4 aunes 12 sh. 12 h	2 aunes 6 sh. 6 h	2 aunes 6 sh. 6 h	4/3 d'aune 2/3 d'aune 2/3 d'aune

Des 4 aunes qui remplacent le *capital constant** de l'entrepreneur de filature les $\frac{3}{4} = 3$ aunes se résolvent donc en *lin*. Mais pour le lin, une partie considérable du *capital constant** employé dans sa production n'est pas à remplacer puisque le producteur l'a déjà rendue à la terre sous forme de semence, d'engrais, de fourrage, de bétail, etc. Dans la partie de son produit qu'il vend, seul le *déchet** de ses instruments de travail, etc. est à compter comme *capital constant**. Dans ce cas il nous faut évaluer le travail ajouté à $\frac{2}{3}$ au moins et le *capital constant** à remplacer, à $\frac{1}{3}$ maximum.

Donc:

	Produit total	<i>capital constant*</i>	Travail agricole	consommable
Lin	3 aunes 9 sh. 9 heures de travail	1 aune 3 sh. 3 heures de travail	2 aunes 6 sh. 6 heures de travail	2 aunes 6 sh. 6 heures de travail

Il nous reste donc à calculer:

1 aune (3 sh., 3 heures de travail) = *capital constant** du producteur de lin; 1 aune $\frac{1}{3}$ (4 sh., 4 heures de travail) = *capital constant** pour le métier à tisser.

Enfin 1 aune (3 sh., 3 heures de travail) pour le *produit total* contenu dans la machine à filer.

Il faut d'abord déduire ce qui est consommable par le fabricant de machines pour la machine à filer:

	Produit total	<i>Capital constant*</i>	Travail de machine Travail ajouté	consommable
Machine à filer	1 aune 3 sh. 3 heures de travail	2/3 d'aune 2 sh. 2 heures de travail	1/3 d'aune 1 sh. 1 heure de travail	1/3 d'aune 1 sh. 1 heure de travail

En outre il faut décomposer la *machine agricole*, *capital constant** du producteur de lin, en sa partie consommable, etc. :

	Produit total	Capital constant*	Travail de machine	consommable
Machine agricole	1 aune 3 sh. 3 heures de travail	2/3 d'aune 2 sh. 2 heures de travail	1/3 d'aune 1 sh. 1 heure de travail	1/3 d'aune 1 sh. 1 heure de travail

Considérons en bloc la partie du produit total qui se résout en machines: nous avons 2 aunes pour le métier à tisser, 1 aune pour la machine à filer, 1 aune pour la machine agricole, nous trouvons 4 aunes (12 sh., 12 heures de travail ou 1/3 du produit total des 12 aunes de toile). Sur ces 4 aunes, sont consommables par le fabricant de machines pour le métier à tisser 2/3 d'aune, pour la machine à filer 1/3, pour la machine agricole également 1/3, au total 1 aune 1/3. Il reste 2 aunes 2/3, soit 4/3 de *capital constant** pour le métier à tisser, 2/3 pour la machine à filer et 2/3 pour la machine agricole = $8/3 = 2$ aunes 2/3 (= 8 sh. = 8 heures de travail). Ceci constitue donc pour le constructeur de machines le capital constant à remplacer. Et en quoi se décompose ce capital constant? D'une part en ses matières premières: fer, bois, courroies, etc., d'autre part en la fraction de sa machine (qu'il peut avoir construite lui-même) dont il se sert pour construire ses machines et qui s'use. Supposons que la matière première s'élève aux 2/3 de ce capital constant et la machine à fabriquer des machines à 1/3. Ce dernier 1/3 devra être étudié ultérieurement. Les 2/3 pour le bois et le fer ||288| s'élèvent aux 2/3 des 2 aunes 2/3, or 2 aunes 2/3 = $8/3$ d'aune = $24/9$ d'aune. Le tiers en égale 8/9. Donc $2/3 = 16/9$ d'aune.

Supposons donc que dans ce cas, l'outillage soit de 1/3 et le travail ajouté de 2/3 (rien n'étant prévu pour les matières premières), le travail ajouté remplace 2/3 des 16/9 d'aune, et 1/3, l'outillage. Restent donc encore pour l'outillage 16/27 d'aune. Le capital constant du producteur de fer, de bois, bref de l'industrie d'extraction, consiste seulement en outils de production, ce que nous désignons ici en général par outillage, et non pas en matière première.

Nous avons donc 8/9 d'aune pour la machine construisant d'autres machines, 16/27 d'aune pour l'outillage qu'usent les producteurs de fer et de bois, soit $24/27 + 16/27 = 40/27 = 1$ aune 13/27; il faudrait donc également les porter au compte du constructeur de machines.

Outilage. 24/27 d'aune servent de remplacement pour la machine construisant d'autres machines. Mais cette dernière se décompose à son tour en matière première (bois, fer, etc.), la fraction de la machinerie utilisée pour la construction de la machine à construire des machines, et en travail ajouté. Si donc chacun des éléments représentait 1/3, il faudrait compter 8/27 d'aune pour le travail ajouté et il resterait 16/27 d'aune pour le *capital constant** à remplacer dans la machine qui construit les machines, donc 8/27 d'aune pour les matières premières et 8/27 d'aune pour remplacer l'élément de valeur qui concerne l'outillage employé au façonnage de ces matières premières. (Au total 16/27 d'aune.)

D'autre part, les 16/27 d'aune qui remplacent l'outillage des producteurs de bois et de fer se décomposent également en matières premières, outillage et travail ajouté. Si ce dernier est 1/3, il est égal à $\frac{16}{27 \times 3} = 16/81$ d'aune et le *capital constant** dans cette partie de la machinerie se résout en 32/81 d'aune, dont 16/81 pour les matières premières et dont 16/81 remplacent le *déchet**¹ de l'outillage.

Il resterait donc entre les mains du constructeur de machines comme *capital constant** destiné à remplacer le *déchet** de son outillage 8/27 d'aune avec lesquels il remplace le *déchet** de sa machine employée à la construction d'autres machines et 16/81 d'aune pour le *déchet** de l'outillage que les producteurs de bois et de fer doivent remplacer.

D'autre part, il doit prélever sur son *capital constant** 8/27 d'aune pour remplacer la matière première (qui est contenue dans la machine servant à la construction d'autres machines) et 16/81 pour les matières premières contenues dans les machines des producteurs de fer et de bois. Et sur cette quantité 2/3 à leur tour se décomposeraient en travail ajouté et 1/3 en outillage usé. Sur les $24/81 + 16/81 = 40/81$, 2/3 seraient donc payés pour du travail, soit $\frac{26 2/3}{81}$. Resteraient de ces matières premières ||289|

$\frac{13 1/3}{81}$ destinés à remplacer l'outillage. Ces $\frac{13 1/3}{81}$ d'aune feraient donc retour au constructeur.

1. Dans tout ce passage, Marx emploie couramment *déchet* dans le sens d'usure.

Se trouveraient donc à présent de nouveau entre les mains du constructeur de machines: 8/27 d'aune pour remplacer le *déchet** de la machine servant à construire d'autres machines, 16/81 pour le *déchet** de l'outillage que les producteurs de fer, etc. doivent remplacer, et $\frac{13 \frac{1}{3}}{81}$ pour la partie de la valeur des matières premières, fer, etc. servant à remplacer de l'outillage.

Nous pourrions ainsi poursuivre notre calcul à l'infini, avec des fractions de plus en plus réduites, mais sans que jamais les 12 aunes de toile soient absorbées en totalité.

Résumons brièvement comment nous avons conduit jusqu'ici notre analyse.

Nous avons dit d'abord que, dans les différentes sphères de production, il existe une proportion différente entre le travail nouvellement ajouté (qui pour une part remplace le *capital variable** déboursé en salaire, et pour une autre constitue le profit, le surtravail non payé) et le *capital constant** auquel ce travail vient s'ajouter. Mais nous pouvons admettre un rapport moyen et représenter par a – le travail ajouté, par b – le capital constant ou supposer un rapport moyen de 2 [capital constant] à 1 [travail ajouté] = 2/3 : 1/3. Nous avons dit ensuite que, s'il en est ainsi dans toute sphère de production du capital, il s'ensuit que, dans une sphère déterminée, le travail ajouté (travail et profit ensemble) ne peut jamais acheter que 1/3 de son propre produit, puisque le salaire et le profit réunis ne forment que 1/3 du temps de travail total réalisé dans le produit. Il est vrai que le capitaliste est également propriétaire des 2/3 du produit qui remplacent son *capital constant**. Mais s'il veut continuer sa production, il est forcé de remplacer son *capital constant** et de reconvertisir par conséquent 2/3 de son produit en *capital constant**. Ce qui l'oblige à vendre ces 2/3.

Mais à qui? Nous avons déjà déduit 1/3 du produit que l'on peut acheter avec la somme du profit et du salaire. Si cette somme représente 1 journée de travail ou 12 h, la partie du produit dont la valeur est égale au *capital constant** représente 2 journées de travail ou 24 h. Nous avons donc supposé que le [deuxième] 1/3 du produit est acheté par le profit et le salaire dans une autre branche de production et que le dernier tiers est acheté à son tour par le profit et le salaire dans une troisième branche de production. Mais dans ce cas nous n'avons fait échanger le *capital constant** du produit de I que contre du salaire et du profit, c'est-à-dire contre du travail nouvellement ajouté, en faisant consommer,

dans le produit de I, tout le travail ajouté des produits de II et de III. Sur les 6 jours de travail contenus dans le produit de II et de III, soit au titre de travail nouvellement ajouté, soit au titre de travail préexistant, pas un seul n'est remplacé: il n'est acheté ni par le travail contenu dans le produit de I, ni par celui contenu dans le produit de II ou de III. Il nous faudrait donc demander aux producteurs d'autres produits de dépenser en II et III tout leur travail ajouté, etc. Et finalement il faudrait nous arrêter à un produit x où le travail ajouté serait égal au *capital constant** de tous les produits antérieurs, mais dont le propre *capital constant**, de 2/3 plus élevé¹ serait invendable. La solution du problème n'aurait donc pas avancé d'un iota. Pour le produit de x comme pour le produit de I se poserait cette question: à qui est vendue² la portion du produit qui remplace le *capital constant**? A moins qu'on admette que 1/3 de travail nouvellement ajouté au produit remplace 1/3 de travail nouveau contenu dans le produit ainsi que 2/3 de travail préexistant qui y sont également contenus et que par conséquent 1/3 = 3/3.

Il s'est donc avéré, par cet exemple, que le *shifting* [déplacement] de la difficulté de I à II, bref l'intervention du simple échange de marchandises, n'a servi à rien.

[290] Il nous fallait donc poser le problème autrement.

Nous avons supposé que 12 aunes de toile = 36 sh. = 36 heures de travail constituaient un produit où se trouvaient contenues 12 heures de travail ou 1 journée de travail du tisserand (travail nécessaire et surtravail ensemble, c'est-à-dire donc la somme du profit et du salaire), mais où 2/3 représentent la valeur du *capital constant** contenu dans la toile, filés et outillage, etc. Afin de couper court à toute échappatoire et au subterfuge des transactions intermédiaires, nous avons supposé par ailleurs, que cette toile était uniquement destinée à la consommation individuelle et ne pouvait constituer par exemple la matière première d'un nouveau produit. Par là nous avons donc supposé que cette toile était un produit qui devait nécessairement être payé par du salaire et du profit, qu'il devait nécessairement s'échanger contre du revenu. Pour plus de simplicité, nous avons enfin supposé qu'aucune frac-

1. L'expression allemande que nous avons traduite littéralement est: *sein eignes um 2/3 grössres capital constant*. En réalité son *capital constant* n'est pas de 2/3 plus élevé, mais il est deux fois plus élevé, puisqu'il représente les 2/3 du produit, dont le travail ajouté ne constitue qu'1/3.

2. Dans le manuscrit: remplacée.

tion du profit ne se reconvertisait en capital, mais que le profit tout entier était dépensé en revenu.

Pour les 4 premières aunes, c'est-à-dire le premier 1/3 du produit égal aux 12 heures de travail ajoutées par l'entrepreneur du tissage, nous en venons vite à bout. Elles se résolvent en salaire et profit: leur valeur est égale à la valeur de la somme du profit et du salaire de l'entrepreneur de tissage. Elles sont donc consommées par lui-même et par ses ouvriers. Cette solution pour les 4 aunes a une valeur absolue. En effet, si profit et salaire, au lieu d'être consommés sous forme de toile, le sont en un autre produit, c'est uniquement parce que les producteurs d'un autre produit consomment en toile, et non dans leur propre produit la partie consommable par eux-mêmes. Voici par exemple un entrepreneur de tissage de lin qui, sur les 4 aunes, n'en consomme qu'une sous forme de toile et consomme les 3 autres sous forme de viande, de pain, de drap, etc. C'est toujours lui qui, dans un cas comme dans l'autre, consomme la valeur des 4 aunes, avec cette différence que les 3/4 de cette valeur sont consommés sous forme d'autres marchandises, tandis que les producteurs de ces autres marchandises ont consommé, sous forme de toile, la viande, le pain, le drap, etc. consommables par eux en tant que salaire et profit. {Il est évidemment sous-entendu, ici, comme dans toute cette étude, que la marchandise se vend et qu'elle se vend à sa valeur.}

Mais nous en arrivons à présent au véritable problème. Le *capital constant** de l'entrepreneur de tissage existe maintenant sous forme de 8 aunes de toile = 24 heures de travail = 24 sh.; s'il veut continuer sa production, il est obligé de convertir ces 8 aunes en argent, 2 l. et de racheter avec cet argent les marchandises nouvellement produites qui se trouvent sur le marché et dont son *capital constant** se compose. Pour simplifier la question, supposons qu'il ne met pas des années pour remplacer son outillage, mais qu'avec l'argent retiré de la vente de son produit, il ait à remplacer quotidiennement *in natura* [en nature] la partie de son outillage égale à la valeur de la fraction de son outillage détruite quotidiennement. La partie du produit égale à la valeur du *capital constant** qui s'y trouve consommé, il est forcé de la remplacer par les éléments de ce *capital constant** ou encore par les conditions de production matérielles de son travail. D'autre part son produit, la toile, n'entre pas dans une autre sphère de production au titre de condition de production, mais entre dans la consommation individuelle. L'entrepreneur de tissage ne pourra donc remplacer la partie de son produit qui représente son *capital*

*constant** qu'en l'échangeant contre du revenu ou encore contre l'élément de valeur du produit des autres producteurs qui se décompose en salaire et profit, *hinc* [partant] en travail nouvellement ajouté. Le problème se trouve ainsi posé de façon juste. Il reste à se demander à quelles conditions il est soluble.

Nous avons à présent partiellement écarté une difficulté qui se présentait dans notre façon initiale de voir la chose. Bien que, dans toute sphère de production, le travail ajouté soit égal à 1/3, le *capital constant** par hypothèse à 2/3, ce 1/3 de travail ajouté ou la somme de valeur du revenu (des salaires et des profits: l'on fera ici abstraction, comme nous l'avons déjà indiqué, de la partie du profit qui se reconvertisit en capital) ne peut se consommer que dans les produits des branches d'industrie qui travaillent directement pour la consommation individuelle. Les produits de toutes les autres branches ne peuvent entrer que dans la consommation industrielle, n'être consommés que comme capital.

||291| Le *capital constant** représenté par les 8 aunes (= 24 h = 24 sh.) se compose de fils (matière première) et d'outillage. Disons 3/4 de matière première et 1/4 de machines. (Sous la rubrique matière première nous pouvons également compter ici tous les *matériaux instrumentaux** tels que charbon, huile, etc., mais pour simplifier il vaut mieux laisser ce point complètement de côté.) Le fil coûterait 18 sh. ou 18 heures de travail = 6 aunes; l'outillage 6 sh. = 6 heures de travail = 2 aunes.

En achetant avec ces 8 aunes du fil pour 6 aunes et de l'outillage pour 2 aunes, l'entrepreneur de tissage couvre non seulement le *capital constant** de l'entrepreneur de filature et du constructeur de métiers à tisser, avec son *capital constant** de 8 aunes, mais encore le travail nouveau qu'ils ont ajouté. Une partie de ce qui apparaît comme le *capital constant** de l'entrepreneur de tissage prend donc, se présente donc, vu du côté de l'entrepreneur de filature et du constructeur de machines, comme du travail nouvellement ajouté, et se résout donc pour eux non en capital mais en revenu.

Sur les 6 aunes de toile, l'entrepreneur de filature peut consommer lui-même 1/3 = 2 aunes (= travail nouvellement ajouté, profit et salaire). Mais les 4 aunes qui restent ne font que lui remplacer le lin et l'outillage. Disons 3 aunes pour le lin, 1 aune pour l'outillage. Il doit les payer à d'autres. Sur les 2 aunes, le constructeur de machines peut consommer lui-même 2/3 d'aune, mais 4/3 ne font que lui remplacer fer, bois, bref les matières premières et l'outillage employé à la construction du métier;

disons, sur ces $4/3$ d'aune, 1 aune pour les matières premières et $1/3$ d'aune pour les machines.

Sur les 12 aunes ont été consommées jusqu'à maintenant: 1. 4 aunes pour l'entrepreneur de tissage 2. [2] pour l'entrepreneur de filature et 3. $2/3$ pour le constructeur de machines, soit au total 6 aunes $2/3$. Restent 5 aunes $1/3$ qui se décomposent comme suit:

Sur la valeur de 4 aunes, l'entrepreneur de filature doit utiliser 3 aunes pour remplacer le lin et 1 pour l'outillage.

Sur la valeur de $4/3$ d'aune, le constructeur de machines doit en utiliser 1 pour remplacer le fer, etc., $1/3$ pour l'outillage (celui qu'il utilise lui-même pour la construction des machines).

Les 3 aunes pour le lin sont donc payées par l'entrepreneur de filature au producteur de lin. Or chez ce producteur nous avons la particularité suivante: une partie de son *capital constant** (la semence, l'engrais, etc., en un mot tous les produits de la terre qu'il rend à la terre) n'entre pas du tout dans la circulation et n'est donc pas à déduire du produit qu'il vend; (en dehors de la partie qui remplace outillage, engrais artificiel, etc.) ce produit exprime donc simplement du travail ajouté et, partant, se décompose en salaire et profit seulement. En supposant, comme jusqu'à présent, que $1/3$ du produit total représente du travail ajouté, 1 aune sur 3 tomberait dans cette catégorie. Si nous prenons, comme jusqu'à présent, pour les 2 aunes qui restent, $1/4$ pour l'outillage, cela ferait $2/4$ d'aune. Quant aux autres $6/4$, ils représenteraient également du travail ajouté, étant donné que cette partie du produit du producteur de lin ne contient pas de capital constant puisqu'il l'a déjà déduit au préalable. Dans ces conditions, chez le producteur de lin on déduirait pour salaire et profits 2 aunes $2/4$. Il resterait pour l'outillage $2/4$ d'aune à remplacer. (Sur les 5 aunes $1/3$ qu'il y avait à consommer $2 2/4$ ont donc été déduites ($5 4/12 - 2 6/12 = 2 10/12 = 2$ aunes $5/6$). Ces derniers 2/4 d'aune devraient donc être employés par le producteur de lin pour l'achat d'outillage.

Le compte du constructeur de machines s'établirait donc maintenant comme suit: sur le *capital constant** pour le métier à tisser il a dépensé 1 aune pour du fer, etc., $1/3$ d'aune pour l'usure subie par la machine à construire des machines dans la construction du métier.

En outre l'entrepreneur de filature lui achète pour 1 aune de machine à filer et le producteur de lin pour $2/4$ d'aune d'instruments aratoires. Sur ces $6/4$ d'aune, le constructeur de machines doit

consommer $1/3$ pour le travail ajouté et dépenser $2/3$ pour le *capital constant** investi dans la machine à filer et les instruments aratoires. Or $6/4 = 18/12$. Le constructeur de machines [292] devra donc à son tour consommer $6/12$ d'aune, réservant $12/12$ ou 1 aune pour le *capital constant**. (Des 2 aunes $5/6$ qui n'ont pas encore été consommées, il faut donc déduire $1/2$ aune. Restent $14/6$ d'aune ou $2 2/6$ ou 2 aunes $1/3$.)

Sur cette aune le constructeur de machines devra débourser $3/4$ pour les matières premières, fer, bois, etc. et se payer $1/4$ à lui-même pour le remplacement de la machine servant à la construction d'autres machines.

L'ensemble du décompte se présenterait donc comme suit:

Capital constant du constructeur de machines	<p>Pour le métier à tisser: 1 aune de matière première, $1/3$ d'aune pour l'usure de son propre outillage.</p> <p>Pour la machine à filer et les instruments aratoires: $3/4$ d'aune de matières premières, $1/4$ d'aune pour l'usure de son propre outillage</p>
--	--

Hence [donc] 1 aune $3/4$ pour les matières premières; $1/3 + 1/4$ pour l'usure de son propre outillage

Les $1 3/4$ ou $7/4$ d'aune achètent donc au producteur de fer et de bois du fer et du bois pour cette valeur. $7/4 = 21/12$. Mais ici surgit une nouvelle question. Chez le producteur de lin, la matière première, cette partie du *capital constant**, n'entrait pas dans le produit vendu, puisqu'on l'avait déjà déduite. Ici, au contraire, nous devons décomposer le produit tout entier en travail ajouté et outillage. Même en admettant que le travail ajouté représente dans ce cas les $2/3$ du produit et l'outillage $1/3$, il y aurait à consommer $14/12$. Resterait un *capital constant** de $7/12$ pour l'outilage. Ces $7/12$ feraient retour au constructeur de machines.

Le reste des 12 aunes se composerait donc de $1/3 + 1/4$ d'aune que le constructeur de machines devrait se payer pour l'usure de son propre outillage et de $7/12$ d'aune que le fabricant de fer et de bois lui retourne pour son outillage. Soit $1/3 + 1/4 = 4/12 + 3/12 = 7/12$. S'y ajoutent les $7/12$ retournés par le producteur de fer et de bois. (Au total $14/12 = 12/12 = 1 1/6$.)

L'outillage et les instruments de travail du producteur de fer et de bois doivent être achetés au constructeur de machines tout comme ceux de l'entrepreneur de tissage et de filature et du pro-

ducteur de lin. Sur les $7/12$ d'aune, supposons qu' $1/3 = 2/12$ soit donc du travail ajouté. Ces $2/12$ d'aune peuvent donc encore être consommés. Les $5/12$ restants (plus exactement $4/12$ et $\frac{2/3}{12}$, mais cette précision n'est pas indispensable) représentent le *capital constant** contenu dans la hache du bûcheron et la machine du producteur de fer: $3/4$ pour le fer brut, le bois, etc., et $1/4$ pour l'usure de l'outillage. (Restent sur les $14/12$ d'aune, $12/12$ d'aune ou 1 aune = 3 heures de travail = 3 sh.) Donc sur 1 aune, $1/4$ d'aune pour le remplacement de la machine à construire des machines et $3/4$ d'aune pour le bois, fer, etc.

Donc pour le *déchet** de la machine à construire des machines $7/12$ d'aune + $1/4$ d'aune = $7/12 + 3/12 = 10/12$ d'aune. D'autre part il serait maintenant tout à fait inutile de continuer à décomposer les $3/4$ d'aune pour bois et fer en leurs composants et d'en retourner de nouveau une partie au constructeur de machines qui à son tour en retourne une partie au producteur de fer ||293| et de bois. Nous aurions toujours un reste et un *progressus in infinitum* [une progression jusqu'à l'infini].

[c] *Echange de capital contre capital entre les producteurs de moyens de production. Produit annuel du travail et produit du travail nouvellement ajouté chaque année]*

Voyons donc comment la chose se présente actuellement.

Le constructeur doit remplacer lui-même dans sa machine pour l'usure de celle-ci la valeur de $10/12$ ou $5/6$ d'aune.

$3/4$ ou $9/12$ d'aune représentent une valeur équivalente en bois et en fer. Le constructeur de machines les a donnés au producteur de bois et de fer pour remplacer sa matière première. Nous garons un *residuum* [reliquat] de $19/12$ ou 1 aune $7/12$.

Le reliquat de $5/6$ d'aune que le constructeur de machines conserve pour remplacer son *déchet**¹ = $15/6$ sh. = $15/6$ d'heure de travail, donc = $2 \frac{3}{6}$ ou 2 sh. $1/2$ ou 2 heures $1/2$ de travail. Le constructeur ne peut pas accepter de toile pour cette valeur; il serait obligé de la revendre pour remplacer, avec les 2 sh. $1/2$, le *déchet** de ses machines, en un mot, pour fabriquer d'autres machines servant à la construction de machines. Mais à qui

1. Rappelons que *déchet* est employé au sens d'usure de l'outillage.

vendrait-il? A des producteurs d'autres produits? (les producteurs de bois et de fer exceptés?). Mais ces producteurs ont consommé en toile tout ce qu'il leur est possible d'en consommer. Ne sont échangeables contre d'autres produits (hormis ceux qui sont contenus dans le *capital constant** ou le travail en quoi se résout ce capital) que les 4 aunes qui constituent le salaire et le profit de l'entrepreneur de tissage. Or, nous les avons déjà portées en compte. A moins qu'elles ne lui servent à payer des ouvriers? Mais tout ce que le travail ajoute à ses produits nous l'en avons déjà déduit et fait consommer en toile.

Présentons la chose sous une autre forme:

Ont à remplacer pour l'outillage:

L'entrepreneur de tissage	= 2 aunes	= 6 sh.	= 6 heures de travail
L'entrepreneur de filature	= 1 aune	= 3 sh.	= 3 heures de travail
Le producteur de lin	= $2/4$ d'aune	= 1 sh. $1/2$	= 1 heure $1/2$ de travail
Le producteur de fer et de bois	= $7/12$ d'aune	= 1 sh. $3/4$	= 1 heure $3/4$ de travail

Total des aunes dépensées en outillage ou de la portion de la valeur de la toile qui se compose d'outillage = 4 aunes $1/12$ = 12 sh. $1/4$ = 12 heures $1/4$ de travail

Sur ces 4 aunes $1/12$ (= 12 sh. $1/4$ = 12 heures $1/4$ de travail) il y aurait $2/3$ pour les matières premières et le travail, $2/3$ pour le *capital constant**. Soit $4/3$, $1/36$ pour le travail (profit et salaire) = $1 \frac{1}{3} + \frac{1}{36} = 1 \frac{39}{108}$ d'aune consommés.

Pour simplifier mettons 4 aunes = 12 sh. = 12 heures de travail dont, pour du travail (profit et salaire) $1/3 = 4/3$ d'aune = 1 aune $1/3$.

Resteraient pour le *capital constant** $2 \frac{2}{3}$, dont $3/4$ pour les matières premières, $1/4$ pour le *déchet** de l'outillage. $2 \frac{2}{3} = \frac{8}{3} = \frac{32}{12}$. Le $1/4 = \frac{8}{12}$.

Ces $8/12$ d'aune pour le *déchet** de son outillage sont tout ce qui reste au compte du constructeur de machines, car il paie aux producteurs de fer et de bois $24/12$ ou 2 aunes pour les matières premières.

||294| Mais il n'est pas juste de porter maintenant à la charge du producteur de bois et de fer une nouvelle somme pour l'outillage puisqu'on a déjà porté au compte du constructeur de machines 10*

tout ce qu'ils ont à remplacer en fait de machines, soit 7/12 d'aune. Tout l'outillage nécessaire à la production de fer et de bois est donc déjà inscrit dans la rubrique constructeur et ne peut être compté une seconde fois. Les 2 aunes qui subsistent finalement pour le fer et le bois (le reliquat de 2 8/12) se résolvent donc purement et simplement en travail, étant donné qu'il n'y a pas ici de matière première, et peuvent par conséquent être consommées sous forme de toile.

Tout ce qui reste, le reliquat, ce sont les 8/12 d'aune ou 2/3 d'aune pour le *déchet** de l'outillage employé par le constructeur de machines.

Une partie de la solution nous a été donnée par le fait que la fraction du *capital constant** du cultivateur qui ne se décompose pas lui-même en travail nouvellement ajouté ni en outillage, ne circule absolument pas, mais est déjà déduite, se remplace dans sa propre production et que, par conséquent, tout son produit *circulant*, déduction faite de l'outillage, se décompose en salaire et profit et peut donc être consommé en toile. Nous avions trouvé là une partie de la solution.

La seconde partie de la solution consiste en ceci: ce qui, dans une sphère de production, apparaît comme *capital constant** apparaît dans les autres comme travail nouvellement ajouté pendant la même année. Ce qui apparaît comme *capital constant** entre les mains de l'entrepreneur de tissage, se résout en grande partie en revenu de l'entrepreneur de filature, du constructeur de machines, du producteur de lin, de bois et de fer (ainsi que du propriétaire de mine de charbon, etc., que nous ne faisons pas intervenir ici pour simplifier). (C'est si évident que si, par exemple, le même fabricant fait filer et tisser, son *capital constant** semble plus petit que celui de l'entrepreneur de tissage et son travail ajouté plus grand, c'est-à-dire la partie de son produit qui se décompose en travail ajouté, revenu, profit et salaire. C'est ainsi que pour l'entrepreneur de tissage le revenu était de 4 aunes = 12 sh.; le *capital constant** = 8 aunes = 24 sh. S'il fait filer et tisser tout à la fois, son revenu est = 6 aunes; son *capital constant** également = 6 aunes; soit 2 aunes = métier à tisser, 3 aunes de lin et 1 aune de machine à filer.)

Une troisième caractéristique de la solution jusqu'ici trouvée est la suivante: tous les procès de production qui fournissent uniquement des matières premières ou des moyens de production pour le produit qui entre finalement dans la consommation individuelle ne peuvent consommer leur revenu, profit et salaire, le

[travail] nouvellement ajouté, sous forme de leur propre produit, ne peuvent consommer l'élément de valeur de ce produit qui se résout en revenu, que dans le produit consommable ou, ce qui revient au même, [sont forcés de l'échanger] contre le produit consommable d'autres producteurs pour un montant de valeur égale. Leur travail nouvellement ajouté entre bien comme élément de valeur dans le produit final, mais n'est consommé qu'en lui, alors qu'à considérer sa valeur d'usage il y est contenu en tant que matière première ou usure de l'outillage.

La partie du problème qui reste encore à résoudre se réduit donc à ceci: qu'advient-il des 2/3 d'aune correspondant non pas au *déchet** des machines de travail utilisées, car celui-ci se résout en travail nouveau, précisément en travail nouveau qui donne à la matière première, laquelle en tant que telle n'inclut aucun coût de matière première, la forme de machines nouvelles, mais au *déchet** de la machine qui fabrique des machines? En d'autres termes: dans quelles conditions ce constructeur de machines peut-il consommer ces 2/3 d'aune = 2 sh. = 2 heures de travail en toile, tout en remplaçant en même temps son outillage? Telle est la vraie question. Le *fact* [fait] a lieu. Il a lieu nécessairement. Donc problème: comment s'explique ce phénomène?

||295| Nous laissons ici complètement de côté la fraction du profit qui se transforme en capital nouveau (donc aussi bien capital circulant que capital fixe, capital variable que constant). Elle n'a aucun rapport avec notre problème, puisque dans notre cas aussi bien le capital variable nouveau que le nouveau capital constant est créée et remplacé par du travail *nouveau* (une partie du travail en surplus).

Ce *case* [cas] particulier une bonne fois mis de côté, la somme du travail nouveau ajouté, par exemple annuellement, sera = au total du profit et du salaire, i. e. [c'est-à-dire] au *revenu* annuel dépensé en produits qui entrent dans la consommation individuelle, comme la nourriture, les vêtements, les combustibles, le logement, l'ameublement, etc.

Le total de ces produits entrant dans la consommation est, quant à sa valeur, = à la somme du travail annuellement ajouté, (à la somme de valeur du revenu). Cette quantité de travail doit nécessairement être = au total du travail contenu dans ces produits, travail ajouté et préexistant. Non seulement le travail nouvellement ajouté, mais encore le capital constant qu'ils contiennent doivent nécessairement être payés en ces produits. Leur valeur est donc = à la somme des profits et salaires. Si nous

prenons la toile pour exemple, elle représente pour nous le total des produits entrant annuellement dans la consommation individuelle. Non seulement cette toile doit nécessairement, s'agissant de sa valeur, être égale à la valeur de tous les éléments de valeur qui la composent, mais encore sa valeur d'usage doit être consommable tout entière par les différents producteurs qui se la répartissent. Il faut que sa valeur tout entière puisse se résoudre en profit et salaire, c'est-à-dire en travail nouvellement ajouté dans l'année, bien qu'elle consiste en travail ajouté et en capital constant.

Comme nous l'avons exposé, ceci s'explique en partie pour les raisons suivantes:

Primo: une partie du *capital constant** qu'exige la production de la toile n'y entre pas, que l'on considère la valeur d'usage ou la valeur d'échange. C'est la fraction du lin qui se résout en semence, etc., la fraction du capital¹ constant du produit agricole qui n'entre pas en circulation, mais est restituée directement ou indirectement à la production, à la terre. Cette partie se remplace elle-même, elle n'a donc pas à être remboursée par la toile. {Il se peut qu'un agriculteur vende toute sa récolte, mettons 120 qrs². Mais dans ce cas il lui faut acheter à un autre agriculteur par exemple 12 qrs. de semence et ce dernier doit alors employer, sur ses 120 qrs., 24 qrs. au lieu de 12 qrs., 1/5 de son produit au lieu de 1/10, en tant que semence. En tout état de cause, sur les 240 qrs., 24 qrs. sont rendus à la terre sous forme de semence. Il est vrai que cela fait une différence pour la circulation. Dans le premier cas, où chacun déduit 1/10, 216 qrs. entrent dans la circulation. Dans le second cas entrent dans la circulation 120 qrs. du premier et 108 qrs. du second, au total 228 qrs. N'aboutissent au consommateur véritable que 216 qrs., dans le premier comme dans le second cas. Ceci est donc déjà un exemple qui montre que la somme des valeurs entre *dealers* [négociants] et *dealers* est plus grande que la somme des valeurs entre *dealers* et *consumers* [consommateurs]³.} (La même différence se produit en outre dans tous les cas où une portion du profit se transforme en capital

1. Dans le manuscrit *Teil* mis pour *Kapital*.

2. *Quarter*: ancienne mesure de capacité pour les grains correspondant à 254 kg.

3. Marx critique ici la thèse de Smith reprise par Tooke, selon laquelle «la valeur des marchandises qui circulent entre les différents négociants ne peut jamais excéder la valeur de celles qui circulent entre les négociants et les consommateurs» (voir ci-dessus p. 130).

nouveau, lorsque les transactions entre *dealers* et *dealers* s'étendent sur plusieurs années, etc.)

Cette partie du [capital constant requis] pour la production de la toile, c'est-à-dire des produits consommables, n'a donc pas à remplacer une partie notable du capital constant qu'exige sa production.

Secundo: une grande partie du *capital constant** nécessaire pour la toile, c'est-à-dire pour le produit consommable annuel, apparaît à un certain stade comme *capital constant**, à un autre comme travail nouvellement ajouté et, partant, se résout pour l'un effectivement en profit et salaire en revenu, alors que la même somme de valeurs apparaît pour l'autre comme capital. Ainsi une partie du *capital constant** [de l'entrepreneur de tissage] reparaît dans le travail de la filature, etc.

||296| *Tertio*: dans tous les processus intermédiaires qui sont indispensables pour en arriver au produit consommable, une grande partie des produits, à l'exception de la matière première et de quelques *matériaux instrumentaux**, n'entre jamais dans la valeur d'usage; elle entre seulement comme élément de valeur dans le produit consommable, par exemple l'outillage, le charbon, l'huile, le suif, les courroies, etc. Dans chacun de ces processus qui consistent seulement en fait à produire le capital constant pour le prochain stade – pour autant que, par suite de la division sociale du travail, ils se présentent comme des branches d'activité particulières – le produit de chaque stade se résout en une partie qui représente le travail nouvellement ajouté (qui se décompose en profit et salaire et, compte tenu de la condition indiquée plus haut¹, en revenu) et en une autre partie qui représente la valeur du *capital constant** consommé. Il est donc clair que dans chacune de ces sphères de production seule la partie du produit qui se résout en salaire et profit, celle qui subsiste après déduction de la masse de produit égale à la valeur du *capital constant** qui y est contenu, peut être consommée par son propre producteur. Mais aucun de ces producteurs ne consomme la moindre partie de ces produits du stade précédent, des produits de tous les stades qui ne produisent en fait que du *capital constant** pour un stade ultérieur.

Donc, bien que le produit final – la toile, qui représente tous les produits consommables – se compose de travail nouvellement ajouté et de *capital constant**, bien que les derniers producteurs

1. Marx fait allusion à ce qu'il dit à la page précédente: il fait ici totalement abstraction «de la partie du profit qui se transforme en capital nouveau».

de ce produit consommable ne puissent donc en consommer que la partie qui se résout en travail dernièrement ajouté, en la somme des salaires et profits, en leur revenu, il n'en reste pas moins que tous les producteurs de capital constant ne consomment, ne réalisent leur travail nouvellement ajouté que dans le produit consommable. Bien que ce dernier se compose donc de travail ajouté et de *capital constant**, son prix d'achat – à l'exception de la partie de son produit = à la quantité du travail dernièrement ajouté – se compose de la quantité totale de tout le travail ajouté dans la production de son *capital constant**. Ils réalisent tous tout le travail ajouté par eux, dans le produit consommable, au lieu de le réaliser dans leur propre produit – de sorte que cela revient au même que s'il ne se composait que de salaire et de profit, de travail nouvellement ajouté.

Du produit consommable, de la toile, (l'échange des produits consommables entre eux et la métamorphose préalable des marchandises en argent ne changent rien à la chose) les producteurs des sphères d'où le produit sort *finished* [fini] déduisent eux-mêmes la partie du produit qui est égale à leur revenu, = au travail dernièrement ajouté par eux, = à la somme des salaires et profits. Avec l'autre partie du produit consommable ils paient la fraction de valeur des producteurs qui leur fournissent d'abord leur *capital constant**. Toute cette partie de leur produit consommable couvre donc la valeur du revenu et du capital constant des producteurs de ce capital constant du stade immédiatement antérieur. Mais ces derniers ne gardent que la partie du produit consommable dont la valeur est égale à leur revenu. Avec le reste ils paient à leur tour les producteurs de leur capital constant, = revenu + capital constant. Mais ce calcul ne peut tomber juste que si ce qui doit être remplacé grâce à la dernière partie de la toile, du produit consommable, c'est sciemment du revenu, du travail nouvellement ajouté et non pas du capital constant. Car, selon notre hypothèse, la toile entre seulement dans la consommation et ne constitue pas à son tour le capital constant d'une autre phase de production.

Pour une partie de la production agricole on l'a déjà démontré.

D'une façon générale c'est seulement en parlant des produits qui entrent dans le produit final au titre de matière première qu'on peut dire qu'ils sont consommés en tant que produits. Les autres n'entrent dans le produit consommable qu'en tant qu'éléments de sa valeur. Le produit consommable est acheté par le revenu, donc par le salaire et profit. La somme de sa valeur doit donc se résoudre en salaire et profit, c'est-à-dire en travail

ajouté à tous les stades de sa production. La question est donc de savoir si, à part la partie du produit agricole restituée par le producteur lui-même ||297| à la production en tant que semence, bétail, engrais, etc., il existe encore une autre partie du capital constant qui n'entre pas en tant qu'élément de valeur dans le produit consommable, mais se remplace *in natura* [en nature] dans le procès de production lui-même?

Il ne peut naturellement être question ici du *capital fixe** sous toutes ses formes que dans la mesure où sa valeur elle-même entre dans la production et est consommée.

Hormis l'agriculture (y compris l'élevage, la pisciculture, (les cas où il y a reproduction artificielle), la sylviculture (les cas où il y a reproduction), etc.) – donc en dehors de toutes les matières premières de l'habillement, de l'alimentation proprement dite et d'une grande partie des produits tels que voiles, cordages, courroies, etc. qui entrent dans le *capital fixe** industriel – on constate le remplacement partiel *in natura* du *capital constant**, à partir de leur propre produit, dans les mines, les charbonnages, en sorte que la partie qui entre dans la circulation n'a pas à remplacer cette fraction du *capital constant**. Dans la production du charbon par exemple, on utilise une partie du charbon pour faire marcher la machine à vapeur qui extrait la houille ou pompe l'eau.

La valeur du produit annuel est donc = pour une part, au travail préexistant sous forme de charbon et consommé dans l'extraction, et pour une autre part à la quantité de travail ajouté (abstraction faite du *déchet** de l'outillage, etc.). Or cette partie du *capital constant** qui consiste en charbon est déduite directement de la production totale et restituée à la production. Personne n'a donc à remplacer cette partie au producteur puisqu'il se la remplace lui-même. Si la productivité du travail n'a ni augmenté ni diminué, la fraction de valeur représentée par cette partie du produit n'a pas changé: elle est = à une partie aliquote déterminée de la quantité de travail existant dans le produit, que ce soit comme travail préexistant, ou comme travail ajouté dans l'année. Dans les autres industries extractives, le *capital constant** est également remplacé en partie *in natura*.

Des déchets de produits, comme par exemple les déchets de coton, etc., peuvent être utilisés comme engrais et rendus à la terre, ou encore servir de matière première dans d'autres industries, ainsi les chiffons de toile [servent à la fabrication] du papier. Dans ces cas, cette partie du *capital constant** d'une industrie peut s'échanger directement contre le *capital constant** d'une

autre. Par exemple le coton contre ses déchets utilisés comme engrais.

Or, en général, différence fondamentale entre la fabrication de machines et la production primaire¹ (la matière première, fer, bois, charbon) d'une part et les autres phases de la production d'autre part: dans ces dernières, il n'y a pas d'action réciproque. La toile ne saurait devenir une partie du *capital constant** de l'entrepreneur de filature, ni les filés, en tant que tels, une partie du *capital constant** du producteur de lin ou du constructeur de machines. Mais la matière première de la machine, hormis des produits agricoles tels que courroies, cordages, etc., c'est du bois, du fer, du charbon, tandis que d'autre part la machine en tant que moyen de production entre à son tour dans le *capital constant** du producteur de fer, de bois, de charbon, etc. En fait tous deux se remplacent une partie de leur *capital constant* in natura*. Ce qui a lieu ici, c'est un échange de *capital constant** contre du *capital constant**.

Le problème ici n'est pas affaire de simple calcul chiffré. Le producteur de fer compte au constructeur de machines le *déchet** de son outillage usé dans la production du fer et le fabricant de machines décompte [au fabricant de fer] le *déchet** de l'outillage utilisé pour la construction de machines. Admettons que le producteur du fer et du charbon soit la même personne. Ainsi que nous l'avons vu, il se remplace d'abord lui-même son charbon. En second lieu, la valeur de toute sa production de fer et de charbon = la valeur du travail ajouté + le travail préexistant dans l'outillage usé. Déduction faite de la quantité de fer qui remplace la valeur de l'outillage, il reste, du produit total, la quantité de fer qui se résout en travail ajouté. Cette dernière partie constitue la matière première des constructeurs de machines, fabricants d'équipements, etc., qui la paient sous forme de toile au producteur de fer. Pour la première, le constructeur de machines lui livre des machines de remplacement.

Nous avons d'autre part la partie du capital constant du constructeur de machines qui se décompose en *déchet** de ses machines employées à la construction de machines, d'équipements, etc., qui ne se résout donc ni en matière première, (abstraction faite ici de [298] la machine employée [dans la production du charbon et du fer] et de la fraction du charbon qui se remplace elle-même) ni en travail ajouté, donc ni en salaire ni en profit; ce *déchet**

1. En allemand *Urproduktion*: production la plus ancienne.

se trouve donc remplacé en fait dès lors que le constructeur de machines s'approprie une ou plusieurs de ses propres machines comme machines à construire des machines. Cette partie de son produit se résout simplement en un besoin supplémentaire de matière première. En effet, elle¹ ne représente pas du travail nouvellement ajouté, puisque dans le produit total du travail, tant de machines = la valeur du travail ajouté, tant d'autres = la valeur de la matière première, tant d'autres = la part de valeur contenue dans la machine employée à la construction de machines. Ce dernier élément renferme, il est vrai, effectivement du travail ajouté. Mais sa valeur = zéro*, étant donné que dans la partie de la machine qui représente le travail ajouté, on ne compte pas le travail contenu dans la matière première et l'outillage usé; dans la 2^e partie, qui remplace la matière première, on ne compte pas ce qui remplace le travail nouveau et l'outillage; la 3^e partie donc, à considérer sa valeur, ne contient ni matière première, ni travail ajouté, cette partie ne représente que le *déchet** de l'outillage.

L'outillage du constructeur de machines lui-même n'est pas vendu. Il est remplacé *in natura*, déduit du produit total. Les machines qu'il vend ne représentent donc que la matière première (ce qui se résout en simple travail, si on lui a déjà compté le *déchet** de l'outillage du producteur de matière première) et du travail ajouté, et se décomposent donc en toile pour lui-même et les producteurs de matières premières. Pour ce qui est maintenant tout spécialement du lin et du producteur de matières premières, ce dernier a déduit, pour la fraction de son outillage qui s'est *wasted* [usée], du fer pour une valeur équivalente. Il l'échange avec le constructeur de machines; ces deux fabricants se paient donc réciprocement *in natura* et ce procès n'a rien à voir avec la répartition du revenu entre eux.

Voilà pour cette question, sur laquelle nous reviendrons encore en examinant la circulation du capital².

Dans la réalité le remplacement du *capital constant** est assuré par le fait que du capital constant est sans cesse nouvellement produit et qu'il se reproduit partiellement lui-même. Mais s'agissant du paiement, la fraction du *capital constant** qui entre dans le produit consommable est payée sur le travail vivant qui entre dans les produits non consommables. Parce que ce travail n'est

1. Ici, dans le manuscrit *sie*, au lieu de *er* (*der Teil*).

2. Voir *Le Capital, ouvr. cité*, t. V, pp. 73-76.

pas payé en ses propres produits, il peut décomposer en revenu tout le produit consommable. Considérée annuellement, une fraction du capital constant n'est qu'apparente. Une autre, tout en entrant dans le produit total, n'entre ni comme élément de valeur, ni comme valeur d'usage dans le produit consommable, mais est remplacée *in natura* et reste toujours incorporée à la production.

Nous venons d'examiner comment la totalité du produit consommable se répartit et se décompose en tous les éléments de valeur et tous les moyens de production qui y sont entrés.

Mais existent, constamment, simultanément, le produit consommable (équivalent en tant qu'il se résout en salaire à la partie variable du capital), la production du produit consommable et la production de tous les éléments du capital constant requis pour sa production, qu'il y entre ou n'y entre pas. Tout capital se divise donc constamment, simultanément, en constant et variable; et bien que la partie constante, tout comme la partie variable, soit sans cesse remplacée par des produits nouveaux, elles continuent à exister sans cesse sous la même forme tant que dure le même type de production.

[299] Le rapport entre le constructeur de machines et le producteur primaire: le producteur de fer, de bois, etc. est le suivant: ils échangent entre eux effectivement une partie de leur *capital constant** (mais cela n'a rien à faire avec la décomposition d'une partie du *capital constant** de l'un en revenu de l'autre)¹ en ce sens que leurs produits, bien que l'un constitue le stade précédent l'autre, entrent réciproquement en tant que moyens de production dans leurs capitaux constants respectifs. En échange de l'outillage dont a besoin le producteur de fer, de bois, etc. ceux-ci donnent au constructeur de machines du fer, du bois, etc. pour la valeur des machines à remplacer. Cette partie du *capital constant** du constructeur de machines² est pour lui exactement ce que la semence est pour le paysan. C'est une partie de son produit annuel, qu'il se remplace *in natura* et qui, pour lui, ne se résout pas en revenu. Ce faisant on remplace d'autre part au constructeur de machines, sous forme de matière première, non seulement la matière première contenue dans la machine du producteur de fer, mais encore l'élément de valeur de cette machine qui se compose

1. Marx critique le point de vue selon lequel tout ce qui est «capital pour l'un, est revenu pour l'autre et inversement» dans le deuxième volume du *Capital* (voir *Le Capital, ouv. cité*, t. V, pp. 89-91, 32-39, 43-45 et t. VIII, pp. 218-219).

2. Dans le manuscrit: du producteur de fer.

de travail ajouté et du *déchet** de son propre outillage. Cette matière première lui remplace donc non seulement le *déchet** de son outillage, mais peut aussi être portée dans notre calcul (en remplacement) d'une partie du *déchet** contenu dans les autres machines.

Certes, cette [machine vendue] au producteur de fer contient également des éléments de valeur qui = matière première et travail ajouté. Mais en compensation on décomptera dans les autres machines d'autant moins de *déchet**. Cette partie du capital constant des machines ou du produit de leur travail annuel, qui remplace seulement un élément de valeur du capital constant représentant du *déchet**, n'entre donc pas dans les machines que le constructeur vend à d'autres industriels. Quant au *déchet** de ces autres machines, il est bien [remplacé] au constructeur par les 2/3 d'aune = 2 heures de travail dont nous avons parlé ci-dessus. Le constructeur achète avec du bois, du fer, etc. pour un montant de valeur égal et remplace son déchet sous une autre forme de son capital constant, le fer. De la sorte, une partie de sa matière première lui remplace donc, outre le montant de valeur de la matière première, le montant de valeur de son *déchet**. Cependant chez le producteur de fer, étant donné que l'outillage de ces producteurs de matières premières (fer, bois, charbon etc.) a déjà été inscrit dans notre calcul, cette matière première se résout en simple temps de travail ajouté.

Tous les éléments de la toile se résolvent ainsi en une somme de quanta de travail = à la somme du travail nouvellement ajouté, mais qui n'est pas égale à la somme de tout le travail contenu dans le *capital constant** et perpétué par la reproduction.

Dire que le quantum de travail se composant pour une part de travail vivant et pour une part de travail préexistant, qui constitue la somme des marchandises entrant chaque année dans la consommation individuelle, et consommé par conséquent comme revenu, ne saurait être supérieur au travail annuel ajouté, c'est d'ailleurs une tautologie. En effet, le revenu = somme du profit et salaire = somme du travail nouvellement ajouté = somme des marchandises contenant un quantum de travail égal.

L'exemple du producteur de fer et du constructeur de machines n'est qu'un *example* [exemple]. Entre des sphères de production différentes, même là où les produits des unes entrent comme moyen de production dans les autres et réciproquement, il y a échange (même s'il est masqué par une série de transactions monétaires) en nature entre le *capital constant** des unes et des autres. Quand il en est ainsi, le consommateur du produit final qui entre

dans la con(sommation, n'a pas à remplacer ce *capital constant** puisqu'il est déjà remplacé). [299]

||304| {Par exemple: dans la fabrication de locomotives, il y a chaque jour de pleins wagons de déchets, de copeaux de fer. On les ramasse et on les revend au fabricant de fer qui fournit au constructeur de machines sa matière première principale (ou on les porte à son compte). Celui-ci leur donne de nouveau la forme compacte en leur ajoutant du travail. Cependant, sous la forme dans laquelle il les renvoie au constructeur de locomotives, ces copeaux de fer constituent l'élément de valeur du produit qui remplace la matière première. Une certaine quantité de ripes, bien que ce ne soient pas les mêmes, font ainsi le va-et-vient entre ces deux fabriques; elle constitue alternativement la matière première de l'une et de l'autre et ne fait, à considérer sa valeur, que passer d'une *shop* [entreprise] à l'autre. Elle n'entre donc pas dans le produit final, mais sert à remplacer le *capital constant* in natura*.

Effectivement, à considérer sa valeur, toute machine livrée par le fabricant se décompose en matière première, travail ajouté, *déchet** de l'outillage. Mais la somme totale qui entre dans la production des autres sphères ne peut, en valeur, qu'être égale à la valeur totale de l'outillage, moins la partie du *capital constant** qui fait sans cesse le va-et-vient entre le constructeur de machines et le producteur de fer.

Une mesure de blé vendue par le cultivateur est aussi chère que l'autre; un quarter de blé vendu n'est pas meilleur marché qu'un quarter restitué au sol sous forme de semence. *Still* [Cependant], si le produit était de 6 qrs. et que le qr. = 3 l. – chaque qr. contenant des éléments de valeur pour travail ajouté, matière première et outillage – et que le cultivateur soit obligé d'utiliser 1 qr. comme semence, il ne vendrait aux consommateurs que

1. Dans le manuscrit ce passage est précédé de la mention: «ajouter p. 300». Le fragment placé ici entre accolades se trouve dans le manuscrit à la page 304 qui fait partie du quatrième chapitre. Conformément à la note de Marx au début du passage: «ajouter p. 300», nous l'avons reporté au troisième chapitre. A la page 300 du manuscrit se trouve un passage sur Say qui commence par: «Auparavant en ce qui concerne ce qui précède cette remarque encore». En confrontant ces fragments on constate que le passage de la page 304 se termine par: «comme la valeur du produit vendu ...» La fin du passage concernant Say contient la réponse à la question: «Comment le revenu qui ne consiste qu'en travail ajouté peut-il acheter le produit qui se compose en partie de travail ajouté et en partie de travail préexistant?» Par conséquent, nous avons inséré le passage de la page 304 du manuscrit avant le passage sur Say qui figure à la fin du point 10 du troisième chapitre

5 qrs. = 15 l. Celles-ci ne paieraient donc pas les éléments de valeur contenus dans ce qr. de semence. Voilà précisément le point épique. Comment, la valeur du produit vendu étant égale à tous les éléments de valeur qui s'y trouvent contenus – travail ajouté et capital constant –, se peut-il que le consommateur ne paie pas le capital constant et pourtant achète le produit?} |304|

||300| {Auparavant, en ce qui concerne ce qui précède, cette remarque encore: la citation suivante prouve que le plat Say n'a même pas compris ce que la façon de poser le problème:

«Pourachever d'entendre cette matière des revenus, il faut considérer que la valeur tout entière d'un produit se partage en revenus à diverses personnes; car la valeur *totale* de chaque produit se compose des profits des propriétaires fonciers, des capitalistes et des industriels qui ont contribué à lui donner l'existence. C'est ce qui fait que le revenu de la société est égal à la valeur *brute* qui a été produite, et non, comme l'imaginait la secte des économistes¹, au *produit net* des terres ... S'il n'y avait de revenus dans une nation que l'excédent des valeurs produites sur les valeurs consommées, il résulterait de là une conséquence véritablement absurde: c'est qu'une nation qui aurait consommé dans son année autant de valeurs qu'elle en aurait produit, n'aurait point de revenu.» (*l. c. t. II*, pp. 63–64.)**

Elle aurait eu effectivement un revenu l'an passé, mais n'en aurait plus l'an suivant. Il n'est pas vrai que le *produit annuel du travail*, dont le *produit du travail de l'année* ne constitue qu'une partie, se résolve en revenu. Il est exact, par contre, que c'est bien le cas pour la partie du produit qui entre dans la consommation individuelle. Le revenu, qui ne se compose que de travail ajouté, peut payer ce produit qui se compose pour une part de travail ajouté et pour une autre de travail préexistant; en d'autres termes, le travail ajouté peut, dans ces produits, se payer non seulement lui-même, mais aussi payer le travail préexistant, parce qu'une autre partie du produit, se composant également de travail ajouté et de travail préexistant, ne remplace que du travail préexistant, du *capital constant**.}

1. En France, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, on appelait les physiocrates «économistes».

[11. Points de vue contradictoires de Smith sur la mesure des valeurs]

{Il y a lieu d'ajouter encore au sujet des points que nous venons d'examiner chez Adam Smith que dans ses hésitations concernant la détermination de la valeur – outre la contradiction apparente en ce qui concerne le salaire¹ – il y a aussi la confusion qu'il commet en confondant, quand il parle de mesure des valeurs, la valeur immanente qui constitue en même temps la substance des valeurs et la mesure des valeurs dans le sens où on dit que l'argent est la mesure des valeurs. Dans ce dernier sens vient alors la tentative – quadrature du cercle – de trouver une marchandise d'une valeur immuable qui pourrait servir d'étalement constant aux autres. Au sujet du rapport entre l'étalement des valeurs en tant qu'argent et la détermination de la valeur par le temps de travail, voir la première partie de mon ouvrage². Chez Ricardo aussi on trouve par endroits la même confusion.} |300||

||299| Dans les contradictions d'A. Smith il y a ceci d'important: elles contiennent des problèmes qu'il ne résout certes pas, mais qu'il formule par le fait qu'il se contredit. La justesse de son instinct sous ce rapport ressort au mieux du fait que ses successeurs adoptent tantôt l'un, tantôt l'autre terme de l'alternative³.

Nous en arrivons maintenant au dernier point en litige qu'il s'agit d'examiner dans l'œuvre de Smith, soit ||300| *la distinction entre travail productif et travail improductif*.

QUATRIÈME CHAPITRE

THÉORIES SUR LE TRAVAIL PRODUCTIF ET LE TRAVAIL IMPRODUCTIF¹

Tout ce que A. Smith a écrit nous a, jusqu'à présent, paru équivoque: il en va de même pour la définition de ce qu'il appelle *travail productif* par opposition au travail *improductif*. On trouve chez lui une confusion entre deux définitions de ce qu'il appelle le travail productif. Nous nous attacherons d'abord à la première, la seule qui soit exacte.

**[1. Le travail productif, au sens de la production capitaliste,
c'est le travail salarié qui produit de la plus-value]**

Le travail productif au sens de la production capitaliste, c'est le travail salarié qui, en échange de la partie variable du capital (de la partie du capital déboursée en salaire), non seulement reproduit cette partie du capital (ou la valeur de sa propre puissance de travail), mais produit en outre de la plus-value pour le capitaliste. C'est la seule façon de convertir de la marchandise ou de l'argent en capital, de produire de la marchandise en tant que capital. Seul est productif le travail salarié qui produit du capital. (Ce qui signifie qu'il reproduit, en l'augmentant, la somme déboursée en travail ou encore qu'il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire.)² Seule donc la puissance de travail dont la mise en valeur est plus élevée que sa valeur.

1. Ce titre a été emprunté au plan de la première partie du *Capital* établi par Marx en janvier 1863.

2. Le texte allemand clôture la parenthèse après la phrase suivante: «... valeur». (MEW, t. 26, I, p. 122) Or cette phrase: «seule donc ...», etc. reprend l'idée de la phrase précédant la parenthèse. Il semble donc plus logique de fermer la parenthèse après *salaire*.

1. Cf. ci-dessus pp. 94-98.

2. Voir *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, pp. 39-49.

3. Le fragment qui explique le caractère général des contradictions de Smith conclut dans cette édition le troisième chapitre. Cela correspond bien à la place que ce passage occupe dans le manuscrit de Marx.

La mere existence [L'existence même] d'une classe capitaliste, et par conséquent du capital, repose sur la productivité du travail, non pas sur sa productivité absolue, mais sur sa productivité relative. Par exemple, si une journée de travail était simplement suffisante pour conserver la vie de l'ouvrier, c'est-à-dire pour reproduire sa puissance de travail, ||301| le travail serait productif, au sens absolu, parce qu'il serait reproductif, c'est-à-dire qu'il remplacerait sans cesse les valeurs qu'il aurait consommées (égales à la valeur de sa propre puissance de travail). Mais il ne serait pas productif au sens capitaliste, parce qu'il ne produirait pas de plus-value. (En effet, il ne produirait pas de valeur nouvelle, mais remplacerait seulement la valeur ancienne; après avoir consommé la valeur sous une forme, il la reproduirait sous une autre. C'est dans ce sens que nous avons appelé productif un ouvrier dont la production est égale à sa propre consommation, et improductif celui qui consomme plus qu'il ne reproduit.)

Cette productivité est basée sur la productivité relative en ce sens que le travailleur ne remplace pas seulement une valeur ancienne, mais en crée une nouvelle et que dans son produit est matérialisé plus de temps de travail que n'en contient le produit qui le conserve en vie en sa qualité d'ouvrier. L'existence du capital est fondée sur ce genre de travail salarié productif.

{Mais supposons que le capital n'existe pas et que le travailleur s'approprie lui-même son surtravail, le surplus de valeurs qu'il a créées et qui dépasse l'excédent des valeurs qu'il consomme. De ce travail seulement on pourrait dire alors qu'il est véritablement productif, c'est-à-dire qu'il crée de nouvelles valeurs.}

[2. Le point de vue des physiocrates et des mercantilistes sur le travail productif]

Cette conception du travail productif découle tout naturellement de l'idée qu'A. Smith se fait de l'origine de la plus-value, donc de l'essence du capital. Tant qu'il expose cette conception, il suit l'orientation dans laquelle s'étaient engagés les physiocrates et même les mercantilistes. Il se borne à la débarrasser d'un mode de représentation erroné, à dégager donc son noyau interne. Les physiocrates, dans leur conception erronée selon laquelle seul le travail agricole est productif, prétendaient à juste titre que, du point de vue capitaliste, seul est productif le travail qui crée une plus-value, non pas pour soi-même, mais pour le propriétaire des moyens de production, et crée un *produit net** non pas pour

soi-même, mais pour le propriétaire foncier. Car la *surplus-value* [plus-value] ou le temps de travail supplémentaire se matérialise en un *surplus produce* ou *produit net**. (Là encore ils se trompent, parce qu'il reste, par exemple, plus de blé que l'ouvrier et le fermier n'en mangent; mais il reste aussi plus de tissu que celui dont ont besoin les drapiers (travailleurs et *master* [maîtres]) pour leur propre habillement.) Et même leur conception de la *surplus value* est fausse, parce qu'ils se font une idée inexacte de la valeur en la réduisant à la valeur d'usage du travail et non pas à un temps de travail, c'est-à-dire à un travail social, abstrait¹. Ce qui reste vrai néanmoins, c'est la définition que seul est productif le travail salarié qui crée plus de valeur qu'il n'en coûte. A. Smith débarrasse cette idée de la fausse représentation qui lui est liée chez les physiocrates.

Revenons des physiocrates aux mercantilistes. Chez eux aussi, sans qu'ils en soient conscients, il existe un aspect de leur théorie recélant la même conception du travail productif. Ils partaient de cette idée fondamentale que le travail n'est productif que dans les branches de production dont les produits, exportés à l'étranger, rapportent plus d'argent qu'ils en ont coûté (ou plus qu'on n'a dû exporter pour eux), qui donnaient donc à un pays la possibilité de bénéficier à un degré tout particulier des produits des mines d'or et d'argent récemment découvertes. Ils constataient dans ces pays un accroissement rapide des richesses et de la classe moyenne. Sur quoi reposait en fait cet effet de l'or? Les salaires n'augmentaient pas dans la même proportion que les prix des marchandises. Les salaires diminuaient donc et, partant, augmentait le surtravail relatif, le taux de profit, non pas parce que les ouvriers étaient devenus plus productifs, mais parce qu'il y avait diminution du salaire absolu, (c'est-à-dire de la somme des moyens de subsistance que reçoit le travailleur) en un mot, parce que la situation des travailleurs s'aggravait. Dans ces pays, le travail devenait donc en fait plus productif pour ceux qui l'employaient. Ce *fact* [fait] était en rapport avec l'*influx* [afflux] des métaux précieux. Et c'est pour ce motif que les mercantilistes, sans y voir encore très clair, considéraient comme seul productif le travail employé dans ces branches de production.

||302| «L'accroissement extraordinaire [de la population], qui dans les dernières 50 ou 60 années s'est

1. En allemand *qualitätslos*: sans qualités (concrètes).

produit dans presque toute l'Europe, a peut-être sa raison essentielle dans la productivité accrue des mines américaines. Si la pléthore de métaux précieux augmente, *{of course [naturellement]}* par suite de la baisse de leur valeur réelle, «le prix des marchandises augmente relativement plus que le prix du travail; ceci aggrave la situation de l'ouvrier, tout en augmentant les profits de son employeur, qui se trouve ainsi conduit à utiliser davantage de capital circulant pour louer des ouvriers et ceci favorise l'accroissement de la population ... Malthus fait remarquer que «la découverte des mines de l'Amérique a triplé ou quadruplé le prix du blé, alors qu'elle a simplement doublé le prix du travail ...» Le prix des marchandises destinées à la consommation intérieure (par exemple le blé) n'augmente pas immédiatement par suite d'un afflux d'argent, mais étant donné que le taux de profit de l'agriculture diminue par rapport à celui de l'industrie, il s'opère un transfert de capitaux de l'agriculture vers l'industrie: de la sorte tout capital fournit un profit plus élevé que par le passé, et l'augmentation des profits équivaut toujours à une diminution des salaires.» (*John Barton, Observations on the circumstances which influence the condition of the labouring classes of society* [Remarques sur la situation qui influence la condition des classes laborieuses de la société], Londres 1817, p. 29 sqq.)

Selon Barton donc, se serait reproduit dans la seconde moitié du 18^e siècle le même phénomène qui a donné naissance au système mercantiliste dans le dernier tiers du 16^e siècle et au cours du 17^e siècle. En outre étant donné que seules les marchandises exportées sont évaluées en fonction de la valeur diminuée de l'or et de l'argent, tandis que celles destinées à la *home consumption* [consommation intérieure] continuent à être évaluées à l'ancien taux de l'or et de l'argent (jusqu'au moment où la concurrence entre capitalistes supprime cette évaluation à 2 aunes différentes), le travail paraît directement productif dans la première branche de la production destinée à l'exportation, c'est-à-dire qu'il semble créateur de plus-value, par le fait qu'il abaisse le salaire au-dessous de son niveau ancien.

[8. Ambiguité de la conception smithienne du travail productif]

[a) Explication du travail productif comme travail qui s'échange contre du capital]

La deuxième conception du travail productif développée par Smith, conception fausse, se trouve sans cesse entremêlée à la première qui est exacte. Dans un même passage les deux conceptions se succèdent sans transition. Il nous faudra, pour discuter la première, morceler les passages cités.

(b. II, ch. III – vol. II, éd. McCulloch –, p. 93 sq.)

«Il existe un genre de travail qui ajoute une valeur nouvelle à l'objet auquel il s'applique. Il en est un autre qui n'a pas cet effet. Le premier peut être appelé *travail productif*, puisqu'il produit une valeur, le second, *travail improductif*. Ainsi le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute en règle générale à la valeur du matériau qu'il a transformé celle de sa propre subsistance ainsi que le profit de son patron. Par contre, le travail d'un domestique n'ajoute pas de valeur nouvelle. Bien que le patron avance un salaire à son ouvrier, *celui-ci en réalité ne lui coûte rien*, car la valeur de ce salaire est d'ordinaire restituée par la valeur accrue de l'objet auquel il a appliqué son travail, accompagnée d'un certain profit. Mais les frais d'entretien d'un domestique ne sont jamais restitués. Un homme s'enrichit en employant beaucoup d'ouvriers d'industrie, alors qu'il s'appauvrit en entretenant de nombreux domestiques.»

Dans ce passage – et dans ce qui suit, que nous citerons plus loin, les définitions contradictoires s'entremêlent plus encore – on entend par *productive labour* [travail productif] principalement, éminemment* celui qui en plus de la reproduction *of the value of his* (the labourer's) «own maintenance» [de la valeur nécessaire à la survie (de l'ouvrier)] produit une plus-value – «its master's profit» [le profit de son patron]. Du reste le manufacturier ne pourrait *grow rich by employing a multitude of manufacturers* (working men) [s'enrichir en employant beaucoup de travailleurs]

si ceux-ci ne produisaient pas, en plus de la *value* [valeur] nécessaire à leur propre subsistance, une *surplus value* [plus-value].

Mais en deuxième lieu, A. Smith entend ici par *productive labour* tout travail qui en général «produces a value» [crée de la valeur]. Laissant de côté pour le moment cette dernière explication [303], nous citerons d'abord d'autres passages, où la première conception se trouve soit répétée, soit formulée plus nettement, mais aussi spécialement développée davantage.

«Si la quantité dc moyens de subsistance et de vêtements ... consommés par les travailleurs impro-
ductifs avait été répartie entre les ouvriers productifs,
ceux-ci auraient reproduit la valeur totale de leur
consommation accompagnée d'un certain profit.» (*Ibi-
dem* p. 109, I, II, ch. III.)

Ici le *productive labourer* [travailleur productif] est de toute évidence celui qui non seulement reproduit la *full value* [valeur totale] des moyens de subsistance contenue dans le salaire, mais qui la reproduit «*with a profit*» [avec un profit] pour le capitaliste.

Seul le travail qui produit du capital est productif. Mais les marchandises ou l'argent ne deviennent du capital qu'en s'échangeant directement contre la puissance de travail, et ne s'échangent que pour être remplacés par plus de travail qu'ils en contiennent. Car, pour le capitaliste, la valeur d'usage de la puissance de travail ne consiste pas en sa valeur d'usage réelle, c'est-à-dire l'utilité de ce travail particulier et concret qu'il s'agisse de filature, de tissage, etc. et il ne s'intéresse pas davantage à la valeur d'usage du produit de ce travail particulier, étant donné que pour lui le produit est une marchandise (et dès avant sa première métamorphose) et non pas un article de consommation. La marchandise l'intéresse dans la mesure où elle possède une valeur d'échange supérieure à celle qu'il a payée pour elle, et ainsi la valeur d'usage du travail consiste pour lui en ce qu'il reçoit un quantum de temps de travail supérieur à celui qu'il a payé sous forme de salaire. Parmi ces ouvriers productifs il faut compter naturellement tous ceux qui collaborent *d'une manière ou d'une autre** à la production de la marchandise, depuis le travailleur manuel jusqu'au *manager, engineer* [directeur, ingénieur] (pour autant qu'ils sont différents du capitaliste). Ainsi dans le dernier *report* [rapport] officiel anglais sur les *factories* [fabriques] on inclut «*explicitelement*» toutes les personnes employées dans la fabrique ou dans les comptoirs qui en dépendent, à l'exception des fabri-

cants eux-mêmes, dans la catégorie des travailleurs salariés employés par la fabrique. (Voir avant la fin de cette merde les termes du *report*.)

Le travail productif est ici défini du point de vue de la production capitaliste et A. Smith a touché juste: sur le plan des concepts il a épousé la question. Un de ses plus grands mérites scientifiques est d'avoir défini le travail productif comme travail qui s'échange immédiatement contre le capital: échange par lequel les conditions de production du travail et la valeur en général, argent ou marchandise, doivent d'abord se convertir en capital (et le travail, en travail salarié dans l'acception scientifique du terme). (Ainsi que Malthus le fait remarquer à juste titre¹, toute l'économie bourgeoise reste fondée sur cette distinction critique entre travail productif et improductif.)

Par là est établi aussi de façon absolue ce qu'est le *travail improductif*. C'est du travail qui ne s'échange pas contre du capital mais immédiatement contre du revenu, donc du salaire ou du profit (et naturellement contre les divers éléments, tels l'intérêt et les rentes, qui participent au profit du capitaliste, en qualité de *co-partners* [associés]). Capital et travail salarié n'existent pas, au sens de l'économie bourgeoise, là où tout travail se paie encore en partie lui-même (comme par exemple le travail agricole du serf), en partie s'échange directement contre du revenu (comme le travail manufacturier dans les villes d'Asie). Ces définitions n'ont donc pas pour origine la détermination matérielle du travail (ni la nature de son produit ni la détermination du travail comme travail concret) mais une forme sociale déterminée, les rapports sociaux de production dans lesquels le travail s'accomplit réellement. Un comédien par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'*entrepreneur**), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui se rend au domicile du capitaliste pour lui raccommoder ses chausses, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif. Le travail du premier s'échange contre du capital, le travail du second contre du revenu. Le premier crée une plus-value; dans le cas du second, c'est un revenu qui est consommé.

1. Malthus écrit que cette distinction est un des pivots de l'œuvre d'Adam Smith et la base de ses développements fondamentaux (cf. *Principles of Political Economy*, ouv. cité, p. 44).

Ici le travail productif comme le travail improductif sont toujours considérés du *point de vue* du possesseur de l'argent, du capitaliste, et non pas de celui du *travailleur*. C'est ainsi que s'explique l'idiote qu'on trouve chez Ganilh et d'autres auteurs qui n'entendent rien au problème au point qu'ils se demandent si le travail, le service ou la fonction de la prostituée, du valet, etc. rapportent de l'argent. [303][1]

[304] Un écrivain est un travailleur productif, non pas parce qu'il produit des idées, mais dans la mesure où il enrichit l'éditeur qui publie ses écrits ou encore s'il est le travailleur salarié d'un capitaliste.

Si futile que soit la valeur d'usage de la marchandise dans laquelle s'incarne le travail d'un travailleur productif, cette détermination matérielle n'affecte pas la caractéristique de la marchandise, qui fait d'elle l'expression d'un rapport social de production déterminé, car il s'agit d'une détermination du travail qui ne provient pas de son contenu ou de son résultat, mais de sa forme sociale déterminée.

Supposons d'autre part, que le capital se soit emparé de toute la production – et que par conséquent la *marchandise* (qu'il faut distinguer de la simple valeur d'usage) ne soit plus produite par un travailleur quelconque détenant lui-même les conditions de production nécessaires pour produire cette marchandise – que par conséquent le capitaliste reste le seul producteur de *marchandises* (à l'exception d'une seule, la puissance de travail), le revenu devra alors nécessairement s'échanger *aut* [soit] contre des marchandises que seul le capital produit et vend, *aut* [soit] contre des travaux qu'on achète – tout comme ces marchandises – pour les consommer, c'est-à-dire uniquement en *raison* de leur *détermination* matérielle, de leur valeur d'usage, en raison des *services* qu'ils rendent par leur détermination matérielle à leur acheteur et consommateur. Pour les producteurs de ces services, ces prestations de service sont des marchandises. Elles ont une valeur d'usage (réelle ou imaginaire) et une valeur d'échange bien déterminée. Mais pour l'acheteur, ces services sont de simples valeurs d'usage, des objets [305]; en les achetant, il consomme son revenu. Ces travailleurs improductifs ne reçoivent pas gratuitement leur part de revenu (leur part des salaires ou des profits), leur *copartnership* [participation] aux marchandises que produit le travail productif; ils sont obligés d'en acheter leur *share* [part], mais n'ont rien à voir avec leur production.

De toute façon, il est clair que plus on dépense de revenu (sa-

laire et profit) en marchandises produites par le capital, moins il peut en être dépensé en prestations de services des travailleurs improductifs et inversement.

Les caractéristiques matérielles du travail, et par conséquent de son produit, n'ont rien à voir avec cette distinction entre travail productif et travail improductif. Ainsi par exemple les cuisiniers et *waiters* [garçons] d'un hôtel public sont des travailleurs productifs dans la mesure où, pour le propriétaire de l'hôtel, leur travail se transforme en capital. Les mêmes personnes sont des travailleurs improductifs en tant que *menial servants* [serviteurs] dans la mesure où je dépense du revenu pour acheter leurs services au lieu de créer du capital. Et de fait ces mêmes personnes sont pour moi, consommateur, dans l'hôtel, des travailleurs improductifs.

«La partie du produit annuel du sol et du travail d'un pays quelconque, qui remplace un capital, n'est immédiatement utilisée que pour l'entretien des travailleurs productifs. Elle ne paie que les salaires du travail productif. La partie qui est immédiatement destinée à constituer un revenu, que ce soit sous forme de profit ou de rente, peut servir à l'entretien, aussi bien des travailleurs productifs que des travailleurs improductifs. (*Ibidem* p. 98) «Quelle que soit la fraction de sa fortune qu'un individu place comme capital, il s'attendra toujours à ce qu'elle lui revienne avec un profit. C'est pourquoi il l'utilisera exclusivement pour l'entretien de travailleurs productifs. Et après avoir fait pour lui fonction de capital, elle constitue un revenu pour ces derniers. Dès l'instant qu'il en utilise une portion pour l'entretien de quelque travailleur improductif que ce soit, cette fraction est déduite de son capital et passe dans le fonds réservé à la consommation immédiate.» (l. c.)

Dans la mesure même où le capital s'empare de toute la production et où disparaît donc la petite industrie familiale, dont la production n'est [destinée] qu'à l'autoconsommation, l'industrie qui ne produit pas de marchandises, il est évident que les travailleurs improductifs, eux dont les services sont directement échangés contre un revenu, n'effectueront plus en majeure partie que des services *personnels* et que seule une minorité d'entre eux (cuisinier, couturière, tailleur, etc.) produiront des valeurs d'usage

matérielles. C'est dans la nature des choses qu'ils ne produisent pas de *marchandises*. Car, en tant que telle, la marchandise n'est jamais immédiatement objet de consommation, mais support de la valeur d'échange. C'est pourquoi, dans un mode de production capitaliste développé, une fraction tout à fait insignifiante seulement de ces travailleurs improductifs peut participer directement à la production matérielle. Elle n'y participe que par l'échange de ses services contre le revenu. Ce qui n'empêche pas, comme le remarque A. Smith, que la valeur des services de ces travailleurs improductifs est déterminée et déterminable de la même façon (ou d'une façon analogue) que la valeur des travailleurs productifs. C'est-à-dire en déterminant les frais de production nécessaires à la subsistance ou à la production de ces travailleurs-là. D'autres conditions s'y ajoutent dont l'étude ressortit à un autre chapitre.

[306] La puissance de travail¹ du travailleur productif est une marchandise pour lui-même. Il en est de même de celle du travailleur improductif. Mais le travailleur productif produit pour l'acheteur de sa puissance de travail, une marchandise, alors que le travailleur improductif ne produit pour celui-ci qu'une valeur d'usage, imaginaire ou réelle, et non pas une marchandise. Ce qui caractérise le travailleur improductif est qu'il ne produit, pas, pour son acheteur, de marchandise, mais en reçoit au contraire de lui.

«Le travail de certaines personnes occupées aux plus hautes fonctions de la société est, tout comme celui des domestiques, improductif de valeur ... Ainsi par exemple le souverain avec tous ses officiers de justice et les autres officiers à son service, ainsi que toute l'armée et la marine, sont des travailleurs improductifs. Ils sont les serviteurs de la société et reçoivent leur subsistance d'une fraction du produit annuel résultant du travail d'autres personnes ... De même les clercs, les juristes, les médecins, les écrivains et savants de toute espèce; les comédiens, les bouffons, les musiciens, les chanteurs d'opéra, les danseurs de ballet, etc. font partie de cette classe. » (l. c. pp. 94–95.)

En elle-même, comme il a déjà été dit, cette distinction entre travail productif et improductif n'a rien à voir ni avec la spé-

1. Dans l'original: puissance de production (*Produktionsvermögen*). Marx a écrit travail (*Arbeits-*) au-dessus de production et laissé côté à côté les deux expressions.

cialité particulière du travail considéré, ni avec la valeur d'usage particulière dans laquelle s'incarne cette spécialité. Dans un cas, le travail s'échange contre du capital, dans l'autre contre du revenu. Dans le premier cas, le travail se transforme en capital et crée un profit pour le capitaliste, dans l'autre il constitue une dépense, c'est un des articles en quoi le revenu est consommé. Par exemple, l'ouvrier d'un fabricant de pianos est un travailleur productif. Son travail non seulement remplace le salaire qu'il consomme, mais le produit – le piano – marchandise vendue par le fabricant, contient une valeur supplémentaire, excédant la valeur du salaire. Au contraire, admettons que j'achète tout le matériel nécessaire pour fabriquer un piano (ou même que l'ouvrier le possède lui-même) et qu'au lieu d'acheter le piano dans un magasin, je le fasse fabriquer dans ma maison; dans ce cas, le fabricant de piano est un travailleur improductif, parce que son travail s'échange directement contre mon revenu.

[b) *Explication du travail productif comme travail se réalisant dans la marchandise*]

Cependant il est clair que dans la mesure où le capital soumet à son emprise la totalité de la production – c'est-à-dire où toutes les marchandises sont produites pour le commerce et non pas pour la consommation immédiate, et où, dans la même mesure, se développe, la productivité du travail – de plus en plus apparaîtra une différence matérielle entre les travailleurs productifs et improductifs, en ce sens que les premiers produiront, à un petit nombre d'exceptions près, exclusivement *des marchandises*, tandis que les derniers, à peu d'exceptions près, ne fourniront que des services personnels. La première classe produira donc la richesse immédiate, matérielle, sous forme de *marchandises*, elle produira toutes les marchandises pour autant qu'il ne s'agit pas de la puissance de travail elle-même. Ceci est une des considérations qui ont amené A. Smith à ajouter d'autres différences à la première *differentia specifica* [différence spécifique], fondamentalement déterminante.

Ainsi d'association d'idées en association d'idées, on en arrive à:

«Le travail d'un domestique» (contrairement à celui d'un *manufacturier* [ouvrier de manufacture]) «... n'ajoute aucune valeur ... L'entretien d'un domestique n'est jamais restitué. Un homme s'en-

richit en employant un nombre élevé de travailleurs de manufacture; il s'appauvrit en entretenant un grand nombre de domestiques. Le travail de ces derniers a cependant sa valeur et mérite salaire tout autant que celui des premiers. Mais le travail d'un travailleur de manufacture *se fixe et se réalise dans un objet particulier ou dans une marchandise vendable, qui subsiste tout au moins pendant un certain temps, une fois le travail terminé.* En quelque sorte, une certaine quantité de travail est recueillie et mise en réserve, en vue d'une utilisation ultérieure quand le besoin s'en fera sentir. Cet objet, ou le prix de cet objet, ce qui revient au même, peut plus tard, si nécessaire, mettre en œuvre la même quantité de travail qui a été à l'origine nécessaire à sa production. Au contraire le travail du domestique [307] ne se fixe pas ni ne se réalise dans un objet particulier ou dans une marchandise vendable. Ses services disparaissent ordinairement à l'instant même où ils sont rendus et laissent rarement une trace ou une valeur qui permettrait de se procurer ultérieurement la même quantité de services ... Le travail de certains états¹, parmi les plus considérés de la société, pas plus que celui des domestiques, ne crée de valeur et ne se fixe ni ne se réalise dans un objet durable ou dans une marchandise vendable.» (l. c. pp. 93-94 *passim.*)

Pour définir le travailleur improductif nous avons ici les déterminations suivantes qui expriment en même temps les termes du raisonnement intime d'A. Smith:

«Il» (le *labour* [travail] du *improductive labourer* [travailleur improductif]) «improductif, ne créant pas de valeur», «n'ajoute aucune valeur», «l'entretien» (*of the improductive labourer* [du travailleur improductif]) «n'est jamais restitué», «il ne se fixe ni ne se réalise dans un objet particulier ou dans une marchandise vendable.» Bien plus: «Ses services disparaissent ordinairement au moment même où ils sont fournis et laissent rarement une trace ou une valeur qui

1. Dans le sens que ce terme a dans tiers état. En anglais *orders*.

permettrait ultérieurement de se procurer la même quantité de services.» Finalement: «Il ne se fixe ni ne se réalise dans un objet durable ou une marchandise vendable.»

Dans cette conception, les termes «*productive of value*» [productif de valeur] ou «*improductive of value*» [non productif de valeur] sont pris dans une acceptation qui diffère du sens initial. Ils ne se réfèrent plus à la production d'une plus-value, qui en soi inclut la reproduction d'un équivalent de la valeur consommée. Mais dans ce texte le travail d'un travailleur est appelé productif à partir du moment où il remplace la valeur consommée par un équivalent, en ajoutant par son travail, à un matériau quelconque, un quantum de valeur égal à celui que contient son salaire. Ici nous abandonnons la définition formelle, celle qui consiste à définir les travailleurs productifs et les travailleurs improductifs à partir de leur rapport avec la production capitaliste. De la lecture du 9^e chapitre du 4^e Livre (dans lequel A. Smith critique la doctrine des physiocrates), il ressort qu'A. Smith est parvenu à cette aberration, en partie parce qu'il s'oppose aux physiocrates, en partie parce qu'il dépend d'eux. Si au cours d'une année, un travailleur se borne à remplacer l'équivalent de son salaire, ce n'est pas, pour le capitaliste, un travailleur productif. Il est vrai qu'il reproduit pour lui, son salaire, c'est-à-dire le prix d'achat de son travail. Mais ceci revient à la transaction suivante: c'est comme si le capitaliste achetait la marchandise que produit ce travailleur. Il paie le travail contenu dans le *capital constant** et dans le salaire. Il possède sous forme de marchandise exactement le quantum de travail qu'il possédait avant sous forme d'argent. Son argent n'est pas transformé en capital pour autant. Dans ce cas, c'est comme si le travailleur détenait lui-même ses conditions de production. Chaque année il doit soustraire de la valeur de son produit annuel la valeur des conditions de production, pour pouvoir les remplacer. Ce qu'il consommerait ou pourrait consommer chaque année serait [égal] à la fraction de valeur de son produit, égal au travail nouvellement ajouté chaque année à son *capital constant**. Dans ce cas, il n'y aurait donc pas de production capitaliste.

La première raison qui fait qu'A. Smith qualifie ce genre de travail de «productif» est que les physiocrates l'appellent «stérile*» ou «non productive*».

A. Smith nous dit d'ailleurs dans ce même chapitre:

«Premièrement, on convient que cette classe» (c'est-à-dire les classes industrielles qui ne pratiquent pas d'agriculture) «reproduit annuellement la valeur de sa propre consommation annuelle, et continue au moins l'existence du fonds ou capital qui la tient employée et la fait subsister ... A la vérité, les fermiers et les ouvriers de la campagne, outre le capital qui les fait travailler et subsister, reproduisent encore annuellement un *produit net*, une rente franche et quitte au propriétaire ... le travail des fermiers et ouvriers de la campagne est assurément plus productif que celui des marchands, des artisans et des manufacturiers. Avec cela, la supériorité du produit de l'une de ces classes ne fait pas que l'autre soit stérile et non productive.» (l. c. t. III, p. 530 [Garnier].)**

A cet endroit donc, A. Smith retombe dans la conception des physiocrates ||308|. Le «travail productif» proprement dit, qui crée une plus-value et donc «*un produit net*»* est le travail agricole. Il abandonne sa propre conception de la plus-value pour accepter celle des physiocrates. En même temps il leur objecte que le travail de la manufacture (et chez lui le travail commercial aussi) est également productif, même si ce n'est pas dans le sens éminent du terme. Il abandonne donc la définition formelle, c'est-à-dire celle qui détermine ce qu'est un «travailleur productif» du point de vue de la production capitaliste; contre les physiocrates, il fait valoir que la *non agricultural, industrial class* [classe industrielle, non agricole] reproduit son propre salaire et donc une valeur équivalente à celle qu'elle consomme et que par ce moyen, «elle continue au moins l'existence du fonds ou capital qui la tient employée».**

Ainsi naît la deuxième définition qu'il propose pour le «travail productif»: à la fois elle s'oppose à la définition des physiocrates et en est tributaire.

«Deuxièmement», écrit A. Smith, «sous ce même rapport, il paraît aussi tout à fait impropre de considérer des artisans, manufacturiers et marchands, sous le même point de vue que de simples domestiques. *Le travail d'un domestique ne continue pas l'existence du fonds qui lui fournit son emploi et sa subsistance.*

*Ce domestique est employé et entretenu finalement aux dépens de son maître, et le travail qu'il fait n'est pas de nature à pouvoir rembourser cette dépense. Son ouvrage consiste en services qui, en général, périssent et disparaissent à l'instant même où ils sont rendus, qui ne se fixent ni ne se réalisent en aucune marchandise qui puisse se vendre et remplacer la valeur de leur subsistance et de leurs salaires. Au contraire, le travail des artisans, marchands et manufacturiers se fixe et se réalise naturellement en une chose vénale et échangeable. C'est sous ce rapport que, dans le chapitre où je traite du travail productif et du travail non productif, j'ai classé les artisans, les manufacturiers et les marchands parmi les ouvriers productifs, et les domestiques parmi les ouvriers stériles et non productifs.» (l. c. p. 531.)***

Dès que le capital s'est emparé de toute la production, le revenu, pour autant qu'il s'échange contre du travail, ne s'échangera pas directement contre un travail producteur de marchandises, mais contre de simples services. En partie, il s'échange contre des marchandises qui serviront de valeurs d'usage, en partie contre des services* consommés en tant que tels, en tant que valeurs d'usage.

La marchandise – à la différence de la puissance de travail elle-même – est un objet qui, dans sa matérialité, fait face à l'homme et qui est d'une certaine utilité pour lui, un objet dans lequel un certain quantum de travail est fixé, matérialisé.

Nous aboutissons donc à la définition qui se trouve déjà au passage traitant de ce problème: Le travailleur productif est celui dont le travail *produit des marchandises*; et ce travailleur ne consomme pas plus de marchandises qu'il n'en produit, que n'en coûte son travail. Son travail se fixe et se réalise

«dans une chose vénale et échangeable», «en une¹ marchandise qui puisse se vendre et remplacer la valeur de leur subsistance et de leurs salaires»,**

(c'est-à-dire ceux des travailleurs ayant produit ces marchandises). En produisant des marchandises, le travailleur productif reproduit continuellement le capital variable qu'il consomme continuelle-

1. Chez Garnier, par erreur: aucune.

ment sous forme de salaire. Il produit continuellement le fonds qui le paie, «qui garantit son emploi et sa subsistance».

Premièrement A. Smith inclut naturellement dans le travail qui se fixe et [se] réalise* dans *a venal and exchangeable commodity* [une marchandise vénale et échangeable] tous les travailleurs intellectuels qui sont directement consommés dans la production matérielle, non seulement le travailleur manuel direct ou le travailleur sur machines, mais aussi *overlooker* [surveillant], *ingénieur**, *manager* [directeur], *commis**, etc., bref le travail de tout le personnel requis dans une sphère déterminée de la production matérielle pour produire une marchandise déterminée, et dont le *concours** (la coopération) est nécessaire à la production des marchandises. Et en effet, ils ajoutent l'ensemble de leur travail au *capital constant** et ils augmentent de cette quantité la valeur du produit. (Dans quelle mesure cela vaut-il des banquiers, etc.^{1?})

[309] Deuxièmement, A. Smith dit que tout cela n'est «generally» [en général] pas le cas pour les travailleurs improductifs. Même si le capital s'est emparé de la production matérielle, c'est-à-dire si a disparu pour l'essentiel l'industrie familiale ou celle du petit artisan qui crée directement dans la maison du consommateur des valeurs d'usage pour celui-ci, A. Smith sait toutefois fort bien qu'une couturière que je fais venir chez moi pour coudre des chemises, ou les travailleurs qui réparent des meubles, ou le domestique qui lave, nettoie, etc. la maison, ou la cuisinière qui rend la viande comestible, etc., que tous ces travailleurs fixent leur travail dans quelque chose et en augmentent réellement la valeur tout autant que la couturière qui travaille dans un atelier ou le mécanicien qui répare la machine, ou les travailleurs qui la nettoient ou la cuisinière qui travaille dans un hôtel en qualité de travailleur salarié d'un capitaliste. Potentiellement, ces valeurs d'usage sont aussi des marchandises; on peut porter les chemises au mont-de-piété, revendre la maison, mettre les meubles aux enchères, etc. Donc, potentiellement, ces personnes ont également produit des marchandises et ajouté aux objets la valeur de leur travail. Mais c'est une catégorie minime parmi les travailleurs improductifs, et cela n'est pas valable pour la masse des *menial servants* [domestiques], [ou encore] des prêtres, des gouvernantes, des soldats, des musiciens, etc.

Mais quel que soit le nombre de ces «travailleurs improductifs»,

1. Sur l' rôle du banquier, cf. *Le Capital*, ouv. cité, t. II, pp. 64–68, 263–267 et *passim*.

ce qui ressort en tout cas et ce qui est admitted [admis] par cette remarque restrictive

«ses services disparaissent en général à l'instant même où ils sont rendus, etc.», c'est que ce qui les rend «productifs» ou «improductifs», n'est pas nécessairement la spécialité de leur travail ni la forme sous laquelle se manifeste le produit de ce travail. Le même travail peut être productif si je l'achète en tant que capitaliste ou producteur pour le mettre en valeur, et improductif, si je l'achète en tant que consommateur qui dépense un revenu, si je l'achète pour consommer sa valeur d'usage, que cette valeur d'usage disparaîsse avec l'exercice même de la puissance de travail, ou qu'elle se matérialise et se fixe dans une chose.

La cuisinière de l'hôtel produit une marchandise pour celui qui a acheté, en tant que capitaliste, son travail, c'est-à-dire le propriétaire de l'hôtel; le consommateur des *mutton-chops* [côtes de mouton] doit payer son travail, et ainsi celui-ci restitue au propriétaire de l'hôtel le fonds (le profit mis à part) sur lequel il continue à payer la cuisinière. Si au contraire j'achète le travail d'une cuisinière pour qu'elle me prépare la viande, etc., non pas afin de le mettre en œuvre en sa qualité de travail en général, mais pour le consommer, l'utiliser en tant que travail concret et particulier, dans ce cas son travail est improductif; bien que ce travail se fixe en un produit matériel et qu'il puisse être (dans son résultat), tout autant une marchandise vénale qu'il l'est effectivement pour le propriétaire de l'hôtel. La grande différence qui subsiste est (la conceptuelle): la cuisinière ne me restitue pas à moi, (particulier), le fonds sur lequel je la paie, parce que si j'achète son travail ce n'est pas en tant qu'élément créateur de valeur, mais uniquement pour sa valeur d'usage. Son travail ne me restitue pas plus le fonds au moyen duquel je la paie, c'est-à-dire son salaire, que par exemple le dîner que je mange à l'hôtel ne me permet par lui-même d'acheter, et donc de manger, le même dîner une seconde fois. Mais la même différence existe aussi entre marchandises. La marchandise que le capitaliste achète pour remplacer son *capital constant** (par exemple du tissu de coton s'il est imprimeur de toiles de coton) remplace sa valeur sous forme de cotonnade imprimée. Si au contraire il achète la cotonnade pour la consommer lui-même, alors la marchandise ne lui restitue pas son débours.

Au reste, la plus grande masse de la société, c'est-à-dire la classe ouvrière, est contrainte d'accomplir ce travail-là elle-même;

mais elle ne peut le faire qu'à condition d'avoir travaillé de façon «productive». Elle ne peut se cuisiner de la viande pour elle qu'après avoir produit un salaire pour payer la viande, elle ne peut entretenir ses meubles, son logement, cirer ses chaussures, qu'après avoir produit la valeur des meubles, du loyer et des chaussures. Pour cette classe des travailleurs productifs, le travail qu'ils accomplissent pour eux-mêmes apparaît donc comme du «travail improductif». Ce travail improductif ne leur permet jamais [310] d'accomplir une seconde fois ce même travail improductif, s'ils n'ont auparavant travaillé de façon productive.

Troisièmement. D'autre part: un *entrepreneur** de spectacles, de concerts, de bordels, etc. achète la disposition temporaire de la puissance de travail des comédiens, des musiciens, des prostituées, etc. – *in fact* [en fait] par un détour qui n'a économiquement qu'un intérêt formel; à considérer le résultat, le procès est le même –; il achète ce travail dit «improductif», dont «les services disparaissent à l'instant même où ils sont rendus» et (en dehors d'eux-mêmes) ne se fixent ni ne se réalisent en un «objet durable» (on dit aussi *particular* [particulier]) «ou en une marchandise vénale». En les vendant au public, il récupère leurs salaires et obtient un profit. Et ces *services** ainsi achetés lui donnent la faculté de les acheter à nouveau, c'est-à-dire qu'ils renouvellent eux-mêmes le *fonds** sur lequel ils sont payés. Ceci s'applique aussi par exemple au travail des *clercs** qu'un avocat emploie dans son *bureau**, avec cette circonstance particulière que ces *services** se matérialisent en outre le plus souvent en de très *bulky particular subjects** [volumineux «objets particuliers»], sous forme d'énormes piles de dossiers.

Il est vrai que ces *services** sont payés à l'*entrepreneur** lui-même sur les revenus du public. Mais il est tout aussi vrai que cela vaut de tous les produits dans la mesure où ils entrent dans la consommation individuelle. Un pays ne peut certes exporter ces *services* en tant que tels; mais il peut exporter ceux qui les fournissent. C'est ainsi que la France exporte des maîtres de danse, des cuisiniers, etc. et l'Allemagne des maîtres d'école. Il est vrai qu'avec le maître de danse et le maître d'école on exporte également leur revenu, tandis que l'exportation de chaussons de danse ou de livres ramène une *return* [contrevaleur] dans le pays d'origine.

1. Aujourd'hui on dirait plutôt le propriétaire d'une agence de spectacles, un propriétaire de bordels.

Si donc une partie du travail dit improductif s'incarne en valeurs d'usage matérielles, qui pourraient tout aussi bien être des marchandises (*vendible commodities* [marchandises vénales]), par ailleurs une partie des services proprement dits, qui ne prennent pas de forme objective – c'est-à-dire n'acquièrent pas la forme d'existence d'une chose distincte des producteurs de services, et n'entrent pas non plus comme élément constitutif de valeur dans une marchandise – peut, à l'aide du capital, être acquise (par l'acheteur *immédiat* du travail) et remplacer ainsi leur propre salaire, tout en rapportant un profit. En un mot, la production de ces services peut pour une part être subsumée¹ au capital tout comme une partie du travail qui se matérialise dans des objets utiles est achetée directement par le revenu et n'est pas subsumée à la production capitaliste.

Quatrièmement. On peut diviser en 2 grands groupes le monde des «marchandises». En premier lieu la puissance de travail – en second lieu les marchandises qui se distinguent de la puissance de travail. Eh bien l'achat des services qui forment la puissance de travail, l'entretiennent, la modifient, etc., bref, qui la spécialisent ou se bornent à la maintenir, c'est-à-dire par exemple le service du maître d'école, dans la mesure où il est «industriellement nécessaire» ou utile, le service du médecin, dans la mesure où il conserve la santé, donc la source de toutes les valeurs: la puissance de travail même, ce sont donc là des services² qui mettent à leur place «une marchandise qui puisse se vendre, etc.*», c'est-à-dire la puissance de travail même, ces services entrant dans le coût de production ou de reproduction de celle-ci. A. Smith cependant n'ignorait pas combien est minime la part d'*education* [formation] qui entre dans les frais de production de la masse des *working men* [ouvriers]. Les services du médecin font en tout cas partie des *faux-frais de production**. On peut les comptabiliser dans les frais de réparation de la puissance de travail. Supposons que la valeur globale du salaire et du profit diminue pour quelque raison que ce soit, par exemple parce que la nation travaille moins, et que diminue d'autre part leur valeur d'usage, parce que la productivité du travail a baissé par suite de mauvaises récoltes, etc., bref, admettons que la part du produit dont la valeur est égale au revenu, diminue, parce que au cours de l'année écoulée

1. Voir ci-dessous, p. 455, note 4.

2. Il y a ici dans l'original une rupture de construction que nous avons conservée. Le sujet primitif était «l'achat de services», il devient «ces services eux-mêmes».

on a ajouté moins de travail nouveau, et que le travail ajouté a été moins productif. Si capitaliste et travailleur voulaient consommer la même somme de valeur en objets matériels qu'auparavant, ils ne pourraient pas acheter autant de services au médecin, au maître d'école, etc. S'ils étaient obligés de consacrer la même dépense qu'avant à ces deux services, il leur faudrait alors restreindre leur consommation d'autres denrées. Il est donc évident que le travail du médecin ou du maître d'école ne crée pas immédiatement le fonds sur lequel ils sont payés, bien que leurs travaux entrent dans les frais de production du *fonds** qui crée toutes les valeurs: c'est-à-dire dans les frais de production de la puissance de travail.

||311| A. Smith poursuit:

«Troisièmement, dans toutes les suppositions, il semble impropre de dire que le travail des artisans, manufacturiers et marchands¹ n'augmente pas le *revenu réel* de la société. Quand même nous supposerions, par exemple, comme on le fait dans ce système, que la valeur de ce que consomme cette classe dans un jour, un mois, une année, est précisément égale à ce qu'elle produit dans ce jour, dans ce mois, dans cette année, cependant il ne s'ensuivrait nullement de là que son travail n'ajoutât rien au revenu réel de la société, à la valeur réelle du produit annuel des terres et du travail du pays. Par exemple, un artisan qui, dans les six mois qui suivent la moisson, exécute pour la valeur de 10 livres d'ouvrage, quand même il aurait consommé pendant le même temps pour la valeur de 10 livres de blé et d'autres denrées nécessaires à la vie, néanmoins, dans la réalité, il ajoute une valeur de 10 livres au produit annuel des terres et du travail de la société. Pendant qu'il a consommé une demi-année de revenu valant 10 livres en blé et autres denrées de première nécessité, il a en même temps produit une valeur égale en ouvrage, laquelle peut acheter pour lui ou pour quelque autre personne une pareille demi-année de revenu. Par conséquent la valeur de ce qui a été tant consommé que produit pendant ces six mois, est égale non à 10, mais à 20

1. Il s'agit d'ouvriers de manufacture, d'employés de commerce, etc.

livres. Il est possible, à la vérité, que de cette valeur il n'en ait jamais existé, dans un seul instant, plus de 10 livres en valeur à la fois. Mais si le blé et les autres denrées, d'une valeur de 10 livres, consommés par l'artisan¹, l'avaient été par un soldat ou par un domestique, la valeur de la portion existante du produit annuel, au bout de ces six mois, aurait été de 10 livres moindre de ce qu'elle s'est trouvée être à la suite du travail de l'artisan². Ainsi, quand même on supposerait que la valeur produite par l'artisan n'est jamais, à quelque moment que ce soit, plus grande que la valeur par lui consommée, cependant la valeur totale des marchandises actuellement existantes sur le marché, à quelque moment qu'on la prenne, se trouve être, en conséquence de ce qu'il produit, plus grande qu'elle ne l'aurait été sans lui.» (l. c. t. III, pp. 531-533 [Garnier].)**

En raison du «travail improductif», la valeur des marchandises existant sur le marché n'est-elle pas toujours supérieure à ce qu'elle serait sans lui? N'y a-t-il pas toujours sur le marché, outre le blé, la viande, etc., des prostituées, des avocats, des sermons, des concerts, du théâtre, des soldats, des hommes politiques, etc. également? Tous ces drôles et ces drôlesses ne reçoivent pas gratuitement le *blé** et *autres denrées de nécessité** ou *d'agrément**. En échange ils fournissent leurs services ou les imposent, services qui, à ce titre, possèdent une valeur d'usage et une valeur d'échange aussi en raison des frais de production qu'ils exigent. Parmi les *articles consommables**, figurent à tout moment, à côté des articles consommables existant sous forme de *denrées**, un quantum d'articles consommables sous forme de *services**. La somme totale des articles consommables est donc à tout moment supérieure à ce qu'elle serait sans les *services consommables**. Mais, de deuxièmement, la valeur aussi est plus élevée, car elle est à la fois égale à la valeur des marchandises qui permettent d'obtenir ces *services** et à la valeur des *services** eux-mêmes, en ce sens qu'ici, comme dans tout échange d'une marchandise contre une autre, on échange un équivalent contre un équivalent; ainsi donc la même valeur existe en double, une fois chez l'acheteur, une autre chez le vendeur.

1. Les tournures du texte original sont un peu différentes.

2. Chez Garnier, *ouvrier*.

{A propos des physiocrates, A. Smith continue en ces termes:

«Quand les champions de ce système avancent que la *consommation* des artisans, manufacturiers et marchands est égale à la *valeur de ce qu'ils produisent*, vraisemblablement ils n'entendent pas dire autre chose, sinon que le *revenu de ces ouvriers ou le fonds destiné à leur subsistance est égal à cette valeur*» {viz [à savoir] la *valeur de ce qu'ils produisent**}. (l.c. p. 533.)**

Sur ce point les physiocrates avaient raison s'agissant des *ouvriers** et *maîtres** pris ensemble, la rente ne constituant qu'une rubrique particulière du profit des seconds.}

||312| {A cette même occasion, c'est-à-dire dans sa critique des physiocrates, A. Smith note, l. IV, ch. IX (édit. Garnier t. III):

«Le produit annuel des terres et du travail d'une société ne peut recevoir d'augmentation que de deux manières; ou bien, *premièrement*, par un *perfectionnement survenu dans les facultés productives du travail utile* actuellement en activité dans cette société; ou bien, *secondement*, par une *augmentation survenue dans la quantité de ce travail*. Pour qu'il survienne quelque perfectionnement ou accroissement de puissance dans les facultés productives du travail utile, il faut, ou que l'*habileté de l'ouvrier se perfectionne*, ou que l'*on perfectionne les machines avec lesquelles il travaille* ... L'*augmentation dans la quantité de travail utile* actuellement employé dans une société dépend uniquement de l'*augmentation du capital qui le tient en activité*; et, à son tour, l'*augmentation de ce capital doit être précisément égale au montant des épargnes* que font sur leurs revenus, ou les personnes qui dirigent et administrent ce capital, ou quelques autres personnes qui le leur prêtent.» (pp. 534–535.)**

Voilà un double cercle vicieux*. Premièrement: Une plus grande productivité du travail accroît le produit annuel. Tous les moyens susceptibles d'augmenter cette productivité {exception faite des hasards naturels, par exemple une saison particulièrement favorable, etc.} requièrent un accroissement du capital. Or pour accroître le capital, il faut augmenter le produit annuel du travail. Premier cercle*. Deuxièmement: le produit annuel peut être accru par l'augmentation de la quantité de travail employé. Mais la

quantité du travail employé ne peut s'accroître que si l'on augmente au préalable le capital *qui le tient (le travail) en activité**. Deuxième cercle*. Smith essaie de se tirer de ce double cercle vicieux par son épargne*; par cette expression en effet, il entend la transformation de revenu en capital*.

C'est en soi déjà une erreur de considérer tout le *profit** comme «revenu» du capitaliste. La loi de la production capitaliste requiert au contraire qu'une partie du travail supplémentaire, du travail non payé accompli par le travailleur, soit transformée en capital. Si le capitaliste individuel agit comme capitaliste, c'est-à-dire fonctionnaire du capital, il se peut fort bien que cette opération lui apparaisse comme une épargne*; mais elle se présente à lui sous la forme de la nécessité d'un fonds de réserve. Seulement l'augmentation du quantum de travail ne dépend pas uniquement du nombre des travailleurs, mais aussi de la longueur de la journée de travail. Le quantum de travail peut donc s'accroître sans qu'augmente la fraction du capital qui se décompose en salaire. De même, avec cette hypothèse, il n'est pas nécessaire d'accroître l'outillage, etc. (bien qu'il s'use plus vite. Mais cela ne change rien à l'affaire). La seule chose qu'il faudrait augmenter est la portion des matières premières qui se convertit en semences, etc. Et il est exact que dans un pays donné (abstraction faite du commerce extérieur), le surtravail doit être appliqué d'abord à l'agriculture, avant de pouvoir l'être dans les industries qui reçoivent d'elle la matière brute*. Une partie de cette matière brute*: charbon, fer, bois, poissons, etc. (ces derniers utilisés par exemple comme engrains), bref, tous les engrains qui ne sont pas d'origine animale, peuvent être obtenus par simple accroissement du travail (le nombre des travailleurs demeurant constant). Il ne saurait donc y avoir pénurie de cette partie-là. D'autre part, nous avons démontré précédemment que l'accroissement de la productivité ne suppose toujours à l'origine que la concentration du capital, et non son accumulation¹. Par la suite il est vrai, les deux procès se complètent.}

{Les phrases suivantes de Smith exposent justement la raison pour laquelle les physiocrates étaient partisans du *laissez faire, laisser passer**, bref prônaient la libre concurrence:

«Le commerce qui s'établit entre ces deux différentes classes du peuple,» (*campagne** et *ville**) «consiste, en

1. Marx traite de la concentration du capital en tant que condition première de l'augmentation de la productivité de travail dans le cahier IV de ses manuscrits de 1861–1863, pp. 171–172.

dernier résultat, dans l'échange d'une certaine quantité de produit brut, contre une certaine quantité de produit manufacturé. Par conséquent, plus celui-ci est cher, plus l'autre sera bon marché; et tout ce qui tend dans un pays à éléver le prix du produit manufacturé, tend à abaisser celui du produit brut de la terre, et par là à décourager l'agriculture.»**

Or toutes les *entraves, gênes aux manufactures et au commerce étranger** rendent les marchandises manufacturées, etc. plus chères. *Ergo* [par conséquent], etc. (Smith., l.c. p. 554.)}

||313| Chez Smith, sa deuxième définition du travail «productif» et «improductif», ou plutôt celle qui interfère avec la première, aboutit à ceci: le travail productif est celui qui produit des *marchandises*, le travail improductif celui qui ne produit «aucune marchandise». Il ne conteste pas que l'un tout autant que l'autre *soient des marchandises*. Voir ci-dessus¹:

«Le travail des derniers a ... sa valeur et mérite son salaire tout comme celui des premiers»

(on se place du point de vue économique. Il ne s'agit pas d'un point de vue moral, etc. ni pour l'un ni pour l'autre de ce genre de travail). Mais le concept de marchandise implique que le travail s'incarne, se matérialise, se réalise dans son produit. Le travail lui-même, tel qu'il est immédiatement², dans son existence vivante, ne peut être appréhendé immédiatement comme marchandise; seule peut l'être la puissance de travail, puissance dont le travail lui-même est la manifestation dans le temps³. C'est la seule façon d'expliquer le travail salarié proprement dit, tout comme le «travail improductif» que A. Smith détermine partout par les frais de production nécessaires à la production du «travailleur improductif». Il faut donc considérer la *marchandise* comme ayant une existence distincte de celle du travail lui-même. Dès lors le monde des marchandises se décompose en deux catégories:

d'un côté la puissance de travail;
de l'autre, les marchandises elles-mêmes.

Il faut toutefois se garder de prendre cette matérialisation, etc.

1. Page 172.

2. Mot à mot: dans son être-là immédiat, *in ihrem unmittelbaren Dasein*.

3. En allemand *temporäre Äußerung*, ce qui implique une nuance supplémentaire: manifestation limitée dans le temps.

du travail au sens étroit que lui donne cet Ecossais de Smith. Lorsque nous parlons de la marchandise comme matérialisation où s'investit le travail – au sens de sa valeur d'échange – nous n'avons en vue qu'une existence imaginaire de la marchandise, existence uniquement sociale, qui n'a rien à voir avec sa réalité physique; on se la représentera comme quantité déterminée de travail social ou d'argent. Il peut arriver que le travail concret dont elle est le résultat n'ait laissé sur elle aucune trace. Pour la marchandise manufacturée, cette trace est la forme que la matière première prend extérieurement. Dans l'agriculture, etc. si la forme que la marchandise, blé, bœuf, a reçue est bien également le produit du travail humain, et d'un travail qui se transmet et se complète de génération en génération, en revanche rien dans le produit ne l'indique. Dans d'autres travaux industriels, le travail n'a nullement pour but de modifier la forme de l'objet, mais seulement de changer sa détermination spatiale. Quand par exemple on transporte une marchandise de Chine en Angleterre, on ne saurait, sur l'objet même, reconnaître la trace du travail (exception faite de ceux qui se souviennent que cette denrée n'est pas produite en Angleterre). Donc, de cette façon¹, on ne comprendrait pas la matérialisation du travail dans la marchandise. (L'illusion dans ce cas provient de ce qu'un rapport social se présente sous forme de chose².)

Ce qui reste cependant exact, c'est que la marchandise apparaît comme du travail passé, matérialisé, et que, si elle ne revêt pas la forme d'une chose, elle ne peut apparaître que sous la forme de la puissance de travail, jamais toutefois immédiatement en tant que travail vivant (sinon par un détours qui peut sembler indifférent dans la pratique, mais ne l'est cependant pas dans la détermination des divers salaires). Le travail productif serait donc celui qui produit des marchandises ou directement la puissance de travail même, la formant, la développant, l'entretenant, ou la reproduisant. Le second terme, A. Smith ne l'inclut pas dans sa rubrique du travail productif; exclusion arbitraire, mais faite avec la certitude instinctive que s'il l'y incluait, il ouvrirait la porte toute grande à des *false pretensions* [fausses prétentions] au titre de travail productif.

Si l'on fait abstraction de la puissance de travail, le travail productif se résout donc en un travail qui produit des marchan-

1. Marx peut sans doute dire de la façon dont Smith conçoit cette matérialisation.

2. En allemand, *Ding*.

dises, des produits matériels, dont la production a coûté un certain quantum de travail ou de temps de travail. Ces produits matériels incluent tous les produits de l'art et de la science: livres, tableaux, statues, etc. dans la mesure où ils se présentent sous forme de choses. Mais il faut en outre que le produit du travail soit une marchandise dans le sens de «*a vendible commodity*» [une marchandise vénale], c'est-à-dire marchandise dans sa forme première, qui doit encore parcourir le cycle de sa métamorphose. (Il peut arriver qu'un fabricant, s'il ne peut la faire construire nulle part, fabrique lui-même une machine, non pour la vendre, mais pour l'utiliser comme valeur d'usage. Toutefois, il en use alors comme élément de son capital constant, et la vend donc par morceaux, sous forme du produit qu'elle a contribué à fabriquer.)

||314| Par conséquent certains travaux de *menial servants* [domestiques] pourront eux aussi se présenter sous forme de marchandises (*potentia* [en puissance]) et même, à considérer leur matérialité, ils pourront avoir des valeurs d'usage identiques. Ils ne constituent pas pourtant du travail productif, parce qu'en réalité ils ne produisent pas «des marchandises» mais immédiatement «des valeurs d'usage». Quant aux travaux qui sont productifs pour leur acheteur ou *employer* [utilisateur], comme par exemple le travail du comédien pour l'*entrepreneur** de théâtre, il se révélerait improductif, du fait que celui qui l'achète ne peut le revendre au public sous forme de marchandise, mais seulement sous la forme de cette activité du comédien.

Ces travaux mis à part, est productif le travail qui produit des marchandises, *improductif*, celui qui produit des services personnels. Le premier se présente sous forme de chose vendable; le second doit se consommer durant son accomplissement. Le premier englobe (à l'exception du travail qui forme la puissance de travail elle-même) toute la richesse matérielle et intellectuelle existante sous forme de choses, la viande comme les livres; le second inclut tous les travaux qui satisfont un besoin quelconque de l'individu, qu'il soit réel ou imaginaire, ou s'imposent même à l'individu malgré qu'il en ait.

La marchandise étant la forme la plus élémentaire de la richesse bourgeoise, expliquer que le travail productif est celui qui produit de la «marchandise» correspond donc à un point de vue bien plus élémentaire que celui qui explique qu'est productif le travail qui produit du capital.

Les adversaires d'A. Smith ont laissé de côté sa première formulation, pourtant adéquate, pour s'en tenir à la seconde, dont

ils ont souligné les contradictions et inconséquences inévitables. Ils se sont donné des facilités dans leur polémique, en insistant sur le contenu matériel du travail, et principalement sur la détermination précisant que le travail doit nécessairement se fixer dans un produit plus ou moins durable. Mais nous allons voir tout de suite le point qui a particulièrement suscité la polémique.

Auparavant disons encore ceci. A. Smith dit du système des physiocrates qu'il a le grand mérite d'avoir *represented* [exposé]

«la richesse des nations, comme ne consistant pas dans ces richesses non consommables d'or et d'argent, mais dans les biens consommables reproduits annuellement par le travail de la société». (v. III, l. IV, ch. IX, p. 538 [Garnier].)**

Nous avons là le passage d'où il déduit sa deuxième définition *of productive labour* [du travail productif]. La détermination de la plus-value dépendait naturellement de la forme sous laquelle la valeur était appréhendée. Dans le système monétaire et mercantiliste, celle-ci se présente comme *argent*; chez les physiocrates, en tant que produit de la terre, produit agricole; chez A. Smith enfin, c'est tout simplement la *marchandise*. Dans la mesure où les physiocrates découvrent la substance de la valeur, ils la ramènent à une simple valeur d'usage (matière, élément matériel), tout comme les mercantilistes la ramènent à la simple forme de la valeur¹, celle qui fait apparaître le produit en tant que travail social général, en tant qu'argent; chez A. Smith les deux conditions de la marchandise, valeur d'usage et valeur d'échange, sont réunies; et ainsi est productif tout travail qui se présente dans une valeur d'usage quelconque, [dans un] produit utile. Le fait que c'est le travail productif qui se présente sous forme de produit utile implique que ce produit est en même temps égal à un quantum donné de travail social général. Contre les physiocrates, A. Smith rétablit la valeur du produit comme l'élément essentiel de la richesse bourgeoise, mais écarte d'autre part la forme purement fantasmatique – celle de l'or et de l'argent – qui pour les mercantilistes représente la valeur. Toute marchandise est en soi de l'argent. Il est indéniable que A. Smith retombe ainsi *plus ou moins** dans l'idée mercantiliste de la «durabilité», *in fact* [en fait] de l'*inconsommabilité**. Qu'on se rappelle le passage de Petty (voir mon cahier I, p. 109², où

1. Le passage que nous reproduisons ici en italiques est souligné au crayon dans l'original.

2. *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, p. 95.

Petty est cité Polit. Arith.), où la richesse est évaluée selon le degré de son impérissabilité, selon qu'elle est plus ou moins durable et où en fin de compte l'or et l'argent sont placés en tête, parce que «richesse impérissable».

«En réservant» (dit A. Blanqui, *Histoire de l'écon. polit.* Bruxelles 1839, p. 152) «exclusivement la qualité de richesses aux valeurs fixées dans des substances matérielles, il raya du livre de la production cette masse illimitée de valeurs immatérielles, filles du capital moral des nations civilisées», etc.**

[4. Comment l'économie politique bourgeoise vulgaire définit le travail productif]

Voici les circonstances qui ont surtout suscité la polémique contre la distinction que fait A. Smith entre le travail productif et improductif: cette polémique cependant se limite principalement aux *dii minorum gentium* [dieux mineurs], (Storch reste le plus important d'entre eux); on ne la trouve pas chez un seul économiste important, ||315| personne de qui on pourrait dire qu'il a découvert quoi que ce soit en économie politique: en revanche, elle est le cheval de bataille des *second-rate fellows* [individus de second ordre], et particulièrement des pédants compilateurs et auteurs de manuels, des amateurs férus de beau style et des vulgarisateurs.

La grande masse des travailleurs dits «supérieurs» – fonctionnaires de l'Etat, militaires, virtuoses, médecins, prêtres, juges, avocats, etc. – tous ces gens qui, non seulement ne sont pas producteurs mais sont essentiellement destructeurs, et qui savent toutefois s'approprier une grande partie de la richesse «matérielle», soit en vendant leurs marchandises «immatérielles», soit en les imposant de vive force, n'étaient guère flattés de se voir relégués, au point de vue économique, dans la même classe que les *buffoons* [saltimbancs] et *menial servants* [domestiques] et de n'apparaître que comme des consommateurs parmi d'autres, parasites des véritables producteurs (ou plutôt des agents de la production). C'était là une étrange désacralisation des fonctions qui précisément étaient entourées jusqu'alors d'une auréole et jouissaient d'une vénération supersticieuse. L'économie politique, à sa période classique, tout comme la bourgeoisie à l'époque où elle est une parvenue, se montre sévère et critique vis-à-vis de l'appareil d'Etat, etc. Par la suite elle comprend et apprend par expérience – ce qui

se révèle aussi dans la pratique – que de sa propre organisation surgit la nécessité de la combinaison sociale de toutes ces classes, pour une part totalement improductives, dont elle a hérité.

Dans la mesure où ces «travailleurs improductifs» ne créent pas des biens de consommation et où l'achat en est donc entièrement déterminé par la façon dont l'agent de la production veut dépenser son salaire ou son profit – disons plutôt dans la mesure où ils sont ou se rendent indispensables parce qu'existent des maux physiques (c'est le cas des médecins), ou des faiblesses de l'esprit (c'est le cas des prêtres) ou encore en raison du conflit opposant les intérêts privés aux intérêts nationaux (c'est le cas des personnels de l'Etat, de tous les *lawyers* [juristes], des policiers, des soldats), ils apparaissent à A. Smith comme au capitaliste industriel ainsi qu'à la classe ouvrière comme des *faux frais de production** qu'il convient donc, autant que faire se peut, de réduire au strict minimum et d'obtenir aux moindres frais. Sous une forme qui lui est propre la société bourgeoise reproduit tout ce qu'elle avait combattu dans la forme féodale ou absolutiste. Ce sera donc une des principales tâches des sycophantes de cette société, surtout ceux des classes supérieures, que de procéder, sur le plan de la théorie, à la restauration de la fraction purement et simplement parasitaire de ces «travailleurs improductifs», ou bien encore d'établir le bien-fondé des prétentions exagérées de la fraction de ceux-ci qui est indispensable. C'était en fait proclamer les liens de *dépendance* unissant les classes d'idéologues, etc., aux capitalistes.

Mais *deuxièmement*: tantôt l'un, tantôt l'autre de ces économistes démontrait qu'une partie des agents de la production (il s'agit de la production matérielle) était «improductive», ce qu'a fait par exemple pour le propriétaire foncier la catégorie d'économistes qui représente le capital industriel (Ricardo). D'autres (par exemple Carey) ont considéré le *commerçant** proprement dit comme un travailleur improductif. D'autres enfin allèrent jusqu'à déclarer que le capitaliste lui-même était improductif ou voulaient du moins réduire ses droits sur la richesse matérielle au salaire, c'est-à-dire à la rémunération d'un «travailleur productif». Nombreux étaient les travailleurs intellectuels qui semblaient partager ce scepticisme. Il était donc temps d'adopter un compromis et de reconnaître qu'étaient productives toutes les catégories que n'englobait pas directement celle des agents de la production matérielle. Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné et, comme dans la «fable of the bees» [fable des abeilles], il fallait démontrer que

même du point de vue économique, du point de vue «productif», le monde bourgeois avec tous ces «travailleurs improductifs» constitue le meilleur des mondes; d'autant plus que les «travailleurs improductifs» se livraient de leur côté à des considérations critiques sur la productivité des classes «*fruges consumere nati*» [nées pour consommer les produits de la terre]¹ – ou même sur les agents de la production, comme les propriétaires fonciers, qui ne font rien du tout, etc. Ceux qui ne faisaient rien aussi bien que leurs parasites devaient trouver leur place dans le meilleur des systèmes universels.

Troisièmement: Dans la mesure où se développait la domination du capital et où effectivement dépendaient de lui, de plus en plus, même les sphères de production sans liens directs avec la création de la richesse matérielle – les sciences positives (sciences de la nature) notamment furent mises à son service comme moyens de la production matérielle –, [316] les sycophantes *underlings* [subalternes] de l'économie politique se croyaient obligés de glorifier et de justifier toute sphère d'activité, en montrant qu'elle était «en relation» avec la production de la richesse matérielle – qu'elle en était le moyen – et faisaient à tout un chacun l'honneur de le classer «travailleur productif» au «premier» sens du terme, c'est-à-dire *labourer* [travailleur] qui est au service du capital et d'une manière ou d'une autre contribue à son enrichissement, etc.

Mieux vaut encore sur ce point des hommes comme Malthus qui défendent directement la nécessité et l'utilité des «travailleurs improductifs» et des parasites purs et simples.

[5. Les partisans des conceptions de Smith sur le travail productif. Histoire de la question]

[a) Ricardo et Sismondi – partisans de la première définition que Smith donne du travail productif]

Sur ce point, cela ne vaut pas la peine de discuter les *fadaises** de G. Garnier (le traducteur de Smith), Earl of Lauderdale, Brougham, Say, Storch, plus tard Senior, Rossi, etc. Nous ne citerons que quelques passages caractéristiques.

D'abord encore un passage de *Ricardo*, dans lequel celui-ci démontre qu'il est bien plus utile aux «travailleurs productifs» que les propriétaires de la plus-value (profit, rente foncière) con-

somment celle-ci sous forme de «travailleurs improductifs» (*as menial servants f. i. [comme p. ex. les domestiques]*) que de produits de luxe produits par les «travailleurs productifs».

{*Sismondi*: Nouv. princ.*}, t. I, p. 148, accepte la formulation également). La différence réelle entre la classe productive et improductive consiste en ceci:

«L'une échange toujours son travail contre le capital d'une nation, l'autre l'échange toujours contre une portion du revenu national. »**

Sismondi – toujours d'après A. Smith – écrit à propos de la plus-value:

«Bien que l'ouvrier, par son travail quotidien, ait produit beaucoup plus que ce qu'il a coûté par jour, il est rare qu'après avoir partagé avec le propriétaire foncier et le capitaliste, il lui reste une part substantielle au-delà du strict nécessaire.» (*Sismondi*, N. P., etc. t. I, p. 87.)}

Ricardo dit :

«Si un propriétaire foncier ou un capitaliste dépense son revenu à la façon d'un baron du moyen âge, c'est-à-dire pour l'entretien d'un grand nombre de personnes de sa suite ou de domestiques, il créera des possibilités d'emploi pour beaucoup plus de travail que s'il le dépensait pour s'acheter des vêtements précieux ou un meilleur ameublement, pour l'achat de carrosses, de chevaux ou de n'importe quelle autre denrée de luxe. Dans les deux cas le revenu net comme le revenu brut est le même, mais le premier est échangé contre des marchandises diverses. Si mon revenu s'élève à 10000 £, la quantité de travail productif employé est presque la même si je l'échange contre de riches habits et des meubles coûteux, etc. ou contre une grande quantité de denrées alimentaires et de vêtements d'une valeur équivalente. Mais si j'échange mon revenu contre des marchandises du premier type, l'opération n'entrainera pas après l'échange l'emploi d'autre travail – je jouirai de mes habits et de mes meubles et l'affaire s'arrêtera là. Tandis que si je convertis mon revenu en denrées alimentaires et en vêtements et si je désire employer

1. HORACE: *Epîtres*, Livre 1, Epître 2, 27.

du personnel de service, tous ceux que je peux ainsi employer grâce à mon revenu de 10000 £. ou aux denrées alimentaires et aux vêtements achetés, s'ajoutent à la demande antérieure de travail, et cet accroissement se produit uniquement parce que j'ai choisi de dépenser mon revenu de cette façon. Donc, comme la demande de travail intéresse les travailleurs, ils souhaiteront évidemment qu'on réduise autant que possible la portion du revenu destinée à acheter des marchandises de luxe, afin qu'on dépense davantage pour l'entretien du personnel de service.» (*Ricardo, Princ. 3^e éd., 1821, pp. 475-476.*)

[b) Premières tentatives pour distinguer travail productif et travail improductif (D'Avenant, Petty)]

D'Avenant cite une liste qu'il emprunte à un vieux statisticien, Gregory King, entitled [intitulée] *Scheme of the Income and Expense of the several Families of England, calculated for the year 1688* [Plan du revenu et des dépenses de différentes familles d'Angleterre, calculé pour l'année 1688], dans laquelle le *studiosus* [ici: savant] King divise l'ensemble de la population en deux catégories principales: «increasing the wealth of the Kingdom, 2675520 heads» [celle qui accroît la richesse du royaume: 2675520 têtes] et «decreasing the wealth of the Kingdom, 2825000 heads» [celle qui diminue la richesse du royaume: 2 825 000 têtes]; la première étant donc «productive», la seconde «improductive»; la classe «productive» se compose de *Lords, Baronets, Knights, Esquires, Gentlemen, Persons in Offices and Places* [seigneurs, baronets, chevaliers, écuyers, gentilshommes, personnes occupant des fonctions et des charges], de négociants pratiquant le commerce maritime, de *persons in the Law, clergymen, freeholders, farmers, persons in liberal arts and sciences, shopkeepers and tradesmen, artisans* and handicrafts, Naval Officers, Military Officers* [juristes, ecclésiastiques, propriétaires fonciers, fermiers, personnes travaillant dans les arts et les sciences, boutiquiers et commerçants, artisans et travailleurs indépendants, officiers de la Marine et de l'Armée]. En revanche, la classe «improductive» comprend: les matelots (*common seamen* [marins ordinaires]), *labouring people and out servants* (il s'agit des ouvriers agricoles et des journaliers de manufacture), *cottagers* [les paysans] (à l'époque de D'Avenant encore 1/5 de la population anglaise totale), ||317|| *common soldiers, paupers, gipsies, thieves, beggars and vagrants generally* [simples soldats,

indigents, bohémiens, voleurs, mendiants et vagabonds en général]. D'Avenant explique cette classification du *studiosus* King de la façon suivante:

«Il veut dire par là que la première classe de la population tire sa subsistance du sol, des arts et des métiers, et ajoute chaque année quelque chose au capital national; et en outre, elle contribue chaque année à l'entretien d'autres personnes, grâce à une certaine proportion de son surplus. Une partie de la deuxième classe tire sa subsistance de son propre travail, mais le reste, par exemple leurs femmes et leurs enfants, sont nourris aux frais d'autrui; ils représentent une charge publique annuelle en consommant chaque année ce qui autrement serait ajouté à la réserve générale de la nation.» (*D'Avenant, An Essay upon the probable methods of making a people gainers in the balance of trade* [Essai sur les méthodes envisageables pour rendre excédentaire la balance commerciale d'un peuple], Londres 1699, pp. 23, 50.)

D'ailleurs, le passage suivant de D'Avenant est bien caractéristique de l'idée que les mercantilistes avaient de la plus-value:

«L'exportation de notre propre produit doit enrichir l'Angleterre; pour avoir une balance commerciale favorable, nous devons exporter notre propre produit; ceci nous sert à acheter les choses d'origine étrangère indispensables à notre propre consommation, tout en nous laissant un *excédent*, soit en métal précieux, soit en marchandises que nous pouvons vendre dans d'autres pays: *cet excédent est le profit qu'une nation tire du commerce*, et qui est plus ou moins élevé selon la frugalité naturelle de la population exportatrice» (frugalité qu'on constate chez les Hollandais, mais non chez les Anglais – *l. c. pp. 46-47*) «ou en fonction du prix peu élevé du travail et des marchandises manufacturées, qui lui permet de vendre ses marchandises bon marché et à un prix qui ne puisse être concurrencé sur les marchés étrangers.» (*D'Avenant, Ibidem pp. 45-46.*)

{«En ce qui concerne la consommation intérieure, l'un ne perd que ce que l'autre gagne, et la nation

en général n'est pas plus riche pour autant; mais tout ce qui est consommé à l'étranger est un profit évident et sûr.» (*An Essay on the East India Trade, etc.* [Essai sur le commerce des Indes Orientales, etc.] Londres 1697, [p. 31].)

{Ce texte, annexé à l'ouvrage de D'Avenant¹ et qu'il cherche à défendre², n'est pas le même que celui auquel McCulloch se réfère *Considerations on the East India Trade* [Considérations sur le commerce de l'Inde Orientale], 1701.}

D'ailleurs il ne faut pas s'imaginer que ces mercantilistes sont aussi stupides que l'ont dit par la suite les *Vulgär-Freetraders*. [les libre-échangistes vulgaires]. Dans le vol. II de ses *Discourses on the publick revenues, and on the trade of England, etc.* [Discours sur les revenus publics et sur le commerce de l'Angleterre, etc.] Londres 1698 D'Avenant dit entre autres choses:

«L'or et l'argent sont en fait la mesure du commerce, mais la source et l'origine en sont, chez toutes les nations, le produit naturel ou artificiel du pays, c'est-à-dire ce que produit leur pays ou leur travail et leur industrie. Et cela est si vrai qu'une nation peut perdre, par une circonstance quelconque, tout son argent, quel qu'il soit; si ce peuple est nombreux, industriels, habile dans le commerce et la navigation, pourvu de bons ports, d'un sol fertile en productions diverses, ce peuple fera du commerce et aura bientôt une grande quantité d'or et d'argent. Il s'ensuit que la richesse réelle et effective d'un pays est le produit autochtone.» (l. c. p. 15.) «Il s'en faut de beaucoup que l'or et l'argent soient les seules choses méritant le nom de trésor ou de richesse d'une nation: en réalité l'or n'est au fond pas autre chose que les

¹ Il s'agit de l'ouvrage de D'AVENANT, paru sans nom d'auteur, *Discourses on the Publick revenues and on the trade of England* [Discours sur les revenus publics et sur le commerce de l'Angleterre] 2^e partie, Londres 1698, auquel a été annexée la brochure de D'AVENANT parue un an plus tôt *An essay on the East India trade* [Essai sur le commerce des Indes Orientales]. Le texte de ce passage a été harmonisé avec ce que Marx dit de D'Avenant dans son cahier d'extraits, dont sont tirées toutes les citations des travaux de D'Avenant (sur la couverture de ce cahier on lit, de la main de Marx: «Manchester, juillet 1845»).

² Dans le manuscrit, par erreur: *widerlegen* (réfuter).

quelques pièces à l'aide desquelles les hommes ont l'habitude de faire leurs comptes dans leurs relations d'affaires.» (l. c. p. 16.) «Par richesse nous entendons ce qui assure l'abondance, le bien-être et la sécurité du prince et de la grande masse de son peuple; de même constitue un trésor ce qui, pour de l'or et de l'argent, a été transformé» (*converted* [converti]) «en bâtiments et améliorations du pays à l'usage des gens; de même aussi d'autres choses *susceptibles d'être échangées* contre ces métaux, comme les produits du sol, les marchandises manufacturées ou étrangères et l'armement des navires ... Même des biens périssables peuvent être considérés comme richesse d'une nation s'ils sont *convertibles* en or et en argent, quoique non encore *échangés* contre eux; et nous les considérons non seulement comme richesse par rapport aux individus, mais aussi si l'on compare un pays à un autre.» (l. c. p. 60, etc.) «Le petit peuple est l'estomac du corps de l'Etat. En Espagne, cet estomac» n'a pas absorbé comme il fallait l'argent ||318|, il ne l'a pas digéré ... «Le commerce et les manufactures sont les seuls *media* qui peuvent permettre une digestion de ce genre et la distribution de l'or et de l'argent qui alimente le corps de l'Etat.» (l. c. pp. 62-63.)

D'ailleurs, chez Petty aussi il est déjà question de *travailleurs productifs* (seulement on y inclut encore les soldats):

«Les paysans, les marins, les soldats, les artisans et les commerçants sont les véritables piliers de toute communauté; toutes les autres grandes professions ont pour origine les faiblesses et les défauts de ceux-là; or le marin assure trois de ces quatre professions» (*navigator, merchant, soldier* [navigateur, marchand, soldat]) ([Petty,] *Polit. Arithmetick, etc.*, [Arithmétique politique] Londres 1699, p. 177). «Le travail du marin et le frêt des navires sont toujours analogues, par leur nature, à une marchandise qu'on exporte, l'*excédent* de l'exportation sur l'importation rapporte de l'argent au pays etc.» (l. c. p. 179.)

A cette occasion, Petty développe à nouveau les avantages de la division du travail:

«Ceux qui ont la haute main sur le commerce maritime peuvent, avec des frêts plus bas, travailler avec plus de profit que d'autres avec des frêts plus élevés (plus chers) car tout comme un vêtement peut être meilleur marché lorsque l'un fait ceci etc., et l'autre cela, de même ceux qui ont la haute main sur le commerce maritime peuvent construire différentes sortes de navires à des usages différents, les navires destinés à la navigation en mer ou à la navigation fluviale, au commerce ou à la guerre, etc., et ceci est la raison principale des frêts plus bas [pratiqués par les Hollandais] par rapport à leurs voisins, étant donné qu'ils peuvent offrir à chaque branche commerciale un type particulier de navires spécialisés.» (l. c. pp. 179-180.)

Ici, d'ailleurs, on retrouve tout à fait chez Petty, dans le passage suivant, le raisonnement de Smith:

Si l'impôt prend aux industriels, etc. pour donner à ceux dont l'occupation est en général telle «qu'ils ne produisent *nul objet matériel*, rien qui ait une utilité réelle ou une valeur pour la *communauté* – dans ce cas la richesse *publici* [de la société] s'en trouve diminuée: il faut considérer différemment les récréations et délassements de l'esprit qui, si l'on en use modérément, rendent les gens capables de faire, et enclins à faire des choses qui, en soi, sont plus importantes». (*Ibidem* p. 198.) «Après avoir calculé la part de la population nécessaire pour le travail industriel, le reste peut être employé à volonté et sans dommage pour la communauté dans la pratique des arts et des exercices servant au divertissement et à l'embellissement, et dont le plus important est le progrès dans la connaissance de la nature.» (l. c. p. 199.) «La manufacture rapporte plus que l'agriculture et le commerce plus que la manufacture.» (l. c. p. 172.) «Un marin vaut 3 paysans.» (p. 178.) |VII-318||

||VIII-346| Petty, *plus-value*. Un passage de Petty nous montre qu'il a une idée de la nature de la *plus-value*, bien qu'il n'en traite que sous forme de la rente foncière. Surtout si on le rapproche du passage où il détermine la valeur relative de l'argent et du blé

par les quantités respectives qu'on en peut produire dans le même temps de travail.

«Si quelqu'un peut transporter une once d'argent des entrailles du sol du Pérou à Londres dans le même temps qu'il lui faudrait pour produire un bissau de blé, alors l'un est le prix naturel de l'autre; or si, en exploitant de nouvelles mines plus productives, il peut obtenir deux onces d'argent au lieu d'une avec la même dépense de travail, le blé, s'il coûte 10 shillings le bissau, sera tout aussi bon marché qu'à l'époque où il en coûtait 5, *caeteris paribus* [toutes choses égales d'ailleurs].» «Qu'on fasse travailler cent personnes pendant dix ans pour récolter du blé et le même nombre pendant le même temps pour extraire de l'argent et je dis que le montant net de l'argent obtenu constituera le prix du produit net total du blé récolté, et que des fractions égales de l'un constitueront le prix de parties égales de l'autre.» «Le blé sera deux fois plus cher, si deux cents paysans font ce qu'une centaine d'entre eux pourraient faire dans le même temps.» (*On Taxes and Contributions*, 1662.) (éd. 1679, pp. 31, 24, 67.)

Voici les passages auxquels je fais allusion plus haut:

«Si l'industrie et les beaux-arts se développent, il faut que l'agriculture régresse, ou bien il faut que le revenu du travail des agriculteurs augmente et *en conséquence* les rentes foncières doivent diminuer.» (p. 193.) «Si l'industrie et la manufacture se sont développées en Angleterre ... si, par rapport à autrefois, une partie plus importante de la population s'y consacre, et si le prix du blé n'est pas plus élevé aujourd'hui que par le passé, alors qu'il y avait plus d'agriculteurs et moins de gens employés dans le commerce et l'industrie, rien que pour cette raison ... il faut que les rentes foncières diminuent; par exemple supposons un prix du blé de 5 sh. ou 60 d. par bissau; et supposons que la rente du sol sur lequel il pousse soit d'une gerbe sur trois» (i. e. *part, share* [c'est-à-dire part, fraction]); «sur 60 d., 20 d. représentent donc la rente foncière et 40 d. la part de l'agriculteur; mais

si le salaire de l'agriculteur devait augmenter de 1/8, soit passer de 8 à 9 d. par jour, la part de l'agriculteur sur le boisseau de blé passerait de 40 d. à 45 d., et par conséquent la rente foncière devrait tomber de 20 à 15 d., car nous supposons que le prix du blé reste le même, d'autant plus que nous ne pouvons l'augmenter, car si nous le tentions, on importerait ||347| en Angleterre (comme c'est le cas en Hollande) du blé de l'étranger, où la situation de l'agriculture n'aurait pas changé.» (*Polit. Arithmetick, etc.*, édit. Lond. 1699, pp. 193–194.) |VIII-347||

||VIII-364| {*Petty*. Il faut rapprocher le passage de Petty cité ci-dessus du passage suivant où la rente en général est une *surplus value* [plus-value], un *produit net**:

«Admettons qu'un homme plante du¹ blé avec ses propres mains, une certaine étendue de terre, laboure, sème, herse, récolte, engrange, vanne, en un mot, fasse tout ce que la culture exige, je dis que, quand cet homme a retiré sa semence et tout ce qu'il a mangé ou donné à d'autres en échange de ses vêtements et de ses autres besoins naturels, ce qui reste de blé est la véritable rente de la terre pour cette année; et le *medium* de sept années, ou plutôt du nombre d'années dans lesquelles la cherté et l'abondance font leur révolution, donne la rente ordinaire de la terre cultivée en blé. Mais une question ultérieure et collatérale peut-être: combien d'argent vaut ce blé ou cette rente? Je réponds qu'il en vaut autant qu'il en resterait à un autre individu qui emploierait le mieux son temps pour aller dans le pays de mines, pour en extraire le minerai, pour le raffiner, le convertir en monnaie et le rapporter au même lieu où l'autre individu a semé et recueilli son blé. La somme restant à cet individu, après le prélèvement de toutes ses dépenses, serait parfaitement égale en valeur à celle du blé qui resterait au cultivateur.» (*Traité des taxes*^{2*}, pp. 23–24.)}** |VIII-364||

1. Chez Ganilh on lit *en au lieu de du*.

2. Marx a cité ici *A Treatise of taxes and contributions ...* de William PETTY d'après le livre de Charles GANILH: *Des Systèmes d'économie politi-*

[c) John Stuart Mill – partisan de la seconde explication que Smith donne du travail productif]

||VII-318| Monsieur J. St. Mill dans ses *Essays on some unsettled questions of polit. econ.* [Essais sur quelques questions non résolues de l'économie politique] Londres 1844, se bat également avec le problème du travail productif et improductif; en réalité il n'ajoute rien à la (seconde) explication de Smith, sinon qu'il considère également comme productifs les travaux produisant la puissance de travail elle-même:

«On peut accumuler et entasser les sources de *jouissance*, on ne peut le faire des jouissances elles-mêmes. La richesse d'un pays se compose de la totalité des sources de jouissances durables qu'il recèle, qu'elles soient matérielles ou immatérielles; et il faut appeler *productif* tout travail ou toute dépense tendant à accroître ou à conserver ces sources durables.» (l. c. p. 82.) «Ce que consomment le mécanicien ou le tisserand pendant qu'ils apprennent leurs sales métiers, est consommé de façon productive, c'est-à-dire que leur consommation ne tend pas à diminuer, mais à augmenter les sources de jouissances durables du pays, en ayant pour effet le renouvellement de ces sources, ce qui compenserait au-delà les frais de leur consommation.» (l. c. p. 83.)

Maintenant nous allons brièvement parcourir les salades avancées contre Smith, concernant le travail productif et improductif.

[6.] Germain Garnier

||319| Dans le tome V, notes à propos de sa traduction de *Wealth of Nations* [Richesse des nations] de Smith (Paris 1802).

En ce qui concerne le «*travail productif*»* au sens éminent, Garnier partage le point de vue des physiocrates, en l'atténuant toutefois quelque peu. Il combat la conception de Smith, selon laquelle

que ...», t. II, Paris 1821, pp. 36–37, où ce passage figure dans la traduction française de Ganilh. Le texte de la traduction française diffère quelque peu de l'original anglais que Marx cite dans le cahier XXII de ses manuscrits (voir ci-dessous p. 416)

«est travail productif... celui qui se réalise sur un objet, celui qui laisse après soi des traces de son opération et dont le produit peut être la matière d'une vente ou d'un échange». (l. c. t. V, p. 169)^{1**} [VII-319]||

[a) *Confusion entre le travail qui s'échange contre du capital et le travail qui s'échange contre du revenu. Conception fausse qui remplace la totalité du capital par le revenu des consommateurs]*

||VIII-347| (Garnier G.) Il avance différents arguments contre A. Smith (en partie repris par les critiques ultérieurs).

«Cette distinction est fausse, en ce qu'elle porte sur une différence qui n'existe pas. *Tout travail est productif* dans le sens dans lequel l'auteur entend ce mot *productif*. Le travail de l'une comme de l'autre de ces deux classes est également productif de quelque jouissance, commodité ou utilité pour la personne qui le paie, sans quoi ce travail ne trouverait pas de salaire.» (l. c. p. 171.)^{2**}

{Il est donc productif, parce qu'il produit une valeur d'usage quelconque, se vend, possède une valeur d'échange et est donc lui-même marchandise.} Mais en développant ce point et pour l'illustrer, Garnier cite plutôt des exemples où les «travailleurs improductifs» font la même chose, produisent la même valeur d'usage ou le même genre de valeur d'usage que les travailleurs «productifs», par exemple:

1. Dans l'original cette citation de Garnier est suivie d'une longue digression sur John Stuart Mill (manuscrit pp. 319–345), d'une brève notice sur Malthus (manuscrit pp. 345–346), d'une petite digression sur Petty (manuscrit pp. 346–347). Le texte concernant John Stuart Mill commence par ces mots: «Avant d'aborder Garnier, nous allons inclure ici, de façon épisodique, quelques remarques sur Mill junior, dont il vient d'être question. Ce que nous allons dire ici devrait en réalité faire partie du chapitre ci-dessous, où il sera question de la théorie de Ricardo sur la plus-value, et non de celui-ci, où nous discutons encore de A. Smith.» Dans la table des matières du cahier XIV (voir ci-dessus, p. 25) ainsi que dans le texte même de ce cahier figure un passage sur John Stuart Mill dans le chapitre «Décomposition de l'école de Ricardo». Pour cette raison, la digression sur John Stuart Mill a été insérée dans ce chapitre-là, dans la troisième partie des *Théories sur la plus-value*. La notice sur Malthus a été incluse dans le chapitre sur Malthus et la digression sur Petty se trouve dans ce tome-ci (pp. 195–199). Après toutes ces digressions on lit dans le manuscrit original (cahier VIII, p. 347): «Nous revenons au travail productif et improductif. Garnier, voir cahier VII, p. 319.» Suit alors l'analyse des conceptions de Garnier.

«Le domestique qui est à mon service, qui allume mon feu, qui me coiffe, qui nettoie et entretient mes habits et mes meubles, qui prépare mes aliments, etc. rend des services *absolument du même genre* que la blanchisseuse ou la lingère, qui nettoie et entretient le linge de ses pratiques; ... que le traiteur, rôtisseur ou cabaretier, qui fait son métier de préparer des aliments aux personnes auxquelles il convient mieux de venir manger chez lui; que le barbier, le coiffeur, etc.» (cependant chez Smith la plus grande partie de ces types-là ne fait pas plus partie des *ouvriers productifs*^{*} que le *domestique*^{*}) «qui rendent des services immédiats; que le maçon enfin, le couvreur, le menuisier, le vitrier, le fumiste, etc., et cette foule d'ouvriers employés aux bâtiments, qui viennent lorsqu'ils sont appelés pour faire des raccommodages et réparations, et dont le bénéfice annuel consiste autant en ouvrages de simple réparation et entretien, qu'en constructions nouvelles.» [l. c. pp. 171–172.]^{**}

(A. Smith ne dit nulle part que le *travail qui se fixe dans un objet plus ou moins permanent*^{*} ne puisse être aussi bien une réparation qu'une création nouvelle.)

«Ce genre de travail consiste moins à produire qu'à conserver; il a moins pour but d'ajouter à la valeur des sujets auxquels il s'applique, que de prévenir leur déprérissement. Tous ces travailleurs, y compris le domestique, épargnent à celui qui les paie, le travail d'entretenir sa propre chose.» [l. c. p. 172.]^{**}

(Ils peuvent donc être considérés comme une machine servant à l'entretien de la valeur, ou plutôt des valeurs d'usage. Ce point de vue de l'«épargner»^{*} du *travail*^{*} est encore soutenu par *Destutt de Tracy*. Voir plus loin. Le travail improductif de l'un ne devient pas productif par le fait qu'il épargne du *travail improductif* à l'autre. Des deux, un seul l'effectue. Une partie du *travail improductif*^{*} d'A. Smith, mais seulement la partie de celui-ci absolument nécessaire à la consommation des choses, partie qui entre pour ainsi dire dans les *frais de consommation* – et même alors seulement dans le cas où elle épargne ce temps à un travailleur productif – [est rendue] nécessaire par la division du travail. Cependant A. Smith ne nie pas cette «division du travail». Selon lui, si chacun des deux était obligé d'effectuer du travail productif

et du travail improductif, et si les choses se faisaient mieux par la répartition à deux travailleurs de ces deux genres de travail, cela ne changerait rien au fait que l'un de ces travaux est productif et l'autre improductif.)

«C'est pour cela et pour cela seul le plus souvent qu'ils travaillent» (afin qu'un individu s'épargne le travail de se servir lui-même, 10 autres doivent le servir – curieuse façon «d'épargner» du travail; en outre le «travail improductif» de ce genre est le plus souvent employé par des gens qui ne font rien); «ainsi ou bien ils sont tous *productifs*, ou aucun d'eux n'est productif» (l. c. p. 172).**

||348| *Deuxièmement.* Chez un Français, les *ponts et chaussées** ne sauraient faire défaut. Pourquoi, dit-il, désigner comme productif

«le travail d'un commis inspecteur ou directeur d'une entreprise particulière de commerce ou de manufacture, et comme *non productif*, celui de l'*administrateur* qui, veillant à l'entretien des routes publiques, des canaux navigables, des ports, des monnaies et autres grands instruments destinés à animer l'activité du commerce, veillant à la sûreté des transports et des communications, à l'exécution des conventions, etc. peut, à juste titre, être regardé comme le *commis inspecteur de la grande manufacture sociale*? C'est un travail absolument de même nature, quoique dans des proportions plus vastes.» (pp. 172–173.)**

Dans la mesure où un individu comme celui-là concourt à la production (ou encore à la conservation et à la reproduction) de choses matérielles *susceptibles d'être vendues*, si elles ne se trouvaient pas entre les mains de l'Etat, Smith pourrait l'appeler «productif». *Inspecteurs de la grande manufacture sociale** est une création des Français.

Troisièmement. Ici Garnier tombe dans les jugements «moraux». Pourquoi le «*parfumeur** qui flatte mon *odorat**» serait-il productif et non le *musicien** qui «charme mon oreille»? (p. 173). Smith répondrait que c'est parce que l'un fournit un produit matériel et pas l'autre. La morale et le «mérite» des deux individus n'a rien à voir avec notre distinction.

Quatrièmement. N'est-ce pas contradictoire que le «*luthier, le facteur d'orgues, le marchand de musique, le machiniste, etc.*»* soient productifs, et improductives les *professions** pour lesquelles ces travaux ne sont que «préparatoires»?*

«Les uns et les autres ont, pour dernier terme de leur travail, une consommation du même genre. Si la fin que se proposent les uns, ne mérite pas d'être comptée au nombre des produits du travail de la société, pourquoi traiterait-on plus favorablement ce qui n'est autre chose qu'un moyen pour arriver à cette fin?» (l. c. p. 173.)**

D'après ce *raisonnement**, celui qui mange des céréales est exactement aussi productif que celui qui les produit. Car à quelle fin produit-on des céréales? Pour les manger. Si donc le travail de les manger n'est pas productif, pourquoi le serait celui qui consiste à cultiver des céréales qui n'est qu'un moyen pour arriver à cette fin? En outre, celui qui mange produit cerveau, muscles, etc.; et ces produits ne sont-ils pas aussi précieux que l'orge ou le blé? – Voilà la question qu'un philanthrope indigné pourrait poser à A. Smith.

Primo, A. Smith ne nie pas que le travailleur improductif produise un *produit quelconque**. Sinon ce ne serait pas un travailleur. Deuxièmement, il peut paraître curieux que le médecin qui prescrit les pilules ne soit pas un travailleur productif, contrairement au pharmacien qui les fabrique; ceci vaut également du fabricant d'instruments qui construit le violon, et du musicien qui en joue. On prouverait seulement que les «travailleurs productifs» fournissent des produits qui n'ont d'autre fin que de servir de moyens de production aux travailleurs improductifs. Mais cette constatation n'est pas plus frappante que celle-ci: finalement tous les travailleurs productifs fournissent premièrement les moyens permettant de payer les travailleurs improductifs, 2. des produits consommés sans le moindre travail.

Après toutes ces remarques (au n° II, le Françoiski ne peut oublier ses *ponts et chaussées**; le n° III débouche sur la morale; le n° IV contient soit l'idée idiote que la consommation est aussi productive que la production – ce qui est faux dans la société bourgeoise, où les uns produisent et les autres consomment – soit celle qu'une partie du travail productif ne fait que fournir les matériaux pour les travaux improductifs, ce que A. Smith ne nie nulle part; après toutes ces remarques parmi lesquelles la 1^{re} est la seule à receler l'idée juste que Smith, dans sa deuxième définition appelle *les mêmes travaux* ||349| productifs et improductifs – ou plutôt qu'il devrait, selon sa propre définition, appeler *productive* une partie relativement restreinte de son travail «improductif»),

ce qui ne va donc pas à l'encontre de la *distinction*, mais à l'encontre de la *subsomption* sous cette distinction, ou de l'*application* de celle-ci –) après ces remarques donc notre *studiosus* [savant] Garnier, en vient enfin au fait :

«La seule différence générale qu'on puisse, à ce qu'il semble, observer entre les deux classes imaginées par Smith, c'est que dans ceux de la classe qu'il nomme *productive*, il y a ou il peut toujours y avoir quelque personne intermédiaire entre le travailleur de la chose et celui qui la consomme; au lieu que, dans celle qu'il nomme *non productive*, il ne peut y avoir aucun intermédiaire, et que la relation est nécessairement directe et immédiate entre le salarié et le consommateur. Il est évident qu'il y a nécessairement une relation directe et immédiate entre celui qui use de l'expérience du médecin, de l'habileté du chirurgien, du savoir de l'avocat, du talent du musicien ou de l'acteur, ou enfin des services du domestique, et entre chacun de ces différents salariés au moment de leur travail; tandis que dans les professions qui composent l'autre classe, la chose à consommer étant matérielle et palpable, elle peut être l'objet de plusieurs échanges intermédiaires avant d'arriver de la personne qui travaille à celle qui consomme.» (p. 174.)**

Par ces derniers mots Garnier montre malgré lui* l'association d'idées secrète existant entre la première distinction de Smith (le travail s'échangeant contre du capital et le travail s'échangeant contre du revenu) et la seconde (le travail qui se fixe en une *vendible commodity* [marchandise vénale] matérielle et [celui] qui ne s'y fixe pas). Le plus souvent ces derniers, de par leur nature, ne peuvent être soumis au mode de production capitaliste, les premiers, si. Abstraction faite de ce que sur la base de la production capitaliste, où la plus grande partie des marchandises matérielles – choses matérielles et palpables* – est produite, sous la domination du capital, par des travailleurs salariés, les travaux [improductifs] (ou services, que ce soit ceux de la prostituée ou ceux du pape) ne peuvent être payés que either out of the salairs of the productive labourers, either out of the profits of their employers (and the partners of those profits) quite apart from the circumstance that those productive labourers produce the material basis of the subsistence, and, consequently, the existence of the improductive labour-

rers [soit par des salaires des travailleurs productifs, soit par des profits de leurs employeurs (et de ceux qui ont part à ces profits), compte non tenu du fait que ces travailleurs productifs fournissent la base matérielle de la subsistance et par conséquent de l'existence des travailleurs improductifs]. Mais il est caractéristique de cet animal de Français insipide, qu'il tienne pour *non essentiel*¹, lui qui se veut spécialiste d'économie politique, donc explorateur de la production capitaliste, ce qui fait de cette production qu'elle est capitaliste, c'est-à-dire l'échange du capital contre du travail salarié qui remplace l'échange direct du revenu contre le travail salarié ou celui du revenu direct que le travailleur se paie à lui-même. Du coup, la production capitaliste elle-même n'est qu'une forme non essentielle, au lieu d'être une forme nécessaire, même si elle ne l'est qu'historiquement, donc une forme transitoirement nécessaire pour permettre le développement de la force productive sociale du travail et la transformation du travail en travail social.

«Encore faudrait-il déduire toujours de sa classe *productive* tous les ouvriers dont le travail consiste purement à nettoyer, entretenir, conserver ou réparer des choses finies, et ne fournit pas par conséquent de produit nouveau dans la circulation.» (p. 175.)**

(Smith ne dit nulle part que le travail ou son produit doit entrer dans le *capital circulant**. Il peut directement entrer dans le *capital fixe**, comme celui du mécanicien qui, dans une usine, répare une machine. Mais ensuite la valeur de celle-ci entre dans la circulation du produit, de la marchandise, et les *réparateurs**, qui font cela *domestiquement**, échangent ||350| leur travail non pas contre du capital, mais contre du revenu.)

«C'est par suite de cette différence que la classe *non productive*, ainsi que Smith l'a observé, ne subsiste que de revenus. En effet, cette classe n'admettant aucun intermédiaire entre elle et celui qui consomme ses produits, c'est-à-dire celui qui jouit de son travail, elle est immédiatement payée par le consommateur; or, celui-ci ne paie qu'avec des revenus. Au contraire, les ouvriers de la classe productive étant, pour l'ordinaire, payés par un *intermédiaire* qui se propose de faire un profit sur leur travail, sont le plus souvent payés

1. En allemand *unwesentlich*. Le même terme revient à la fin du paragraphe. Il signifie aussi *peu important, accessoire*.

par un capital. Mais ce capital est toujours en définitive remplacé par le revenu d'un consommateur, sans quoi il ne circuleraient point et dès lors ne rendrait aucun profit à son possesseur.» [p. 175.]**

Ce dernier «*mais*»* est tout à fait puéril. Premièrement, une partie du capital est remplacée par du capital et non par du revenu, bien que cette partie du capital, suivant le cas, circule ou ne circule pas (comme cela se produit pour la semence).

[b) *Remplacement du capital constant grâce à l'échange de capital contre du capital]*

Si une mine de charbon fournit du charbon à une usine sidérurgique et en reçoit du fer qui entre comme moyen de production dans l'exploitation de la mine, le charbon est alors échangé contre du capital pour le montant de la valeur de ce fer, et réciproquement, le fer est échangé, en tant que capital, pour le montant de sa valeur contre du charbon. (Considérés du point de vue de la valeur d'usage), charbon et fer sont les produits d'un travail nouveau, bien que ce travail les ait produits à l'aide de moyens de travail existants. Mais la valeur du produit du travail annuel n'est pas le produit du travail annuel [nouvellement ajouté]. Elle remplace au contraire la valeur du travail passé matérialisé dans les moyens de production. La portion du produit total correspondant à cette valeur n'est donc pas une fraction du produit du travail de l'année, mais la reproduction du travail passé.

Prenons par exemple le produit du travail journalier d'une mine de charbon, d'une usine sidérurgique, d'un bûcheron et d'une fabrique de machines. Supposons que dans toutes ces industries le *capital constant** = 1/3 de tous les composants de la valeur du produit¹; c'est-à-dire que le rapport entre le travail préexistant et le travail vivant = 1 : 2. Chacune de ces industries fournit en un jour un produit de X, X', X'', X'''. Ces produits sont des quantités déterminées de charbon, de fer, de bois et de machines. A ce titre, ils sont les produits du travail de la journée (mais également des matières premières, des moyens de chauffage, de l'outillage, etc., employés chaque jour et qui tous ont concouru à la production de la journée). Supposons leurs valeurs égales à Z, Z', Z'', Z'''. Ces valeurs ne sont pas le produit du travail d'une journée;

1. Dans le manuscrit on lit, par erreur: composantes du capital.

$\frac{Z}{3}, \frac{Z'}{3}, \frac{Z''}{3}, \frac{Z'''}{3}$ en effet équivalent uniquement à la valeur qu'avaient les éléments constants de Z, Z', Z'', Z''' avant d'entrer dans le travail de la journée. Donc $\frac{X}{3}, \frac{X'}{3}, \frac{X''}{3}, \frac{X'''}{3}$, soit un tiers des valeurs d'usage produites, représente aussi uniquement la valeur du travail préexistant et le remplace constamment. {L'échange qui a lieu ici entre le travail préexistant et le *produit* du travail vivant diffère tout à fait par nature de l'échange qui s'effectue entre la puissance de travail et les conditions de travail existant sous forme de capital.}

X = Z; mais ce Z est la valeur de X entier¹, tandis que 1/3 Z = la valeur de la matière première contenue dans X entier, etc.

Donc $\frac{X}{3}$ est une fraction du produit d'un jour de travail {il n'est absolument pas le produit du travail d'un jour, mais au contraire celui du travail préexistant, du travail des jours précédents qui lui est lié}, fraction dans laquelle reparaît et est remplacé le travail préexistant, lié au travail d'une journée. Il est vrai que chaque partie aliquote de X, qui n'est que la quantité des produits réels (du fer, du charbon, etc.), ne représente selon sa valeur qu' 1/3 du travail préexistant et 2/3 du travail produit le jour même ou travail ajouté. Travail préexistant et travail de la journée entrent dans chacun des produits pris isolément et composant la somme pour la même proportion que dans la somme des produits. Mais si je divise le produit total en 2 parties, que je mette 1/3 d'un côté et 2/3 de l'autre, cela revient à dire que 1/3 représente du travail préexistant et les 2/3 uniquement le travail de la journée². Effectivement, le premier 1/3 représente tout le travail passé qui est entré dans le produit total: la valeur totale des moyens de production consommés. Déduction faite de ce 1/3, les 2/3 restants ne sauraient donc représenter que le produit du travail de la journée. Ils représentent effectivement la quantité totale du travail de la journée qui a été ajouté aux moyens de production.

1. Jusqu'ici Marx a désigné par la lettre X le produit considéré comme valeur d'usage et par Z la valeur du produit. A partir de cet endroit dans le manuscrit, Marx utilise différemment ses symboles: X désigne désormais la valeur et Z la valeur d'usage. Nous avons maintenu les symboles initialement employés par Marx; pour éviter toute confusion, nous intervertissons donc par rapport au manuscrit les lettres X et Z à partir d'ici.

2. Dans le manuscrit on lit, par erreur: travail passé.

ce
ce
d
G

Les derniers 2/3 sont donc équivalents au revenu du producteur (profit et salaire). Il peut les consommer, c'est-à-dire les dépenser pour l'achat d'articles entrant dans sa consommation personnelle. Admettons que ces 2/3 du charbon produit en un jour soient achetés¹ par les consommateurs ou acheteurs non pas à l'aide² d'argent, mais de marchandises qu'ils auraient transformées auparavant en argent, pour acheter du charbon avec cet argent. Une partie du charbon de ces 2/3 entre dans la consommation personnelle du producteur de charbon pour son chauffage, etc. Cette fraction n'entre donc pas dans la circulation, ou alors, si elle y est entrée auparavant, elle en est retirée [351] par ses propres producteurs. Cette fraction exceptée que les producteurs de charbon consomment eux-mêmes en la prélevant sur les 2/3 du charbon, tout le reste, ils sont obligés de l'échanger (s'ils le veulent consommer) contre des articles entrant dans la consommation personnelle.

Lors de cet échange, il leur est tout à fait indifférent que les vendeurs des articles consommables échangent contre du charbon du capital ou du revenu, c'est-à-dire, par exemple, que le fabricant de drap échange son drap contre du charbon pour chauffer son domicile privé (dans ce cas, le charbon lui-même est à son tour, pour lui, article de consommation et il le paie avec du revenu, avec un quantum de drap qui représente du profit), ou que James, le laquais du fabricant de drap, échange contre du charbon le drap qu'il a reçu en salaire (dans ce cas, le charbon est encore un article de consommation et il est échangé contre le revenu du drapier qui, de son côté, avait cette fois échangé son revenu contre le travail improductif du laquais), ou que le drapier échange du drap contre du charbon, pour remplacer dans sa fabrique le charbon indispensable, et qui a été consommé. (Dans le dernier cas, le drap qu'échange le fabricant représente pour lui du *capital constant**, la valeur d'un de ses moyens de production, et le charbon représente pour lui non seulement cette valeur, mais le moyen de production *in natura* [en nature]. Pour le charbonnier toutefois, le drap est un article de consommation et tous deux, le drap comme le charbon, représentent pour lui du revenu; le charbon, du revenu sous sa forme non réalisée, le drap, du revenu sous sa forme réalisée.)

Mais le dernier 1/3 du charbon, le charbonnier ne peut le dépenser sous forme de revenu, pour acheter des articles entrant dans

1. Dans le manuscrit: *verkauft* (vendus).

2. Dans le manuscrit: *in* (en) au lieu de *mit*.

sa consommation personnelle. Il fait partie du procès de production (ou procès de reproduction) et doit être transformé en fer, en bois et en machines, articles qui constitueront des composants de son capital constant, sans lesquels la production de charbon ne pourrait être renouvelée ou poursuivie. Il est vrai qu'il pourrait échanger ce 1/3 aussi contre des articles de consommation (ou, ce qui est pareil, contre l'argent des producteurs de ces articles), mais à la seule condition qu'il échange à nouveau ces articles de consommation contre du fer, du bois, des machines, de sorte qu'ils n'entrent, par conséquent, ni dans sa propre consommation, ni dans la fraction de son revenu qu'il dépense, mais dans la consommation des producteurs de bois, de fer, de machines, et dans la part du revenu qu'ils dépensent. Ceux-ci à leur tour se trouvent tous dans la même situation de ne pouvoir dépenser 1/3 de leur produit pour l'achat d'articles de leur consommation personnelle.

Mais admettons maintenant que le charbon entre dans le *capital constant** du producteur de fer, de bois, du constructeur de machines. Par ailleurs du fer, du bois, des machines entrent dans le *capital constant** du charbonnier. Dans la mesure donc où leurs produits entrent respectivement, pour la même valeur, [dans leurs capitaux constants] ils se remplacent *in natura*, et chacun n'aurait à payer à l'autre qu'un solde pour le *surplus** de ce qu'il lui a acheté par rapport à ce qu'il lui a vendu¹. Dans la pratique effectivement (par l'intermédiaire de la traite, etc.) l'argent n'apparaît ici aussi que comme *moyen de paiement*, et non comme numéraire, moyen de circulation, et ne paie que le solde. Le charbonnier aura besoin d'une partie du 1/3 du charbon pour sa propre reproduction, tout comme il a déduit une partie des 2/3 pour sa propre consommation.

Toute la quantité de charbon, de fer, de bois et de machines, qui se remplacent ainsi respectivement par échange de capital constant contre du capital constant, de capital constant sous une forme naturelle contre du capital constant sous une autre forme naturelle, n'a absolument rien à voir ni avec l'échange de revenu contre du capital constant, ni avec l'échange de revenu contre du revenu. Cet échange joue exactement le même rôle que la semence dans l'agriculture ou, dans l'élevage, les fonds, le capital représenté par du bétail. C'est une partie du produit annuel du travail, mais

1. Dans le manuscrit, par erreur: l'excédent de ce qu'il lui a vendu par rapport à ce qu'il lui a acheté.

non pas *du produit du travail de l'année¹* [nouvellement ajouté] (au contraire c'est une partie du produit du travail de l'année *plus** du travail préexistant) qui, (les conditions de production restant les mêmes) se remplace lui-même chaque année en tant que moyen de production, *capital constant**, sans entrer dans une autre circulation que celle entre *dealers* et *dealers* [hommes d'affaires] et sans affecter *la valeur* de la partie du produit qui entre dans la circulation entre *dealers* et *consumers* [consommateurs]².

Admettons que tout le 1/3 du charbon s'échange ainsi *in natura* contre ses propres éléments de production: fer, bois, machines. {Il serait possible par exemple qu'il ne s'échange directement que contre des machines; mais le fabricant de machines l'échangerait à son tour en tant que *capital constant** non seulement contre son propre capital constant, mais aussi contre celui du producteur de fer et du bûcheron.} Il est vrai que chaque quintal des 2/3 de son produit en charbon ||352| qu'il échangerait contre des articles de consommation, qu'il échangerait en tant que revenu, se composait, en valeur, de 2 parties – tout comme l'ensemble du produit. 1/3 du quintal serait égal à la valeur des moyens de production consommés dans ce quintal, et 2/3 du quintal seraient égaux au travail nouvellement ajouté à ce 1/3 par le producteur du charbon. Seulement, si le produit total est par exemple = à 30000 quintaux, il n'échange que 20000 quintaux en tant que revenu. Les autres 10000 quintaux seraient, dans notre hypothèse, remplacés par du fer, du bois, des machines, etc., etc., bref la valeur totale des moyens de production consommés dans les 30000 quintaux serait remplacée *in natura* par des moyens de production du même genre et d'un volume de valeur égal.

Les acheteurs des 20000 quintaux ne paient donc en réalité pas un *farthing* [centime] pour la valeur du travail préexistant contenu dans les 20000 quintaux; car par rapport au produit total, les 20000 quintaux ne représentent que 2/3 de la valeur dans laquelle se réalise le travail nouvellement ajouté. Cela revient donc au même que si les 20000 quintaux ne représentaient que du travail nouvellement ajouté (pendant l'année par exemple) et pas de travail préexistant du tout. Dans chaque quintal, l'acheteur paie donc la totalité de la valeur, travail préexistant *plus** travail nouvellement ajouté, et pourtant il paie uniquement du travail

1. Dans le manuscrit les passages du texte imprimés en italique sont soulignés au crayon.

2. Cf. à ce sujet ci-dessus pp. 126-127 et 150-151 de ce volume.

nouvellement ajouté, justement parce qu'il n'achète qu'une quantité de 20000 quintaux: il n'achète que la quantité du produit total équivalant à la valeur de la totalité du travail nouvellement ajouté. De même qu'il ne paie nullement la semence de l'agriculteur, mis à part le blé qu'il mange. Les producteurs se sont remplacé mutuellement cette partie du produit; il n'est donc pas nécessaire de la leur restituer une seconde fois. Ils l'ont remplacée par la fraction de leur propre produit qui, si elle est bien le produit annuel de leur travail, n'est nullement le produit de leur travail de l'année; c'est au contraire la fraction de leur produit annuel qui représente le travail préexistant. Sans le travail nouveau, le produit n'existerait pas; mais il n'existerait pas davantage sans le travail cristallisé dans les moyens de production. S'il n'était que le produit du travail nouveau, sa valeur serait inférieure à ce qu'elle est maintenant et dans ce cas, aucune fraction du produit ne pourrait retourner à la production. Mais si l'autre sorte de travail¹ n'était pas plus productif et [ne] fournissait [pas] plus de produit, alors qu'une fraction du produit doit nécessairement retourner à la production, cette sorte de travail ne serait pas employée.

Dès lors, même si aucun élément constitutif de la valeur de ce 1/3 du charbon n'entrant dans les 20000 quintaux de charbon vendus comme revenu, tout changement de valeur dans le *capital constant** qui représente ce 1/3, ou 10000 quintaux, provoquerait cependant un changement de valeur dans les autres 2/3, vendus comme revenu. Supposons que renchérisse la production de fer, de bois, de machines, ctc., bref, des éléments de la production en quoi se décomposait le 1/3 du produit. Admettons que la productivité du travail charbonnier reste la même. Avec la même quantité de fer, de bois, de charbon, de machines et de travail, seront produits comme auparavant 30000 quintaux. Mais étant donné que le fer, le bois et les machines sont devenus plus chers et coûtent plus de temps de travail qu'autrefois, il faudrait donner, pour les avoir, plus de charbon qu'autrefois.

||353| Comme par le passé le produit serait = à 30000 quintaux. Le travail dans les charbonnages est resté aussi productif qu'il l'était auparavant. Avec la même quantité de travail vivant et le même volume de bois, de fer, de machines, etc. il produit, comme auparavant, 30000 quintaux. Comme auparavant, le travail vivant est représenté par la même valeur, disons = 20000 l. (évalué en monnaie). Par contre, bois, fer, etc., bref, le *capital*

1. C'est-à-dire le travail vivant, nouvellement ajouté.

*constant**, coûtent désormais 16000 l. au lieu de 10000 l., c'est-à-dire que le temps du travail qu'ils contiennent a augmenté de 6/10 ou 60 pour cent. La valeur du produit total est maintenant = à 36000 l., elle était auparavant = à 30000 l.; elle s'est donc accrue de 1/5 = 20 pour cent. Chaque partie aliquote du produit coûtera donc elle aussi 1/5 ou 20 pour cent de plus qu'auparavant. Si auparavant le quintal coûtait 1 l., il coûtera désormais 1 l. + 1/5 de l. = 1 l. 4 sh. Auparavant le *capital constant** = 1/3 ou 3/9 du produit total, le travail ajouté = 2/3. Désormais le rapport entre le *capital constant** et la valeur du produit total est 16000 : 36000 = 16/36 = 4/9. Le capital constant a donc augmenté de 1/9. La fraction du produit égale à la valeur du travail ajouté, qui auparavant = 2/3 ou 6/9 du produit, à présent = 5/9.

Nous avons donc:

	<i>capital constant*</i>	travail ajouté
Valeur = 36000 l.	16000 l. (4/9 du produit)	20000 l. (la même valeur qu'auparavant = 5/9 du produit)
Produit = 30000 qx ¹	13333 qx 1/3	16666 qx 2/3

Le travail des ouvriers de mines de charbon ne serait pas devenu plus improductif, mais serait devenu plus improductif le produit de leur travail *plus** celui du travail préexistant; c'est-à-dire qu'il faudrait 1/9 du produit total en plus pour remplacer la composante (en valeur) du [354] *capital constant**. Sur tout le produit, 1/9 de moins = la valeur du travail ajouté. Or, comme auparavant les producteurs de fer, de bois, etc. ne paieront que 10000 qx de charbon. Celui-ci leur coûtait auparavant 10000 l. Il leur coûtera désormais 12000 l. Une partie des frais du *capital constant** seraient donc compensée par l'augmentation du prix qu'ils auraient à payer pour la fraction du charbon qu'ils recevraient en échange de fer, etc. Mais le producteur du charbon doit leur acheter de la matière brute, etc. pour 16000 l. Le solde qui reste donc à sa charge est de 4000 l., c'est-à-dire 3333 qx 1/3 de *coal* [charbon]. Donc, comme avant, il devrait livrer 16666 qx 2/3 + 3333 qx 1/3 = 20000 qx de charbon = 2/3 de son produit aux consommateurs, qui auraient désormais à les payer 24000 l. au lieu de 20000 l. Ce faisant, ils devraient lui remplacer non seulement du travail, mais aussi une partie de son *capital constant**.

1. Quintaux.

En ce qui concerne les consommateurs, la chose est très simple. S'ils voulaient consommer la même quantité de charbon qu'auparavant, ils auraient à la payer 1/5 plus cher et ainsi dépenseraien 1/5 de moins de leur revenu pour d'autres produits, à supposer que les frais de production soient restés les mêmes dans toutes les autres branches. La seule difficulté est celle-ci: comment le producteur de charbon paiera-t-il les 4000 l. de fer, de bois, etc., en échange desquelles leurs producteurs n'ont pas besoin de charbon? Il a vendu ses 3333 qx 1/3 = ces 4000 l. aux consommateurs de charbon et a reçu en échange des marchandises de toutes sortes. Cependant elles ne peuvent entrer ni dans sa consommation, ni dans celle de ses ouvriers, mais doivent entrer dans la consommation des producteurs de fer, de bois, etc., car c'est dans ces articles, en fer, bois, etc., qu'il doit remplacer la valeur de ses 3333 qx 1/3. On dira: c'est très simple. Tous les consommateurs de charbon n'ont qu'à consommer 1/5 de moins de toutes les autres marchandises ou chacun n'a qu'à donner 1/5 de plus de sa marchandise pour du charbon. Puisque les producteurs de bois, de fer, etc. consomment exactement ce 1/5 en plus. Oui mais *prima facie* [à première vue] on ne voit pas comment la productivité réduite dans la forge¹, la fabrique de machines, l'abattage de bois, etc. donnerait aux producteurs de fer, etc. la possibilité de consommer un revenu plus important qu'auparavant, since the price of their articles is supposed to be equal to their values, and, consequently, to have risen only in proportion to the diminished productivity of their labour [puisque le prix de leurs articles est, par hypothèse, égal aux valeurs de ceux-ci et en conséquence n'a augmenté que par rapport à la réduction de productivité de leur travail].

On suppose maintenant que la valeur du fer, du bois, des machines a augmenté de 3/5, de 60 pour cent. Ceci ne peut provenir que de deux causes. Ou bien la productivité, dans la production de fer, de bois, etc., a diminué, le travail vivant employé en elle étant devenu moins productif: il faudrait donc employer une quantité de travail plus importante pour fabriquer le même produit. Dans ce cas, les producteurs devraient employer 3/5 de travail de plus qu'auparavant. Le taux du travail² est resté le même, étant donné que cette diminution de productivité du travail ne touche que tel ou tel produit et passagèrement. Le taux

1. Au sens moderne d'usine sidérurgique.

2. C'est-à-dire taux du salaire.

de la plus-value est donc aussi demeuré le même. Le producteur a besoin de 24 journées de travail là où auparavant il lui en fallait 15, mais comme auparavant, il ne paie aux ouvriers que 10 heures de travail pour chacune de ces 24 [journées de travail], et comme auparavant il les fait travailler gratis 2 [heures] par jour. Si les 15 [ouvriers] travaillaient donc 150 heures pour eux et 30 heures pour lui, les 24 ouvriers feront 240 heures pour eux et 48 heures pour lui. (Ici nous ne nous occupons pas du taux de profit.) Le salaire n'a baissé que dans la mesure où il est dépensé en fer, en bois, en outillage¹, ce qui n'est pas le cas. Les 24 ouvriers consomment maintenant 3/5 de plus que ne consommaient les 15 auparavant. Les producteurs de charbon peuvent donc leur vendre la même proportion de plus sur la valeur des 3333 qx 1/3, c'est-à-dire qu'ils le vendent à leur *master* [patron], qui paie le salaire.

Ou bien la diminution de productivité dans la production de fer, de bois, etc. provient du fait que des éléments de leur capital constant, de leurs moyens de production, sont devenus plus chers. Alors nous sommes de nouveau placés devant la même alternative et en fin de compte la diminution de productivité doit se résoudre en une augmentation de la quantité de travail vivant employé; et donc aussi en une augmentation de salaire que les consommateurs ont payé en partie dans les 4000 l. versées au charbonnier.

Dans les branches où est employé ce travail supplémentaire² la masse de la plus-value a augmenté en fonction de l'augmentation du nombre des travailleurs employés. D'autre part, le taux de profit a diminué dans la proportion où [ont augmenté] tous les composants de leur *capital constant** dans lesquels entre leur propre produit; soit qu'ils aient besoin eux-mêmes d'une partie de leur propre produit cette fois comme moyen de production, soit que leur produit, comme c'est le cas pour le charbon, entre comme moyen de production dans leurs propres moyens de production. Mais si leur capital circulant, investi sous forme de salaire, a augmenté plus que la portion du capital constant qu'ils ont à remplacer, leur taux de profit a augmenté et ils ||355| consomment eux aussi une partie des 4000 l.

Un accroissement de valeur du capital constant (provenant d'une diminution de la productivité dans les branches de travail qui le fournissent) augmente la valeur du produit dans lequel il entre en tant que *capital constant**, et diminue la fraction du

produit (*in natura*), qui remplace le travail nouvellement ajouté, le rend donc moins productif dans la mesure où il serait évalué dans son propre produit. Pour la fraction du capital constant qui s'échange *in natura* il n'y a rien de changé. On échange comme auparavant la même quantité de fer, de bois, de charbon *in natura* pour remplacer le fer, le bois, le charbon utilisés et, dans ce cas, les augmentations de prix se compensent. Mais l'excédent de charbon, qui constitue maintenant une partie du *capital constant** du charbonnier et qui n'entre pas dans cet échange en nature, est échangé, comme auparavant, contre du revenu (dans le cas mentionné ci-dessus, une partie est échangée non seulement contre du salaire, mais aussi contre du profit), avec cette restriction que ce revenu, au lieu de revenir aux consommateurs antérieurs, revient aux producteurs dans les sphères desquels on a employé une plus grande quantité de travail, où donc le nombre des ouvriers a augmenté.

Si une branche d'industrie fabrique des produits qui entrent seulement dans la consommation individuelle et ne servent ni de moyen de production à une autre industrie (ici par moyen de production on entend toujours *capital constant**) ni à sa propre reproduction (comme par exemple dans l'agriculture, l'élevage, l'industrie charbonnière dans laquelle le charbon entre lui-même en qualité de *matière instrumentale**) son produit annuel {pour ce problème-ci un excédent éventuel par rapport au produit d'une année est sans importance} doit toujours être payé en puisant dans le revenu, le salaire ou le profit.

Reprendons l'exemple de la toile utilisé plus haut¹. Trois aunes de toile se composent de 2/3 de capital constant et de 1/3 de travail ajouté. Une aune de toile représente donc du travail ajouté. Si la plus-value = 25 pour cent, 1/5 d'aune représente le profit, les 4/5 restants représentent le salaire reproduit. Ce 1/5 le fabricant le consomme lui-même ou, ce qui revient au même, ce sont d'autres personnes qui le consomment et lui en paient la valeur qu'il consomme sous forme de marchandises, les leurs ou d'autres. {Pour simplifier nous considérerons ici tout le profit comme du revenu ce qui est faux.} Quant aux 4/5 d'aune, il les investit à nouveau en salaire; ses ouvriers les consomment au moyen de leur revenu, soit directement, soit par échange contre d'autres produits consommables dont les propriétaires consomment la toile.

Cette aune, c'est toute la fraction des 3 aunes de toile que les

1. Ici, dans le manuscrit, un mot illisible.

2. En allemand *Mehrarbeit* et non *Surplusarbeit* (surtravail).

1. Voir ci-dessus, pp. 113-152.

producteurs de toile peuvent consommer eux-mêmes comme revenu. Les 2 autres aunes représentent le capital constant du fabricant; elles doivent être retransformées en conditions de production de la toile, c'est-à-dire en fil, outillage, etc. Du point de vue du fabricant, l'échange des 2 aunes de toile est un échange de capital constant; mais il ne peut les échanger que contre le revenu d'autrui. Il paiera donc par exemple le fil avec $4/5$ des 2 aunes, soit $8/5$ d'aune, et l'outillage avec $2/5$. Le filateur et le fabricant de machines peuvent chacun consommer à leur tour $1/3$ de cette quantité: l'un peut donc consommer $8/15$ d'aune sur ses $8/5$, l'autre $2/15$ sur ses $2/5$ [d'aune]. Ensemble ils consommeront $10/15$ ou $2/3$. Mais il faut que $20/15$ ou $4/3$ d'aune remplacent pour eux les matières premières, lin, fer, charbon, etc., et chacun de ces articles se décompose lui-même à son tour en une partie qui représente du revenu (du travail nouvellement ajouté) et une autre qui représente du capital constant (matière première et *capital fixe**, etc.)

Seulement les $4/3$ d'aune qui restent ne peuvent être consommés que sous forme de revenu. Ce qui apparaît donc finalement comme *capital constant** dans le fil et la machine et ce par quoi le filateur et le fabricant de machines remplacent lin, fer, charbon, etc. (abstraction faite de la fraction du fer, du charbon, etc. que le fabricant de machines remplace par des machines), ne doit représenter qu'une fraction du lin, du fer, du charbon, qui constitue le revenu du producteur de lin, de fer, de charbon, on n'a donc pas à restituer du *capital constant** en échange, ou alors il faut qu'il fasse partie de la fraction de leur produit dans laquelle, comme nous l'avons montré ci-dessus, n'entre aucun élément du *capital constant**. Quant à leur revenu sous forme de fer, de charbon, de lin, etc. ceux-ci le consomment en toile ou autres produits consommables, parce que leurs propres produits, en tant que tels, n'entrent pas, ou dans une faible proportion, dans leur consommation individuelle. Ainsi une partie du fer, du lin, etc. peut s'échanger contre un produit qui n'entre que dans la consommation personnelle: la toile, et peut remplacer par là son capital constant, en totalité au filateur, partiellement au fabricant de machines, tandis que le filateur et le fabricant de machines, à leur tour, consomment de la toile grâce à la fraction de leur fil, de leur machine qui représente du revenu, remplaçant ainsi le *capital constant** du tisserand.

En fait, toute la toile se résout donc en profits et salaires du tisserand, du filateur, du fabricant de machines, du cultivateur

de lin, des producteurs de fer et de charbon, tout en remplaçant en même temps au fabricant de toile et au filateur, la totalité de leur capital constant. Cette opération serait fausse, si les derniers producteurs de matière première devaient remplacer leur propre capital constant en l'échangeant contre de la toile, étant donné que celle-ci est un article de consommation individuelle qui n'entre, comme moyen de production ||356], c'est-à-dire comme élément du capital constant, dans aucune autre sphère de production. Notre opération tombe juste, parce que la toile achetée par le cultivateur de lin, le charbonnier, le producteur de fer, le fabricant de machines, etc. avec leurs produits, ne leur remplace que la fraction de leurs produits qui se transforme pour *eux* en revenu, et pour leurs acheteurs en capital constant. Ceci n'est possible que parce qu'ils remplacent *in natura*, ou par l'échange de capital constant contre du capital constant, la partie de leurs produits qui ne se résout pas en revenu, c'est-à-dire qui ne peut être transformée en produits de consommation.

On remarquera sans doute dans le texte ci-dessus qu'on a supposé, dans une branche donnée de l'industrie, que la productivité du travail est restée la même, et pourtant celle-ci aurait diminué, si la productivité du travail vivant employé dans cette branche de l'industrie était évaluée dans son propre produit. La chose est pourtant très simple.

Supposons que le produit du travail d'un fileur soit = 5 lbs¹. de fil. Admettons que pour cela il ne lui faille que 5 lbs. de coton (donc pas de déchet); que la lb. de fil coûte un shilling (nous ferons abstraction de l'outillage, c'est-à-dire supposerons que sa valeur n'ait ni augmenté ni diminué; dans le cas considéré il est donc = à 0). Admettons qu'une livre de coton [coûte] 8 d. Sur les 5 sh. que coûtent les 5 lbs. de fil, 40 d. (5×8 d.) = 3 sh. 4 d. vont au coton et 5×4 d. = 20 d. = 1 sh. 8 d. au travail nouvellement ajouté. Sur le produit total 3 sh. 4 d. [c'est-à-dire] 3 + $1/3$ lb. de fil reviennent donc au *capital constant** et 1 lb. $2/3$ de fil au travail. $2/3$ des 5 lbs. de fil remplacent donc le capital constant et $1/3$ des 5 lbs. de fil ou encore 1 lb. $2/3$ de fil est la partie du produit qui paie le travail. Supposons que le prix de la lb. de coton augmente maintenant de 50 pour cent et passe de 8 d. à 12 d. ou 1 sh. Pour 5 lbs. de fil, nous avons alors premièrement 5 sh. pour 5 lbs. de coton et 1 sh. 8 d. pour le travail ajouté, dont la quantité et par

1. Abréviation de *libras*: livres, ancienne mesure romaine valant environ 460 gr.

conséquent la valeur, exprimées en argent, restent les mêmes. Ces 5 lbs. de fil coûtent donc maintenant 5 sh. + 1 sh. 8 d. = 6 sh. 8 d. Sur ces 6 sh. 8 d., 5 sh. vont maintenant à la matière brute et 1 sh. 8 d. au travail.

6 sh. 8 d. = 80 d., dont 60 d. vont à la matière brute et 20 d. au travail. Le travail ne représente plus maintenant que 20 [d.] de la valeur des 5 lbs. ou des 80 d., soit $1/4 = 25$ pour cent; précédemment il en représentait $33 \frac{1}{3}$ pour cent. D'autre part, la matière brute représente 60 d. = $3/4 = 75$ pour cent; auparavant elle n'en représentait que $66 \frac{2}{3}$ pour cent. Etant donné que les 5 lbs. de fil coûtent maintenant 80 d., 1 lb. coûte donc $80/5$ d. = 16 d. Pour ses 20 d. – la valeur du travail [nouvellement ajouté] – [le fileur] recevra donc 1 lb $\frac{1}{4}$ des 5 lbs. de fil, et 3 lbs. $\frac{3}{4}$ iront à la matière première. Auparavant 1 lb. $\frac{2}{3}$ revenait au travail (profit et salaire) et 3 lbs. $\frac{1}{3}$ au capital constant. Evalué dans son propre produit, le travail est donc devenu moins productif, bien que sa productivité soit restée la même et que seule la matière première soit devenue plus chère. Mais il est resté aussi productif qu'auparavant, puisque le même travail a transformé dans le même temps 5 lbs. de coton en 5 lbs. de fil, et le véritable produit de ce travail (en valeur d'usage) n'est que la *forme de fil* donnée au coton. Avant comme après le même travail a donné forme de fil aux 5 lbs. de coton. Mais le produit réel ne consiste pas seulement en cette forme (le fil), mais aussi en coton brut, c'est-à-dire la matière à laquelle cette forme a été donnée et la valeur de cette matière constitue maintenant une partie plus importante qu'auparavant du produit total par rapport au travail de mise en forme. Voilà pourquoi il faut moins de fil pour payer la même quantité de travail de filature, ou encore disons que la fraction du produit qui remplace le travail a diminué.

Demeurons-en là pour l'instant.

[c) La polémique de Garnier contre Smith et les hypothèses vulgaires sur lesquelles elle repose. Garnier retombe dans les idées des physiocrates. La consommation des travailleurs improductifs considérée comme source de la production – un pas en arrière par rapport aux physiocrates]

Est premièrement fausse l'affirmation de Garnier qu'en définitif¹ tout le capital est toujours remplacé par le *revenu du consommateur**, étant donné qu'une partie du capital peut

1. Nous avons conservé l'orthographe du manuscrit.

être remplacée par du capital et non par du revenu. Deuxièmement c'est là une sottise pure et simple, puisque le revenu lui-même, dans la mesure où il n'est pas un salaire (ou un salaire payé par le salaire du revenu qui en est dérivé), est profit du capital (ou du revenu dérivé du profit du capital). Enfin il est sor d'affirmer que la fraction du capital qui ne circule pas (en ce sens qu'il n'est pas remplacé par le *revenu du consommateur**) «ne rendrait aucun profit à son possesseur»*. En réalité – les conditions de production restant les mêmes – cette fraction ne donne pas de *profit** (ou plutôt de plus-value). Mais faute de cette fraction, le capital serait tout simplement incapable de produire son profit.

||357| «Tout ce qu'on peut conclure de cette différence, c'est que, pour employer les gens *productifs*, il faut non seulement le *revenu de celui qui jouit de leur travail*, mais *encore un capital qui donne des profits aux intermédiaires*, au lieu que pour *employer les gens non productifs*, il suffit le plus souvent du revenu qui les paie.» (l. c. p. 175.)**

A elle seule, cette phrase est une telle accumulation de non-sens qu'il apparaît clairement à la lire que Garnier, traducteur d'A. Smith, n'a rien compris à l'œuvre de Smith et notamment n'a pas non plus idée de ce qui constitue l'essence de la «Wealth of Nations» [Richesse des nations] – à savoir que le mode de production capitaliste est le plus productif (ce qu'il est incontestablement, comparé aux formes antérieures).

D'abord il est complètement ridicule d'objecter à Smith, qui définit le travail improductif comme celui qui est payé directement par le revenu,

«que pour employer les gens *non productifs*, il suffit le plus souvent du revenu qui les paie».**

Mais voici maintenant le contraire:

«Pour employer les gens *productifs*, il faut non seulement le *revenu de celui qui jouit de leur travail*, mais *encore un capital, qui donne des profits aux intermédiaires*.**

(A quel point doit alors être productif le travail agricole de Monsieur Garnier puisque, en plus du revenu, *qui jouit du produit de la terre**, il faut un capital, *qui donne** non seulement *des profits aux intermédiaires**, mais encore une *rente foncière au propriétaire**!)

Pour «employer ces gens productifs», il ne faut pas premièrement du capital qui les emploie et deuxièmement du revenu qui profite de leur travail, mais rien que du capital qui crée le revenu, lequel jouira du fruit de leur travail. Si en tant que tailleur-capitaliste j'investis 100 £ en salaire, ces 100 £ me procurent par exemple 120 £, elles me donnent un revenu de 20 £ au moyen duquel je peux alors, si je le désire, jouir aussi du travail du tailleur sous forme de la «redingote». Si au contraire j'achète pour 20 £ de vêtements pour les porter, ces vêtements ne m'ont manifestement pas rapporté les 20 £ à l'aide desquelles je les ai achetés. Et ce serait du pareil au même si je faisais venir chez moi un tailleur pour me faire confectionner des habits pour 20 £. Dans le premier cas, j'ai touché 20 £ de plus que je n'avais auparavant, et dans le deuxième cas, j'ai, après la transaction, 20 £ de moins qu'auparavant. Au reste je m'apercevrais en outre bien vite que le tailleur que je paie directement sur mon revenu, me demande pour confectionner un costume un prix plus élevé que celui que je paierais si je l'achetais chez l'*intermédiaire**.

Garnier s'imagine que le profit est payé par le consommateur. Le consommateur paie la «valeur» de la marchandise; et bien que celle-ci recèle un profit pour le capitaliste, pour lui, consommateur, la marchandise est meilleur marché que s'il avait investi son revenu directement en travail, en vue de faire produire à l'échelle la plus réduite pour ses besoins privés. Il apparaît ici manifestement que Garnier n'a pas la moindre idée de ce qu'est le capital. Il poursuit:

«Encore beaucoup d'ouvriers *non productifs*, tels que les comédiens, musiciens, etc. ne reçoivent-ils leurs salaires le plus souvent que par le canal d'un directeur qui tire des profits du capital placé dans ce genre d'entreprise.» (l. c. pp. 175-176.)**

Cette remarque est juste, mais elle démontre simplement qu'une partie des travailleurs que Smith, dans sa deuxième définition, qualifie d'improductifs, sont productifs selon sa première définition.

«Il s'ensuit donc que, dans une société où la classe *productive* est très multipliée, on doit supposer qu'il existe une grande accumulation de capitaux dans les mains des intermédiaires ou entrepreneurs de travail.» (l. c. p. 176.)*

En effet: une masse de travail salarié n'est qu'une expression différente d'une masse de capital.

«Ce n'est donc pas, comme le prétend Smith, la proportion existant entre la masse des capitaux et celle des revenus, qui déterminera la proportion entre la classe *productive* et la classe *non productive*. Cette dernière proportion semble dépendre bien davantage des mœurs et des habitudes du peuple; du degré plus ou moins avancé de son industrie.» (p. 177)**

Si les travailleurs productifs sont ceux qui sont payés par le capital, et les travailleurs improductifs ceux qui sont payés par le revenu, il est manifeste que le rapport de la classe productive à la classe improductive est celui du capital au revenu. Cependant, l'accroissement proportionnel des deux classes ne dépendra pas seulement du rapport existant entre la masse des capitaux et la masse des revenus. Il dépendra de la proportion dans laquelle le revenu (profit) croissant se transforme en capital ou est dépensé comme revenu. Bien que la bourgeoisie soit à l'origine très économe, elle copie, quand s'accroît la productivité du capital, c'est-à-dire des travailleurs, ||358| la féodalité, pour ce qui est de la domesticité. Selon le dernier *Report* [rapport] (1861 ou 1862)¹ sur les *Factories* [fabriques], le nombre total de personnes employées dans les *factories* [fabriques] proprement dites du U[United] K[ingdom] [Royaume-Uni] (*managers* [directeurs] compris) n'était que de 775534 alors que le nombre des serviteurs féminins, rien qu'en Angleterre, s'élevait à 1 million. Le beau système qui fait trimer une ouvrière 12 heures durant dans une usine pour qu'avec une partie de son travail non payé le propriétaire de l'usine puisse prendre à son service personnel sa sœur en qualité de servante, son frère comme *groom* [valet de chambre] et son cousin comme soldat ou policier!

Le dernier paragraphe ajouté par G[arnier] est une tautologie inutile. [Selon lui] le rapport entre classes productives et improductives ne dépend pas du rapport entre le capital et le revenu ou *rather* [plutôt] de la masse des marchandises existantes dépensées sous forme de capital ou de revenu, mais (?) des mœurs et *habitudes du peuple*^{*}, du *degré*^{*} de son industrie. Effectivement la

1. *Return to an address of the H. o. C., dated 24 April 1861 (printed 11 Febr. 1862)* [Réplique à un discours de H. o. C., daté du 24 avril 1861 (imprimé le 11 février 1862)].

production capitaliste n'apparaît qu'à un certain niveau de développement de l'industrie.

Sénateur bonapartiste, Garnier s'enthousiasme naturellement pour les laquais et les domestiques en général:

«A nombre égal d'individus, aucune classe ne contribue plus que celle des domestiques à convertir en capitaux des sommes procédant du revenu¹.» (p. 181.)**

De fait, aucune autre classe ne fournit une fraction de la petite bourgeoisie qui soit aussi indigne. Garnier ne comprend pas comment Smith,

«un homme, qui a observé avec autant de sagacité», n'estime pas davantage «cet intermédiaire, placé près du riche pour recueillir les débris du revenu que celui-ci dissipe avec tant d'insouciance». (l. c. pp. 182-183.)**

Dans cette phrase il dit simplement qu'il «recueillit»* les débris* du «revenu»*. Mais en quoi consiste ce revenu? En travail non payé du travailleur productif.

Après toute cette polémique de fort bas étage contre Smith, Garnier, rechutant dans la physiocratie, déclare que seul est productif le travail de l'agriculture! Et pourquoi? Parce qu'il

«crée encore une valeur nouvelle, une valeur qui n'existant pas dans la société, même en équivalent, au moment où ce travail a commencé son opération; et c'est cette valeur qui fournit une rente au propriétaire du sol». (l. c. p. 184.)**

Qu'est-ce donc que le travail productif? Celui qui crée une plus-value, une valeur nouvelle*, au-delà de l'équivalent* qu'il reçoit sous forme de salaire. Ce n'est vraiment pas la faute de Smith si Garnier ne comprend pas qu'échanger du capital contre du travail ne veut rien dire d'autre qu'échanger une marchandise d'une valeur donnée, égale à une quantité de travail donnée, contre une quantité de travail plus grande que celle qu'elle contient elle-même, et ainsi:

«créer une valeur nouvelle [...] qui n'existant pas dans la société, même en équivalent, au moment où ce travail a commencé son opération».*|VIII-358||

1. Chez Smith on lit: de revenus.

||IX-400|¹ Monsieur G. Garnier avait fait paraître en 1796 à Paris un Abrégé élémentaire des Principes de l'Economie Politique*. A côté de la conception des physiocrates selon laquelle seule la culture* est productive, on y trouve cette autre idée (qui éclaire fort sa polémique contre A. Smith), que la consommation* (en majorité représentée par les «travailleurs improductifs»*) est la source de la production et que l'ampleur de celle-ci se mesure à l'importance de la première. Les travailleurs improductifs satisfont les besoins artificiels* et consomment des produits matériels; ainsi ils sont utiles à tout point de vue. C'est pourquoi il polémique aussi contre l'économie (l'épargne). A la page XIII de son avertissement* il dit:

«La fortune d'un individu se grossit par l'épargne: la fortune publique au contraire reçoit son accroissement de l'augmentation des consommations.»**

Et à la page 240 dans le chapitre* sur les dettes publiques*:

«L'amendement et l'extension de la culture et par suite des progrès de l'industrie et du commerce n'ont pas d'autre cause que l'extension des besoins artificiels.»**

Il en conclut que les dettes publiques sont une bonne chose, en ce qu'elles augmentent ces besoins. |IX-400||*

||IX-421|² Schmalz. Dans sa critique de la distinction que fait Smith entre travail productif et travail improductif*, ce rejeton allemand posthume de la physiocratie dit (édition allemande 1818):

«Je remarque seulement ... que l'on ne devra pas considérer comme essentielle et très exacte la distinction de Smith entre le travail productif et le travail improductif, si l'on fait attention que le travail d'autrui en général ne produit jamais pour nous qu'une économie de temps, et que cette économie de

1. Le passage suivant qui constitue un complément au sous-chapitre sur Germain Garnier, est tiré du cahier IX des manuscrits, où il figure entre les textes sur Say et Destutt de Tracy. Marx cite le livre de GARNIER: *Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique* d'après l'ouvrage de DESTUTT DE TRACY: *Éléments d'idéologie*, IV^e et V^e parties: «Traité de la volonté et de ses effets», Paris 1826, pp. 250-251.

2. Le texte qui suit concernant Schmalz est un post-scriptum situé tout à fait à la fin du cahier IX. Par son contenu, il complète les notes sur Garnier qui se trouvent dans le même cahier, à la page 400.

temps est tout ce qui constitue *sa valeur et son prix*^{1.}**

{Ici il confond: l'*économie du temps** obtenue par la division du travail ne détermine pas la valeur et le prix d'une chose; simplement j'obtiens une plus grande valeur d'usage pour la même valeur, le travail devenant plus productif puisque dans le même temps on fournit une plus grande quantité du produit; mais se faisant l'écho des physiocrates, il lui est évidemment interdit de trouver la valeur dans le temps de travail même.}

«Le menuisier, par exemple, qui me fait une table, et le domestique qui porte mes lettres à la poste, qui bat mes habits, ou qui cherche pour moi les choses qui me sont nécessaires, me rendent l'un et l'autre un service absolument de même nature; l'un et l'autre m'épargnent et le temps que je serais obligé d'employer moi-même à ces occupations, et celui qu'il m'aurait fallu consacré à acquérir l'aptitude et les talents qu'elles exigent.» (*Schmalz, Economie politique, trad. par Henri Jouffroy** etc., t. I, 1826, p. 304^{2.}).**

La remarque suivante de ce même barbouilleur plein de graisse³ est encore importante pour montrer le lien existant chez Garnier entre *for instance* [par exemple] son système de consommation (et l'utilité économique *of vast expenditure* [de dépenses importantes]) et la physiocratie:

1. SCHMALZ: *Economie politique*, trad. par Henri Jouffroy, etc. t. I, 1826, p. 304. Voici l'original allemand de ce passage:

«Eben so wenig will ich rügen, dass der Unterschied, den Smith zwischen produktiver und nicht-productiver Arbeit macht ganz unwesentlich sich darstelle, wenn man nur erwäget, welchen Werth die Arbeit Andrer überhaupt eigentlich habe, nemlich, dass sie blosz uns Zeit erspare.» (SCHMALZ: *Staatswirtschaftslehre in Briefen an einen deutschen Erbprinzen*, première partie, Berlin 1818, p. 274.)

2. Voici le texte de l'original allemand: «Der Tischler, welcher mir einen Tisch verfertigt und der Bediente, welcher mir Briefe auf die Post trägt, meine Kleider reinigt und meine Bedürfnisse hohlt, beide thun mir ganz gleichen Dienst; sie ersparen mir die Zeit, und zwar zwiefache Zeit; die erste die, welche ich ist aufwenden müsste, um das selbst zu thun; die zweite die welche ich hätte anwenden müssen, um die Geschicklichkeit dazu mir zu erwerben.» (pp. 274-275.)

3. Marx joue sur le nom de l'auteur Schmalz qui en allemand signifie saindoux.

«Ce système (de Quesnay)» fait aux artisans et même aux simples consommateurs un mérite de leurs consommations; par le motif que ces consommations contribuent, quoique d'une manière indirecte et médiate, à augmenter le revenu national, puisque sans ces consommations les objets consommés n'auraient pas été produits par le sol et n'auraient pu être ajoutés au revenu du propriétaire foncier.» (p. 321^{1.}).** [IX-421]

[7.] Ch. Ganilh

[a) Conception mercantiliste de l'échange et de la valeur d'échange]

||VIII-358| Quel ouvrage bâclé et superficiel que celui de Ch. Ganilh: *Des systèmes d'écon[omie] pol[istique]**. Première édition Paris 1809. Deuxième 1821. (Les citations sont tirées de cette dernière.) Ses élucubrations s'appuient directement sur Garnier contre qui il polémique.

{Canard dans les *Principes d'Economie Politique*² définit «la richesse»* comme «une accumulation de travail superflu». S'il avait précisé lequel est le *travail** qui est superflu pour maintenir en vie l'ouvrier, en tant qu'ouvrier, cette définition serait exacte.}

Cette vérité élémentaire que la marchandise est l'élément de la richesse bourgeoise, donc que le travail, pour produire de la richesse, doit produire de la marchandise, se vendre ou vendre son produit est le point de départ de Monsieur Ganilh.

«Dans l'état actuel de la civilisation, le travail ne nous est connu que par l'échange.» (t. I., l. c. p. 79.)
«Le travail sans échange ne peut produire aucune richesse.» (l. c. p. 81.)**

A partir de là, Ganilh jumps [sauta] tout de suite dans le système mercantiliste. Parce que le travail sans échange ne produit pas de richesse bourgeoise,

1. Voici le texte allemand: «Ja noch mehr sie schreibt ihnen selbst ihr Verzehren als ein Verdienst mittelbarer Erhöhung des National-Einkommens zu. Denn wäre sie nicht, so wäre auch, was zie verzehren, nicht hervorgebracht, oder dem Grund-Eigenthümer nicht zu Gute gekommen.» (p. 287.)

2. Marx cite la définition que Canard donne de la richesse d'après l'ouvrage de GANILH, *Des Systèmes d'économie politique*, ouv. cité, t. I, p. 75. Chez Canard la définition se trouve à la page 4.

«la richesse dérive exclusivement du commerce» (*l. c.* p. 84).**

Ou, comme il écrit plus loin:

«L'échange ou le commerce donne seul la valeur aux choses» (*l. c.* p. 98). Sur ce «principe de l'identité des valeurs et de la richesse ... repose la doctrine de la fécondité du travail général.» (*l. c.* p. 93).**

Ganilh expose lui-même que [359] le «*système commercial*»* qu'il appelle lui-même une simple «*modification*»* du *système monétaire**,

«fait dériver la richesse particulière et générale des valeurs échangeables du travail, soit que ces valeurs soient ou non fixées dans des objets matériels durables et permanents» (*l. c.* p. 95).**

Il retombe donc dans le système mercantiliste, comme Garnier dans le système physiocratique. Ses élucubrations, *if good for nothing else* [si elles ne valent rien], ne sont donc pas mal pour caractériser ce système et ses conceptions de la «plus-value», d'autant plus qu'il les défend contre Smith, Ricardo, etc.

La richesse est de la *valeur échangeable**; tout travail produisant de la *valeur échangeable** ou ayant une *valeur échangeable** propre, produit donc de la richesse. Le seul terme par lequel Ganilh approfondit le système mercantiliste, est le terme *travail général**. Il faut que le travail de l'individu, ou plutôt le produit de ce travail, prenne la forme du travail général. C'est ainsi seulement qu'il est valeur d'échange, *argent*. *In fact* [En fait] Ganilh insiste sur l'idée que richesse est synonyme d'argent, seulement il ne s'agit plus d'or ou d'argent-métal uniquement, mais de la marchandise elle-même, dans la mesure où elle est de l'*argent*. Il écrit:

«*Système commercial* ou l'échange des valeurs du travail général» (*l. c.* p. 98).**

Voilà l'absurdité: le produit est de la *valeur** en tant qu'existence, en tant qu'*incarnation du travail général**, mais non pas en tant que *valeur du travail général**, ce qui reviendrait à *valeur de la valeur**. Admettons même que la marchandise soit constituée comme *valeur**, qu'elle ait même, si l'on veut, la forme d'argent, qu'elle soit métamorphosée. Elle est alors de la *valeur échangeable**. Mais à combien s'élève sa valeur? Toutes les marchandises sont des *valeurs échangeables**; ce n'est pas par là qu'elles se distinguent.

Mais qu'est-ce qui détermine la *valeur échangeable** d'une marchandise donnée? Ganilh s'en tient sur ce point à l'apparence la plus grossière. A est une grande valeur d'échange, s'il s'échange contre beaucoup de B, C, D, etc.

Ganilh a parfaitement raison quand il reproche à Ricardo et à la plupart des économistes de considérer le *travail sans l'échange**, bien que leur système, comme tout le système bourgeois, soit fondé sur la *valeur d'échange*. Mais cela provient uniquement de ce que, pour eux, le produit a tout naturellement la *forme* de marchandise et qu'ils n'envisagent donc que la *grandeur de valeur*. Dans l'échange, les produits de chaque individu ne s'affirment en qualité de produits du travail général que dès lors qu'ils se présentent comme *argent*. Cette relativité provient déjà du fait qu'ils doivent nécessairement se présenter comme existence du travail général et qu'ils ne sont réduits à cela, qu'en tant qu'expressions relatives du travail social, ne différant que par la quantité. Mais ce n'est pas l'échange qui leur confère la *grandeur de valeur*. Dans l'échange ils apparaissent comme travail social général. Dans quelles limites peuvent-ils le faire? Cela dépend de la mesure dans laquelle ils peuvent se présenter comme travail social, cela dépend donc du volume des marchandises contre lesquelles ils peuvent s'échanger, donc de l'étendue du marché, du commerce, de la série des marchandises qui leur permettent d'exprimer leur valeur d'échange. S'il n'existaient par exemple que 4 branches de production différentes, chaque producteur produirait pour lui-même une grande partie de ses produits; mais s'il existe des milliers de branches, l'[individu] peut produire son produit tout entier en tant que marchandise. Le produit peut passer tout entier dans l'échange. Seulement Ganilh se figure avec les mercantilistes que la *grandeur de valeur elle-même est le produit de l'échange*, alors que ce que l'échange confère aux produits c'est seulement la forme de la valeur, ou la forme de *marchandise*.

«L'échange donne aux choses une valeur qu'elles n'auraient pas eue sans lui.» (p. 102.)**

Si l'on veut dire que les choses*, les valeurs d'usage, ne deviennent de la *valeur**, ne prennent cette forme qu'en tant qu'expressions relatives du travail social, c'est une tautologie. Si l'on veut dire que l'échange leur donne une plus grande valeur qu'elles n'auraient eue sans lui*, c'est une absurdité manifeste, puisque l'échange* ne peut augmenter la grandeur de valeur de A qu'en diminuant celle de B; s'il confère à A une valeur plus grande que

celle qu'il avait avant l'échange, il réduit celle de B. *A + B ont donc toujours la même valeur, après comme avant l'échange.*

«Les produits les plus utiles peuvent n'avoir aucune valeur si l'échange ne leur en donne point.»**

(*D'abord**, si ces choses* sont des «produits»*, elles sont d'entrée de jeu des produits du travail et non pas des substances naturelles élémentaires comme l'air, etc., si elles sont «les plus utiles»*, ce sont des valeurs d'usage en un sens éminent, des valeurs d'usage dont chacun a besoin; si l'échange* ne leur donne *aucune valeur**, c'est seulement si chacun les produit pour soi-même, ce qui est contraire ||360| à la supposition qu'elles sont produites pour l'échange*, auquel cas toute l'hypothèse est stupide.)

«Et les produits les plus inutiles peuvent avoir une grande valeur, si l'échange leur est favorable.» (p. 104.)**

L'«échange»* semble être pour Monsieur G[anilh] une personne mythique. Si les «produits les plus inutiles»* ne sont utiles à rien, n'ont pas de valeur d'usage, qui donc les achètera? Il faut que pour l'acheteur, ils aient au moins une «utilité»* imaginaire. A moins d'être fou, pourquoi les paierait-il cher? Leur cherté doit donc provenir d'autre chose que de leur «inutilité»*. De leur rareté?¹ Mais Ganilh les appelle «les produits les plus inutiles». Puisque ce sont des produits, pourquoi ne les produit-on pas en plus grande quantité, malgré leur «valeur échangeable»* élevée? Si tout à l'heure était fou l'acheteur qui donnait beaucoup d'argent pour quelque chose qui n'a pour lui aucune valeur d'usage, ni réelle ni imaginaire, que dire à présent du vendeur qui ne produit pas ces *trifles* [inutilités] de grande valeur d'échange à la place d'utilités* de faible valeur d'échange? Que leur valeur d'échange soit grande en dépit de leur faible valeur d'usage (la valeur d'usage étant déterminée par les besoins naturels de l'homme), cela doit donc nécessairement résulter d'une circonstance qui ne provient pas de Monsieur échange*, mais du produit* lui-même. *Sa valeur d'échange élevée n'est donc pas le produit de l'échange*, elle se manifeste seulement dans l'échange.*

«La valeur échangée des choses et non leur valeur échangeable constitue la véritable valeur, celle qui est identique avec la richesse.» (l. c. p. 104.)**

1. Marx utilise ici d'abord le terme allemand *Seltenheit*, puis le terme français.

Mais la valeur échangeable* est le rapport d'une chose* avec d'autres choses*, contre lesquelles elle peut être échangée. {Ce qu'il y a de vrai dans ce raisonnement, c'est ce qui entraîne nécessairement la métamorphose de la marchandise en argent, c'est qu'elle doit entrer dans l'échange en tant que valeur échangeable*, mais n'est au fond que le résultat de celui-ci.} Par contre, la valeur échangée* de A est une quantité déterminée de produits de B, C, D, etc. Ce n'est donc plus de la valeur* (selon Monsieur G[anilh]), mais une chose sans échange*. B, C, D, etc. n'étaient pas des «valeurs». A l'est devenu parce que ces non-valeurs ont pris sa place (comme valeur échangée*). Par leur simple changement de place, ces choses*, après être sorties de l'échange, alors qu'elles se trouvent dans la même position qu'avant, sont devenues des valeurs*.

«Ce n'est donc ni l'utilité réelle des choses ni leur valeur intrinsèque qui en fait des richesses, c'est l'échange qui fixe et détermine leur valeur, et c'est cette valeur qui les identifie avec la richesse.» (l. c. p. 105.)**

Monsieur échange* fixe et détermine quelque chose qui existait ou n'existant pas. S'il crée la valeur des choses*, cette valeur* qui est son produit, cesse avec lui: il défait donc tout aussi bien ce qu'il a fait. J'échange A contre B + C + D. Dans l'acte de cet échange, A acquiert de la valeur*. Une fois l'acte terminé, B + C + D est du côté de A, et A, du côté de B + C + D. Et ils existent bien chacun pour soi, en dehors de Monsieur échange* qui consistait seulement en cette permutation. B + C + D sont maintenant des choses*, pas des valeurs*. Il en est [de même pour] A. Ou alors l'échange* «fixe et détermine» au sens propre du mot, tout comme le dynamomètre le fait pour le degré de ma force musculaire, sans la créer aucunement. Mais alors la valeur* n'est pas produite par l'échange*.

«Il n'y a véritablement des richesses pour les particuliers et pour les peuples que lorsque chacun travaille pour tous,** (c'est-à-dire lorsque son travail se présente comme travail social général, à défaut de quoi cela serait une stupidité, car le fabricant de fer, sinon, abstraction faite de cette forme, ne travaille pas pour tous*, mais seulement pour les consommateurs de fer) «et tous pour chacun» (ce qui serait une nouvelle absurdité, s'il s'agissait de la valeur d'usage, car les produits de tous* ne sont que des produits particuliers et chacun* n'a besoin que de produits

particuliers; cela revient donc simplement à dire que chaque produit particulier prend une forme sous laquelle il *existe pour chacun*; et il existe de la sorte non pas dans la mesure où, produit particulier, il se différencie du produit de *chacun**, mais dans la mesure où il lui est identique; encore une fois, la forme du travail social, telle qu'elle se présente sur la base de la production marchande) (*l. c. p. 108*).

[361] Après avoir ainsi défini la valeur d'échange – la représentation du travail de l'individu isolé comme travail social général – G[anilh] retombe dans la conception tout à fait grossière selon laquelle la valeur d'échange, c'est le rapport suivant lequel la marchandise A s'échange contre la marchandise B, C, D, etc. La valeur d'échange de A est grande lorsque A s'échange contre beaucoup de B, C, D; mais alors B, C, D s'échangent contre peu de A. La richesse consiste en valeur d'échange. La valeur d'échange c'est le rapport relatif selon lequel les produits s'échangent réciprocement. La somme totale des produits n'a donc aucune valeur d'échange, car elle ne s'échange contre rien. Par conséquent, la société, dont la richesse se compose de valeurs d'échange, ne possède pas de richesse. Il ne s'ensuit pas seulement, comme G[anilh] conclut lui-même, que la «richesse nationale qui se compose des valeurs échangeables du travail» (*p. 108*)** ne peut jamais ni augmenter ni diminuer quant à sa valeur d'échange (donc *pas de plus-value*), mais qu'elle n'a absolument pas de valeur d'échange, et n'est donc pas une *richesse**, la *richesse** ne se composant que de *valeurs échangeables**.

«Si l'abondance du blé en fait baisser la valeur, les cultivateurs seront moins riches, parce qu'ils ont moins de valeurs d'échange pour se procurer les choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie; mais les consommateurs du blé profiteront de tout ce que les cultivateurs auront perdu: la perte des uns sera compensée par le gain des autres, et la richesse générale n'éprouvera point de variation.» (*pp. 108-109.*)**

*Pardon!** Les *consommateurs du blé** consomment le *blé** et non pas la *valeur échangeable du blé**. Ils sont plus riches en aliments, mais non en *valeur échangeable**. Ils ont échangé contre le *blé** peu de leurs produits, qui ont une grande valeur d'échange, à cause de leur petit nombre relatif comparé à la *masse** du *blé** contre lequel ils s'échangent. Les *cultivateurs** ont alors reçu la *valeur d'échange élevée* et les *consommateurs** beaucoup de *blé**

d'une valeur d'échange plus faible, de sorte qu'ils sont à présent devenus pauvres, tandis que les *cultivateurs** se sont enrichis.

En outre, la somme (la somme sociale des valeurs d'échange) perd sa nature de valeur d'échange dans la proportion exacte où elle devient somme de valeurs d'échange. A, B, C, D, E, F ont de la valeur d'échange dans la mesure où ils s'échangent réciprocement. Une fois échangés, ce sont des produits pour leurs consommateurs, leurs acheteurs. En changeant de mains, ils ont cessé d'être valeur d'échange. Par cette opération, la richesse sociale, qui se compose de valeurs échangeables, a disparu. La valeur de A est relative; c'est son rapport d'échange avec B, C, etc. A + B ont une valeur d'échange moindre, parce que leur valeur d'échange ne consiste plus qu'en leur rapport à C, D, E, F. Mais la somme de A, B, C, D, E, F n'a pas de valeur d'échange du tout, puisqu'elle n'exprime pas de rapport. La somme des marchandises ne s'échange pas contre d'autres marchandises. Donc la richesse de la société qui ne se compose que de valeurs d'échange n'a pas de valeur d'échange et n'est pas de la richesse.

«De là vient qu'il est difficile et peut-être impossible à un pays de s'enrichir par le commerce intérieur: il n'en est pas tout à fait de même des peuples qui se livrent au commerce avec l'étranger.» (*l. c. p. 109.*)**

Cela, c'est le vieux système mercantiliste. La valeur consiste en ce que je reçois non pas un équivalent, mais plus que l'équivalent. Mais en même temps il n'existe pas d'équivalent. Il faudrait en effet pour cela, que la valeur de A et la valeur de B fussent déterminées non par le rapport de A à B ou de B à A, mais par un troisième terme, par rapport auquel A et B seraient identiques. Or, s'il n'y a pas d'équivalent, il n'y a pas d'excédent sur l'équivalent. On me donne moins d'or pour du fer que de fer pour l'or. J'ai maintenant plus de fer, contre lequel je reçois moins d'or. Si je gagne donc initialement parce que moins d'or¹ équivaut à plus de fer, je perds tout autant ensuite parce que plus de fer équivaut à moins d'or.

[b) Insertion de tout travail payé dans la catégorie travail productif]

«Tout travail, quel que soit sa nature, est productif de la richesse, pourvu qu'il ait une valeur d'échange.»

I. Dans le manuscrit *mehr* (plus) par erreur au lieu de *weniger* (moins).

(l. c. p. 119.) «L'échange n'a aucun égard ni à la quantité, ni à la matérialité, ni à la permanence des produits.» (l. c. p. 121.) «Tous» (*les travaux**) «sont également productifs de la somme contre laquelle ils sont échangés.» (pp. 121-122.)**

Ils sont d'abord *également productifs de la somme**, c'est-à-dire du *prix* qui sert à les payer (*la valeur* de leur salaire). Mais immédiatement G[anilh] fait un pas de plus. Le travail immatériel produit le produit matériel contre lequel il s'échange, en sorte que le travail matériel semble produire le produit du travail immatériel.

[362] «Il n'y a aucune différence entre le travail de l'ouvrier qui fait une commode dont l'échange lui produit un septier de blé, et le travail de ménétrier qui lui produit un septier de blé. Des deux côtés il y a un septier de blé produit pour payer la commode, et un septier de blé produit pour payer le plaisir procuré par le ménétrier. A la vérité, après la consommation du septier de blé par le menuisier, il reste une commode, et après la consommation du septier de blé par le ménétrier, il ne reste rien; mais combien de travaux réputés productifs sont dans le même cas! ... Ce n'est pas par ce qui reste après la consommation que l'on peut juger si un travail est productif ou stérile, c'est par *l'échange ou par la production qu'il a fait naître*. Or, comme le travail du ménétrier est, aussi bien que le travail du menuisier, *la cause de la production d'un septier de blé, tous deux sont également productifs d'un septier de blé*, quoique l'un, après qu'il est fini, ne se fixe et ne se réalise dans aucun objet permanent, et que l'autre se fixe et se réalise dans un objet permanent.» (l. c. pp. 122-123.)

«A. Smith voudrait réduire le nombre des travailleurs qui ne s'occupent pas utilement, pour multiplier celui des travailleurs qui s'occupent utilement; mais on n'a pas fait attention que, si ce désir pouvait se réaliser, toute richesse serait impossible, parce que les consommateurs manqueraient aux producteurs, et que les excédents non consommés ne seraient pas reproduits. Les classes productives ne donnent pas gratuitement les produits de leurs travaux aux classes

dont les travaux ne donnent aucun produit matériel, (ici il distingue donc malgré tout lui-même entre *travaux qui donnent des produits matériels et travaux qui n'en donnent point**); elles les donnent en échange des commodités, des plaisirs ou des jouissances qu'elles en reçoivent, et, *pour les leur donner, elles sont obligées de les leur produire*. Si les produits matériels du travail n'étaient pas employés à salarier les travaux qui ne donnent point de produits matériels, ils n'auraient pas de consommateurs et leur *reproduction* cesserait. Les travaux productifs d'agrément concourent donc aussi efficacement à la production que le travail réputé le plus productif.» (l. c. pp. 123-124.)

«Presque toujours les commodités, les plaisirs ou les agréments qu'ils» (*les peuples**) «recherchent, suivent et ne devancent pas les produits qui doivent les acquitter.» (l. c. p. 125.) (Semblent donc être bien plutôt les effets que les causes des *produits qui doivent les acquitter**). «Il en est autrement lorsque les travaux consacrés au plaisir, au luxe et au faste, ne sont pas demandés par les classes productives» (ici Ganilh fait donc lui-même la distinction) «et que cependant elles sont forcées de les salarier et de prendre ce salaire sur leurs besoins. Alors il peut arriver que ce salaire forcé ne fasse pas naître un surcroît de production.» (l. c. p. 125.) «Hors ce cas ... tout travail est nécessairement productif, et contribue plus ou moins efficacement à la formation et à l'accroissement des richesses générales, parce qu'il fait naître nécessairement les produits qui les salariant.» (l. c. p. 126.)**

{Les «ouvriers improductifs» seraient donc, d'après ce texte, productifs, non pas parce qu'ils coûtent, c'est-à-dire à cause de leur valeur d'échange, non plus qu'à cause de la jouissance spéciale qu'ils produisent, donc à cause de leur valeur d'usage, mais parce qu'ils produisent du travail productif.}

{Si, d'après A. Smith, est productif le travail qui s'échange directement contre du capital, il faut encore considérer, en dehors de la forme, les éléments matériels du capital qui s'échange contre du travail. Ce capital se décompose en moyens de subsistance nécessaires, donc, la plupart du temps, en marchandises, en choses matérielles. Sur ce salaire, ce que l'ouvrier paie à l'Etat et à

l'Eglise, c'est une redevance [pour] des services qui lui sont imposés; ce qu'il dépense pour l'éducation, diantrement peu; quand il le fait, dépense productive, car elle produit de la puissance de travail; ce qu'il dépense pour les services des médecins, des prêtres, des avocats, c'est en cas de poisse; il reste donc fort peu de travaux improductifs ou services en quoi se résout le salaire de l'ouvrier, d'autant plus qu'il assure lui-même ses frais de consommation (préparation des repas, nettoyage de la maison, la plupart du temps même les réparations).}

Le passage suivant de G[anilh] est extrêmement caractéristique:

«Si l'échange donne au travail du domestique une valeur de 1000 francs, quand il ne donne à celui du cultivateur et du manufacturier qu'une valeur de 500 francs, il faut en conclure que le travail du domestique contribue à la production de la richesse deux fois autant que celui du cultivateur et du manufacturier; et cela ne peut pas être autrement, tant que le travail des domestiques reçoit en paiement deux fois autant de produits matériels que le travail des cultivateurs et manufacturiers. Le moyen de concevoir que la richesse provient du travail qui a le moins de valeur d'échange et qui par conséquent est le moins payé!» (l. c. pp. 293-294).**

||363| Si le salaire du manufacturier ou du cultivateur¹ = 500 francs, la plus-value (profit et rente) créée par lui = 40 pour cent, il donnerait un *produit net** = 200 francs, et il faudrait 5 de ces ouvriers pour produire le salaire du domestique, soit 1000 francs. Si Monsieur échange* voulait, au lieu d'un domestique, se payer une maîtresse pour 10000 frs par an, il faudrait le *produit net* de 50 de ces ouvriers productifs. Donc, du fait que, pour cette maîtresse, le travail improductif rapporte 20 fois autant de valeur d'échange, de salaire, que le salaire des ouvriers productifs, cette personne ajouterait donc 20 fois plus «à la production des richesses»*, et un pays produirait d'autant plus de richesses qu'il paie plus cher ses domestiques et ses maîtresses. Monsieur G[anilh] oublie que seule la productivité du travail industriel ou agricole, seul l'excédent créé par les ouvriers productifs, mais qui ne leur est

1. Nous reprenons les termes de Ganilh. Il s'agit d'ouvriers. Marx emploie *Manufakturarbeiter* et *Agrikulturarbeiter* pour éviter toute équivoque.

pas payé, fournit un fonds sur lequel on paie les ouvriers improductifs. Voici son calcul: 1000 frs de salaire et, comme équivalent pour ça, le travail d'un domestique ou d'une maîtresse, cela fait ensemble 2000 frs. La valeur des domestiques et des maîtresses, c'est-à-dire leurs frais de production, dépendent entièrement du *produit net** des ouvriers productifs. Bien plus, leur existence, en tant que *genre** particulier, en dépend. Leur prix et leur valeur n'ont pas grand-chose de commun.

Mais admettons même que la valeur (les frais de production) d'un domestique coûte le double de ce que coûtent ceux d'un ouvrier productif. Nous ferons remarquer alors que la productivité d'un ouvrier (comme celle d'une machine) et sa valeur sont choses absolument différentes, qu'elles sont même en raison inverse. La valeur que coûte une machine est toujours une fraction de sa productivité.

«Vainement objecte-t-on que si le travail des domestiques est aussi productif que celui des cultivateurs et des manufacturiers, on ne voit pas pourquoi les économies générales d'un pays ne seraient pas employées à leur entretien, non seulement sans être dissipées, mais avec une augmentation constante de valeur. Cette observation¹ n'est spécieuse que parce qu'elle suppose que la fécondité de chaque travail résulte de sa coopération à la production des objets matériels, que la production matérielle est constitutive de la richesse, et que production et richesse sont parfaitement identiques. On oublie que toute production n'est richesse que jusqu'à concurrence de sa consommation.» (C'est pourquoi le drôle nous dit à la page suivante «que tout travail est productif de la richesse dans la proportion de sa valeur d'échange déterminée par l'offre et la demande» (mais non: il produit de la richesse, non pas dans la mesure où il produit de la valeur d'échange*, c'est-à-dire non pas en raison de ce qu'il produit, mais en raison de ce qu'il coûte), «que sa valeur respective ne concourt à l'accumulation des capitaux que par l'économie et la non-consommation des produits que ces valeurs autorisent à prendre dans

1. Chez Ganilh: objection.

la production générale.»¹ et que l'échange détermine jusqu'à quel point *elle contribue à la formation de la richesse*. Si l'on se rappelait que tous les travaux courrent directement ou indirectement à la production totale de chaque pays, que l'échange, en fixant la valeur de chaque travail, détermine la part qu'il a eue à la production, que la *consommation de la production* réalise la valeur que lui a donnée l'échange, et que l'excédent ou le déficit de la production sur la consommation détermine l'état de la richesse ou de la misère des peuples, on sentirait combien il est inconséquent *d'isoler* chaque travail, de fixer sa fertilité et sa fécondité par son *concours à la production matérielle et sans aucun égard à sa ||364| consommation, qui seule lui donne une valeur, valeur sans laquelle la richesse ne peut exister.*» (l. c. pp. 294-295.)**

D'une part, notre drôle fait dépendre la richesse de l'excédent de la production sur la consommation, et d'autre part la consommation seule donne de la valeur. Et un domestique qui consomme 1000 frs contribue donc à la formation de la valeur deux fois autant que le paysan qui consomme 500 frs.

En premier lieu, Ganilh reconnaît que ces ouvriers improductifs ne participent pas directement à la formation de la richesse matérielle. Smith ne dit rien de plus. Il s'efforce d'autre part de démontrer qu'à l'inverse ils créent la richesse matérielle, alors que de son propre aveu, ils n'en font rien.

Chez tous ces critiques d'A. Smith, noter qu'ils se placent au-dessus de la production matérielle et qu'ils tentent en même temps de justifier comme production matérielle la production immatérielle - ou même l'absence de production comme chez le domestique. Peu importe que le détenteur du *revenu net** le dépense en domestiques, maîtresses ou petits pâtés. Mais il est ridicule de s'imaginer que l'excédent doive être nécessairement consommé par les domestiques et ne puisse l'être par l'ouvrier productif lui-même, sans que la valeur du produit s'en aille à tous les diables. Chez Malthus, même nécessité des consommateurs improductifs, qui existe bien en fait, dès que le surplus est entre les mains des *gens oisifs*.* ||364||

1. Toutes ces incises de Marx ont été reportées en note dans l'édition allemande (cf. *M.E.W.*, t. 26, I, p. 183) pour des raisons d'intelligibilité. Nous avons respecté l'ordre du manuscrit. La citation de Ganilh, interrompue après «consommation», reprend ici.

[8. Ganilh et Ricardo sur le revenu net
Ganilh partisan d'une diminution de la population productive;
Ricardo partisan de l'accumulation du capital
et de la croissance des forces productives]

||364| Ganilh prétend dans son ouvrage *Théorie de l'économie politique** (dont je n'ai pas eu connaissance) avoir établi une théorie reproduite par Ricardo¹. Cette théorie est la suivante: la richesse dépend du *produit net** et non du *produit brut**, donc du niveau du *profit** et de la *rent* [rente]. (Ce n'est certainement pas une invention de Ganilh, mais il est vrai qu'il se distingue par sa façon de l'exprimer.)

La *surplus value* [plus-value] se présente (existe réellement) dans un *surplus produce* [produit supplémentaire] excédant la masse du produit qui se borne à reproduire ses éléments d'origine, passe donc dans ses frais de production et est égale - si l'on additionne le capital constant et le capital variable - à tout le capital avancé dans la production. Le but de la production capitaliste est ce surplus et non pas le produit. Le temps de travail nécessaire de l'ouvrier, et par là son équivalent dans le produit qui sert à le payer, n'est nécessaire que tant qu'il produit du travail supplémentaire. Autrement, pour le capitaliste, il est *improductif*.

La plus-value est égale au taux de la plus-value $\frac{pl}{v}$, multiplié par le nombre des journées de travail ou le nombre des ouvriers, soit n . Donc $Pl = \frac{pl}{v} \times n$. Cette plus-value peut donc augmenter ou diminuer de deux façons. Par exemple $\frac{pl}{v/2} \times n$ est égal à $\frac{2 pl}{v} \times n = 2 Pl$. Dans ce cas Pl ||365| a doublé parce que le taux a doublé, puisque $\frac{pl}{v/2} = \frac{2 pl}{v}$ est le double de $\frac{pl}{v}$. D'autre part $\frac{pl}{v} \times 2 n$ serait aussi égal à $\frac{2 pl n}{v}$ donc = 2 Pl. Le capital variable V, est égal au prix de la journée de travail multiplié par le

1. Cette affirmation de Ganilh se trouve dans le premier volume de son ouvrage: *Des Systèmes d'économie politique*, ouv. cité, p. 213. Le livre de GANILH: *La Théorie de l'économie politique* parut en 1815, deux ans avant *On the Principles of political economy and taxation* de RICARDO.

nombre des ouvriers employés. Si on emploie 800 ouvriers dont chacun coûte 1 £, alors $V = 800 \text{ £} = 1 \text{ £} \times 800$, $n = 800$.

Si la plus-value est alors de 160, son taux est $\frac{160}{1 \text{ £} \times 800} = \frac{160}{800}$

$= \frac{16}{80} = \frac{1}{5} = 20$ pour cent. Mais la plus-value elle-même est

$$= \frac{160}{1 \text{ £} \times 800} \times 800, \text{ soit } \frac{\text{Pl. } l.}{1 \text{ £} \times n} \times n.$$

Cette plus-value¹ ne peut s'accroître², si la longueur du temps de travail est donnée, que par augmentation³ de la productivité, ou si la productivité est donnée par la prolongation du temps de travail.

Mais ce qui importe ici c'est que: $2 \text{ Pl. } l. = \frac{\text{pl.}}{\sqrt{2}} \times n$ et $= \frac{\text{pl.}}{v} \times 2n$

[La plus-value (*gross amount* [total] de la plus-value) reste la même si, le nombre des ouvriers diminuant de moitié, au lieu de $2n$ on a [seulement] n , le travail quotidien supplémentaire [effectué] par eux est le double de ce qu'il était auparavant. Dans cette hypothèse resteraient inchangées: premièrement la masse totale des produits fournis, deuxièmement la masse totale du *surplus produce* ou *produit net**. Se seraient par contre modifiés: premièrement le capital variable ou la partie du capital circulant qui est déboursée en salaire et qui est diminué de moitié; la partie du capital constant qui consiste en matière première resterait inchangée, étant donné que c'est la même quantité de matière première qui est transformée, bien qu'elle le soit par la moitié seulement des ouvriers précédemment employés. Par contre, la partie consistant en *capital fixe** a augmenté.

Si le capital investi en salaire = 300 £. (1 £. par ouvrier), maintenant = 150 £. Si le capital investi en matière première = 310 £., il est maintenant = 310 £. Si la valeur des machines était le quadruple du reste du capital, alors = 1600⁴. Donc, si l'outillage s'amortit en 10 ans, la partie entrant chaque année dans le produit = 160 £. Nous supposerons que le capital précédemment dépensé en instruments = 40 £., donc 1/4 seulement.

1. Dans le manuscrit: taux de la plus-value.

2. Dans le manuscrit: doubler.

3. Dans le manuscrit: doublement.

4. Strictement parlant la valeur de l'outillage, en supposant qu'elle soit le quadruple du reste du capital qui est de 460 £. (150 + 310), serait de 1840 £. Pour simplifier Marx a adopté le chiffre rond de 1600 £.

Dans ce cas le décompte s'établit comme suit:

	Outil- lage	Matière première	Sala- ire	Total	Plus-value	Taux de profit	Pro- duit total
Ancien capital	40	310	300	650	150 ou 50%	23 1/13%	800
Nouveau capital	160	310	150	620	150 ou 100	24 6/31%	770

Dans ce cas le taux de profit aurait augmenté parce que le capital total a diminué; le capital investi en salaire ayant diminué de 150, la valeur totale du *capital fixe** [a augmenté] seulement [de] 120, donc au total dépensé 30 £. de moins qu'avant.

Si les 30 £. qui restent sont utilisées de la même façon, 31/62 du total (ou 1/2) en matière première, 16/62 en machines et 15/62 en salaire, nous aurons:

Outilage	Matière première	Salaire	Plus-value
7 £. 14 sh. 6 d.	15 £.	7 £. 5 sh. 6 d.	7 £. 5 sh. 6 d.

Donc au total

	Outilage	Matière première	Salaire	Plus-value	Profit
Nouveau capital	167 £. 4 sh. 6 d.	325 £. 157 £. 5 sh. 6 d.	157 £. 5 sh. 6 d.	157 £. 5 sh. 6 d.	24 6/31%

Total du capital investi: 650 livres comme avant. Produit total 807 [livres] 5 sh. 6 d.

La valeur totale du produit a augmenté, la valeur totale du capital investi est restée la même; et a augmenté, non seulement la valeur, mais aussi la masse du produit total, car il y a eu 15 £. de matière première de plus transformées en produit.

||366| «Quand un pays est privé du secours des machines et que son travail se fait à force de bras, les classes laborieuses consomment la presque totalité de leurs productions. A mesure que l'industrie fait des progrès, qu'elle se perfectionne par la division du travail, par l'habileté des ouvriers, par l'invention des machines, les frais de la production diminuent ou, en

d'autres termes, il faut un moindre nombre d'ouvriers pour obtenir une plus grande production. (l. c. t. I, pp. 211–212.)**

Autrement dit, dans la mesure même où l'industrie devient plus productive, le coût de production du salaire diminue. Proportionnellement au produit, on emploie moins d'ouvriers, ils consomment donc une partie moindre de ce produit.

L'ouvrier qui, pour produire sa propre subsistance, mettait 10 h sans machines et n'en met plus que 6 avec machines, travaille dans le premier cas 10 heures (sur 12) pour lui, et 2 pour le capitaliste, qui reçoit donc 1/6 du produit total. Dans le premier cas 10 ouvriers produisent du produit pour 10 ouvriers (= 100 h) et 20¹ pour le capitaliste. Sur la valeur de 120, le capitaliste reçoit 1/6 = 20. Dans le second cas, 5 ouvriers produiront du produit pour 5 ouvriers (= 30 h) et pour le capitaliste = 30 h. Sur 60 heures, le capitaliste en recevrait donc à présent 30, soit la 1/2, le triple de ce qu'il recevait avant. La valeur totale de la plus-value aurait également augmenté, passant de 20 à 30, d'1/3. Si sur 60 jours je m'en approprie la 1/2, cela fait 1/3 de plus que 120 dont je m'approprie 1/6.

En outre la 1/2 du produit total que reçoit le capitaliste serait aussi, en quantité, plus grande que précédemment. En effet 6 heures donnent maintenant autant de produit que 10 précédemment; 1 heure autant de produit [qu'auparavant]² 10/6, c'est-à-dire que 1 4/6 = 1 2/3. Donc les 30 heures de plus-value contiennent autant de produit [qu'auparavant]² 10, donc 30 ou 5 × 6 autant qu'auparavant 5 × 10.

La plus-value du capitaliste aurait donc augmenté et son surproduit aussi (s'il le consomme lui-même ou pour autant qu'il en consomme *in natura* [en nature]). La plus-value peut même augmenter sans que la quantité du produit total³ augmente. Dire en effet que la plus-value augmente, c'est dire que l'ouvrier est capable de produire des subsistances en moins de temps qu'auparavant, que la valeur des marchandises qu'il consomme diminue par conséquent, représente moins de temps de travail, qu'une valeur déterminée, = 6 h par exemple, représente donc une quantité de valeurs d'usage plus grande qu'auparavant. L'ouvrier continue à recevoir la même quantité de produit qu'auparavant,

1. Il s'agit évidemment de 20 heures.

2. Ici nous avons, par erreur, dans le manuscrit le signe =.

3. Dans le manuscrit: *Sur plus produkt* au lieu de *Gesamtprodukt*.

mais cette quantité constitue une partie moindre du produit total, de même que sa valeur exprime une partie moindre des *fruits** de la journée de travail. Bien qu'aucune augmentation des forces productives ne puisse avoir ce résultat pour des branches d'industrie dont les produits n'entrent *neither*¹ [ni] directement ni indirectement dans la formation des moyens de consommation de l'ouvrier, l'augmentation ou la diminution de la productivité dans ces branches n'affectant pas le rapport du travail nécessaire au surtravail, inversement le résultat pour ces branches serait le même, bien que ne provenant pas d'une modification de leur propre productivité. La valeur relative de leurs produits augmenterait exactement dans la même mesure qu'aurait baissé celle des autres marchandises (si leur propre productivité est restée la même); dans la même mesure, une plus petite partie aliquote de ces produits ou une fraction moindre du temps de travail de l'ouvrier, matérialisé dans ces produits, procurerait à l'ouvrier la même quantité de subsistances qu'auparavant. La plus-value augmenterait donc dans ces branches tout à fait comme dans les autres.

Mais qu'adviendra-t-il alors des 5 ouvriers déplacés? On dira qu'un certain capital est devenu libre, celui qui payait les 5 ouvriers congédiés, dont chacun recevait 10 h (pour un travail effectif de 12 h), donc au total 50 h qui pouvaient auparavant salarier 5 ouvriers et qui, [maintenant] que le salaire est tombé à 46 h, peuvent payer 50/6 = 8 1/3 journées de travail. Avec le capital libéré – 50 [heures de] travail – on peut donc occuper maintenant plus d'ouvriers qu'on n'en avait congédié.

Cependant, ce n'est pas un capital de 50 heures de travail pleines qui est devenu libre. Même en admettant que le prix des matières ait diminué de façon proportionnelle à l'accroissement de leur emploi dans le même temps de travail, qu'il y ait donc eu dans cette branche la même augmentation de la productivité, il reste encore la dépense pour le nouvel outillage. Supposons qu'il coûte exactement 50 heures de travail, en aucun cas il n'occupera autant d'ouvriers qu'on en a renvoyé. En effet, ces 50 heures de travail étaient entièrement dépensées en salaire, pour 5 ouvriers. Mais dans la valeur des machines, pour 50 heures de travail, sont inclus profit et salaire, temps de travail payé et temps non payé. Entre également dans la valeur de la machine du *capital constant**. Des ouvriers occupés à la construction des machines, [ceux qui construisent la nouvelle machine] sont moins nombreux que les

1. Dans le manuscrit, par erreur: *either*.

ouvriers congédiés. Ce ne sont du reste pas les mêmes. ||367| L'augmentation de l'offre d'emploi dans la construction de machines peut influer tout au plus sur la répartition future de la masse des ouvriers, en ce sens qu'une plus grande fraction de la nouvelle génération qui commence à travailler, une fraction plus grande que par le passé, se tourne vers cette branche. Mais cela ne concerne pas les ouvriers qui viennent d'être licenciés. En outre, l'accroissement de l'offre annuelle de ces emplois n'est pas égal au capital neuf investi en machines. La machine dure par exemple 10 ans. La demande constante de travailleurs qu'elle crée est donc égale chaque année au 1/10 du salaire qu'elle contient. A ce 1/10 s'ajoute le travail de réparation pendant 10 ans et la consommation quotidienne de charbon, d'huile, des matériaux instrumentaux*¹ en général, ce qui fait peut-être encore au total 2/10.

{Si le capital libéré avait été = 60 h, ces 60 heures représenteraient maintenant 10 heures de travail supplémentaire et seulement 50 heures de travail nécessaire. Si donc ces 60 heures avaient auparavant été dépensées en salaire et occupaient 6 ouvriers, elles ne peuvent en occuper maintenant que 5.}

(Le déplacement* de travail et de capital, provenant de ce que, par l'intermédiaire de l'outillage, etc., la productivité a augmenté dans une branche d'industrie particulière, n'est jamais que prospectif. C'est la nouvelle main-d'œuvre, la nouvelle masse des travailleurs affluant sur le marché du travail qui se répartit autrement, peut-être les enfants de ceux qui ont été chassés; mais pas eux-mêmes. Eux-mêmes végètent longtemps dans leur ancien trade [métier] qu'ils continuent dans des conditions très défavorables, leur temps de travail nécessaire étant plus grand que le temps de travail socialement nécessaire; ils se paupérisent ou trouvent à s'occuper dans d'autres branches qui emploient un travail d'une catégorie inférieure.)

{Un pauper [pauvre] tout comme un capitaliste (rentier) vit du revenu du pays. Il n'entre pas dans les frais de production du produit, il est donc, selon Monsieur Ganih, représentant d'une valeur échangeable*. De même un criminel qui est nourri en prison aux frais de l'Etat. Une grande partie des «ouvriers improductifs», ceux à qui l'Etat procure une sinécure, etc., ne sont que des paupers [pauvres] distingués.}

{Supposons que, grâce à la productivité de l'industrie, on en

1. Le contexte montre que Marx entend par ce terme les matériaux qu'exigent l'entretien et le fonctionnement de la machine.

soit arrivé à ce que 1/3 de la population seulement, au lieu de 2/3 auparavant, participe désormais directement à la production matérielle. Un tiers fournit désormais les subsistances pour les 3/3, alors qu'avant 2/3 les fournissaient pour 3/3. Avant, 1/3 était du revenu net* (distinct du revenu de l'ouvrier), maintenant 2/3. En faisant abstraction de l'opposition [entre les classes], la nation aurait besoin maintenant non plus de 2/3 comme auparavant¹, mais de 1/3 de son temps pour la production directe. Avec une répartition équitable, tout le monde aurait 2/3 de temps de plus à consacrer aux travaux improductifs, aux loisirs. Mais dans la production capitaliste tout paraît contradictoire, tout l'est. L'hypothèse n'implique pas que la population reste stationnaire. S'il y a accroissement des 2/3, il y a également accroissement de 1/3. A considérer la masse, un nombre de plus en plus grand pourrait donc être occupé dans le travail productif. Mais relativement, par rapport à la population totale, il y aurait toujours 50 pour cent de moins que précédemment. Ces 2/3 se composeraient alors en partie des détenteurs du profit et de la rente, en partie des ouvriers improductifs, (mal payés à cause de la concurrence également) qui aident les premiers à manger leur revenu, mais leur donnent en échange un équivalent en services*, à moins qu'ils ne le leur imposent, tels les travailleurs politiques improductifs. On pourrait supposer que – à l'exception des larbins, soldats, matelots, agents de police, fonctionnaires subalternes, etc., maîtresses, garçons d'écurie, clowns, jongleurs* – ces travailleurs improductifs seraient dans l'ensemble plus cultivés que ne l'étaient précédemment les travailleurs improductifs et que notamment le nombre des artistes, musiciens, avocats, médecins, savants, maîtres d'école, inventeurs, etc., mal payés, se serait accru aussi.

Au sein de la classe productive elle-même, aurait augmenté le nombre de middlemen [intermédiaires] commerciaux, mais surtout celui des personnes employées à la construction de machines, à celle des chemins de fer, dans les mines; en outre les travailleurs agricoles occupés à l'élevage, les travailleurs employés à la production de matières chimiques, minérales pour les engrains; aussi le nombre de cultivateurs* qui cultivent des matières premières pour l'industrie augmente par rapport à ceux qui produisent des vivres et celui de ceux qui produisent des aliments pour le bétail augmente par rapport à ceux qui produisent des aliments pour les hommes. Si le capital constant augmente, la masse relative

1. Dans le manuscrit, par erreur: jetzt (maintenant).

du travail total occupée à sa reproduction croît également. Néanmoins la fraction qui produit immédiatement des subsistances, bien que le nombre en soit réduit, ||368| fournit plus de produits qu'auparavant. Son travail est plus productif. *De même que, pour un capital particulier, la diminution de la partie variable par rapport à la partie constante apparaît directement comme une diminution de la partie dépensée en salaire, de même quand il s'agit de la masse totale du capital – pour la reproduction de ce capital – les choses doivent se présenter de telle manière qu'une partie relativement plus grande de la masse de travail employée soit occupée à la reproduction des moyens de production plutôt qu'à celle des produits eux-mêmes, donc à la reproduction de l'équipement¹ (y compris les moyens de communication, de transport, les bâtiments), des matières instrumentales* (charbon, etc.) (gaz) (huile, etc., suif) (courroies, etc.) des végétaux constituant la matière première des produits industriels. Le nombre des ouvriers agricoles diminuera par rapport aux ouvriers de manufacture. Les ouvriers de luxe augmenteront enfin, parce que le revenu, devenu plus grand, consommera plus de produits de luxe.}*

{Le capital variable se résout en revenu, primo en salaire, secundo en profit. Si l'on considère donc le capital par opposition au revenu, le capital constant apparaît comme le capital proprement dit, comme la partie du produit total qui appartient à la production et entre dans les coûts de production sans être consommée par quiconque individuellement (le bétail de labour mis à part). Cette partie peut bien provenir entièrement du profit et du salaire. Mais en dernière analyse elle ne peut donc jamais en provenir exclusivement; elle est le produit du travail, mais d'un travail qui a considéré l'instrument de production lui-même comme revenu, tel le sauvage, l'arc. Mais une fois transformée en capital constant*, cette partie du produit cesse de se résoudre en salaire ou profit, bien que sa reproduction donne salaire et profit. Une fraction du produit appartient à cette partie. Tout produit postérieur est le résultat de ce travail passé et du travail présent. Ce dernier ne peut se poursuivre que dans la mesure où il restitue à la production une partie du produit total. Il lui faut remplacer le capital constant in natura. S'il devient plus productif, il remplace le produit mais non pas sa valeur, il réduit celle-ci *post festum*. S'il devient plus improductif, il augmente sa valeur. Dans un cas

1. En allemand: *Maschinerie*, que nous avons jusqu'ici traduit généralement par outillage.

la fraction aliquote que le travail passé retire du produit total diminue, dans l'autre, elle augmente¹. Dans un cas le travail vivant devient plus productif, dans l'autre plus improductif.}

{Parmi les circonstances qui font baisser les coûts du capital constant*, il faut aussi compter l'amélioration des matières premières. Par exemple, il n'est pas possible de fabriquer la même quantité de filés avec du coton de mauvaise qualité et avec du coton de bonne qualité, sans même tenir compte de la masse relative de déchets, etc. De même l'importance de la qualité de la semence, etc.}

{Citons comme exemple la combinaison, dans laquelle un fabricant produit lui-même une partie de son capital constant* antérieur ou donne lui-même à présent au produit brut qui, auparavant, passait au titre de capital constant* de sa sphère de production dans une autre, la seconde forme – ce qui aboutit toujours simplement à une concentration des profits, comme nous l'avons montré précédemment². Exemple du premier cas: combinaison de filature et tissage. Pour le second: les propriétaires de mines de Birmingham qui se sont chargés de tout le processus de la fabrication du fer qui se répartissait auparavant entre plusieurs entrepreneurs et propriétaires.}

Ganilh poursuit:

«Tant que la division du travail n'est pas établie dans toutes ses branches, tant que toutes les classes de la population laborieuse et industrielle n'ont pas atteint le terme de leur complément, l'invention des machines, et leur emploi dans certaines industries, ne font que refluer les capitaux et les ouvriers déplacés par les machines, dans d'autres travaux qui peuvent les employer utilement. Mais il est évident que, quand tous les travaux ont le capital et les ouvriers qui leur sont nécessaires, tout perfectionnement ultérieur, toute machine nouvelle qui abrège le travail, réduisent nécessairement la population laborieuse; et comme sa réduction ne diminue point la production, la part qu'elle laisse disponible accroît ou au profit des capitaux ou à la rente de la terre³; et par conséquent l'effet naturel et nécessaire des machines est de di-

1. Dans le manuscrit: *fällt* (diminue).

2. Voir ci-dessus p. 148.

3. C'est-à-dire: constitue un accroissement soit du profit ..., etc.

minuer la population des classes salariées qui vivent du produit brut, et d'augmenter la population des classes qui vivent du produit net.» (*l. c.* p. 212.)

||369| «Le déplacement de la population d'un pays, effet nécessaire des progrès de l'industrie, est la véritable cause de la prospérité, de la puissance et de la civilisation des peuples modernes. Plus les classes inférieures de la société décroissent en nombre, moins elle doit s'inquiéter des dangers auxquels l'exposent sans cesse les besoins, l'ignorance, la crédulité et la superstition de ces classes infortunées; plus les classes supérieures se multiplient, plus l'Etat a de sujets à sa disposition, plus il est fort et puissant, plus il y a dans toute la population de lumières, de raison et de civilisation.» (*l. c.* p. 213.)**

{Voici de quelle façon Say fait se résoudre en revenu la totalité de la valeur du produit*: dans la traduction de Ricardo par Constancio, au ch. 26, il écrit dans une note:

«Le revenu net d'un particulier se compose de la valeur du produit auquel il a concouru... moins ses déboursés; mais comme les déboursés qu'il a faits sont des portions de revenu qu'il a payées à d'autres, la totalité de la valeur du produit a servi à payer des revenus. Le revenu total d'une nation se compose de son produit brut, c'est-à-dire de la valeur brute de tous ses produits qui se distribue entre les producteurs¹.»**

La dernière phrase aurait été exacte, formulée de la sorte: *Le revenu total d'une nation se compose de cette partie de son produit brut, c'est-à-dire de la valeur brute de tous les produits qui se distribuent comme revenus entre les producteurs, c'est-à-dire moins cette portion de tous les produits qui dans chaque branche d'industrie avaient remplacé les moyens de production**. Mais ainsi formulée, la phrase s'annulerait d'elle-même.

Say poursuit:

«Cette valeur, après plusieurs échanges, se consommerait tout entière dans l'année qui l'a vue naître, qu'elle n'en serait pas moins encore le revenu de la nation; de même qu'un particulier qui a 20000 frs

1. Marx cite ici la note de Say sur le 26^e chapitre de *On the Principles of political economy and taxation* de RICARDO, d'après GANILH (t. I., p. 215).

de revenu annuel, n'en a pas moins 20000 frs de revenu annuel, quoiqu'il le mange tout entier chaque année. Son revenu ne se compose pas seulement de ses épargnes.»**

Son revenu ne se compose jamais de ses épargnes, quoique ses épargnes se composent toujours de ses revenus. Pour prouver qu'une nation peut annuellement manger et son capital et son revenu, Say la compare à un particulier qui laisse intact son capital et ne mange annuellement que son revenu¹. Si ce particulier mangeait dans une seule année et son capital de 200000 frs et le revenu de 20000, il n'aurait rien à manger l'an après. Si tout le capital d'une nation, et conséquemment toute la valeur brute de ses produits, se résolvait en revenus, Say aurait raison. Le particulier mange ses 20000 frs de revenu. Ses 200000 frs de capital, qu'il ne mange pas, se seraient composés des revenus d'autres particuliers, dont chacun mange sa part, et ainsi, au bout de l'année, tout le capital serait mangé. Mais il serait reproduit pendant qu'il est mangé et ainsi remplacé? Mais le particulier en question reproduit annuellement son revenu de 20000 frs parce qu'il n'a pas mangé son capital de 200000 frs. Les autres ont mangé ce capital. Donc ils n'ont pas de capital de quoi reproduire le revenu².

«Le seul produit net», écrit Ganilh, «et ceux qui le consomment composent sa richesse» (*de l'Etat**) «et sa puissance et concourent à sa prospérité, à sa gloire et à sa grandeur.» (*l. c.* p. 218.)**

Ganilh cite en outre les notes de Say accompagnant la traduction de Ricardo par Constancio (ch. 26), où Ricardo écrit: Pour un pays qui compte 12 millions d'habitants, il est plus avantageux, s'agissant de sa richesse, d'avoir 5 millions d'ouvriers productifs que d'en avoir 7 qui travaillent pour les 12 millions. Dans ce cas le produit net* se compose du surplus produce [surproduit] dont vivraient les 7 millions qui ne sont pas productifs; dans le second cas, d'un surplus produce pour 5 millions. Say fait remarquer à ce propos:

«Cela ressemble tout à fait à la doctrine des économistes³ du 18^e siècle, qui prétendaient que les manufactures ne servaient nullement à la richesse de

1. Dans le manuscrit, par erreur: capital.

2. Nous avons reproduit les deux longs passages écrits en français par Marx en en respectant les particularités stylistiques.

3. C'est-à-dire les physiocrates.

l'Etat, parce que la *classe salariée*, consommant une [370] valeur égale à celle qu'elle produisait, ne contribuait en rien à leur fameux produit net.»**

Ganilh observe à ce propos (pp. 219-220):

«Il n'est pas facile d'apercevoir quelque rapport entre l'assertion des économistes, que la *classe industrielle consommait une valeur égale à celle qu'elle produisait*, et la doctrine de M. Ricardo que le *salaire des ouvriers ne peut être compté dans le revenu d'un Etat*.»**

Une fois encore G[anilh] passe à côté de l'essentiel. Les économistes* font erreur en ne voyant dans les *manufacturiers** que des classes salariées*. C'est ce qui les distingue de Ricardo. Ils font également erreur en croyant que les salariés* produisent ce qu'ils consomment. Ce qui est exact, et Ricardo le sait bien qui s'oppose à eux sur ce point, c'est que ce sont les salariés qui produisent le *produit net**, mais qu'ils le produisent précisément parce que leur *consommation, c'est-à-dire leur salaire, est égal, non à leur temps de travail, mais au temps de travail qu'ils ont mis à produire ce salaire**; ou parce qu'ils ne reçoivent sur leur propre produit qu'un équivalent de leur propre *consommation** nécessaire. Les économistes* supposaient que la *classe industrielle** tout entière (*maîtres et ouvriers**) se trouvait dans cette situation. Seule la *rente** était à leurs yeux un excédent de la production sur les *salaires**. Elle était donc la seule richesse. Lorsque Ricardo vient à dire que les *profits** et les *rentes** constituent cet excédent, par conséquent la seule richesse, il est, malgré ce qui le différencie des physiocrates, d'accord avec eux sur ce point que seul le *produit net**, le produit dans lequel existe la *surplus value* [plus-value] constitue la richesse nationale, bien qu'il comprenne mieux la nature de ce surplus. Chez lui aussi il ne s'agit que de la fraction du revenu qui constitue un excédent sur le *salaire**. Ce qui le distingue des économistes, ce n'est pas son explication du *produit net**, c'est son explication du *salaire**, catégorie dans laquelle les économistes commettent l'erreur de faire rentrer aussi les *profits**.

Say fait encore cette objection à Ricardo:

«Sur sept millions d'ouvriers tous occupés, il y aura plus d'épargnes que sur cinq millions.»**

A quoi G[anilh] a raison de répondre:

«C'est supposer que les *économies sur les salaires* sont préférables à l'économie qui résulte de la suppression des salaires ... Il serait par trop absurde de payer 400 millions de salaires à des ouvriers qui ne donnent aucun produit net, afin de leur procurer l'occasion et le moyen de faire des économies sur leur salaire.» (l. c. p. 221.)

«A chaque pas que fait la civilisation, le travail devient moins pénible et plus productif; les classes condamnées à produire et à consommer diminuent; et les classes qui dirigent le travail, qui soulagent (!), consolent (!) et éclairent toute la population, se multiplient, deviennent plus nombreuses et s'approprient tous les biensfaits qui résultent de la diminution des frais du travail, de l'abondance des productions et du bon marché des consommations. Dans cette direction, l'espèce humaine s'élève ... dans cette tendance progressive de la diminution des classes inférieures de la société et de l'accroissement des classes supérieures ... la société civile devient plus prospère, plus puissante, etc.» (l. c. p. 224.) «Si ... le nombre des ouvriers employés est de 7 millions, les salaires seront de 1400 millions; mais si les 1400 millions ne donnent pas un plus grand produit net que le milliard payé aux cinq millions d'ouvriers, la véritable économie serait la suppression des 400 millions de salaires à deux millions d'ouvriers, qui ne donnent aucun produit net, et non dans les épargnes que les deux millions d'ouvriers peuvent faire sur les 400 millions de salaires.» (l. c. p. 221.)**

Au chapitre 26, Ricardo fait la remarque suivante:

«A. Smith exagère toujours les avantages qu'un pays tire d'un gros revenu brut comparés à ceux d'un gros revenu net ... Quel avantage résultera-t-il pour un pays de l'emploi d'une grande quantité de travail productif, si, soit qu'il emploie cette quantité ou une moindre, son revenu et ses profits doivent rester les mêmes?» Peu importe qu'une nation emploie 5 ou 7 millions de travailleurs productifs, [371] qui font vivre 5 autres millions, ... «la nourriture et l'habillement de ces cinq millions seraient toujours le revenu

net. L'emploi d'un plus grand nombre d'hommes ne nous mettrait en état ni d'ajouter un homme à notre armée ou à notre marine, ni de fournir une guinée de plus aux impôts. » (l. c. p. 215.)**

Voilà qui rappelle les Allemands d'autrefois², qui se relayaient aux champs et à la guerre. Plus était restreint le nombre de ceux qui étaient indispensables à l'agriculture, plus grandissait le nombre de ceux qui pouvaient s'en aller guerroyer. Il ne leur aurait servi de rien que le chiffre du *peuple** se fût accru de 1/3, 1 500 au lieu de 1 000 par exemple, s'il avait fallu dorénavant 1 000 personnes pour cultiver la terre, là où 500 suffisaient auparavant. La troupe disponible n'aurait toujours pas dépassé le chiffre de 500 hommes. Si par contre la productivité de leur travail s'était accrue au point que 250 suffisent à cultiver la terre, sur les 1 000, 750 auraient pu partir en guerre, et non plus seulement 500 sur 1 500.

Remarquons d'abord que par *revenu net** ou *produit net**, Ricardo n'entend pas l'excédent du produit total sur la fraction qu'il faut bien rendre à la production sous forme de moyen de production, de matière première ou d'instrument. En réalité, il partage le point de vue erroné que le *produit brut** se résout en *revenu brut**. Par *produit net** et *revenu net**, il entend la valeur en surplus³, l'excédent du revenu total sur la partie qui se compose de *salaires**, de revenus du travailleur. Or, ce *revenu** du travailleur est égal au capital variable, à la partie du capital circulant qu'il consomme sans cesse et sans cesse reproduit, c'est la fraction de sa production qu'il consomme lui-même.

Si Ricardo ne considère pas les *capitalistes** comme purement inutiles, s'il voit donc en eux des agents de la production et décompose une partie de leur profit en *salaire**, il est obligé de déduire du *revenu net** une partie de leur revenu et ne peut déclarer l'ensemble de ces personnes utiles à la richesse que pour autant que leur salaire ne représente qu'une partie aussi réduite que

1. Marx renvoie ici à la page du premier tome du livre de GANILH, *ouv. cité*, en en reprenant la citation tirée du chapitre 26 des *Principles of political economy* de RICARDO, dans la traduction française de Constancio. Un peu plus loin, à la page 377 du manuscrit, Marx cite à nouveau ce passage des *Principles ... de RICARDO*, mais cette fois-ci en anglais (d'après la 3^e édition) et de façon plus complète (cf. p. 254).

2. C'est-à-dire les Germains.

3. En allemand *Surpluswert*. Nous traduisons le plus souvent ce terme par plus-value.

possible de leur profit. En tout état de cause, au moins une partie de leur temps, dans la mesure où ce sont des agents de la production, fait partie de la production elle-même en tant que *fixture* [élément constitutif]. Ce qui, dans cette mesure, les rend inutilisables à d'autres fins dans la société ou même l'Etat. Plus leur activité au titre de managers¹ de la production leur laisse du temps libre, plus leur profit est indépendant de leur salaire. Au contraire, les capitalistes qui ne vivent que de leurs intérêts, tout comme celui qui vit de la rente foncière, sont totalement disponibles, et il n'entre dans les frais de production aucune portion de leur revenu, sauf la fraction employée à la reproduction de leur propre, de leur honorable personne. Donc, dans l'intérêt de l'Etat aussi, Ricardo devrait souhaiter que de la rente (le *revenu net** pur) s'accroisse aux dépens des profits, point de vue qu'il n'adopte nullement. Et pourquoi? Parce que cela nuit à l'accumulation des capitaux [ou encore] – ce qui revient partiellement au même – parce que cela accroît la masse des travailleurs improductifs aux dépens des productifs.

Ricardo fait totalement sienne la distinction de Smith entre travail productif et improductif, si on considère que le premier² échange son travail directement contre du capital, [le second] contre du revenu. Mais il ne partage pas la tendresse de Smith envers les travailleurs productifs, ni ses illusions à leur sujet. C'est une malchance que d'être un travailleur productif. Un travailleur productif est un travailleur qui produit de la richesse pour autrui³. Son existence n'a de sens qu'en tant qu'il est un instrument qui produit de la richesse pour autrui. Et si la même quantité de richesse pour autrui peut être constituée avec un nombre moindre de travailleurs productifs, alors la *suppression** de ces travailleurs productifs est tout indiquée. *Vos, non vobis*⁴. Du reste Ricardo ne conçoit pas cette *suppression** comme Ganilh, qui pense que la *suppression** pure et simple entraîne une augmentation du revenu et que ce qui était autrefois consommé comme capital variable* (donc sous la forme de salaire) le serait maintenant comme revenu. Avec la réduction du nombre de travailleurs productifs disparaît la quantité de produit que les travailleurs

1. Nous avons gardé le terme utilisé par Marx.

2. Il s'agit du travailleur productif.

3. En allemand *fremd*. On retrouve cette racine dans *Entfremdung* (aliénation).

4. « *Vos, non vobis* » (mot à mot: vous, mais pas pour vous): Vous travaillez, mais pas pour vous. Citation tirée des *Epigrammes* de VIRGILE.

supprimés consommaient et produisaient eux-mêmes, l'équivalent pour ce nombre. Ricardo, à la différence de Ganilh, ne suppose pas que l'on produira la même masse de produits qu'auparavant; mais la même masse de *produit net**. Si les travailleurs consommaient 200 et si leur *surplus** = 100, le produit total = 300 et le *surplus** = $1/3 = 100$. Si les travailleurs consomment 100 et si leur *surplus* = 100 tout comme avant, le produit total = 200 et le *surplus* = $1/2 = 100$. Le produit total aurait été réduit de $1/3$, il aurait été diminué du produit consommé par les 100 travailleurs, le *produit* [372] net** serait resté *le même*, parce que $200/2 = 300/3$. Aussi Ricardo ne se soucie-t-il nullement de la masse du *produit brut**, *pourvu que cette portion du produit brut qui constitue le produit net reste la même ou s'accroît¹, dans tous les cas ne diminue point**.

Ainsi dit-il²:

«Il serait tout à fait indifférent pour une personne qui, sur un capital de 20000 £., ferait 2000 £. par an de profit, que son capital employât 100 hommes ou mille, et que ses produits se vendissent 10000 £. ou 20000 £., pourvu que dans tous les cas ces produits³ ne baissent point au-dessous de 2000 £.»** |VIII-372||

1. Nous avons reproduit fidèlement l'original.

2. Marx cite ici le passage du chapitre 26 de *On the Principles of political economy and taxation* de RICARDO, d'abord en français dans la traduction de Constancio (d'après l'ouvrage de GANILH, *ouv. cité*, t. I, p. 214) que nous reproduisons à la page suivante d'après l'original anglais (d'après la troisième édition, p. 416).

3. Dans l'ouvrage de GANILH on lit: biens produits, alors que la traduction de Constancio donnait: profits, qui est évidemment conforme à l'original anglais.

4. Dans le manuscrit suivent quatre pages et demie, barrées au crayon, dans lesquelles Marx analyse en détail les indications chiffrées de l'exemple pris par Ricardo de la «personne disposant d'un capital de 20000 £.». Marx montre l'absurdité de ces indications. Dans un cas le possesseur d'un capital de 20000 £. emploie 100 travailleurs et vend la marchandise produite pour 10000 £. Dans l'autre cas il emploie 1 000 travailleurs et vend la marchandise produite pour 20000 £. Ricardo affirme que dans les deux cas le profit réalisé par rapport aux 20000 £. de capital est identique, à savoir 2000 £. Marx se livre à des calculs détaillés qui montrent que ce résultat est impossible à partir des données indiquées. Marx ajoute: «Les données de base des illustrations ne doivent pas se contredire. Elles doivent donc être formulées de façon qu'elles soient des données réelles, des hypothèses réelles et non aberrantes, irréelles, absurdes» (p. 373 du manuscrit). Les insuffisances de l'exemple de Ricardo apparaissent dans le fait qu'est indiqué uniquement le nombre des travailleurs employés, mais pas la masse du produit brut

||IX-377| Le passage de Ricardo (3^e édit., pp. 415, 416, 417) est ainsi formulé (ch. XXVI):

«A. Smith exagère constamment les avantages qu'un pays retire d'un haut revenu brut plutôt que d'un haut revenu net» (parce que, dit Adam, «la masse de travail productif mis en mouvement sera d'autant plus grande») ... «En quoi consiste l'avantage qui résulte pour un pays de l'emploi d'une grande quantité de travail productif, si la somme de sa rente nette et de son profit demeure la même, qu'il emploie cette grande quantité de travail ou une quantité moindre?»

{Ce qui revient finalement à dire: *if the surplus value produced by a greater quantity of labour would be the same as that produced by a smaller quantity* [si la plus-value produite par une grande quantité de travail était la même que celle produite par une quantité de travail moindre]. Ce qui revient même à dire que, pour un pays, c'est la même chose que d'employer un grand nombre de travailleurs à un faible taux de surtravail, ou un petit nombre à un taux plus élevé. $n \times 1/2$ équivaut à $2n \times 1/4$, n représentant le nombre [des travailleurs], $1/2$ et $1/4$ le surtravail. Le «travailleur productif» en soi n'est rien qu'un instrument pour la production du *surplus** et, à résultat égal, un nombre plus élevé de ces «travailleurs productifs» serait *a nuisance* [un dommage].}

«Pour un individu possédant un capital de 20000 £., dont les profits se montent à 2000 £. par an, il serait tout à fait indifférent que son capital emploie 100 ou 1 000 personnes, que les marchandises produites se vendent 10000 ou 20 000 £., pourvu que ses profits ne tombent pas au-dessous de 2000 £.»

(Comme il appert d'un passage ultérieur, ce texte a un sens tout à fait banal. Par exemple un *vine-merchant* [marchand de

produit dans les deux cas. Marx propose alors pour le nombre des travailleurs et la masse des produits fabriqués, des chiffres plus adéquats, et procède sur ces bases aux calculs nécessaires. Mais lorsqu'il en arrive au calcul de la masse de produits que les travailleurs reçoivent comme salaire dans chacun de ces deux cas, il constate une erreur dans ses calculs et décide de les interrompre. Le passage du manuscrit qui est barré se termine par ces mots: «Calculs à abandonner. Vraiment aucune raison de perdre du temps sur les constructions stupides de Ricardo» (p. 376 du manuscrit).

1. Ici Marx cite Ricardo en anglais, voir ci-dessus p. 252, note 4.

vins], qui emploie 20000 l. et a, chaque année, 12000 l. en stock dans sa cave, mais qui vend 8000 pour 10000 l., emploie peu de personnes et fait 10% de profit. Et à plus forte raison les banquiers!}

«L'intérêt réel d'une nation n'est-il pas pareil? En supposant que son revenu réel, ses rentes et profits restent inchangés, il est sans importance aucune que la nation se compose de 10 ou de 11 millions d'habitants.»

«Sa capacité d'entretien des flottes, des armées et tous les genres de travail improductif»

(ce passage montre bien que Ricardo adoptait le point de vue d'A. Smith sur le *productive and unproductive labour* [travail productif et improductif] bien qu'il ne partageât pas la tendresse illusoire de son prédecesseur envers le *productive labourer* [travailleur productif]),

«doit être en harmonie avec son revenu net et non avec son revenu brut. Si cinq millions de gens peuvent produire autant de nourriture et d'habillement qu'il en faut pour 10 millions, la nourriture et l'habillement pour 5 millions constituent le revenu net. Le pays retirera-t-il un quelconque avantage si sept millions d'hommes sont nécessaires pour produire ce revenu net, c'est-à-dire qu'il faudra employer sept millions pour produire la nourriture et l'habillement de 12 millions? La nourriture et l'habillement de ces 5 millions seraient toujours le revenu net. L'emploi d'un plus grand nombre d'hommes ne nous met en état ni d'ajouter un homme à notre armée ou à notre marine, ni de fournir une guinée de plus aux impôts¹.»

Un pays est [d'autant] plus riche que sa population productive est plus réduite *par rapport* au produit total; tout comme pour le capitaliste individuel, moins il a besoin de travailleurs pour produire le même *surplus**, *tant mieux** pour lui. Le pays est d'autant plus riche que la population productive est réduite par rapport à l'improductive, à production égale. Car le chiffre relativement faible de la population productive ne serait alors qu'une façon d'exprimer le degré relatif de la productivité du travail.

D'un côté, la tendance du capital est de réduire le temps de

1. Ici encore Marx cite, en anglais, un passage de Ricardo qu'il a déjà cité en partie plus haut, mais dans sa version française. Voir ci-dessus pp. 249-250

travail nécessaire à la production de la marchandise à un minimum décroissant, donc à réduire également le chiffre de la population productive *par rapport* à la masse du produit. Mais de l'autre, sa¹ tendance est à l'inverse, d'accumuler, de transformer du profit en capital, de s'approprier le plus possible de travail d'autrui. Il cherche à abaisser le taux de travail nécessaire, mais à employer pour un taux donné la plus grande quantité possible de travail productif. Peu importe dans ce cas le rapport des produits à la population. Blé et cotton [coton] peuvent être échangés contre du vin, des diamants ||378|, ou encore les travailleurs peuvent être utilisés à un travail productif, qui n'ajoute immédiatement rien (telle la construction de chemins de fer, etc.) aux produits (consommables).

Si, à la suite d'une invention, un capitaliste ne pouvait plus employer dans son affaire que 10000 l., au lieu de 20000 auparavant, parce que 10000 suffiraient, et si elles lui rapportaient 20 pour cent au lieu de 10, soit autant que les 20000 précédemment, ce ne serait nullement pour lui une raison de dépenser 10000 l. en revenu, alors qu'il les dépensait jusqu'ici en capital. (Il n'y a que pour les emprunts d'Etat que l'on peut parler vraiment de transformation directe de capital en revenu.) Il les placerait ailleurs; capitaliserait en outre aussi une fraction de son profit.

L'on trouve chez les économistes (y compris partiellement chez Ricardo) cette même antinomie inhérente à la chose elle-même. Le machinisme supplante le travail et augmente le *net revenue* [revenu net] (il s'agit toujours de ce que Ricardo appelle *net revenue*, la masse des produits dans lesquels le revenu est consommé); il réduit le nombre des travailleurs et accroît les produits (lesquels sont alors consommés pour une part par les travailleurs improductifs, pour une autre échangés hors du pays, etc.). Voilà qui serait donc souhaitable. Mais pas du tout. Il faut alors démontrer que les machines n'enlèvent pas leur pain aux travailleurs. Et comment le démontre-t-on? En affirmant qu'après chaque shock [choc] (auquel il se peut fort bien que la couche de population concernée ne puisse opposer de résistance) la machine emploie plus de personnes qu'on en employait avant son introduction, donc que la masse des «travailleurs productifs» s'accroît à nouveau, ce qui rétablit la di proportion antérieure.

Et c'est bien ainsi que les choses se déroulent. C'est ainsi que,

1. Marx emploie *ihre* alors qu'on attendait *seine*. *Ihre* renvoie sans doute à *kapitalistische Produktionsweise*, c'est-à-dire mode de production.

malgré la productivité croissante du travail, la population ouvrière pourrait croître sans cesse, non par rapport au produit, qui croît avec elle et plus vite qu'elle, mais par rapport [à la population], lorsque par exemple cela va de pair avec une concentration du capital, précipitant par là-même dans le prolétariat d'anciens éléments des classes productives. Une petite partie de celui-ci grimpe dans la classe moyenne¹. Mais les classes improductives font en sorte qu'il n'y ait pas trop à manger. La reconversion constante de profit en capital rétablit sans cesse le même cycle sur une base plus large.

Et chez Ricardo, l'obsession de l'accumulation est plus grande encore que celle du *net profit**, si bien que ce dernier est l'objet d'un véritable culte en tant que moyen de l'accumulation. D'où aussi les exhortations et les consolations contradictoires qu'il prodigue aux ouvriers. Ils sont, dit-il, plus que n'importe qui intéressés à l'accumulation du capital: d'elle dépend en effet la demande en ouvriers. Si la demande s'élève, le prix du travail s'élève. Ils doivent donc souhaiter eux-mêmes la réduction du salaire, pour que le surplus qui leur a été enlevé leur revienne, filtré par le capital, pour du travail nouveau et fasse monter le salaire. Mais voici que cette hausse du salaire est néfaste, parce qu'elle fait obstacle à l'accumulation. D'un côté, il ne faut pas qu'ils fassent d'enfants. Ce qui, faisant baisser l'offre de travail, fait monter son prix. Mais cette hausse diminue le taux d'accumulation, réduit donc la demande de travailleurs et fait baisser le travail lui-même. Le capital diminue encore plus vite que l'offre de travail. S'ils font des enfants, ils augmentent leur propre offre, diminuent le prix du travail, ce qui fait monter le taux de profit et par là l'accumulation du capital. Mais leur population doit aller *pari passu* [du même pas] que l'accumulation du capital; c'est-à-dire que la masse de la population ouvrière doit répondre exactement aux besoins du capitaliste – ce qu'elle fait du reste.

Monsieur Ganilh n'est pas parfaitement conséquent dans l'admiration qu'il voue au *produit net**. Il cite ce texte de Say:

«Je ne doute nullement² que dans le travail de l'esclave, l'excédent des produits sur les consommations ne soit plus grand que dans le travail de l'homme libre ... le travail de l'esclave³ n'a de bornes que le

1. En allemand: *Mittelklasse*.

2. Le texte de Say dit: aucunement.

3. Dans l'original: du premier.

pouvoir de ses facultés ... L'esclave» (et le travailleur idem) «travaille pour un besoin illimité: la cupidité de son maître.» (Say, 1^e édit., pp. 215–216.)**

||379| Là-dessus, Ganilh fait la remarque suivante:

«L'ouvrier libre ne peut dépenser plus et produire moins que l'esclave ... Toute dépense suppose un équivalent produit pour la payer. Si l'ouvrier libre dépense plus que l'esclave, les produits de son travail doivent être plus considérables que ceux du travail de l'esclave.» (Ganilh, t. I, p. 234.)**

Comme si le niveau du salaire ne dépendait que de la productivité de l'ouvrier et non, pour une productivité donnée, de la répartition du produit entre *ouvrier** et *maître**.

«Je sais», poursuit-il, «qu'on peut dire avec quelque raison que les économies que le maître fait sur les dépenses de l'ouvrier» (ici donc économies sur le salaire de l'esclave*), «servent à augmenter ses dépenses personnelles, etc. Mais il est plus avantageux à la richesse générale qu'il y ait de l'aisance dans toutes les classes de la société qu'une excessive opulence parmi un petit nombre d'individus.» (pp. 234–235.)**

Comment cela s'accorde-t-il avec le *produit net**? D'ailleurs Monsieur G[anilh] rentre sur-le-champ ses tirades libérales. (l. c. pp. 236–237). Il veut l'esclavage des nègres pour les colonies. Son libéralisme se limite seulement à ne pas vouloir le réintroduire en Europe, une fois qu'il a pu se convaincre que les travailleurs libres sont ici en fait des esclaves, n'existant que pour produire le *produit net** pour les capitalistes, les landlords et leurs *retainers* [domestiques].

«Lui», (Quesnay) «refuse positivement aux économies des classes salariées la faculté d'accroître les capitaux; et la raison qu'il en donne, c'est que ces classes ne doivent avoir aucun moyen de faire des économies, et que si elles avaient un *surplus*, un *excédent*, il ne pourrait provenir que d'une erreur ou d'un désordre dans l'économie sociale.» (l. c. p. 274.)*

Comme preuve, Ganilh cite le passage suivant de Quesnay:

«Si la classe stérile épargne pour augmenter son numéraire ... ses travaux et ses gains diminueront

dans la même proportion, et elle tombera dans le dépréisement.» (*Physiocratie**, pp. 321.)**

L'âne! Ne comprend pas Quesnay!

Monsieur Ganilh couronne le tout avec la phrase suivante:

«Plus ils» (*les salaires**) «sont considérables, moindre est le revenu de la société» (*la société** est fondée sur eux, mais ils ne sont pas à l'intérieur de la *société**), «toute l'habileté des gouvernements doit s'appliquer à en réduire la masse [des salaires].» (l. c. p. 24, t. II.) ... «*Tâche... digne du siècle éclairé dans lequel nous vivons.*» (t. II, p. 24.)**

Il faut encore à présent, sur ce problème du travail productif et improductif, passer rapidement en revue *Lauderdale* (après la lecture duquel les fades plaisanteries de Brougham seront superflues), (Ferrier?), *Tocqueville, Storch, Senior et Rossi*.

[9.] Echange de revenu et de capital

{A distinguer: 1. La portion du *revenu qui se convertit en capital nouveau*; donc la partie du profit qui est elle-même capitalisée à nouveau. Nous la laisserons ici complètement de côté. Cela fait partie de la section consacrée à l'accumulation. 2. Le revenu qui s'échange contre le capital consommé dans la production; si bien que cet échange ne donne pas naissance à du capital neuf, mais entraîne simplement le remplacement de l'ancien capital, en un mot sa conservation. Pour notre analyse, nous pouvons donc poser que la portion du revenu qui se convertira en capital neuf = 0 et faire comme si tout le revenu coïncidait avec du revenu ou du capital consommé.}

La masse totale du produit annuel se divise donc en 2 parties: la première est consommée comme revenu, la seconde remplace *in natura* le *capital constant** consommé.

[a] Echange de revenu contre du revenu]

Il y a échange de revenu contre du revenu lorsque, par exemple, les producteurs de toile échangent une partie de la portion de leur produit, la toile, qui représente leurs profits et salaires, leur revenu, contre des céréales, qui représentent elles, une partie des profits et ||380| du salaire de l'agriculteur. Ici donc l'échange de toile contre des céréales, l'échange de ces deux marchandises

qui entrent toutes deux dans la consommation individuelle, constitue un échange de revenu sous forme de toile contre du revenu sous forme de céréales. Il n'y a ici pas la moindre difficulté. Si les produits consommables sont produits dans des proportions correspondant aux besoins, et que, par conséquent, les masses proportionnelles de travail social nécessaires pour leur production soient réparties de façon proportionnelle {ce qui bien sûr n'est jamais exactement le cas, car il y a toujours des aberrations, des disproportions qui se compensent l'une l'autre, mais de telle sorte que le mouvement constant de compensation présuppose lui-même la disproportion constante}, dans ce cas le revenu, par exemple sous la forme de toile, existera exactement dans la quantité où l'on en a besoin comme article de consommation, et où il est donc remplacé par les articles de consommation d'autres producteurs. Ce que la production de toile consomme en céréales, etc., le paysan, etc., le consomme en toile. La partie du produit qui représente son revenu qu'il échange contre d'autres marchandises (articles de consommation) est acquise dans l'échange, comme article de consommation, par les producteurs de ces autres marchandises. Ce qu'il consomme en un autre produit, d'autres le consomment en son produit à lui.

Soit dit en passant: le fait que l'on n'emploie pas plus de temps de travail nécessaire pour un produit qu'il n'est socialement nécessaire – c'est-à-dire pas plus de temps que le temps moyen nécessaire pour produire cette marchandise – est le résultat de la production capitaliste, qui abaisse même continuellement le minimum de temps de travail nécessaire. Mais, pour ce faire, il faut produire sans cesse sur une plus grande échelle.

Si 1 aune de toile ne coûte qu' 1 heure et si c'est là le temps de travail nécessaire qu'il faut que la société emploie pour satisfaire son besoin d'une aune de toile, il ne s'ensuit nullement pour autant que si l'on produit 12 millions d'aunes, c'est-à-dire si 12 millions d'heures de travail ou, ce qui revient au même, 1 million de journées de travail, 1 million d'ouvriers sont employés comme tisserands, la société [ait] à employer «nécessairement» une telle part de son temps de travail pour le tissage de la toile. Une fois le temps de travail nécessaire donné, c'est-à-dire une fois donné qu'une quantité déterminée de toile est produite en une journée, il faut encore décider du nombre de ces journées à employer pour la production de la toile. Le temps de travail qui est employé par exemple en 1 an pour la somme de produits déterminés est égal à un quantum déterminé de cette valeur d'usage, par exemple

à une aune de toile (supposée = 1 journée de travail¹), multiplié par le nombre de journées de travail employées en général. Le quantum total de temps de travail, employé dans une branche de la production donnée, peut fort bien être inférieur ou supérieur à la proportion correcte par rapport à la totalité du travail social disponible, bien que chaque partie aliquote du produit ne contienne que le temps de travail nécessaire à sa fabrication ou bien que chaque partie aliquote du temps de travail employée ait été nécessaire pour créer la partie aliquote correspondante du produit total.

De ce point de vue, le temps de travail nécessaire prend un autre sens. La question se pose de savoir dans quelles quantités le temps de travail nécessaire lui-même se répartit dans les différentes sphères de la production. La concurrence règle sans cesse cette répartition, tout comme elle la supprime² sans cesse. Si une trop grande quantité de temps de travail social est employée dans une branche, l'équivalent payé peut l'être comme si on avait employé la quantité correspondante. Le produit total – c'est-à-dire la valeur du produit total – n'est alors pas égal au temps de travail qui y est contenu, mais égal au temps de travail qui aurait été employé proportionnellement, si le produit total était proportionné à la production dans les autres sphères. Mais dans la mesure où le prix du produit total tombe au-dessous de sa valeur, le prix de chaque partie aliquote de celui-ci baisse également. Si l'on produit 6000 aunes de toile au lieu de 4000 et si la valeur des 6000 aunes est de 12000 sh., on les vend alors à 8000. Le prix de chaque aune est de 1 sh. 1/3 au lieu de 2, soit 1/3 au-dessous de sa valeur. C'est comme si l'on avait employé 1/3 de temps de travail de trop pour la production d'une aune. En supposant connue la valeur d'usage de la marchandise, la baisse de son prix au-dessous de sa valeur indique donc que, bien que chaque portion du produit n'ait coûté que le temps de travail socialement nécessaire {en supposant ici que les conditions de production ne changent pas}, l'on a employé dans cette branche une masse totale de travail social superflue, une quantité totale supérieure à la masse nécessaire.

C'est un tout autre problème que celui de la baisse de la valeur relative de la marchandise par suite de modifications ||381| des

1. Plus haut, Marx partait de l'hypothèse qu'une aune coûtait une heure de travail. Ici il change l'hypothèse et suppose qu'il faut une journée de travail pour la produire. Cela n'a pas d'incidence sur son raisonnement.

2. En allemand: *au/hebt*.

conditions de production; cette pièce de toile qui se trouve sur le marché a coûté 2 sh., = par exemple 1 journée de travail. Mais on peut la reproduire chaque jour pour 1 sh. Comme la valeur est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire, et non pas par le temps de travail dont a besoin tel producteur individuel, la journée qu'il a fallu à ce producteur pour produire 1 aune n'est plus égale qu'à 1/2 journée socialement déterminée. La baisse du prix de son aune de 2 sh. à 1 sh., donc la baisse du prix au-dessous de la valeur qu'elle lui a coûté à lui, traduit de simples modifications des conditions de production, c'est-à-dire une modification du temps de travail nécessaire lui-même. Si par ailleurs les coûts de production de la toile demeuraient les mêmes et si ceux de tous les autres articles, excepté l'or, c'est-à-dire la matière de la monnaie, ou même simplement ceux de certains articles comme le blé, le cuivre, etc., bref ceux d'articles qui ne font pas partie des éléments constitutifs de la toile, s'élevaient, 1 aune de toile serait tout comme avant = 2 sh. Son prix ne baîsserait pas, mais sa valeur relative, exprimée en blé, cuivre, etc., aurait baissé.

Pour la portion de revenu d'une branche de production (qui produit des marchandises consommables) qui est consommée dans le revenu d'une autre branche de production, on admet que la demande est égale à sa propre offre (dans la mesure où on a affaire à une production *proportionnelle*). C'est la même chose que si chacun consommait lui-même cette portion de revenu. Nous avons ici simplement affaire à la métamorphose formelle de la marchandise: M – A – M'. Toile – Argent – Blé.

Les deux marchandises qui s'échangent ne représentent qu'une partie du travail nouveau ajouté dans l'année. Mais il est clair, primo que cet échange – où deux producteurs consomment réciproquement une portion de leur produit, qui représente du revenu, dans leurs marchandises respectives – n'a lieu que dans les branches de production qui fabriquent des articles consommables, des articles qui entrent directement dans la consommation individuelle, ce sont des branches où par conséquent du revenu peut être dépensé comme revenu. Une seconde évidence s'impose également: ce n'est que pour *cette partie* de l'échange des produits qu'il est juste d'affirmer que l'offre du producteur = sa demande d'autres produits qu'il veut consommer. Ici, il ne s'agit en fait que de l'échange simple de marchandises. Au lieu de produire lui-même ses moyens d'existence, il produit ceux d'un autre, lequel produit les siens. Il n'intervient nul rapport de revenu à capital. Du revenu sous forme d'articles consommables s'échange

contre du revenu sous une forme différente d'articles consommables, en somme des articles consommables s'échangent contre d'autres. Ce qui détermine le procès d'échange, ce n'est pas qu'ils soient, dans les deux cas, du revenu, mais qu'ils soient dans les deux cas des articles consommables. Leur détermination formelle comme revenu ne joue ici aucun rôle. Elle se manifeste sans doute dans la valeur d'usage des marchandises réciprocement échangées, en ce que toutes deux entrent dans la consommation individuelle, mais cela revient seulement à dire qu'une fraction de produits consommables s'échange contre une autre fraction de produits consommables.

La forme du revenu ne peut intervenir ou se manifester que là où la forme du capital lui fait face. Mais même dans ce cas il est faux de prétendre, comme Say¹ et d'autres économistes vulgaires, que si A ne peut vendre sa toile ou s'il peut la vendre seulement au-dessous de son prix – il s'agit de la portion de sa toile qu'il veut consommer lui-même comme revenu –, cela tient à ce que B, C, etc., ont produit trop peu de blé, de viande, etc. Il se peut que ce soit parce qu'ils n'en ont pas assez produit. Mais il se peut aussi fort bien que ce soit parce que A produit trop de toile. Car en supposant que B, C, etc. aient assez de blé, etc. pour acheter toute la toile de A, ils ne l'achèteront pourtant pas, car ils ne consomment qu'un quantum de toile déterminé. Ce peut être aussi parce que A produit plus de toile que la portion de leur revenu qui peut être dépensée au total en habillement, donc dans l'absolu, parce que chacun ne peut dépenser en revenu qu'un quantum déterminé de son produit et que la production de toile de A suppose un plus grand revenu qu'il n'en existe en général. Mais, s'agissant uniquement d'échange de revenu contre du revenu, il est ridicule de présupposer que ce n'est pas la valeur d'usage du produit, mais la quantité de cette valeur d'usage que l'on recherche, et d'oublier donc qu'il ne s'agit, dans cet échange-ci,

1. Marx fait ici allusion aux réflexions de SAY dans son ouvrage *Lettres à M. Malthus*, Paris 1820, p. 15; Say explique par exemple l'envahissement du marché italien par des marchandises anglaises par l'insuffisance de la production de marchandises italiennes susceptibles d'être échangées contre des marchandises anglaises. Ces réflexions, citées dans la brochure anonyme *An Inquiry into those principles ... [Une Enquête sur ces principes ...]*, Londres 1821, p. 15, sont reprises par Marx dans son cahier XII (p. 12). Cf. encore la formule de Say selon laquelle «le défaut d'écoulement de plusieurs produits vient de la rareté de plusieurs autres», que Marx critique ci-dessous, p. 304.

que de satisfaire des besoins, et qu'il ne s'agit pas, comme pour la valeur d'échange, de quantité.

Pourtant chacun préfère une grande quantité d'un article à une petite. Si cet argument devait résoudre la difficulté, on ne voit absolument pas pourquoi le producteur de toile, au lieu de l'échanger contre d'autres articles de consommation et de les entasser *en masse*^{*}, n'accomplirait pas le processus bien plus simple consistant à consommer, en toile superflue, une portion de son revenu. Pourquoi donc transforme-t-il somme toute, une portion de son revenu, de la forme toile, en d'autres formes? Parce qu'il a à satisfaire d'autres besoins que les seuls besoins de toile. Pourquoi ne consomme-t-il lui-même qu'une fraction déterminée de toile? Parce que seule une fraction quantitativement déterminée de toile a valeur d'usage pour lui. Or, la même remarque vaut pour B, C, etc. Si B vend du vin, C des livres et D des miroirs, chacun préférera peut-être consommer le surplus de son revenu en son propre produit, vin, livres, miroirs, plutôt qu'en toile. L'on ne peut donc dire que du moment que A ne peut pas transformer en vin, livres, miroirs, son revenu consistant en toile (ou ne peut le faire de façon correspondante à sa valeur) il est absolument nécessaire que l'on ait produit trop peu de vin, de livres, de miroirs. Mais il est bien plus ridicule encore de réduire tout l'échange de marchandises à cet échange de revenu contre du revenu – qui n'est qu'une partie seulement de l'échange de marchandises.

Nous avons donc disposé d'une partie du produit. Une partie des produits consommables change de mains entre les producteurs de ces produits consommables eux-mêmes. Chacun d'eux consomme une partie de son revenu (profit et salaire) dans le produit consommable de l'autre et non dans son propre produit consommable, ce qu'il ne peut d'ailleurs faire que si, réciproquement, l'autre consomme le produit consommable du partenaire à la place du sien. Tout se passe comme si chacun avait consommé la portion de son produit consommable qui représente son propre revenu.

Mais pour tout le reste des produits les rapports qui interviennent sont bien plus complexes et c'est là que les marchandises échangées s'affrontent en tant que revenu d'un côté et capital de l'autre, et non plus uniquement en tant que revenus.

[b] Echange de revenu contre du capital]

Faisons d'abord une distinction. Dans toutes les branches de production, une partie du produit total représente du revenu,

du travail ajouté (pendant l'année), du profit et du salaire. {Rente, intérêt, etc., fraction du profit; les émoluments de ces merdeux de l'Etat¹, fraction du profit et du salaire; les recettes des autres travailleurs improductifs sont la partie du profit et du salaire qu'ils achètent avec leurs travaux improductifs, elles n'accroissent donc pas le produit existant en tant que profit et salaire, mais déterminent seulement combien ils en consomment, et combien [en consomment] ouvriers et capitalistes.} Seulement ce n'est que dans une partie des sphères de production que la partie du produit représentant du revenu peut entrer immédiatement en nature dans le revenu ou être consommée comme revenu d'après sa *valeur d'usage*. L'ensemble des produits qui représentent seulement des moyens de production ne peuvent pas être consommés *in natura* [en nature], sous leur forme immédiate de revenu, seule peut l'être leur *valeur*. Or, celle-ci doit nécessairement l'être dans les branches de production qui produisent des articles immédiatement consommables. Il se peut bien qu'une fraction des moyens de production soit des moyens de consommation immédiats, qu'elle soit l'un ou l'autre selon l'usage qu'on en fait, comme un cheval, une voiture, etc. Une fraction des moyens de consommation immédiats peut être des moyens de production, le blé pour l'alcool de grain, le blé en tant que semence, etc. Presque tous les moyens de consommation eux-mêmes peuvent rentrer dans le procès de production comme déchets de la consommation, par exemple des chiffons de toile usagés et à moitié pourris dans la fabrication du papier. Mais personne ne produit de la toile pour que, sous forme de chiffon, elle devienne la matière première du papier. La toile ne prend cette forme qu'après que le produit du tissage soit passé en tant que tel dans la consommation. Ce n'est que comme déchet de la consommation, comme résidu et produit du procès de consommation qu'il peut entrer de nouveau, en tant que moyen de production, dans une sphère de production nouvelle. Ce *case* [cas] n'a donc pas sa place ici.

Les produits – dont la partie aliquote qui représente du revenu peut, certes, être consommée en valeur mais non en valeur d'usage par ses propres producteurs (si bien qu'ils sont obligés de vendre la partie par exemple de leurs machines représentant du salaire et du profit pour la consommer, [étant donné qu'ils] ne peuvent

1. Marx désigne par là les fonctionnaires, alors beaucoup moins nombreux, et pense à des corps comme la diplomatie, l'armée, la police, etc.

satisfaire immédiatement avec elle, comme machine, quelque besoin individuel que ce soit) – ces produits donc ne peuvent pas davantage être consommés par les producteurs d'autres produits, ne peuvent entrer dans leur consommation individuelle, ne peuvent donc former nulle portion des produits dans lesquels ils dépensent leur revenu, étant donné que ce serait en contradiction avec la valeur d'usage de ces marchandises, leur *valeur d'usage excluant*, de par sa nature même, toute consommation individuelle. Les producteurs de ces produits inconsommables ne peuvent donc consommer que leur *valeur d'échange*, c'est-à-dire qu'ils sont contraints de les convertir préalablement en argent, pour retransformer cet argent en marchandises consommables. Mais à qui vont-ils ||383| les vendre? A des producteurs d'autres produits inconsommables individuellement? En ce cas, ils auraient simplement un produit inconsommable à la place du premier. Or, on a supposé que cette partie de leurs produits constitue leur revenu; qu'ils les vendent pour consommer leur valeur en produits consommables. Ils ne peuvent donc les vendre qu'aux producteurs de produits individuellement consommables.

Cette partie de l'échange des marchandises représente l'échange du capital de l'un contre le revenu de l'autre et du revenu du premier contre le capital de second. Seule une partie du produit total du producteur de produits consommables représente du revenu; l'autre représente du capital constant. Il ne peut ni la consommer lui-même ni l'échanger contre des produits consommables d'autrui. Il ne peut ni consommer en nature la valeur d'usage de cette partie du produit *in natura*, ni consommer sa valeur en l'échangeant contre d'autres produits consommables. Il lui faut au contraire la retransformer en éléments naturels de son *capital constant**. Il lui faut *consommer industriellement* cette portion de son produit, c'est-à-dire l'utiliser comme moyen de production. Or, son produit, d'après sa valeur d'usage, n'est susceptible que d'entrer dans la consommation individuelle; il ne peut donc, *in natura*, le retransformer en ses propres éléments de production. La valeur d'usage du produit en exclut la *consommation individuelle*. Il ne peut donc que consommer sa *valeur industriellement* [en la vendant] aux producteurs de ces éléments de production de son produit. Cette partie de son produit, il ne peut pas plus la consommer *in natura* qu'il ne peut consommer sa valeur en la vendant contre d'autres produits individuellement consommables. Si cette partie de son produit ne peut entrer dans son propre revenu, elle ne peut pas davantage être remplacée sur

le revenu des producteurs d'autres produits individuellement consommables, car cela ne serait possible que s'il échangeait son produit contre leur produit, et *consommait* donc la valeur de son produit, ce qui ne saurait être. Mais comme cette partie de son produit, tout comme l'autre, celle qu'il consomme comme revenu, ne peut être consommée, de par sa valeur d'usage, que comme revenu, doit entrer nécessairement dans la consommation individuelle, ne peut remplacer du capital constant, il faut bien qu'elle entre dans le revenu des producteurs de produits inconsommables, il faut qu'elle s'échange contre la partie de leurs produits dont ils peuvent consommer la valeur ou encore qui représente leur revenu.

Si nous considérons cet échange du point de vue de chacun des partenaires, pour A, producteur du produit consommable, il représente une transformation de capital en capital. A retrouve la partie de son produit total qui est égale à la valeur du capital constant qui y est contenu dans la forme naturelle où il peut fonctionner comme capital constant. Après l'échange comme avant, cela ne représente, en valeur, que du capital constant. Inversement, pour B, producteur du produit inconsommable, l'échange ne représente qu'un changement de forme du revenu. B commence par transformer la partie de son produit total qui constitue son revenu, égale à la fraction du produit total qui représente du travail nouvellement ajouté, son propre travail (capital et ouvrier), dans la forme naturelle sous laquelle il peut le consommer comme revenu. Avant l'échange comme après, cela ne représente, en valeur, que son revenu.

Si nous considérons le rapport des deux côtés, A échange son capital constant contre le revenu de B et B son revenu contre le capital constant de A. Le revenu de B remplace le capital constant de A et le capital constant de A remplace le revenu de B.

Dans l'échange lui-même {en faisant abstraction des buts des échangeants} seules les marchandises se font face – et il s'agit d'un échange de marchandises simple – les seuls rapports qu'elles entretiennent l'une envers l'autre sont des rapports de marchandises, qui ne se soucient nullement des déterminations de revenu et de capital. Seule la différence de *valeur d'usage* de ces marchandises indique que les unes ne servent qu'à la consommation industrielle, les autres, qu'à la consommation individuelle, qu'elles ne peuvent entrer que dans l'une ou l'autre. Quant à la différence d'utilisation des différentes valeurs d'usage des différentes marchandises, elle ressortit à la consommation et n'a rien à voir avec

leur procès d'échange comme marchandises. Il en est tout autrement lorsque le capital du capitaliste se transforme en salaire du travail et le travail, en capital. Ici, les marchandises ne se font pas face comme simples marchandises, mais le capital [apparaît] en tant que capital. Dans l'échange que nous venons d'examiner, vendeur et acheteur ne se font face qu'en tant que tels, uniquement comme simples possesseurs de marchandises.

Il est clair par ailleurs que tout produit destiné seulement à la consommation individuelle ou tout produit entrant dans la consommation individuelle, dans la mesure même où il y entre, ne peut être échangé que contre du revenu. Qu'il ne puisse être consommé industriellement signifie justement qu'il ne peut être consommé que comme revenu, c'est-à-dire individuellement. {Nous faisons ici abstraction de la métamorphose de profit en capital, comme nous l'avons noté plus haut.}

A étant producteur d'un produit qui n'est consommable qu'individuellement, supposons que son revenu = 1/3 de son produit total, son capital constant = 2/3. Le premier 1/3, c'est lui selon notre hypothèse qui le consomme, soit qu'il ||384| le consomme *in natura* entièrement lui-même, partiellement ou pas du tout, soit qu'il consomme sa valeur dans d'autres articles de consommation; les vendeurs de ces articles de consommation à leur tour consomment leur propre revenu dans le produit de A. Donc la fraction du produit consommable qui représente le revenu des producteurs de produits consommables est ou bien consommée immédiatement par eux ou médiatement, s'ils échangent entre eux les produits qu'ils doivent consommer; cette partie donc où *du revenu s'échange contre du revenu* – ici c'est exactement comme si A représentait les producteurs de tous les produits consommables. 1/3 de cette masse totale, la partie aliquote qui représente son revenu, il la consomme lui-même. Or cette partie représente exactement le quantum de travail que la catégorie A a ajouté pendant l'année à son capital constant et ce quantum est égal à la somme totale des salaires et des profits qui ont été produits par la catégorie A pendant l'année.

Les 2/3 restants du produit total de la catégorie A sont égaux à la valeur du capital constant; il faut donc qu'ils soient remplacés par le produit du travail annuel de la catégorie B, qui fournit des produits inconsommables et destinés uniquement à la consommation industrielle puisqu'ils entrent dans le procès de production comme moyens de production. Mais comme il faut que ces 2/3 du produit total de A, tout comme le premier 1/3, entrent dans la

consommation individuelle, ils sont échangés par les producteurs de la catégorie B contre la partie de leur produit qui représente leur revenu. La catégorie A a donc échangé la partie constante de son produit total contre sa forme naturelle originelle, reconvertis dans les produits nouvellement fournis par la catégorie B, mais la catégorie B n'a payé qu'avec la fraction de son produit qui représente son revenu, mais ne peut être consommée par elle que dans les produits de A. En fait, elle a donc payé avec son travail nouvellement ajouté qui est représenté entièrement dans la partie du produit B échangée contre les 2/3 restants du produit A. Le produit total de A s'échange donc contre du revenu ou entre en totalité dans la consommation individuelle. D'un autre côté (par hypothèse, puisque la transformation de revenu en capital reste ici hors de question, et qu'on l'a supposée = 0) *tout le revenu* de la société est dépensé pour le produit A; car les producteurs de A consomment leur revenu en A et les producteurs de la catégorie B font de même. Et en dehors de ces deux catégories il n'en existe pas d'autre.

Le produit total A est consommé, bien qu'il contienne 2/3 de *capital constant**, et que ces 2/3 ne doivent pas être consommés par les producteurs de A, mais nécessairement retransformés dans la forme naturelle de leurs éléments de production. Le produit total de A est égal au revenu total de la société. Or le revenu total de la société représente la somme de temps de travail qu'elle a ajouté pendant l'année au *capital constant** existant. Et bien que le produit total de A ne se compose que pour 1/3 de travail nouvellement ajouté et pour 2/3 de travail passé, et qu'il faut remplacer, il peut toutefois être acheté entièrement par le travail nouvellement ajouté, parce que 2/3 de tout ce travail annuel ne sauraient être consommés dans ses propres produits, mais doivent l'être nécessairement dans les produits de A. A est remplacé par 2/3 de plus de travail nouvellement ajouté qu'il n'en contient lui-même, parce que ces 2/3 sont le travail ajouté en B et que B ne peut consommer ces 2/3 qu'individuellement en A, comme A ne peut consommer ces 2/3 qu'industriellement en B. Donc, le produit total de A peut, primo être entièrement consommé comme revenu et en même temps son capital constant peut être remplacé. Ou plutôt, s'il est consommé entièrement comme revenu, c'est uniquement parce que les 2/3 en sont remplacés par les producteurs du capital constant qui ne peuvent consommer *in natura* la partie de leur produit qui représente leur revenu, mais sont forcés de la consommer en A, donc par échange avec les 2/3 de A.

Par cette opération, nous aurions disposé des 2/3 de A qui restaient.

Il est clair que cela ne change rien à l'affaire, s'il existe une troisième catégorie C, dont les produits sont consommables aussi bien industriellement qu'individuellement; par exemple du blé consommable par des hommes ou par du bétail, comme semence ou comme pain; des voitures, des chevaux, du bétail, etc. Si ces produits entrent dans la consommation individuelle, il faut qu'ils soient consommés directement ou indirectement comme revenus par leurs propres producteurs ou par ceux qui produisent (directement ou indirectement¹⁾) la partie du capital constant qui y est contenue. Ils tombent donc alors dans la catégorie A. S'ils n'entrent pas dans la consommation individuelle, ils tombent dans la catégorie B.

Le procès de cette seconde sorte d'échange, où ce n'est pas du revenu qui s'échange contre du revenu, mais du capital contre du revenu, où la totalité de *capital constant** doit se résoudre finalement en revenu, donc en travail nouvellement ajouté, ce procès peut être présenté de deux façons. Supposons que le produit de A soit de la toile. Les 2/3 de toile qui sont égaux au *capital constant** de A (ou leur valeur) paient fil, outillage, *matières instrumentales**. Mais le fabricant de filés et le fabricant de machines ||385| ne peuvent pas consommer de ce produit plus que leur propre revenu n'en représente. Le fabricant de toile paie le prix total du fil et de l'outillage avec les 2/3 de son produit. Ce faisant, il a remplacé à l'entrepreneur de filature et au fabricant de machines tout leur produit qui est passé comme *capital constant** dans la toile. Mais ce produit total est lui-même égal à du *capital constant** et du revenu, égal à une partie du travail ajouté par l'entrepreneur de filature et le fabricant de machines et à une autre partie qui représente la valeur de leurs propres moyens de production, donc pour l'entrepreneur de filature: du lin, de l'huile, des machines, du charbon, du fer, des machines, etc. Le *capital constant* de A = 2/3 a donc remplacé le produit total du fabricant de fil et du fabricant de machines, leur capital constant plus le travail qu'ils y ont ajouté, leur capital plus leur revenu. Mais ils ne peuvent consommer en A que leur revenu. Après déduction de la partie des 2/3 de A qui est égale à leur revenu, ils paient avec le reste

1. Marx qui emploie d'ordinaire dans ce sens *unmittelbar* -- *mittelbar*, se sert ici du couple *direkt* - *indirekt*.

leurs matières premières et leurs machines qui, d'après notre hypothèse, n'ont pas à remplacer de *capital constant**. La part de leur produit qui entre dans le produit A, donc dans les produits qui sont des moyens de production pour A, ne peut dépasser ce que A peut payer. Or, A ne peut payer avec les 2/3 que ce que B peut acheter avec son revenu, c'est-à-dire que ce que le produit acquis par B dans l'échange représente de revenu, de travail nouvellement ajouté. Si les productions des derniers éléments de production de A avaient à vendre à l'entrepreneur de filature un quantum de leur produit représentant une partie de leur propre *capital constant** représentant plus que le travail qu'ils ont ajouté à leur *capital constant**, ils ne pourraient accepter le paiement en A, parce qu'ils ne pourraient consommer une partie de ce produit. C'est donc le contraire qui a lieu.

Suivons le processus dans l'ordre inverse. Supposons que la totalité de la toile = 12 journées. Supposons que le produit du producteur de lin, du fabricant de fer, etc. = 4 journées; produit vendu au filateur et au fabricant de machines qui, à leur tour, lui ajoutent 4 journées; ces derniers le vendent au tisserand qui y rajoute encore 4 journées. Le tisserand peut à présent consommer lui-même 1/3 de son produit; 8 journées lui remplacent son *capital constant** et paient le produit du filateur et du fabricant de machines; ceux-ci peuvent, sur les 8 journées, en consommer 4, et avec les 4 autres ils paient le producteur de lin, etc., et remplacent ainsi leur *capital constant**; avec les 4 dernières journées [exprimées] en toile, ces derniers n'ont à remplacer que leur travail.

Le revenu, bien qu'il soit supposé de même grandeur dans les 3 cas et = 4 journées, occupe un rapport différent dans les produits des 3 catégories¹ de producteurs, qui concourent à la fabrication du produit A. Pour le tisserand de lin, il représente 1/3 de son produit, = 1/3 [de] 12, pour le filateur et le producteur de machines 1/2 de son produit, = 1/2 [de] 8, pour le producteur de lin il est égal à son produit, = 4. Mais par rapport au produit total il est exactement la même chose, soit 1/3 [de] 12 = 4. Toutefois pour le tisserand le travail nouvellement ajouté du filateur, du fabricant de machines, du producteur de lin, apparaît comme capital constant. Pour le filateur et le fabricant de machines, le

travail nouvellement ajouté par eux et par le producteur de lin apparaît comme produit total et le temps de travail du producteur de lin, comme capital constant. Chez le producteur de lin cette apparition du capital constant cesse. C'est pourquoi par exemple le filateur peut employer machines, capital constant dans la même proportion que le tisserand. Par exemple 1/3 [: 2/3]. Mais il faut en premier lieu que la somme (la somme totale) du capital utilisé dans la filature soit plus petite que celle utilisée dans le tissage, étant donné que son produit total entre dans le tissage comme capital constant. En second, si l'on y rencontrait également le rapport 1/3 : 2/3, son capital constant serait = 16/3, son travail ajouté = 8/3; l'un étant égal à 5 journées de travail 1/3, l'autre = 2 2/3. Il y aurait alors proportionnellement plus de journées de travail contenues dans la branche qui lui livre lin, etc. Au lieu de 4 journées, il aurait donc ici 5 journées 1/3 à payer pour temps de travail nouvellement ajouté.

Il est facilement compréhensible que seule est à remplacer, par du travail nouveau, la fraction de la partie constante de la catégorie A qui entre dans le procès de mise en valeur de A, c'est-à-dire qui est consommée par A pendant le procès de travail. Entrent entièrement dans ce procès les matières premières, les *matières instrumentales** et le *déchet du capital fixe**. La partie restante du *capital fixe** ne disparaît pas, n'est donc pas non plus à remplacer.

Une grande partie du *capital constant** existant, grande par rapport à la proportion du *capital fixe** au capital total, n'a donc pas besoin d'être remplacée chaque année par du capital nouveau. Aussi la masse peut-elle fort bien être grande (en chiffres absolus), mais elle n'est pas grande par rapport au produit total (annuel). Toute cette partie du *capital constant** en A et B, qui intervient de façon déterminante pour le taux de profit (la plus-value étant donnée), n'intervient pas de façon déterminante dans la reproduction actuelle du *capital fixe**. Plus cette partie est grande par rapport au capital total – c'est-à-dire plus elle est produite à une échelle toujours plus grande par le *capital fixe** existant que nous avons supposé – plus sera grande la *masse actuelle de la reproduction*, celle qui est employée au remplacement du *capital fixe** usé, mais plus la *masse proportionnelle* sera petite relativement au capital total.

Supposons que le taux de reproduction (*moyen*) de toutes les sortes de *capital fixe** soit de 10 ans. ||386|| Supposons que les différentes sortes de *capital fixe** effectuent leur rotation en 20,

1. Marx emploie le terme de *Klassen*.

17, 15, 12, 11, 10, 8, 6, 4, 3, 2, 1 an, 4/6 et 2/6 d'années (14 sortes), le *capital fixe** aurait une rotation moyenne de 10 ans¹.

En moyenne, il faudrait donc remplacer le capital en 10 ans. Si le *capital fixe** total se montait à 1/10 du capital total, il ne faudrait donc remplacer par an que 1/100 du capital total.

Si le capital fixe représente 1/3, c'est 1/30 du capital total qu'il faut remplacer par an.

Comparons maintenant des capitaux fixes de durées de reproduction différentes, l'un qui demande 20 ans, par opposition à un autre qui demande 1/3 d'une année.

Du capital fixe qui se reproduit en 20 ans, il n'y a que 1/20 à remplacer chaque année. S'il se monte à la moitié du capital total, cela fait donc seulement 1/40 du capital à remplacer par an; et même s'il se monte à 4/5 du capital total, cela fait seulement 4/100 = 1/25 du capital total à remplacer par an. Mais si en revanche le capital qui a besoin des 2/6 de l'année pour sa reproduction, c'est-à-dire qui fait 3 rotations par an, se monte seulement à 1/10 du capital, il faut alors remplacer le *capital fixe** trois fois dans l'année, donc il faut remplacer 3/10 du capital par an, c'est-à-dire près de 1/3 du capital total. En moyenne, plus le *capital fixe** est grand par rapport au capital total, plus grand est le temps de reproduction *relatif* (non pas *absolu*) et, plus il est petit, plus son temps de reproduction *relatif* est petit. L'outillage artisanal constitue une fraction bien plus petite du capital nécessaire à l'artisanat que les machines par rapport au capital industriel. Mais l'outillage artisanal dure bien moins de temps que la machine.

Bien qu'avec la grandeur absolue du *capital fixe** croisse la grandeur absolue de sa reproduction – ou son *déchet** – sa grandeur proportionnelle baisse en général, *in so far as* [dans la mesure où] son temps de rotation, sa durée, croît en général en proportion de sa grandeur. Une preuve parmi d'autres de ce fait est que la masse du travail qui reproduit des machines ou du *capital fixe** est sans rapport avec le travail qui originairement a produit cette machine (en supposant des conditions de production identiques), seul le *déchet** annuel devant être remplacé. Si la productivité

1. Marx prend le chiffre rond de 10 pour ne pas compliquer les calculs ultérieurs. Le calcul à partir des chiffres indiqués dans le texte (110 années étant la somme des périodes de rotation des 14 sortes différentes de capital fixe) donnerait un temps de rotation moyen du capital fixe de 7,86 ans et non de 10 ans – à supposer que chacun de ces capitaux ait la même grandeur. Mais Marx souligne à la page suivante que, pour la période de rotation du capital, «sa durée croît en général parallèlement à son volume».

du travail s'accroît, comme elle le fait constamment dans cette branche, le quantum de travail nécessaire pour la reproduction de cette partie du *capital constant** se réduit encore. Certes, il faut comptabiliser les moyens de consommation quotidiens de la machine (qui n'ont toutefois rien à voir directement avec le travail employé spécifiquement à la construction des machines). Mais la machine, qui n'a besoin que de charbon et d'un peu d'huile et de suif, vit de façon infinitement plus diététique que l'ouvrier, non seulement celui qui la remplace, mais également celui qui la construit.

[c) Echange de capital contre du capital]

Nous avons à présent disposé du produit de toute la catégorie A et d'une fraction du produit de la catégorie B. A est consommé entièrement: 1/3 l'est par ses propres producteurs, 2/3 par les producteurs de B qui ne peuvent pas consommer leur propre revenu dans leur propre produit. Les 2/3 de A, dans lesquels ils consomment la portion de valeur de leur produit B qui représente du revenu, remplacent en même temps aux producteurs de A leur *capital constant** *in natura*, ou encore leur fournissent les marchandises qu'ils consomment *industriellement*. Or, partant, avec le produit de A qui est entièrement consommé et les 2/3 de A qui sont remplacés par B comme *capital constant**, nous avons disposé de toute la partie du produit qui représente le travail nouvellement ajouté chaque année. Ce travail ne peut donc pas acheter d'autre portion du produit total. En fait tout le travail annuellement ajouté (en faisant abstraction de la capitalisation du profit) est égal au *travail contenu en A*. Car le 1/3 de A qui est consommé par ses propres producteurs représente le travail nouvellement ajouté par eux pendant l'année aux 2/3 de A qui représentent le capital constant de A. En dehors de ce travail qu'ils consomment dans leur propre produit, ils n'en ont pas accompli d'autre. Et les 2/3 de A restants, qui sont remplacés par les produits de B et consommés par les producteurs de B, représentent tout le temps de travail que les producteurs de B ont ajouté à leur propre *capital constant**. Ils n'ont rien ajouté de plus en travail et ils n'ont rien de plus ||387| à consommer.

Le produit A représente, en *valeur d'usage*, toute la portion du produit annuel total qui entre chaque année dans la consommation individuelle. En *valeur d'échange*, il représente le quantum total de travail nouvellement ajouté par les producteurs pendant l'année.

Mais alors il nous reste comme *résidu* une troisième partie du produit total dont les éléments constitutifs, lorsqu'on les échange, ne peuvent représenter ni échange de revenu contre du revenu, ni échange de capital contre du revenu ou inversement. C'est la fraction des produits B qui représente le capital constant de B. Cette fraction n'entre pas dans le revenu de B, ne peut donc être remplacée par le produit A ou échangée contre lui, ne peut donc non plus entrer dans le *capital constant** de A comme élément constitutif. Cette partie également est consommée industriellement, pour autant qu'elle n'entre pas seulement dans le procès de travail, mais aussi dans le procès de mise en valeur de B. Cette partie doit donc nécessairement, tout comme les autres parties du produit total, être remplacée, dans la proportion même où elle constitue une composante du produit total, et l'être *in natura* par des produits *neufs* du même genre. D'un autre côté, elle n'est pas remplacée par du travail nouveau. Car le quantum total du travail nouvellement ajouté = au temps de travail contenu en A qui n'est remplacé totalement que parce que B consomme son revenu en 2/3 de A et fournit à A en échange les moyens de production qui sont consommés au total en A et doivent nécessairement être remplacés. Car le premier 1/3 de A, qui est consommé par ses propres producteurs, consiste seulement – en valeur d'échange – dans le travail qu'ils ont eux-mêmes nouvellement ajouté, ne contenant nul *capital constant**.

Examinons maintenant ce résidu.

Il se compose du *capital constant** qui entre dans les matières premières, deuxièmement du *capital constant** qui entre dans la formation du capital fixe et troisièmement du *capital constant** qui entre dans les *matières instrumentales**.

Primo: les matières premières. Leur capital constant se résout: primo en capital fixe, machines, instruments de travail et bâtiments, plus aussi les *matières instrumentales**, qui sont les moyens de consommation des machines utilisées. Pour la partie directement consommable des matières premières, comme le bétail, le blé, le raisin, etc., cette difficulté n'existe pas. Elles font partie de la catégorie A de ce point de vue. La fraction de capital constant qu'elles contiennent entre dans les 2/3 de la partie constante de A qui s'échange, en tant que capital, contre les produits inconsommables de B ou dans lesquels B consomme son revenu. Cela vaut aussi pour les matières premières indirectes, pour autant qu'elles entrent *in natura* dans le produit consommable lui-même, quel que soit le nombre des stades intermédiaires du procès de pro-

duction qu'elles puissent parcourir. La partie du lin qui est transformée en fil et ensuite en toile entre entièrement dans le produit consommable.

Mais une partie de ces *matières premières végétales* [ou animales] telles que bois, lin, chanvre, cuir, etc., entre pour une part directement dans les éléments constitutifs du *capital fixe** lui-même, pour l'autre, dans les *matières instrumentales** de celui-ci. Ici seulement sous forme d'huile, de suif, etc.

Mais, deuxièmement, les semences. Les matières végétales et animales se reproduisent elles-mêmes. Végétation et génération. Il faut entendre par semences la semence proprement dite, puis le fourrage qui revient au sol comme fumier, le bétail de trait, etc. Cette partie importante du produit annuel – ou de la partie constante du produit annuel – fait pour elle-même immédiatement fonction de matière de régénération, se reproduit elle-même.

Les matières non végétales. Métaux, pierres, etc. Leur valeur se compose seulement de 2 parties, étant donné qu'ici la semence, qui représente la matière première dans l'agriculture, n'entre pas en ligne de compte. Leur valeur se compose seulement du travail ajouté et de l'outillage consommé (où sont inclus les moyens de consommation des machines). Il n'y a donc, en dehors de la partie du produit qui représente du travail nouvellement ajouté et qui entre donc dans l'échange de B contre les 2/3 de A, rien d'autre à remplacer que le *déchet du capital fixe** et de ses moyens de consommation (tels le charbon, l'huile, etc.). Mais ces matières premières forment l'élément constitutif principal du *capital constant**, du *capital fixe** (machines, instruments de travail, bâtiments, etc.). Ils remplacent donc leur *capital constant* in natura* par l'échange [de capital contre capital].

[388] *Deuxièmement le capital fixe* (machines, bâtiments, instruments de travail, récipients de toute sorte).*

Leur *capital constant** se compose 1. de leurs matières premières, métaux, pierres, matières premières végétales telles que bois, courroies, cordes, etc. Mais si ces matières premières constituent bien leur matériau brut, elles-mêmes entrent comme moyens de travail dans la formation de ce matériau brut. Elles se remplacent donc *in natura*. Le producteur de fer a une machine à remplacer, le constructeur de machines a, lui, du fer. Du *déchet** des machines entre dans la carrière, mais dans les bâtiments de la fabrique il entre du *déchet** pour matériaux de construction, etc. 2. Le *déchet* des machines qui construisent les machines*, qui doivent donc être remplacées elles-mêmes par un produit nouveau de leur propre

genre dans un délai déterminé. Mais le produit du même genre peut naturellement se remplacer lui-même. 3. Les *moyens de construction de la machine* (*matières instrumentales**). Les machines consomment du charbon, mais le charbon consomme des machines, etc. Sous forme de récipients, de tuyaux, de canalisations, etc., des machines de tout genre entrent dans la production des moyens de consommation des machines, comme pour le suif, le savon, le gaz (d'éclairage). Ainsi, ici encore, les produits de ces sphères passent réciproquement dans leur *capital constant**, se remplaçant donc *in natura*.

Si l'on range les bêtes de trait dans les machines, ce qu'il faut remplacer pour elles comprend le fourrage et dans certaines conditions, les étables (bâtiments). Mais si le fourrage entre dans la production du bétail, le bétail entre dans celle du fourrage.

*Troisièmement matières instrumentales**. Une partie d'entre elles a besoin de matières premières, tels l'huile, le savon, le suif, le gaz, etc. D'un autre côté, elles entrent à leur tour partiellement, sous forme d'engrais, etc., dans la formation de ces matières premières. Il faut du charbon pour faire du gaz, mais on utilise l'éclairage au gaz lors de la production du charbon, etc. D'autres matières instrumentales* se composent seulement de travail ajouté et de *capital fixe** (machines, récipients, etc.). Le charbon doit remplacer le *déchet** de la machine à vapeur employée pour sa production. Mais la machine à vapeur consomme du charbon. Le charbon entre lui-même dans les moyens de production du charbon. Il se remplace donc ici lui-même *in natura*. Les transports de charbon par chemin de fer entrent dans les coûts de production du charbon, mais le charbon entre à son tour dans les coûts de production de la locomotive.

Il faudra encore ci-dessous ajouter spécialement quelques remarques sur les fabriques de chimie, qui toutes préparent plus ou moins [des] matières instrumentales, comme la matière première de récipients (par exemple verre, porcelaine), à côté d'articles, enfin, qui entrent directement dans la consommation.*

Tous les colorants sont des *matières instrumentales**. Mais ils entrent dans le produit, pas seulement selon leur valeur, comme par exemple le charbon brûlé entre dans le *cotton* [coton]; mais ils se reproduisent dans la forme du produit (dans les couleurs).

Les matières instrumentales* sont ou bien *les moyens de consommation des machines* - et alors ou bien les combustibles de la machine motrice ou bien les moyens employés à réduire les frottements des machines au travail, tels le suif, le savon, l'huile,

etc. - ou alors ce sont des *matières instrumentales** nécessaires aux bâtiments, tel le ciment, etc. Ou ce sont des *matières instrumentales** nécessaires en général, pour l'accomplissement du procès de production, tels l'éclairage, le chauffage, etc. (en ce cas, ce sont des *matières instrumentales** exigées par les ouvriers eux-mêmes pour pouvoir travailler).

Ou encore ce sont des matières instrumentales* qui entrent dans la formation de la matière première, tels les engrains de toutes sortes et tous les produits chimiques consommés par les matières premières.

Ou encore ce sont des matières instrumentales* qui entrent dans le produit fini, colorants, matières servant à lisser¹, etc.

Donc résultat final: A remplace ses propres 2/3 de capital constant² par échange avec la fraction des produits inconsommables de B, qui représente le revenu de B, c'est-à-dire le travail ajouté pendant l'année dans la catégorie B. Mais A ne remplace pas le capital constant de B. B de son côté doit remplacer *in natura* ce capital constant par de nouveaux produits du même genre. Mais il ne lui reste plus de temps de travail pour les remplacer. Car tout le temps de travail nouveau ajouté par lui forme son revenu et est donc représenté par la partie du produit B qui entre en A comme capital constant. Comment se remplace donc le capital constant de B?

En partie par sa propre reproduction (végétale ou animale), comme dans toute l'agriculture et l'élevage. En partie par échange *in natura* des éléments d'un *capital constant** contre les éléments d'un autre *capital constant**, le produit d'une sphère passant dans l'autre comme matière première ou moyen de production et vice-versa. Les produits des différentes sphères de production, les différentes ||389| sortes de *capital constant** entrant réciproquement les uns dans les autres *in natura* en tant que conditions de production.

Les producteurs de produits inconsommables sont les producteurs du *capital constant** pour les producteurs des produits consommables. Mais en même temps, leurs produits leur servent mutuellement d'éléments ou facteurs de leur propre *capital constant**. C'est-à-dire qu'ils consomment mutuellement leurs produits *industriellement*.

1. Le terme allemand peut signifier aussi polir, mais Marx pense sans doute surtout à l'industrie textile.

2. Marx veut dire: remplace son propre capital constant, qui constitue 2/3 du produit.

Tout le produit de A est consommé. Et donc également tout le *capital constant** qu'il contient. $\frac{1}{3}$ de A est consommé par les producteurs de A, $\frac{2}{3}$ de A par les producteurs des produits inconsommables de B. Le capital constant de A est remplacé par les produits de B qui forment le revenu de B. C'est en fait la seule fraction du capital constant qui soit remplacée par du *travail nouvellement ajouté*, et elle l'est, parce que le quantum des produits de B qui [est] du travail nouvellement ajouté en B n'est pas consommé par B, mais l'est industriellement par A, tandis que B consomme individuellement les $\frac{2}{3}$ de A.

Posons que A = 3 journées de travail; que son *capital constant** par hypothèse = 2 journées de travail. B remplace le produit de $\frac{2}{3}$ de A, donc fournit des produits inconsommables = 2 journées de travail. 3 jours de travail sont maintenant consommés, il en reste 2. Ou encore les 2 jours de travail passé de A sont remplacés par 2 jours de travail nouvellement ajouté en B, mais seulement parce que les 2 jours de travail nouvellement ajouté en B consomment leur valeur en A et non dans le produit B lui-même.

Le capital constant de B doit, pour autant qu'il est entré dans le produit total de B, être lui aussi remplacé *in natura* par des produits neufs du même genre, donc par des produits que requiert la consommation *industrielle* de B. Mais il n'est pas remplacé par du temps de travail *nouveau*, bien qu'il le soit par les *produits* du temps de travail nouvellement utilisé pendant l'année.

⟨Posons, dans le produit total de B, [le] capital constant total égal à $\frac{2}{3}$. Si le travail nouvellement ajouté (= somme du salaire et du profit) = 1, le travail passé, qui lui a servi de matière et de moyen de travail, = 2. Mais comment ces 2 sont-ils remplacés? Le rapport entre capital constant et capital variable peut être très différent à l'intérieur des différentes sphères de production de B. Mais la moyenne, par hypothèse, = $\frac{1}{3} : \frac{2}{3}$ ou = 1 : 2. Chacun des producteurs de B a maintenant devant soi $\frac{2}{3}$ de son produit: charbon, fer, lin, machines, bétail, blé (à savoir la partie du bétail et du blé qui n'entre pas dans la consommation) etc., dont les éléments de production doivent être remplacés ou reconvertis dans la forme naturelle de leurs éléments de production. Or tous ces produits entrent eux-mêmes à leur tour dans la consommation industrielle. Le blé (comme semence) est en même temps à son tour sa propre matière première, une partie du bétail produit remplace celui qui a été consommé, c'est-à-dire se remplace lui-même. Dans ces sphères de production de B (agriculture et bétail), cette partie remplacera donc sous sa propre forme na-

turelle son propre *capital constant**. Une partie de ce produit n'entre donc pas dans la circulation ⟨en tout cas n'a pas besoin d'y entrer et ne peut y entrer que formellement). Certains autres de ces produits, comme le lin, chanvre, etc., charbon, fer, le bois, la machine entrent⟩ en partie comme moyens de production dans leur propre production – tout comme la semence dans l'agriculture – par exemple, le charbon, dans la production de charbon et la machine, dans la production de la machine. Une partie du produit qui se compose de machine et de charbon, à savoir une partie de la fraction de ce produit qui représente son *capital constant**, se remplace par elle-même et ne fait que changer de position. De produit qu'il était, il devient son propre moyen de production.

Une autre partie de ces produits-ci et des autres entrent¹ réciproquement l'une dans l'autre comme éléments de production, la machine, dans le fer et le bois, le bois et le fer, dans la machine, l'huile, dans la machine et la machine, dans l'huile, le charbon dans le fer, le fer (sous forme de voies ferrées, etc.), dans le charbon, etc. Pour autant que les $\frac{2}{3}$ de ces produits B ne se remplacent pas eux-mêmes, c'est-à-dire ne rentrent pas sous leur forme naturelle dans leur propre production – si bien qu'une partie de B est consommée immédiatement de façon industrielle par ses propres producteurs, tout comme une partie de A l'est directement de façon individuelle par ses propres producteurs –, les produits des producteurs de B se remplacent réciproquement comme moyens de production. Le produit de a passe dans la consommation industrielle de b et le produit de b dans la consommation industrielle de a, ou, par un détours, le produit de a dans la consommation industrielle de b, le produit de b dans celle de c et celui de c dans celle de a. Ce qui est donc consommé dans une sphère de production de B comme *capital constant**, est produit nouveau dans l'autre mais ce qui est consommé dans cette dernière est produit dans la première. Ce qui, dans l'une, est passé de la forme machine et charbon à la forme fer, est passé, dans l'autre, de la forme fer et charbon à celle de machine, etc.

||390| Ce qu'il faut nécessairement, c'est remplacer le capital constant de B sous sa forme naturelle. Si nous considérons le produit total de B, il représente justement le total du *capital constant** dans toutes ses formes naturelles. Et lorsque le produit

1. Nous rappelons que nous restons fidèles aux particularités stylistiques de l'original.

d'une sphère particulière de B ne peut pas remplacer *in natura* son propre *capital constant**, l'achat et la vente, en changeant les produits de mains, remettent ici chaque chose à sa place.

Il se produit donc ici un remplacement de *capital constant**; dans la mesure où il s'opère indirectement, sans échange, il s'agit donc ici d'un *échange de capital contre capital*, c'est-à-dire, en ce qui concerne la valeur d'usage, d'un échange de produits contre des produits qui entrent réciproquement dans leurs procès de production respectifs, de sorte que chacun d'entre eux est consommé industriellement par le producteur de l'autre.

Cette partie du capital ne se résout ni en profit, ni en salaire. Elle ne contient pas de travail nouvellement ajouté. Elle ne s'échange pas contre du revenu. Elle n'est payée par les consommateurs ni directement ni indirectement. Que ce remplacement des capitaux entre eux s'opère par l'intermédiaire de négociants¹ (donc par des capitaux commerciaux) ou non, ne change rien à l'affaire¹. Mais étant donné que ces produits (machines, fer, charbon, bois, etc., qui se remplacent réciproquement) sont des produits neufs, puisqu'ils sont les produits du travail de l'année précédente – ainsi le blé qui sert de semence est un produit du travail nouveau, au même titre que le blé qui entre dans la consommation, etc. – comment peut-on dire qu'aucun travail nouvellement ajouté n'est contenu dans ces produits? D'ailleurs leur forme ne prouve-t-elle pas le contraire de façon éclatante? Si tel est le cas pour le blé ou le bétail, la forme de la machine révèle bien le travail qui l'a transformée de fer en machine, etc.

Avons déjà trouvé précédemment la solution de ce problème². Pas besoin d'y revenir ici.

{La phrase de A. Smith selon laquelle le *trade* [commerce] entre *dealers* [négociants] et *dealers* doit être équivalent au *trade* entre *dealers* et *consumers* (il entend par là des consommateurs immédiats et non pas industriels, car il considère également ces derniers comme des *dealers*) est donc fausse. Elle repose sur la fausse proposition que tout le produit se résout en revenu, et en réalité signifie seulement que la partie de l'échange des marchandises qui est égale à l'*échange between capital and revenue* [échange entre capital et revenu] est égale au *total exchange of commodities* [à la totalité de l'échange des marchandises]. Puisque la proposition est fausse, sont également fausses les applications que Tooke en

1. Le passage compris entre les deux appels de note se trouve dans le manuscrit à la fin du paragraphe.

2. Voir ci-dessus, pp. 113–152 et 206–218.

tire pour la circulation monétaire (en particulier quant au rapport entre la masse monétaire circulant entre les *dealers* et la masse monétaire circulant entre les *dealers* et les *consumers*).

Prenons comme dernier *dealer* faisant face au consommateur le négociant qui achète les produits de A: ce produit lui est alors acheté par le revenu de A = 1/3 de A, et le revenu de B = 2/3 de A. Son capital commercial lui est remplacé par ces derniers. Le total des revenus doit coïncider avec son capital. (Le profit que fait cette canaille doit être calculé de la façon suivante: il garde une partie de A pour lui-même et vend une partie moindre de A à la valeur de A. Que l'on imagine cette canaille sous les traits d'un agent nécessaire à la production ou d'une sorte de sybarite, ne change rien à l'affaire.) Cet *échange*, entre *dealer* et *consumer* de A, équivaut en valeur à l'*échange* du *dealer* de A avec tous les producteurs de A, donc englobe les *dealings* [affaires] de ces producteurs entre eux.

Le négociant achète la toile. Dernière *dealing* [transaction] entre *dealer* et *dealers*. Le tisseur de lin achète du fil, des machines, du charbon, etc. Avant-dernière *dealing* entre *dealer* et *dealers*. Le filateur achète du lin, des machines, du charbon, etc. Avant-avant-dernière *dealing* entre *dealer* et *dealers*. Le cultivateur de lin et le fabricant de machines achètent des machines, du fer, etc., etc. Mais les *dealings* entre producteurs de lin, de machines, de fer, de charbon pour le remplacement de leur *capital constant* et la valeur de ces *dealings* n'entrent pas dans les *dealings* parcourues par le produit de A, que ce soit pour échanger du revenu contre du revenu ou pour l'échange de revenu contre du capital constant. Ces *dealings* – non pas entre les producteurs de B et les producteurs de A, mais entre les producteurs de B – ne doivent pas être remplacées par l'acheteur de A, au vendeur de A, pas plus que la valeur de cette partie de B n'entre dans la valeur de A. Ces *dealings* aussi requièrent de l'argent, elles aussi s'opèrent par l'intermédiaire de marchands. Mais la partie de la circulation monétaire ressortissant exclusivement à cette sphère est complètement séparée de celle entre *dealers* et *consumers*.}

||391| Restent deux questions encore à résoudre:

1. Le salaire, considéré jusqu'à présent comme revenu sans qu'on l'ait distingué du profit. Dans quelle mesure faut-il considérer ici qu'il apparaît en même temps comme portion du *capital circulant** du capitaliste?

2. Jusqu'à présent nous avons supposé que tout le revenu est dépensé comme revenu. A considérer donc l'*altération** qui se

produit lorsqu'une partie du revenu, du profit, est capitalisée. En fait, cela coïncide avec l'analyse du processus d'accumulation. Mais non pas quant à son aspect formel. Qu'une partie du produit qui représente de la *surplus value* [plus-value] soit retransformée, partie en salaire, partie en capital constant, c'est simple. Il faut étudier ici comment cette opération affecte l'échange de marchandises dans les catégories examinées jusqu'à présent; dans celles-ci on peut l'examiner par rapport à ses supports, c'est-à-dire comme échange de revenu contre du revenu, comme échange de revenu contre du capital et enfin comme échange de capital contre du capital.}

{Cet intermède doit donc être mené à terme en passant dans cette partie historico-critique¹.}

| 10. Ferrier. Caractère protectionniste de sa polémique contre la théorie de Smith du travail productif et de l'accumulation.

**Confusion faite par Smith dans la question de l'accumulation.
L'élément vulgaire dans le point de vue de Smith
sur les travailleurs productifs]**

Ferrier (F. L. A.) (sous-inspecteur des douanes*): Du Gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, Paris 1805 (Source principale de F. List.) Ce type-là, panégyriste du système prohibitif *bonapartiste*, etc. De fait, le gouvernement (y compris les fonctionnaires, ces travailleurs improductifs) sont pour lui importants comme *managers* intervenant directement dans la production. Ce *douanier** est donc furieux que Smith juge improductifs les fonctionnaires de l'Etat.

1. Marx revient dans le cahier X du manuscrit, lors de l'analyse du *Tableau économique* de QUESNAY, sur quelques questions traitées dans cet «intermède» (voir le sixième chapitre de ce volume). Il donne une réponse détaillée et systématique aux deux dernières questions dans le Livre II du *Capital* (cf. en particulier le chapitre 20, X: «Capital et revenu; capital variable et salaire», ainsi que le chapitre 21), t. V, pp. 86 et suivantes, pp. 136 et suivantes.

Dans la deuxième partie des *Théories sur la plus-value*, dans le chapitre concernant la théorie de l'accumulation chez Ricardo, Marx revient aussi sur les questions traitées dans cet «intermède». Dans la troisième partie des *Théories*, plus précisément dans le chapitre «Opposition aux économistes» (sur la base de la théorie de Ricardo) en relation avec l'analyse critique de la brochure anonyme *The Source and remedy of the national difficulties* [Les Sources et remède des difficultés nationales] et dans le chapitre sur Cherbiliez, à propos du problème de l'accumulation comme reproduction élargie, Marx examine une fois encore les problèmes soulevés ici.

«Les principes que Smith a posés sur l'économie des nations ont pour fondement la distinction entre travail productif et travail improductif¹»,

{car il entend qu'une partie aussi grande que possible soit dépensée, comme capital, par échange contre du travail productif et une fraction aussi réduite que possible comme revenu, par l'échange contre du travail improductif.}

«Cette distinction est essentiellement fausse. Il n'y a point de travail improductif». (p. 141.) «Il y a donc une économie et une prodigalité des nations, mais une nation n'est prodigue ou économique que dans ses relations avec les autres peuples, et c'était ainsi que la question devait être envisagée. (l. c. p. 143.)**

Nous allons tout de suite rétablir chez A. Smith, le contexte qui scandalise si fort Ferrier.

«Il existe», dit Ferrier, «une économie des nations² mais elle est très différente de celle définie par Smith. Elle consiste¹ à n'acheter de productions étrangères qu'autant qu'elle en peut payer avec les siennes. Elle consiste quelquefois à s'en passer absolument.» (l. c. pp. 174–175.)**

{A. Smith dit dans le volume I, chapitre VI (t. I, éd. Garnier), pp. 108–109) à la fin de ce chapitre qui traite «des parties constitutantes du prix des marchandises»*:

«Comme dans un pays civilisé il n'y a que très peu de marchandises dont toute la valeur échangeable procède du travail seulement, et que, dans la très importante partie d'entr'elles, la rente et le profit y contribuent pour de fortes portions, il en résulte que le produit annuel du travail de ces pays suffira toujours pour acheter et commander une quantité de travail beaucoup plus grande que celle qu'il a fallu employer pour faire croître ce produit, le préparer et l'amener au marché. Si la société employait annuellement tout le travail qu'elle est en état d'acheter annuellement, comme la quantité de ce travail augmenterait considérablement chaque

1. Après «des nations», Marx n'a pas recopié le texte de Ferrier, mais l'a traduit en allemand.

2. Ici encore la portion de phrase entre les deux appels de note est en allemand dans le manuscrit.

année, il s'ensuivrait que le produit de chacune des années subséquentes serait d'une valeur incomparablement plus grande que celui de la précédente. Mais il n'y a aucun pays dont tout le produit annuel soit employé à entretenir des travailleurs. Partout lesoisifs en consomment une grande partie et selon les différentes proportions dans lesquelles ce produit se partage entre ces deux différentes classes de gens, sa valeur ordinaire ou moyenne doit nécessairement ou augmenter ou décroître, ou demeurer la même d'une année à l'autre. »**

Il y a toutes sortes de confusions dans ce passage où Smith cherche en somme à résoudre l'éénigme de l'accumulation.

Voici d'abord la prémissse erronée que la «valeur échangeable»* du produit annuel du travail*, donc «le produit annuel du travail»* aussi, se résout en salaires et profits (rentes comprises). Nous ne reviendrons pas sur cette absurdité. Notons seulement ceci: la masse du produit annuel – ou des fonds*, stocks* de marchandises qui sont le produit annuel du travail – [doit] consister en grande partie [392] *in natura* en marchandises qui ne peuvent entrer sous forme d'éléments que dans le capital constant {matières premières, semences, machines, etc.}, qui ne peuvent être consommées qu'industriellement. Ces marchandises (qui représentent la plus grande partie des marchandises entrant dans le capital constant*), leur valeur d'usage indique déjà qu'elles ne conviennent pas à la consommation individuelle, donc que le revenu, qu'il s'agisse de salaire, de profit ou de rente, ne peut pas être dépensé en elles. Une partie des matières premières (dans la mesure où celle-ci n'est pas requise pour la reproduction de la matière première elle-même, ou n'entre pas dans le capital fixe* soit comme matière instrumentale*, soit comme composant direct) recevra certes plus tard une forme consommable, mais seulement par le travail de l'année en cours. En tant que produit de l'année précédente, ces matières premières elles-mêmes ne constituent nullement une fraction du revenu. C'est seulement la partie consommable du produit qui peut être consommée, entrer dans la consommation individuelle, donc constituer du revenu. Mais il y a même une fraction du produit consommable qui ne peut être consommée sans rendre impossible la reproduction. Même sur la partie consommable des marchandises il faut donc retrancher une portion qui doit être nécessairement consommée industriellement, c'est-à-dire qui doit servir de

matière de travail, semence, etc., et non de moyen de subsistance, que ce soit pour les ouvriers ou les capitalistes. Cette partie du produit doit donc être *d'abord** déduite du compte de A. Smith, ou plutôt y être ajoutée. Si la productivité du travail reste la même, il n'y a pas annuellement de changement pour cette partie du produit, qui ne se résout pas en revenu; à condition que, la productivité du travail restant la même, on emploie le même quantum de temps de travail qu'àuparavant.

Supposons donc que chaque année on emploie une plus grande quantité de travail qu'avant, il reste alors à examiner ce qui se passe pour le capital constant*. En un mot: pour utiliser un plus grand quantum de travail, il ne suffit ni qu'un plus grand quantum de travail soit disponible, ni qu'un plus grand quantum soit payé, c'est-à-dire qu'on dépense plus en salaire, il faut qu'il y ait des moyens de travail – matière brute et capital fixe* – suffisants pour absorber un plus grand quantum de travail. Il restera donc à commenter ce point après avoir élucidé les questions dont s'occupe A. Smith.

Reprendons donc sa première phrase:

«Comme dans un pays civilisé il n'y a que très peu de marchandises dont la valeur échangeable procède du travail seulement et que, dans la très majeure partie d'entr'elles, la rente et le profit y contribuent pour de fortes portions, il en résulte que le produit annuel du travail de ces pays suffira toujours pour acheter et commander une quantité de travail beaucoup plus grande que celle qu'il a fallu employer pour faire croître ce produit, le préparer et l'amener au marché» (en d'autres termes: pour le produire)*.**

De toute évidence, on confond ici plusieurs choses différentes. <Dans la valeur échangeable* du produit total annuel n'entre pas seulement du travail vivant, du travail vivant utilisé au cours de cette année, mais encore du travail passé, le produit du travail des années précédentes. Non seulement du travail sous la forme vivante, mais encore du travail sous forme matérialisée.> La valeur échangeable* du produit égale au total du temps de travail contenu en lui, dont une partie était constituée par du travail vivant et une partie par du travail matérialisé.

<Supposons que la proportion entre l'un et l'autre = 1/3 : 2/3, [ou] 1 : 2. Et que la valeur totale du produit = 3, dont 2 de temps de travail matérialisé, 1 de vivant. La valeur du produit total

peut donc acheter plus de travail vivant qu'elle n'en contient, en supposant que travail vivant et travail matérialisé s'échangent l'un contre l'autre comme équivalents, qu'un quantum déterminé de travail matérialisé ne commande qu'un quantum de travail vivant égal à lui-même.> Car le produit = 3 journées de travail, le travail vivant qu'il contient = 1 journée de travail. 1 journée de travail vivant a suffi pour produire le produit (en réalité seulement pour donner la dernière forme à ses éléments). Mais en lui sont contenues 3 journées de travail. S'il s'échangeait dans sa totalité contre du travail vivant, il serait donc utilisé seulement «pour acheter et commander» des quantités de travail actuel*, et dans ce cas il pourrait commander, acheter 3 journées de travail.

Mais de toute évidence ce n'est pas ce que A. Smith veut dire et de toute façon cette prémissse serait sans utilité pour lui. Ce qu'il veut dire, c'est qu'une grande partie de la *valeur échangeable** du produit ne se décompose pas (ou comme il dit *par erreur*, par une confusion déjà signalée¹) en *salaire du travail** mais en *profits** ou, rentes, ou comme nous dirons pour simplifier en *profits**. En d'autres termes: la fraction de valeur du produit qui est égale au quantum du travail ajouté au cours de la dernière année – donc *in fact* [en fait] la fraction qui est à proprement parler le produit du travail de la dernière année – paie: primo les ouvriers, et secundo, entre dans le revenu, le fonds de consommation du capitaliste. Toute cette partie du produit total *procède du travail**, et en procède *exclusivement*, mais consiste en travail payé et travail non payé. Les salaires sont égaux à la somme du travail payé, les profits, ||393| à celle du travail non payé. Si donc la totalité du produit était dépensée en salaires, elle pourrait naturellement mettre un plus grand quantum de travail en mouvement que celui dont il était le produit; quant à savoir dans quelle proportion le produit peut mettre en mouvement plus de travail qu'il n'en contient, celle-ci dépendra exactement du rapport où la journée de travail se distribue en temps de travail payé et temps non payé.

Supposons que ce rapport soit tel qu'en 6 heures, donc la moitié de la journée de travail, l'ouvrier produise son salaire ou le reproduise. Dans ce cas, les 6 heures qui restent ou l'autre moitié de la journée de travail, constituent le *surplus**. Donc si un produit contient par exemple 100 journées de travail [de travail nouvelle-

1. Voir ci-dessus pp. 94-98.

ment ajouté] (la journée de travail = 10 sh., donc 100 journées de travail = 1000 sh. = 50 l.) = 50 l., 25 l. seraient pour le salaire et 25 l. pour le profit (rente). Avec les 25 l. = 50 journées de travail, 100 ouvriers auraient été payés qui, pendant la moitié de leur temps de travail, auraient travaillé gratis ou pour leurs *masters*. Si donc tout le produit (des 100 journées de travail) était dépensé en salaire, dans ce cas, avec les 50 l., 200 ouvriers pourraient être mis en mouvement, donc chacun continuerait à recevoir comme salaire 5 sh., soit la moitié du produit de son travail. Le produit de ces ouvriers serait = 100 l. (soit 200 journées de travail = 2000 sh. = 100 l.) avec lequel 400 ouvriers pourraient être mis en mouvement (400 ouvriers à 5 sh. = 2000 sh.) dont le produit = 200 l., etc.

Et voilà de quelle manière, selon A. Smith, le «*produit annuel du travail*»* sera toujours suffisant «pour acheter et commander une quantité de travail beaucoup plus grande»* que celle qui est nécessaire pour la fabrication du produit. (Si la totalité du produit de son travail était payée à l'ouvrier, donc 50 l. pour 100 journées de travail, ces 50 l. ne pourraient mettre en œuvre à leur tour que 100 journées de travail.) Et Smith de poursuivre dans le même esprit:

«Si la société employait annuellement tout le travail qu'elle est en état d'acheter annuellement, comme la quantité de travail augmenterait considérablement chaque année, il s'ensuivrait que le produit des années subséquentes serait d'une valeur incomparablement plus grande que celui de la précédente.»**

Mais une partie de ce produit est mangée par les propriétaires du profit et de la rente; une autre partie par leurs commensaux. La part qui peut en être réinvestie en travail (productif) est donc déterminée par la fraction du produit que les capitalistes, rentiers et leurs commensaux (en même temps les *travailleurs improductifs**) ne consomment pas eux-mêmes.

En tout cas, ainsi on dispose sans cesse d'un *fonds** nouveau (nouveau *fonds de salaire**) pour mettre en œuvre cette année, avec le produit du travail de l'année précédente, un plus grand nombre d'ouvriers. Et étant donné que la valeur du produit annuel est déterminée par la quantité du temps de travail employé, la valeur du produit annuel augmentera d'année en année.

Naturellement, il ne servirait de rien de disposer d'un fonds pour «acheter et commander»* une «quantité de travail beaucoup

plus grande, que l'année passée*, s'il n'y avait pas sur le marché une plus grande quantité de travail*. A quoi bon avoir davantage d'argent destiné à l'achat d'une marchandise, s'il n'y a pas sur le marché une plus grande quantité de celle-ci. Supposons que ces 50 l. mettent en mouvement au lieu des 100 précédents, (= 25 l.) non pas 200, mais seulement 150 ouvriers, tandis que les capitalistes consommeraient eux-mêmes 12 l. 1/2 au lieu de 25 l. Les 150 ouvriers (= 37 l. 1/2) donneraient alors 150 journées de travail = 1500 sh. = 75 l. Mais si la masse de travail disponible était toujours seulement = 100, ces 100 contiendraient cette fois 37 l. 1/2 de salaire au lieu de 25 l. comme auparavant, mais leur produit ne serait toujours que de 50 l. Le revenu du capitaliste aurait donc baissé de 25 l. à 12 l. 1/2, parce que le salaire aurait augmenté de 50%. Mais A. Smith sait qu'il y aura une quantité croissante de travail disponible. Pour une part [conséquence de] l'accroissement annuel de la population (qui doit certes être contenu dans le salaire ancien), d'autre part, afflux de pauvres sans emploi, d'ouvriers employés à temps partiel, etc. Ensuite les masses de travailleurs improductifs qui peuvent être transformés en partie en travailleurs *productifs* grâce à une autre utilisation du *surplus produce*. Enfin cette même masse d'ouvriers peut fournir une plus grande quantité de travail. Et que je paie 125 ouvriers au lieu de 100, ou que ces 100 travaillent 15 heures par jour au lieu de 12, would be quite the same thing [reviendrait au même].*

Au reste, considérer qu'avec l'accroissement du capital productif – ou avec l'accroissement de la part du produit annuel qui est destiné à la reproduction – le travail employé (travail vivant, la fraction investie en salaire) doit s'accroître dans la même proportion, est une erreur d'A. Smith qui est la conséquence directe de sa décomposition de la totalité du produit en revenu.

||394| Il a donc tout d'abord un fonds de produits alimentaires consommables qui peut «acheter et commander»* cette année une plus grande quantité de travail que l'année précédente; [il y a] davantage de travail et en même temps davantage de produits alimentaires pour ce travail. Il faut voir maintenant comment cette *additional quantity of labour* [quantité additionnelle de travail] peut être réalisée.}

Si A. Smith s'en était tenu, en pleine connaissance de cause, à l'analyse de la *surplus value* qu'on trouve chez lui pour ce qui est de la matière, analyse selon laquelle la plus-value ne peut résulter que de l'échange de capital contre salaire, il s'ensuivrait: n'est

du travail productif que celui qui s'échange contre du capital; du travail échangé contre du revenu en tant que tel ne l'est jamais. Pour que le revenu puisse être échangé contre du travail productif, il faut qu'il soit, au préalable, transformé en capital.

Mais en même temps, en prenant pour point de départ cet aspect de la tradition qui veut que le travail productif soit celui qui, généralement parlant, produit directement de la richesse matérielle et en combinant la distinction qu'il fait selon qu'il y a échange entre capital et travail ou échange entre revenu et travail, chez Smith on peut aboutir à ceci: le genre de travail contre lequel du capital s'échange est toujours productif (crée toujours de la richesse matérielle, etc.). Par contre celui qui est échangé contre du revenu peut être soit productif, soit ne pas l'être; mais la plupart du temps, celui qui dépense du revenu, met *rather* [de préférence] en mouvement du travail directement improductif plutôt que du travail productif. On voit comment par ce *compound* [amalgame] entre ses deux distinctions, A. Smith affaiblit et vulgarise la distinction principale.

Qu'A. Smith ne conçoit pas la fixation du travail de façon purement superficielle ressort du passage suivant qui énumère les différents composants du *capital fixe**:

«4. Les talents utiles acquis par les habitants ou membres de la société. L'acquisition de ces talents coûte toujours une dépense réelle à cause de l'entretien de celui qui les acquiert, pendant le temps de son éducation, de son apprentissage ou de ses études, et cette dépense est un capital fixé et réalisé pour ainsi dire dans sa personne. Si ces talents composent une partie de sa fortune, ils composent pareillement une partie de la fortune de la société à laquelle il appartient. La dextérité perfectionnée, dans un ouvrier, peut être considérée sous le même point de vue qu'une machine ou un instrument de métier qui facilite et abrège le travail et qui, malgré la dépense qu'il a coûté, restitue cette dépense avec un profit.» (l.c. I. II, ch. I, t. II, pp. 204–205.)**

Curieuse conception de l'origine de l'accumulation et de sa nécessité:

«Quand la société est encore dans cet état d'enfance où il n'y a aucune division du travail, où il ne se fait

presque point d'échange, et où chaque individu pourvoit par ses mains à ses besoins, il n'est pas nécessaire qu'il y ait aucun fonds accumulé ou amassé d'avance pour faire aller les affaires de la société»**

(en partant de l'hypothèse qu'il n'y a pas de société*).

«Chaque homme cherche, dans sa propre industrie, les moyens de satisfaire aux besoins du moment, à mesure qu'ils se font sentir. Quand la faim presse, il s'en va chasser dans la forêt, etc.» (l. c. t. II, pp. 191-192.) (l. II, Introduction*) «Mais quand une fois la division du travail est généralement établie, un homme ne peut plus appliquer son travail personnel qu'à une bien petite partie des besoins qui lui surviennent. Il pourvoit à la très majeure partie de ces besoins avec des choses produites par le travail d'autrui [il achète avec le produit de son travail] ou, ce qui revient au même, avec le prix de ce produit. Or, cet achat ne peut se faire à moins qu'il n'ait eu le temps, non seulement d'achever tout à fait, mais encore de vendre le produit de son travail.»**

(Même dans le premier cas il ne pouvait manger le lièvre avant de l'avoir tué, et ne pouvait le tuer avant d'avoir produit soit l' «arc»* classique, soit *something similar* [quelque chose d'analogique]. La seule chose qui semble devoir être ajoutée dans le cas II, ce n'est pas la nécessité *d'un approvisionnement* of any sort* [quelconque], mais le «*temps ... de vendre le produit de son travail*»*.)

«Il faut donc qu'au moins jusqu'à ce qu'il ait pu venir à bout de ces deux choses, il existe quelque part un fonds de denrées de différentes espèces, amassé d'avance pour le faire subsister et lui fournir en outre la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage. Un tisserand ne peut pas vaquer entièrement à sa besogne particulière, s'il n'y a pas quelque part, soit en sa possession, soit en celle d'un tiers, une provision faite par avance, où il trouve de quoi subsister et de quoi se fournir des outils de son métier et de la matière de son ouvrage, jusqu'à ce que sa toile puisse être non seulement achevée, mais encore vendue. Il est évident qu'il faut que l'accumulation précède le

moment où il pourra appliquer son industrie à entreprendre etachever cette besogne ... dans la nature des choses, l'accumulation d'un capital est un préalable nécessaire à la division du travail.» (l. c. pp. 192-193.)**

(D'autre part, il semble d'après ce qui a été affirmé au début qu'aucune accumulation of capital [accumulation du capital] n'a lieu avant la division of labour [division du travail] tout comme avant l'accumulation of capital, pas de division of labour.) Il poursuit:

«Le travail ne peut recevoir de subdivisions ultérieures qu'à proportion que les capitaux se sont préalablement accumulés de plus en plus. A mesure que le travail vient à se subdiviser, la quantité de matières qu'un même nombre de personnes peut mettre en œuvre augmente dans une grande proportion; et comme la tâche de chaque ouvrier se trouve successivement réduite à un plus grand degré de simplicité, il arrive qu'on invente une foule de nouvelles machines pour faciliter et [395] abréger ces tâches. A mesure donc que la division de travail va en s'étendant, il faut, pour qu'un même nombre d'ouvriers soit constamment occupé, qu'on accumule d'avance une égale provision de vivres et une provision de matières et d'outils plus forte que celles qui auraient été nécessaires dans un état de choses moins avancé.» (l. c. pp. 193-194.) «De même que le travail ne peut acquérir cette grande extension de puissance productive, sans une accumulation préalable des capitaux, de même l'accumulation des capitaux amène naturellement cette extension. La personne qui emploie son capital à faire travailler, cherche nécessairement à l'employer de manière à ce qu'il fasse produire la plus grande quantité possible d'ouvrage: elle tache donc à la fois d'établir entre ses ouvriers la distribution de travaux la plus convenable, et de les fournir des meilleures machines qu'elle puisse imaginer, ou qu'elle soit à même de se procurer. Ses moyens pour réussir dans ces deux objets sont proportionnés en général à l'étendue de son capital ou au nombre de gens que ce capital peut tenir occupés. Ainsi non seulement la quantité de l'industrie augmente dans

*un pays à mesure de l'accroissement du capital qui la met en activité, mais encore, par une suite de cet accroissement, la même quantité d'industrie produit une beaucoup plus grande quantité d'ouvrage.» (l. c. pp. 194-195.)***

A. Smith traite des objets qui se trouvent déjà dans le *fonds de consommation** tout comme du *productive and unproductive labour* [travail productif et improductif]. *For instance* [Par exemple]:

«Une maison servant de logement ne contribue en rien, sous ce rapport, au revenu de celui qui l'occupe; et quoique, sans contredit, elle lui soit extrêmement utile, elle l'est comme ses habits et ses meubles de ménage, qui lui sont très utiles, mais qui pourtant font partie de sa dépense et non pas de son revenu.» (l. c. t. II, ch. I, pp. 201-202.)**

Par contre font partie de son *capital fixe** «tous les bâtiments destinés à un objet utile, et qui sont des moyens de revenu, non seulement pour le propriétaire qui en retire un loyer en les louant, mais même pour la personne qui les tient et qui en paie un loyer: tels que les boutiques, les magasins, les ateliers, les bâtiments d'une ferme avec toutes leurs dépendances nécessaires, étables, granges, etc. Ces bâtiments sont fort différents des maisons purement habitables. Ce sont des espèces d'instruments de métier.» (l. c. t. II, ch. I, pp. 202-204.)**

«On regarde toujours comme un grand avantage pour une société tous les nouveaux procédés en mécanique qui mettent un même nombre d'ouvriers en état de faire la même quantité d'ouvrage avec des machines plus simples et moins coûteuses que celles dont on faisait usage précédemment. Il se trouve alors une certaine quantité de matériaux et un certain nombre d'ouvriers, qui avaient été employés auparavant à entretenir des machines plus compliquées et plus dispendieuses, et qui maintenant peuvent l'être à augmenter la quantité de l'ouvrage pour lequel ces machines ou toutes autres ont été faites (l. c. t. II, ch. II, pp. 216-217.)**

«La dépense d'entretien du *capital fixe* se trouve ...

nécessairement retranchée du revenu net de la société.» (l. c. t. II, ch. II, p. 218.) «Toute épargne dans la dépense d'entretien du *capital fixe* qui ne diminue pas dans le travail la puissance productive, doit augmenter le fonds qui met l'industrie en activité, et par conséquent accroître le produit annuel de la terre et du travail, revenu réel de toute société.» (l. c. t. II, ch. II, pp. 226-227.)**

L'argent en espèces qu'on expédie à l'étranger par le moyen d'effets bancaires ou de papier-monnaie en général – lorsqu'il sert «à acheter des marchandises étrangères pour la consommation intérieure» – achète soit des produits de luxe, tels que *vins étrangers, soieries**, etc., bref «des marchandises [destinées] ... à être consommées par *des gens oisifs* qui ne produisent rien ... ou bien ... ils achèteront¹ un *fonds additionnel de matières, d'outils et de vivres, dans la vue d'entretenir et d'employer un nombre additionnel de ces gens industriels qui reproduisent, avec un profit, la valeur de leur consommation annuelle*.» (l. c. t. II, ch. II, pp. 231-232.)**

La première manière *of employment* [d'emploi], dit Smith, accroît la *prodigalité**, «augmente la dépense et la consommation sans rien ajouter à la production ou sans établir un fonds propre à entretenir cette dépense, et sous tous les rapports tourne au préjudice de la société.» (l. c. t. II, p. 232.) Par contre, «employé de la seconde manière, il agrandit d'autant les bornes de l'industrie; et quoiqu'il augmente la consommation de la société, il ouvre une source permanente pour fournir à cette consommation, – *les gens qui consomment reproduisant avec un profit la valeur entière de leur consommation annuelle*.» (l. c. t. II, ch. II, p. 232.)**

«La quantité d'industrie que peut mettre en œuvre un capital, doit évidemment être égale au nombre d'ouvriers auxquels il peut fournir des matériaux, des outils et une subsistance convenable à la nature de l'ouvrage.» (l. c. t. II, ch. II, p. 235.)**

I. On attendrait: «il (l'argent) achètera ...» En fait Marx a traduit en allemand la première partie de la citation. Il faut comprendre: ces moyens de paiement achèteront, etc.

||396| Dans le *l. II, ch. III* (*l. c.*, t. II, p. 314 sqq.):

«Les travailleurs productifs et les non productifs, et ceux qui ne travaillent pas du tout, sont tous également entretenus par le produit annuel de la terre et du travail du pays. Ce produit ... a nécessairement ses bornes. Suivant donc que, dans une année, une portion plus ou moins grande de ce produit est employée à entretenir des gens non productifs, plus ou moins grande sera la portion qui restera pour les gens productifs, et plus ou moins grand sera par conséquent le produit de l'année subséquente ...

Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ... destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, *cependant, à l'instant* qu'il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs, il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de vivres, de matières ou de l'ouvrage fait qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit, ou à quelqu'autre personne, comme rente de sa terre...

Cette partie du produit annuel de la terre et du travail d'un pays qui remplace un capital, n'est jamais immédiatement employée à entretenir d'autres salariés que des salariés productifs; elle ne paie des salaires qu'au travail productif seulement; celle qui est destinée à former immédiatement un revenu ... peut indifféremment entretenir des salariés productifs ou des salariés non productifs...

Les travailleurs non productifs et les gens qui ne travaillent pas du tout sont tous entretenus *par un revenu*. Soit en premier lieu, par cette partie du produit annuel qui est, dès l'origine, destinée à former un revenu à quelques personnes particulières, ou comme rente¹ de terre, ou comme produit de capital;

soit en second lieu, par cette autre partie qui, bien qu'elle soit destinée à remplacer un capital et à n'entretenir que des ouvriers productifs, néanmoins, quand elle est une fois venue dans les mains de ceux-ci pour tout ce qui excède leur subsistance nécessaire, peut être employée indifféremment à l'entretien des gens qui produisent ou des gens qui ne produisent pas. Ainsi le simple ouvrier, si ses salaires sont forts, peut ... entretenir un domestique à son service personnel, ou bien il peut aller quelquefois à la comédie ou aux marionnettes et par là contribuer pour sa part à l'entretien d'une classe de travailleurs non productifs. Ou enfin il peut payer quelqu'impôt, et par là concourir à l'entretien d'une autre classe ... également non productive. Néanmoins, de cette partie du produit de la terre, destinée originairement à remplacer un capital, il n'en passe jamais aucune portion à l'entretien de salariés non productifs, qu'après avoir mis en activité sa mesure complète de travail productif ... Il faut que l'ouvrier ait pleinement gagné son salaire par de l'ouvrage fait, avant qu'il puisse en dépenser la moindre chose en travail non productif ... La rente de la terre et les profits des capitaux sont ... partout les principales sources où les salariés non productifs puisent leur subsistance... L'un et l'autre de ces revenus peuvent indifféremment entretenir des salariés productifs et des salariés non productifs; ils semblent pourtant avoir toujours pour les derniers quelque préférence...

Ainsi ce qui contribue beaucoup à déterminer dans tout pays la proportion entre les gens productifs et les gens non productifs, c'est principalement la proportion qui s'y trouve entre cette partie du produit annuel qui – au sortir même de la terre ou des mains des ouvriers qui l'ont produite – est destinée à remplacer un capital, et cette autre partie qui est destinée à former un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Or cette proportion est très différente dans les pays riches de ce qu'elle est dans les pays pauvres.» (*l. II, ch. III, l. c. t. II* p. 314 sqq.)**

[Smith] compare ensuite

1. Dans le manuscrit: *revenu* au lieu de *rente*.

«la très forte partie¹, souvent la plus forte du produit de la terre», qui dans les «nations opulentes de l'Europe, est destinée à remplacer le capital d'un fermier riche et indépendant», en l'opposant à l'«empire du gouvernement féodal où une très petite portion du produit était suffisante pour remplacer le capital employé à la culture.»**

De même pour le commerce* et les manufactures*. Actuellement des capitaux importants [y sont] employés, autrefois de très minces capitaux*, mais ils

«... rendissent² de très gros profits. Nulle part l'intérêt n'était au-dessous de 10 pour cent et il fallait bien que les profits des fonds pussent suffire à payer un intérêt aussi fort. Actuellement l'intérêt dans les pays les plus développés de l'Europe ne dépasse nulle part 6, dans les pays les plus riches, 4, 3, 2%. Si cette partie du revenu des habitants, qui provient de profits, est toujours beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, c'est parce que le capital y est beaucoup plus considérable; mais les profits y sont généralement dans une proportion beaucoup moindre, relativement au capital. Ainsi cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un ||397| capital, est non seulement beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, mais encore elle s'y trouve dans une proportion bien plus forte, relativement à la partie destinée immédiatement à former un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Le fonds qui est destiné à fournir de la subsistance au travail productif est non seulement bien plus abondant dans les premiers de ces pays, qu'il ne l'est dans les autres, mais, il l'est encore dans une plus grande proportion, relativement au fonds qui, pouvant être employé à entretenir des salariés productifs aussi bien que des salariés non productifs, a néanmoins toujours en général plus de tendance à aller à ceux-ci.» [l. c. pp. 320-321.]**

1. Marx a écrit *portion*, au lieu de *partie*.

2. Pour employer ce subjonctif, il faut remplacer *mais ils* par *bien qu'ils ...*

(Smith commet l'erreur d'identifier la grandeur du capital productif et la grandeur de la fraction de celui-ci – «destiné à fournir de la subsistance au travail productif»*. Mais *in fact* [en fait] il n'a connu la grande industrie qu'à ses débuts.)

«La proportion qui se trouve entre ces deux différentes espèces de fonds détermine nécessairement dans un pays le caractère général des habitants quant à leur penchant à l'industrie ou à la paresse.»**

Ainsi il dit par exemple,

«dans les villes de manufactures anglaises et hollandaises où les classes inférieures du peuple* vivent surtout des capitaux employés*, il est¹ en général laborieux, frugal et économique*. Par contre dans les villes où résident des cours, etc., où les classes inférieures du peuple* vivent de dépenses* et de revenu*, il est¹ en général paresseux, débauché et pauvre, comme à Rome, Versailles*, etc.

C'est donc la proportion existant entre la somme des capitaux et celle des revenus qui détermine la proportion dans laquelle se trouveront l'industrie et la fainéantise: partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut. Ainsi toute augmentation ou diminution dans la masse des capitaux tend naturellement à augmenter ou à diminuer réellement la somme de l'industrie, le nombre de gens productifs, et par conséquent la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de tous les habitants... Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens. » La première «portion du revenu par les domestiques, bouches inutiles, etc., qui ne laissent rien après eux en retour de leur consommation ». La seconde «par des ouvriers qui reproduisent

1. Marx, qui a traduit en partie cette citation en allemand à l'exception des expressions imprimées ici en italien, a écrit *sind sie* (elles sont, les classes), alors que l'original porte *il est* (le peuple).

avec profit la valeur de leur consommation annuelle ... La consommation est la même, mais les consommateurs sont différents ». (l. c. pp. 321-328, *passim*).**

D'où les homélies de Smith (à partir de l. c. t. II, l. II, ch. III, pp. 328-329 sq.) sur l'*homme économie** qui grâce à ses *épargnes annuelles** constitue en quelque sorte un *atelier public** pour un *nombre additionnel de gens productifs**,

«établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien à perpétuité d'un même nombre de gens productifs», alors que le *prodigue** «diminue la masse des fonds destinés à employer le travail productif ... si cette quantité de vivres et d'habits ainsi» (par suite de la *prodigalité** du *prodigue*) «consommés par des gens non productifs eût été distribuée entre des gens productifs, ceux-ci auraient *reproduit*, avec *encore un profit*, la valeur entière de leur consommation. »**

La conclusion de cette morale est que les deux (l'économie et la prodigalité) s'équilibrent entre particuliers, donc *in fact* [en fait] *la sagesse** prévaut.

«De grandes nations ne s'appauvrissent jamais par la prodigalité et la mauvaise conduite des particuliers, mais quelquefois bien par celle de leur gouvernement. Dans la plupart des pays, la totalité ou la presque totalité du revenu public est employé à entretenir des gens non productifs. Les gens de la cour, l'Eglise, les flottes, l'armée qui ne produisent rien en temps de paix, et qui, en temps de guerre, ne gagnent rien qui puisse compenser la dépense que coûtent leur entretien, même pendant la durée de la guerre. *Les gens de cette espèce* ne produisent *rien par eux-mêmes*, sont *tous entretenus par le produit du travail d'autrui*. Ainsi, quand ils sont multipliés au-delà du nombre nécessaire, ils peuvent dans une année consommer une si grande part de ce produit, qu'ils n'en laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs, qui devraient le reproduire pour l'année suivante. » (p. 336.)**

Ch. IV, l. II:

«Le fonds destiné à l'entretien du travail productif grossissant de jour en jour, la demande qu'on fait

de ce travail devient aussi de jour en jour plus grande, les ouvriers ||398| trouvent aisément de l'emploi, mais les possesseurs de capitaux ont de la difficulté à trouver des ouvriers à employer. La concurrence des capitalistes fait hausser les salaires du travail et fait baisser les profits. » (l. c. p. 359.)**

Dans le Ch. V, l. II (p. 369, sqq., t. II), «Des différents emplois des capitaux», Smith classe ceux-ci selon qu'ils emploient plus ou moins de travail productif et *consequently* [par conséquent] augmentent la «*valeur échangeable**» du produit annuel. D'abord l'*agriculture*. Puis la *manufacture*. Ensuite le *commerce* - enfin le *commerce de détail*. C'est l'ordre dans lequel ils *mettent en activité des quantités de travail productif**. Ici nous trouvons aussi une définition toute nouvelle des *ouvriers productifs*:

«Les personnes dont les capitaux sont employés de l'une de ces quatre manières sont elles-mêmes des *ouvriers productifs*. Leur travail, quand il est convenablement dirigé, se fixe et se réalise dans le sujet ou la chose vénale sur laquelle il est appliqué, et en général il ajoute au prix de cette chose la valeur au moins de leurs subsistance et consommation personnelle. » (l. c. p. 374.)**

(Somme toute il réduit leur productivité au fait qu'ils mettent du travail productif en mouvement.)

Au sujet du *fermier*, nous lisons:

«Aucun capital, à somme égale, ne met en activité plus de *travail productif* que celui du fermier. Ce sont non seulement ses valets de ferme, mais ses *bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs*. » l. c. p. 376.]**

Voilà donc que le bœuf est aussi un ouvrier productif.

[11. Lauderdale. Adversaire de la théorie de Smith sur l'accumulation et de sa distinction entre ouvriers productifs et improductifs]

Lauderdale (Earl of [comte de]): *An Inquiry into the Nature and Origin of Public Wealth etc.*, Lond. 1804 (Traduction française: *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique, etc.* par *Lagentie de Lavaissé*, Paris 1808).

La justification apologétique du profit par Lauderdale sera examinée plus tard. Dans le chapitre III¹. D'après lui le profit provient des capitaux eux-mêmes parce qu'ils «remplacent» du travail. Ils sont rétribués pour faire ce que l'homme devrait faire s'ils n'existaient pas, ou même ne pourrait pas faire.

«On conçoit maintenant que le profit des capitaux provient toujours, ou de ce qu'ils supplément à une portion de travail que l'homme devrait faire de ses mains; ou de ce qu'ils accomplissent une portion de travail au-dessus des efforts personnels de l'homme et qu'il ne saurait exécuter lui-même.» (p. 119, trad. fr.)**

Monsieur «le Comte», adversaire déterminé de la théorie de Smith sur l'accumulation et l'épargne. De même de sa distinction entre *ouvriers productifs* et *improductifs*; mais selon lui ce que Smith appelle «forces productives du travail» n'est également que la «force productive du capital». Il conteste carrément la démonstration de Smith sur l'origine de la *surplus value* et pour le motif suivant:

«Si cette conception du profit du capital était rigoureusement exacte, il s'ensuivrait qu'il ne serait pas une source directe de la richesse, mais une source indirecte et l'on ne pourrait considérer les capitaux comme un des principes de la richesse, leur profit n'étant qu'un transport de la poche du travailleur dans celle du capitaliste.» (l. c. pp. 116-117.)**

A partir de là, il est évident que dans sa polémique contre Smith il a recours aux arguments les plus superficiels. Ainsi il dit:

1. Marx appelle ici chapitre III la troisième partie de son étude du «Capital en général». Ailleurs, Marx parle aussi d'une «section III» (voir manuscrit XI, p. 526, tome II de la présente édition). Par la suite il appellera ce chapitre III «troisième volume» (dans la lettre à Engels du 31 juillet 1865). Le début de l'étude du «Capital en général» contenue dans le chapitre III figure dans le cahier XVI du manuscrit.

Il résulte de l'esquisse de ce chapitre III que Marx projetait d'y conduire deux études, surtout historiques sur les théories du profit. Finalement on trouvera l'examen et la critique des théories bourgeois sur le profit, en particulier la critique des erreurs théoriques résultant de la confusion ou de l'identification entre la plus-value et le profit, dans la suite des manuscrits de 1861-1863 (tomes II et III de la présente édition).

«Ainsi le même travail peut paraître ou productif ou non productif selon l'emploi subséquent de l'objet auquel on l'a appliqué. Si mon cuisinier par exemple fait une tarte que je mange sur-le-champ, c'est un ouvrier non productif, et sa besogne un travail également stérile, parce que ce service a péri aussitôt qu'il a été rendu. Mais ce même travail se fait-il dans la boutique d'un pâtissier, dès lors il devient productif.» (l. c. p. 110.)**

(Garnier, dont l'édition et les notes sur Smith datent de 1802, donc deux ans avant Lauderdale, a ici le brevet*.)

«Cette distinction extraordinaire, fondée sur la simple durée des services, range parmi les travailleurs non productifs des personnes occupées aux plus importantes fonctions de la société. Le souverain, les ministres de la religion, les magistrats, les défenseurs de l'Etat, tous ces hommes, sans excepter ceux dont l'habileté ... conserve la santé ou forme l'éducation des citoyens, tous ces hommes sont réputés travailleurs non productifs.» (l. c. pp. 110-111.)**

(ou pour reprendre la jolie liste dressée par A. Smith t. II, l. II ch. III, p. 313:

«Les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce ainsi que les comédiens, les farceurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, etc.»)

«Si l'on veut que la valeur vénale soit la base de la richesse, il est inutile d'entrer dans de longs raisonnements pour démontrer les erreurs de cette doctrine. Rien n'en [399] prouve mieux la fausseté que l'estime que les hommes font de ces services, à en juger par le prix qu'ils y mettent.» ([Lauderdale] l. c. p. 111.)**

Et plus loin:

«Le travail du manufacturier se fixe et se réalise en quelque production commerçable ... Ni le *travail du domestique*, ni celui du *capital circulant*» {il entend par là *argent, monnaie**} «ne forment naturellement une accumulation, un fonds qui puisse se transmettre pour une valeur déterminée. Le profit qu'ils donnent

proviennent également de ce qu'ils épargnent le travail du maître ou du possesseur. Ils ont des effets tellement semblables que ce qui a fait juger l'un non productif, a dû donner de l'autre la même opinion» {sur quoi il cite alors Smith, t. II, ch. II¹}. (Lauderdale, l. c. pp. 144-145.)**

Nous aurions alors la série: Ferrier, Garnier, Lauderdale, Ganilh. La dernière phrase où il est question d'«épargner du travail»* dada enfourché en particulier par *Tocqueville*.

[12. Say sur les «produits immatériels».

Justification d'un accroissement irrésistible du travail improductif]

Après Garnier parut le Traité d'économie politique* de l'insipide J. B. Say. Ce qu'il reproche à Smith, c'est qu'il

refuse aux résultats de ces industries le nom de *produits*. Il donne au travail auquel elles se livrent le nom d'*improductif*» (3^e éd. t. I, p. 117).**

Smith ne conteste absolument pas que ces *industries** produisent un «résultat», un «produit» quelconque*. Il mentionne même expressément:

«la protection, la tranquillité, la défense de la chose publique» en tant que «résultat du travail d'une année» (des serviteurs de l'Etat*) (Smith, t. II, l. II, ch. III, p. 313 éd. G[arnier]).**

Say quant à lui s'en tient à la détermination secondaire de Smith que ces «services»* et leur

«ouvrage» en général, s'évanouissent, périsse à l'instant même où ils sont rendus, au moment même de leur production» (Smith l. c.).**

Say appelle ces «services» consommés ou leurs *ouvrages**, des résultats*, bref il appelle leur valeur d'usage

1. Lauderdale cite le passage suivant: «La monnaie d'or ou d'argent qui circule dans un pays, et par le moyen de laquelle le produit de la terre et du travail de ce pays est annuellement mis en circulation et distribué aux consommateurs auxquels il appartient, est aussi, tout comme l'argent comptant du négociant, un fonds mort en totalité. C'est une partie très précieuse du capital du pays, qui n'est point productive.» (Adam SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Trad. nouvelle par Germain Garnier, t. II, Paris 1802, p. 290.)

«des produits immatériels ou des valeurs qui sont consommées au moment de leur production». [l. c. p. 116.]**

Au lieu de les appeler «improductifs»*, il les appelle «productifs des produits immatériels»*. Il leur donne un autre nom. Puis il explique,

«qu'ils ne servent point à augmenter le capital national» (t. I, p. 119). «Une nation où il se trouverait une foule de musiciens, de prêtres, d'employés, pourrait être une nation fort divertie, bien endoctrinée et admirablement bien administrée, mais voilà tout. Son capital ne recevrait de tout le travail de ces hommes industriels aucun accroissement direct, parce que leurs produits seraient consommés à mesure qu'ils seraient créés.» (l. c. p. 119.)**

Monsieur Say déclare donc que ces travaux sont «improductifs»* dans le sens le plus étroit que Smith donne à ce terme. Mais en même temps, il veut s'approprier le «progrès» fait par Garnier. Il invente donc un nom nouveau pour les *travaux improductifs**. Voilà le genre d'originalité, de productivité qui est le sien, sa manière d'inventer. Cependant, avec sa logique coutumière, il se contredit aussitôt. Il dit:

«Il est impossible d'admettre l'opinion de M. Garnier, qui conclut de ce que le travail des médecins, des gens de loi et d'autres personnes semblables est productif, qu'il est aussi avantageux à une nation de le multiplier que tout autre.» (l. c. p. 120.)**

Et pourquoi pas, si un travail est aussi productif qu'un autre et si l'accroissement du travail productif en général est «avantageux à une nation»*? Pourquoi ne serait-il pas tout aussi avantageux d'accroître ce genre de travail que tout autre? Parce que – répond Say avec sa perspicacité coutumière –, parce qu'il n'est absolument pas avantageux d'accroître un travail productif quel qu'il soit au-delà des besoins de ce travail. Mais alors Garnier a raison. Car il est alors aussi avantageux – c'est-à-dire aussi désavantageux –, d'accroître l'un ou l'autre de ces deux genres de travail au-delà d'une certaine mesure.

«Il en est de cela», poursuit Say, «comme de la main-d'œuvre qu'on répandrait sur un produit, par delà de ce qui est nécessaire pour l'exécuter.»**

(Pour fabriquer une table, il ne faut pas utiliser plus de travail d'ébéniste que n'en exige la production de cette table. De même, pour remettre en état un corps malade, il ne faut pas employer plus de travail que la guérison n'en réclame. Par conséquent les *lawyers* [juristes] et les médecins ne doivent, pour la production de leur *produit immatériel**, employer que le travail strictement nécessaire.)

«Le travail productif de produits immatériels n'est productif, comme tout autre travail, que jusqu'au point où il augmente l'utilité et par là la valeur» (c.-à-d. la valeur d'usage, mais Say confond l'*utilité** avec la valeur d'échange) «d'un produit; au-delà de ce point, c'est un travail purement improductif.» (l. c. p. 120)**

Voilà quelle est donc la logique de Say:

Il n'est *pas aussi utile* pour une nation d'accroître les «producteurs des produits immatériels» que les producteurs de produits matériels. *Preuve*: il est inutile, de manière absolue, d'accroître les producteurs d'un produit quel qu'il soit, qu'il soit matériel ou immatériel, au-delà du besoin. *Donc*, il est plus utile d'accroître les producteurs inutiles de produits matériels que ceux de produits immatériels. Dans les deux cas il ne s'ensuit pas qu'il est inutile d'accroître ces producteurs, mais seulement les producteurs d'un certain *genre** dans leur *genre** respectif.

[Selon Say], les produits matériels ne peuvent ||400| jamais, pas plus que les produits immatériels, être produits en surnombre. Mais *variatio delectat* [on aime changer]. C'est pourquoi il faut produire des *genres** différents dans chacune des deux catégories. En outre Say nous enseigne que:

«Le défaut d'écoulement de plusieurs produits vient de la rareté de plusieurs autres.» [l. c. p. 438.]**

On ne saurait donc jamais produire trop de tables, mais tout au plus par exemple trop peu de plats pour être posés sur la table. Si le nombre des médecins s'accroît trop, il ne faut pas chercher l'erreur dans le fait que leurs *services** existent en abondance, mais peut-être dans le défaut de *services** rendus par d'autres producteurs de produits immatériels, par exemple les courtisanes (l. c. p. 123, où l'*industrie des portefair, des courtisanes**, etc. est mise sur le même plan et où Say ne craint pas de dire que pour une courtisane l'*«apprentissage»* «se réduit à rien»**)

Finalement, d'après ce passage, la *balance** penche du côté des

«ouvriers improductifs». On sait très exactement, dans des conditions de production données, combien il faut d'ouvriers pour fabriquer une table, quelle doit être la quantité d'un travail bien déterminé pour produire un produit bien déterminé. Tel n'est pas le cas pour de nombreux «produits immatériels». La quantité de travail requise pour aboutir à un certain résultat est tout aussi conjecturale que le résultat lui-même. Vingt prêtres réunis peuvent réussir une conversion, là où un seul a échoué; 6 médecins réunis pour une consultation trouveront peut-être le remède qu'un d'entre eux, s'il est seul, ne découvre pas. Il se peut qu'un tribunal collégial rende une meilleure justice qu'un juge seul qui n'est contrôlé que par lui-même. Le nombre de soldats nécessaires pour défendre un pays, ou de policiers pour assurer l'ordre public, ou de fonctionnaires pour le bien «gouverner», etc., autant de points problématiques, autant de questions qui sont souvent discutées au Parlement britannique par exemple; alors qu'on sait très bien en Angleterre combien il faut de travail de filature pour filer par exemple 1000 lbs.¹ de filés. D'autres ouvriers «productifs» de ce genre sont de par la nature de leurs services d'autant plus utiles qu'ils sont plus nombreux, l'utilité est fonction du nombre. Ainsi des laquais qui doivent témoigner de la richesse et de la distinction de leurs *masters* [maîtres]. Plus ils sont nombreux, plus est grand l'effet qu'ils doivent «produire». Monsieur Say n'en démord donc pas: on ne saurait jamais accroître trop le nombre des «ouvriers improductifs». ||400||

[13. Destutt de Tracy. Conception vulgaire de l'origine du profit. Glorification des capitalistes industriels en tant que seuls ouvriers productifs]

||400| Le Comte Destutt de Tracy: Eléments d'idéologie, IV^e et V^e parties. Traité de la volonté et de ses effets*, Paris 1826 (1815).

«Tout travail utile est réellement productif, et toute la classe laborieuse de la société mérite également le nom de *productive*.» (p. 87.)**

Mais dans cette *classe productive** il distingue:

«la classe laborieuse et *directement productive* de toutes nos richesses» (p. 88)**,

donc ce que Smith appelle *the productive labourers*.

1. Lbs., libras, livres.

En revanche, la classe stérile* se compose des riches qui consomment leur rente foncière ou leur rente en argent. C'est la classe oisive*.

«La vraie classe stérile est celle des oisifs, qui ne font rien que vivre, ce que l'on appelle noblement, du produit de travaux exécutés avant eux, soit que ces produits soient réalisés en fonds de terre qu'ils afferment, c'est-à-dire qu'ils louent à un travailleur, soit qu'ils consistent en argent ou effets qu'ils prêtent moyennant rétribution, ce qui est encore louer. Ceux-là sont les vrais frelons de la ruche (*fruges consumere nati¹*)» (p. 87), ou ces oisifs* «ne peuvent dépenser que leur revenu. S'ils entament [401] leurs fonds, rien ne les remplace, et leur consommation momentanément exagérée cesse pour toujours.» (p. 237.)

«Ce revenu n'est ... qu'un prélevement qui se fait sur les produits de l'activité des citoyens industriels.» (p. 236.)**

Qu'en est-il des ouvriers que ces oisifs* emploient directement? Dans la mesure où ils consomment des marchandises, ils ne consomment pas directement du travail, mais les produits des ouvriers productifs. Il s'agit donc ici des ouvriers en échange du travail de qui ils dépensent directement leur revenu, donc d'ouvriers qui tirent leur salaire directement d'un revenu et non d'un capital.

«Puisque les hommes à qui il » (le revenu*) «appartiennent sont oisifs, il est manifeste qu'ils ne dirigent aucun travail productif. Tous les travailleurs qu'ils soldent sont uniquement destinés à leur procurer des jouissances. Sans doute ces jouissances sont de différents genres ... Les dépenses de toute cette classe d'hommes ... alimentent une nombreuse population qu'elles font subsister, mais dont le travail est complètement stérile ... Certaines de ces dépenses peuvent être plus ou moins fructueuses, par exemple la construction d'une maison, l'amélioration d'un fonds de terre. Mais ce sont des exceptions grâce auxquelles ils deviennent momentanément directeurs de travail productif. A ces légères exceptions-là près, toute la consommation de

cette espèce de capitalistes est absolument en pure perte sous le rapport de la reproduction, et autant de diminué sur les richesses acquises.» (p. 236.)**

{L'économie politique proprement dite à la* Smith considère le capitaliste uniquement comme du capital personnifié. A-M-A, agent de la production. Mais qui doit consommer les produits? L'ouvrier? *quod non* [que non]. Le capitaliste lui-même? Dans ce cas il est *qua* [existe en qualité de] grand *consommateur oisif** et non pas [de] capitaliste. Les détenteurs de rente foncière et de rente en argent? Ils ne reproduisent pas ce qu'ils consomment et portent ainsi préjudice à la richesse. Mais il y a aussi deux choses justes dans cette conception contradictoire qui ne fait du capitaliste qu'un créateur réel de trésor et non pas un créateur illusoire comme l'est le théauriseur proprement dit: 1. le capital (*hinc* [donc] le capitaliste, sa personification) n'est considéré qu'en tant qu'agent du développement des forces productives et de la production; 2. le point de vue de la société capitaliste ascendante, qui ne se préoccupe que de la valeur d'échange et non pas de la valeur d'usage, de la richesse, et non de la jouissance. La richesse utilisée pour le plaisir lui apparaît comme une *superfétation**, jusqu'au jour où elle apprend à combiner l'exploitation et la consommation et où elle a soumis à ses lois la richesse utilisée pour le plaisir.}

«Pour trouver la formation de ces revenus» (dont vivent les oisifs*) «il faut toujours remonter jusqu'à des capitalistes industriels.» (p. 237, note.)**

Et les capitalistes industriels – cette 2^e sorte de capitalistes –

«comprend tous les entrepreneurs d'une industrie quelconque, c'est-à-dire tous les hommes qui ayant des capitaux ... emploient leur talent et leur travail à les faire valoir eux-mêmes au lieu de les louer à d'autres, et qui par conséquent ne vivent ni de salaires, ni de revenus, mais de profits.» (p. 237.)**

Chez Destutt devient manifeste – ce qui était déjà chez A. Smith – que la glorification apparente des ouvriers productifs n'est en fait que la glorification des capitalistes industriels, par opposition aux *landlords* [propriétaires fonciers] et aux *such monied capitalists* [à ces capitalistes financiers] qui vivent seulement de leurs revenus.

1. Nés pour consommer les fruits (HORACE: *Epîtres*, Livre I, Epître 2,27).

«Ils ont ... entre les mains presque toutes les richesses de la société ... ce n'est pas seulement la rente de ces richesses qu'ils dépensent annuellement, mais bien le fonds lui-même, et quelquefois plusieurs fois dans l'année, quand la marche du commerce est assez rapide pour que cela se puisse. Car comme en leur qualité d'hommes industriels ils ne font aucune dépense que pour qu'elle leur rentre avec profit, plus ils en peuvent faire qui remplisse cette condition, plus leurs bénéfices sont grands.» (pp. 237-238.)**

En ce qui concerne leur consommation personnelle, elle ne diffère pas de celle des *capitalistes oisifs**. Mais elle est

«au total médiocre, car les hommes industriels sont ordinairement modestes» (p. 238). Il en va autrement de leur consommation industrielle, «elle n'est rien moins que définitive; elle leur rentre avec profits». (*l. c.*) Leur profit doit être assez élevé non seulement pour leur «consommation personnelle, mais encore» pour «la rente des terres et de l'argent qu'ils tiennent des capitalistes oisifs.» (p. 238.)**

Ici Destutt voit juste. La rente foncière et la rente de l'argent ne sont que des «prélèvements»* sur le profit industriel, c'en sont des portions que le capitaliste industriel cède sur son profit brut aux *landlords* [propriétaires fonciers] et *moneyed capitalists* [capitalistes financiers].

«Ces revenus de riches oisifs ne sont que des rentes prélevées sur l'industrie; c'est l'industrie seule qui les fait naître.» (p. 248.) Les capitalistes industriels «prennent à rente leurs terres, leurs maisons et leur argent» (c'est-à-dire celles et celui des *capitalistes oisifs**) «et ils s'en servent de manière à en tirer des profits supérieurs à cette rente», il s'agit de la rente qu'ils versent aux *oisifs** qui est donc simplement une portion de ces profits. Cette rente qu'ils versent de la sorte aux *oisifs** est «le seul revenu de ces oisifs et le seul fonds de leurs dépenses annuelles.» (p. 238.)**

Jusque-là *all right* [très bien]. Mais qu'en est-il des *salariés** (des *travailleurs productifs** employés par des *capitalistes industriels**)?

«Ceux-là n'ont d'autre trésor que leur travail de tous les jours. Ce travail leur procure des salaires ... Mais sur quoi sont pris ces salaires? Il est évident que c'est sur les propriétés de ceux [402] à qui les salariés vendent leur travail, c'est-à-dire sur des fonds qui sont d'avance en leur possession, et qui ne sont pas autre chose que les produits accumulés de travaux antérieurement exécutés. Il suit de là que la consommation que paient ces richesses est bien consommation des salariés, en ce sens que ce sont eux qu'elle sustente, mais qu'au fond ce ne sont pas eux qui la paient, ou du moins qu'ils ne la paient qu'avec les fonds existants d'avance entre les mains de ceux qui les emploient. Leur consommation doit donc être regardée comme faite par ceux qui les soudoient. Ils ne font que recevoir d'une main et rendre de l'autre ... Il faut considérer non seulement tout ce qu'ils» (*les salariés**) «dépensent mais même la totalité de ce qu'ils reçoivent, comme la dépense réelle et la consommation propre de ceux qui achètent leur travail. Cela est si vrai que pour voir si cette consommation est plus ou moins destructive de la richesse acquise, ou même si elle tend à l'augmenter ... tout dépend de savoir quel usage font les capitalistes du travail qu'ils achètent.» (pp. 234-235.)**

Very well [Fort bien]. Et d'où viennent les profits des *entrepreneurs** qui leur permettent de payer des *revenus**, etc., à eux-mêmes et aux *capitalistes oisifs**?

«On me demandera comment ces entrepreneurs d'industrie peuvent faire de si grands profits et de qui ils peuvent les tirer? Je réponds que c'est en vendant tout ce qu'ils produisent plus cher que cela ne leur a coûté à produire.» (p. 239.)**

Et à qui vendent-ils tout plus cher que cela ne coûte?

«Ils le vendent,

1. à eux-mêmes pour toute la partie de leur consommation destinée à la satisfaction de leurs besoins, laquelle ils paient avec une portion de leurs profits;
2. aux salariés, tant ceux qu'ils soldent que ceux que soldent les capitalistes oisifs, *desquels salariés ils reti-*

rent par ce moyen *la totalité de leurs salaires*, à cela près des petites économies qu'ils peuvent faire;

3. aux capitalistes oisifs qui les paient avec la partie de leur revenu qu'ils n'ont pas déjà donnée aux salariés qu'ils emploient directement, en sorte que toute la rente qu'ils leur desservent annuellement leur revient par un de ces côtés ou par l'autre.» (*l. c.* p. 239.)**

Examinons maintenant ces trois catégories de ventes*.

1. Une partie de leur produit (ou profit) est mangée par les capitalistes industriels* eux-mêmes. Il leur est impossible de s'enrichir en se roulant eux-mêmes et en se vendant leurs produits *plus cher* qu'ils ne les ont payés. Ils ne peuvent pas non plus se rouler les uns les autres par ce procédé. Si A vend trop cher son produit que le capitaliste industriel B consomme, B vendra trop cher son produit que consomme le capitaliste industriel A¹. C'est comme si A et B s'étaient vendu leurs produits à leur valeur réelle. Le premierement nous montre comment les capitalistes dépensent une partie de leur profit; il ne nous montre pas d'où ils le tirent. En tout cas ce n'est pas ainsi qu'ils peuvent réaliser un profit, en «vendant à eux-mêmes² tout ce qu'ils produisent plus cher que cela ne leur a coûté à produire»*.

2. Ils ne peuvent non plus retirer nul profit de la partie du produit qu'ils vendent à leurs ouvriers *au-dessus de leurs coûts de production*. Par hypothèse, toute la *consommation** des ouvriers est *in fact* [en fait] «la consommation propre de ceux qui achètent leur travail»*. Par surcroît Destutt observe que les capitalistes* en vendant leurs produits, aux salariés* (aux leurs et à ceux des capitalistes oisifs*) ne font que «retirer la totalité de leurs salaires»*. Et même pas la totalité, mais déduction faite des économies des salariés. Il est indifférent qu'ils leur vendent les produits cher ou bon marché étant donné que, dans tous les cas, ils ne font que *retirer ce qu'ils leur ont donné** et, comme on l'a dit plus haut, les «salariés ne font que recevoir d'une main et rendre de l'autre»*. Le capitaliste commence par payer de l'argent à l'ouvrier au titre de salaire. Ensuite il lui vend son produit «trop cher» et retire de la sorte son argent. Mais étant donné que l'ouvrier ne peut pas reverser au capitaliste plus d'argent qu'il

1. Dans le manuscrit: B.

2. Nous reprenons évidemment le terme utilisé par Destutt. Marx l'a traduit, plus haut et ici, par *aneinander*, littéralement: les uns aux autres, qui rend exactement le sens de l'opération, mais non la lettre.

n'en a reçu, ce dernier ne saurait jamais lui vendre ses produits *plus cher* qu'il ne lui a payé son travail. Dans tous les cas, il ne peut recevoir en retour par la vente de ses produits qu'autant d'argent qu'il lui a donné pour son travail. Pas un sou de plus. Comment son argent pourrait-il alors augmenter par cette «circulation»?

||403| S'y ajoute chez Destutt une autre stupidité. Le capitaliste C paie à l'ouvrier A 1 l. pour sa semaine de travail et récupère cette livre en lui vendant de la marchandise pour 1 l. S'il faut en croire Tracy, il a retiré par ce moyen *la totalité des salaires**. Mais il commence par donner 1 l. à l'ouvrier. Puis il lui donne des marchandises pour 1 l. En fait il lui a donc donné 2 l.: 1 l. en marchandises et 1 l. en argent. De ces 2 l. il retire 1 l. sous forme d'argent. En fait il n'a donc pas retiré un *farthing* [sou] du salaire. Et s'il devait s'enrichir seulement par cette façon de «retirer» le salaire (au lieu de le faire parce que l'ouvrier lui rend en travail ce qu'il lui a avancé en marchandises), il serait bien vite réduit à la misère.

Le noble Destutt confond donc ici la circulation de l'argent avec la véritable circulation des marchandises. Parce que le capitaliste, au lieu de donner directement à l'ouvrier de la marchandise pour 1 l., lui paie 1 l. d'argent, avec lequel l'ouvrier peut alors acheter la marchandise qui lui plaît, et restitue au capitaliste sous forme d'argent la créance sur sa camelote qu'il lui avait avancée, après que l'ouvrier s'est approprié la part aliquote de marchandises qui lui revient, Destutt se figure que le capitaliste «retire» le salaire* puisque la même somme d'argent lui revient. Et sur la même page, Monsieur Destutt remarque que le phénomène de la circulation est «mal connu»* (p. 239). En effet, lui ne le connaît pas du tout. Si Destutt ne s'était pas servi d'une méthode aussi bizarre pour expliquer ce qu'il appelle «retirer la totalité des salaires»*, on aurait pu concevoir cette absurdité dans un sens que nous allons développer.

(Auparavant citons encore un exemple pour illustrer sa sagacité. Si je vais dans un magasin et que le commis me donne 1 l., sur quoi je lui achète avec cette livre pour 1 l. de marchandise, on peut dire qu'il retire sa livre. Mais personne ne saurait prétendre qu'il ait pu, par cette opération, s'enrichir. Au lieu d'avoir 1 l. en argent et 1 l. en marchandise, il n'a plus que 1 l. en argent. Même si la marchandise qu'il a vendue ne vaut que 10 sh. alors qu'il me l'a vendue pour 1 l. il s'est appauvri de 10 sh., quoiqu'il ait retiré la totalité d'une livre st.*)

Si le capitaliste C donne à l'ouvrier 1 *l.* à titre de salaire et si, ensuite, il lui vend des marchandises d'une valeur de 10 *sh.* pour 1 *l.*, il aurait certes réalisé un profit de 10 *sh.*, puisqu'il aurait dans ce cas vendu la marchandise à l'ouvrier 10 *sh.* trop cher. Mais si on se place au point de vue de Monsieur D[estutt], on ne voit toujours pas comment un profit pourrait en résulter pour C. (Le profit provient de ce qu'il lui paie un salaire moindre, il lui remet, en échange de son travail, une part aliquote du produit moindre que la part qu'il lui avait donnée *nominalement*.) S'il donnait à l'ouvrier 10 *sh.* et qu'il vende sa marchandise 10 *sh.*, il serait tout aussi riche qu'en lui payant 1 *l.*, et en vendant 1 *l.* sa marchandise de 10 *sh.* En outre D[estutt] raisonne en prenant pour hypothèse la conception du salaire nécessaire. Dans le meilleur des cas, nous aurions ici une escroquerie au salaire qui expliquerait le profit.

Ce *case 2* [deuxièmement] montre donc que D[estutt] a complètement oublié ce qu'est un ouvrier productif, et n'a pas la moindre idée de l'origine du profit. On pourrait dire tout au plus que le capitaliste réalise un profit en renchérisant ses produits au-dessus de leur valeur, s'il les vend non pas à ses propres salariés*, mais aux salariés* des capitalistes oisifs*. Mais étant donné que la consommation des travailleurs improductifs* n'est en fait qu'une fraction de celle des capitalistes oisifs*, nous arrivons au *casus* [cas] 3.

3. En troisième lieu le *capitaliste industriel** vend sa marchandise «trop cher», au-dessus de sa valeur, aux

«capitalistes oisifs qui les paient avec la partie de leur revenu qu'ils n'ont pas déjà donnée aux salariés qu'ils emploient directement; en sorte que toute la rente qu'ils leur desservent annuellement leur revient [aux capitalistes industriels*] par un de ces côtés ou par l'autre.» (l. c. p. 239.)**

Nous retrouvons ici l'idée puérile du *revenir de la rente**, etc., à l'instar du *retirer la totalité des salaires** précédent. Supposons par exemple que C paie à 0 (le *capitaliste oisif**) 100 *l.* de rente de la terre ou de l'argent. Ces 100 *l.* constituent pour C des moyens de paiement. Pour 0 ce sont des moyens d'achat qui lui servent à retirer du magasin de C pour 100 *l.* de marchandises. Par cette opération les 100 *l.* reviennent à C en tant que forme métamorphosée de sa marchandise. Mais il a 100 *l.* de moins qu'auparavant en marchandises. Au lieu de les donner directement à 0, il lui a donné 100 *l.* d'argent à l'aide desquelles celui-ci lui achète pour

100 *l.* de ses marchandises. Il achète des marchandises pour ces 100 *l.*, mais avec l'argent de C et non pas avec son propre fonds. Grâce à quoi T[racy] se figure qu'il *revient à C la rente qu'il a desservie à 0**. Quelle imbécillité*! Première absurdité.

Secundo D[estutt] nous a dit lui-même que la rente foncière et la rente financière ne sont que des *prélèvements** opérés sur le profit du capitaliste industriel, donc simplement des fractions du profit cédées à *l'oisif**. Supposons maintenant que, grâce à un stratagème quelconque, C reprenne toute cette fraction ||404| bien qu'il ne le fasse *ni par l'un ni par l'autre des côtés* as described by* [comme exposé par] T[racy], en d'autres termes que C ne paie de rente, ni au *landlord* [propriétaire foncier] ni au *monied capitalist* [capitaliste financier], qu'il garde *en totalité* son profit; il s'agirait alors justement d'expliquer *d'où* il le tire, comment il l'a réalisé, comment il est né? Ne pouvant pas l'expliquer en disant qu'il le possède ou qu'il le *conserve*, en s'abstenant d'en verser une fraction au *landlord* et au *monied capitalist*, on ne peut pas l'expliquer davantage en disant que *<totalement ou partiellement>, d'une manière* ou d'une autre**, il fait refluer des mains de *l'oisif** dans les siennes propres, totalement ou en partie, la fraction du profit qu'il lui avait cédée à un titre ou à un autre. Deuxième absurdité!

Laissons ces sottises de côté. C doit payer à 0 (*l'oisif**) une rente de 100 *l.* pour la terre ou le capital qu'il a emprunté à ce dernier (*loué**). Il paie ces 100 *l.* sur son profit (nous ne savons toujours pas d'où provient ce dernier). Il vend alors ses produits à 0, que ce dernier les consomme directement ou par ses *retainers* [domestiques] (les *salariés improductifs**) et il les lui vend *trop cher*, mettons 25 pour cent au-dessus de leur valeur. Il lui vend 100 *l.* des produits qui valent 80 *l.* Dans ce cas C réalise indiscutablement un profit de 20 *l.* Il a donné à 0 une créance sur 100 *l.* de marchandises. Dès que ce dernier réalise cette créance, il ne lui livre que pour 80 *l.* de marchandises, en augmentant le prix nominal de ses marchandises de 25 pour cent au-dessus de leur valeur¹. Si 0 se contentait alors de consommer des marchandises pour 80 *l.*, tout en les payant 100 *l.*, le profit de C ne pourrait jamais dépasser 25 pour cent. Ces prix, cette duperie, se répéteraient tous les ans. Mais 0 veut consommer pour 100 *l.* S'il est propriétaire foncier, que faire*? Il hypothèque à C une terre pour 25 *l.*, en échange de quoi ce dernier lui livre des marchandises pour 20 *l.*, puisqu'il vend sa marchandise 25 pour cent (1/4) au-dessus

1. Dans le manuscrit: *Nominalpreis* au lieu et place de *Wert*.

de sa valeur. S'il s'agit d'un prêteur d'argent, il laisse à C 25 l. de son capital et ce dernier lui livre pour ce prêt 20 l. de marchandises.

Supposons que le capital (ou la valeur du sol) ait été loué à 5 pour cent. Il s'élevait alors à 2 000 l. A présent il ne se monte plus qu'à 1 975 l. Sa rente est désormais de 98 l. 3/4. Et ainsi de suite: 0 consommant toujours pour 100 l. de valeur marchande véritable, mais sa rente diminuant constamment puisque, pour avoir 100 l. de marchandises, il est forcée de manger sans cesse une partie de plus en plus grande de son capital lui-même. Ainsi peu à peu C finirait par accaparer tout le capital de O et la rente de celui-ci avec son capital, c'est-à-dire [qu'il] s'approprierait avec le capital lui-même la partie du profit qu'il réalise sur le capital emprunté. C'est sans doute ce procédé que D[estutt] envisage puisqu'il poursuit:

«Mais, me dira-t-on, si cela est et si les emprunteurs d'industrie recueillent en effet *chaque année plus qu'ils n'ont semé*, ils devraient en très peu de temps avoir attiré à eux toute la fortune publique, et bientôt il ne devrait plus rester dans un Etat que des salariés sans avances et des capitalistes entrepreneurs. *Cela est vrai*, et les choses seraient ainsi effectivement, si les entrepreneurs ou les héritiers ne prenaient le parti de se reposer à mesure qu'ils se sont enrichis, et n'allaiennt ainsi continuellement recruter la classe des capitalistes oisifs; et même malgré cette émigration fréquente, il arrive encore que quand l'industrie a agi pendant quelque temps dans un pays sans de trop grandes perturbations, ses capitaux se sont toujours augmentés non seulement en raison de l'accroissement de la richesse totale, mais encore dans une bien plus grande proportion ... On pourrait ajouter que cet effet serait bien plus sensible encore sans les prélevements immenses que tous les gouvernements font chaque année sur la classe industrielle par la voie des impôts. »(pp. 240-241.)**

Et Monsieur D[estutt] a entièrement raison *to a* [jusqu'à un] *certain point**, mais nullement pour ce qu'il prétend expliquer. A l'époque du déclin du moyen âge et de la production capitaliste naissante, l'enrichissement rapide des capitalistes industriels peut s'expliquer en partie par cette escroquerie directe envers les *landlords* [propriétaires fonciers]. Lorsque la valeur de l'argent di-

minua par suite des découvertes en Amérique, les fermiers payèrent aux propriétaires nominalement, mais pas réellement, la rente ancienne, alors que les *manufacturers* [industriels] leur vendaient des marchandises au-dessus de leur valeur, et non pas seulement à la valeur accrue de l'argent. De même dans tous les pays, dans les pays asiatiques par exemple, où le revenu principal du pays est sous la forme de la rente foncière entre les mains des *landlords*, princes, etc., les *peu nombreux manufacturers* qui, de ce fait, ne sont pas tenus par la concurrence, leur vendent leurs marchandises à des prix de monopole, s'appropriant ainsi une partie de leur revenu; ils s'enrichissent ||405| non seulement en leur vendant du travail «non payé», mais encore en leur vendant les marchandises au-dessus de la quantité de travail qu'elles contiennent. Seulement Monsieur D[estutt] a encore tort quand il s'imagine que les prêteurs d'argent se laissent rouler de la même manière: ils *share* [prennent leur part] au contraire de ces profits élevés, de cette escroquerie, directement et indirectement, par les intérêts élevés qu'ils prélevent. Que Monsieur D[estutt] ait eu ce phénomène en vue, la phrase suivante l'atteste:

«Il n'y a qu'à voir dans toute l'Europe combien ils» (*les capitalistes industriels**) «étaient faibles il y a trois ou quatre siècles, en comparaison des richesses immenses de tous les hommes puissants, et combien ils sont aujourd'hui multipliés et accrus, tandis que les autres sont diminués.» (l. c. p. 241.)**

Ce que Monsieur D[estutt] voulait nous expliquer, c'étaient les *profits* et particulièrement les *profits élevés* du capital industriel. Il l'a expliqué de deux façons. D'abord en montrant que l'*argent* que ces capitalistes paient sous forme de salaires et de rentes reflue vers eux parce que ces salaires et ces rentes achètent leurs produits. En fait cela explique seulement pourquoi ils ne paient pas les salaires et les rentes *deux fois*, d'abord sous forme d'argent, puis sous forme de marchandises pour un égal montant d'argent. La deuxième explication est qu'ils vendent leurs marchandises au-dessus de leur prix, qu'ils les vendent *trop cher*, d'abord à *eux-mêmes*, en se roulant eux-mêmes; ensuite aux ouvriers, se roulant ainsi encore eux-mêmes, puisque Monsieur Destutt nous a dit que *la consommation des salariés**

«doit être regardée comme faite par ceux qui les soudoient» (p. 235)**;

tertio, enfin aux rentiers qu'ils roulent aussi, ce qui expliquerait en effet pourquoi les capitalistes industriels conservent pour eux-mêmes une partie sans cesse croissante de leur profit au lieu de le céder aux oisifs*. Cela expliquerait pourquoi la répartition du profit total entre les capitalistes industriels et non industriels s'effectue de plus en plus à l'avantage des premiers au détriment des seconds. Mais tout cela ne nous ferait en rien mieux comprendre d'où ce profit total provient. Même en supposant que les capitalistes industriels s'en soient emparés en totalité, la question demeure: D'où vient-il?

Non seulement D[estutt] n'a pas répondu à une seule question, mais encore il a révélé qu'il prend le reflux de l'argent pour le reflux de la marchandise elle-même. Or ce reflux de l'argent signifie que les capitalistes paient salaire* et rente d'abord en argent au lieu de les payer en marchandise; qu'avec cet argent ce sont leurs marchandises qu'on achète et qu'en somme, par ce détours, ils ont donc payé salaire et rente en marchandises. Cet argent leur reflue donc constamment, mais seulement dans la mesure où on leur a ôté définitivement un volume de marchandises pour une égale valeur monétaire, marchandises qui échoient à la consommation des salariés* et des rentiers*.

Monsieur D[estutt] (et c'est typiquement français, nous trouvons chez Proudhon de semblables exclamations de surprise sur lui-même) est tout étonné de la clarté* que cette

«manière de considérer la consommation de nos richesses ... répand sur toute la marche de la société. D'où vient cet accord et cette lucidité? De ce que nous avons rencontré la vérité. Cela rappelle l'effet de ces miroirs où les objets se peignent nettement et dans leurs justes proportions quand on est placé dans le vrai point de vue, et où tout paraît confus et désuni quand on est trop près ou trop loin.» (pp. 242-243.)**

Plus loin, et tout à fait en passant, Monsieur D[estutt] se rappelle d'après A. Smith, comment les choses se passent en réalité, mais il répète essentiellement* le texte sans comprendre, car sinon il (ce membre de l'*Institut de France**¹) ne pourrait pas avoir répandu les flots de lumière que nous avons vus ci-dessus.

«D'où viennent à ces hommes oisifs leurs revenus? N'est-ce pas de la rente que leur paient sur leurs

¹. Destutt de Tracy était membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

profits ceux qui font travailler leurs capitaux, c'est-à-dire ceux qui avec leurs fonds salariant du travail qui produit plus qu'il ne coûte, en un mot les hommes industriels! »**

(Nous y voilà! Les rentes (et aussi leurs propres profits*) que les capitalistes industriels paient aux capitalistes oisifs* pour les fonds qu'ils leur ont empruntés, proviennent donc du fait qu'avec ces fonds ils salariant du travail «qui produit plus qu'il ne coûte», c'est-à-dire dont le produit a donc une valeur supérieure à la somme qu'on leur paie; autrement dit le profit provient de ce que les ouvriers produisent en sus de ce qu'ils coûtent; c'est un surproduit que le capitaliste industriel s'approprie et dont il ne cède qu'une partie aux titulaires d'une rente, foncière ou d'argent.) Monsieur D[estutt] en tire cette conclusion: il faut remonter non pas à ces ouvriers productifs, mais aux capitalistes qui les mettent en mouvement.

«Ce sont ceux-là qui nourrissent réellement même les salariés qu'emploient les autres.» (p. 246.)**

En effet. Dans la mesure où ils exploitent le travail directement, alors que les capitalistes oisifs* ne le font que through their agency [par leur intermédiaire]. Dans ce sens, il est exact de considérer le capital industriel comme la source de richesse*. ||406||

«C'est donc toujours jusqu'à ceux-là» (les capitalistes industriels) «qu'il faut remonter pour trouver la source de toute richesse.» (p. 246.)

«Avec le temps, des richesses se sont accumulées en plus ou moins grande quantité, parce que le résultat des travaux antérieurs n'a pas été entièrement consommé aussitôt que produit. Des possesseurs de ces richesses, les uns se contentent d'en tirer une rente et de la manger. Ce sont ceux que nous avons appelés oisifs. Les autres plus actifs font travailler leurs propres fonds et ceux qu'ils louent. Ils les emploient à solder du travail qui les reproduit avec profit.»**

{De là donc non seulement la reproduction de ces fonds, mais aussi du surplus, qui constitue le profit.}

«Avec ce profit ils paient leur propre consommation et défraient celle des autres. Par ces consommations-là » (la leur et celle des oisifs*)? Nous retrouvons

ici la vieille absurdité) «même leurs fonds leur reviennent un peu accrus, et ils recommencent. Voilà ce qui constitue la circulation.» (pp. 246-247.)

L'étude de «l'ouvrier productif» et le résultat obtenu selon lequel est seul ouvrier productif celui dont l'acheteur est un capitaliste industriel, l'ouvrier dont le travail produit du profit pour son acheteur direct, a amené Monsieur D[estutt] à la conclusion qu'en fait les *capitalistes industriels* sont les seuls ouvriers productifs au sens éminent de ce mot.

«Ceux qui vivent de profits» (*les capitalistes industriels**) alimentent tous les autres et seuls augmentent la fortune publique et créent tous les moyens de jouissance. Cela doit être *puisque le travail est la source de toute richesse*, et puisqu'eux seuls donnent une *direction utile au travail actuel*, en faisant *usage utile du travail accumulé*.» (p. 242.)**

Qu'ils donnent «une direction utile au travail actuel,* signifie en fait seulement qu'ils utilisent du travail utile, du travail qui a pour résultat des valeurs d'usage. Mais qu'ils font «un usage utile du travail accumulé»* – si cela ne doit pas signifier la même chose, qu'ils utilisent la richesse accumulée industriellement pour la production de valeurs d'usage – ne peut signifier rien d'autre que ceci: ils font un «usage utile du travail accumulé»* en achetant avec lui plus de *travail actuel** qu'il n'y en est contenu. Dans la phrase que nous venons de citer, D[estutt] résume naïvement les contradictions qui constituent l'essence de la production capitaliste. Puisque le travail est la source de toute richesse, c'est le capital qui est source de toute richesse; celui qui accroît véritablement la richesse n'est pas celui qui travaille, mais celui qui fait son profit du travail d'autrui. Les forces productives du travail sont les forces productives du capital¹.

«Nos facultés sont notre seule richesse originaire, notre travail produit toutes les autres, et tout travail bien dirigé est productif.» (p. 243.)**

Il s'ensuit pour D[estutt] automatiquement que les capitalistes industriels

«nourrissent tous les autres, sont seuls à augmenter la fortune publique et à créer tous nos moyens de jouissance».

1. Voir ci-dessous pp. 454 et suivantes.

Nos *facultés** sont notre seule richesse originaire, par conséquent la faculté de travail¹ n'est pas une richesse. Le travail produit toutes les autres richesses, c'est-à-dire, il produit des richesses pour tous les autres sauf pour lui-même et ce n'est pas lui-même qui est la richesse, mais seulement son produit. Tout travail bien dirigé est productif; c'est à-dire, tout travail productif, tout travail qui procure du profit au capitaliste, est un travail bien dirigé.

Les remarques suivantes de D[estutt] qui font référence non pas aux différentes classes de consommateurs, mais à la nature différente des moyens de consommation, ne font que paraphraser fort bien le point de vue de A. Smith dans le I. II, ch. III, où il examine en fin de chapitre quel genre de dépense* (improductive), c'est-à-dire de consommation individuelle, de consommation de revenu, est plus ou moins avantageux. Il y introduit son étude dans ces termes (Garnier] t. II, p. 345):

«Si l'économie augmente la masse générale des capitaux et si la prodigalité la diminue, la conduite de ceux qui dépensent tout juste leur revenu, sans rien amasser ni sans entamer leurs fonds, ne l'augmente ni ne la diminue. Avec cela il y a certaines manières de dépenser qui semblent contribuer plus que d'autres à l'accroissement de l'opulence générale.»**

D[estutt] résume ainsi l'exposé de Smith:

«Si la consommation est fort différente suivant l'espèce de consommateur, elle varie aussi suivant la nature des choses consommées. Toutes représentent bien du travail, mais sa valeur est fixée plus solidement dans les unes que dans les autres. On peut avoir pris autant de peine pour fabriquer un feu d'artifice que pour trouver et tailler un diamant, et par conséquent l'un peut avoir autant de valeur que l'autre. Mais quand j'aurai acheté, payé et employé l'un et l'autre, au bout d'une demi-heure il ne restera rien du premier, et le second pourra être encore la ressource de mes petits-enfants dans un siècle ... Il en est de même de ce ||407| que l'on.

1. Nous avons dans le reste de l'ouvrage traduit *Arbeitsvermögen* par puissance de travail. Ici Marx ayant lui-même traduit *facultés* par *Vermögen*, nous utilisons les mots *faculté de travail* pour *Arbeitsvermögen*.

(c'est-à-dire* Sayus¹) «appelle les produits immatériels. Une découverte est d'une utilité éternelle. Un ouvrage d'esprit, un tableau sont encore d'une utilité plus ou moins durable, tandis que celle d'un bal, d'un concert, d'un spectacle est instantanée et disparaît aussitôt. On en peut dire autant des services personnels des médecins, des avocats, des soldats, des domestiques et généralement de tout ce qu'on appelle des employés. Leur utilité est celle du moment, du besoin ... la consommation la plus ruineuse est la plus prompte; puisque c'est celle qui détruit le plus de travail dans le même temps, ou une égale quantité de travail en moins de temps; en comparaison de celle-là, celle qui est plus lente est une espèce de théaurisation puisqu'elle laisse à des temps à venir la jouissance d'une partie des sacrifices actuels ... chacun sait qu'il est plus économique d'avoir pour le même prix un habit qui dure trois ans que d'en avoir un pareil qui ne dure que trois mois.» (pp. 243-244.)**

[14. Caractéristique générale de la polémique contre la distinction que fait Smith entre travail productif et improductif]

La plupart des auteurs qui ont combattu la position de Smith sur le travail productif et improductif considèrent la consommation comme l'aiguillon nécessaire à la production et partant, même pour la richesse matérielle, ils tiennent les salariés* qui vivent du revenu, les travailleurs improductifs, dont l'acquisition ne produit pas de richesse, mais est par elle-même encore une consommation de la richesse, pour tout aussi productifs que les ouvriers productifs, puisqu'ils élargissent le *field of material consumption* [champ de la consommation matérielle] et de ce fait le *field of production* [champ de la production] aussi. C'était donc, pour l'essentiel, une apologie du point de vue de l'économie bourgeoise, apologie d'une part des *riches oisifs** et des «travailleurs improductifs»* dont ils consomment les *services*, et pour une autre «des gouvernements forts»* qui font de grandes dépenses pour accroître la dette publique, pour créer de grasses prébendes dans l'Eglise et l'Etat, des sinécures, etc. Car ces «travailleurs improductifs»* – dont les services figurent parmi les dépenses des *riches oisifs** – ont tous ceci en commun que s'ils produisent

1. Marx affuble Say de ce nom latin.

«des produits immatériels»*, ils consomment «des produits matériels»*, donc les produits des ouvriers productifs.

D'autres économistes, tel Malthus, tout en admettant la distinction entre *travailleurs productifs** et *improductifs**, prouvent au *capitaliste industriel** que ces derniers lui sont tout aussi nécessaires, même pour la production de la richesse matérielle, que les premiers.

Il ne sert de rien dans ce cas, de dire que production et consommation sont identiques ou que la consommation est la finalité de toute production, ou encore que la production est la condition préalable de toute consommation. Ce qui est au fond de toute cette discussion – sa tendance mise à part – est au contraire ceci:

La consommation de l'ouvrier est en moyenne égale aux seuls frais de production de celui-ci et non pas à sa production elle-même. Il produit donc tout le *surplus** pour autrui, par conséquent toute cette partie de sa *production* est *production pour autrui*. En outre, le capitaliste industriel qui pousse l'ouvrier à cette *surproduction de surplus* (c'est-à-dire production au-delà de ses besoins vitaux) et qui met tous les moyens en œuvre pour l'accroître autant que possible, pour augmenter cette *surproduction* relative par opposition à la production nécessaire, s'approprie immédiatement le surproduit. Mais en tant que capital personnifié il produit, lui, pour produire, veut l'enrichissement pour l'enrichissement. Dans la mesure où il n'est qu'un fonctionnaire du capital, donc le support de la production capitaliste, l'important pour lui est la valeur d'échange et son accroissement et non pas la valeur d'usage et son accroissement. Ce qui lui importe c'est l'augmentation de la richesse abstraite, l'appropriation croissante du travail d'autrui. Il est possédé du même désir absolu d'enrichissement que le théauriseur, avec la seule différence qu'il cherche la satisfaction de ce désir, non sous la forme illusoire de la constitution de trésors d'or ou d'argent, mais dans la constitution de capital qui est une production réelle. Alors que la surproduction de l'ouvrier est une *production pour autrui*, la production du capitaliste normal, du capitaliste industriel tel qu'il doit être, est production pour la production. Plus sa richesse augmente cependant, il ne satisfait certes plus à cet idéal et devient dépensier à son tour, ne serait-ce que pour faire étalage de sa richesse. Mais s'il jouit de sa richesse, c'est toujours avec mauvaise conscience: il le fait avec l'arrière-pensée de l'épargne et des comptes. En dépit de toute sa prodigalité, il est, comme le théauriseur, essentiellement* avare.

Lorsque Sismondi dit que le développement des forces productives du travail permet à l'ouvrier des jouissances de plus en plus grandes, mais que ces jouissances, même si réellement elles lui étaient accordées, le disqualiferaient pour son travail (en tant qu'ouvrier salarié) {Sismondi dit:

«Grâce aux progrès de l'industrie et de la science tout ouvrier peut produire quotidiennement beaucoup plus qu'il ne lui faut pour sa consommation nécessaire. Mais dans le même temps que son travail produit la richesse, cette richesse, s'il était appelé à la consommer, le rendrait moins propre au travail» (Nouv[eaux] Princ[ipes d'économie politique] t. I, p. 85.)},

il n'est pas moins exact que le capitaliste industriel devient plus ou moins incapable de remplir sa fonction, dès qu'il représente lui-même la richesse pour les plaisirs, dès qu'il veut l'accumulation des jouissances au lieu de la jouissance de l'accumulation.

C'est donc lui aussi un producteur de *surproduction*, de *production pour autrui*. D'un autre côté, cette surproduction dans un sens, doit avoir pour pendant, dans l'autre sens, une surconsommation; la consommation pour la consommation doit faire face à la production pour la production. Ce que le capitaliste industriel doit céder au propriétaire foncier, à l'Etat, aux créanciers de l'Etat, à l'Eglise, etc., qui ne consomment que du revenu, ||408| diminue, en chiffres absolus, sa richesse, mais empêche que son désir d'enrichissement ne s'étoile et maintient de la sorte, intacte, son âme capitaliste. Si les détenteurs de rente foncière, de rente en argent, etc., au lieu de consommer leur revenu en travail improductif, le consommaient eux aussi en travail productif, ce but serait totalement manqué. Dans ce cas, ils deviendraient à leur tour des capitalistes industriels au lieu de représenter la fonction de consommation en soi. Nous verrons plus loin s'instituer une polémique fort divertissante à ce sujet, entre un disciple de Ricardo et un disciple de Malthus¹.

Puisque production et consommation sont *en soi*, inséparables,

1. Dans le cahier XIV (voir tome III de notre édition) Marx, après avoir analysé les conceptions de Malthus, s'intéresse à deux ouvrages anonymes, dont l'un défend le point de vue de Ricardo contre celui de Malthus, et l'autre, le point de vue de Malthus contre celui de Ricardo. On ne connaît pas l'auteur du premier dont le titre est: *An inquiry into those principles respecting the nature of demand and the necessity of consumption, lately avocated by Mr. Malthus...* [Enquête sur ces principes, quant à la nature de la demande et la nécessité de la consommation récemment soutenus par M. Malthus], Londres 1821. Quand au second il est l'œuvre de John CAZENOVE et a pour

il s'ensuit qu'étant donné qu'elles sont en fait séparées dans la production capitaliste, leur unité s'établit par leur opposition, de sorte que si A doit produire pour B, il faut que B consomme pour A. De même que l'on constate que tout capitaliste individuel désire *pour sa part** de la prodigalité du côté de ceux qui sont *copartners* [parties prenantes] de son revenu, tout l'ancien système mercantiliste repose sur l'idée qu'une nation doit être, quant à elle, frugale, mais doit produire des articles de luxe pour les nations étrangères jouisseuses. C'est toujours la même idée: production pour la production d'un côté, qui a pour conséquence la consommation de productions étrangères de l'autre. Cette idée mercantiliste est exprimée, entre autres, par Dr. Paley, Moral Philosophy, vol. II, ch. IX¹.

«Un peuple frugal et laborieux emploie son activité à satisfaire aux demandes d'une nation riche et adonnée au luxe.»

«Ils» (*nos politiques**, Garnier, etc.), dit Destutt, «posent en principe général que la consommation est la cause de la production, qu'ainsi il est bon qu'elle soit très forte. Ils affirment que c'est là ce qui met une grande différence entre l'économie publique et l'économie privée». (l. c. pp. 249-250.)**

Encore une bonne formule:

«Les nations pauvres c'est là où le peuple est à son aise; et les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre.» (l. c. p. 231.)**

[15. Henri Storch. Etude ahistorique des rapports entre production matérielle et production intellectuelle.

Sa conception du «travail immatériel» des classes dominantes]

*Henri Storch, Cours d'écon. politique, etc.**, éd. de J.-B. Say, Paris 1823 (conférences faites devant le grand-duc Nicolas, réunies en 1815), t. III.

titre: *Outline of political economy; being a plain and short view of the laws relating to the production, distribution and consumption of wealth* [Esquisse d'économie politique; simple aperçu des lois concernant la production, la distribution et la consommation de la richesse], Londres 1832.

1. William PALEY: *The principles of moral and political philosophy* [Principes de philosophie morale et politique], Londres 1785. Marx le cite d'après le texte qui figure dans l'ouvrage de MALTHUS: *Essai sur le principe de la population*, trad. de l'anglais sur la 5^e édit. par P. Prévost et G. Prévost, 3^e édit. française, t. 4, Paris-Genève 1836, p. 109.

En fait, Storch est, depuis Garnier, le premier qui polémique contre la distinction d'A. Smith entre le travail productif et le travail improductif, en se plaçant sur un terrain nouveau.

Des biens matériels, composants de la production matérielle, il sépare les «biens internes ou les éléments de la civilisation»* ainsi que les lois dont la production doit être étudiée par la «théorie de la civilisation»*. (l. c. t. III, p. 217.)

«Il est évident que l'homme ne parvient jamais à produire des richesses qu'autant qu'il est pourvu des biens internes, c'est-à-dire autant qu'il a développé ses facultés physiques, intellectuelles et morales, ce qui suppose les moyens de leur développement, tels que les *institutions sociales*, etc. Ainsi plus un peuple est civilisé, plus sa richesse nationale peut s'accroître.» (l. c. t. I, p. 136.)*

L'inverse est tout aussi vrai.)

Contre Smith :

«Smith ... exclut des *travaux productifs* tous ceux qui ne coopèrent pas *directement* à la production des richesses; mais aussi il ne considère que la *richesse nationale*.» Son erreur est de «n'avoir pas distingué les valeurs *immatérielles des richesses*». (t. III, p. 218.)*

Avec cela à vrai dire l'affaire est terminée. La distinction entre *travaux productifs** et *travaux improductifs** est d'une importance capitale pour ce que Smith a en vue: la production de la richesse matérielle et plus précisément une forme particulière de cette production, le mode de production capitaliste. Dans la production intellectuelle, une autre sorte de travail paraît productive. Mais Smith ne l'étudie pas. Enfin tombe aussi peu dans le champ de son analyse l'interaction et la connexion interne des deux productions dont l'examen ne peut d'ailleurs aboutir à autre chose qu'à des phrases creuses qu'à condition de considérer la production matérielle *sub sua proprie specie* [sous sa forme propre]. S'il évoque des *travailleurs** non directement *productifs**, il ne le fait que dans la mesure où ils participent *directement* à la consommation de la richesse matérielle mais non pas à sa production.

Chez Storch même, la Théorie de la civilisation*, bien que s'y glissent quelques *aperçus** intelligents – par exemple l'affirmation que la division matérielle du travail est la condition préalable

de la division du travail intellectuel¹ – s'en tient à des banalités. Il ne pouvait nullement en être autrement; il est loin d'avoir su formuler le problème à résoudre, pas question donc de solution: tout cela ressort d'un seul fait. Pour étudier les rapports entre la production intellectuelle ||409 et la production matérielle, il faut avant tout ne pas considérer cette dernière comme une catégorie générale, mais la saisir dans une forme *historique déterminée*. Ainsi, par exemple, au mode de production capitaliste correspond un autre genre de production intellectuelle qu'au mode de production du moyen âge. Lorsque la production matérielle elle-même n'est pas considérée dans sa forme *historique spécifique*, il est impossible de comprendre ce qu'a de déterminé la production intellectuelle correspondante, ainsi que l'interaction des deux sortes de production. Autrement on en reste à des *fadaises**. Ceci à propos du mot creux de «civilisation».

En outre: d'une forme bien déterminée de la production matérielle résulte une structure déterminée de la société – point 1, de deuxièmement un certain rapport déterminé des hommes à la nature. Leur organisation étatique et leur idéologie² sont déterminées par ces deux points. Donc également le genre de leur production intellectuelle.

Enfin pour Storch la production intellectuelle comprend en même temps les activités professionnelles de toute sorte des classes dirigeantes qui assument une fonction *sociale* comme s'il s'agissait d'une affaire. L'existence de ces castes, comme leurs fonctions, on ne peut les comprendre qu'à partir de la structure historique déterminée de leurs rapports de production.

En n'envisageant pas la production matérielle elle-même sur le plan *historique* – en la considérant comme production de biens matériels en général et non pas comme une forme spécifique déterminée de cette production, une forme qui s'est développée historiquement – Storch fait lui-même se dérober sous ses pieds le seul terrain à partir duquel on peut comprendre pour une part les composants idéologiques de la classe dominante, pour une part la production intellectuelle libre de cette formation sociale donnée. Il ne peut pas sortir de mauvaises généralités. Les rapports qu'il examine ne sont pas aussi simples qu'il se l'imagine de prime abord. Ainsi la production capitaliste est hostile à certains secteurs de

1. Dans le manuscrit, la phrase entre tirets se trouve en bas de page, mais Marx précise qu'elle doit être insérée à cet endroit.

2. En allemand: *geistige Anschauung*.

la production intellectuelle, comme l'art et la poésie par exemple. Autrement on aboutit au raisonnement des Français du 18^e siècle dont Lessing s'est si joliment moqué¹. Puisque nous avons fait de tels progrès en mécanique sur les Anciens, pourquoi ne serions-nous pas capables d'écrire une épopee? Et on obtient *La Henriade*² à la place de *l'Iliade*!

En revanche, Storch a raison de souligner – avec une pointe particulière contre Garnier, qui est à vrai dire l'auteur de cette polémique-là contre Smith – que les adversaires de Smith ont pris la question par le mauvais bout.

«Que font les critiques de Smith? Loin d'établir cette distinction» (entre *valeurs immatérielles** et *richesses**) «ils achèvent de confondre ces deux genres de valeurs si manifestement différentes.»

(Ils affirment que la production de produits intellectuels ou la production de services est une production *matérielle*.)

«En regardant le travail immatériel comme *productif*, ils le supposent *productif en richesses*» (c'est-à-dire directement) «c'est-à-dire en valeurs matérielles et échangeables, et il ne l'est qu'en valeurs immatérielles et directes; ils admettent que les produits du travail immatériel sont soumis aux mêmes lois que ceux du travail matériel, et cependant les premiers se régissent par d'autres principes que les seconds.» (t. III, p. 218)**

A noter encore les phrases suivantes de Storch que ses successeurs n'ont fait que reproduire:

«De ce que les biens internes sont en partie le produit des services, on en a conclu qu'ils n'avaient pas plus de durée que les services mêmes, et qu'ils étaient nécessairement consommés à mesure qu'ils étaient produits.» (t. III, p. 234.) «Les biens primitifs, loin d'être détruits par l'usage qu'on en fait, s'étendent et s'accroissent par l'exercice, de sorte que la consommation même en augmente la valeur.» (l. c. p. 236.) «Les biens internes sont susceptibles

1. Marx fait allusion à la polémique de Lessing contre Voltaire dans sa *Hamburgische Dramaturgie* [Dramaturgie hambourgeoise] (1767-1769).

2. *La Henriade*, poème épique de VOLTAIRE sur Henri IV. La première édition date de 1723.

d'être accumulés comme les richesses et de constituer des capitaux qu'on peut utiliser pour la reproduction etc.» (l. c. p. 236.) «L'industrie doit être divisée et ses produits doivent être accumulés avant qu'on puisse songer à diviser le travail immatériel.» (p. 241.)**

Ce ne sont là qu'analogies superficielles et générales et relations inventées entre richesse intellectuelle et matérielle. De même, par exemple la remarque que les nations sous-développées *empruntent* à l'étranger leurs capitaux intellectuels tout comme les nations matériellement sous-développées leurs capitaux matériels (l. c. p. 306), ou que la division du travail immatériel dépend de la demande, bref, du marché, etc. (p. 246).

Mais voici les phrases textuellement reproduites:

||410| «La production des biens internes, loin de diminuer la richesse nationale par la consommation des produits matériels qu'elle exige, est au contraire un puissant moyen de l'augmenter, de même qu'inversement la production des richesses [est] un moyen également puissant d'augmenter la civilisation.» (l. c. p. 517.) «C'est l'équilibre des deux genres de production qui fait avancer la prospérité nationale.» (l. c. p. 521.)**

Selon Storch le médecin produit de la santé (mais aussi la maladie) professeurs et écrivains, *les lumières** (mais aussi l'obscurantisme), poètes et peintres, etc., le *goût**, mais aussi le mauvais goût, les moralistes, etc., les *mœurs**, les prêtres, le culte, le travail des *souverains** produit la sécurité, etc. (pp. 347-350). On pourrait tout aussi bien dire que la maladie produit des médecins, l'ignorance, des professeurs et écrivains, le mauvais goût, des poètes et des peintres, le dérèglement des mœurs, des moralistes, la superstition des prêtres et l'insécurité générale, des souverains. Cette manière de dire en fait que toutes ces activités, ces *services** produisent une valeur d'usage réelle ou supposée, a été reprise par les successeurs de Storch pour prouver qu'ils étaient des *travailleurs productifs** dans le sens de Smith, c'est-à-dire qu'ils produisent directement non pas des produits *sui generis* [d'un genre particulier] mais des produits du travail matériel, partant, directement de la richesse. Ces insanités ne se trouvent pas encore chez Storch. Elles se ramènent d'ailleurs à deux sortes d'insanités:

1. L'affirmation que dans la société bourgeoise les diverses fonctions se conditionnent réciproquement;

2. que les contradictions de la production matérielle rendent indispensable une superstructure de castes¹ idéologiques dont les effets – bons ou mauvais – sont salutaires parce que nécessaires;

3. que toutes les fonctions sont au service du capitalisme et concourent à son «bien»;

4. que même les productions intellectuelles les plus élevées ne doivent être reconnues et en quelque sorte *excusées* aux yeux du bourgeois que par le fait qu'on les dit productrices directes de richesse matérielle et qu'on apporte la preuve, fausse, qu'elles le sont.

[16. Nassau Senior. Glorification comme productives de toutes les activités utiles à la bourgeoisie. Basse complaisance à l'égard de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois]

W. Nassau Senior, Principes fondamentaux de l'économie politique], traduits par Jean Arrivabene, Paris 1836.* Nassau Senior monte sur ses grands chevaux.

«Selon Smith, le législateur des Hébreux fut un travailleur improductif.» (l. c. p. 198.)**

S'agissait-il du Moïse d'Egypte ou de Mendelssohn²? Moïse aurait vivement remercié Monsieur Senior d'être considéré comme un «travailleur productif»* selon Smith. Tous ces gens sont à tel point obsédés par leurs idées fixes bourgeoises qu'ils croiraient offenser Aristote ou Jules César en les appelant «travailleurs improductifs»*. Ces derniers auraient déjà considéré le titre de «travailleur»* comme une offense.

«Le médecin qui, par une ordonnance, guérit un enfant malade et lui assure ainsi la vie pour de longues années, ne produit-il pas un résultat durable?» (l. c.)**

*Fadaise!** Si l'enfant meurt, le résultat n'est pas moins *durable**. Et si l'état de l'enfant ne change en rien, son *service** [du médecin] n'en doit pas moins être rétribué. A en croire Nassau, il ne faudrait payer les médecins que s'ils obtiennent la guérison, et les avocats, seulement s'ils gagnent les procès, et les soldats, seulement s'ils sont victorieux.

Mais ensuite, il se fait véritablement sublime:

1. En allemand: *Stände* (corps, état, au sens de tiers état).

2. Moses MENDELSSOHN (1720-1786): Philosophe allemand de l'*Aufklärung*.

«Les Hollandais, en s'opposant à la tyrannie des Espagnols, ou les Anglais se révoltant contre une tyrannie qui menaçait d'être encore plus terrible, ont-ils produit des résultats temporaires?» (l. c. p. 198.)**

Littérature merdique! Hollandais et Anglais se sont révoltés à leurs risques et périls. Personne ne les a payés pour avoir fait «dans la révolution». Or chez les «travailleurs productifs»* ou «improductifs»*, il s'agit toujours d'acheteurs et de vendeurs de travail. Quelle insanité donc!

La littérature insipide dans laquelle tombent ces types-là lorsqu'ils polémiquent contre Smith montre seulement qu'ils représentent le «capitaliste cultivé», alors que Smith exposait le point de vue du bourgeois parvenu* avec sa franche brutalité. Le bourgeois cultivé et son porte-parole sont l'un et l'autre tellement stupides qu'ils mesurent l'effet de toute activité à son ||411| effet sur le porte-monnaie. D'autre part, ils sont si cultivés qu'ils savent même reconnaître les fonctions et activités qui n'ont rien à voir avec la production de la richesse, ils les reconnaissent dans la mesure où même ces dernières contribuent «indirectement» à l'accroissement de leur richesse, etc., bref dans la mesure où elles exercent une fonction «utile» pour la richesse.

C'est l'homme lui-même qui est le fondement de sa production matérielle comme de toute autre production qu'il assure. Donc toutes les circonstances qui affectent l'homme, le sujet de la production, modifient plus ou moins* toutes ses fonctions et activités, donc aussi ses fonctions et activités en qualité de créateur de la richesse matérielle, des marchandises. Sous ce rapport on peut effectivement prouver que tous les rapports et fonctions humains, sous quelque forme et quelque aspect qu'ils se présentent, influencent la production matérielle et agissent sur elle de manière plus ou moins déterminante.

«Il y a des pays où on ne peut absolument pas cultiver la terre, si on n'est pas protégé par des soldats. Eh bien, suivant la classification de Smith, la récolte n'est pas produite par l'association du travail de l'homme qui conduit la charrue et de celui qui se tient à son côté l'arme à la main; selon lui le laboureur seul est un travailleur productif, et le soin du soldat est improductif.» (l. c. p. 202.)**

Primo c'est faux. Smith dirait que le *soin du soldat est productif de défense**, mais pas *du grain de blé**. Si l'ordre était rétabli dans le pays, le *labourer* [travailleur] continuera à produire du *blé**, sans être obligé de produire la vie des soldats, puisqu'il lui faut produire la subsistance des *soldiers into the bargain* [soldats en sus]. Le *soldier* [soldat] fait partie des *faux frais de production**, comme une grande partie des travailleurs improductifs qui ne produisent rien par eux-mêmes, ni intellectuellement ni matériellement, mais sont seulement utiles, nécessaires en raison des déficiences des rapports sociaux – étant redevables de leur existence aux *social evils* [maux sociaux].

Mais Nassau pourrait dire: si on invente une machine qui sur 20 travailleurs en rend 19 superflus, ces 19 représenteraient également des *faux frais de production**. Cependant le soldat peut disparaître, bien que les *conditions matérielles de production*, les conditions de la civilisation en elles-mêmes, restent identiques. Les 19 ouvriers au contraire, ne peuvent être évincés qu'à condition que le travail du seul *labourer* qui reste devienne 20 fois plus productif, donc seulement grâce à une révolution des conditions de la production matérielle données. D'ailleurs déjà *Buchanan* fait observer:

«Si par exemple on voulait appeler le soldat un travailleur productif, parce que son travail soutient la production, dans ce cas, le travailleur productif pourrait revendiquer au même titre les honneurs militaires puisqu'il est avéré que, sans son concours, aucune armée ne pourrait jamais entrer en campagne pour livrer des combats et remporter des victoires.» (*D. Buchanan: Observations on the Subjects treated of in Dr. Smith's Inquiry, etc.*, [Observations sur les sujets traités dans l'enquête du Dr. Smith] Edinb. 1814, p. 132.)

«La richesse d'une nation ne dépend pas d'une proportion numérique entre ceux qui produisent des *services* et ceux qui produisent des *valeurs*, mais de cette proportion entre eux qui est la plus propre à rendre plus efficace le travail de chacun.» (*Senior, l. c. p. 204.*)**

Smith ne l'a jamais nié, puisqu'il veut réduire le nombre des travailleurs improductifs* «nécessaires», tels que fonctionnaires, *lawyers* [juristes], curés, etc., au niveau où leurs services sont

indispensables. Et c'est en tout cas la «proportion» dans laquelle ils rendent *le plus efficace le travail des travailleurs productifs**. Mais en ce qui concerne les autres «travailleurs improductifs*» dont chacun achète les travaux à *son gré* pour jouir de leurs *services**, donc comme on achète l'article de consommation qui vous convient, il y a à distinguer*. Si le nombre de ces travailleurs vivant du revenu est important par rapport aux «productifs», alors de deux choses l'une: ou bien c'est parce que la richesse en général est peu importante ou d'une seule espèce, par exemple le cas des seigneurs au moyen âge et de leurs *retainers* [serviteurs]. Au lieu de consommer des produits de manufacture d'un ordre de grandeur tant soit peu important, ils mangeaient avec leurs *retainers* les produits de leur agriculture. Dès qu'ils se mirent à consommer [des produits] de manufacture, leurs *retainers* furent obligés de se mettre au travail. Le nombre de ceux qui vivaient de revenu n'était si élevé qu'en raison du fait qu'une grande partie du produit annuel n'était pas consommée *reproductivement*. En outre, la population totale était peu nombreuse. Ou alors le nombre de ceux qui vivent du revenu est grand parce que s'est élevée la productivité des travailleurs productifs*, donc leur *surplus produce which the retainers feed upon* [surproduit que mangent les domestiques]. Dans ce cas, le travail des travailleurs productifs* n'est pas productif en raison du grand nombre des *retainers*, mais au contraire, il y a tant de *retainers* parce que le travail des premiers est si productif.

Si nous prenons deux pays ayant le même nombre d'habitants et le même degré de développement des forces productives du travail, il serait dans ce cas juste de dire avec A. Smith que la richesse de ces deux pays doit être mesurée selon le rapport entre travailleurs productifs et improductifs, car cela veut simplement dire que dans le pays qui compte un nombre relativement plus élevé de travailleurs productifs, on consomme reproductivement une quantité plus grande du revenu annuel, on produit donc annuellement une masse plus grande de *values* [valeurs]. Monsieur Senior ne fait donc que paraphraser [412] la phrase d'Adam Smith sans lui opposer *a novelty* [une nouveauté] quelconque. D'autre part, il fait ici lui-même la distinction entre *producteurs** de *services** et *producteurs** de *valeurs** et il lui advient ce qui advient à la plupart de ceux qui polémiquent contre la distinction de Smith: qu'ils finissent par l'adopter et l'utiliser tout en la rejettant.

Il est caractéristique que tous les économistes «improductifs»* qui ne produisent rien qui vaille dans leur spécialité s'élèvent

contre cette distinction entre *travail productif* et *travail improductif**. Mais, vis-à-vis du bourgeois, c'est une preuve de servilité que de représenter d'une part toutes les fonctions comme étant au service de la production de richesse pour lui; et d'autre part de dire que le monde bourgeois est le meilleur des mondes possibles, que tout y est utile et que le bourgeois lui-même est assez cultivé pour le comprendre.

Vis-à-vis des ouvriers, [ils affirment] qu'il est tout à fait dans l'ordre que les improductifs consomment une si grande masse [de produits], puisqu'ils contribuent tout autant que les ouvriers à la production de la richesse, bien qu' *in their own way* [à leur manière].

Nassau finit par exploser, montrant ainsi qu'il n'a pas compris un traître mot à la distinction essentielle de Smith. Il dit:

«Il semble, en vérité, que dans ce cas-ci l'attention de Smith ait été absorbée tout entière par la condition des *grands propriétaires*, les seuls auxquels ses observations sur les classes improductives puissent généralement être appliquées. Je ne sais me rendre autrement compte de sa supposition que *le capital n'est employé qu'à entretenir les travailleurs productifs, tandis que les improductifs vivent du revenu*. Le plus grand nombre de ceux qu'il appelle par excellence improductifs – les précepteurs, ceux qui gouvernent l'Etat – sont entretenus *aux dépens du capital*, c'est-à-dire *au moyen de ce qui est dépensé d'avance pour la reproduction*.» (l. c. pp. 204–205.)**

Ici, *in fact* [effectivement], on reste pantois. La découverte de Monsieur Nassau que l'Etat et les précepteurs vivent *aux dépens du capital* et non pas du revenu, ne requiert pas le moindre commentaire. Si Monsieur Senior veut dire par là qu'ils vivent du profit du capital, donc dans ce sens *au moyen du capital**, il oublie seulement que le revenu du capital n'est pas le capital lui-même et que ce revenu, le résultat de la production capitaliste, *n'est pas dépensé d'avance pour la reproduction, dont elle est au contraire le résultat**. Ou veut-il dire qu'il en est ainsi parce que certains impôts entrent dans les frais de production de certaines marchandises? Donc dans les *dépenses** de certaines productions? Qu'il sache que c'est seulement une manière d'imposer le revenu.

A propos de Storch, ce grand finaud de Nassau Senior, note encore:

«M. Storch se trompe, sans aucun doute, lorsqu'il établit formellement que ces *résultats*» (santé, goût, etc.) «font partie du revenu de ceux qui les possèdent comme les autres objets qui ont de la valeur, et qu'ils sont de même échangeables» (dans la mesure en effet où ils peuvent être achetés par leurs producteurs). «S'il en était ainsi, si le goût, la moralité, la religion étaient réellement des *objets* que l'on pût *acheter*, la richesse aurait une importance bien autre que celle que les économistes ... lui donnent. Ce que nous achetons, ce n'est point la santé, le savoir ou la piété. Le médecin, le prêtre, l'instituteur ... ne peuvent produire que les instruments au moyen desquels, avec plus ou moins de certitude et de perfection, ces résultats ultérieurs seront produits ... si dans chaque cas particulier les moyens les plus propres pour obtenir du succès ont été employés, le producteur de ces *moyens* a le droit à une récompense, lors même qu'il n'aurait pas réussi ou qu'il n'aurait pas produit les résultats auxquels on s'attendait. L'échange est complet aussitôt que le conseil ou la leçon a été donné et qu'on en a reçu le salaire.» (l. c. pp. 288–289.)**

En fin de compte, le grand Nassau lui-même adopte à son tour la distinction de Smith. En effet, au lieu de distinguer *travail productif* et *improductif**, il fait une distinction entre:

«la consommation productive et la consommation improductive» (p. 206).**

Or, l'objet de la consommation est soit la marchandise – il n'en est pas question ici – soit directement le travail.

Seraient productive la consommation employant un travail qui reproduit ou bien la puissance de travail elle-même (ce qui serait, par exemple, le cas pour le travail de l'instituteur ou du médecin) ou qui reproduit la valeur des marchandises grâce auxquelles on l'achète. Improductive, la consommation d'un travail qui ne fait ni l'un ni l'autre. Or, Smith dit: j'appelle travail productif le travail qui ne peut être consommé que productivement (c'est-à-dire industriellement) et j'appelle travail improductif celui qui peut être consommé improproductivement, celui dont la consommation, de par sa nature, n'est pas une consommation industrielle. De la sorte Monsieur Senior a fait la preuve de son intelligence

par *nova vocabula rerum* [une appellation nouvelle des choses]. Dans l'ensemble, Nassau démarque Storch.

[17. P. Rossi. Méconnaissance de la forme sociale des phénomènes économiques. Conception vulgaire de l'«économie de travail» par les travailleurs improductifs]

||413| P. Rossi, *Cours d'Econ. Polit. (année 1836-1837)* édit. Bruxelles* 1842.

Le comble de la sagesse!

«Les moyens indirects» (*de la production**) «c'est tout ce qui favorise la production, tout ce qui tend à faire disparaître un obstacle, à la rendre plus active, plus prompte, plus facile.» (Il dit auparavant, p. 268: «Il y a des moyens de production directs et des moyens indirects. C'est dire qu'il est des moyens qui sont une cause *sine qua non* de l'effet dont il s'agit, des forces qui *font* cette production. Il y en a d'autres qui contribuent à la production, mais ne la feraient pas. Les premiers peuvent agir même *seuls*, les autres ne peuvent qu'aider les premiers à produire.») «... Tout le travail gouvernemental est un moyen indirect de production ... Il faut bien que celui qui a fabriqué ce chapeau reconnaîsse que le gendarme qui passe dans la rue, que le juge qui siège dans son tribunal, que le geôlier qui reçoit un malfaiteur et le garde en prison, que l'armée qui défend la frontière contre les invasions de l'ennemi, contribuent à la production.» (p. 272.)**

Quelle délectation pour le *chapelier** que tout le monde se met¹ en mouvement afin qu'il produise et vende ce chapeau!* En faisant contribuer ces *geôliers** indirectement et non directement à la production matérielle, il fait *in fact* la même distinction qu'Adam. (XII^e leçon*)

Dans la XIII^e leçon*, Rossi rompt *ex professo* [ici: carrément] une lance contre Smith, en réalité à peu près à la manière de ses prédecesseurs.

Pour trois raisons, dit-il, surgit la fausse distinction entre *travailleurs productifs** et *travailleurs improductifs*:

1. Nous reproduisons fidèlement le manuscrit.

1. «Parmi les acheteurs, les uns achètent des produits ou du travail pour les consommer eux-mêmes directement: d'autres ne les achètent que pour vendre les nouveaux produits qu'ils obtiennent au moyen des produits et du travail qu'ils ont acquis.» [l. c. pp. 275-276.]**

Pour les premiers c'est la *valeur en usage** qui est déterminante, pour les seconds la *valeur en échange**. En ne se souciant que de la *valeur en échange**, on tombe dans l'erreur de Smith.

«Le travail de mon domestique est improductif pour moi: admettons-le pour un instant; est-il improductif pour lui?» (l. c. p. 276.)**

Toute la production capitaliste reposant sur le fait que le travail est acheté directement pour qu'au cours de la production on s'en approprie une partie *qu'on n'achète pas* mais *qu'on vend* dans le produit – puisque c'est là la raison d'être, le concept même du capital – la distinction entre le travail qui produit du capital et celui qui n'en produit pas n'est-elle pas la base pour comprendre le procès de production capitaliste? Que le travail du domestique soit productif pour *lui*, Smith ne le nie point. Tout service est productif pour celui qui le vend. Faire de faux serments est productif pour celui qui le fait contre espèces sonnantes. La falsification de documents est productive pour qui est payé pour ça. Assassiner quelqu'un est productif pour celui à qui on paie cet assassinat. L'activité des sycophantes, dénonciateurs, pique-assiette, parasites, lèche-culs est productive pour ceux qui n'accomplissent pas ces «services»* gratuitement. Ce sont donc des «travailleurs productifs», des producteurs, non seulement de richesse, mais encore de capital. Même le filou qui se paie lui-même, tout comme le font les tribunaux de l'Etat, «emploie une force, l'applique selon un certain mode, produit un résultat qui satisfait un besoin de l'homme» [p. 275]**, celui de *l'homme voleur** et peut-être en sus celui de sa femme et de ses enfants. On est donc travailleur productif s'il s'agit seulement de produire un «résultat» qui satisfait un «besoin» ou, comme dans les cas précédents, s'il s'agit seulement de vendre ses «services»* pour qu'ils soient «productifs».

2. «Une seconde erreur a été de ne pas distinguer la production directe et la production indirecte.»**

C'est pourquoi le *magistrat** n'est pas productif chez A. Smith. Mais

«si la production est presque impossible» (*sans le travail du magistrat**) «n'est-il pas évident que ce travail y contribue, si ce n'est par un concours direct et matériel, du moins par une action indirecte dont on ne peut pas ne pas tenir compte.» [l. c. p. 276.]**

Ce travail participant indirectement à la production (et il forme seulement une partie du travail improductif) nous l'appelons justement travail improductif. Ou autrement, puisque le *magistrat** ne peut absolument pas vivre sans le paysan, il faudrait dire que le paysan *est un producteur indirect de justice**, etc. *Fadaise!** Il y a encore un aspect qui concerne la division du travail dont nous parlerons plus tard.

[3.] «On n'a pas soigneusement distingué les trois faits principaux du phénomène de la production: la *force ou moyen productif*, l'*application* de cette force, le *résultat*.» [l. c. p. 276.]**

Nous achetons une montre chez l'horloger; seul le *résultat* du travail nous intéresse. Idem lorsque nous achetons une redingote chez le tailleur. Mais:

«Il se trouve encore des personnes, gens de la vieille roche, qui n'entendent pas les choses ainsi. Ils font venir chez eux un ouvrier et lui donnent à faire telle pièce d'habillement, en lui fournissant l'étoffe et tout ce qui est nécessaire à ce travail. Qu'achètent-ils ceux-là? Ils achètent une force» {mais aussi une *application de cette force** tout de même}, «un moyen qui produira des résultats quelconques à leurs périls et risques ... L'objet du contrat, c'est l'achat d'une force.» [l. c. p. 276.]**

(L'astuce c'est simplement que «*ces gens de la vieille roche*»* emploient un mode de production qui n'a rien à voir avec le mode de production capitaliste et dans lequel un développement de la force productive du travail, comme celle qu'entraîne la production capitaliste, est impossible. Il est caractéristique qu'une différence si spécifique est secondaire pour Rossi et *tutti quanti*.)

«En engageant un domestique, j'achète une force utilisable pour cent services dont les résultats dépendent de l'usage que j'en fais.» (p. 276.)

Tout cela n'a aucun rapport avec notre sujet.

||414| «On achète ou loue ... une application déterminée de cette force ... Je n'achète pas un produit, je n'achète pas le résultat que j'ai en vue. Le plaidoyer de l'avocat peut me faire ou ne pas me faire gagner le procès. Ce qu'il y a de certain, ce qui se passe entre vous et votre avocat, c'est que, pour une certaine valeur, il ira tel jour en tel endroit porter la parole pour vous, faire dans votre intérêt une application de ses forces intellectuelles.» (p. 276.)**

{Ici encore une observation. Dans la XII^e leçon*, Rossi dit:

«Je suis loin de ne voir des producteurs que dans ceux qui passent leur vie à faire de la toile de coton ou des souliers. J'honore le travail quel qu'il soit ... mais ce respect ne doit pas être le privilège exclusif du *travailleur manuel*.»**

Ce qu'A. Smith ne fait pas. Qui fait un livre, un tableau, compose de la musique, sculpte une statue est pour lui un *travailleur productif** dans la deuxième acceptation du terme, bien que celui qui improvise, qui déclame, le virtuose ne le soit pas. Et les *services**, s'ils entrent directement dans la production, sont conçus par A. Smith comme matérialisés dans le produit, aussi bien le travail des *manual labourers* [travailleurs manuels] que celui du *manager*, *commis** et *ingénieur** et même du *savant** lorsqu'il est inventeur, *in door or out of door labourer* [travailleurs à l'intérieur ou à l'extérieur] des ateliers*. En traitant de la division du travail il explique comment ces opérations se répartissent entre différentes personnes, et le produit, la marchandise, est le résultat de leur travail en coopération, et non pas du travail d'un seul d'entre eux. Mais la grande préoccupation des travailleurs «intellectuels» à la* Rossi est de justifier la *share* [part] importante qu'ils tirent de la production matérielle.}

Après cette discussion, Rossi poursuit:

«C'est ainsi que dans les échanges on fixe son attention sur l'un ou l'autre des trois faits principaux de la production. Mais ces diverses formes de l'échange peuvent-elles enlever à certains produits le caractère de richesse et aux efforts d'une classe de producteurs la qualité de travaux productifs? Evidemment, il n'est entre ces idées aucune liaison propre à légitimer une pareille déduction. Parce qu'au lieu d'acheter le

résultat, j'achète la force nécessaire pour le produire, *l'action de force ne sera pas productive et le produit ne sera pas richesse?* Reprenons l'exemple du tailleur. Qu'on achète d'un tailleur des vêtements tout confectionnés, ou qu'on les obtienne d'un ouvrier tailleur auquel on fournit la matière et un salaire, toujours est-il que, quant aux résultats, les deux faits sont parfaitement semblables. Nul ne dira que le premier est un *travail productif* et le second un *travail improductif*; seulement dans le second cas, celui qui désirait un habit a été son *propre entrepreneur*. Or, entre l'ouvrier tailleur que vous avez pris chez vous et votre domestique, quelle différence y a-t-il sous le rapport des forces productives? Aucune!» (*l. c. p. 277.*)**

On a là la quintessence de toute cette pseudo-sagesse et de cette étourderie prétentieuse! Dans la mesure où Smith, dans sa seconde et moins profonde définition, distingue entre travail productif et improductif, selon qu'il se réalise ou ne se réalise pas dans une marchandise pouvant être directement vendue à un acheteur, dans les deux cas, il appelle le *tailleur**, productif. Mais dans sa conception la plus profonde, c'est un «travailleur improductif». Rossi démontre une seule chose: qu'*«évidemment»**, il n'a rien compris à A. Smith.

Que les «formes de l'échange»* semblent indifférentes à R[ossi], c'est tout comme si le physiologiste disait que les diverses formes de la vie sont indifférentes, puisqu'elles sont toutes seulement des formes de la matière organique. Mais ce sont justement ces formes-là qui importent uniquement lorsqu'il s'agit de comprendre le caractère spécifique d'un mode de production social. Un vêtement est un vêtement. Mais faites-le faire dans la première forme de l'échange*, et vous avez la production capitaliste et la société bourgeoise moderne; avec la seconde, vous avez une forme d'artisanat qui s'accorde même avec des rapports asiatiques ou du moyen âge, etc. Et ce sont ces *formes* qui sont déterminantes pour la richesse matérielle elle-même.

Un vêtement est un vêtement, telle est la sagesse de R[ossi]. Mais dans le premier cas l'*ouvrier tailleur** ne produit pas seulement un vêtement, il produit du capital; donc aussi du profit; il produit son *maitre** en tant que capitaliste et soi-même en tant qu'ouvrier salarié. Lorsque je me fais faire un vêtement à domicile par un *ouvrier tailleur**, pour le porter, je ne deviens par cette

opération pas plus *mon propre entrepreneur** (dans le sens strict) que l'*entrepreneur tailleur** n'est un *entrepreneur** ||415| parce qu'il porte et consomme lui-même un vêtement confectionné par ses *ouvriers**. Dans le premier cas l'acheteur du produit du travail du tailleur et l'*ouvrier tailleur** se font face en tant qu'acheteur et vendeur tout court. L'un paie une somme d'argent, l'autre fournit la marchandise, l'argent de l'acheteur se convertit en la valeur d'usage de celle-ci. C'est exactement comme si j'achetais le vêtement dans un magasin. Acheteur et vendeur se font face ici uniquement en tant que tels. Dans l'autre cas par contre, ils se font face en tant que capital et travail salarié. Quant au *domestique**, il a en commun avec l'*ouvrier tailleur** n° II, celui que j'achète à cause de la valeur d'usage de son travail, la même détermination formelle. Tous deux sont de simples acheteurs et vendeurs. Mais par la manière dont la valeur d'usage est consommée, intervient en plus une relation patriarcale, une relation entre maître et domestique, qui modifie encore la relation quant à son contenu, sinon quant à sa forme économique, et la rend odieuse.

D'ailleurs R[ossi] ne fait que répéter, en d'autres termes, Garnier:

«Quand Smith a dit qu'il ne restait rien du travail du domestique, il s'est trompé – disons-le – au-delà de ce qu'il était permis à A. Smith de se tromper. Un fabricant dirige lui-même une vaste manufacture qui exige une surveillance très active et très laborieuse ... Ce même homme, ne voulant pas autour de lui des ouvriers improductifs, n'a point de domestiques. Il est donc forcé de se servir lui-même ... Que devient son travail productif pendant le temps qu'il doit consacrer à ce prétendu travail improductif? N'est-il pas évident que vos gens font un ouvrage qui vous donne les moyens de vous livrer à un travail plus approprié à vos facultés? Dès lors, comment dire qu'il ne reste pas de traces de leur service? Il reste tout ce que vous faites et que vous ne pourriez pas faire si vous n'étiez pas remplacé par eux dans le service de votre personne et de votre maison.» (*l. c. p. 277.*)**

Nous retrouvons l'*économie-de-travail* de Garnier, Lauderdale et Ganillh. D'après eux les *travaux improductifs** ne seraient productifs que dans la mesure où ils économisent du travail et laissent

davantage de temps pour son propre travail, soit au *capitaliste industriel** soit à l'ouvrier productif qui peut accomplir un travail d'une plus grande valeur grâce à ce *remplacement** par un travail de valeur moindre. Une grande partie des *travailleurs improductifs** qui se trouvent ainsi écartés, [sont] des *menial servants* [domestiques], dans la mesure où il s'agit d'articles de luxe, et tous les *travailleurs improductifs** qui ne produisent que de la jouissance et dont je ne peux goûter le travail qu'en passant *tout juste autant de temps à en jouir* que son *vendeur en a mis pour le produire*, pour l'effectuer. Dans les deux cas on ne saurait parler d'une «économie» de travail. Enfin, même les *services individuels** qui économisent véritablement du travail, ne seraient productifs qu'à condition que leur consommateur soit en même temps un producteur. Si c'est un *capitaliste oisif**, ils ne lui économisent que le travail de ne rien faire: un salaud qui se fait couper les ongles ou se fait coiffer au lieu de le faire soi-même ou un *foxhunter* [hobereau] qui engage un garçon d'écurie au lieu d'être son propre garçon d'écurie, ou un goinfre que se paie un cuisinier au lieu de faire sa cuisine lui-même.

Il faudrait alors compter encore parmi ces *travailleurs** ceux qui, selon Storch (*l. c.*), produisent le «loisir»* ce qui vous donne le temps de prendre du plaisir, d'effectuer un travail intellectuel, etc. L'agent de police m'économise le temps qu'il me faudrait pour être mon propre gendarme, le soldat, celui de me défendre par mes propres moyens, l'homme de gouvernement, celui de me gouverner moi-même, le cireur de bottes, celui de nettoyer mes chaussures moi-même, le curé, le temps de penser, etc.

Ce qui demeure exact dans tout ceci, c'est la *division du travail*. A part son travail productif ou l'exploitation du travail productif, chacun devrait remplir une foule de fonctions qui ne seraient pas productives et devraient entrer en partie dans les frais de production. (Les travailleurs productifs proprement dits doivent supporter eux-mêmes ces frais de production, doivent accomplir eux-mêmes leurs travaux improductifs.) Lorsque ces «*services*»* sont agréables, il arrive que le maître les accomplit parfois au lieu du domestique, comme le prouve le *jus primae noctis* [droit à la première nuit], la peine de gouverner, etc., dont les maîtres se chargent volontiers, depuis toujours. Mais cela n'abolit nullement la distinction entre travail productif et travail improductif, seulement cette distinction elle-même se présente-t-elle comme un résultat de la *division du travail* qui favorise la productivité du travail général en faisant du travail improductif la fonction

exclusive d'une partie des ouvriers, et du travail productif, la fonction exclusive d'une autre partie.

Mais même le *travail** d'une masse de *menial servants* [domestiques] destinés uniquement à l'ostentation, à satisfaire la vanité, «n'est pas improductif»*. Pourquoi? Parce qu'il produit quelque chose, soit la satisfaction de la vanité, du désir d'ostentation, d'étalage des richesses (*l. c. p. 277*). Nous retrouvons ici l'ineptie qui consiste à dire que tout genre de *services** produit quelque chose, la courtisane produisant la volupté, l'assassin, le meurtre, etc. D'ailleurs Smith a dit que, quelque espèce de crotte que ce soit, elle avait sa *valeur**. Ce qui manquait encore, ||416|| c'est que ces *services** soient rendus gratuitement. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Mais même s'ils étaient rendus gratis, ils n'augmenteraient pas d'un sou la richesse (matérielle).

Et voici ces belles phrases creuses:

«Le chanteur (on insiste) quand il a fini de chanter ne nous laisse rien. — Il nous laisse un souvenir!»**

(Très joli!)

«Quand vous avez bu du champagne, que reste-t-il? ... Que la consommation suive ou non de près le fait de la production, qu'elle s'accomplisse plus ou moins rapidement, les résultats économiques pourront être divers, mais le fait de la consommation, quel qu'il soit, ne peut ôter au produit la qualité de richesse. Il est des produits immatériels qui sont de plus longue durée que certains produits matériels. Un palais dure longtemps, mais l'*Iliade* est une source de plaisirs encore plus durables.» (pp. 277–278.)**

Quel toc!

Dans le sens qu'il attribue ici à la *richesse**, en tant que valeur d'usage, c'est même la *consommation** qu'elle soit lente ou rapide (sa durée dépend de sa propre nature et de celle de l'objet), c'est même la *consommation** seule qui mue¹ le *produit** en *richesse**. La valeur d'usage n'a de valeur que pour l'usage et son existence pour l'usage n'est qu'une existence en tant qu'objet de *consommation**, son existence dans la *consommation**. Boire du champagne ne peut être qualifié de consommation productive, bien que cela puisse donner «mal aux cheveux», pas plus qu'écou-

1. Dans le manuscrit le verbe est répété: la première fois on lit *gibt* au lieu de *macht*.

ter de la musique, bien que cela laisse «un souvenir»*. Si c'est de la bonne musique et que celui qui l'écoute comprenne quelque chose à la musique, la consommation de musique se situe à un niveau plus élevé que celle du champagne¹, bien que la production de celui-ci soit du «travail productif» et celle de la musique ne le soit pas.

En résumant toutes ces élucubrations qu'on oppose à la distinction que fait Smith entre le travail productif et le travail improductif, nous constatons que Garnier et peut-être encore Lauderdale et Ganilh (mais ce dernier sans apporter rien de nouveau) ont épuisé [le sujet]. Leurs successeurs en (faisant abstraction de la tentative malheureuse de Storch) n'ont fait que de la littérature, du bavardage savant. Garnier est l'économiste* du Directoire et du Consulat, Ferrier et Ganilh les économistes de l'*Empire**. D'autre part Lauderdale, Monsieur le Comte, à qui il importait surtout de faire l'apologie du *consommateur en tant que producteur* «du travail improductif». La glorification des domestiques et des laquais, des *tax gatherers* [huissiers] et parasites, se retrouve chez tous ces chiens. En revanche, le caractère brutallement cynique de l'économie politique classique apparaît comme une critique des conditions existantes.

[18. Chalmers justifie le gaspillage des riches, de l'Etat et de l'Eglise]

L'un des Malthusiens les plus fanatiques, le Révérend Th. Chalmers, ne voit d'autre remède à tous les maux sociaux que l'éducation religieuse de la classe ouvrière (il entend par là que les curés lui ressassent sous une forme édifiante la théorie de Malthus sur la population, enrobée de christianisme); en même temps, ardent défenseur de tous les *abuses, of wasteful expenditure* [abus, gaspillages] de la part de l'Etat, grosses prébendes pour le clergé, et de la folle prodigalité des riches; il se lamente sur l'esprit du temps (pp. 260 et suiv.), le «*hard and hungerbitten economy*» [l'économie rigoureuse et à la limite de la famine] et il réclame beaucoup de *taxes* [impôts] et beaucoup à bouffer pour les travailleurs de «haut grade» et improductifs, les curés, etc. (l. c.); naturellement il tempête contre la distinction de Smith. Il a consacré tout un chapitre à cette polémique (ch. XI) qui ne contient rien de nouveau sauf l'affirmation que l'économie, etc.,

1. Marx a écrit, par erreur: *Champagnerproduktion* au lieu de *Champagner-konsumtion*.

ne peut que nuire aux «travailleurs productifs» et dont la tendance se résume dans cette phrase caractéristique: cette

«distinction paraît être sans valeur et même néfaste dans son application» (l. c. p. 344).

Et en quoi consiste ce *mischief* [caractère néfaste]?

«Nous ne nous sommes attardés si longtemps sur ce raisonnement que parce que nous pensons que l'économie politique de nos jours adopte une attitude sévère et hostile vis-à-vis de l'institution ecclésiastique; et nous ne doutons pas que la distinction néfaste de Smith y ait été pour beaucoup.» (Thomas Chalmers (*Prof. of Divinity* [de théologie]) *On Political Economy, in connexion with the Moral State and Moral Prospects of Society* [Sur l'économie politique, en rapport avec l'état moral et les perspectives morales de la société] 2^e éd., Londres 1832, p. 346.)

Par «ecclesiastical establishment» [institution ecclésiastique] ce calotin entend sa propre église, la *Church of England as by law established*» [l'Eglise d'Angleterre en tant qu'*instituée* par la loi]. Avec cela il faut dire qu'il a été l'un de ceux qui *had fostered upon Ireland* [ont imposé à l'Irlande] cet «establishment». Ce calotin a au moins le mérite de la franchise.

[19. Remarques finales sur Smith et la distinction entre travail productif et improductif]

||417| Avant de conclure maintenant au sujet de Smith, nous allons encore citer deux passages: le premier, dans lequel il exprime sa haine du *unproductive government* [gouvernement improductif], le second où il cherche à expliquer pourquoi le progrès de l'industrie, etc., présuppose le travail libre. En ce qui concerne la haine de Smith contre les curés¹.

Le premier passage est ainsi conçu:

«C'est de la plus haute impudence et de la plus haute prétention que des rois et des ministres prétendent veiller à l'esprit d'économie des particuliers et cherchent à restreindre leurs dépenses par les lois sur le luxe ou l'interdiction d'importer des articles de luxe étrangers. Ils sont eux-mêmes toujours et sans

1. Voir *Le Capital, ouvr. cité*, t. III, pp. 58-59, note 1.

exception les pires dissipateurs de la société. Qu'ils surveillent plutôt leurs propres dépenses et ils pourront tranquillement laisser les particuliers veiller sur les leurs. S'ils ne ruinent pas eux-mêmes l'Etat par leurs extravagances, ce ne sont pas celles de leurs sujets qui le feront.» (t. II, l. II, ch. III, éd. Mc Culloch, p. 122.)

Puis répétons encore le passage suivant¹:

«Le travail de certaines personnes occupées aux plus hautes fonctions de la société, est tout comme celui des *domestiques, improductif de valeur*»

{il a de la *value* [valeur], coûte donc un équivalent, mais ne produit aucune *value*}

«et ne se fixe ni ne se réalise dans un objet durable ou une marchandise vendable ... Ainsi le souverain et tous les fonctionnaires de justice et les officiers qui sont sous ses ordres, toute l'armée et la flotte, sont des *travailleurs improductifs*. Ce sont les *serviteurs* de la société et ils sont entretenus par une partie du produit annuel résultant de l'*activité d'autres personnes* ... On peut ranger dans la même classe ... ecclésiastiques, gens de loi, médecins et gens de lettres de toute espèce; comédiens, clowns, musiciens, chanteurs d'opéra, danseurs de ballet, etc.» (l. c. pp. 94-95.)

C'est le langage de la bourgeoisie alors qu'elle est encore révolutionnaire, alors qu'elle n'a pas encore soumis à sa loi toute la société, l'Etat, etc. Ici toutes ces professions d'un rang élevé, vénérables, les souverains, juges, officiers, curés, etc., tout l'ensemble des vieux corps idéologiques qu'ils engendrent, leurs savants, maîtres d'école, ecclésiastiques sont, sur le plan *économique*, assimilés à la troupe de leurs propres laquais et bouffons, qu'ils entretiennent comme le fait la *richesse oisive**, membres de la noblesse terrienne et *capitalistes oisifs**. Ils ne sont que des servants [serviteurs] du *public** comme les autres sont leurs

1. Voir ci-dessus p. 170 et p. 301.

propres servants. Ils vivent du *produce of other people's industry* [produit de l'activité d'autres personnes] et doivent donc être réduits au minimum. L'Etat, l'Eglise, etc., ne se justifient que dans la mesure où ils constituent des organismes chargés de gérer ou d'administrer les intérêts communs des bourgeois productifs; et les frais qu'ils représentent, puisque faisant partie au fond des *faux frais de production**, doivent être réduits au minimum indispensable. Ce point de vue [a] un intérêt historique et contraste vivement, d'une part avec la conception de l'antiquité, pour laquelle le travail productif de biens matériels porte le stigmate de l'esclavage et n'est considéré que comme un *piédestal** pour le *citoyen oisif**, et d'autre part avec celle de la monarchie constitutionnelle-aristocratique ou absolue telle qu'elle naît de la désagrégation du moyen âge, et telle que Montesquieu, lui-même encore prisonnier de cette conception, la formule tout à fait naïvement dans la phrase suivante (l. VII, ch. IV, *Esprit des Lois*¹):

«Si les riches ne dépensent pas beaucoup, les pauvres mourront de faim.»**

Par contre, dès que la bourgeoisie a conquis tout le *terrain**, en partie en s'emparant elle-même de l'Etat, en partie en concluant un compromis avec ses anciens dirigeants, qu'elle a également compris que les corps idéologiques étaient le sang de son sang et qu'elle en a fait partout ses propres fonctionnaires, selon son goût; dès qu'elle-même ne les affronte plus en tant que représentante du travail productif, mais qu'au contraire les travailleurs productifs proprement dits se soulèvent contre elle et lui disent à leur tour qu'elle vit de *other people's industry* [l'activité d'autres personnes], dès qu'elle est assez cultivée pour ne pas se consacrer entièrement à la production mais pour vouloir consommer également d'une manière «cultivée», dès que les activités intellectuelles s'accomplissent de plus en plus à son service, entrant au service de la production capitaliste, la page est tournée et la bourgeoisie cherche à justifier, sur le plan «économique», de son propre point de vue, ce qu'elle avait combattu et critiqué naguère. Dans cette *line* [ligne] ses porte-parole, ceux qui lui donnent bonne et belle conscience, sont les Garnier, etc. S'y ajoute le zèle des économistes qui sont eux-mêmes des curés, des professeurs, etc., et qui cherchent à justifier leur utilité «productive», leur salaire, sur le plan économique.

1. Paris 1820, t. IV, p. 200.

[418] Le second passage, concernant l'esclavage, est ainsi conçu (*l. c. t. III, l. IV, ch. IX, pp. 549–551*, éd. Garnier):

«De telles occupations» (*d'artisan et de manufacturier**) «étaient censées ne convenir qu'à des esclaves» (*dans plusieurs anciens Etats**), «et on défendait aux citoyens de s'y adonner. Dans les Etats mêmes où cette défense n'eut pas lieu, tels qu'Athènes et Rome, le peuple était, par le fait, exclu de tous les métiers qui sont maintenant exercés, pour l'ordinaire, par la dernière classe des habitants des villes. Ces métiers, à Rome et à Athènes, étaient remplis par les esclaves des riches, qui les exerçaient pour le compte de leurs maîtres, et la richesse, la puissance et la protection de ceux-ci, mettaient le pauvre libre presque dans l'impossibilité de trouver le débit de son ouvrage, quand cet ouvrage venait en concurrence avec des esclaves du riche. Mais les esclaves sont rarement inventifs et les procédés les plus avantageux à l'industrie, ceux qui facilitent et abrègent le travail, soit en fait de machines, soit en fait d'arrangement et de distribution des tâches, ont tous été inventés par des hommes libres. Si même un esclave s'avisa de proposer quelque moyen de ce genre, le maître serait disposé à regarder sa proposition comme suggérée par la paresse et par un désir d'épargner sa peine aux dépens du maître. Le pauvre esclave, au lieu de récompense, n'aurait vraisemblablement qu'une fort mauvaise réception à attendre, peut-être même quelque châtiment. Par conséquent, dans les manufactures qui vont par le moyen d'esclaves, il faut, en général, employer plus de travail pour exécuter la même quantité d'ouvrage que dans celles qui vont par le moyen d'hommes libres. Par cette raison, l'ouvrage des manufactures de cette première espèce a dû, en général, être plus cher que celui des autres. M. de Montesquieu observe que les mines de la Hongrie, sans être plus riches que les mines de la Turquie de leur voisinage, ont toujours été exploitées à moins de frais, et par conséquent avec plus de profit. Les mines de la Turquie sont exploitées par des esclaves, et les bras de ces esclaves sont les seules machines que les

Turcs se soient jamais avisés d'y employer. Les mines de la Hongrie sont exploitées par des hommes libres qui font usage d'une grande quantité de machines pour faciliter et abréger leur travail. D'après le peu que nous connaissons du prix des ouvrages de manufactures dans le temps des Grecs et des Romains, il paraît que ceux du genre le plus fin étaient d'une cherté excessive. »**

A. Smith dit lui-même, *l. c. t. III, l. IV, ch. I, p. 5¹*:

«M. Locke observe qu'il y a une distinction à faire entre l'argent et les autres biens meubles. Tous les autres biens meubles, dit-il, sont d'une *nature si périsable*, qu'il y a peu de fonds à faire sur la richesse qui consiste dans ce genre de biens ... L'argent, au contraire, est un ami solide, etc. »**

Et plus loin, *l. c. pp. 24–25*:

«Les marchandises consommables, dit-on, sont bientôt détruites, tandis que l'or et l'argent sont d'une *nature plus durable*. Que sans l'exportation continue qu'on en fait, ces métaux pourraient s'accumuler pendant plusieurs siècles de suite, de manière à augmenter incroyablement la richesse réelle d'un pays. »**

L'homme du système monétaire rêve d'or et d'argent [métal] parce que c'est de l'*argent*, qu'ils sont l'existence autonome, l'existence tangible de la valeur d'échange et une existence impérissable, éternelle de celle-ci, si on ne leur permet pas de devenir des moyens de circulation, simple forme évanescante de la valeur d'échange des marchandises. Leur accumulation, l'entassement, la thésaurisation est donc sa manière de s'enrichir. Et comme je l'ai montré dans la citation de Petty², les autres mar-

1. Dans ce chapitre Smith analyse les conceptions théoriques générales du mercantilisme.

2. Marx fait allusion au chapitre intitulé «Thésaurisation» dans le premier cahier manuscrit de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (voir *MEW*, t. 13, p. 107) où il cite un passage de la *Political arithmetic* de PETTY. C'est à cette même citation que Marx a fait allusion plus haut (p. 189) en soulignant que Smith revenait partiellement aux conceptions des mercantilistes.

chandises elles-mêmes ne [sont] appréciées que dans la mesure où elles sont plus ou moins durables, donc restent des valeurs d'échange.

Et voilà que Smith répète, primo ce même point de vue à propos de la durée relativement plus ou moins grande des marchandises, dans le chapitre où il parle de la consommation qui serait plus ou moins utile à la formation de la richesse, selon qu'elle intéresse des articles de consommation plus ou moins périssables¹. Ici transparaît donc le système monétaire; et il ne peut pas en être autrement car même en cas de consommation directe, il reste que l'article ||419| de consommation demeure *richesse*, marchandise, donc unité de valeur d'usage et de valeur d'échange et cette dernière dépend du caractère plus ou moins durable de la valeur d'usage, donc du fait que la consommation n'abolit que lentement la faculté qu'elle a d'être *marchandise* ou encore un support de valeur d'échange.

Secundo. Dans sa deuxième distinction entre *labour* [travail] productif et improductif, il revient entièrement – plus en détail – à la distinction établie par le système monétaire.

Le *labour* productif

«se fixe et se réalise dans un objet particulier ou une marchandise vendable qui subsiste au moins un certain temps après que le travail est achevé. En quelque sorte une certaine quantité de travail est rassemblée et emmagasinée pour être utilisée plus tard si nécessaire».

En revanche, les résultats ou *services** du *improductive labour* [travail improductif]

«disparaissent généralement au moment où ils s'accomplissent et laissent rarement subsister une trace ou une valeur contre laquelle on pourrait plus tard se procurer une quantité égale de prestations de services» (v. II, t. II, ch. III, éd. McCulloch, p. 94).

1. Marx renvoie ici aux six dernières subdivisions du 3^e chapitre du II^e volume de l'ouvrage de SMITH: *An Inquiry into the nature of the wealth of nations*, ouv. cité, où l'auteur étudie quel type de dépense de revenu contribue le plus à l'accroissement de la richesse sociale. Smith estime que cela dépend de la nature des objets, d'usage, de leur degré de durabilité. Cette opinion de Smith a déjà été évoquée par Marx (pp. 319–320) dans le paragraphe sur Destutt de Tracy.

Donc la même distinction que le système monétaire établit entre or et argent d'une part et les autres marchandises de l'autre, Smith la fait entre les marchandises et les *services**. Ici encore il s'agit d'accumulation mais non plus sous la forme de la théaurisation, mais sous la forme de l'accumulation réelle, de la reproduction. La marchandise disparaît dans la consommation, mais produit alors une marchandise de valeur supérieure ou, si elle n'est pas utilisée de la sorte, elle est elle-même une valeur qui permet d'acquérir d'autres marchandises. C'est la qualité du produit du travail que d'exister dans une valeur d'usage *plus ou moins** durable et par le fait revendable, dans une valeur d'usage où il est *vendible commodity* [marchandise vendable], porteuse de valeur d'échange, *marchandise* lui-même – où il est, en réalité, de l'argent. Les *services** des *travailleurs improductifs** ne redeviennent pas de l'*argent*. Avec les services que je paie à l'avocat, au médecin, au curé, au musicien, etc., à l'homme d'Etat, au soldat, etc., je ne puis payer de dettes, ni acheter de la marchandise, ni du travail produisant un surplus de valeur. Ils ont disparu comme disparaissent les articles de consommation périssables.

Smith dit donc *au fond** la même chose que le système monétaire. Pour ces derniers¹ seul est productif le travail qui produit de l'*argent*, or ou argent-métal. Pour Smith seul est productif le travail qui produit de l'*argent* pour son acheteur, avec la différence toutefois que Smith sait découvrir le caractère d'argent dans toutes les marchandises malgré leurs enveloppes, alors que le système monétaire le découvre seulement dans la marchandise qui est l'existence autonome de la valeur d'échange.

Cette distinction est fondée sur l'essence même de la production bourgeoise, étant donné que la richesse n'est pas équivalente à une valeur d'usage, mais seule est richesse la *marchandise*, la valeur d'usage en tant que support de la valeur d'échange, en tant qu'argent. Ce que le système monétaire ne comprenait pas, c'est que cet argent est obtenu et s'accroît par la consommation des marchandises, et non pas par leur transformation en or ou en argent: sous cette forme, elles sont bien cristallisées en tant que valeur d'échange autonome, mais perdent non seulement leur valeur d'usage mais encore ne modifient pas leur *grandeur de valeur*.

1. Les tenants du système monétaire.

CINQUIÈME CHAPITRE NECKER

[L'antagonisme des classes dans la société capitaliste présenté comme un antagonisme entre pauvreté et richesse]

Linguet, comme l'ont montré quelques citations précédentes, a bien vu l'essence de la production capitaliste¹; toutefois on peut dans cette étude, le classer après Necker².

Dans ses deux ouvrages *Sur la législation et le commerce des grains**, paru d'abord en 1775, et³ *De l'administration des finances de la France, etc.**, Necker démontre que le développement des forces productives du travail contribue uniquement à réduire le temps de travail dont l'ouvrier a besoin pour reproduire son propre salaire et à augmenter par conséquent le temps de travail non payé fourni à son employeur*. Son point de départ est à juste titre le *salaire moyen*, le niveau minimum du salaire. Cependant il se préoccupe moins de la transformation du travail lui-même en capital et de l'accumulation du capital, grâce à ce procès, que du développement général de l'antagonisme entre pauvreté et richesse, pauvreté et luxe; dans la mesure où une moindre quan-

1. Dans le cahier V du manuscrit, p. 181 (ch. I, 3^e section, «La plus-value relative») Marx cite le passage suivant de Linguet: «L'économie sordide qui le suit des yeux avec inquiétude l'accable de reproches au moindre relâche qu'il paraît se donner, et s'il prend un instant de repos, elle prétend qu'il la vole.» (LINGUET: *Théorie des lois civiles ...*, t. II., Londres 1767, p. 466). Marx reproduit cette même citation dans le cahier X, p. 439, dans le chapitre consacré à Linguet (voir ci-dessous p. 406). On retrouve cette citation mais abrégée, dans le livre I du *Capital* (voir t. I, p. 229, note 5).

2. Marx place le chapitre sur Linguet après le chapitre sur Necker, bien que l'ouvrage de Linguet, *Théorie des lois civiles ...* (1767) soit antérieur aux deux ouvrages de Necker considérés ici, à savoir *Sur la législation et le commerce des grains* (1775) et *De l'administration des finances de la France* (1784). Cette disposition s'explique par le fait que Linguet a mieux compris que Necker, dans ces deux ouvrages, le caractère de la production capitaliste.

3. Le manuscrit répète: dans son ouvrage.

tité de travail suffit pour produire les subsistances indispensables, une partie du travail devient progressivement superflue et donc, utilisée pour la production d'articles de luxe, elle peut être employée dans une autre sphère de la production. Une partie de ces articles de luxe est durable; ce qui permet leur accumulation entre les mains de ceux qui, de siècle en siècle, disposent du sur-travail; c'est ainsi que cet antagonisme s'accentue.

L'important c'est que Necker déduit en général du sur-travail la richesse de ceux qui ne travaillent pas [420] – profit et rente¹ – Mais en ce qui concerne la plus-value, il considère la plus-value relative, celle qui résulte, non de la prolongation de la journée de travail, mais de la réduction du temps de travail nécessaire. La force productive du travail se mue en force productive de ceux qui détiennent les moyens de production. Et la productivité elle-même est en même temps réduction du temps de travail nécessaire pour obtenir un résultat déterminé. Voici les passages principaux: *Premièrement: De l'administration des finances de la France, etc.* (Œuvres*, t. II, Lausanne et Paris 1789):

«Je vois une des classes de la société, dont la fortune doit toujours être à peu près la même; j'en aperçois une autre dont la richesse augmente nécessairement. Ainsi le luxe, qui naît d'un rapport et d'une comparaison, a dû suivre le cours de ces disproportions et devenir plus apparent avec la succession des années.» (l. c. pp. 285–286.)**

(Déjà l'antagonisme des deux classes en tant que classes n'est pas mal.)

«La classe de la société, dont le sort se trouve comme fixé par l'effet des lois sociales, est composée de tous ceux qui, vivant du travail de leurs mains, reçoivent impérieusement la loi des propriétaires» (les propriétaires des moyens de production) «et sont forcés de se contenter d'un salaire proportionné aux simples nécessités de la vie; leur concurrence et l'urgence de leurs besoins constituent leur état de dépendance; et ces circonstances ne peuvent point changer.» (l. c. p. 286.)

«L'invention successive des instruments qui ont

1. Dans le manuscrit: revenu.

simplifié tous les arts mécaniques, a donc augmenté les richesses et la fortune² des propriétaires; une partie de ces instruments, en diminuant les frais d'exploitation des fonds de terre, a rendu plus considérable le revenu dont les possesseurs de ces biens peuvent disposer; et une autre partie des découvertes du génie a tellement facilité les travaux de l'industrie, que les hommes, aux services des dispensateurs des subsistances,» (c'est-à-dire des capitalistes) «ont pu dans un espace de temps égal, et pour la même rétribution, fabriquer une plus grande quantité d'ouvrages de toute espèce.» (p. 287.) «Supposons que dans le siècle dernier, il fallût cent mille ouvriers pour exécuter ce qui se fait aujourd'hui avec quatre-vingt mille; les autres vingt mille se trouveraient dans la nécessité de s'adonner à des occupations différentes, pour obtenir des salaires; et les nouveaux ouvrages de main-d'œuvre qui en résulteraient accroîtraient les jouissances et le luxe des riches.» (pp. 287–288.)

«Car», continue-t-il, «il ne faut point perdre de vue, que les rétributions assignées à tous les métiers qui n'exigent point un talent distingué, sont toujours proportionnées au prix de la subsistance nécessaire à chaque ouvrier; ainsi la rapidité de l'exécution, quand la science en est devenue commune, ne tourne point à l'avantage des hommes de travail, et il n'en résulte qu'une augmentation des moyens pour satisfaire les goûts et les vanités de ceux qui disposent des productions de la terre.» (l. c. p. 288.) «Entre les différents biens de la nature que l'industrie des hommes façonne et modifie, il en est un grand nombre, dont la durée excède de beaucoup le terme commun de la vie: chaque génération a hérité d'une partie des travaux de la génération qui l'a précédée»

{il ne considère ici que l'accumulation*, dans ce qu'A. Smith appelle fonds de consommation*},

«et il s'est accumulé successivement, dans tous les pays, une plus grande quantité des productions des

1. Chez Necker: et le lot fortune.

arts; et comme cette quantité, est toujours répartie entre les mains des propriétaires, la disproportion entre leurs jouissances et celles de la classe nombreuse des citoyens a dû nécessairement être plus considérable et plus remarquée.» (p. 289.)**

Ainsi:

«*L'accélération des travaux de l'industrie, qui a multiplié sur la terre les objets de faste et de somptuosité, le temps qui en a grossi l'accumulation, et les lois de la propriété, qui ont rassemblé ces biens dans une seule classe de la société, ces grandes sources du luxe eussent également existé, quelle qu'eût été la somme de numéraire.*» (p. 291.)**

(Ce dernier passage est polémique envers ceux qui voient la source du luxe dans l'accroissement du volume de l'argent.)

Deuxièmement: Sur la législation et le commerce des grains, etc. (Œuvres, t. IV):*

«Dès que l'artisan ou l'homme de campagne n'ont plus de réserve, ils ne peuvent plus disputer; il faut qu'ils travaillent aujourd'hui sous peine de mourir demain, et dans ce combat d'intérêt entre le propriétaire ||421| et l'ouvrier, l'un met au jeu sa vie et celle de sa famille, et l'autre un simple retard dans l'accroissement de son luxe.» (l. c. p. 63.)**

Cet antagonisme entre la richesse qui ne travaille pas et la pauvreté qui travaille pour vivre, fait également surgir un antagonisme au niveau du savoir. Le savoir et le travail se séparent. Le premier fait face au second au titre de capital ou d'article de luxe du riche.

«La faculté de savoir et d'entendre est un don général de la nature, mais il n'est développé que par l'instruction; si les propriétés étaient égales, chacun travaillerait modérément.»**

(c'est donc à nouveau la quantité du temps de travail qui est déterminante)

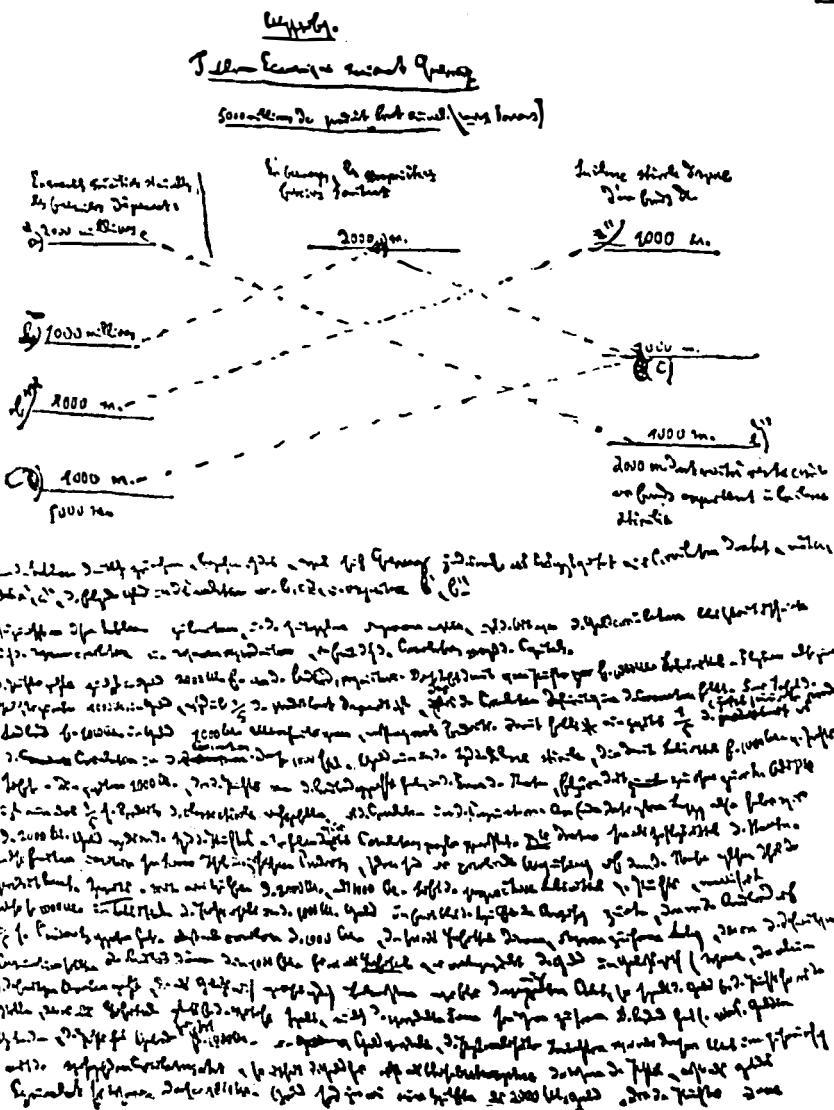
«et chacun saurait un peu, parce qu'il resterait à chacun une portion de temps» (temps libre) «à donner à l'étude et à la pensée; mais dans l'inégalité de la

fortune¹, effet de l'ordre social, l'*instruction est interdite* à tous les hommes nés sans propriété; car toutes les subsistances étant entre les mains de la partie de la nation qui possède *l'argent ou les terres*, et personne ne donnant rien pour rien, l'homme né sans autre réserve² que sa force, est obligé de la consacrer au service des propriétaires, dès le premier moment où elle se développe, et de continuer ainsi toute sa vie, depuis l'instant où le soleil se lève jusqu'à celui où cette force abattue a besoin d'être renouvelée par le sommeil.» (p. 112.) «Est-il bien sûr enfin que cette inégalité de connaissances ne soit pas devenue nécessaire au maintien de toutes les inégalités sociales qui l'ont fait naître?» (l. c. p. 113.) (cf. pp. 118-119.)**

Necker raille la confusion au point de vue économique – caractéristique des physiocrates lorsqu'il s'agit de *la terre** et chez tous les économistes ultérieurs lorsqu'il s'agit des éléments matériels du capital –, qui consiste à faire l'apologie des propriétaires des conditions de production, non pour eux-mêmes, mais parce que ces conditions sont indispensables au travail et à la production de la richesse.

«On commence par confondre l'importance du propriétaire (fonction si facile à remplir) avec l'importance de la terre.» (l. c. p. 126.)** |IX-421||

1. Chez Necker: des fortunes.
2. Chez Necker: ressource.



Page du manuscrit de Marx avec le croquis du *Tableau économique* de Quesnay.

SIXIÈME CHAPITRE

DIGRESSION

«TABLEAU ÉCONOMIQUE» SUIVANT* QUESNAY¹

|| X-422 | 5000 millions de produit brut annuel (livres tournois)*

En avances primitives et annuelles, les fermiers dépensent*	En fermages, les propriétaires fonciers touchent*	La classe stérile dispose d'un fonds de*
a') 2000 millions	1) 2000 millions	a'') 1000 millions
b) 1000 millions	c) 1000 millions	
b'') 1000 millions		b') 1000 millions
d) 1000 millions	5000 millions	2000 millions dont moitié reste comme un fonds appartenant à la classe stérile* ²

1. Marx utilise ici le *Tableau économique* tel qu'il est présenté dans le livre de SCHMALZ: *Economie politique*, ouvrage traduit de l'allemand par Henri Jouffroy, t. I, Paris 1826, p. 329. Marx critique les conceptions de Schmalz dans le cahier VI du manuscrit, pp. 241-242 (v. ci-dessus pp. 60-61). On trouvera des remarques complémentaires sur Schmalz, avec citations tirées de son livre, à la fin du cahier IX du manuscrit, p. 421 (v. ci-dessus pp. 223-225). A la page suivante du manuscrit, (cahier X, p. 422) Marx passe à la «digression», consacrée au *Tableau économique* de Quesnay. Il

Pour rendre le *tableau** plus clair, je désigne par a, a', a'', ce qui est pris chaque fois par Quesnay comme point de départ d'une circulation, par b, c, d, le chaînon suivant dans la circulation ou respectivement par b', b''¹.

faut noter que dans toute cette «digression» (pp. 422-437 du manuscrit) (ci-dessous pp. 357-399), Marx ne fait presque aucune citation des auteurs mentionnés. À la dernière page seulement il cite Smith et donne un extrait de Proudhon, en faisant remarquer que ces citations devraient figurer dans la partie du manuscrit (p. 428) consacrée à Proudhon. (C'est en fonction de cette indication de Marx que nous avons placé, dans notre édition, l'extrait de Proudhon à la page 301). Ces remarques permettent de conclure que lorsqu'il a rédigé cette «digression», Marx n'avait pas les écrits de Quesnay et des autres auteurs cités à sa disposition. Il a très probablement écrit presque toute cette «digression» en avril 1862, lors de son séjour à Manchester.

Dans les remarques complémentaires sur les physiocrates (cahier XXIII du manuscrit, pp. 1433-1434), Marx reproduit le *Tableau économique* sous la forme même que lui avait donnée Quesnay dans son *Analyse du Tableau économique* (Voir ci-dessous p. 442).

2. Marx a reproduit tout le *Tableau* de Quesnay en français.

1. Les lettres utilisées ici par Marx (avec les signes correspondants) donnent au *Tableau* une clarté qu'il n'a ni chez Schmalz, ni chez Quesnay. La détermination de chaque ligne par deux lettres (a-b, a-c, c-d, etc.) indique le passage d'une classe à l'autre (le sens est donné par l'ordre alphabétique des lettres; a-b, a-c, c-d, etc.). La ligne a-b indique ainsi que la circulation entre la classe des propriétaires fonciers et la «classe productive» (les fermiers) a pour point de départ la classe des propriétaires (ces derniers achetant des produits alimentaires aux fermiers). La désignation de chaque ligne par deux lettres exprime à la fois le mouvement de l'argent (la classe des propriétaires fonciers verse un milliard en argent à la classe productive); tandis que cette même ligne, considérée en sens inverse (b-a), illustre le mouvement des marchandises (la classe productive livre à la classe des propriétaires fonciers pour un milliard de produits alimentaires).

La ligne brisée a-b-c-d se compose des éléments suivants: 1. le segment a-b, qui représente la circulation entre les propriétaires fonciers et la classe productive (les propriétaires achètent pour un milliard de produits alimentaires aux fermiers); 2. le segment a-c, qui représente la circulation entre les propriétaires et la classe stérile (les manufacturiers) (les propriétaires achètent aux manufacturiers pour un milliard de produits manufacturés); 3. le segment c-d, qui représente la circulation entre la classe stérile et la classe productive (les manufacturiers achètent aux fermiers pour un milliard de produits alimentaires).

La ligne a'-b' représente la circulation entre la classe productive et la classe stérile (les fermiers achètent aux manufacturiers pour un milliard de produits manufacturés).

La ligne a''-b'' représente la circulation entre la classe stérile et la classe productive, qui ferme la boucle (les manufacturiers achètent aux fermiers pour un milliard de matières premières nécessaires à la production manufacturée).

Au sujet de ce *tableau**, il faut en premier lieu noter un point qui a dû frapper les contemporains de Quesnay, à savoir que la circulation de l'argent apparaît comme déterminée uniquement par la circulation des marchandises et la reproduction des marchandises, *in fact* [en fait], par le procès de circulation du capital.

[1. Circulation entre le fermier et le propriétaire foncier. Reflux de l'argent du fermier, en dehors de toute reproduction]

Le fermier verse tout d'abord 2000 millions de frs en argent au *landlord*, au *propriétaire**. Avec cet argent, ce dernier achète pour 1000 millions de produits alimentaires au fermier. 1000 millions en espèces reviennent ainsi au fermier, tandis qu'environ 1/5 du *produit brut** est utilisé et passe définitivement de la circulation à la consommation. D'autre part, le *landlord* achète pour 1000 millions en argent, 1000 millions de produits manufacturés, de produits non agricoles. De nouveau un second 1/5 des *produits** (maintenant façonnés) passe de la circulation à la consommation. Ces 1000 millions en argent sont maintenant entre les mains de la *classe stérile**, qui achète pour 1000 millions de produits alimentaires au fermier. Les deuxièmes 1000 millions que le fermier a versés au *landlord* sous forme de rente lui reviennent par cette opération. Par ailleurs, un autre 1/5 de son produit, échu à la *classe stérile**, passe de la circulation à la consommation. A la fin de ce premier mouvement, les 2000 millions en argent se retrouvent entre les mains du fermier. Ils ont accompli quatre procès de circulation différents.

Premièrement, ils ont servi de moyen de paiement de la rente. Dans cette *fonction**, ils ne font pas circuler quelque partie que ce soit du produit annuel: ils ne sont qu'un droit circulant, un droit sur la partie du *produit brut** qui équivaut à la rente.

Deuxièmement. Avec une moitié de ces 2000 millions, c'est-à-dire avec 1000 millions, le *propriétaire** achète des produits alimentaires au fermier, il réalise donc ses 1000 millions en produits alimentaires. Le fermier, avec ces 1000 millions, ne récupère *in fact* [en fait] que la moitié du droit qu'il a donné au *landlord* sur les 2/5 de son produit. Cette fois-ci, les 1000 millions servant de moyen d'achat, font circuler une quantité de marchandise correspondant à leur somme, marchandise qui tombe dans la consommation définitive. Dans ce cas, les 1000 millions servent au *landlord* uniquement de moyen d'achat; il retransforme l'argent en valeur

d'usage (en marchandise qui passe dans la consommation définitive, qui est achetée en tant que valeur d'usage).

Ne considérons que l'acte isolé: pour le fermier, l'argent joue ici simplement le rôle qu'il joue pour tout vendeur, lorsqu'il est un moyen d'achat: il est la forme modifiée de sa marchandise. Le *landlord* a transformé en céréales ses 1000 millions d'argent, le fermier a réalisé le prix de ses céréales, il les a transformées en argent, pour un prix [de] 1000 millions. Si toutefois nous considérons cet acte en liaison avec l'acte de circulation qui le précède, à ce moment-là l'argent n'apparaît plus comme une simple métamorphose de la marchandise du fermier, il n'apparaît plus comme l'équivalent or de sa marchandise. Ces 1000 millions en espèces ne sont en effet que la moitié des 2000 millions en argent, payés au ||423| *landlord* par le fermier, sous forme de rente. Pour 1000 millions en marchandises, le fermier obtient bien 1000 millions en argent, mais *en réalité il ne fait que racheter l'argent dont il s'est servi pour payer la rente au landlord; en d'autres termes, le landlord, avec les 1000 millions qu'il a reçus du fermier, achète pour 1000 millions de marchandises au fermier. Il paie le fermier avec de l'argent qu'il a reçu du fermier sans lui fournir d'équivalent*¹.

Ce reflux de l'argent au fermier ne permet pas *d'abord** à celui-ci, en corrélation avec le premier acte, de voir dans cet argent un simple moyen de circulation. Mais en outre ce mouvement est essentiellement différent d'un reflux de l'argent à son point de départ, dans la mesure où il exprime un procès de reproduction.

Par exemple: le capitaliste ou, pour laisser complètement de côté ce qui caractérise la reproduction capitaliste, un producteur débourse 100 *l.* de matières premières, en instruments de travail et en subsistances qui lui sont nécessaires pendant le temps où il travaille. Supposons que ce qu'il ajoute en travail aux moyens de production ne dépasse pas ce qu'il a déboursé pour les subsistances et le salaire qu'il s'est payé à lui-même. Admettons que les matières premières, etc. = 80 *l.*, les subsistances consommées = 20 *l.*, le travail ajouté également 20 *l.*, et que le produit = 100 *l.* S'il le vend, lui font retour les 100 *l.* en espèces, etc. Ce reflux de l'argent à son point de départ n'exprime rien d'autre que la reproduction constante. La simple métamorphose, ici sous la forme A - M - A, transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent – cette simple

1. Dans le manuscrit, le texte imprimé ici en italique est souligné au crayon.

modification de la forme marchandise et de la forme argent, représente ici en même temps, le procès de reproduction. Nous avons ainsi la transformation de l'argent en marchandises – *moyens de production* et subsistances; ensuite l'entrée de ces marchandises dans le procès de travail, en tant qu'éléments de ce dernier et leur sortie de ce procès sous la forme de produit; si bien que la marchandise est à nouveau le résultat du procès, dès que le produit fini entre à nouveau dans le procès de circulation et, partant, fait face à l'argent, en sa qualité de marchandise; nous avons finalement la reconversion de la marchandise en argent, puisque la marchandise une fois terminée ne peut être échangée contre ses éléments de production qu'après s'être au préalable transformée en argent.

Le reflux constant de l'argent à son point de départ n'exprime pas seulement la métamorphose formelle de l'argent en marchandise et de la marchandise en argent – telle qu'elle se présente dans le procès de circulation simple ou dans le simple échange de marchandises –, mais il exprime en même temps la reproduction constante de la marchandise du côté du même producteur¹. La valeur d'échange (l'argent) est convertie en marchandises qui entrent dans la consommation, sont utilisées en tant que valeurs d'usage, mais c'est dans la consommation reproductive ou *industrielle** qu'elles [entrent], elles rétablissent de ce fait la valeur originale et se présentent en conséquence de nouveau dans la même somme d'argent (dans l'exemple ci-dessus, dans lequel le producteur ne travaille que pour assurer sa subsistance). A - M - A signifie ici que A ne se transforme pas seulement formellement en M, mais que M est véritablement consommée en tant que valeur d'usage, passe de la circulation dans la consommation, mais dans la consommation productive, si bien que, dans la consommation, sa valeur se maintient et se reproduit, c'est pourquoi A réapparaît à la fin du procès, se conservant dans le mouvement A - M - A.

Par contre, lorsque, comme ci-dessus, l'argent reflue du *landlord* au fermier, il n'y a pas de procès de reproduction. Tout se passe comme si le fermier avait remis au *landlord* des jetons ou des *tickets** pour 1000 millions de produits. Dès que le *landlord* utilise ces *tickets**, ils refluent au fermier, ce dernier les encaissant à nouveau. Si le *landlord* s'était fait directement payer la moitié de la rente *in natura* [en nature] il n'y aurait pas eu circulation monétaire du tout. Toute la circulation se serait limitée à un

1. Dans le manuscrit, le texte donné ici en italique est souligné au crayon.

changement de mains, le produit passant des mains du fermier dans celles du *landlord*. Au lieu de marchandise, le fermier, dans un premier temps, donne l'argent au *landlord*, ce dernier, ensuite, redonne cet argent au fermier, pour prendre la marchandise elle-même. Cet argent sert au fermier de moyen de paiement vis-à-vis du *landlord*; et à celui-ci il sert de moyen d'achat vis-à-vis* du fermier. Dans sa première fonction, l'argent s'éloigne du fermier, dans sa deuxième fonction, il lui revient.

Cette forme de reflux de l'argent au producteur se retrouve nécessairement chaque fois que celui-ci verse en argent à son créancier la valeur de son produit, au lieu de lui remettre une partie de ce produit; et dans ce cas apparaît comme créancier quiconque est *coproprietor* [copropriétaire] de son *surplus**. Par exemple: les producteurs paient tous leurs impôts en argent. L'argent leur sert dans ce cas de moyen de paiement vis-à-vis de l'Etat. Avec cet argent, l'Etat achète des marchandises aux producteurs. L'argent devient, entre ses mains, un moyen d'achat et il retourne ainsi aux producteurs, dans la mesure où ils se défont de leurs marchandises.

Cette phase du reflux – ce reflux caractéristique de l'argent qui n'est pas déterminé par la reproduction – doit nécessairement se retrouver partout dans l'échange de revenu contre du capital. Ici, ce qui fait refluer l'argent, ce n'est pas la reproduction, mais la consommation. Le revenu est payé en argent; mais il ne peut être consommé qu'en marchandise. Il faut donc que l'argent, obtenu par les producteurs au titre de revenu, leur soit reversé, pour qu'ils reçoivent le même montant de valeur en marchandise, donc pour que le revenu soit consommé. L'argent avec lequel le revenu est payé, donc la rente, par exemple, ou l'intérêt ou l'impôt {le ||424| capitaliste industriel se verse à lui-même son revenu sous forme de produit, ou bien, sur la vente du produit, il préleve la partie de celui-ci qui constitue son revenu}, a la forme générale de moyen de paiement. Celui qui paie le revenu est *supposé** avoir reçu de son créancier une partie de son propre produit, par exemple pour le fermier, les 2/5 du produit qui, d'après Quesnay, constituent la rente. Il n'est leur possesseur que nominalement ou *de facto*.

En conséquence la partie du produit du fermier qui constitue sa rente n'a besoin, pour circuler entre fermier et *landlord* [propriétaire foncier], que d'une somme d'argent égale à la valeur du produit, bien que cette valeur circule deux fois. D'abord le fermier verse la rente en argent; ensuite, avec le même argent,

le *landlord* achète le produit. La première opération est un simple *transfer* [transfert] d'argent, puisque l'argent sert seulement de moyen de paiement: on suppose donc que la marchandise pour laquelle il est versé se trouve déjà en possession de celui qui paie et ne lui sert pas de moyen d'achat, qu'il n'obtient donc pas l'équivalent de cette marchandise, qu'il possède au contraire cet équivalent d'avance. La deuxième fois, en revanche, l'argent agit en tant que moyen d'achat, moyen de circulation de la marchandise. C'est comme si le fermier, avec l'argent qui lui sert à payer sa rente, avait racheté au *landlord* sa part du produit. Le *landlord*, avec le même argent qu'il a ainsi reçu du fermier (alors que ce dernier l'a en fait donné sans équivalent), rachète à nouveau son produit au fermier.

Donc, la même somme d'argent que les producteurs remettent aux possesseurs de revenu sous la forme de moyen de paiement, sert, pour les possesseurs de revenu, de moyen d'achat, pour [acquérir] les marchandises des producteurs. Ce double changement de position de l'argent, qui passe de la main du producteur à celle du possesseur de revenu et retourne de la main de ce dernier dans celle du producteur, n'exprime ainsi qu'un seul changement de position de la marchandise: son passage de la main du producteur dans celle du détenteur du revenu. Puisque le producteur est *supposé** devoir au possesseur de revenu une partie de son produit, il lui paie en fait seulement après coup, sous forme de rente en argent, la valeur de la marchandise qui est déjà passée en sa possession. La marchandise se trouve entre ses mains. Mais elle ne lui appartient pas. Avec l'argent qu'il verse sous forme de revenu, il en acquiert la propriété. La marchandise par conséquent ne change pas de mains. Le fait que l'argent change de mains, ne fait qu'exprimer le *changement de titre de propriété* sur la marchandise, celle-ci restant après comme avant entre les mains du producteur. D'où le double changement de position de l'argent, tandis que la marchandise ne change de mains qu'une seule fois. L'argent circule deux fois, pour faire circuler la marchandise une fois. Mais lui aussi ne circule qu'une fois en tant que moyen de circulation (moyen d'achat), alors que la deuxième fois il a circulé en tant que moyen de paiement; au cours de cette seconde circulation, comme je l'ai expliqué plus haut, il ne se produit pas de changement simultané de position entre la marchandise et l'argent.

En réalité, lorsque le fermier n'a pas d'argent en dehors de son produit, il ne peut payer son produit qu'après avoir tout d'abord

vendu sa marchandise, il faut donc que la marchandise ait déjà subi sa première métamorphose avant qu'il puisse la payer en argent au *landlord*. Même en tenant compte de cela, l'argent change plus souvent de position que la marchandise. [S'accomplit] d'abord M - A ; 2/5 de la marchandise sont vendus et transformés en argent. Il y a ici changement simultané de la marchandise et de l'argent. Mais ensuite ce même argent passe des mains du fermier dans celles du *landlord*, sans que change la marchandise. Il y a ici changement de position de l'argent, sans changement de position de la marchandise. C'est comme si le fermier avait un *copartner* [associé]. Il a reçu l'argent, mais il lui faut le partager avec son *copartner*. Ou encore pour les 2/5 de la marchandise, ce serait plutôt comme si un *servant* [serviteur] du fermier avait reçu l'argent. Ce *servant* doit obligatoirement le donner au fermier, il ne peut le conserver dans sa poche. Le passage de l'argent d'une main à l'autre n'exprime pas ici de métamorphose de la marchandise, mais un simple *transfer* [transfert] de l'argent, des mains de son possesseur immédiat à celles de son propriétaire. Cela peut donc être le cas lorsque celui qui reçoit l'argent en premier ne fait que colporter l'argent pour le compte de *his employer* [son employeur]. L'argent alors n'est pas non plus moyen de paiement, il ne fait que passer des mains du premier destinataire, auquel il n'appartient pas, dans celles de son propriétaire.

Ce type de changement de position de l'argent n'a absolument rien à voir avec la métamorphose de la marchandise, pas plus que le changement de position qui résulte de la transformation d'une sorte de monnaie dans une autre. Mais dans le cas d'un moyen de paiement, on suppose toujours que celui qui paie a obtenu une marchandise qu'il paie ultérieurement. Dans le cas du fermier, etc., il n'a pas *reçu* cette marchandise; elle est entre ses mains, avant d'être dans celles du *landlord* et elle constitue une portion de *son* produit. Mais *juridiquement*, il n'en acquiert la propriété que lorsqu'il remet au *landlord* l'argent qu'il en a reçu en échange. Son titre de propriété sur la marchandise se modifie; quant à celle-ci, elle se trouve après comme avant entre ses mains. Mais tout d'abord elle était entre ses mains au titre de *possession*, dont le propriétaire était le *landlord*. Maintenant elle se trouve entre ses mains au titre de sa propriété personnelle. Le changement de la forme juridique, sous laquelle la marchandise se trouve entre les mêmes mains, n'a bien entendu pas fait changer de mains la marchandise elle-même.

[2. De la circulation de l'argent entre capitaliste et ouvrier]

[a) *Formulation absurde: le salaire présenté comme avance du capitaliste à l'ouvrier. Conception bourgeoise du profit considéré comme prime de risque*]

||425| {On comprend en même temps, à partir de ce qui précède, combien il est absurde de vouloir «expliquer» le profit du capitaliste en disant qu'il avance de l'argent à l'ouvrier, avant d'avoir transformé la marchandise en argent.

Premièrement: Lorsque j'achète une marchandise pour ma consommation, je n'obtiens pas un «profit», du fait que je suis acheteur et que le possesseur de la marchandise en est le «vendeur», du fait que ma marchandise a la forme de l'argent et que la sienne doit d'abord se transformer en argent. Le capitaliste ne paie le travail qu'après l'avoir consommé, alors que les autres marchandises sont payées avant d'être consommées. Cela découle de la nature particulière de la marchandise qu'il achète et qui n'est en fait fournie qu'après avoir été consommée. L'argent se présente ici comme moyen de paiement. Le capitaliste s'est toujours approprié la marchandise «travail» *avant* de la payer. Mais qu'il ne l'achète que pour réaliser un profit sur la revente du produit de celle-ci, n'est pas la *raison* qui lui fait réaliser ce profit. C'est un motif. Cette phrase ne peut signifier rien d'autre que: en achetant le travail salarié, il fait un profit, *parce qu'il veut faire un profit en le revendant*.

Deuxièmement: Toutefois il avance à l'ouvrier, sous forme d'argent, la partie du produit qui revient à celui-ci au titre de salaire et lui épargne ainsi lui-même la peine et le risque et la perte de temps de transformer lui-même en argent la portion de la marchandise qui lui revient au titre de salaire. L'ouvrier ne doit-il donc pas le payer pour cette peine, ce risque et ce temps? Ne doit-il donc pas recevoir de ce fait une part moins grande du produit, que celle qui devrait, sans cela, lui échoir?

De cette manière, tout le rapport entre travail salarié et capital se trouve jeté par-dessus bord et réduite à néant la justification économique de la *surplus value* [plus-value]. En fait, il résulte du procès que le *fonds** sur lequel le capitaliste paie le travailleur salarié n'est en réalité rien d'autre que le propre produit du salarié et qu'ainsi, *effectivement*, capitaliste et ouvrier se partagent le produit en parts aliquotes. Mais ce résultat de fait n'a absolument rien à faire avec la transaction entre capital et salaire (sur laquelle repose la justification économique, la justification du surplus qui découle

des lois de l'échange des marchandises lui-même). Ce que le capitaliste achète, c'est le pouvoir de disposer temporairement de la puissance de travail; il ne paie ce pouvoir que lorsque cette puissance de travail s'est exercée, s'est réalisée dans un produit. Comme partout où l'argent joue le rôle de moyen de paiement, achat et vente précédent ici l'acte par lequel l'acheteur se désaisit réellement de l'argent. Mais le travail *appartient* au capitaliste après cette transaction, qui se termine avant que ne commence le véritable procès de production. La *marchandise* qui résulte de ce procès sous forme de produit lui appartient totalement. C'est lui qui l'a produite, avec des moyens de production qui lui appartiennent et du travail qu'il a acheté, même s'il ne l'a pas encore payé – donc avec du travail qui lui appartient. C'est comme s'il l'avait produite sans avoir du tout consommé de travail étranger.

Le profit que fait le capitaliste, la plus-value qu'il réalise, provient justement de ce que l'ouvrier ne lui a pas vendu du travail réalisé en marchandise, mais sa puissance de travail elle-même en tant que marchandise. Si l'ouvrier l'avait affronté sous sa forme première, en tant que possesseur de marchandise¹, le capitaliste n'aurait pu faire de bénéfice, il n'aurait pu réaliser de plus-value, car en vertu de la loi des valeurs ce sont des équivalents qui s'échangent, une quantité de travail contre une même quantité de travail. Le surplus du capitaliste provient justement du fait qu'il n'achète pas à l'ouvrier une marchandise, mais sa puissance de travail elle-même et que celle-ci a une valeur inférieure à celle de son produit, ou, ce qui revient au même, que cette puissance de travail se réalise dans une quantité de travail matérialisé plus grande que celle réalisée en elle. Mais alors, pour justifier le profit, on obstrue sa source propre et on supprime toute la transaction qui le fait naître. Parce que *in fact* – dès que le procès est continu – le capitaliste ne paie l'ouvrier que sur son propre produit, parce que l'ouvrier n'est payé qu'avec une portion de son propre produit, que *l'avance** n'est donc qu'une simple apparence – on dit: L'ouvrier a vendu au capitaliste sa part du produit, *avant que ce dernier soit transformé en argent*. (Peut-être avant qu'il ne soit apte à être transformé en argent, car bien

1. Marx oppose ici à l'ouvrier dont la seule marchandise est sa puissance de travail, le «possesseur de marchandise sous sa forme première», c'est-à-dire un possesseur de marchandise qui détient et vend «des marchandises différentes de la puissance de travail elle-même». (Voir ci-dessus pp. 164–184).

que le travail de l'ouvrier se soit matérialisé dans un produit, il se peut que ce ne soit qu'une fraction de la *vendible commodity* [marchandise vendable] qui soit réalisée, par exemple une partie d'un immeuble.) De la sorte le capitaliste cesse d'être le propriétaire du produit et par là tout le procès par lequel il s'est approprié *gratuitement* du travail d'autrui se trouve-t-il aboli. Maintenant ce sont des propriétaires de marchandises qui sont en présence. Le capitaliste a l'argent et l'ouvrier ne lui vend pas sa puissance de travail mais une marchandise, c'est-à-dire la partie du produit dans laquelle est réalisé son propre travail.

Il [l'ouvrier] lui dira alors: «De ces 5 lbs.¹ de filés, par exemple, 3/5 représentent le *capital constant**. Elles t'appartiennent. 2/5, donc 2 lbs., représentent mon travail nouvellement ajouté. Tu dois donc me payer 2 lbs. Tu me paies donc la valeur de 2 lbs.» Et ainsi il *würde pocket* [n'empocherait] pas seulement le salaire, mais aussi le profit, bref une somme d'argent égale à la quantité de travail qu'il vient d'ajouter et de matérialiser sous la forme de 2 lbs. de filés.

«Mais», dit le capitaliste, «n'ai-je pas avancé le *capital constant**?»

«Well [Fort bien]», dit l'ouvrier, «c'est pour cela que tu déduis 3 lbs. et que tu ne m'en paies que 2.»

«Mais», insists the capitalist [insiste le capitaliste], «tu n'aurais pas pu matérialiser ton travail, tu n'aurais pu tisser, sans mon coton et mes fuseaux²! Pour cela tu dois payer un supplément.»

«Well», dit l'ouvrier, «si je ne les avais pas utilisés pour filer, le coton aurait pourri et les fuseaux auraient rouillé. [426] Les 3 lbs. de filés que tu déduis, ne représentent en fait que la valeur de ton coton et des fuseaux consommés dans la production des 5 lbs. de filés, donc contenus en elle. Mais seul mon travail, en utilisant ces moyens de production, a conservé la valeur du coton et des fuseaux. Pour cette force de mon travail qui conserve de la valeur, je ne te facture rien, parce qu'elle ne m'a pas coûté de travail supplémentaire, en dehors du filage, pour lequel je reçois les 2 lbs. C'est une faculté naturelle de mon travail qui ne me coûte rien, mais qui conserve la valeur du *capital constant**. Puisque je ne te demande rien pour cela, tu n'as pas non plus à me demander quoi que ce soit pour le fait que je n'aurais pas pu filer sans

1. Il s'agit de libras = livres (poids) et non de livres sterling.

2. Dans le manuscrit: mon métier.

fuseau, ni coton. Sans filage, ton fuseau et ton coton ne vaudraient pas tripette.»

Le capitaliste, mis au pied du mur: «Les 2 lbs. de filés valent en réalité 2 sh. C'est ce qu'elles représentent de ton temps de travail. Mais devrais-je te les payer avant de les avoir vendues? Peut-être ne les vendrai-je pas du tout. C'est mon risque n°1. Deuxièmement je peux les vendre au-dessous de leur prix. C'est mon risque n°2. Et troisièmement, de toute manière, ça coûte du temps pour les vendre. Dois-je prendre à mon compte pour toi, *gratuitement*, ces deux risques et la perte de temps *into the bargain* [par-dessus le marché]? Il n'y a que la mort qu'on ait gratis.»

«Wait a bit [Minute]», répond l'ouvrier, «dans quel rapport sommes-nous? Nous nous faisons face en tant que *possesseurs de marchandises*, toi *en tant qu'acheteur*, nous *en tant que vendeurs*; tu veux en effet nous racheter notre part du produit, les 2 lbs., et elles ne contiennent en réalité rien d'autre que notre propre temps de travail matérialisé. Maintenant tu prétends que nous devrions te vendre notre marchandise *au-dessous* de sa valeur, afin que tu obtiennes finalement plus de valeur en marchandise que tu n'en possèdes actuellement en argent. La valeur de notre marchandise = 2 sh. Tu ne veux nous en donner qu'1 sh.; ainsi – étant donné que 1 sh. contient autant de temps de travail que 1 lb. de filés – tu recevrais dans l'échange une valeur double de celle que tu donnes. Nous, au contraire, au lieu d'un équivalent, nous obtiendrions la moitié d'un équivalent, au lieu de l'équivalent de 2 lbs., l'équivalent de 1 lb. seulement. Et sur quoi fonderais-tu cette exigence, contraire à la loi des valeurs et à la loi de l'échange des marchandises proportionnellement à leur valeur? Sur quoi donc? Sur le fait que tu es acheteur et nous, vendeurs, sur le fait que notre valeur existe sous forme de filés, de marchandise, et la tienne sous forme d'argent, sur le fait que la même valeur, sous forme de filés, fait face à une valeur identique sous forme d'argent. Mais mon cher! Ce n'est là qu'un changement de forme qui concerne la *façon* dont la valeur se présente, mais ne modifie en rien la *grandeur de la valeur*. Ou bien adopterais-tu le point de vue puéril que toute marchandise doit être vendue *au-dessous* de son prix, c'est-à-dire au-dessous de la somme d'argent qui représente sa valeur, parce qu'elle acquiert, sous la forme d'argent, une valeur *plus grande*? Mais non, très cher, elle n'acquiert pas une valeur plus grande; la grandeur de sa valeur ne change pas, elle se présente purement et simplement comme valeur d'échange.

Songe donc, très cher, à quels désagréments tu t'exposes toi-

même. Ta prétention en effet, revient à affirmer que le vendeur doit toujours vendre à l'acheteur la marchandise nécessairement *au-dessous* de sa valeur. Naguère, certes, quand nous ne te vendions pas encore notre marchandise, mais notre puissance de travail elle-même, c'était bien le cas en ce qui te concerne. Il est vrai que tu achetais notre puissance de travail à sa valeur, mais, notre travail lui-même, tu l'achetais *au-dessous* de la valeur dans laquelle il se présente. Mais passons sur ces souvenirs désagréables. Nous sommes, Dieu merci, sortis de cette situation, depuis que – par ta propre décision – nous ne devons plus te vendre notre puissance de travail en tant que marchandise, mais la marchandise elle-même qui est le produit de notre travail. Revenons aux désagréments auxquels tu t'exposes. La nouvelle loi que tu viens d'établir, selon laquelle le vendeur, pour transformer sa marchandise en argent, ne paie pas avec sa marchandise, en l'échangeant contre l'argent, mais paie pour cette conversion, en vendant la marchandise *au-dessous* de son prix – cette loi selon laquelle l'acheteur dupe toujours le vendeur en faisant un bénéfice, doit valoir dans la même mesure pour tout acheteur et tout vendeur. Supposons que nous acceptions ta proposition, mais à la condition que tu te soumettes toi-même à la loi que tu viens d'édicter, c'est-à-dire à la loi selon laquelle le vendeur doit abandonner *gratuitement* à l'acheteur une partie de sa marchandise, parce que ce dernier la lui convertit en argent. Tu achètes donc pour 1 sh. nos 2 lbs. qui valent 2 sh. et tu gagnes ainsi 1 sh. ou 100 pour cent. Mais maintenant, après nous avoir acheté les 2 lbs. qui nous appartenaient, tu as en main 5 lbs. de filés, d'une valeur de 5 sh. Tu crois maintenant faire une bonne affaire. Les 5 lbs. ne te coûtent que 4 sh. et tu veux les vendre 5 sh. «Attention!» dit ton acheteur. Tes 5 lbs. de filés sont une marchandise, tu es vendeur. Je possède la même valeur en argent, je suis acheteur. Donc, d'après la loi que tu as acceptée, je dois réaliser sur toi un profit de 100 pour cent. Tu dois donc me vendre les 5 lbs. de filés 50 pour cent au-dessous de leur valeur, à 2 sh. 1/2. Je te donne alors 2 sh. 1/2 et j'obtiens en échange une marchandise d'une valeur de 5 sh., réalisant ainsi un profit de 100 pour cent sur toi, car ce qui vaut pour Pierre vaut aussi pour Paul.»

Tu vois donc, mon cher, à quoi conduit ta nouvelle loi; tu n'aurais fait que t'escroquer toi-même, puisque tu es bien acheteur pendant un moment, mais ensuite vendeur à ton tour. Dans le cas considéré, tu perdras plus comme vendeur que tu n'as gagné comme acheteur. Et réfléchis donc un peu! Avant que n'existent

les 2 lbs. de filés que tu veux maintenant nous racheter, n'as-tu pas fait d'autres achats, sans lesquels les 5 lbs. de filés [426a] n'auraient pu être fabriquées? N'as-tu pas auparavant acheté du coton et un fuseau qui sont maintenant représentés dans les 3 lbs. de filés? A ce moment-là, c'étaient le *cotton jobber* [courtier en coton] de Liverpool et le *throstile fabricant* [fabricant de machines à filer] de Oldham qui te faisaient face en qualité de vendeurs, et toi, en qualité d'acheteur; ils représentaient de la marchandise, toi, de l'argent – exactement le même rapport que celui dans lequel nous avons, en ce moment, l'honneur ou le déplaisir de nous faire face. Le *sharp cotton jobber* [roué courtier en coton] et ton jovial *compère** de Oldham ne t'auraient-ils pas ri au nez, si tu avais exigé qu'ils te cèdent gratuitement une partie de leur coton et de leurs fuseaux, ou bien ce qui revient au même, qu'ils te vendent ces marchandises au-dessous de leur prix (et de leur valeur), parce que tu transformais pour eux de la marchandise en argent, alors qu'eux transformaient pour toi de l'argent en marchandise, parce qu'ils étaient vendeurs et toi acheteur? Eux ne risquaient rien, qui recevaient de l'argent en espèces, la valeur d'échange sous sa forme pure, autonome. Pour toi, en revanche, quel risque! Tout d'abord fabriquer des filés à partir de fuseaux et de coton, courir tous les risques du procès de production et ensuite, finalement, le risque de revendre le fil, de le reconvertir en argent! Le fil va-t-il se vendre à sa valeur, au-dessus ou au-dessous de sa valeur, n'est-ce pas là un risque? Il y a aussi le risque de ne pas le vendre du tout, de ne pas le reconvertir du tout en argent; et *as to its quality as Twist, you didn't care a straw for it. You did not eat Twist, nor drink it, not have any use whatever for it except selling it* [quant à leur qualité de filés, elle t'intéressait aussi peu que possible. Tu ne mangeais pas de filés, n'en buvais pas non plus et n'en avais aucun usage, sinon les vendre]! Et il y a de toute façon la perte de temps pour retransformer les filés en argent, donc *implicite* [y compris] pour transformer en argent fuseaux et coton! «*Old boy*» [Pauvre vieux] te répondraient tes compères*, «*don't make a fool of yourself. Don't talk nonsense. What the devil do we care what you propose turning our cotton and our spindles to? What use you destine them for! Burn them, hang them, if you like, throw them to the dogs, but pay them!*» *The idea!* We are to make you a present of our goods because you have set up as a cotton spinner, and seem not to feel quite at your ease in that line of business, and magnify yourself its risks and perilous chances! Give up cottonspinning, or don't come into the

market with such preposterous ideas [ne sois pas ridicule. Ne dis pas de bêtises. Pourquoi diable nous soucierions-nous de ce que tu veux faire de notre coton et de nos fuseaux? Fais-en ce que tu veux! brûle-les, envoie-les au diable, jette-les aux chiens, mais paie-les! Quelle idée! Il faudrait que nous te fassions cadeau de nos marchandises, sous prétexte que tu t'es installé comme fileur de coton et que tu ne sembles pas très à l'aise dans cette branche et que tu t'en exagères les risques et les dangers! Renonce au filage du coton ou ne viens pas sur le marché en nous servant de telles fadaises]!»

A cette apostrophe des ouvriers, le capitaliste réplique en souriant avec distinction: «On voit, bonnes gens, que vous ne savez pas distinguer le comment du pourquoi. Vous parlez de questions que vous ne connaissez pas. Croyez-vous que j'ai payé le *ruffian* [bandit] de Liverpool et le *chap* [type] de Oldham en argent comptant? *The devil I did* [Jamais de la vie]. C'est avec des traites que je les ai payés et le *cotton* du *ruffian* de Liverpool was in point of fact spun and sold before his bill fell due [était en fait, filé et vendu avant que la traite ne soit échue]. Avec vous il en va tout autrement. Vous voulez de l'argent comptant.»

«*Very well* [Très bien]», disent les ouvriers, «et qu'ont fait le *ruffian* de Liverpool et le *chap* de Oldham with your bills [de tes traites]?»

«*What they were doing therewith*, says the capitalist. «*Stupid question! They lodged them with their bankers and got them there discounted.*» [Ce qu'ils en ont fait, dit le capitaliste. Question stupide! Ils les ont présentées à leurs banquiers et les ont fait escompter.]

«Combien ont-ils payé au banker [banquier]?»

«*Let me see! Money is very cheap. I think they paid something like 3 p. c discount; that is to say not 3 p. c. on the sum, but they paid so much on the sum for the time the bill was running as would have come up to 3 p. c. on the whole matter if the bill had run for a whole year.*» [Un instant! L'argent est très bon marché en ce moment. Je pense qu'ils ont payé quelque chose comme 3 pour cent d'escompte; cela ne signifie pas le 3 pour cent de la somme totale, mais ils ont payé, pour la durée de la traite, l'équivalent d'un taux de 3 pour cent versé pour une traite d'une durée d'une année.]

«*Still better*», say the working men. «*Pay us two sh., the value of our commodity – or say 12 sh. as we have dealt to-day per day, but we will deal per week. But take away from that sum 3 p. c. per annum*

for fourteen days. » [Encore mieux, disent les travailleurs. Paie-nous deux sh., la valeur de notre marchandise – ou plutôt 12 sh., car nous avons fait nos comptes de la journée, mais nous voulons les faire à la semaine. Mais décompte de cette somme pour quinze jours, 3 pour cent d'intérêt annuel.]

« *But this bill is too small*, says the capitalist, « *to be discounted by any banker.* » [Mais cette traite est trop petite, dit le capitaliste, pour être escomptée par un banquier quelconque.]

« *Well* », reply the working men, « *we are 100 men. Thus you have to pay to us 1200 sh. Give us a bill for them. This makes 60 l. and is not too small a sum to be discounted; but besides, as you discount it yourself the sum must not be too small for you, since it is the identical sum whence you pretend to derive your profit upon us.* » [Bien, répondent les travailleurs, nous sommes 100 hommes. Donc tu nous dois 1200 sh. Donne-nous une traite pour cette somme. Cela fait 60 l., ce n'est pas une somme trop faible pour être escomptée; du reste, dans la mesure où tu l'escomptes toi-même, cette somme ne devrait pas être trop faible pour toi, car elle est exactement identique à celle dont tu prétends retirer ton profit sur notre travail.]

Si le salaire (avec ce renversement total du rapport) est déduit de l'escompte sur la portion de la valeur du produit total qui leur revient [aux ouvriers] du fait que le capitaliste leur verse d'avance cette portion en *argent* – ce dernier devrait alors leur donner des traites à très brève échéance, comme celles avec lesquelles il paie lui-même, par exemple le *cotton jobber* [courtier en coton], etc. L'ouvrier recevrait la plus grande partie de son produit et le capitaliste cesserait bientôt d'être un capitaliste. Il ne serait plus propriétaire du produit, mais deviendrait bientôt, par rapport aux ouvriers, un simple banquier.

D'ailleurs, de même que le capitaliste court le risque de vendre la marchandise au-dessous de sa ||427| valeur, il a également une chance* de la vendre au-dessus de sa valeur. Si le produit est invendable, l'ouvrier est jeté à la rue. Si son prix tombe pour une période assez longue au-dessous de celui du marché, le salaire de l'ouvrier est abaissé au-dessous de la moyenne et on travaille *short time* [à temps partiel]. C'est l'ouvrier qui court donc le plus grand risque.

Troisièmement: Il ne vient à l'esprit de personne que le fermier, parce qu'il doit payer la rente en argent, ou le capitaliste industriel, parce qu'il doit verser l'intérêt en argent – donc parce que pour payer la rente ou l'intérêt, tous deux sont forcés d'avoir trans-

formé auparavant leur produit en *argent* – pourraient déduire pour ça une partie de la rente ou de l'intérêt.]

[b) *Marchandises achetées par l'ouvrier au capitaliste. Reflux de l'argent sans qu'il y ait reproduction]*

Dans la partie du capital qui circule entre le *capitaliste industriel** et l'ouvrier (par conséquent la partie du capital circulant qui est égale au capital variable), il y a également reflux de l'argent vers son point de départ. Le capitaliste verse à l'ouvrier son salaire en *argent*; avec ce salaire, l'ouvrier achète de la marchandise au capitaliste, et de cette manière l'argent reflue vers le capitaliste. (Dans la pratique, il reflue vers le banquier du capitaliste. Mais, en fait, les *bankers* [banquiers] représentent la totalité du capital vis-à-vis des capitalistes particuliers; la totalité du capital, pour autant qu'il se présente en *argent*.) Ce reflux n'exprime pas en lui-même de reproduction. Avec de l'*argent*, le capitaliste achète du travail à l'ouvrier; avec le même *argent*, l'ouvrier achète des marchandises au capitaliste. Le même *argent* apparaît d'abord comme moyen d'achat du travail, puis comme moyen d'achat de la marchandise. Son reflux vers le capitaliste [provient] de ce que ce dernier apparaît d'abord comme acheteur, puis à nouveau, et vis-à-vis des mêmes *parties**, comme vendeur. Lorsqu'il est acheteur, l'*argent* s'éloigne de lui, lorsqu'il est vendeur, il lui revient. L'ouvrier, au contraire, apparaît tout d'abord comme vendeur et ensuite comme acheteur; il reçoit donc en premier l'*argent* et le dépense par la suite, alors que le capitaliste, face à lui, le dépense d'abord et le reçoit ensuite.

Du côté du capitaliste, c'est le mouvement A – M – A qui se produit ici. Avec l'*argent* il achète de la marchandise (puissance de travail); avec le produit de cette puissance de travail (marchandise), il achète de l'*argent* ou encore il revend ce produit à son ancien vendeur¹, l'ouvrier. L'ouvrier au contraire, représente la circulation M – A – M. Il vend sa marchandise (puissance de travail) et avec l'*argent* en échange duquel il l'a vendue², il rachète à nouveau une partie de son propre produit (marchandise). On pourrait sans doute dire: l'ouvrier vend de la marchandise (puissance de travail) pour de l'*argent*, dépense cet *argent* et revend ensuite de nouveau sa puissance de travail, si bien qu'il représente également A – M – A; étant donné que

1. Dans le manuscrit, par erreur: acheteur.

2. Dans le manuscrit: achetée.

l'argent oscille constamment entre l'ouvrier et le capitaliste, selon que l'on se place du côté de l'un ou de l'autre, on pourrait tout aussi bien dire que l'ouvrier, tout comme le capitaliste, représente le mouvement A - M - A. Cependant c'est le capitaliste qui est l'acheteur. Le renouvellement du procès part de lui et non de l'ouvrier, alors que le reflux de l'argent est nécessaire, car l'ouvrier doit acheter des subsistances. Ce qui démontre, comme tous les mouvements dans lesquels on a d'une part une forme de circulation A - M - A, et d'autre part une forme M - A - M, que la finalité du procès d'échange est d'un côté la valeur d'échange, l'argent et par conséquent l'augmentation de ce dernier, de l'autre la valeur d'usage, la consommation. Cette situation se retrouve aussi avec le reflux de l'argent dans le cas précédemment examiné, où l'on a A - M - A du côté du fermier et M - A - M du côté du *landlord*, si l'on considère que A, avec lequel le *landlord* achète au fermier, est la forme argent de la rente foncière, donc déjà le résultat de M - A, la forme transformée de la partie du produit qui *au fond** appartient *in natura* au *landlord*.

Le cycle A - M - A, lorsqu'il est simplement, entre ouvrier et capitaliste, l'expression du reflux de l'argent, remplaçant ce que le capitaliste a déboursé en salaire, n'exprime pas en lui-même le procès de reproduction, mais simplement le fait que l'acheteur devient à nouveau le vendeur, vis-à-vis des mêmes *parties**. Ce cycle n'exprime pas non plus l'argent en tant que capital, en sorte que [par exemple dans le cycle] A - M - A', le deuxième A' serait une somme d'argent plus grande que le premier A, où A représenterait donc une valeur qui se valorise elle-même (capital). Au contraire, c'est l'expression simple du reflux formel *de la même somme d'argent* (souvent encore d'une plus petite) à son point de départ. (Capitaliste signifie ici *of course* [naturellement] la classe capitaliste.) Je disais donc à tort, dans la première partie¹ que la forme A - M - A devait toujours nécessairement être égale à A - M - A'. Elle peut exprimer la simple forme du reflux de l'argent, comme je l'avais déjà suggéré moi-même, en expliquant le cycle de l'argent revenant à son point de départ lui-même, par le fait que l'acheteur devient à nouveau le vendeur².

1. Marx fait référence aux deux premiers paragraphes de la section «L'argent», dans le premier cahier de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, *ouv. cité*, pp. 88-89.

2. Marx fait référence au passage suivant du premier cahier de la *Contribution à la critique de l'économie politique*: «L'argent, qu'ils ont déboursé comme acheteurs, revient dans leurs mains dès qu'ils apparaissent de

Ce n'est pas grâce à ce reflux-là que le capitaliste s'enrichit. Il a par exemple, versé 10 sh. de salaire. Avec ces 10 sh., l'ouvrier lui achète des marchandises. Le capitaliste a donné à l'ouvrier 10 sh. de marchandise, en échange de sa puissance de travail. S'il lui avait donné des subsistances *in natura*, pour un montant de 10 sh., il n'y aurait pas eu de circulation monétaire, donc pas de reflux de l'argent non plus. Ce phénomène du reflux n'a donc rien à voir avec l'enrichissement du capitaliste, enrichissement qui provient uniquement du fait que, au cours du procès de production lui-même, le capitaliste s'approprie plus de travail qu'il n'en a dépensé en salaire et que, par conséquent, son produit est plus grand que les frais de production de son produit, tandis que la somme d'argent qu'il verse à l'ouvrier ne peut en aucun cas être inférieure¹ à la somme d'argent avec laquelle l'ouvrier lui achète de la marchandise. Ce reflux formel n'a donc rien à voir avec l'enrichissement, il n'est donc pas plus l'expression de ||428| A en tant que capital, que le reflux de l'argent versé comme rente, intérêt ou impôt à celui qui paie la rente foncière², l'intérêt, l'impôt, n'implique une augmentation de la valeur ou son remplacement.

A - M - A, s'il représente le reflux formel de l'argent vers le capitaliste, signifie simplement que la créance qu'il a établie en argent est réalisée dans sa propre marchandise.

Comme exemple de la fausse interprétation de ce flux de l'argent - du retour de l'argent à son point de départ - voir ci-dessus Destutt de Tracy³. Pour un deuxième exemple, touchant plus spécifiquement à la circulation monétaire entre ouvrier et capitaliste, on pourrait citer Bray⁴, que nous étudierons plus loin.

nouveau comme vendeurs de marchandises. Le renouvellement constant de la circulation des marchandises se reflète ainsi dans le mouvement de l'argent qui, non seulement roule constamment d'une main à l'autre sur toute l'étendue de la société bourgeoise, mais décrit en même temps toute une série de petits cycles différents, partant d'une infinité de points et revenant à ces mêmes points pour recommencer le même mouvement» (*Contribution à la critique de l'économie politique*, *ouv. cité*, 1972, p. 69).

1. Dans le manuscrit: supérieure.

2. Dans le manuscrit: rente de l'argent.

3. Voir ci-dessus, pp. 312-317 et *Le Capital*, *ouv. cité*, t. V, pp. 127-135.

4. Le passage concernant Bray se trouve dans le cahier X du manuscrit, pp. 441-444 (voir t. III de notre édition). Il est inachevé; le point de vue de Bray sur la circulation de l'argent entre ouvriers et capitalistes n'y est pas abordé. A propos des conceptions de Bray sur la nature et le rôle de l'argent, cf. le manuscrit de Marx de 1847 «Salaire» (*MEW*, t. 6, p. 540); voir

Voir enfin *Proudhon*¹, sur le capitaliste prêteur d'argent.

Cette forme du reflux A - M - A se rencontre partout où l'acheteur redevient vendeur, donc dans tout le capital commercial, là où les marchands s'achètent mutuellement des marchandises pour les vendre, et vendent pour acheter. Il est possible que l'acheteur - A - ne puisse vendre la marchandise, du riz par exemple, plus chère qu'il ne l'a achetée; peut-être sera-t-il obligé de la vendre au-dessous de son prix. Dans ce cas, il n'y aurait qu'un simple retour de l'argent, du fait que l'achat se mue en vente, sans que A se soit comporté en valeur qui se valorise, en capital.

Il en va de même, par exemple, dans l'échange de capital constant. Le constructeur de machines achète du fer au producteur de fer et lui vend une machine. Dans ce cas, l'argent reflue. Il a été dépensé comme moyen d'achat de fer. Le producteur de fer l'utilise ensuite comme moyen d'achat de la machine et ainsi l'argent reflue vers le constructeur de machines. Pour l'argent dépensé, le constructeur a [reçu] le fer, pour l'argent encaissé, il a donné la machine. Le même argent a fait circuler ici le double de sa valeur. Avec 1000 l., par exemple, le constructeur de machines a acheté du fer; avec ces mêmes 1000 l., le producteur de fer achète des machines. La valeur du fer et des machines ensemble = 2000 l. Mais de la sorte il faut que 3000 l. se trouvent en mouvement: 1000 l. d'argent, 1000 l. de machines et 1000 l. de fer. Si les capitalistes avaient échangé *in natura*, les marchandises auraient changé de mains, sans qu'un *farthing* [sou] ait circulé.

Il en va de même s'ils sont en compte mutuellement et que l'argent leur serve de moyen de paiement. Selon que circule de la monnaie de papier ou monnaie fiduciaire (billets de banque) il y a une seule différence. Il existe bien à présent toujours 1000 l. en billets de banque, mais ils n'ont pas de *intrinsic values* [valeur intrinsèque]. En tout cas, il existe ici aussi 3 [fois 1000 l.]: 1000 l. de fer, 1000 l. de machines, 1000 l. en billets de banque. Mais ces 3 [fois 1000 l.] existent seulement, comme dans le premier cas, parce que le constructeur de machines avait 2 [fois 1000 l.], des machines pour 1000 l. et de l'argent - or et argent ou billets de banque - pour 1000 l. Dans les deux cas, le producteur de fer ne lui rend que le numéro deux (l'argent): en effet, s'il les a obtenues, c'est uniquement parce que le constructeur de machines

également *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin 1953, pp. 55, 690, 754; Lettre de Marx à Engels du 2 avril 1858; *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, Premier cahier p. 57.

1. Voir ci-dessous p. 378.

qui était acheteur n'est pas devenu directement vendeur¹ et qu'il n'a pas payé la première marchandise, le fer, en marchandise, mais en argent. Dès qu'il paie le fer en marchandise, c'est-à-dire dès qu'il vend de la marchandise au producteur de fer, ce dernier lui redonne l'argent. Parce qu'on ne paie pas deux fois, une fois en argent et une deuxième fois en marchandise.

Dans les deux cas, l'or ou le billet de banque représentent la forme métamorphosée d'une marchandise achetée² antérieurement par le constructeur de machines ou bien d'une marchandise achetée² par un autre ou bien encore transformée en argent, et que représente le *landlord*³ (ses ancêtres, etc.)⁴, même si (comme dans le cas du revenu) elle n'a pas été achetée. Ici le reflux de l'argent traduit uniquement que [celui] qui a déboursé l'argent pour une marchandise, qui a mis l'argent en circulation, le retire de la circulation par la vente d'une autre marchandise qu'il met en circulation.

Les mêmes 1000 l. que nous avons prises comme exemple pourraient circuler entre des capitalistes, passer en un seul jour entre 40, 50 mains, en se bornant à transférer du capital, d'un capitaliste à un autre. La machine passant au producteur de fer, le fer au paysan, des céréales au fabricant de *starch* [amidon] ou d'alcool, etc. Finalement ces 1000 l. pourraient retomber dans les mains du constructeur de machines et passer de ce dernier au producteur de fer, etc., et faire circuler ainsi un capital de plus de 40000 l., tout en gardant la possibilité de toujours refluer vers celui qui les a dépensées en premier. Du fait que la portion du profit réalisé à partir de ces 40000 l. et qui se résout en intérêt de l'argent, est payée par les divers capitalistes, par exemple par le constructeur de machines à l'homme qui lui a prêté 1000 l., par le producteur de fer à celui qui lui a prêté les

1. Dans le manuscrit: acheteur.

2. Dans le manuscrit: vendue.

3. Dans le manuscrit: constructeur de machines.

4. Les mots entre parenthèses indiquent les points que Marx avait l'intention de développer plus tard. Selon toute vraisemblance, il pensait ici à la conception de la propriété foncière privée que l'on trouve chez Quesnay. Pour celui-ci, le droit des propriétaires terriens sur leurs biens-fonds tirerait sa justification du fait que leurs ancêtres ont défriché un sol vierge. Au chapitre X de la deuxième partie de l'*Anti-Dühring*, chapitre rédigé par Marx, ce dernier caractérise ce point de vue des physiocrates en ces termes: «Mais d'après le droit naturel leur (celle des propriétaires fonciers) fonction propre est précisément d'être chargés «des soins de la régie et des dépenses pour les réparations de leur patrimoine», ou encore, comme on l'expose par

1000 l. qu'il a dépensées depuis longtemps en charbon ou en salaire, etc. — Monsieur Proudhon conclut que ces 1000 l. produisent la *totalité de l'intérêt* que les 40000 l. rapportent. Avec un taux de 5 pour cent, on aurait 2000 l. d'intérêt. D'où il déduit très justement que les 1000 l. ont rapporté 200 pour cent. Et cet homme** est critique de l'économie *par excellence!**

Mais bien que A-M-A, comme le montre la circulation d'argent entre capitaliste et ouvrier, n'indique pas en soi d'acte de reproduction, il indique bien la répétition constante de cet acte, la continuité du reflux. D'une façon générale aucun acheteur ne peut être continuellement vendeur, sans qu'il y ait reproduction des marchandises qu'il vend. Ceci vaut certes pour tous ceux qui ne vivent ni de rente, ni d'intérêt, ni d'impôts. Mais pour une partie d'entre eux, si l'acte doit être accompli jusqu'au bout, se produit toujours le reflux A-M-A, comme c'est le cas du capitaliste par rapport à l'ouvrier, ou le *landlord*, ou le *rentier** (pour ces derniers, simple reflux). Pour l'autre partie, l'acte est accompli dès qu'il y a achat

la suite, elle consiste dans les *avances foncières**, c'est-à-dire dans les dépenses qu'ils font pour préparer le sol et pourvoir les fermes de tous les accessoires qui permettent au fermier de consacrer exclusivement la totalité de son capital à l'entreprise de culture effective.» (Cf. ENGELS: *Anti-Dühring*, Editions sociales, Paris 1971, pp. 284-285. Les expressions citées sont tirées de Eugène DAIRE: *Physiocrates*, 1^e partie, p. 68.)

** ||437| Voici le passage de Proudhon auquel il a été précédemment fait allusion: «La somme des créances hypothécaires, d'après les auteurs les mieux informés, est de 12 milliards, (d'après d'autres de 16 milliards); celle des créanciers chirographaires d'au moins 6, la commandite de 2 environ, la dette publique de 8 milliards, au total 28 milliards. Toutes ces dettes, notez ce point, proviennent d'argent prêté, ou censé l'avoir été, qui à 4, à 5, à 6, à 8, à 12 et jusqu'à 15%. Je prends pour moyenne de l'intérêt, en ce qui concerne les trois premières catégories, 6%: soit donc, sur 20 milliards, 1200 millions. Ajoutez l'intérêt de la dette publique, environ 400 millions: en tout 1 600 millions d'intérêt annuel, pour un capital de 1 milliard» [p. 152]. Donc 160%. Car «la somme de numéraire, je ne dirai pas existant, mais circulant en France, y compris l'encaisse de la Banque, ne dépasse pas, suivant l'évaluation la plus commune, 1 milliard» (p. 151). «L'échange conclu, l'argent redevient disponible, capable par conséquent, de donner lieu à une nouvelle location ... Le capital argent, d'échange en échange, revient toujours à sa source, il s'ensuit que la relocation, toujours faite par la même main, profite toujours au même personnage.» (pp. 153-154.) *Gratuité du crédit*, Discussion entre M. Fr. Bastiat et M. Proudhon*, Paris 1850.** |437|| (Note de Marx¹.)

1. On trouvera une critique des idées de Proudhon sur le rôle du capital financier et sur la nature de l'intérêt, qu'il expose dans son ouvrage *Gratuité du crédit* dans le cahier XV du manuscrit, pp. 935-937 (t. III de notre édition). (Voir également *Le Capital*, ouv. cité, t. VII, pp. 14-16.)

de marchandises, donc dès que A-M-A a été parcouru, comme c'est le cas pour l'ouvrier. C'est cet acte qu'il renouvelle constamment. Il n'a d'initiative qu'au titre de vendeur et non d'acheteur. Il en va de même pour toute la circulation monétaire, ||429| qui ne traduit qu'une dépense de revenu. Le capitaliste lui-même, par exemple, mange annuellement une certaine quantité. Il a transformé sa marchandise en argent, pour dépenser cet argent en marchandises qu'il va consommer définitivement. On a ici M-A-M et il n'y a pas de reflux vers le capitaliste, mais le reflux se produit vers le vendeur (vers le *shopkeeper* [boutiquier] par exemple): la dépense du revenu lui remplace, à lui, son capital.

Or nous avons vu qu'avait lieu un échange, une circulation de revenu contre du revenu. Le boucher achète du pain au boulanger¹ le boulanger¹ de la viande au boucher; tous deux consomment leur revenu. La viande que le boucher mange lui-même et le pain que mange le boulanger lui-même, ils ne les paient pas. Chacun d'eux consomme cette partie du revenu *in natura*. Mais il se peut que la viande que le boulanger achète au boucher ne remplace pas pour ce dernier du capital, mais un revenu, c'est-à-dire la fraction de la viande vendue qui représente son profit, et plus précisément la partie de ce profit qu'il veut lui-même consommer comme revenu. Le pain que le boucher achète au boulanger est également une dépense de son revenu. Si tous deux sont en compte, l'un ou l'autre doit seulement verser le solde. Pour la partie de leurs achats et de leurs ventes réciproques qui se balancent, il n'y a pas de circulation d'argent. Mais admettons que ce soit au boulanger de payer le solde, et que ce solde représente pour le boucher du revenu. Il va donc dépenser l'argent du boulanger pour d'autres articles de consommation. Admettons qu'il dépense 10 l. chez le tailleur. Si ces 10 l. représentent un revenu pour le tailleur, il les dépensera de la même manière. Avec cet argent, il achète à son tour du pain, etc. Par cette opération, l'argent reflue donc vers le boulanger, mais non plus comme substitut de revenu, mais de capital.

On peut encore soulever une question: dans le cycle A-M-A, tel qu'il est accompli par le capitaliste, cycle qui représente de la valeur se valorisant elle-même, le capitaliste retire de la circulation plus d'argent qu'il n'y en met. (C'est ce que désirait en réalité faire le théoriseur, sans y parvenir. Car il [ne] retire [pas]² de la circulation sous forme d'or ou d'argent plus de valeur qu'il n'en a mis en

1. Dans le manuscrit, par erreur: *butcher* (boucher).

2. Mot illisible dans le manuscrit.

circulation sous forme de marchandises. Il possède davantage de valeur sous forme d'argent, alors qu'auparavant il en possédait plus sous forme de marchandises.) L'ensemble des coûts de production de sa marchandise = 1 000 l. Il la vend 1 200 l., parce que sa marchandise contient à présent 20 pour cent = 1/5 de travail non payé qu'il vend bien qu'il ne l'ait pas payé. Comment est-il possible alors que l'ensemble des capitalistes, la classe des capitalistes industriels, retire constamment de la circulation plus d'argent qu'elle n'y en met? Tout d'abord, on peut dire d'un autre côté que le capitaliste y met constamment plus d'argent qu'il n'en retire. Il lui a fallu payer son *capital fixe**. Mais il ne le vend qu'au fur et à mesure de sa consommation, par morceaux. Le capital fixe entre seulement pour une part beaucoup plus petite¹ dans la valeur de la marchandise, tandis qu'il entre en totalité dans le procès de production de la marchandise. S'il circule 10 ans, 1/10 seulement entre annuellement dans la marchandise; pour les 9/10 restants, il n'y a pas de circulation d'argent, parce que ces 9/10 n'entrent absolument pas dans la circulation sous forme de marchandise. C'est un premier point.

Nous reprendrons² ce problème plus tard. Revenons pour le moment à Quesnay.

Mais auparavant, une chose encore. Le reflux des billets de banque vers une banque qui pratique l'escompte ou qui fait des *advances* [avances] en billets, est un tout autre phénomène que les reflux de l'argent étudiés jusqu'à maintenant. Dans ce cas, on anticipe la métamorphose de la marchandise en argent. La marchandise prend la forme argent avant d'être vendue, peut-être avant d'être produite. Peut-être est-elle même déjà vendue (contre des traites). De toute façon, elle n'est pas encore payée, elle n'est pas encore reconvertisse en argent. Cette métamorphose est donc en tout cas anticipée. Dès que la marchandise est vendue (ou va être vendue), l'argent reflue vers la banque, que ce soient ses propres billets qui sortent alors de la circulation, ou des billets d'une autre banque qui seront, par la suite, échangés contre des billets de la première banque (échange entre *bankers* [banquiers]), si bien que les billets des deux provenances sont retirés de la circulation, retournent à leur point de départ, ou redeviennent or ou argent. Si on a besoin de cet or ou de cet argent pour

1. Une part beaucoup plus petite [que sa valeur totale].

2. Marx consacre plusieurs passages à l'examen de ce problème, dans le Livre II du *Capital*, ch. 17, 20 et 21 (voir *Le Capital, ouv. cité*, t. IV, pp. 297-319 et t. V, pp. 64-73, 76-80, 138-142).

payer les effets de la banque qui se trouvent entre les mains de tiers, ceux-ci reviennent alors à la banque. Si l'effet n'est pas converti, c'est une quantité proportionnellement moindre d'or et d'argent qui circule, et qui se trouve au lieu et place de l'effet dans la réserve de la banque.

Pour tous les cas envisagés, le procès est le suivant: on a anticipé l'existence de l'argent (la métamorphose de la marchandise en argent). Dès que la marchandise se transforme alors véritablement en argent, elle se transforme en argent pour la deuxième fois. Mais cette deuxième existence en tant qu'argent reflue, rachète, remplace la première existence sous la forme argent, elle sort de la circulation et revient à la banque. C'est peut-être identiquement la même quantité d'effets qui exprime cette deuxième existence sous forme d'argent, et qui a exprimé sa première forme. La traite a été escomptée, par exemple, à un fabricant de filés. Il l'a reçue d'un fabricant de tissus. Avec les 1 000 l., il a payé du charbon, du coton, etc. Après être passés entre différentes mains pour le paiement de leurs marchandises, ces billets sont finalement dépensés pour de la toile et ils arrivent ainsi entre les mains du fabricant de tissus, qui au jour de l'échéance paie le filateur avec ces mêmes billets et le filateur, lui, les rapporte à la banque. Il n'est nullement nécessaire que la deuxième métamorphose (posthume) de la marchandise en argent — après sa m[étamorphose] anticipée — ||430|| ait lieu dans un autre argent que la première. Il semble alors que le filateur n'a en fait rien reçu, car il a prêté des billets et le procès se termine lorsqu'il rentre en leur possession et les remet à celui qui les a émis. Dans la réalité, ce même billet a servi, pendant tout ce temps, de moyen de circulation et de moyen de paiement, et il a permis au filateur d'une part de payer des dettes et d'autre part d'acheter les marchandises nécessaires à la reproduction des filés, de réaliser ainsi un surplus (grâce à l'exploitation de l'ouvrier), dont il peut maintenant reverser une partie à la banque. Et même en argent, car il a reçu en retour plus d'argent qu'il n'en avait déboursé, avancé, investi. Comment? Nous retombons sur la question laissée provisoirement en suspens.¹

[3. Circulation entre fermier et manufacturier selon le «Tableau économique»*]

Revenons donc à Quesnay. Nous en venons à présent au 3^e et au 4^e acte de circulation.

1. Cf. la note précédente,

P (le *landlord*) achète pour 1000 millions de produits manufacturés à S (classe stérile, *manufacturier*¹)¹ (ligne a-c dans le *Tableau*²). Dans ce cas, l'argent 1000 millions, fait circuler de la marchandise pour un montant équivalent. {Parce qu'il s'agit d'un échange unique. Si P achetait peu à peu à S et recevait également peu à peu sa rente de F (le *farmer* [fermier]), les 1000 millions de produits manufacturés pourraient être achetés avec 100 millions, par exemple. En effet, P achète pour 100 millions de produits manufacturés à S, S pour 100 millions de subsistances à F, F verse 100 millions de rente à P; et lorsque l'opération se serait produite 10 fois, 10 fois 100 millions de marchandises seraient passés de S à P, de F à S et 10 fois 100 millions de rente seraient passés de F à P. Toute la circulation aurait été accomplie alors avec 100 millions. Mais si F paie la rente en une fois, une partie des 1000 millions que S possède maintenant et des 1000 millions que F possède à nouveau, peut rester dans les coffres et une autre partie, circuler.} Il est passé maintenant pour 1000 millions de marchandise de S à P par contre, pour 1000 millions d'argent, de P à S. Il s'agit de circulation simple. L'argent et la marchandise changent seulement de mains en suivant un parcours inverse. Mais à part les 1000 millions de subsistances que le fermier a vendus à P et qui sont ainsi tombés dans la consommation, 1000 millions de marchandises manufacturées, que S vend à P, sont passés dans la consommation. Celles-ci existaient avant la nouvelle récolte: point à noter. (Sinon P n'aurait pas pu les acheter avec le produit de la nouvelle récolte.)

De son côté S achète maintenant des subsistances à F, avec les 1000 millions [ligne c-d, dans le *Tableau**]. C'est donc là un deuxième 1/5 du produit brut* qui est maintenant passé de la circulation à la consommation. Entre S et F, les 1000 millions jouent le rôle de moyen de circulation. Mais ici se produisent en outre deux phénomènes qui n'agissent pas dans le procès entre S et P. Dans ce procès, S a retransformé en argent une partie de son produit, 1000 millions de marchandises manufacturées. Or, dans l'échange avec F, il retransforme l'argent en subsistances, qui, chez Quesnay, sont identiques au salaire, et remplace donc par là son capital investi et consommé en salaire. Cette reconversion des 1000 millions en subsistances exprime dans le cas de P une simple

1. Pour les 3 classes dont parle Quesnay, Marx reprenant le vocabulaire de son auteur emploie les abréviations suivantes: P = *classe des Propriétaires*, S = *classe stérile*, F = *farmiers, classe productive*.

2. Cf. ci-dessus p. 358, note 1.

consommation, dans le cas de S une consommation industrielle, une reproduction, car il transforme à nouveau une partie de sa marchandise en un des éléments de production de celle-ci – les subsistances. Cette métamorphose de la marchandise, sa reconversion d'argent en marchandise, exprime donc ici en même temps le début de la métamorphose réelle, et non pas seulement formelle, le début de sa reproduction, le début de sa reconversion en ses propres éléments de production. Il y a ici, en même temps, métamorphose du capital. Pour P, par contre, le revenu est simplement transformé de sa forme argent en sa forme marchandise. Ce qui traduit une consommation simple.

Mais de deuxièmement, S achetant pour 1000 millions de subsistances à F, les deuxièmes 1000 millions que F a versés à P au titre de rente argent, reviennent à F. Mais ils ne lui reviennent que parce qu'il les retire à nouveau de la circulation, qu'il les rachète avec un équivalent en marchandise d'une valeur de 1000 millions. Tout se passe comme si le *landlord* lui avait acheté pour 1000 millions de subsistances (en plus des premiers 1000 millions), c'est-à-dire s'il s'était fait livrer en marchandise par le *farmer* [fermier] la deuxième partie de sa rente argent et qu'il eût alors échangé cette marchandise contre la marchandise de S. S *lifts only for P the second part of the 2000 millions in commodities which F has paid to P in money* [S prélève seulement pour P la deuxième partie des 2000 millions en marchandise que F a payés à P en argent]. S'il y avait eu paiement en nature, F aurait donné pour 2000 millions de subsistances à P; P en aurait consommé lui-même 1000 millions et il aurait échangé les autres 1000 millions avec S contre les produits manufacturés de ce dernier. Dans ce cas, il y aurait seulement eu: 1. *transfer* [transfert] des 2000 millions de subsistances de F à P; 2. troc entre P et S, au cours duquel le premier échange 1000 millions de subsistances contre 1000 millions de produits manufacturés et *vice versa*.

Au lieu de cela, il y a eu 4 actes: ||431|| 1. *transfer* de 2000 millions en argent de F à P; 2. P achète pour 1000 millions de subsistances à F; l'argent reflue vers F et fait fonction de moyen de circulation; 3. P achète pour 1000 millions en argent de produits manufacturés à S; l'argent fait fonction de moyen de circulation, il change de mains dans le sens opposé à celui de la marchandise; 4. S achète à F des subsistances pour 1000 millions en argent; l'argent fait fonction de moyen de circulation. Pour S il circule en même temps en qualité de capital. Il reflue vers F, car maintenant *are lifted* [sont prélevés] les deuxièmes 1000 millions de subsistances sur

lesquels le *landlord* [propriétaire foncier] possédait une créance émise par F. L'argent cependant ne reflue pas directement vers F à partir du *landlord* mais seulement après avoir servi de moyen de circulation entre P et S et auparavant, *before it lifts the 1000 millions of victual, has on its passage lifted 1000 millions in manufactures, and transferred them from the manufacturer to the landlord. The conversion of his commodity into money (in the exchange with the landlord) as well as the following conversion of money into victuals (in the exchange with the farmer) are, on the part of S, the metamorphosis of his capital, first into the form of money, and secondly into the form of the constitutive elements necessary to the reproduction of the capital* [avant de prélever les 1000 millions de subsistances, l'argent a prélevé, sur son passage, pour 1000 millions de produits manufacturés qu'il a transférés du manufacturier au propriétaire foncier. La transformation en argent de la marchandise du manufacturier (dans l'échange avec le propriétaire foncier), de même que la transformation qui suit, de l'argent en subsistances (dans l'échange avec le fermier) constituent, pour S, la métamorphose de son capital, tout d'abord sous la forme argent et ensuite sous la forme des éléments constitutifs nécessaires à la reproduction du capital].

Le résultat des 4 actes de circulation examinés est donc: le *landlord* a dépensé son revenu, moitié en subsistances, moitié en produits manufacturés. Ainsi les 2000 millions qu'il a reçus comme rente argent sont-ils dépensés. Une moitié de ceux-ci a reflué directement du *landlord* au fermier, une moitié indirectement via S. Mais S s'est défait d'une partie de ses produits finis et les a remplacés par des subsistances, donc par un élément de reproduction. Avec ces procès, la circulation est terminée, au moins pour autant que le *landlord* y apparaisse. Sont alors passés de la circulation à la consommation (en partie improductive, en partie industrielle – le *landlord* ayant remplacé partiellement avec son revenu le capital de S): 1. 1000 millions de subsistances (produit de la nouvelle récolte); 2. 1000 millions de produits manufacturés (produit de la récolte de l'année précédente); 3. 1000 millions de subsistances qui entrent dans la reproduction, donc dans la production des marchandises, que S va échanger, l'année suivante, contre la moitié de la rente du *landlord*.

Les 2000 millions en argent se trouvent à nouveau entre les mains du fermier. Ce dernier, pour remplacer ses *avances annuelles et primitives**, pour autant qu'elles se composent d'une part d'outils, etc., d'autre part de produits manufacturés qu'il consomme

pendant la production, achète pour 1000 millions à S. C'est un procès de circulation simple. Par cette opération 1000 millions passent dans les mains de S, tandis que la deuxième partie de son produit, existant en marchandises, se transforme en argent. D'un côté comme de l'autre, il s'agit de métamorphose du capital. Les 1000 millions du fermier se reconvertissent en élément de production pour la reproduction. Le produit fini de S se reconvertisse en argent, subit la métamorphose *formelle* de la marchandise en argent, sans laquelle le capital ne peut se reconvertisse en ses éléments de production, donc ne peut pas non plus se reproduire. Tel est le 5^e procès de circulation. *1000 millions de produits manufacturés* (produit de la récolte de l'année précédente) (*a'-b'*)¹ passent de la circulation à la consommation reproductive.

Finalement, S reconvertisse les 1000 millions en argent, forme sous laquelle existe maintenant la moitié de sa marchandise, en ce qui constitue l'autre moitié des conditions de production de la marchandise, matières premières, etc. (*a''-b''*). Opération de circulation simple. Mais c'est en même temps pour S, la métamorphose de son capital en une forme qui permet sa reproduction et pour F, la reconversion de son produit en argent. Le dernier 1/5 du *produit brut** sort maintenant de la circulation pour passer dans la consommation.

On a : 1/5 entre dans la production du fermier, n'entre pas² dans

1. Cf. ci-dessus p. 358, note 1.

2. Ici et par la suite, Marx admet avec Quesnay que le 1/5 seulement du produit brut agricole n'entre pas dans la circulation, mais est utilisé par la classe productive sous sa forme naturelle.

Marx revient sur ce point dans le cahier XXIII du manuscrit, pp. 1433, 1434 (voir ci-dessous pp. 442–445) et également au chapitre X de la deuxième partie de l'*Anti-Dühring*. Il y caractérise avec plus de précision la conception de Quesnay à propos du remplacement du capital circulant dans l'agriculture: «Le produit brut intégral, d'une valeur de cinq milliards, se trouve donc dans les mains de la classe productive, c'est-à-dire en premier lieu, des fermiers qui l'ont produit en dépensant un fonds de roulement annuel de deux milliards correspondant à une mise de fonds de dix milliards. Les produits agricoles, denrées alimentaires, matières premières, etc., qui sont nécessaires au remplacement du fonds de roulement, donc aussi à l'entretien de toutes les personnes directement occupées dans l'agriculture, sont sous-traités en nature de la récolte totale et dépensés pour la production agricole nouvelle. Etant donné, comme nous l'avons dit, qu'on suppose des prix constants et une reproduction simple à l'échelle une fois fixée, la valeur en argent de cette partie prélevée sur le produit brut est égale à deux milliards de livres. Cette partie n'entre donc pas dans la circulation générale. Car, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, dans la mesure où elle se produit à l'intérieur des limites de chaque classe particulière, et non entre des classes différentes, la circulation est exclue du Tableau.» (*Anti-Dühring*, ouv. cité, p. 284.)

la circulation, 1/5 est consommé par le *landlord* (2/5); S en reçoit 2/5; total 4/5.

Là, manifestement le décompte cloche. Il semble que Quesnay fasse le calcul suivant: F donne à P 1000 millions (1/5) en subsistances (ligne a-b). Avec 1000 millions de matières premières, il remplace le *fonds** de S ($a''-b''$). Et 1000 millions de subsistances constituent le salaire de S, la quantité de valeur qu'il ajoute aux marchandises et qu'il consomme en subsistances pendant cette addition (c-d). Et 1000 millions restent dans la reproduction (a'), n'entrant pas en circulation. Enfin 1000 millions du produit remplacent des *avances** ($a'-b'$)¹. Il échappe simplement à Quesnay que S, pour ces 1000 millions de produits manufacturés, n'achète au fermier, ni subsistances ni matières premières, mais qu'il lui reverse son propre argent.

Quesnay part en effet *a priori* de l'hypothèse que le fermier, en dehors de son *produit brut** possède 2000 millions en argent et que ceci constitue, somme toute, le fonds dans lequel est puisé l'argent qui circule. En outre, il oublie qu'en plus des 5000 millions de *produit brut**, il existe encore 2000 millions de *produit brut** en produits manufacturés, qui avaient été fabriqués avant la nouvelle récolte. Car les 5000 millions représentent seulement la totalité de la production annuelle*, ||432| la totalité de la moisson délivrée aux fermiers², mais en aucune manière le produit brut de la manufacture, dont les éléments reproductifs doivent être remplacés sur cette récolte.

Il existe donc: 1. 2000 millions en argent du côté du fermier 2. 5000 millions de *produit brut de la terre**; 3. des produits manufacturés pour une valeur de 2000 millions. Donc 2000 millions en argent et 7000 millions de produit (*agricole et industriel**). En résumé le procès de circulation se fait de la manière suivante (F = fermier, P = *landlord*, S = *manufacturier stérile**):

F verse à P 2000 millions de rente en argent, P achète à F pour 1000 millions de subsistances. Il a ainsi été *disposed of* [disposé de] 1/5 du *produit brut** du fermier. En même temps, 1000 millions en argent refluent vers le fermier. Ensuite P achète pour 1000 millions de marchandises à S. Il a été ainsi *disposed of* 1/2 du *produit brut** de S. Il possède, en échange, 1000 millions en argent. Avec cet argent, il achète pour 1000 millions de subsistances à F. S remplace ainsi 1/2 des éléments de reproduction de son capital.

1. Dans le manuscrit: ($a''-b''$).

2. Il faut comprendre: récoltée par les fermiers.

Il a été ainsi disposé d'un autre 1/5 du *produit brut** du fermier. En même temps, le fermier se voit¹ à nouveau en possession des 2000 millions en argent, prix des 2000 millions en subsistances qu'il a vendues à P et à S. F achète alors à S pour 1000 millions de marchandises, qui lui remplacent 1/2 de ses *avances**. De cette façon, il a été *disposed of* [disposé de] la deuxième moitié du *produit brut** du *manufacturier**. S finalement achète des matières premières au fermier pour les derniers 1000 millions en argent; ainsi a-t-il été *disposed of* un troisième 1/5 du *produit brut** du fermier, la deuxième moitié des éléments de reproduction du capital de S a été remplacée, mais aussi 1000 millions ont reflué vers le fermier. Celui-ci se retrouve en possession des 2000 millions, ce qui est dans l'ordre, puisque Quesnay le tient pour le capitaliste, vis-à-vis duquel P se comporte uniquement en *receiver* [destinataire] du revenu et S, uniquement en *salarié**. S'il les avait payés directement avec son *produit**, il n'aurait point dépensé d'argent. Donc si F débourse de l'argent, c'est avec cet argent que P et S achètent son produit et l'argent reflue vers lui. Nous avons là le reflux formel de l'argent vers le capitaliste industriel qui, en tant qu'acheteur, inaugure l'ensemble de l'opération et la mène à terme. En outre, 1/5 des *avances** appartient à la reproduction. Il reste 1/5 des subsistances, qui ne sont absolument pas entrées dans la circulation, et dont on peut disposer.

[4. Circulation des marchandises et circulation de l'argent dans le «Tableau économique»*, Différents cas de reflux de l'argent vers son point de départ]

S achète au fermier pour 1000 millions de subsistances et pour 1000 millions de matières premières et F en revanche lui achète seulement pour 1000 millions de marchandises, pour remplacer ses *avances**. S a donc une *balance** [solde] de 1000 millions à payer, qu'il paie, en dernière instance, avec les 1000 millions qu'il a reçus de P. Il semble que Q[uesnay] confond ce *paiement* de 1000 millions à F, avec l'*achat** du produit de F pour un montant de 1000 millions. Il faut à ce sujet – pour voir ce qui se passe – examiner les *observations** du Dr Baudeau².

1. Dans le manuscrit: *besitzt* (possède).

2. Marx fait allusion au commentaire de BAUDEAU: «Explication du Tableau économique», dans Eugène DAIRE, *Physiocrates ...*, ouv. cité, 2^e partie, pp. 822–867.

En fait (d'après notre calcul), les 2000 millions avaient seulement servi à: 1. payer en argent la rente d'un montant de 2000 millions; 2. faire circuler 3000 millions de *produit brut** du fermier (dont 1000 millions en subsistances [vont] vers P, 2000 millions en subsistances et matières premières, vers S) et à faire circuler 2000 millions de *produit brut** de S (dont 1000 millions pour P, qui les consomme et 1000 millions pour F, qui les consomme d'une manière reproductive).

Le dernier achat (a"-b"), au cours duquel S achète des matières premières à F, il le lui repaie en argent.

||433| Ainsi, encore une fois:

S a reçu 1000 millions en argent de P. Avec ces 1000 millions en argent, il achète à F pour 1000 millions de subsistances. Avec les mêmes 1000 millions en argent, F achète des marchandises à S. Toujours avec ces 1000 millions en argent, S achète les *Roh-produce* [matières premières] à F.

Ou bien, S achète à F pour 1000 millions en argent de matières premières et pour 1000 millions en argent de subsistances. F achète pour 1000 millions [en argent] de marchandises à S. Dans ce cas, 1000 millions auraient reflué vers S, mais seulement parce qu'il était sous-entendu qu'en dehors des 1000 millions en argent qu'il a reçus du *landlord* et des 1000 millions en marchandises qu'il a encore à vendre, il avait en plus 1000 millions en argent qu'il aurait mis lui-même en circulation. Au lieu que 1000 millions fassent circuler la marchandise entre lui et le fermier, on aurait, selon cette hypothèse, utilisé pour ce faire 2000 millions. 1000 millions sont ensuite revenus à S. Car celui-ci achète au fermier¹ pour 2000 millions en argent. Le fermier lui achète pour 1000 millions qu'il devrait lui rembourser avec la moitié de l'argent reçu de lui.

Dans le premier cas, S achète en deux temps. Tout d'abord, il débourse 1000 millions, ceux-ci lui refluent de F; ensuite il les reverse définitivement à F et rien ne reflue.

Dans le deuxième cas, au contraire, S achète en une fois pour 2000 millions. Si F rachète alors pour 1000 millions, ceux-ci restent chez S. La circulation a nécessité alors 2000 millions, au lieu de 1000 millions, parce que, dans le premier cas, les 1000 millions, en 2 mouvements, ont réalisé 2000 millions de marchandises. Dans l'autre cas, les 2000 millions [ont réalisé] en un mouvement les mêmes 2000 millions de marchandises. Lorsque le fermier reverse alors à S 1000 millions, S n'a rien de plus que dans le

1. Dans le manuscrit: car celui-ci vend ... au fermier.

premier cas. Car, outre les 1000 millions en marchandises, il a mis en circulation 1000 millions en argent, provenant de son propre *fonds**, qui existait avant le procès de circulation. Il les a avancés pour la circulation, c'est pourquoi ils refluent vers lui.

Dans le premier *cas* [cas]: S [achète pour] 1000 millions en argent, 1000 millions de marchandises à F; F [pour] 1000 millions en argent, 1000 millions de marchandises à S; S [pour] 1000 millions en argent, 1000 millions de marchandises à F, si bien que F garde 1000 millions.

Dans le deuxième *cas* [cas]: S [achète pour] 2000 millions en argent, 2000 millions de marchandises à F; F [pour] 1000 millions en argent, 1000 millions de marchandises à S. Il reste, après comme avant, 1000 millions au *farmer* [fermier]. Mais S récupère les 1000 millions qui constituaient de sa part un capital avancé à la circulation et que la circulation lui restitue. S achète pour 2000 millions de marchandises à F; F pour 1000 millions de marchandises à S. De toute façon S doit donc régler un solde de 1000 millions, mais pas plus. Etant donné que pour solder cette balance, par suite du genre de circulation, il a versé 2000 millions à F, F lui restitue alors 1000 millions, tandis qu'à part cela S ne reverse pas d'argent à F.

Dans le premier cas, S achète en effet pour 2000 millions à F et F pour 1000 millions à S. Après comme avant, le bilan est donc de 1000 millions en faveur de F. Mais ce solde lui est payé de telle manière que c'est son propre argent qui reflue vers lui, puisque S achète tout d'abord pour 1000 millions à F, puis F achète pour 1000 millions à S et enfin S achète pour 1000 millions à F. 1000 millions ont fait circuler ici 3000 millions. En tout cependant, c'est une valeur de 4000 millions qui s'est trouvée en circulation (si l'argent est de l'argent réel), 3000 millions en marchandises, et 1000 millions en argent. La somme d'argent qui a circulé et qui avait été initialement (vis-à-vis de F) mise en circulation, ne s'élevait pas à plus de 1000 millions, c'est-à-dire n'a jamais été plus élevée que le solde que S devait payer à F. Du fait que F a acheté pour 1000 millions à S, avant que lui-même n'achète pour la deuxième fois pour 1000 millions à F, S peut régler son solde avec ces 1000 millions.

Dans le deuxième cas, S met 2000 millions en circulation. Sans doute, il achète avec cette somme pour 2000 millions de marchandises à F. Ces 2000 millions sont ici requis comme moyen de circulation et on les verse contre un équivalent en marchandises. Mais F rachète à S pour 1000 millions. 1000 millions reviennent

donc vers S, puisque le solde qu'il doit régler à F se monte à 1000 millions seulement et non à 2000 millions. S a donc dès lors remplacé à F 1000 millions en marchandises, F doit donc lui reverser les 1000 millions qu'il lui aurait *maintenant* versés pour rien en argent. Ce *case* [cas] est suffisamment étonnant pour qu'on s'y arrête un instant.

Plusieurs cas sont possibles dans la circulation envisagée plus haut de 3000 millions de marchandises, dont 2000 millions de subsistances et 1000 millions de produits manufacturés; mais il faut à ce sujet considérer *premièrement* que, selon l'hypothèse de Q[uesnay], 1000 millions en argent sont dans les mains de S et 1000 millions en argent dans les mains de F, au moment où la circulation commence entre eux; *deuxièmement*, nous admettrons, pour rendre l'exemple plus clair, qu'en plus des 1000 millions qu'il reçoit de P, S a encore 1000 millions en argent en caisse.

||434| I. *Premièrement*: le cas, tel qu'il se trouve chez Q[uesnay]. S achète, avec 1000 millions en argent, 1000 millions de marchandises à F; F, avec les 1000 millions en argent ainsi obtenus de S, achète pour 1000 millions de marchandises à S; finalement, avec les 1000 millions en argent ainsi récupérés, S achète 1000 millions de marchandises à F. Les 1000 millions en argent restent donc chez F et représentent pour lui du capital (*in fact* [en réalité] avec les autres 1000 millions en argent qu'il a récupérés de P, ils constituent le revenu, avec lequel, l'année suivante, il paie à nouveau la rente en argent, à savoir 2000 millions en argent). Dans ce cas 1000 millions en argent ont circulé 3 fois – de S à F, de F à S, de S à F – et chaque fois pour un montant de 1000 millions de marchandises, donc en tout pour 3000 millions. Si l'argent lui-même a une valeur, c'est une valeur de 4000 millions qui circule. L'argent ne fait ici fonction que de moyen de circulation, mais il se transforme en argent et *eventualiter* [éventuellement] en capital pour F, celui dans les mains de qui il reste en dernier lieu.

II. *Deuxièmement*: L'argent fait fonction de simple moyen de paiement. Dans ce cas, S, qui achète pour 2000 millions de marchandises à F, et F, qui achète pour 1000 millions de marchandises à S, sont en compte. A la fin de la transaction, S doit payer un solde de 1000 millions en argent. Comme auparavant, 1000 millions en argent tombent dans la caisse de F, mais sans avoir servi de moyen de circulation. Pour lui, il s'agit d'un *transfer* [transfert] de capital, puisque cet argent lui remplace simplement un capital de 1000 millions de marchandises. Ainsi une valeur de 4000 millions est entrée, comme avant, en circulation. Mais au lieu des

3 mouvements de 1000 millions en argent, il n'y en a eu ici qu'un, et l'argent n'a fait que payer en valeurs marchandises une somme égale à la sienne propre. Auparavant, il avait payé 3 fois plus. Ce qui a été économisé, par rapport au *casus* [cas] I, ce sont les deux circulations superflues.

III. *Troisièmement*: Avec les 1000 millions en argent (qu'il a reçus de P), F se présente d'abord comme acheteur et achète pour 1000 millions de marchandises à S. Au lieu de rester chez lui en tant que trésor improductif, en vue du paiement de la prochaine rente, maintenant les 1000 millions circulent. S a donc 2000 millions en argent (1000 millions en argent de P et 1000 millions en argent de F). Avec ces 2000 millions en argent, il achète pour 2000 millions de marchandises à F. Une valeur de 5000 millions se trouve maintenant en circulation (3000 millions en marchandises et 2000 millions en argent). Ont eu lieu: une circulation de 1000 millions en argent et de 1000 millions de marchandises, et une circulation de 2000 millions en argent et de 2000 millions de marchandises. Sur les 2000 millions en argent, les 1000 millions provenant du fermier circulent deux fois, ceux qui proviennent de S une fois seulement. 2000 millions en argent retournent alors à F, sur lesquels 1000 millions en argent seulement vont servir à équilibrer le bilan; les autres 1000 millions qu'il a lui-même mis en circulation, puisqu'il a pris l'initiative en tant qu'acheteur, lui reviennent grâce à la circulation.

IV. *Quatrièmement*: Avec 2000 millions en argent (1000 millions en argent provenant de P et 1000 millions qu'il prend dans sa caisse et qu'il met lui-même en circulation) achète S *at once* [en une fois] 2000 millions de marchandises à F. F achète en retour 1000 millions de marchandises à S, il lui restitue donc 1000 millions en argent; il garde, comme avant, 1000 millions en argent pour équilibrer les comptes entre lui et S. Il circule pour 5000 millions de valeurs. Deux actes de circulation.

Sur les 2000 millions en argent que S redonne à F, 1000 millions en argent représentent l'argent que F a mis lui-même en circulation et 1000 millions en argent seulement représentent l'argent que S a mis en circulation. Ici, 2000 millions en argent reviennent à F, au lieu de 1000 millions en argent, mais *in fact* il ne reçoit que 1000 millions, puisqu'il a mis lui-même en circulation les autres 1000 millions. Ceci pour le *case* [cas] III. Dans le cas IV, 1000 millions en argent reviennent vers S, mais ce sont les 1000 millions en argent qu'il a mis lui-même en circulation, en les prenant dans sa caisse – il ne les a pas tirés de la vente de ses marchandises à P.

Si dans le *case I*, comme dans le *case II*, il ne circule jamais plus de 1000 millions en argent, mais 3 fois, alors que dans le *case II*, ils ne circulent, ne changent de mains qu'une fois, cela provient simplement du fait que dans le *case II* on a supposé un développement du crédit, d'où économie de paiements, alors que dans le *case I*, il y a un mouvement rapide, mais l'argent y apparaît toujours comme moyen de circulation: donc la valeur doit apparaître deux fois aux deux pôles, une fois en argent et une fois en marchandises. Si, dans les *case III* et *IV*, il circule 2000 millions, au lieu de 1000 millions, comme en *I* et *II*, c'est parce que, dans chaque cas, entrent en circulation, d'un coup, des valeurs marchandises pour 2000 millions en argent (dans le *case III*, du fait de S, en tant qu'acheteur qui clôt le procès de circulation, dans le *case IV* du fait de S, acheteur qui inaugure le procès de circulation) bref, parce que d'un coup, 2000 millions de marchandises entrent dans la circulation et que nous avons posé qu'elles doivent être achetées tout de suite et non réglées après établissement du bilan.

Le plus intéressant dans ce mouvement, c'est de toute façon les 1000 millions en argent qui sont abandonnés par le fermier, dans le *case III* et par le *manufacturier**, dans le *case IV*, bien que, dans les deux cas, le solde de 1000 millions en argent soit versé au fermier et qu'il n'obtienne pas un liard de plus dans le *case III*, et pas un liard de moins dans le *case IV*. Ce sont naturellement toujours des équivalents qui sont échangés ici et lorsque nous parlons de solde, il ne faut pas comprendre autre chose que l'équivalent de valeur qui est versé en argent au lieu de l'être en marchandises.

En *III*, F met 1000 millions en argent en circulation et obtient de S en échange un équivalent de 1000 millions en marchandises. Mais S lui achète alors des marchandises pour 2000 millions en argent. Les premiers 1000 millions en argent qu'il a mis en circulation lui reviennent donc, parce qu'on lui retire en échange 1000 millions en marchandises. C'est avec l'argent qu'il a déboursé que ces 1000 millions de marchandises lui sont payés. Il reçoit les deuxièmes 1000 millions en argent en paiement des deuxièmes 1000 millions de marchandises. Ce solde en argent lui est dû, puisqu'il n'achète en tout et pour tout que des marchandises pour 1000 millions en argent et qu'il vend des marchandises pour 2000 millions.

^{||435|} Dans le *case IV*, S met *at once* [d'un coup] 2000 millions en argent en circulation, en échange desquels il reçoit 2000 mil-

lions de marchandises de F. Avec l'argent déboursé par S lui-même, F lui rachète 1000 millions de marchandises et ainsi 1000 millions en argent reviennent à S.

Dans le *case IV*: S donne en fait à F 1000 millions de marchandises (= 1000 millions en argent) en marchandises et 2000 millions d'argent en argent, donc 3000 millions en argent; mais il ne reçoit de lui que 2000 millions de marchandises. C'est pourquoi F doit lui redonner 1000 millions en argent.

Dans le *case III*: F donne à S en marchandises 2000 millions de marchandises (= 2000 millions en argent) et en argent = 1000 millions. Donc 3000 millions d'argent, mais il n'obtient de lui que 1000 millions de marchandises = 1000 millions d'argent. C'est pourquoi S doit lui redonner 2000 millions d'argent; il reverse 1000 millions avec l'argent que F a mis lui-même en circulation et il met lui-même 1000 millions en circulation. Il conserve un solde de 1000 millions d'argent, mais il n'a pas à conserver 2000 millions d'argent.

Dans les deux cas, S reçoit 2000 millions de marchandises et F 1000 millions de marchandises + 1000 millions d'argent, c'est-à-dire le solde d'argent. Si, dans le *case III*, 1000 millions d'argent refluent en outre à F, c'est simplement de l'argent qu'il a mis en circulation en sus de ce qu'il retire de la circulation en marchandises. Il en va de même pour S au *case IV*.

Dans les deux cas, S doit payer un solde de 1000 millions d'argent en argent parce qu'il retire pour 2000 millions de marchandises de la circulation et qu'il ne met en circulation que pour 1000 millions de marchandises. Dans les deux cas, F doit recevoir un solde de 1000 millions d'argent en argent, parce qu'il met en circulation pour 2000 millions de marchandises et n'en retire que pour 1000 millions de marchandises, les deuxièmes 1000 millions de marchandises doivent donc lui être soldés en argent. Seuls, finalement, dans les deux cas, ces 1000 millions d'argent peuvent changer de mains. Mais comme 2000 millions d'argent se trouvent en circulation, ils doivent refluer vers celui qui les a mis en circulation; soit que F, qui a reçu un solde de 1000 millions d'argent retirés de la circulation, ait mis en outre 1000 autres millions d'argent en circulation, soit que S, qui n'a à payer qu'un solde de 1000 millions d'argent, ait mis en outre en circulation 1000 millions d'argent.

Dans le *case III*, 1000 millions d'argent entrent dans la circulation en plus de la masse monétaire¹ nécessaire, dans d'autres

1. Dans le manuscrit: la masse des marchandises nécessaire à la circulation.

circonstances, à la circulation de la masse des marchandises, parce que F apparaît tout d'abord en qualité d'acheteur, donc est obligé, dans quelque situation qu'il se trouve à la fin, de mettre de l'argent en circulation. Dans le *case IV*, ce sont également 2000 millions en argent qui entrent dans la circulation, au lieu de 1000 millions seulement comme au cas II, parce que primo, S se présente en premier lieu comme acheteur et que, deuxièmement, il achète les 2000 millions de marchandises en une fois. Dans les deux cas, l'argent *circulant* entre ces acheteurs et ces vendeurs ne peut finalement qu'être égal au solde que l'un d'eux doit régler. Car l'argent que S ou F ont déboursé en plus de cette somme leur est restitué.

Supposons que F achète pour 2000 millions de marchandises à S. Le cas se présenterait alors de la façon suivante: F donne 1000 millions d'argent à S pour des marchandises. S achète des marchandises à F pour 2000 millions d'argent; par cette opération les premiers 1000 millions reviennent à F et 1000 millions lui reviennent *into the bargain* [par-dessus le marché]. F achète à nouveau pour 1000 millions d'argent à S, ainsi cette somme revient à S. A la fin du procès, F aurait pour 2000 millions d'argent de marchandises, plus les 1000 millions qu'il avait à l'origine, avant que le procès de circulation ne commence; et S aurait pour 2000 millions de marchandises et 1000 millions d'argent qu'il possédait, lui aussi, à l'origine. Les 1000 millions d'argent de F et les 1000 millions d'argent de S n'auraient joué leur rôle de moyen de circulation que pour refluer ensuite vers chacun de ceux qui les avaient déboursés, sous forme d'argent ou, dans le cas présent, également sous forme de capital. Si les deux intéressés avaient utilisé l'argent en tant que moyen de paiement, ils auraient décompté 2000 millions de marchandises contre 2000 millions de marchandises; leurs comptes se seraient annulés; il n'aurait circulé entre eux pas un *farthing* [sou]. Donc l'argent qui circule comme moyen de circulation entre deux personnes qui se font face réciprocement en tant qu'acheteur et vendeur leur revient; [il] peut y avoir 3 cas de circulation.

[Premièrement:] Les valeurs marchandises livrées s'équilibrent. Dans ce cas, l'argent revient à celui qui l'a mis en circulation et qui a ainsi réglé les frais de circulation au moyen de son capital. Par exemple, si F et S achètent chacun pour 2000 millions de marchandises à l'autre et que S ouvre la danse, il achète en argent pour 2000 millions de marchandises à F. F lui restitue les 2000 millions en argent en lui achetant, avec cette somme, 2000 mil-

lions de marchandises. Comme avant cette opération commerciale, S possède ainsi 2000 millions de marchandises et 2000 millions d'argent. Ou bien si, comme dans le *case cité plus haut*, tous les deux avancent dans les mêmes proportions les moyens de circulation, c'est ce que chacun a avancé pour la circulation qui lui revient; comme ci-dessus 1000 millions d'argent à F et 1000 millions à S.

Deuxièmement: Les valeurs marchandises échangées des deux côtés ne s'équilibrent pas. Il y a un solde qui doit être réglé en argent. Si la circulation des marchandises, comme ci-dessus dans le *case I¹*, s'est effectuée de telle sorte qu'il n'est pas entré en circulation plus d'argent qu'il n'en fallait pour le paiement de ce solde, cette somme seule passant d'une partie à l'autre et vice versa, cette somme tombe finalement dans les mains du dernier vendeur à qui la balance est favorable.

Troisièmement: Les valeurs marchandises échangées de part et d'autre ne s'équilibrent pas; il y a un solde à régler; mais la circulation des marchandises s'effectue de telle façon qu'il y a plus d'argent en circulation qu'il n'en faut pour le paiement de ce solde; dans ce cas, l'argent en excédent de ce solde retourne du côté qui l'a avancé. Dans le *case III*, du côté dc l'homme qui encaisse le solde, dans le *case IV*, du côté de celui qui doit le payer.

Dans le deuxième, l'argent ne revient que si celui qui encaisse le solde est le premier acheteur, comme dans l'exemple de l'ouvrier et du capitaliste. L'argent change de mains, comme [dans le cas] II, si c'est l'autre qui se présente en premier comme acheteur.

||436|| {Tout ceci ne se produit naturellement qu'en supposant que c'est une quantité déterminée de marchandise donnée qui s'achète et se vend entre les mêmes personnes, de telle sorte que chacune d'elles apparaît tour à tour vis-à-vis de l'autre comme acheteur et comme vendeur. Admettons par contre que les 3000 millions de marchandises soient également répartis entre les propriétaires de marchandises A, A', A'', qui sont vendeurs, et qu'ils aient en face d'eux les acheteurs B, B', B''. Si les trois achats ont lieu simultanément, donc parallèlement en parlant de l'espace, il faut que circulent 3000 d'argent², de telle sorte que chaque A se trouve en possession de 1000 d'argent et chaque B en possession

1. Dans le manuscrit: *case II*.

2. A la place des milliers de millions de livres tournois figurant dans le *Tableau économique* de Quesnay, Marx parle ici simplement de milliers d'unités monétaires, ce qui ne change rien au fond du problème.

de 1000 de marchandises. Si les achats se suivent, se succèdent dans le temps, la circulation des mêmes 1000 d'argent ne peut alors permettre l'opération que si les métamorphoses de marchandises s'entrelacent, donc qu'une partie des personnes se présentent comme acheteur et vendeur, quoique pas [vis-à-vis] des mêmes personnes comme dans le *case* ci-dessus, mais qu'elles s'affrontent l'une en tant qu'acheteur et l'autre en tant que vendeur.

Donc, par exemple: A vend¹ à B pour 1000 d'argent; avec ces 1000 d'argent A achète à B'; avec ces 1000 d'argent B' achète à A'; avec ces 1000 d'argent, A' à B''; avec ces 1000 d'argent B'' à A''.

L'argent aurait changé 5 fois de mains entre ces 6 personnes, mais on aurait fait circuler des marchandises pour 5000 d'argent. Si on ne [doit faire] circuler que pour 3000 de marchandises, on a: A [achète] à B pour 1000 d'argent; B à A' pour 1000 d'argent; A' à B' pour 1000 d'argent. 3 changements de position opérés entre 4 personnes. C'est² A-M.}

Les *cases* [cas] développés ci-dessus ne contredisent pas la loi énoncée précédemment: «la vitesse du mouvement de l'argent et la somme du prix des marchandises étant données, la quantité du medium circulant est déterminée» (I, p. 85)³. Dans l'exemple I ci-dessus, 1000 d'argent circulent 3 fois, faisant circuler de la marchandise pour un montant de 3000 d'argent. La masse de l'argent circulant est donc:

$$= \frac{3000 \text{ (somme des prix)}}{3 \text{ (vitesse)}} \text{ ou } \frac{3000 \text{ (somme des prix)}}{3 \text{ mouvements}} = 1000$$

en argent

Dans le *case* III ou IV, le montant du prix des marchandises qui circulent est à vrai dire le même = 3000 d'argent; mais la vitesse de mouvement est différente. 2000 d'argent circulent 1 fois, c'est-à-dire 1000 d'argent + 1000 d'argent. Mais 1000 de ces 2000 d'argent, circulent encore une fois. 2000 d'argent font circuler 2/3 des 3000 de marchandises et la moitié de ces 2000 fait circuler 1000 en argent, un autre 1/3; l'un des 1000 d'argent circule deux fois, mais un autre 1000 d'argent ne circule qu'une fois. Le double mouvement des 1000 d'argent réalise un prix de marchandises = 2000 en argent, et le mouvement unique des 1000 d'argent réalise un prix de marchandises = 1000 d'argent; les

1. Dans le manuscrit: B vend à A.

2. Dans le manuscrit: M-A.

3. Voir *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, p. 74.

deux ensemble = 3000 de marchandises. Quelle est donc la *vitesse* de mouvement de l'argent par rapport aux marchandises qu'il fait circuler ici? Les 2000 d'argent font 1 mouvement 1/2 (ce qui revient à dire que la somme totale accomplit *tout d'abord* un mouvement, puis que la moitié de la somme accomplit encore un mouvement) = 3/2. Et en fait:

$$\frac{3000 \text{ (somme des prix)}}{3/2 \text{ mouvements}} = 2000 \text{ d'argent.}$$

Qu'est-ce qui détermine cependant ici la différence de *vitesse* du *mouvement* de l'argent?

Dans III comme dans IV, et contrairement au cas I, la différence vient de ce que la [somme des prix] de la marchandise qui circule à chaque fois n'est jamais supérieure, ni inférieure à 1/3 de la somme des prix de la masse des marchandises qui circulent en général. Il ne circule jamais de marchandises que pour 1000 d'argent. Dans les cas III et IV, par contre circulent une fois 2000 et une fois 1000 de marchandises, donc une fois 2/3 de la quantité des marchandises existantes et une autre fois 1/3. C'est pour la même raison qu'il doit circuler dans le commerce de gros des monnaies de plus grande valeur que dans le commerce de détail.

Comme je l'ai déjà noté (I, «*Mouvement de l'argent*»⁴), le reflux de l'argent montre tout d'abord que l'*acheteur* est devenu à *nouveau vendeur*, en l'occurrence il est indifférent qu'il vende aux personnes auxquelles il a acheté ou à d'autres. Cependant, si cette opération s'effectue entre les mêmes personnes, on voit apparaître les phénomènes qui ont provoqué tant d'erreurs (Destutt de Tracy⁵). La mutation de l'acheteur en vendeur indique que des marchandises nouvelles sont à vendre. Continuité de la circulation des marchandises – synonyme du renouvellement de celles-ci (I, p. 78⁶) – donc reproduction. L'acheteur peut devenir à nouveau vendeur, comme le fabricant par rapport à l'ouvrier, sans que cela exprime un acte de reproduction. Ce n'est que par référence à la continuité, à la répétition du reflux que l'on peut le dire.

Le reflux de l'argent, dès lors qu'il représente la conversion du capital en sa forme argent, marque nécessairement la fin d'une *révolution** et le début d'une nouvelle reproduction, lorsque le procès du capital en tant que tel continue. Ici aussi, comme dans tous les autres cas, il [le capitaliste] était vendeur, M-A, puis il

1. Voir *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, pp. 68-70.

2. Voir ci-dessus, pp. 305-320 et *Le Capital*, ouv. cité, t. V, pp. 127-135.

3. Voir *Contribution à la critique de l'économie politique*, ouv. cité, pp. 68-69.

devient acheteur, A-M, mais c'est seulement quand il possède la forme A que son capital peut s'échanger contre ses éléments de reproduction, et M représente ici ces éléments de reproduction. A-M représente la métamorphose du capital argent en capital productif ou industriel.

En outre, comme nous l'avons vu, le reflux de l'argent à son point de départ peut indiquer que, dans une série d'achats et de ventes, le solde argent est favorable à l'acheteur qui a inauguré la série de ces procès. F achète pour 1000 d'argent à S. S pour 2000 d'argent à F. A ce moment-là, 1000 d'argent refluent vers F. Pour les autres 1000 il ne se produit qu'un simple changement de place de l'argent entre S et F.

[437] Enfin, un reflux de l'argent vers son point de départ peut cependant avoir lieu, sans signifier paiement du solde, aussi bien 1. lorsque la balance des paiements est équilibrée, donc qu'il n'y a pas de solde en argent à verser; [que] 2. lorsqu'il n'y a pas compensation, donc lorsqu'il faut payer un solde en argent. Voir à ce sujet les cas discutés plus haut. Pour tous ces cas, il est indifférent que ce soit, par exemple, le même S qui affronte F; au contraire S représente ici, face à F et F, face à S, l'ensemble de tous ceux qui leur vendent et de ceux qui leur achètent (exactement comme dans l'exemple dans lequel le paiement du solde se manifeste dans le reflux de l'argent). Dans tous les cas, l'argent revient à celui qui l'a pour ainsi dire avancé à la circulation. L'argent y a accompli l'opération à laquelle il était destiné, comme le font les billets de banque, et il revient de nouveau à celui qui l'a déboursé. *Il ne devient ici que moyen de circulation. Les derniers capitalistes se paient les uns les autres et ainsi l'argent revient-il à celui qui l'a déboursé.*

Une question reste donc encore en suspens [pour] plus tard: le capitaliste retire plus d'argent de la circulation qu'il n'y en a mis¹.

[5. Signification du «Tableau économique»* dans l'histoire de l'économie politique]

Revenons à Quesnay.

A. Smith cite avec quelque ironie le mot hyperbolique du *Marquis de Mirabeau**:

«Depuis l'origine du monde il y a eu trois grandes découvertes ... La première, c'est l'invention de

1. Cf. p. 380, note 2.

*l'écriture ... La seconde est l'invention (!) de la monnaie ... La troisième est le Tableau économique**, le résultat des deux autres, qui en est le complément.» (éd. Garnier, t. III, l. IV, ch. IX, p. 540.)**

Mais en réalité cette tentative de représenter tout le procès de production du capital en tant que *procès de reproduction*, de représenter la circulation simplement comme la forme de ce procès de reproduction, de ne représenter la circulation de l'argent que comme un moment de la circulation du capital, et en même temps d'englober dans ce procès de reproduction l'origine du revenu, l'échange entre capital et revenu, le rapport de la consommation reproductive à la consommation définitive, et inclure dans la circulation du capital la circulation entre consommateurs et producteurs (*in fact* entre capital et revenu), enfin de représenter comme des moments de ce procès de reproduction la circulation entre les deux grandes divisions du travail productif – production brute et manufacture – et de représenter tout ceci en un *Tableau** qui ne se compose *in fact* que de 5 lignes, reliant 6 points de départ ou points de retour – dans le deuxième¹ tiers du 18^e siècle, période d'enfance de l'économie politique – fut une idée extrêmement géniale, sans conteste la plus géniale que l'on doive, jusqu'à aujourd'hui, à l'économie politique.

En ce qui concerne la circulation du capital – son procès de reproduction –, les différentes formes que le capital prend au cours de ce procès de reproduction, les connexions entre la circulation du capital et la circulation générale, donc non seulement l'échange de capital contre capital, mais de capital et de revenu – Smith n'a fait que recueillir la succession des physiocrates, il n'a fait que classer et spécifier les divers articles de l'inventaire avec plus de rigueur, mais la totalité du mouvement telle qu'elle est esquissée dans le *Tableau économique**, il l'a exposée et interprétée tout juste aussi bien qu'eux, en dépit des prémisses erronées de Quesnay.

Lorsque Smith, d'autre part, dit des physiocrates:

«Leurs travaux ont certainement rendu quelques services à leur pays» (l.c. p. 538)**,

il qualifie de façon immodérément modeste l'efficacité d'un *Turgot*, par exemple, un des ancêtres directs de la Révolution française. [437]]

1. Dans le manuscrit: premier.

SEPTIEME CHAPITRE

LINGUET

[Polémique contre la conception libérale-bourgeoise
de la liberté du travailleur]

||438| *Linguet, Théorie des loix civiles, etc., Londres 1767**.

Conformément au plan de mon ouvrage, les auteurs socialistes et communistes sont complètement écartés des *reviews* [analyses] historiques. Ces dernières doivent uniquement montrer d'une part la forme des critiques que les¹ économistes s'adressent entre eux, d'autre part les formes historiquement décisives des premiers énoncés de lois de l'économie politique et de leurs développements. C'est pourquoi j'écarte, dans l'étude de la plus-value, des auteurs du 18^e siècle, tels que Brissot, Godwin, etc., aussi bien que les socialistes et les communistes du 19^e siècle. Si, dans ce panorama, j'en viens à parler de quelques auteurs socialistes², c'est qu'ils adoptent eux-mêmes le point de vue de l'économie bourgeoise, ou qu'ils la combattent de son propre point de vue.

Linguet toutefois n'est pas un socialiste. «Il était au contraire réactionnaire.» Sa polémique contre les idéaux bourgeois-libéraux de ses contemporains partisans des Lumières, sa polémique contre la domination naissante de la bourgeoisie prend mi-sérieusement, mi-ironiquement, des airs réactionnaires. Il défend le despotisme asiatique contre les formes européennes civilisées du despotisme; ainsi défend-il l'esclavage contre le travail salarié.

Vol. I. La seule phrase dirigée contre Montesquieu: *l'esprit*

1. Dans le manuscrit: ces.

2. Dans les cahiers XIV et XV du manuscrit, pp. 852-890, on trouve le chapitre «Opposition aux économistes (sur la base de la théorie de Ricardo)». Le passage inachevé sur Bray, du cahier X du manuscrit (pp. 441-444), et la conclusion du passage sur Hodgkin figurant dans le cahier XVIII (pp. 1084-1086) font également partie de ce chapitre (voir tome III de notre édition).

*des lois, c'est la propriété**, témoigne de la profondeur de ses vues¹.

Les seuls économistes que Linguet trouva en face de lui furent les physiocrates.

Les riches se sont emparés de toutes les conditions de production : *Aliénation des conditions de production*, qui, dans leur forme la plus simple, sont les éléments naturels eux-mêmes.

«Dans nos pays civilisés², tous les éléments [de la nature] sont esclaves.» (p. 188.)**

Pour s'approprier une partie de ces trésors accaparés par les riches, il faut les acheter par un dur travail qui accroît la richesse de ces riches.

«C'est ainsi que toute la nature captive a cessé d'offrir à ses enfants des ressources faciles pour le soutien de leur vie. Il faut payer ses bienfaits par des fatigues assidues, et ses présents par des travaux opiniâtres.» (l.c.p. 188.)**

(Ici – avec ces *dons de la nature** – perce la conception physiocratique.)

«Le riche qui s'en attribue la possession exclusive, ne consent qu'à ce prix à en remettre en commun la plus petite portion. Pour être admis à partager ces trésors, il faut s'employer à les augmenter.» (p. 189.) «Il faut donc renoncer à ces chimères de liberté.» (p. 190.) Les lois ont pour but de «consacrer une première usurpation» (de la propriété privée) «pour en prévenir de nouvelles.» (p. 192.) «Elles sont, en quelque sorte, une conspiration contre la plus nombreuse partie du genre humain» (l.c. p. 195.) (à savoir les non-possédants). «C'est la société qui a produit les lois, et non les lois qui ont produit la société.» (p. 230.) «La propriété leur est³ antérieure.» (p. 236.)**

La *société** elle-même – le fait que l'homme vive en *société**, plutôt qu'en individu indépendant, autonome – est l'origine de la *propriété**, des lois qui en découlent et de l'esclavage nécessaire.

1. LINGUET: *Théorie des loix civiles, ou principes fondamentaux de la société*, t. I, ouv. cité, p. 236. Linguet écrit littéralement: «Leur esprit est de consacrer la propriété.»

2. Chez Linguet: policiers.

3. Chez Linguet: soit.

D'un côté vivaient, en paix et isolés, des *cultivateurs** et des *pasteurs**. De l'autre

«des chasseurs accoutumés à vivre de sang, à se réunir par bandes, pour surprendre et terrasser plus aisément les bêtes dont ils se nourrissaient, et à se concerter pour en partager les dépouilles». (p. 279.) «C'est chez les chasseurs qu'a dû se montrer la première apparence de société.» (p. 278.) «*La vraie société s'est formée aux dépens des pasteurs ou agriculteurs, et a été fondée sur leur assujettissement*» par la bande des chasseurs réunis*. (p. 289.) Tous les devoirs de la société se réduisent à commander*, et obéir*. «Cette dégradation d'une partie du genre humain, après avoir occasionné la société, a donné naissance aux lois.» (p. 294.)**

Dépouillés des conditions de production, les travailleurs, pour pouvoir vivre, sont contraints par la misère à travailler à accroître la richesse d'autrui.

«C'est l'impossibilité de vivre autrement, qui force nos journaliers à remuer la terre dont ils ne mangeront pas les fruits, et nos maçons à élever des édifices où ils ne logeront pas. C'est la misère qui les traîne sur ces marchés, où ils attendent des maîtres qui veuillent bien leur faire la grâce de les acheter. C'est elle qui les réduit à se mettre aux genoux du riche, pour obtenir de lui la permission de l'enrichir.» (p. 274.)**

«La violence a donc été la première occasion de la société, et la force son premier lien.» (p. 302.) «Leur» (des hommes*) «premier soin a été sans doute de se pourvoir de nourriture ... le second a dû être de chercher à s'en pourvoir sans travail.» (pp. 307-308.) «Or ils n'ont pu y parvenir qu'en s'appropriant le fruit du travail étranger.» (p. 308.) «Les premiers conquérants ne se faisaient despotes que pour être impunément paresseux, et rois, que pour avoir de quoi vivre: ce qui rétrécit et simplifie beaucoup ... l'idée de la domination.» (p. 309.) «La société est née de la violence et la propriété de l'usurpation.» (p. 347.) «Dès qu'il y eut des maîtres et des esclaves, la société fut formée.» (p. 343.) «Dès l'origine, les deux ||439| soutiens de l'union civile furent d'une

part l'esclavage de la plus grande partie des hommes, et, de l'autre, celui de toutes les femmes ... Ce fut aux dépens des trois quarts de ses membres que la société assura le bonheur, l'opulence, le repos du petit nombre de propriétaires qu'elle avait seuls en vue.» (p. 365.)**

Vol. II: «Il ne s'agit donc pas d'examiner si l'esclavage est contre la nature en elle-même, mais s'il est contre la nature de la société ... il en est inséparable.» (p. 256.) «La société et la servitude civile sont nées ensemble.» (p. 257.) «L'esclavage durable ... le fondement indestructible des sociétés.» (p. 347.)**

«Il n'y a eu des hommes réduits à tenir leur subsistance de la libéralité d'un autre homme que quand celui-ci a été assez riche de leurs dépouilles pour pouvoir leur en rendre une petite portion. Sa prétendue générosité n'a pu être qu'une *restitution de quelque partie des fruits de leurs travaux qu'il s'était appropriés.*» (p. 242.) «N'est-ce pas dans cette obligation de semer sans recueillir pour soi, de sacrifier son bien-être à celui d'un autre, de travailler sans espérance, que consiste la servitude? Sa véritable époque n'est-elle pas l'instant où il y eut des hommes que l'on put contraindre au travail à coups de fouet – sauf à leur donner quelques mesures d'avoine en les ramenant à l'écurie? C'est dans une société perfectionnée que les aliments paraissent au pauvre *affamé* un *équivalent suffisant* de sa liberté – mais dans une société qui commence cet échange inégal ferait horreur à des hommes libres. Ce n'est qu'à des *captifs* qu'on peut le proposer. Ce n'est qu'après leur avoir ôté la jouissance de toutes leurs facultés qu'on peut le leur rendre nécessaire.» (pp. 244–245.)**

«L'essence de la société ... est d'exempter le riche du travail; c'est de lui donner des nouveaux organes, des membres infatigables qui prennent sur eux toutes les opérations laborieuses dont il doit s'approprier le fruit. Voilà le plan que l'esclavage lui permettait d'exécuter sans embarras. Il achetait les hommes qui devaient le servir.» (p. 461.) «En supprimant la servitude, on n'a prétendu supprimer ni l'opulence ni ses avantages ... Il a fallu que les choses restassent,

au nom près, dans le même état. Il a toujours fallu que la plus grande partie des hommes continuât de vivre à la solde et dans la dépendance de la plus petite qui s'est approprié tous les biens. La servitude s'est donc perpétuée sur la terre, mais sous un nom plus doux. Elle s'est décorée parmi nous du titre de domesticité.» (p. 462.)**

L[inguet] dit que parmi ces *domestiques** il ne comprend pas les laquais, etc.:

«Les villes et les campagnes sont peuplées d'une autre espèce de domestiques plus répandus, plus utiles, plus laborieux, et connus sous le nom de *journaliers, manouvriers, etc.* Ils ne sont point déshonorés par les couleurs brillantes du luxe; ils gémissent sous les haillons dégoûtants qui font la *livrée* de l'indigence. *Ils n'ont jamais de part à l'abondance dont leur travail est la source.* La richesse semble leur faire grâce quand elle veut bien agréer les *présents qu'ils lui font.* C'est à eux d'être reconnaissants des services qu'ils lui rendent. Elle leur prodigue le mépris le plus outrageant dans le temps où ils embrassent ses genoux pour obtenir la permission de lui être utiles. Elle se fait prier pour l'accorder, et dans cet échange singulier d'une *prodigalité réelle contre une bienfaisance imaginaire,* la fierté, le dédain sont du côté de celui qui reçoit et la bassesse, l'inquiétude, l'empressement du côté de celui qui donne. Ce sont là les domestiques qui ont vraiment remplacé les serfs parmi nous.» (pp. 463–464.)**

Il s'agit d'examiner quel est le gain effectif que lui a procuré la suppression de l'esclavage. Je le dis avec autant de douleur que de franchise: tout ce qu'ils ont gagné, c'est d'être à chaque moment¹ tourmentés par la crainte de mourir de faim, malheur dont était au moins exempts leurs prédecesseurs dans ce dernier rang de l'humanité.» (p. 464.) «Il est libre, dites-vous! Eh! voilà son malheur. Il ne tient à personne: mais aussi personne ne tient à lui. Quand on en a besoin, on le loue au meilleur marché que l'on peut. La faible

1. Chez Linguet: instant.

soldé qu'on lui promet égale à peine *le prix de sa subsistance pour la journée qu'il fournit en échange*. On lui donne des *surveillants* (*overlookers*) «pour l'obliger à remplir promptement sa tâche»; on le presse; on l'aiguillonne de peur qu'une paresse industrielle et excusable ne lui fasse cacher la moitié de sa vigueur; on craint que l'espoir de rester *plus longtemps occupé au même ouvrage* n'arrête ses bras et n'émosse ses outils. *L'économie sordide qui le suit des yeux avec inquiétude l'accable de reproches au moindre relâche qu'il paraît se donner*, et s'il prend un instant de repos, elle prétend qu'il la vole. A-t-il fini, on le renvoie comme on l'a pris, avec la plus froide indifférence, et sans s'embarrasser si les vingt ou trente sols qu'il vient de gagner par une journée pénible [440] suffiront à sa subsistance, *en cas qu'il ne trouve pas à travailler le jour d'après*.» (pp. 466-467.)**

«Il est libre! C'est précisément de quoi je le plains. On l'en ménage beaucoup moins dans les travaux auxquels¹ on l'applique. On en est plus hardi à prodiguer sa vie. L'esclave était précieux à son maître en raison de l'argent qu'il lui avait coûté. Mais le manouvrier ne coûte rien au riche voluptueux qui l'occupe. Du temps de la servitude, le sang des hommes avait quelque prix. Ils valaient au moins la somme qu'on les vendait au marché. Depuis qu'on ne les vend plus ils n'ont réellement aucune valeur intrinsèque. Dans une armée on estime bien moins un pionnier qu'un cheval de caisson, parce que le cheval est fort cher et qu'on a le pionnier pour rien. La suppression de l'esclavage a fait passer ce calcul de la guerre dans la vie commune; et depuis cette époque il n'y a point de bourgeois à son aise qui ne suppute en ce genre comme le font les héros.» (p. 467.)**

«Les journaliers naissent, croissent et s'élèvent» (sont élevés) «pour le service de l'opulence sans lui causer le moindre frais, comme le gibier qu'elle massacre sur ses domaines. Il semble qu'elle ait réellement le secret dont se vantait sans raison le malheureux Pompée. En frappant du pied la terre, elle

1. Chez Linguet: dans lesquels.

en fait sortir des légions d'hommes laborieux qui se disputent l'honneur d'être à ses ordres: en disparaît-il quelqu'un parmi cette foule de mercenaires qui élèvent ses bâtiments, ou alignent ses jardins, la place qu'il a laissée vacante est un point invisible qui est sur-le-champ recouvert sans que personne s'en mêle. On perd sans regret une goutte de l'eau d'une grande rivière, parce qu'il en survient sans cesse de nouveaux flots. Il en est de même des manouvriers: la facilité de les remplacer nourrit l'insensibilité du riche à leur égard»**

(telle est la forme utilisée par Linguet; il ne dit pas encore capitaliste) (p. 468).

«Ceux-ci, dit-on, n'ont point de maître ... par abus du mot. Qu'est-ce à dire? Ils n'ont point de maître: ils en ont un et le plus terrible, le plus impérieux des maîtres: c'est le *besoin*. Celui-là les asservit à la plus cruelle dépendance. *Ils ne sont pas aux ordres d'un homme en particulier, mais à ceux de tous en général*. Ce n'est point d'un seul tyran qu'ils ont à flatter les caprices, et à rechercher la bienveillance, ce qui bornerait la servitude, et la rendrait supportable. C'est de *quiconque a de l'argent qu'ils deviennent les valets*, ce qui donne à leur esclavage une étendue et une rigueur infinies. S'ils ne se trouvent pas bien d'un maître, dit-on, ils ont au moins la consolation de le lui dire, et le pouvoir d'en changer: les esclaves n'ont ni l'un ni l'autre. Ils sont donc plus malheureux. Quel sophisme! Songez-donc que le nombre de ceux qui *font travailler* est très petit et que celui des travailleurs au contraire est immense.» (pp. 470-471.) «A quoi se réduit pour eux cette liberté apparente dont vous les avez investis? *Ils ne subsistent que du loyer de leurs bras. Il faut donc trouver à qui les louer ou mourir de faim. Est-ce là être libre?*» (p. 472.)**

«Ce qu'il y a de terrible, c'est que la modicité même de cette paie est encore une raison pour la diminuer. Plus le journalier est pressé par le besoin, plus il se vend bon marché. Plus sa nécessité est urgente, moins son travail est fructueux. Les despotes momentanés qu'il conjure en pleurant d'accepter ses services, ne

rougissent pas de lui tâter, pour ainsi dire, le pouls, afin de s'assurer de ce qu'il lui reste encore de forces, c'est sur le degré de sa défaillance qu'ils règlent la rétribution qu'ils offrent. Plus ils le sentent près de mourir d'inanition, plus ils retranchent de ce qui peut l'en préserver; et les barbares qu'ils sont lui donnent bien moins de quoi prolonger sa vie que de quoi retarder sa mort.» (pp. 482-483.) «L'indépendance» (*du journalier**) «... est un des plus funestes fléaux qu'ait produits le raffinement des temps modernes. Il augmente l'opulence du riche et l'indigence du pauvre. L'un épargne tout ce que l'autre dépense. Ce n'est pas sur son superflu que celui-ci est forcé d'économiser, c'est sur son nécessaire.» (p. 483.)**

«Si l'on trouve aujourd'hui tant de facilités à entretenir ces prodigieuses armées qui se joignent au luxe pour achever d'exterminer la race humaine, on n'en est redevable qu'à la suppression de l'esclavage ... Ce n'est que depuis qu'il n'y a plus d'esclaves que la débauche et la mendicité forment des héros à cinq sols par jour.» (pp. 484-485.)**

«C'est celle» (la servitude asiatique) «que je trouve cent fois préférable, à toute autre façon d'être, pour les hommes réduits à gagner leur vie par un travail journalier.» (p. 496.)*

«Leurs chaînes» (des *esclaves** et des *journaliers**) «tissées de la même matière, ne sont que diversement coloriées. Ici elles sont noires, et semblent massives; là elles ont une apparence moins triste, et paraissent plus évidées; pesez-les cependant avec impartialité, vous n'y trouverez aucune différence; les unes et les autres sont également fabriquées par la nécessité. Elles ont précisément le même poids, ou plutôt s'il y a quelques grains de plus d'un côté, c'est de celui qui annonce à l'extérieur plus de légèreté.» (p. 510.)**

Il apostrophe les adeptes français des Lumières, à propos des ouvriers:

«Ne voyez-vous pas que l'obéissance, l'anéantissement, puisqu'il faut le dire, de cette nombreuse partie du troupeau fait l'opulence des berger? ... Croyez-moi, pour son intérêt» (*du berger**) «pour le vôtre, et

même pour le leur, laissez-les» (les brebis) «dans la persuasion où elles sont, que ce roquet qui les aboie, a plus de force à lui seul, qu'elles toutes ensemble. Laissez-les fuir stupidement au simple aspect de son ombre. Tout le monde y gagne. Vous en avez plus de facilité à les rassembler pour vous approprier leurs toisons. Elles sont plus aisément garanties d'être dévorées par les loups. ||441| Ce n'est, il est vrai, que pour être mangées par les hommes. Mais enfin, c'est là leur sort du moment qu'elles sont entrées dans une étable. Avant que de parler de les y soustraire, commencez par renverser l'étable, c'est-à-dire la société.» (pp. 512-513.)** |X-441||

ANNEXES

[Hobbes au sujet du rôle économique de la science,
au sujet du travail et de la valeur]

||XX-1291a| D'après Hobbes, c'est la *science* qui est la mère de tous les arts et non pas le *travail d'exécution*.

«Les arts d'utilité publique, tels que la construction de fortifications, de machines et autres engins de guerre, représentent un pouvoir puisqu'ils contribuent à la défense et à la victoire; mais, bien que la véritable mère en soit la *science, à savoir les mathématiques*, on les attribue cependant aux artisans, parce que c'est la main de l'artisan qui les a fait naître; de même aux yeux du vulgaire la sage-femme passe pour la mère.» (*Leviathan; English Works of Th. Hobbes*, Edit. *Molesworth*, Lond. 1839-44, t. III, p. 75.)

Le produit du travail intellectuel – la science – est toujours très inférieur à sa valeur. En effet, le temps de travail nécessaire à sa reproduction n'a absolument aucun rapport avec le temps de travail qu'exige sa production originelle. En une heure, par exemple, n'importe quel écolier peut apprendre la théorie des binômes.

Puissance de travail:

«*La valeur d'un homme*, comme celle de toute chose, est égale à son prix, c'est-à-dire qu'elle est égale à ce qui est payé pour *l'utilisation de sa force*.» (l. c. p. 76, *Hobbes, Leviathan*.) «Le travail d'un homme» (donc *l'use of his labouring power* [utilisation de sa force de travail]) «est lui aussi comme n'importe quel objet une marchandise que l'on peut échanger avec profit.» (l. c. p. 233.)

Travail productif et improductif:

«Il ne suffit pas qu'un homme travaille pour l'entretien de son existence; il faut qu'il *bute* si besoin est, pour *protéger son travail*. Il faut ou bien imiter les Juifs qui, lors de la reconstruction du temple au retour de leur captivité, tenaient la truelle d'une main et l'épée de l'autre, ou louer d'autres gens qui luttent pour votre compte.» (l. c. Hobbes, p. 333.) [XX-1291a]

PETTY

[a) Théorie de la population –
Critique des professions improductives]

||XXII-1346| [Petty¹.] *A Treatise of taxes, and Contributions, Londres 1667* [Traité des impôts et contributions]. Notre ami Petty a une «théorie de la population» entièrement différente de celle de Malthus. Selon lui *a check ought to be put upon the «breeding» faculties of parsons, and the «Coelibat» again put upon them* [il faudrait donner un coup d'arrêt aux capacités de «procréation» des prêtres et leur imposer de nouveau le «célibat»].

Tout ceci fait partie de: *Productive and unproductive labour* [Travail productif et improductif]².

a) Parsons [prêtres]:

«Puisqu'en Angleterre il y a plus d'hommes que de femmes ... il serait bon que les prêtres *en reviennent au célibat* ou que personne, du moins, ne puisse être admis prêtre tant qu'il est marié ... Et alors notre *prêtre célibataire* pourrait vivre aussi bien *de la moitié* de son bénéfice qu'il vit maintenant de son bénéfice entier.» (pp. 7–8.)

1. Plusieurs opinions de Petty ont déjà été examinées par Marx dans le chapitre intitulé «Théories sur le travail productif et le travail improductif», (voir ci-dessus pp. 196–198).

2. Cf. plan schématique de la première partie du *Capital* (ci-dessous pp. 483–485).

b) *Commerçants et retailers* [détailleur(s)]:

«Une grande partie d'entre eux, qui, en toute justice et équité n'a aucun droit de recevoir quoi que ce soit de la société pourrait également être éliminée, puisqu'ils ne sont qu'une sorte de joueurs qui jouent entre eux ||1347| le produit du travail des pauvres, et ne produisent rien eux-mêmes, se bornant à répartir, à la manière des veines et des artères, dans différentes directions, le sang et les sucs nutritifs du corps social, à savoir le produit de l'agriculture et de la manufacture.» (p. 10.)

c) *Avocats, médecins, fonctionnaires, etc.*

«Si l'on réduisait également les nombreux emplois et les sinécures qui se rattachent au *gouvernement*, à la *justice* et à l'*Eglise*, et la foule des théologiens, juristes, médecins, commerçants et détaillants qui touchent tous des *rémunérations élevées* pour le *peu de travail* qu'ils fournissent à la société – ne serait-il pas bien plus facile de faire face à toutes les dépenses sociales?» (p. 11.)

d) *Pauvres; supernumeraries* [surnuméraires]:

«Qui paiera ces gens? Je réponds: tout le monde ... Je suppose qu'il va de soi qu'on ne devrait ni les laisser mourir de faim, ni les pendre, ni les déporter, etc.» (p. 12.) Qu'on leur attribue «le superflu» ou, s'il n'y en a pas, «dans le cas où il n'y a pas d'*ex-cédent*, il serait convenable de restreindre quelque peu, en quantité et en qualité, le choix des autres, quant à la nourriture.» (pp. 12–13.) Peu importe le travail qu'on leur impose (aux *supernumeraries*), pourvu qu'il n'entraîne «pas la dépense de produits étrangers»; le principal, «c'est d'habituer leurs esprits à la discipline et à l'obéissance et leur corps à l'endurance dans l'exécution des travaux plus utiles si le besoin s'en faisait sentir.» (p. 13.) «Le mieux, c'est de les utiliser pour la construction de routes, de ponts, de mines, etc.» (pp. 11–12.)

Population, la richesse:

«Un faible chiffre de population constitue une véri-

table pauvreté; et une nation de huit millions de têtes est plus de deux fois plus riche qu'une autre qui n'en compte que quatre millions sur un territoire d'égale étendue.» (p. 16.)

ad [à propos de] a) ci-dessus, Parsons [prêtres]. Petty se montre d'une ironie exquise à l'égard des curés:

«La religion prospère le mieux lorsque les ecclésiastiques sont le plus mortifiés, de même que le droit ... est le mieux servi quand les hommes de loi meurent de faim.» (p. 57.) Dans toutes circonstances, il conseille aux *parsons* «de ne pas engendrer plus de curés que les bénéfices existants ne peuvent en absorber». Par exemple en Angleterre et au Pays de Galles 12000 bénéfices*. Dans ce cas, «il n'est pas sage de créer 24000 membres du clergé». Ces 12000 qui n'ont pas été pourvus feraient alors de la concurrence «et le moyen le plus facile serait pour eux de faire accroire à la population que les 12000 bénéficiaries empoisonnent les âmes ou les font mourir de faim» (allusion à la guerre de religion en Angleterre) «ou leur font faire fausse route dans la quête du ciel». (p. 57.)

[b) Détermination de la valeur par le temps de travail]

Origine et évaluation de la surplus value [plus-value]. Ceci est un peu pèle-mêle, mais dans tout ce surgissement d'idées, ce qui est pertinent se trouve disséminé.

Petty distingue entre *natural price*, *political price*, *true price current* [prix naturel, prix politique, vrai prix de marché] (p. 67). Par *natural price* [prix naturel], il entend en réalité la *value* [valeur], c'est le seul point qui nous occupe ici, puisque ||1348| la détermination de la *surplus value* [plus-value] dépend de celle de la valeur.

Dans cet ouvrage il détermine, en fait, la *valeur des marchandises* par la *quantité comparative** proportionnelle de travail qui s'y trouve contenue.

«Mais avant de nous étendre sur les *rentes*, essayons d'en expliquer la nature mystérieuse, aussi bien relativement à l'argent dont nous désignerons la *rente sous le nom d'intérêt*, que par rapport aux biens-fonds et aux immeubles.» (p. 23.)

a) Et d'abord, qu'est-ce que la valeur d'une marchandise? plus précisément – du blé?

«Si pour extraire des entrailles de la terre au Pérou et apporter à Londres une once d'argent, un homme met autant de temps qu'il lui en faudrait pour produire un *bushel* [boisseau] de blé, la première sera le prix naturel du second; si par l'exploitation de mines nouvelles et plus productives il peut, aux mêmes frais, obtenir deux onces d'argent au lieu d'une, *caeteris paribus* [toutes choses égales par ailleurs], le blé ne coûtera pas plus cher à raison de 10 shillings le *bushel* qu'auparavant à 5 shillings.» (p. 31.) «Supposons que la production d'un *bushel* de blé exige la même quantité de travail que celle d'une once d'argent.» (p. 66.) C'est là tout d'abord «la façon réelle et non imaginaire de calculer le prix des marchandises». (p. 66.)

B) Le second point qu'il s'agit à présent d'étudier est la *valeur du travail*:

«La loi ... ne devrait accorder à l'ouvrier que juste ce qui est nécessaire pour subsister; dès qu'on lui accorde le double, il ne fait plus que la moitié du travail dont il est capable et qu'il aurait fourni dans le premier cas; cela signifie pour la société la perte du résultat d'une quantité de travail égale.» (p. 64.)

La valeur du travail est donc déterminée par les moyens de subsistance nécessaires. Pour décider l'ouvrier à produire le surplus et à fournir du surtravail, pas d'autre moyen que le contraindre à employer toute la force de travail dont il dispose, afin de recevoir ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre. 2 facteurs influent cependant sur le bas prix ou la cherté de son travail: la fertilité naturelle et le niveau des dépenses (besoins) déterminé par le climat:

«La cherté et le bon marché naturels dépendent du fait qu'il faut plus ou moins de bras pour satisfaire les besoins naturels: ainsi le blé est-il meilleur marché là où un homme produit pour dix, que là où il ne peut produire que pour six; en outre, dans la mesure où le climat contraint les hommes à faire des dépenses plus ou moins élevées.» (p. 67.)

y) Petty ne reconnaît que deux formes de *surplus*: *rent of land* [rente foncière] ou *rent of money (usury)* [rente d'argent (intérêts)]. Il fait dériver la seconde de la première qui, pour lui, comme plus tard pour les physiocrates, est la *forme proprement dite* de la *surplus value* [plus-value] (tout en déclarant en même temps que le blé doit comprendre *all necessaries of life* [tout ce qui est nécessaire pour vivre] comme dans le «Lord's Prayer» (Notre Père), *the word «Bread doth»* [l'expression «Donnez-nous notre pain»]).

Dans son exposé, il nous présente la rente (le *surplus*) non seulement comme un excédent que l'*employer* [employeur] prélève en sus du *necessary time of labour* [temps de travail nécessaire], mais il la présente comme un excédent du *surplus labour* [sur-travail] du producteur lui-même, au-delà de son salaire et du remplacement de son propre capital.

«Supposons qu'un homme ait, de ses propres mains, cultivé du blé sur une terre de superficie donnée, c'est-à-dire qu'il pioche ou laboure, herse, sème, récolte, engrange son blé, le batte, le vanne comme l'exige l'agriculture de ce pays, et qu'il dispose en outre de la *semence* nécessaire pour l'emblaver. J'affirme que lorsque cet homme *aura déduit de sa récolte sa semence*, (donc en premier lieu retiré du produit un équivalent de son capital constant) ||1349| «ainsi que tout ce qu'il consomme lui-même et tout ce qu'il a donné à d'autres en échange pour se procurer des vêtements et satisfaire ses autres besoins naturels –, j'affirme que le *reste du blé constitue, pour l'année en cours, la rente foncière naturelle et réelle*; et la rente foncière ordinaire exprimée en blé, sera fournie par la moyenne de sept années ou plutôt d'une série d'années *constituant le cycle des mauvaises et bonnes récoltes.*» (pp. 23–24.)

C'est donc en fait, chez Petty, que la valeur du blé étant déterminée par le temps de travail qui s'y trouve contenu, et que la rente égale au produit total moins le salaire et la *seed* [semence], cette dernière [la rente] est donc égale au *surplus produce* [sur-produit] en quoi le *surplus labour* [sur-travail] se matérialise. La rente englobe ici le profit; il n'est pas encore séparé de la rente.

De la même ingénieuse façon, P[etty] continue à questionner:

«Mais une autre question se pose, même si elle est secondaire: *Combien d'argent anglais vaut ce blé ou cette rente?* Je réponds *autant que l'argent qu'un autre individu pourrait économiser dans le même temps*, en sus de ses dépenses, s'il se consacre entièrement à le produire. Supposons donc qu'un autre individu se rende dans un pays qui recèle de l'argent, qu'il y extraie du métal, qu'il l'affine, le rapporte à l'endroit où le premier cultive son blé, qu'il y frappe monnaie, etc.; si pendant tout le temps où il produisait cet argent cet homme a gagné en même temps la nourriture et le vêtement nécessaires à son entretien, alors – dis-je – *il faut que l'argent de l'un soit estimé à la même valeur que le blé de l'autre.* Le premier se monte à vingt onces à peu près et le second à vingt *bushels* [boisseaux]; il s'ensuit que le *prix* d'un *bushel* de ce blé est d'une once d'argent.» (p. 24.)

Il fait remarquer expressément que la différence du travail n'intervient en rien ici; la seule chose qui importe c'est le *temps de travail*.

«Quand bien même la production d'argent réclamerait plus d'art et plus de risques que la culture du blé, il y aurait en fin de compte compensation. Supposons que l'on fasse *travailler* cent individus pendant *dix ans* pour récolter du blé, et *pendant un temps égal le même nombre d'individus* pour extraire de l'argent, je dis alors que le rapport net en argent sera le *prix* de la totalité du rapport net en blé, et des parties égales de l'un constitueront le *prix* de parties égales de l'autre.» (p. 24.)

[c) Détermination du prix du terrain, de la rente et de l'intérêt]

Après avoir ainsi trouvé la *rente*, ici égale à la *plus-value totale*, profit *included* [compris], et l'expression monétaire de cette rente, il entreprend alors de déterminer la *valeur monétaire du terrain*, ce qui est une fois encore très génial.

«Nous serions donc heureux de déterminer maintenant la *valeur naturelle du sol libre de toute servitude*, même si ce n'était pas de meilleure façon que celle utilisée pour trouver l'*usus fructus* [usufruit] sus-

mentionné.» (p. 25.) ... «Une fois que nous avons trouvé *la rente ou la valeur de l'usus fructus per annum* [par an], nous devons nous demander *combien de ces rentes annuelles* (comme nous disons habituellement) constituent la valeur naturelle du *terrain libre de toute servitude*? Si nous supposons un nombre infini, un *acre* [arpent] de cette terre vaudra alors tout autant que mille *acres* du même terrain, ce qui est absurde; une infinité d'unités est égale à une infinité de milliers [d'unités]. C'est pourquoi nous sommes amenés à fixer un *chiffre limité*, à mon avis ce sera le nombre d'années qu'un homme de cinquante ans, un autre de vingt-huit et un enfant de sept ans, vivant en même temps, ont l'espoir de vivre; c'est-à-dire un grand-père, un père et un fils. Peu d'individus ont des raisons de se préoccuper d'une descendance plus lointaine ... Je suppose donc que *la somme des rentes annuelles qui constituent la valeur naturelle d'un terrain* est égale à la durée normale [1350] de la vie de trois personnes de ce type. Or, en Angleterre, nous évaluons trois vies à vingt et un ans, il s'ensuit donc que *la valeur de la terre équivaut sensiblement au même nombre de rentes annuelles.*» (p. 26.)

Après avoir réduit la rente à du *surtravail* et donc à de la *surplus value* [plus-value] il explique que le sol ne [saurait] être autre chose que de la rente capitalisée, c'est-à-dire une *somme déterminée* de *rentes annuelles* ou la somme de rentes durant un nombre d'années déterminées.

En fait, la rente est bien *capitalisée de la sorte* ou calculée comme *valeur du sol* de la façon suivante:

Soit un *acre* [arpent] qui rapporte une rente de 10 *l.* par an. Si le taux d'intérêt est de 5 pour cent, ces 10 *l.* représentent l'intérêt d'un capital de 200 *l.*, et comme au taux de 5 pour cent, l'intérêt remplace le capital en 20 ans, la valeur de l'*acre* = 200 *l.* ($20 \times 10 \text{ l.}$). La capitalisation de la rente dépend donc du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt = 10 pour cent, cette rente représenterait l'intérêt d'un capital de 100 *l.* ou d'une valeur de 10 *years' purchase* [fois le rendement annuel].

Mais comme *Petty* part de la *rent of land* [rente foncière] considérée comme la forme générale de la plus-value, et qui englobe le profit, il ne peut supposer donné l'intérêt du capital;

il est obligé de le dériver, au contraire, de la rente en tant que *forme particulière* de celle-ci (c'est d'ailleurs ce que fait aussi Turgot, conséquent avec lui-même). Comment peut-il déterminer alors le nombre d'années, la somme des rentes annuelles qui constituent la *valeur de la terre*? Il est de l'intérêt de tout individu de n'acheter que le nombre de rentes annuelles correspondant aux années pendant lesquelles il a à «prendre soin» de lui et de sa *posterity* [descendance] immédiate; c'est-à-dire pour le temps que vit un *homme moyen*, grand-père, père et enfant, et d'après l'estimation «anglaise», cela fait 21 ans. Ce qui est au-delà de ces 21 ans d'*«usus fructus»* [usufruit] n'a pas de valeur pour lui. Il paie donc *l'usus fructus* de 21 années et voilà ce qui constitue la *valeur de la terre*. C'est de cette manière ingénue qu'il se tire d'embarras, mais il n'en reste pas moins ceci d'important,

Premièrement que la *rente*, en tant qu'expression de toute l'*agricultural surplus value* [la plus-value agraire], est dérivée non de la terre mais du travail: le travail qui excède ce qui est nécessaire à la subsistance de l'ouvrier;

Deuxièmement, que la *valeur de la terre* n'est rien d'autre que la rente achetée d'avance pour un nombre déterminé d'années, c'est-à-dire une forme *métamorphosée* de la rente même, où par exemple 21 années de *surplus value* (ou de travail) apparaissent comme *valeur de la terre*. En un mot, la *valeur de la terre* n'est rien d'autre que la *rente capitalisée*.

Voilà à quelle profondeur parvient *Petty* dans cette question. Du point de vue de *celui qui achète la rente* (c'est-à-dire la terre), la *rente* apparaît ainsi uniquement comme *l'intérêt du capital* avec lequel il l'a achetée et sous cette forme, la rente est devenue totalement méconnaissable et prend l'apparence de *l'intérêt du capital*.

Après avoir ainsi déterminé la *valeur de la terre* et la *valeur de la rente annuelle*, Petty peut en dériver la *rent of money ou usury* [rente argent ou intérêt] qui en serait une forme secondaire.

«Quant à l'intérêt, il doit être au moins égal à la *rente fournie par la terre qu'on pourrait acheter avec l'argent prêté*, lorsque la sécurité [du prêt] est hors de question.» (p. 28.)

Ici l'intérêt paraît déterminé par le *prix de la rente*, tandis qu'inversement, le *prix de la rente ou la valeur d'achat de la terre* est déterminé par l'intérêt. Mais ceci de façon très conséquente, puisque la rente nous est présentée comme la forme générale de

la *surplus value*, et qu'il faut donc en déduire l'*intérêt de l'argent* comme une forme secondaire.

Rente différentielle. C'est également chez Petty que l'on en trouve la première notion. Il ne la déduit pas de la fertilité *dif- férrente* de terrains de même étendue, mais de leur *différence de situation*: pour des terres de même fertilité, la distance qui les sépare du marché, ce qui est, on le sait, un élément de la rente différentielle. Il dit:

||1351| «De même qu'une forte demande d'argent fait monter le cours de celui-ci, une forte demande de blé doit obligatoirement en faire remonter le prix et par conséquent la rente de la terre qui produit ce blé»

(on dit donc directement ici que le *prix* du blé détermine la rente, comme il est déjà établi dans le développement précédent, et que ce n'est pas la rente qui détermine la *valeur* du blé),

«et finalement le *prix du sol lui-même*. Par exemple si le blé nécessaire au ravitaillage de Londres ou d'une armée doit être apporté d'une distance de quarante milles, le blé qui pousse à un mille de Londres ou des cantonnements de cette armée verra son *prix naturel augmenté* des frais de transport exigés pour une distance de 39 milles... C'est pourquoi des *terrains au fond de valeur équivalente*, situés à proximité de grosses agglomérations qui sont ravitaillées par une zone de grande étendue, ne donnent pas seulement, pour ces raisons, une rente plus élevée mais coûtent aussi un plus grand nombre de rentes annuelles que les terrains situés dans des contrées éloignées, etc. » (p.29.)

La seconde raison de la rente différentielle, c'est-à-dire la *différence de fertilité* de la terre et par conséquent la *différence de productivité* du travail sur des terres de même étendue, Petty la mentionne également:

«La bonne qualité ou la médiocrité, autrement dit la valeur du sol, dépend de la part du produit que l'on donne pour lui, plus grande ou plus petite selon les cas, par rapport au travail simple qui serait mis en œuvre pour obtenir le même produit.» (p. 67.)

Petty a donc mieux qu'A. Smith expliqué la rente différentielle.
|XXII-1351||

||XII-1397| {Petty, A Treatise of Taxes and Contributions, Londres 1667. Remarques additionnelles.

1. Sur la masse de monnaie en circulation dont une nation a besoin, pp. 16-17.

La conception que Petty se fait de la *production totale* se révèle dans cette phrase:

«Si un territoire est habité par 1000 personnes et que 100 d'entre elles puissent produire la nourriture et l'habillement nécessaires aux 1000; que 200 autres produisent autant de marchandises que d'autres nations consentent à en recevoir en échange de leurs propres marchandises ou contre argent comptant; que 400 autres soient occupées à créer des bijoux, du plaisir ou de la beauté pour tous; et que 200 autres travaillent comme gouvernants, ecclésiastiques, hommes de loi, médecins, négociants et boutiquiers; que le nombre des travailleurs soit donc de 900, la question se pose de savoir, etc.» ce qu'il en est des *paupers* («*supernumeraries*») [pauvres (surnuméraires)]. (p. 12.)

Dans son développement sur la rente et de l'estimation de celle-ci en argent, au cours desquels il pose *equal labours (quantities)* [des travaux égaux (quantités)] Petty note¹:

«C'est, là, je l'affirme, la base de l'équilibre et de l'estimation des valeurs; encore que, je l'avoue, dans les superstructures et l'application pratique de ces règles, il existe beaucoup de diversité et de complexité.» (p. 25.)

[d] «Parité naturelle entre le sol et le travail»

||1398| 2. Ce qui l'a beaucoup préoccupé, is the «natural Par between Land and Labour» [c'est la «parité naturelle entre le sol et le travail»]. (p. 25.)

«Nous donnons à nos monnaies d'or et d'argent des noms différents, ainsi en Angleterre nous les appelons livres sterling, shillings et pence, qui toutes peuvent être comprises et exprimées par l'une de ces trois dénominations. Mais voici ce que je voudrais dire à ce sujet: toutes choses devraient être évaluées par

1. Voir ci-dessus pp. 414-415.

deux dénominateurs naturels – le sol et le travail; donc nous devrions dire: un bateau ou un habit neuf vaut tant et tant de sol, avec telle et telle quantité de travail, puisque tous deux, bateau et habit, sont des *creations du sol et du travail humain sur ce sol*: Si c'est exact, nous serions heureux de trouver *une parité naturelle entre le sol et le travail*, de façon à pouvoir exprimer la valeur tout aussi bien dans l'un que dans l'autre, ou mieux encore uniquement dans l'un ou l'autre et à transformer l'un en l'autre aussi facilement et sûrement que nous transformons des pence en livres.»

C'est pour cela qu'après avoir trouvé l'expression monétaire de la rente, il cherche la «*natural value* de la *fee-simple of land*» [la valeur naturelle du sol libre de toute servitude]. (p. 25.)

On trouve chez lui 3 déterminations qui s'entremêlent:

- a) La *grandeur de valeur*, déterminée par un temps de travail égal et où le *travail* figure en tant que *source de la valeur*.
- b) La *valeur* en tant que forme du travail social. C'est pourquoi l'argent est considéré comme la *vraie forme de la valeur*, bien qu'à d'autres endroits, il renverse toutes les illusions du système monétaire. Chez lui donc la *détermination du concept*.
- c) Confusion entre le travail, source de la valeur d'échange et source de la valeur d'usage ce qui suppose une matière naturelle, (*land* [sol]). En réalité, he «*cuts*» [il «rompt»] la «*Par*» [parité] entre *labour* et *land* [travail et sol], en représentant la *Fee-simple* [pleine propriété] de celle-ci comme de la *rente capitalisée*, donc en ne parlant pas du sol comme de la matière naturelle du travail réel.

3. Dit au sujet du taux d'intérêt:

«J'ai parlé par ailleurs de la vanité et de l'inutilité de faire des *lois bourgeoises, positives*, s'opposant à la *loi de la nature*» (c'est-à-dire des lois qui résultent de la nature de la production bourgeoise). (l. c. p. 29.)

4. Au sujet de la rente: Surplus value [plus-value] par suite de la productivité supérieure du travail:

«Si un travail plus intense qu'on n'en emploie actuellement pouvait augmenter la fertilité des comtés en question (on pourrait retourner le sol au lieu de le labourer, semer en ligne au lieu de semer à la volée,

employer des semences sélectionnées au lieu de les prendre au hasard, les faire tremper au lieu de les utiliser sans préparation, fumer le sol avec des sels minéraux au lieu de paille pourrie, etc.) l'accroissement de la rente serait d'autant plus considérable que l'*augmentation du rendement dépassera plus celle du travail.*» (p. 32.)

(Par [augmentation du travail] il entend ici le *price or wages of labour* [prix ou le salaire du travail].)

5. Raising of money [multiplication de l'argent] [ch. XIV].

6. Le passage cité précédemment¹ «dès qu'on lui accorde le double, il ne fait plus que la moitié du travail, etc.», doit être compris ainsi: si le travailleur percevait pour 6 h la valeur de 6 h, il recevrait le *double** de ce qu'il reçoit actuellement, où pour 12 [heures] il reçoit la valeur de 6. Il ne travaillerait alors que 6 [heures], et cela représenterait une perte pour la société», etc.

Petty, An Essay concerning the Multiplication of Mankind [Traité concernant la multiplication du genre humain] (1682). Division du travail (pp. 35–36).

Political Anatomy of Ireland [Anatomie politique de l'Irlande] et «*Verbum Sapienti*» [mot de la sagesse] 1672 (édition Londres 1691).

1. «Cela m'amène à la réflexion la plus importante en économie politique, à savoir: comment peut-on établir une parité entre la terre et le travail, et leur mise en équation, de sorte que la valeur de quelque chose que ce soit ne puisse être exprimée que dans l'un ou l'autre.» (pp. 63–64.)

En réalité, le problème au fond ici se ramène à réduire la *valeur du sol* elle-même en *travail*.

||1399| 2. Cet ouvrage fut écrit plus tard que celui analysé antérieurement².

«C'est la *nourriture quotidienne moyenne d'un adulte*, et non pas son travail journalier, qui est la mesure générale de la *valeur* et paraît avoir la même régularité et la même constance que la *valeur de*

1. Cf. ci-dessus p. 415.

2. C'est-à-dire l'ouvrage de PETTY, A Treatise of Taxes and Contributions ..., ouv. cité, qui fut publié, en 1662.

l'argent fin ... C'est pourquoi j'ai déterminé la valeur d'une cabane irlandaise d'après le nombre des rations journalières de vivres qu'a dépensées l'ouvrier pendant sa construction.» (p. 65.)

Cette affirmation tout à fait physiocratique.

«Que certains veuillent manger plus que d'autres ne tire pas à conséquence, dès lors que, par ration journalière de vivres, nous entendons la centième partie de ce que cent individus, de grandeur et de race tout à fait différentes, consomment pour pouvoir vivre, travailler et se reproduire.» (p. 64.)

Mais ce que Petty cherche ici dans la *Statistique* de l'Irlande, ce n'est pas la *common* [générale] mesure de la valeur, mais la mesure de la valeur au sens où l'*argent* est mesure des valeurs.

3. *Masse de l'argent et richesse de la nation* (<«Verbum Sapienti»> p. 13).

4. Capital.

«Ce que nous appelons richesse, capital ou réserve de la nation et qui est le résultat du travail antérieur ou passé, ne devrait pas être compris comme quelque chose qu'il y a lieu de distinguer des forces actives actuelles.» (p. 9.)

5. Force productive du travail.

«Nous disions que la moitié du peuple, tout en fournissant un travail très modéré, pourrait considérablement augmenter la richesse du royaume ... à quoi devraient-ils appliquer leur travail? A ce propos, je dis de façon générale: à la fabrication par peu de bras de vivres et de tout ce qui est nécessaire à la subsistance de toute la population du pays; soit par un travail plus dur, soit par l'introduction de moyens propres à réduire et faciliter le travail, ce qui est l'équivalent de ce que les hommes espéraient en vain obtenir par la polygamie. Car lorsqu'un individu fait le travail de cinq hommes, il obtient le même résultat que s'il mettait au monde quatre travailleurs adultes.» (p. 22.) «La nourriture sera meilleur marché ... lorsqu'elle sera obtenue par moins de bras qu'ailleurs.» (p. 23.)

6. Finalité des hommes et but (p. 24.)

7. *Voir à propos de l'argent également le Quantulumcunque (1682).» ||XXII-1399|*

PETTY, SIR DUDLEY NORTH, LOCKE

||XXII-1397| Si l'on compare les ouvrages de North et de Locke avec les écrits de Petty Quantulumcunque (1682) et *A Treatise upon Taxes, and Contributions* (1662) on constate qu'ils dépendent de Petty 1. sur le lowering of interest [abaissement du taux de l'intérêt]; 2. [pour la] raising and abasing of money [augmentation et réduction de la monnaie]; North's calling interest the rent of money, etc. [la dénomination par North de l'intérêt comme rente d'argent) – [Cf. aussi Petty] *Anatomy of Ireland* (1672).

North et Locke écrivirent leurs ouvrages au même moment¹ et à la même occasion: *Lowering of Interest* et *Raising of Money*. Mais de points de vue diamétralement opposés. Chez Locke c'est le «Want of Money» [manque d'argent] qui est responsable de l'élévation du taux d'intérêt, et généralement du fait que *that things do not fetch their real prices, and the revenues to be paid out of them* [les choses ne rapportent pas leurs prix réels et les revenus qui devraient en provenir]. A l'inverse, North montre que ce n'est pas le *Want of Money* [manque d'argent], mais le manque of capital or revenue [de capital ou de revenu]. C'est chez lui le premier qu'on trouve déterminée la notion stock or capital [fonds ou capital] ou rather [plutôt] d'argent comme une simple forme du capital, pour autant qu'il n'est pas moyen de circulation. Chez Sir Dudley North on trouve la première conception juste de l'intérêt qui s'oppose à l'idée qu'en a Locke. ||XXII-1397||

LOCKE

[La rente et l'intérêt analysés du point de vue de la théorie bourgeoise du droit naturel]

||XX-1291a| Si on rapproche la doctrine de Locke sur le *labour* [travail] en général de sa doctrine sur l'origine de l'intérêt et de

1. Il s'agit du livre de NORTH: *Discourses upon trade* [Discours sur le commerce] et de l'ouvrage de LOCKE: *Some considerations of the consequences of the lowering of interest and raising the value of money* [Quelques considérations sur les conséquences de la baisse de l'intérêt et de la haussse de la monnaie]. Les deux ouvrages furent écrits en 1691.

la rente – car chez lui la plus-value n'apparaît que sous ces deux formes déterminées – la plus-value n'est rien d'autre que du travail étranger, du surtravail que le sol et le capital – les conditions du travail – permettent à leurs propriétaires de s'approprier. Et la propriété d'un plus grand volume de moyens de production qu'une seule personne peut en exploiter par son travail est, d'après Locke, une invention *politique* en contradiction avec le fondement en droit naturel de la propriété privée. ||1292a|

{Chez Hobbes le travail est également, outre les dons de la nature que l'on trouve immédiatement à l'état consommable, la seule source de toutes les richesses. Dieu (*nature**) «donne gratuitement, ou vend au genre humain contre du travail» (*Leviathan* [p. 232.]). Mais chez Hobbes, c'est le souverain qui attribue, selon son bon vouloir, la propriété du sol.}

Voici les passages qui traitent de ces questions:

«Bien que la *terre* et tous les êtres inférieurs soient la propriété commune de tous les hommes, tout homme possède cependant, dans sa propre personne, une propriété sur laquelle personne d'autre que lui n'a de droit. Nous pouvons dire que le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains lui appartiennent. Toute chose qu'il fait sortir de l'état où la nature l'a créée et laissée, il y a mêlé son travail, il y a adjoint quelque chose qui lui appartient; c'est de cette façon qu'il en fait sa propriété.» ([Locke], *Of Government [Du Gouvernement]*, t. II, ch. V; *Works*, 1768, v. II, 7^e édit., p. 229.)

«Son travail l'a prise des mains de la nature où elle était un bien commun appartenant également à tous ses enfants, et par là il en a fait sa propriété personnelle.» (l. c. p. 230.)

«La même loi naturelle qui nous procure ainsi la propriété limite également cette propriété ... Chacun a le droit de transformer en sa propriété, par son travail, autant qu'il peut utiliser et qui est utile à sa vie de quelque façon, avant que cela ne se détériore; tout ce qui dépasse cette quantité excède sa part et appartient à d'autres.» (l. c.)

«Mais l'objet principal de la propriété ce n'est pas actuellement *les fruits de la terre*», etc., «mais la *terre* elle-même ... Autant de terre qu'un homme peut

labourer, planter, cultiver et dont il peut utiliser les produits, autant est sa propriété. Par son travail, il la délimite pour ainsi dire du bien commun.» (l. c. p. 230.) «Ainsi que nous le voyons, se soumettre la terre ou la cultiver, et en être le maître sont indissolublement liés. C'est une action qui a donné droit à l'autre.» (p. 231.) «La nature a bien établi la mesure de la propriété *par le volume du travail de l'homme* et les agréments de la vie: aucun individu ne pourrait par son travail maîtriser ou s'approprier tout; il ne pourrait du reste, pour satisfaire ses plaisirs, en consommer qu'une faible partie; de sorte que personne ne saurait donc empiéter de cette façon sur les droits d'autrui ni acquérir quelque propriété au détriment de son voisin ... Dans les temps anciens, grâce à cette mesure, la propriété de tout homme se trouvait ainsi ramenée à une part très modeste, à ce qu'il pouvait s'approprier sans préjudice à qui-conque ... Cette même mesure *peut, aujourd'hui encore, être reconnue sans préjudice pour personne, si peuplé que le monde puisse paraître.*» (pp. 231–232.)

C'est le travail qui confère aux objets presque toute leur valeur {value [valeur] équivaut ici à valeur d'usage, et travail est pris dans le sens de travail concret et non de quantité; mais faire du travail la mesure de la valeur d'échange, repose en réalité sur le fait que le travailleur crée la valeur d'usage}. Le reste de la valeur d'usage qui ne peut se résoudre en travail est un don de la nature, donc en soi *propriété commune*. Ce que *Locke* essaie donc de prouver, ce n'est pas la proposition contraire que la propriété peut s'acquérir aussi par d'autres *procedures* [moyens] que le travail, mais comment, par le travail individuel, et bien que la nature soit *common property* [propriété commune], on peut créer de la propriété individuelle.

«C'est en réalité le travail, qui détermine la différence de valeur de toute chose ... Dans les produits de la terre utiles à la vie de l'homme ... quatre-vingt-dix-neuf pour cent doivent être mis au compte du travail.» (p. 324.) «C'est donc le travail qui détermine la majeure partie de la valeur de la terre.» (p. 235.) «Bien que les choses de la nature soient données à tous en commun, l'homme en tant que *maître de*

lui-même et possesseur de sa personne et de ses actions ou son de travail, porte cependant en lui-même le grand fondement de la propriété. » (p. 235.)

L'une des limites est donc celle du *travail personnel*; et l'autre, que personne n'amasse plus de choses qu'il ne peut en utiliser. Cette dernière limite est élargie par l'échange des produits périssables contre de l'*argent* (abstraction faite des autres échanges):

«Ces choses durables, il peut en amasser autant qu'il lui plaît; en effet, sa propriété légitime est limitée non point par la grandeur de ce qu'il possède» {abstraction faite de la limit [limite] de son travail personnel} «mais par la perte de tout ce qui ne lui est d'aucune utilité. C'est ainsi que naquit l'usage de l'argent, cet objet durable qu'on pouvait garder sans risque qu'il se gâtât et que, d'un commun accord, les hommes adoptèrent en échange des choses vraiment utiles à la vie ||1293a|, mais facilement périssables.» (p. 236.)

C'est ainsi que naît l'inégalité de la propriété individuelle, mais la mesure du *travail personnel* demeure.

«Ce partage des choses en propriété privée inégale, les hommes ne l'ont rendu possible, en dehors des limites de la société et sans accord préalable, que parce qu'ils ont attribué une valeur à l'or et à l'argent et se sont mis tacitement d'accord sur l'emploi de la monnaie.» (p. 237.)

De ce passage, il faut rapprocher cet autre, tiré de l'ouvrage de Locke sur l'intérêt¹ et se rappeler que, pour lui, le droit naturel fait du *travail personnel* la limite de la *property* [propriété]:

«Nous allons examiner maintenant comment il» (l'*argent*) «acquiert la même nature que le sol, en fournissant un revenu annuel déterminé que nous appelons profit ou intérêt. Car la terre produit naturellement quelque chose de nouveau, d'utile et de précieux pour l'homme; l'*argent* par contre est une chose stérile et improductive; mais grâce à une convention établie, il transfère dans la poche d'un autre le gain qui récompensait le travail d'un homme.

1. LOCKE, *Some considerations of the consequences of the lowering of interest, and raisings the value of money*, ouv. cité.

Cela est provoqué par la répartition inégale de l'*argent*; sur les biens-fonds, cette inégalité exerce le même effet que sur l'*argent* ... Car la répartition inégale du sol (du fait que tu possèdes plus de terre que tu ne veux ou ne peux en exploiter, et un autre moins) te procure un fermier pour ta terre; et la même répartition inégale de l'*argent* ... me procure un fermier pour mon *argent*: Ainsi, *mon argent est en mesure, dans la vie commerciale, grâce au travail de l'emprunteur*, de rapporter à ce dernier plus de six pour cent, de même que la terre, *par le travail du fermier*, est à même de produire plus de récolte que ce à quoi sa rente s'élève.» (folio. éd. de *Locke's Works*, 1740, vol. II¹.)

Dans ce passage, le goût qu'a L[ocke] de polémiquer contre la propriété foncière, lui fait voir que sa rente ne se distingue en rien de l'usure. Mais l'une et l'autre «transfèrent le gain qui récompenserait le travail d'un homme, dans la poche d'un autre», du fait de la répartition inégale des conditions de production.

Cette conception de Locke est d'autant plus importante qu'elle est l'expression classique des idées de la société bourgeoise en matière de droit, par opposition à la société féodale, et que la philosophie de Locke a servi en outre de base à toutes les idées de l'ensemble de l'économie politique anglaise ultérieure. ||XX-1293a|

NORTH

[L'*argent* en tant que capital. L'accroissement du commerce cause de la chute du taux d'intérêt]

||XXIII-1418| Sir Dudley North: *Discourses upon trade, etc.* [Discours sur le commerce], Londres 1691 (cahier annexe C)².

1. Marx cite ici Locke d'après le livre de MASSIE: *An essay on the governing causes of the natural rate of interest ...* [Essai sur les causes déterminantes du taux naturel de l'intérêt], Londres 1750, pp. 10–11. Dans l'édition des écrits de Locke de 1768, ce passage se trouve au vol. II, p. 24.

2. Marx renvoie ici à un de ses «cahiers annexes» au manuscrit de 1861–1863, dans lequel il relevait au printemps 1863, comme il l'écrivait à Engels le 29 mai, des extraits de «toute sorte de littérature se rapportant à la partie de l'économie politique que je traite». Nous ont été conservés les cahiers annexes A, B, C, D, E, F, G, H. Dans le cahier annexe C, les extraits des ouvrages de North occupent les pages 12–14.

Cet ouvrage, tout comme les œuvres économiques de Locke, est en relation directe et directement basé sur les écrits de Petty.

L'ouvrage traite surtout du *capital commercial*, aussi n'est-il pas à sa place ici. Maîtrise remarquable dans le cadre de l'étude.

Il est très curieux que depuis l'époque de la restauration de Charles II jusqu'au milieu du 18^e siècle les *landlords* [propriétaires fonciers] se plaignent sans cesse de la chute des rentes (de même que les prix du blé aussi baissent constamment, surtout depuis¹⁾). Bien que la classe des capitalistes industriels ait joué un grand rôle dans l'abaissement forcé du taux d'intérêt (depuis Culpeper et sir J. Child), ce sont les *landed interest* [propriétaires fonciers] qui à vrai dire ont plaidé pour cette mesure. La «value of land» [valeur de la terre] et son «raising» [augmentation] sont présentées comme une question d'intérêt national. (Tout comme inversement, à partir de 1760 environ, la hausse des rentes, de la *value of land*, des *cornprices* [prix du blé] et des *provisions* [vivres], de même que les plaintes des *manufacturers* [industriels] là-contre, constituent la base des études économiques sur ce sujet.)

A de rares exceptions près, le siècle de 1650 à 1750 est tout entier occupé par la lutte que se livrent *moneyed interest* [capitalistes] et *landed interest* [propriétaires fonciers]: la noblesse vivant sur un grand pied voyait de mauvaise grâce les usuriers lui mettre la main dessus et avoir barre sur elle en matière de législation, etc., depuis la création du crédit moderne et du système de la dette publique à la fin du 17^e siècle.

Déjà Petty parle des plaintes des *landlords* à propos de la chute des rentes et de leur opposition aux *improvements* [amendements du sol] (voir ce passage²). Il prend la défense de l'usure contre le *landlord* et met sur le même plan *rent of money* [rente de l'argent] et *rent of land* [rente foncière].

1. Primitivement, Marx avait écrit ici: «depuis 1688», mais ensuite il biffa la date de 1688 et mit un point d'interrogation à la place. Dans le cahier XI du manuscrit de 1861–1863, pp. 507–508, Marx donne des indications sur le mouvement des prix du blé. Alors qu'entre 1641 et 1649 le prix moyen du blé était de 50 sh. 5 2/3 d. [pence] le quarter, il tomba à 47 sh. 2 1/5 d. dans la seconde moitié du 17^e siècle, et à 35 sh. 9 29/50 d. dans la première moitié du 18^e siècle.

2. Marx fait sans doute allusion au passage du chapitre IV de l'ouvrage de PETTY, *Political Arithmeticick* (1676), qu'il cite dans le paragraphe consacré à Rodbertus (cahier IX du manuscrit, p. 494); voir t. II de cette édition, 2^e partie. Cf. également *Le Capital, ouv. cité*, t. VIII, p. 50: «Au temps de Petty et de D'Avenant, les paysans et les propriétaires terriens se plaignent des amendements et des défrichages; baisse de la rente sur les meilleurs terrains ...»

Locke les ramène toutes deux à l'exploitation du travail. Prend la même position que Petty. Tous deux contre la réglementation forcée de l'intérêt. Les *landed interest* [propriétaires fonciers] avaient remarqué que lorsque l'intérêt diminuait, la *value of land* [valeur de la terre] augmentait. Le montant de la rente étant donné, son *expression capitalisée*, c'est-à-dire la *value of land* augmente ou diminue en raison inverse du taux de l'intérêt.

Le troisième, dans la *line* [ligne] de Petty, est *Sir Dudley North*, dans l'ouvrage cité ci-dessus.

C'est là la première façon qu'a le *capital* de regimber contre la *propriété foncière*, de même qu'en fait l'*usury* [intérêt] fut un des principaux moyens de l'accumulation du *capital*, c'est-à-dire son *copropriorship* [sa participation] aux *revenues* [revenus] des *landlords*. Mais le *capital* industriel et le *capital* commercial marchent plus ou moins la main dans la main avec les *landlords* contre cette forme surannée du *capital*.

«De même que le propriétaire foncier loue sa terre, ceux» (*who have* [qui ont] «du *capital* pour le commerce mais qui n'ont pas le talent nécessaire ou qui ne veulent pas se donner la peine de l'utiliser dans le commerce») «louent leur *capital*. Cela s'appelle l'*intérêt*, mais ce n'est rien que la *rente du capital* »

(on voit ici, comme chez Petty, comment la *rent* [rente] apparaît à ceux qui viennent du moyen âge ||1419|| comme la forme originale de la plus-value),

«comme la première est la rente de la terre. Et dans différentes langues, la même notion est pareillement utilisée pour le loyer de l'argent et celui de la terre, et cela est le cas dans quelques régions d'Angleterre. Etre un *propriétaire foncier* ou un *propriétaire de capital* est donc une seule et même chose. Le seul avantage qu'ait le premier c'est que son fermier ne peut emporter la terre, tandis que peut le faire celui qui loue du *capital*. C'est pourquoi la terre doit produire un *profit moindre* que le *capital* dont le prêt comporte un risque plus grand.» ([North, *Discourses upon trade ...*] p. 4.)

L'intérêt. North semble avoir été le premier à saisir la nature exacte de l'intérêt car, comme on le verra dans la citation suivante, par *stock*, il n'entend pas seulement l'argent mais aussi le *capital*

(de même que Petty, fait aussi *la distinction entre stock [capital] et argent*¹. Chez Locke comme chez Petty, l'intérêt est exclusivement déterminé par la masse de l'argent. Voir chez Massie les passages sur ce sujet.)

«S'il y a plus de prêteurs que d'emprunteurs, le taux d'intérêt ... baissera ... Ce n'est pas qu'un faible taux d'intérêt fasse marcher les affaires, mais lorsque les affaires connaissent un essor, le capital de la nation entraîne une baisse de l'intérêt.» (p. 4.) «L'or et l'argent et la monnaie qu'on en frappe ne sont que des poids et des mesures qui rendent les transactions commerciales plus aisées qu'elles ne le seraient sans eux; en outre, ils constituent un fonds approprié où déposer un excédent de capital.» (p. 16.)

Prix et argent. Comme le prix n'est rien d'autre que l'équivalent de la marchandise exprimé en *argent*, et réalisé en argent lorsqu'il s'agit de vente – donc la représentation de la *marchandise* en tant que *valeur d'échange* en vue de la retransformer ensuite en valeur d'usage, une des premières découvertes sera donc qu'il s'agit ici de l'or ou de l'argent pris uniquement en tant que *forme d'existence* de la *valeur d'échange* des marchandises elles-mêmes – en tant que *phase de leur métamorphose* et non pas de l'or et de l'argent en tant que tels. North le dit fort joliment pour son époque.

«Que faut-il à ces gens qui réclament de l'argent à cor et à cri? » etc.

(Le passage entier, cahier annexe C, pp. 12–13)²

«Commençons par le mendiant³ ... ce n'est pas de l'argent qu'il demande, mais du pain et autres substances nécessaires ... Le fermier se plaint du manque d'argent ... il s'imagine que s'il y avait plus d'argent dans le pays, ses produits se vendraient à

1. Les expressions en italique sont soulignées au crayon dans le manuscrit.

2. «L'argent étant la commune mesure de l'achat et de la vente, quiconque possède quelque chose à vendre, mais ne trouve pas d'acheteurs, est immédiatement porté à croire que la faute doit être attribuée au manque d'argent dans le Kingdom [royaume] ou dans le pays, si ses marchandises ne trouvent pas de débouchés; c'est pourquoi tout le monde se plaint du manque d'argent, ce qui est une lourde erreur ...» (p. 11.)

3. La citation débutant par les mots: «It will begin with the beggar ... [Commençons par le mendiant ...] est donnée ici, suivant l'indication de Marx, d'après le cahier annexe C, pp. 12–13.

meilleur prix. Ce qui lui manque apparemment, ce n'est donc pas de l'argent mais un bon prix pour son blé et pour son bétail qu'il voudrait, mais ne peut vendre ... Pourquoi ne peut-il pas obtenir un bon prix? ... 1. Ou bien il y a trop de blé et de bétail dans le pays, si bien que la plupart de ceux qui viennent au marché ont besoin de vendre comme lui, alors que très peu ont besoin d'acheter; ou bien 2. il y a ralentissement de la vente habituelle par exportation, comme en temps de guerre, quand le commerce est aléatoire ou n'est pas permis; ou encore 3. la consommation est réduite quand, par exemple, par la suite de la misère, les gens ne consacrent plus autant d'argent qu'avant à leur ménage. Aussi n'est-ce pas l'augmentation de l'argent tout court, qui aurait un effet favorable sur la richesse du fermier, mais la suppression de l'une de ces trois causes, qui en réalité maintiennent les cours à un bas niveau.

«Les commerçants et les détaillants ont également besoin d'argent, c'est-à-dire que les marchés s'engorgent, il leur manque un débouché pour les marchandises dont ils font commerce.» (pp. 11–12.)

En outre: Le capital c'est la valeur qui se valorise elle-même, tandis que dans la thésaurisation, la forme cristallisée de la valeur d'échange est en soi le but recherché. D'où le fait qu'une des premières découvertes des économistes classiques est l'opposition entre thésaurisation et mise en valeur de l'argent, c'est-à-dire de l'argent se présentant comme capital.

«Personne ne devient plus riche du fait qu'il garde chez soi tout ce qu'il possède en numéraire ou en objets d'or ou d'argent; il s'en trouve au contraire d'autant plus pauvre. Celui-là est l'homme le plus riche dont le bien est en train de s'accroître, qu'il s'agisse de propriétés foncières affermées, d'argent prêté contre intérêt ou de biens investis dans le commerce.» (p. 11.)

(Voici ce que dit John Bellers dans Essays about the Poor, Manufactures, Trade, Plantations, and Immorality, etc. [Essai sur le pauvre, les manufactures, le commerce, les plantations et l'immoralité], Lond. 1699:

«L'argent n'augmente et n'est utile que lorsqu'on s'en défait; et de même que l'argent ne rapporte rien à un particulier, sauf lorsqu'il l'utilise pour quelque chose de plus précieux, de même toute la masse d'argent qui excède ce qui est strictement nécessaire pour les affaires intérieures du pays, est du capital mort pour un royaume ou une nation et ne rapporte nul profit au pays qui le détient.» (p. 13.).

«Bien que tout le monde souhaite en avoir» (de la *money* [du numéraire]) «personne ou presque personne ne souhaite le conserver, mais chacun s'efforce de l'utiliser immédiatement, car tout le monde sait que l'on ne peut pas s'attendre à obtenir un profit de l'argent qui dort, mais assurément à une perte sèche.» ([North, l. c.] p. 21.)

||1420| L'argent en tant que monnaie universelle.

«En ce qui concerne les affaires, la situation d'une nation est, dans le monde, à tous égards, ce qu'est la situation d'une ville dans un royaume ou d'une famille dans une ville.» (p. 14.) «Dans ces relations commerciales, l'or et l'argent ne diffèrent en rien des autres *marchandises* mais on les ôte à ceux qui les ont en surabondance, pour les apporter à ceux qui en demandent.» (p. 13.)

La quantité d'argent qui peut circuler est déterminée par l'échange des marchandises.

«Quelle que soit la quantité» (d'argent) «importée de l'étranger ou frappée dans le pays, tout ce qui excède les besoins du commerce national n'est que du métal en barre qui est traité comme tel; et on ne vend alors le numéraire qu'au prix du métal, tout comme les objets d'or ou d'argent de seconde main.» (pp. 17-18.)

Transformation de *money* [numéraire] en *bullion* [lingot] et inversement (p. 18) (cahier annexe C, p. 13). *Estimation et pesée de l'argent. Mouvement oscillatoire* (l. c., p. 14).¹

1. Dans le cahier annexe C, p. 14, Marx donne des extraits des écrits de North où celui-ci parle de «marées basses et de marées hautes» dans la circulation monétaire d'un pays. Marx utilise une de ces citations dans *Le Capital*, t. I, p. 139, note 3.

L'usure et le landed interest [propriété foncière] et le trade [commerce]:

«Chez nous, pas même le dixième de l'argent placé à intérêt n'est mis à la disposition de commerçants pour qu'ils fassent leurs affaires. La majeure partie n'en est prêtée qu'en vue de l'achat d'articles de luxe, et pour couvrir les dépenses de gens qui, tout en possédant de grandes propriétés foncières, dépensent l'argent plus vite que leurs propriétés ne leur en rapportent; et comme ils reculent devant la vente de leurs biens, ils aiment mieux les hypothéquer.» ([North, l. c] p. 6, 7.) |XXIII-1420||

[Berkeley sur l'activité industrieuse comme source de richesse]

||XIII-670a| «N'est-il pas faux d'admettre que la terre en soi est de la richesse? Ne faut-il pas admettre que c'est en premier lieu l'activité industrieuse d'un peuple qui crée la richesse, qui fait même des richesses de la terre et de l'argent, qui n'auraient ni l'une ni l'autre aucune valeur, hors le fait qu'ils sont le moyen de l'activité industrieuse et qu'ils y incitent?» (The Querist [Le Questionneur], By Dr. G. Berkeley, Londres 1750, Query [question] 38.) |XIII-670a||

HUME ET MASSIE

[a] *L'intérêt chez Massie et Hume*

||XX-1293a| C'est en 1750 que parut, sans nom d'auteur, l'ouvrage de Massie, *An essay on the Governing Causes of the Natural Rate of Interest*, et c'est en 1752, donc deux ans plus tard, que Hume publia la deuxième partie de ses Essays, où se trouve Of Interest [De l'Intérêt]. Massie a donc la priorité. Tous deux polémiquent; Massie contre Petty et Locke, Hume contre Locke, chez lesquels se trouve encore l'idée que le taux de l'intérêt est fonction de la masse de l'argent et qu'en réalité l'objet of the loan [du prêt] est l'argent (et non pas le capital).

Plus résolument que Hume, Massie voit dans l'interest une simple fraction du profit, Hume démontrant surtout que la valeur de l'argent n'a aucun effet sur le taux de l'intérêt puisque si le rapport entre intérêt et capital-argent est donné – par exemple

6 pour cent, donc 6 l. en valeur, augmentent ou baissent avec la valeur de 100 l. (donc d'une l.) mais le rapport 6 n'en sera pas affecté.

[b) *Hume. Baisse du profit et de l'intérêt, fonction de l'accroissement du commerce et de l'industrie]*

Commençons par *Hume*.

«Tout dans le monde s'achète avec du travail» (Essays, v. I, part II. éd. 1764, Londres, p. 289).

Le montant du taux de l'intérêt dépend de la demande des emprunteurs et de l'offre des prêteurs, c'est-à-dire de la demande et de l'offre. Mais ensuite essentiellement du montant des «profits arising from commerce» [profits qui résultent du commerce]. (l. c. p. 329.)

«La réserve plus ou moins grande de travail et de marchandises ne peut manquer d'exercer une grande influence» (*upon interest* [sur l'intérêt]) «puisqu'en empruntant de l'argent à intérêt nous empruntons en réalité, et quant au résultat, travail et marchandises.» (l. c. p. 337.) «Personne n'acceptera un profit minime, quand il peut toucher un intérêt élevé; et personne n'acceptera un intérêt faible, quand il peut obtenir un profit élevé.» (l. c. p. 335.)

Intérêt élevé et profit élevé expriment l'un et l'autre un «progrès insignifiant du commerce et de l'industrie et non pas la rareté de l'or et de l'argent» (l. c. p. 329.) Et «*low interest*» [un faible intérêt], le contraire.

||1249a| «Dans un Etat où il n'y a que des propriétaires fonciers» (ou, comme il dit plus loin, «*landed gentry and peasants*» [aristocratie terrienne et paysans]) «les emprunteurs sont nécessairement nombreux et le taux d'intérêt élevé» (p. 330),

puisque les riches, par goût du plaisir et par ennui, courrent après les divertissements, et qu'en dehors de l'agriculture la production est réduite à fort peu de choses. C'est le contraire, dès que le commerce* s'est développé. La *passion of gain* [soif du gain] [domine] totalement le *merchant* [commerçant]. Il

«ne connaît pas de plaisir plus grand que celui de voir augmenter sa fortune quotidiennement».

(Dans la quête de valeurs d'usage, c'est la soif de valeur d'échange, de richesse abstraite qui l'emporte ici et de beaucoup.)

«Et c'est la raison pour laquelle le commerce développe l'économie et pourquoi, chez les commerçants, les avares sont tellement plus nombreux que les prodigues, de même que chez les propriétaires fonciers, c'est le contraire.» (p. 333.)

Travail improductif

«Avocats et médecins ne créent pas de biens industriels; ils ne gagnent leur richesse qu'aux dépens d'autrui; en accroissant leur richesse, ils diminuent donc infailliblement d'autant celle de certains de leurs concitoyens.» (pp. 333-334.)

«Un accroissement du commerce provoque donc une augmentation considérable du nombre des prêteurs d'argent et entraîne de ce fait la baisse du taux d'intérêt.» (p. 334.)

«Un *taux d'intérêt bas* et de *faibles profits* dans le commerce, sont deux facteurs qui se favorisent réciproquement. Tous deux tirent leur origine première de l'extension du commerce qui produit de riches commerçants et qui donne de l'importance au capital monétaire. Là où des négociants possèdent de gros capitaux, représentés par plus ou moins de pièces de métal, il arrivera souvent, c'est inévitable, que, ceux-ci étant las des affaires ou ayant des héritiers incapables de faire du commerce ou n'ayant pour lui que peu de goût, une grande partie de cette richesse recherche tout naturellement un revenu annuel et sûr. L'abondance de l'offre diminue le prix et pousse les prêteurs d'argent à se contenter d'un faible intérêt. Cette considération détermine un grand nombre d'entre eux à laisser leurs capitaux dans les affaires et à se contenter d'un petit profit plutôt que de placer leur argent au-dessous de sa valeur. D'autre part, lorsque le commerce a pris une grande extension et emploie des capitaux considérables, la *concurrence entre les commerçants* ne peut que s'accentuer et les profits commerciaux sont diminués dans la mesure où les affaires prennent de l'essor. Les faibles profits réalisés dans le commerce inclinent les commerçants

à se contenter plus facilement d'un intérêt modique, quand ils se retirent des affaires pour vivre à leur aise dans une douce oisiveté. Il est *sans objet* par conséquent de rechercher lequel des deux facteurs, de *l'intérêt peu élevé ou du faible profit*, est *la cause* et lequel est *l'effet*. Tous deux ont leur source dans l'extension du commerce et se favorisent réciproquement ... L'extension du commerce, en créant de gros capitaux, les diminue tous deux, intérêt comme profit; la baisse de l'un trouve toujours un encouragement dans la baisse correspondante de l'autre. Je me permettrai d'ajouter que de faibles profits, résultant de l'accroissement du commerce et de l'industrie, contribuent de leur côté à étendre encore davantage le commerce en rendant les marchandises meilleur marché, encouragent la consommation et font progresser l'industrie. Aussi ... *l'intérêt est-il le vrai baromètre de l'Etat: son bas niveau est un signe presque infaillible de la prospérité d'une nation.* » (l. c. pp. 334-336.)

[c) *Massie. Intérêt en tant que fraction du profit. Le niveau de l'intérêt expliqué par le taux de profit]*

(J. Massie) *An Essay on the Governing causes of the Natural Rate of Interest: wherein the sentiments of sir W[illiam] Petty and Mr. Locke, on that head, are considered*, [dans lequel on étudie l'opinion de Sir William Petty et M. Locke sur ce sujet]. Londres 1750.

«Il ressort clairement de ces différents extraits¹ que Monsieur Locke estime que le *taux d'intérêt* naturel est déterminé par le rapport existant entre la masse monétaire d'un pays et les dettes de ses habitants entre eux d'une part, et le volume du commerce d'autre part; tandis que Sir W. Petty le fait dépendre uniquement de la masse monétaire, de sorte qu'ils ne divergent qu'au sujet des dettes.» (pp. 14-15) |XX-1294a||

1. Avant ce passage, Massie donne des citations tirées de *Political Arithmetick* de PETTY et de *Some considerations of consequences of the lowering of interest, and raising the value of money* de LOCKE.

||XXI-1300| Des gens riches, «au lieu d'utiliser eux-mêmes leur argent, le prêtent à d'autres, pour que ceux-ci en retirent du profit et réservent aux propriétaires *une partie des profits à réaliser*. Mais, si la richesse d'un pays se trouve éparpillée en tant de mains et répartie si uniformément que de nombreuses personnes n'ont plus assez pour entretenir deux familles en plaçant leur argent dans le commerce, alors il n'y a guère de possibilité d'emprunter. En effet, si 2000 l. appartiennent à un seul individu, celui-ci peut les prêter parce que l'intérêt sera suffisant pour nourrir une famille; mais si elles appartiennent à dix individus, on ne peut les prêter parce que les intérêts ne suffisent pas à nourrir 10 familles.» (pp. 23-24.)

«Tout raisonnement qui déduit le taux d'intérêt naturel du *taux que le gouvernement paie pour l'argent* est inévitablement fallacieux et il ne saurait en être autrement; l'expérience nous a montré qu'il n'y a pas eu concordance ni relation entre ces deux éléments, et la raison nous apprend qu'il ne saurait y en avoir jamais; le *fondement* de l'un est en effet *le profit*, et celui de l'autre la nécessité; le premier a des limites, le second n'en a pas. Le gentilhomme et le commerçant ou l'industriel qui empruntent de l'argent, l'un pour amender ses terres, l'autre pour étendre ses affaires, ne peuvent dépasser certaines limites. Si cet argent peut leur rapporter 10 pour cent, ils peuvent payer 5 pour cent pour l'obtenir, mais ils ne donneront pas 10 pour cent; mais qui emprunte par nécessité n'a pas d'autre limite et la nécessité ne connaît pas de loi.» (pp. 31-32.)

«La justification de l'intérêt ne dépend pas du fait qu'avec l'argent emprunté un individu réalise ou non des *bénéfices*, mais de sa capacité» [de l'argent emprunté] «à engendrer du profit, s'il est judicieusement employé.» (p. 49.) «Puisque ce que les gens paient sous le nom d'intérêt, pour l'usage de ce que l'on emprunte, est une partie du profit que l'argent prêté est susceptible de produire, cet intérêt doit toujours être réglé par ce profit.» (p. 49.)

«Quelle est la part qui, dans ce profit, revient en droit à l'emprunteur et quelle est celle qui revient

au prêteur? Pour le déterminer, il n'existe pas d'autre méthode que de recourir aux opinions des emprunteurs et des prêteurs en général; car, à cet égard, le droit et le non-droit ne sont déterminés que par le consentement général.» (p. 49.)

«Mais cette règle du *partage du profit* ne s'applique pas à chaque prêteur et emprunteur individuellement, mais aux prêteurs et emprunteurs en général ... Des profits extraordinairement forts ou faibles sont la récompense de l'habileté ou de la maladresse en affaires, à quoi les créanciers n'ont rien à voir du tout; ne souffrant pas de l'une, ils n'ont pas à tirer avantage de l'autre. Ce qu'on a dit de *particuliers participant à une même affaire* peut s'appliquer à différents genres de commerce.» (p. 50.)

«Le taux d'intérêt naturel est fixé par le profit des entreprises des individus.» (p. 51.)

Pourquoi l'intérêt est-il actuellement en Angleterre de 4 pour cent au lieu de 8 comme autrefois?

Parce que les négociants anglais autrefois «encaissaient le double du profit qu'ils font aujourd'hui».

Pourquoi le taux d'intérêt est-il de 3 pour cent en Hollande, 5 et 6 pour cent en France, en Allemagne et au Portugal, de 9 pour cent aux Indes occidentales et orientales, de 12 en Turquie?

«Pour tous ces cas, il suffit d'une réponse générale: dans ces divers pays, les profits commerciaux diffèrent des profits commerciaux de chez nous, de telle manière qu'ils entraînent ces différences dans le taux d'intérêt.» (p. 51.)

Mais d'où vient la baisse du profit?

De la concurrence extérieure ou intérieure, «de la diminution du commerce extérieur» (du fait de la concurrence étrangère) «ou du fait que les commerçants font mutuellement baisser de plus en plus le prix de leurs marchandises ..., soit qu'ils soient dans la nécessité de conclure une transaction, soit qu'ils cherchent à en faire le plus grand nombre.» (pp. 52-53.)

«Les profits commerciaux sont en général déterminés par le rapport entre le nombre des commer-

cants et le volume du commerce.» (p. 55.) «En Hollande, où le nombre des personnes actives dans le commerce est le plus élevé proportionnellement au chiffre global de la population ..., le taux d'intérêt est le plus bas; en Turquie, où la disproportion est la plus grande, le taux d'intérêt est le plus élevé.» (pp. 55-56.)

||1301| «Qu'est-ce qui détermine le rapport entre le volume du commerce et le nombre des commerçants?» (p. 57.) Ce sont les «motifs du commerce»: «la nécessité naturelle, la liberté, la protection des droits individuels, la sécurité publique.» (pp. 57-58.)

Il n'y a pas deux pays qui, pour la même dépense de travail, fournissent avec une égale profusion un même nombre de moyens de subsistances nécessaires. Les besoins des hommes augmentent ou diminuent avec la rigueur ou la douceur du climat sous lequel ils vivent, par conséquent, l'importance relative du commerce, que les habitants de pays différents sont obligés de faire afin de satisfaire leurs besoins, ne saurait donc être la même partout, et la mesure de cette différence ne peut être obtenue que par la chaleur ou le froid qu'il y fait. D'où l'on peut tirer cette conclusion générale: la quantité de travail nécessaire à l'entretien d'une population donnée, est la plus grande dans les pays froids et la plus petite dans les pays chauds. Dans les premiers, les hommes n'ont pas seulement besoin de plus de vêtements, mais la terre doit également être mieux cultivée que dans les derniers.» (p. 59.) «Une espèce de nécessité, particulière à la Hollande ... a sa source dans la surpopulation du pays qui, ajoutée à la grande somme de travail nécessaire pour les travaux d'endiguement et de drainage du pays, entraîne une nécessité plus grande que dans n'importe quelle partie du monde habitable, de faire du commerce.» (p. 60.)

Avec plus de netteté encore que Hume, Massie présente l'*interest* [intérêt] comme une simple *fraction du profit*. Tous deux expliquent la baisse de l'*interest*¹ par l'accumulation des capitaux (Massie en particulier, par la concurrence) et la baisse du profit qui s'ensuit.

1. Dans le manuscrit, par erreur: profit

L'un parle aussi peu que l'autre de l'*origine du profit of trade* [profit commercial] lui-même. ||XXI-1301||

[Complément au chapitre sur les physiocrates]

(a) *Remarque complémentaire sur le Tableau économique**]

||XXIII-1433|

Productives ¹	Propriétaires	Stériles
2 milliards	2 milliards	1 milliard
1 milliard		
1 milliard		1 milliard
1 milliard		1 milliard
Dépenses annuelles 2 milliards		
Total 5 milliards		Total 2 milliards

Ceci est la forme la plus simple du Tableau économique*²

1. *Circulation monétaire* (dans l'hypothèse où l'on ne paie qu'une fois par an). La circulation monétaire part de la *spending*

1. Pour «classes productives». Le tableau ci-dessus est tout entier en français dans l'original.

2. Marx reproduit ici, en le simplifiant un peu, le *Tableau économique* tel qu'on le trouve chez QUESNAY dans «Analyse du Tableau économique», *Physiocrates* ..., par Eugène DAIRE, 1^e partie, ouv. cité, p. 65.

class [classe dépensièr], les *propriétaires** qui n'ont pas de *marchandises* à vendre, qui achètent sans vendre.

Ils achètent pour 1 *milliard** aux productifs, à qui ils renvoient¹ le *milliard** d'argent pour le paiement de la rente. (Par cette opération on a disposé en même temps de 1/5 de l'*agricultural produce* [produit agricole].) Ils achètent pour 1 *milliard** aux *stériles**² qui reçoivent ainsi 1 *milliard** d'argent. (Par là, on a disposé de la 1/2 du produit manufacturé.) Les *stériles** achètent avec ce *milliard** des vivres aux productifs vers lesquels reflue ainsi un autre *milliard** en argent. (Par là on a disposé d'un deuxième 1/5 de l'*agricultural produce*.) Les *productives** achètent avec ce même *milliard** d'argent des produits manufacturés pour 1 *milliard**, remplaçant ainsi la moitié de leurs *avances**. (Par là on a disposé de la deuxième 1/2 du *manufacturing produce* [produit manufacturé].) Les *stériles** achètent ||1434| avec ce même *milliard** d'argent des matières premières. (Par là on a disposé d'un autre 1/5 du produit agricole.) Ainsi les [2] milliards d'argent ont reflué vers les *productives**.

Ainsi 2/5 restent pour l'*agricultural produce*. 1/5 est consommé *in natura*, mais en quoi s'accumule l'autre 1/5? C'est à exposer plus tard³.

2. Même du point de vue de Quesnay selon lequel, en fait, toute la classe des *stériles** ne se compose que d'ouvriers salariés, on voit déjà, en regardant le Tableau*, la fausseté des prémisses.

Chez les *productives** on suppose que le montant des *avances primitives** (*capital fixe**) est le quintuple des *avances annuelles**. Chez les *stériles**, cette rubrique n'est même pas mentionnée ce qui, évidemment, ne l'empêche pas d'exister.

En outre il est faux de poser que la reproduction = 5 *milliards**. D'après le Tableau* lui-même = 7 *milliards**; 5 du côté des *productives** et 2 du côté des *stériles**.

(b) *Rechute des physiocrates dans le système mercantiliste.*
Revendication de la libre concurrence]

Le produit des *stériles** = 2 *milliards**. Ce produit se compose de 1 *milliard** de matières premières (qui ainsi, pour une part,

1. Dans le manuscrit: *die ihnen* (qui leur renvoient ...).

2. Dans tout ce passage nous conservons comme d'ordinaire, les termes utilisés par Marx en français: stériles et productives, dans le sens de: classes stériles et classes productives.

3. Voir ci-dessus p. 385, note 2.

entrent dans le produit et en partie remplacent le *déchet*¹ de l'outillage qui est entré dans la valeur du produit), et 1 milliard* de subsistances qui ont été consommées pendant le travail.

Tout ce produit, ils le vendent aux propriétaires* et aux productives² premièrement pour remplacer l'avance* (en matières premières), deuxièmement pour acquérir des produits agricoles, des vivres. Il ne reste donc pas un liard de produits manufacturés pour leur propre consommation et encore moins d'intérêt ou de profit. C'est ce que Baudeau (ou [Le] Trosne) voit bien et il explique que les stériles* vendent leur produit *au-dessus de sa valeur*, donc que ce qu'ils vendent 2 milliards* = 2 milliards* moins x. Le profit et même les moyens de subsistance nécessaires qu'ils consomment, eux, sous forme de marchandises manufacturées sont donc uniquement expliqués par l'*augmentation du prix* des marchandises *au-dessus de leur valeur*³. Et ici les physiocrates retombent nécessairement dans le mercantilisme, dans le profit upon alienation [profit de l'aliénation].

C'est pourquoi la libre concurrence est tellement nécessaire entre les manufacturers [fabricants] afin qu'ils ne puissent pas trop rouler les productives*, les agriculturists [agriculteurs]. Par ailleurs, cette libre concurrence est nécessaire pour que l'*agricultural produce* soit vendu à un «bon prix»*, c'est-à-dire qu'en étant vendu à l'étranger il monte *au-dessus* de son *native price* [prix intérieur], puisqu'on suppose un pays which exports wheat [qui exporte du blé], etc.

[c) Quesnay: Pas d'augmentation réelle de la valeur au cours de l'échange]

«Tout achat est vente, et toute vente est achat.» (Quesnay, Dialogue sur le commerce et sur les travaux des artisans*, etc., éd. Daire, p. 170⁴). «Acheter c'est

1. Ce terme presque toujours employé dans le sens d'usure (du matériel).
2. Dans le manuscrit: stériles.

3. Point de vue développé par le physiocrate Baudeau dans son «Expliquer du Tableau économique», Physiocrates ..., par Eugène DAIRE, 2^e partie, ouv. cité, pp. 852-854.

4. Sous ce titre l'ouvrage Physiocrates, 1^e partie, Paris 1846, édité par DAIRE, réunit deux dialogues qui sont de QUESNAY: «Du commerce. Premier dialogue entre M. H. et M. N.» et «Sur les travaux des artisans. Second dialogue». La citation utilisée par Marx est extraite du premier dialogue.

vendre et vendre c'est acheter.» (Quesnay dans Dupont de Nemours: Origine*, etc., 1767 p. 391¹).**

«Le prix précède toujours les achats et les ventes. Si la concurrence des vendeurs et des acheteurs n'y apporte pas de changements, il existe tel qu'il est par d'autres causes indépendantes du commerce.» (p. 148²).**

«Il est toujours à présumer qu'il» (échange*) «est profitable à tous deux» (contractants*) «car de part et d'autre ils se procurent la jouissance de richesses qu'ils ne peuvent obtenir que par l'échange. Mais toujours n'y a-t-il qu'échange de richesses d'une valeur pour d'autres richesses de valeur égale, et par conséquent point d'augmentation réelle de richesses» (on devrait dire: point d'augmentation réelle de valeur*) (l. c. p. 197³).**

Avances* et capital sont explicitement [définis] comme identiques. Accumulation des capitaux comme condition principale.

«L'augmentation des capitaux est donc le principal moyen d'accroître le travail et le plus grand intérêt de la société», etc. (Quesnay dans Dupont de Nemours, l. c. p. 391⁴).}** |XXIII-1434||

[BUAT]

[Glorification de l'aristocratie terrienne]

||XXII-1399| Buat (comte du*), Eléments de la politique, ou Recherche des vrais principes de l'économie sociale*, (6 vol.), Londres 1773.

1. Cette citation de Quesnay ne se trouve pas, à proprement parler, dans ce livre de DUPONT DE NEMOURS: De l'origine et des progrès d'une science nouvelle, mais dans un autre ouvrage du même auteur: Maximes du Dr Quesnay, ou résumé de ses principes d'économie sociale qui, thématiquement, s'y rattache; les deux textes se trouvent dans Physiocrates par Eugène DAIRE, 1^e partie, 1846. La page indiquée par Marx renvoie à cette édition.

2. Cette citation est tirée de QUESNAY, «Du commerce. Premier dialogue M. H. et M. N.», ouv. cité.

3. Extrait du dialogue de QUESNAY, «Sur les travaux des artisans ...», ouv. cité.

4. Extrait des Maximes du docteur Quesnay de DUPONT DE NEMOURS, ouv. cité.

Cet écrivain superficiel et diffus, qui confond l'apparence de la physiocratie avec son essence et avec la glorification de l'aristocratie terrienne – et n'accepte la physiocratie que dans la mesure où elle correspond à ce but – n'aurait pas lieu d'être mentionné si nous ne trouvions pas chez lui, sans nuances, le caractère bourgeois dans toute sa brutalité, comme chez Ricardo plus tard. Si, parlant du *produit net**, il commet l'erreur de n'avoir en vue que la rente ne change rien à la chose; Ricardo répète la même chose à propos du *produit net** en général¹. Les ouvriers font partie des faux frais* et n'existent qu'afin de permettre aux possesseurs du *produit net** de «former la société». (Voir les passages correspondants².) Le sort des ouvriers libres n'est conçu que comme une forme modifiée de l'esclavage, nécessaire pour que les classes supérieures «forment» la société. {Chez Arthur Young également, le *produit net** en tant que but de la production, la plus-value³}

||1400|| On se souvient du passage où Ricardo polémique contre A. Smith, pour qui le capital qui utilise le plus grand nombre d'ouvriers est le plus productif⁴. Cf. à ce sujet *Buat*, pp. 30–31 [t. VI, pp. 51, 52, 68–70]. En outre sur la classe ouvrière et l'esclavage –, (pp. 28–29) [t II, pp. 288, 297, 309; t. III, pp. 74, 95, 96, 103; t. VI, pp. 43, 51]; sur la nécessité pour ces ouvriers de travailler un surplus de temps, et sur la signification du *strict nécessaire** – (p. 30) [t. VI, pp. 52–53].

Le seul passage à citer ici, parce que bien caractéristique du bavardage sur le *risque* que court le capitalisme en général:

«Ils ont risqué beaucoup pour gagner beaucoup. Mais ils ont risqué des hommes et des denrées ou de l'argent. Pour les hommes, s'ils les ont exposés à un péril évident pour gagner – ils ont fait une très vilaine action. Pour les denrées – si c'est un mérite d'en produire, ce ne doit pas être un mérite de les risquer pour le profit d'un seul homme», etc. (t. II, p. 297.)** |XXII-1400||

1. Marx fait allusion au chapitre 26, «On gross and net revenue» des *Principles of political economy and taxation* de RICARDO, *ouv. cité*.

2. Marx renvoie à ses extraits de l'ouvrage de Buat dans le cahier annexe A, pp. 27–32. Dans les pages suivantes nous avons conservé les références de Marx aux pages du cahier annexe en les complétant entre crochets par les références aux pages de l'ouvrage de Buat.

3. Sur Arthur Young, le «fanatique du surproduit», voir *Le Capital*, *ouv. cité*, t. I, p. 226, note 1.

4. Voir note 1.

[JOHN GRAY]

[Polémique contre l'aristocratie terrienne du point de vue des physiocrates]

||XXIII-1449| [John Gray]¹ *The Essential Principles of the Wealth of Nations, illustrated in opposition to some false doctrines of Dr. Adam Smith, and others* [Principes essentiels de la richesse des nations, illustrés en opposition à quelques fausses doctrines du Dr Adam Smith, et autres], Londres 1797.

Cet homme connaissait Anderson car, dans son appendice il imprime des extraits de l'*Agricultural Report for the County of Aberdeen* [Rapport sur l'agriculture du comté d'Aberdeen] d'Anderson.

C'est en Angleterre le *seul ouvrage important* qui se rattache directement à la physiocratie. Le travail de W. Spence: *Britain independent of commerce!* [La Grande-Bretagne indépendante du commerce!], 1807, n'est qu'une caricature. En 1814–15, ce même type fut un des défenseurs les plus fanatiques du *landed interest* [de la propriété foncière], sur la base de la doctrine physiocrate – qui prône le *free trade* [libre-échange]. Ne pas confondre ce type-là avec T. Spence, l'ennemi mortel de la *Private Property in Land* [propriété foncière privée].

Dans l'ouvrage nous trouvons d'abord un résumé excellent et succinct de la doctrine physiocratique.

A juste raison, l'auteur fait remonter l'origine de ce point de vue à *Locke* et *Vanderlint*. Il décrit les physiocrates comme des gens qui «very systematically, though not correctly illustrated» [ont fait (de la doctrine) un exposé très systématique, *bien qu'in-correct*] (p. 4). (Voir en outre à ce sujet p. 6; cahier H, pp. 32–33²).

Le résumé qu'on y trouve nous montre très joliment comment la *théorie de la privation* dont les apologistes ultérieurs, *partly* [en partie] déjà Smith, font la base de la formation du capital, découle précisément du point de vue des physiocrates selon

1. L'auteur de l'ouvrage anonyme analysé ici par Marx était un certain John Gray, dont les dates de naissance et de décès n'ont cependant pas encore pu être précisées. En 1802, le même auteur publia un autre livre sur l'impôt sur le revenu. Il ne s'agit pas du socialiste utopique John Gray (1798–1850), que cite Marx dans le premier cahier de la *Contribution à la critique de l'économie politique* et dans le premier Livre du *Capital*.

2. Marx parle de son cahier annexe H. Il cite un paragraphe plus bas presque tous les extraits de la page 6 de l'ouvrage anonyme relevés dans les pages 32–33 du cahier annexe H.

lequel, dans l'industrie, etc., no surplus value is created [il n'y a pas de création de plus-value].

«La somme que l'on débourse en vue de les¹ occuper et d'assurer leur subsistance n'a d'autre effet que de pérenniser l'existence de leur propre valeur; elle est donc improductive.» {Parce que off surplus value: unproductive [ne produisant pas de plus-value: improductive].} «Les artisans, manufacturiers ou commerçants ne peuvent jamais accroître en quoi que ce soit la richesse de la société autrement que par l'économie et l'accumulation d'une partie de ce qui est destiné à leur entretien journalier; en conséquence ce n'est que par la privation² ou l'économie qu'ils peuvent ajouter quelque chose au capital global.»

(Théorie de la privation chez Senior et théorie de l'économie chez Adam Smith),

«les cultivateurs, par contre, peuvent consommer tout leur revenu, et cependant enrichir en même temps l'Etat, parce que leur travail crée un surproduit appelé rente.» (p. 6.)

«Une classe d'hommes dont le travail (tout en produisant quelque chose) ne produit rien au-delà de ce qui a été dépensé pour mettre en œuvre ce travail, mérite à juste titre d'être appelée classe improductive.» (p. 10.)

Production de plus-value à distinguer nettement de son transfert [transfert].

«Les économistes³ ne s'occupent qu'indirectement de l'accroissement du revenu» {ceci est de l'accumulation} ... «Le sujet de leur étude c'est la production et la reproduction du revenu.» (p. 18.)

Voilà ce qu'il y a de grand dans la physiocratie. Les physiocrates se demandent comment est produite et reproduite la

1. C'est-à-dire les artisans, manufacturiers, commerçants.

2. Marx emploie ici le terme *Entsagung* (mot à mot: renoncement) alors qu'il a employé plus avant *Privation*. Il ne semble pas y avoir de différence entre les deux termes.

3. Jusque vers le milieu du 19^e siècle, les physiocrates furent désignés en France par le nom d'économistes.

plus-value (chez lui [Gray] égale le revenu). La question de savoir comment elle se reproduit à une plus grande échelle, c'est-à-dire comment elle s'accroît, ne vient qu'en second lieu. Il faut d'abord découvrir quelle est sa catégorie, le secret de sa production ||1450| *Plus-value et capital commercial**.

«Quand il s'agit de la production du revenu, il est illogique d'y substituer le transfert du revenu, à quoi se laissent ramener toutes les transactions commerciales.» (p. 22.) «Que signifie le mot commerce* sinon commutatio mercium [échange de marchandises] ..., échange qui parfois peut être plus avantageux pour l'un que pour l'autre; mais l'un perd toujours ce que l'autre gagne, et leurs transactions ne produisent donc en fait aucune augmentation.» (p. 23.) «Le Juif qui vendrait une couronne 10 sh. ou un farthing du temps de la reine Anne, une guinée, accroîtrait sans doute son propre revenu, mais n'augmenterait pas, ce faisant, la quantité de métal précieux; et la nature de ce commerce serait la même, que son client collectionneur d'objets rares habite la même rue que lui, ou la France ou la Chine.» (p. 23.)

Chez les physiocrates, le profit de l'industrie est expliqué comme profit upon alienation [profit de l'aliénation] (donc de façon mercantiliste). Et notre Anglais de conclure donc très justement que ce profit ne constitue un gain que si les marchandises industrielles sont vendues à l'étranger. Des prémisses mercantilistes il tire la conclusion mercantiliste qui s'impose.

«Tant que ses marchandises se vendent et se consomment dans le pays, aucun industriel, quel que soit son bénéfice personnel, n'ajoute rien au revenu national; car l'acheteur ... perd exactement ... ce que l'industriel gagne ... Ce qui se passe ici, c'est un échange entre le vendeur et l'acheteur, mais pas une augmentation.» (p. 26.) «Pour parer au manque d'excédent ..., l'entrepreneur ajoute un profit de 50 pour cent à ses dépenses en salaires, ou encore 6 pence par shilling à tout salaire payé ... Et si le produit manufacturé est vendu à l'étranger, cela constituerait le profit national» (p. 27) de tant et tant d'*«artificers»* [artisans].

Très bon exposé des raisons de la richesse hollandaise. Pêche. (Aurait dû également citer l'élevage.) *Monopoly of the spices of the East. Carrying trade* [Monopole sur les épices d'Orient. Affaires de frêt]. Prêts d'argent à l'étranger (*cahier annexe H*, pp. 36–37¹).

Les «manufacturiers sont une classe utile», mais non pas une «classe productive». (p. 35.) Ils «provoquent une *transmutation* ou un *transfert* du revenu précédemment procuré par le cultivateur, en donnant, sous une nouvelle forme de la *permanence* à ce revenu». (p. 38.)

Il n'y a que 4 *essential classes* [classes nécessaires]: *Productive class or cultivators* [classe productive ou cultivateurs]. *Manufacturers* [manufacturiers]. *Defenders* [défenseurs]. *The class of instructors* [la classe des enseignants], qu'il *substitutes* [substitue] aux *Décimateurs*^{**} ou prêtres des physiocrates, «car toute société policée a besoin d'être nourrie, vêtue, défendue et instruite» (p. 51).

L'erreur des *Economists* [Economistes]³ fut de croire que

«les bénéficiaires de rentes foncières constituaient en tant que *simples bénéficiaires de rente* une *classe productive* de la société ... Ils ont réparé leur erreur jusqu'à un certain point en suggérant que ces rentes servent à l'entretien de l'Eglise et du roi. Le Dr Smith ... laisse subsister cela» (cette *error* [erreur] des *Economists*) «tout au long de son étude» (c'est juste) «et dirige ses réfutations contre la partie fondée du système des économistes.» (p. 8.)

||1451| Les *landlords* [propriétaires] ne sont en soi ni une classe *productive*, ni même *an essential class of society* [une classe nécessaire de la société]).

«En tant que simples bénéficiaires de rentes foncières, les propriétaires fonciers ne sont pas une classe nécessaire de la société ... En détournant les rentes foncières de leur fin originelle, la défense de l'Etat, les percepteurs de ces rentes ont cessé d'être une classe

1. Aux pages 36–37 du cahier annexe H, se trouvent des extraits des pages 31–33 de l'ouvrage anonyme en question.

2. Bénéficiaires de dimes.

3. Voir ci-dessus p. 448, note 3.

nécessaire pour devenir une des classes les plus superflues et les plus indésirables de la société.» (p. 51.)

Voir la suite à ce sujet, qui est très bien, pp. 38–39 (*cahier annexe H*)¹ et notamment cette polémique contre les bénéficiaires de la rente foncière du point de vue des physiocrates, très importante comme couronnement de leur doctrine.

Il démontre que *l'impôt* réel sur la terre est d'origine turque (l. c. p. 59).

Le *landlord* [propriétaire foncier] *taxe* non seulement les *improvements of land* [amendements du sol], mais aussi *of presumption of future improvement* [des amendements futurs présumptifs] (p. 40), [pp. 63–64]. Impôt sur la rente (p. 40, *cahier*, l. c.) [p. 65].

La théorie physiocratique est *anciently established* [établie de longue date] en Angleterre, en Irlande, dans l'Europe féodale, dans l'*Empire of the Mogul* [Empire du grand Mogol] (p. 42, l. c.) [pp. 93–94].

Le *landlord* en tant que *tax-imposer* [collecteur d'impôts] (p. 43, l. c.) [p. 118].

L'étroitesse de vue physiocratique se révèle dans le raisonnement ci-après (absence de compréhension de la division du travail):

Supposons qu'un horloger ou un fabricant de calicot ne puisse vendre sa montre ou son calicot. [Mais supposons qu'un producteur de houille, de fer, de lin, d'indigo, etc., ne puisse vendre ses produits, ou même qu'un producteur de blé ne puisse vendre son blé. Sur ce point *Béardé de l'Abbaye*, précédemment cité est très bien². Il [Gray] doit défendre la production *immédiate* contre la production *marchande* ce qui est fortement en contradiction avec le fait que c'est la *valeur vénale** qui est l'essentiel chez les physiocrates. Mais chez ce type on le retrouve tout du long. La conception *bourgeoise* au sein du mode de représentation prébourgeois.] Montre

«qu'un manufacturier ne peut s'enrichir que s'il est *vendeur*» (il démontre uniquement qu'il produit son produit en tant que *marchandise*) «et que dès qu'il

1. Aux pages 38–39 du cahier annexe se trouvent des extraits des pages 51 à 54 de l'ouvrage anonyme. Dans les pages suivantes, les références de Marx aux pages du cahier annexe H ont été complétées par des références entre crochets qui renvoient aux pages de l'ouvrage anonyme.

2. A la page 1446 du cahier XXIII du manuscrit, Marx mentionne le livre de *BÉARDÉ DE L'ABBAYE* dirigé contre les physiocrates: *Recherches sur les moyens de supprimer les impôts*, Amsterdam 1770. Des extraits de ce livre se trouvent aux pages 10–11 du cahier annexe H.

cesse d'être *vendeur*, ses *profits* cessent immédiatement» (mais où nichent les profits du *farmer who is not a seller* [fermier qui n'est pas *vendeur*]?) «parce qu'ils ne sont pas des profits naturels mais des profits artificiels. Mais le cultivateur par contre ... peut subsister et prospérer et même s'accroître sans qu'il vendre rien.» (pp. 38-39.)

(Mais alors il faut qu'il soit en même temps *manufacturier* [manufacturier].)

Contre le *High Price* [prix élevé] de *A. Young* tenu pour *important pour la prosperity of agriculture* [prospérité de l'agriculture], mais c'est en même temps, là, une polémique contre la *physiocratie* (pp. 41-42, cahier annexe H et 43) [l. c. pp. 65-78 et 118].

La plus-value ne peut être déduite d'une élévation nominale du prix par le vendeur.

«La hausse de la valeur nominale du produit ... n'enrichit pas les vendeurs ..., car ils dépensent en leur qualité d'acheteurs exactement ce qu'ils gagnent comme vendeurs.» (p. 66.)

A la Vanderlint:

«Tant que l'on peut trouver pour chaque oisif un champ à cultiver, pas un oisif ne devrait rester sans champ. Les ateliers de travail, c'est bien; les champs de travail, c'est beaucoup mieux.» (p. 47.)

Contre le *farm system* [système de métayage] pour *long leases* [des baux à long terme], puisque autrement la propriété foncière ne fait qu'entraver la production et les *improvements* [amendements du sol] (p. 43) [pp. 118-123]. (*Irish right of tenantry* [Le droit irlandais de fermage]¹). |XXIII-1451||

Digression (sur le travail productif)

||V-182| Un philosophe produit des idées, un poète des poèmes, un pasteur des sermons, un professeur des traités, etc. Un criminel

1. Sur «*Irish right of tenantry*» [Le droit irlandais de fermage], cf. l'article de Marx dans le *New-York Daily Tribune* du 11 juillet 1853 (voir *MEW*, t. 9, pp. 157-163).

produit des crimes. Si on considère de plus près le rapport de cette dernière branche de production avec l'ensemble de la société, on reviendra de bien des préjugés. Le criminel ne produit pas seulement des crimes, il produit aussi le droit criminel et, par suite, également le professeur qui fait des cours sur le droit criminel et, en outre, l'inévitable traité dans lequel ce même professeur jette sur le marché général, ses conférences comme «*marchandises*». Cela entraîne une augmentation de la richesse nationale. Sans compter la jouissance privée que le manuscrit du traité procure à son auteur, comme nous le [dit] un témoin compétent, le professeur Roscher¹.

Le criminel produit en outre toute la police et toute la justice criminelle, les sbires, juges, bourreaux, jurés, etc.; et chacune de ces différentes branches professionnelles, qui constituent autant de catégories de la division sociale du travail, développe différentes facultés de l'esprit humain, créant de nouveaux besoins et de nouvelles manières de les satisfaire. La torture, à elle seule, a suscité les inventions mécaniques les plus ingénieuses et elle a occupé une masse d'artisans honorables à la production de ses instruments.

Le criminel produit une impression, en partie morale, en partie tragique, c'est selon, et fournit ainsi un «service» aux sentiments moraux et esthétiques du public qu'il met en mouvement. Il ne se borne pas à produire des traités sur le droit criminel, des codes pénaux et, partant, les auteurs de ces codes, il produit aussi de l'art, de la littérature, des romans et même des tragédies, comme le prouvent non seulement *Die Schuld* [La Faute] de Mullner² et *Die Räuber* [Les Brigands] de Schiller, mais aussi *Oedipe* et *Richard III*. Le criminel rompt la monotonie et la sécurité quotidiennes de la vie bourgeoise. Il la préserve par là de la stagnation et suscite cette tension et cette agitation inquiète sans lesquelles l'aiguillon de la concurrence lui-même s'émuoverait. Il fournit ainsi un aiguillon pour les forces productives. Le crime élimine du

1. Cette phrase est dans la marge du manuscrit; Marx indique qu'elle a sa place en cet endroit. Wilhelm Georg Friedrich Roscher (1817-1894), fondateur de la première école historique allemande en économie politique, adversaire du socialisme utopique et de l'économie politique classique, auteur d'un «manuel et choix de textes pour les hommes d'affaires et les étudiants»: *Die Grundlagen der Nationalökonomie* [Les Fondements de l'économie politique]. Empiriste, il nie l'existence de lois économiques et conteste à l'analyse théorique de l'économie.

2. MULLNER (1774-1829): critique et écrivain allemand.

marché du travail une partie de la population en surnombre et, ce faisant, il diminue la concurrence entre les travailleurs et empêche, jusqu'à un certain point, le salaire du travail de tomber au-dessous du minimum, tandis que la lutte contre le crime absorbe une autre partie de cette même population. Ainsi le criminel intervient comme l'une de ces «compensations» naturelles qui établissent un niveau correct et ouvrent toute une perspective de branches professionnelles «utiles».

On peut prouver jusque dans le détail l'influence qu'exerce le criminel sur le développement des forces productives. Les serrures auraient-elles jamais atteint leur perfection actuelle s'il n'y avait pas de voleurs? Dans la fabrication des billets de banque serait-on parvenu au fini atteint de nos jours s'il n'y avait pas ||183|| de faux-monnayeurs? Le microscope aurait-il réussi à pénétrer dans la sphère commerciale courante (voyez Babbage) sans la fraude dans le commerce? La chimie pratique ne doit-elle pas autant à la falsification des marchandises et aux efforts pour la découvrir qu'à un honnête zèle dans la production? Le crime, par les moyens toujours nouveaux qu'il a d'attaquer la propriété, fait naître des moyens toujours nouveaux de la défendre et, du coup, son effet sur l'invention des machines est tout aussi productif que les *strikes* [grèves]. Et si on quitte la sphère du crime privé: sans crimes nationaux, est-ce que le marché mondial serait jamais né? Et les nations elles-mêmes? Et, depuis l'époque d'Adam, l'arbre du péché n'est-il pas en même temps l'arbre de la connaissance? Dans la *Fable of the Bees* [Fable des abeilles] (1705), Mandeville avait déjà démontré la productivité de toutes les professions, etc. possibles et, en général, la tendance de toute cette argumentation:

«Ce que nous appelons, dans ce monde, le mal, aussi bien moral que naturel, c'est le grand principe qui fait de nous des créatures sociales, la base solide, *la vie et le soutien de tous les métiers et de toutes les occupations* sans exception; c'est ainsi que nous devons chercher la véritable origine de tous les arts et de toutes les sciences; et du moment où le mal cessera, la société devrait nécessairement se dégrader, sinon périr¹ complètement.»

1. Chez Mandeville: *dissolved* (se dissoudre) au lieu de *destroyed* que Marx a recopié dans ses cahiers d'extraits

Seulement Mandeville avait, bien sûr, infiniment plus d'audace et d'honnêteté que les apologistes philistins de la société bourgeoisie¹. ||V-183||

Production du capital. Travail productif et improductif²

[a) *Toutes les forces productives du travail social apparaissent comme forces productives du capital*]

||XXI-1317| Nous avons vu, non seulement comment le capital produit, mais comment il est lui-même produit, et comment il sort du procès de production, dans lequel il se développe, sous forme d'un rapport modifié dans son essence³. D'un côté il trans-

1. Bernard de MANDEVILLE (1670-1733): médecin, auteur satirique et économiste anglais. Dans *La Sainte Famille* (1844), Marx le cite comme auteur «caractéristique de la tendance socialiste du matérialisme»: «Il prouve que, dans la société d'aujourd'hui, les vices sont *inévitables et utiles*.» (*La Sainte Famille*, Édition sociales, Paris 1972, p. 158.)

2. Titre emprunté à l'esquisse du plan de la première partie du *Capital*. Voir ci-dessous p. 483.

3. Cette phrase renvoie à la section «Subsومption formelle et subsومption réelle du travail sous le capital. Formes de transition» (cahier manuscrit XXI, pp. 1306-1316), qui précède immédiatement cette section (voir à ce sujet *MEW*, t. 23 et *Le Capital, ouv. cité*, t. II, pp. 184-185 et t. III 178-180. Pour la première de ces références on aura intérêt à se reporter au texte allemand sensiblement différent de la traduction française revue par Marx.) Ce texte «Subsومption ...» a été traduit par M. Rubel (*Oeuvres de K. Marx*, Pleiade, 2 volumes) et par M. Dangeville (*Un chapitre inédit du «Capital»*, 10/18). M. Rubel traduit le terme allemand de Marx «Subsumption», que nous rencontrerons dans cette section par «subordination», tandis que M. Dangeville le traduit par «soumission». Nous traduirons ce terme par «subsومption» par un souci d'exactitude (ce terme appartient au registre de la logique formelle en français comme en allemand) que renforcent deux considérations plus précises: 1. D'un point de vue linguistique Marx emploie également dans le même contexte *Unterordnung* [subordination] (cf. *MEW*, t. 23, pp. 533 et 766; *Le Capital, ouv. cité*, t. III, p. 179), et *Unterwerfung* [soumission] dans la présente section (*MEW*, t. 26.1, p. 181); 2. d'un point de vue théorique, Marx associe avec constance ce terme à la présentation de mécanismes précis et essentiels dans sa théorie du mode de production capitaliste. La distinction faite ici entre deux formes de productivité du capital correspond à la distinction que fait Marx dans la section précédente: à la subsومption formelle correspond la productivité du capital comme contrainte au surtravail en général (quelle que soit la forme du procès de travail); Marx le dit explicitement; il dit moins explicitement ici, que la productivité du capital qui résulte de l'appropriation de la force productive du travail social (coopération dans le procès de travail) et des forces productives sociales générales (science) correspond de son côté à la subsومption réelle.

forme le mode de production; d'un autre côté cette forme modifiée du mode de production, ainsi qu'un certain degré de développement des forces productives matérielles sont la base et la condition – la présupposition de sa propre formation.

Etant donné que, par l'échange entre le capital et le travailleur, le travail vivant est incorporé au capital et apparaît comme une activité qui lui appartient, dès que le procès de travail commence, toutes les forces productives du travail social se présentent comme forces productives du capital, tout comme la forme sociale générale du travail apparaît dans l'argent comme propriété d'une chose. Ainsi la force productive du travail et ses formes particulières se présentent maintenant comme forces productives et formes du capital, du travail *matérialisé*, des conditions de travail (*objectives*) matérielles qui, comme figure ainsi autonomisée, sont personnifiées, face au travail vivant, dans le capitaliste. Nous retrouvons là l'inversion du rapport que nous avons déjà rencontrée en étudiant l'argent et désignée par le terme de *fétichisme*¹.

Le capitaliste lui-même n'est détenteur de puissance que comme *personification du capital*. (Dans la comptabilité italienne, c'est là son rôle de *capitaliste*, de capital personnifié, et on le lui oppose constamment à lui-même en tant que simple personne, c'est seulement en tant que personne qu'il apparaît en sa qualité de consommateur privé et de débiteur de son propre capital.)

La *productivité* du capital consiste d'abord, même si l'on ne considère que la *subsorption* formelle du travail sous le capital, en la *contrainte au surtravail*, au travail qui dépasse la nécessité immédiate; cette contrainte, le mode de production capitaliste la partage avec le mode de production antérieur, mais il l'exerce, l'accomplit d'une manière plus favorable à la production.

Même en ne considérant que ce rapport formel – la forme générale de la production capitaliste, commune à son mode le moins développé et à son mode le plus développé – les *moyens de production*, les *conditions objectives du travail* – matière du travail,

1. Dans le premier cahier de *Contribution à la critique de l'économie politique* Marx décrit l'*inversion du rapport*, la «mystification» qui caractérisent la marchandise et l'argent dans la société bourgeoise (pp. 13, 14, 27) et parle de la richesse comme «fétique» (p. 117). Dans le cahier XV (pp. 891–899 et 910–919) il décrit le procès de fétichisation des rapports sociaux capitalistes dans les formes transformées de la plus-value (*Théories sur la plus-value*, Annexe: «Le revenu et ses sources. L'économie vulgaire», *MEW*, t. 26, 3, pp. 445 et suiv.). On trouvera ce texte dans le tome III de la présente édition.

moyens de travail (et moyens de subsistance) – n'apparaissent pas comme subsumés sous le travailleur, c'est lui qui apparaît comme subsumé sous eux. Ce n'est pas lui qui les utilise, ce sont eux qui l'utilisent. Et c'est en cela qu'ils sont du capital. Le capital emploie *labour* [utilise du travail]. Ils ne sont pas des moyens pour ce dernier, des moyens de produire des produits, que ce soit sous la forme de moyens de subsistance immédiats ou de moyens d'échange, de marchandises. C'est lui qui est un moyen pour eux, un moyen d'une part de conserver leur valeur, d'autre part de la valoriser, c'est-à-dire de l'accroître, d'absorber du *surplus labour* [surtravail].

Ce rapport est déjà, dans sa simplicité, une inversion: personification de la chose et chosification de la personne; ce qui distingue, en effet, cette forme de toutes les précédentes, c'est que le capitaliste ne domine pas le travailleur en vertu d'une quelconque qualité de sa personne, mais uniquement dans la mesure où il est du «capital»; sa domination n'est que celle du travail matérialisé sur le travail vivant, du produit du travailleur sur le travailleur lui-même.

Mais ce rapport devient encore plus compliqué et apparemment plus mystérieux, quand, avec le développement du mode de production spécifiquement capitaliste, non seulement ces choses immédiatement matérielles – toutes produits du travail; à considérer la valeur d'usage, conditions objectives du travail et produits du travail, à considérer la valeur d'échange, temps de travail général réalisé ou argent – se dressent face au travailleur et l'affrontent comme «capital», mais que [en plus] les formes du travail socialement développé, la coopération, la manufacture (forme de la division du travail), la fabrique (forme du travail social organisé sur la base matérielle du machinisme) se présentent comme *formes de développement du capital* et que, par conséquent, les *forces productives* du travail développées à partir de ces formes du travail social, donc la science et les forces naturelles également, se présentent comme *forces productives du capital*. En fait, l'unité dans la coopération, la combinaison dans la division du travail, l'emploi, pour la production, des forces naturelles et de la science, au même titre que les produits du travail dans le machinisme, tout cela fait face aux travailleurs individuels eux-mêmes comme étant aussi *étranger* et *chosifié*¹, simple forme d'existence des moyens

1. En allemand *fremd* (même racine que *Entfremdung*: aliénation) et *sachlich*.

de travail indépendants d'eux et les dominant, que ces moyens de travail eux-mêmes qui, sous leur simple figure visible de matériau, d'instrument, etc., [leur] font face comme fonctions du *capital* et, par suite, du *capitaliste*.

Les formes sociales de leur propre travail ou les formes de leur propre [1318] travail social sont des rapports formés tout à fait indépendamment des travailleurs pris individuellement; subsumés sous le capital, les travailleurs deviennent les éléments de ces formations sociales, mais ces formations sociales¹ ne leur appartiennent pas. Elles les affrontent donc comme *figures* du capital lui-même, comme des combinaisons qui, à la différence de leur puissance de travail isolée, appartiennent au capital, naissent de lui et lui sont incorporées. Et ceci prend une forme encore plus réelle à mesure que, d'un côté, leur puissance de travail est elle-même davantage modifiée par ces formes au point que, autonome, donc hors de ce rapport capitaliste, elle devient impuissante, sa capacité de production autonome est brisée, et que, d'un autre côté, avec le développement du machinisme, les conditions du travail apparaissent comme dominant le travail également du point de vue technologique et en même temps le remplacent, l'étouffent, le rendent superflu dans ses formes autonomes.

Dans ce procès, où les caractères *sociaux* de leur travail font face aux travailleurs comme *capitalisés* en quelque sorte – de même que, dans le machinisme par exemple, les produits visibles du travail apparaissent comme le dominant – le même phénomène se produit naturellement pour les forces naturelles et la science, produit du développement historique universel dans sa quintessence abstraite – elles leur font face en tant que *puissances* du capital. Elles se séparent, en fait, de l'habileté et du savoir du travailleur individuel et – bien que, à considérer leur origine, elles soient elles-mêmes le produit du travail – elles apparaissent partout où elles entrent dans le procès de travail, comme *incorporées* au capital. Le capitaliste qui utilise une machine n'a pas besoin de la comprendre. (Voyez Ure².) Mais *dans la machine*, la science

1. En allemand *gesellschaftliche Bildungen*. Certes on emploie couramment formation sociale pour désigner une société globale, alors qu'ici il s'agit non de l'ensemble, mais de rapports sociaux fragmentaires. Toutefois, les deux aspects sont probablement co-présents dans ce terme: la genèse, le processus de formation et la forme qui en résulte. (Voir à ce sujet E. SERENI: *La Pensée*, no 159, p. 10.)

2. Andrew URE (1778–1857): chimiste et économiste anglais. Marx le cite en note dans le Livre I du *Capital*, IV^e section, ch. XV, § II (t. II, p. 71)

réalisée apparaît comme *capital* face aux ouvriers. Et, de fait, toutes ces utilisations à grande échelle de la science, des forces de la nature et des produits du travail, fondées sur le *travail social*, n'apparaissent elles-mêmes que comme des *moyens d'exploitation* du travail, des moyens de s'approprier du surtravail, donc comme des *forces* qui, face au travail, appartiennent au capital. Naturellement, le capital n'utilise ces moyens que pour exploiter le travail, mais pour l'exploiter, il lui faut les appliquer à la production. Et ainsi le développement des forces productives *sociales* du travail et les conditions de ce développement apparaissent comme *action du capital*, vis-à-vis de laquelle le travailleur se comporte passivement, et qui même se réalise contre lui.

Le capital lui-même est double, puisqu'il est constitué de marchandises:

[1.] *Valeur d'échange* (argent); mais *valeur qui se met en valeur*, valeur qui crée de la valeur, *grandit comme valeur*, se voit ajouter quelque chose, par le fait même qu'il est de la valeur. Ceci se réduit à l'échange d'un quantum donné de travail matérialisé contre un quantum plus grand de travail vivant.

[2.] *Valeur d'usage*; et ici il apparaît selon des rapports déterminés dans le procès du travail. Mais, précisément, ici, il ne reste pas simplement *(matière première)* matériau de travail, moyens de travail, auxquels le *travail* appartient, qui se sont incorporés au travail; avec le travail ce sont aussi ses *combinaisons sociales*, et le développement des moyens de travail correspondant à ces combinaisons sociales qui lui appartiennent et s'y incorporent. La production capitaliste développe d'abord en grand – en les séparant brutalement du travailleur individuel autonome – les conditions aussi bien objectives que subjectives du procès de travail, mais elle les développe comme puissances dominant le *travailleur individuel* et *étrangères* à lui.

Ainsi le capital devient un être très mystérieux. [1318]¹

pour montrer l'ignorance des capitalistes au sujet des machines qu'ils emploient et distinguer ainsi l'appropriation «capitaliste» et l'appropriation «personnelle de la science».

1. Marx a enlevé la page 1318 du cahier XXI (sauf les neuf dernières lignes) et l'a collée sur la page 490 du manuscrit de l'avant-dernière variante du premier livre du *Capital* (cf. le «sixième chapitre» publié dans l'original en 1933 à Moscou et traduit par Dangeville, *ouv. cité*, pp. 250–253). Marx avait l'intention d'utiliser la suite (pp. 1318, 1319 et première moitié 1320) dans la section consacrée au «profit», (comme l'indique le terme mentionné à deux reprises dans la marge, bas de la p. 1318 et haut de la p. 1320.)

||1320| Le capital est donc productif:

1. comme *contrignant* au surtravail;

2. en absorbant et s'appropriant (personnification) les forces productives du travail social et les forces productives sociales générales, de même que la science.

On peut se demander en quoi ou comment le travail apparaît face au capital comme productif, ou comme *travail productif*, puisque les forces productives du travail sont transposées dans le capital? Et que la même force productive ne peut compter deux fois, une fois comme force productive du travail et une autre fois comme force productive du capital? {Force productive du travail – force productive du capital. Mais la *puissance de travail* est productive du fait de la *différence* entre sa *valeur* et sa *mise en valeur*.}

[b) *Le travail productif dans le système de la production capitaliste*]

Scule l'étroitesse d'esprit bourgeoise, qui tient les formes capitalistes de la production pour ses formes absolues – donc pour les formes naturelles, éternelles, de la production – peut confondre la question de savoir ce qu'est le *travail productif* du point de vue du capital, avec celle de savoir en général quel travail est productif ou ce qu'est en général le travail productif, et, par suite, croire que c'est une preuve de grande subtilité que de répondre que tout travail qui, en général, produit quelque chose, un résultat quelconque, est *eo ipso* [par cela même] travail productif.

[Premièrement]: Seul est *productif* le travail qui se transforme directement en capital, donc le travail qui constitue le capital variable comme variable, par conséquent = $C + \Delta^1$. Si, avant son échange avec le travail, le capital variable = x , et que nous ayons l'équation $y = x$, le travail qui transforme x en $x + h$, et donc $y = x$ en $y' = x + h$, est un travail productif. C'est là le premier point qu'il s'agit d'expliquer. Le travail qui constitue de la plus-value ou qui sert d'*agency* [agent] au capital pour constituer² une plus-value et donc pour se constituer comme capital, comme valeur qui se met en valeur.

1. Marx utilise la lettre grecque (delta) qui en mathématiques signifie un accroissement, pour désigner la plus-value. Deux lignes plus loin, il utilise la lettre h dans le même sens.

2. Dans le manuscrit *ersetzen* (remplacer), au lieu de *setzen*.

Deuxièmement: Les forces productives sociales et générales du travail sont des forces productives du capital; mais ces forces productives ne concernent que le procès du travail et n'affectent que la valeur d'usage. Elles se présentent comme des propriétés qui échoient au capital en tant que chose, comme sa valeur d'usage. Elles n'affectent pas la *valeur d'échange* immédiatement. Que 100 [personnes] travaillent ensemble ou que chacune travaille isolément, la *valeur* de leur produit = 100 journées de travail, que celles-ci soient représentées par plus ou moins de produits, c'est-à-dire quelle que soit la productivité du travail.

||1321| La différence de productivité du travail ne concerne la valeur d'échange que d'une seule manière.

Supposons que la productivité du travail se développe dans une seule branche d'activité – que, par exemple, les *power-looms* [métiers à tisser mécaniques] remplaçant les métiers à tisser manuels cessent d'être l'exception et que le tissage d'une aune avec le *power-loom* n'exige que la moitié du temps de travail nécessaire avec le *hand-loom* [métier manuel]; 12 h d'un *hand-loom-weaver* [tisserand sur métier manuel] ne se présentent plus alors dans une valeur de 12 h, mais dans une valeur de 6, puisque le temps de travail nécessaire est passé maintenant à 6 h. Les 12 h du *hand-loom-weaver* ne sont plus égales qu'à 6 h de travail social, bien qu'il travaille toujours 12 h comme auparavant.

Mais ce n'est pas de cela qu'il est question ici. Prenons au contraire une autre branche de production où on n'utilise pas encore de machines, par exemple la typographie: dans cette branche 12 h produisent tout autant de *valeur* que 12 h dans des branches de production où le machinisme, etc., est développé à l'extrême. En tant qu'il produit de la *valeur*, le travail reste donc toujours travail de l'*individu* qui n'est exprimé qu'en *général*. Le travail productif – en tant que travail produisant de la valeur – fait donc toujours face au capital comme travail de la puissance de travail individuelle, du *travailleur isolé* en quelques combinaisons sociales qu'entrent ces travailleurs au cours du procès de production. Ainsi tandis que le capital représente, face au travailleur, la force productive sociale du travail, le travail productif du travailleur ne représente jamais, face au capital, que le travail du *travailleur isolé*.

Troisièmement: Si le fait d'arracher par la contrainte du surtravail et de mettre à son service les forces productives du travail

social apparaît comme une propriété naturelle du capital – donc comme une propriété découlant de sa valeur d'usage – inversement, que le travail pose ses propres forces productives sociales comme forces productives du capital et son propre surplus comme plus-value, auto-valorisation du capital, cela apparaît comme une propriété¹ naturelle du travail.

Il faut maintenant développer ces 3 points et en déduire la différence entre travail productif et travail improductif.

ad 1. La productivité respective du capital et du travail consiste en ce qu'ils posent en face d'eux, l'un, le travail comme travail salarié, l'autre, les moyens de travail comme capital.

On a vu que l'argent est transformé en capital, c'est-à-dire qu'une valeur d'échange déterminée est transformée en valeur d'échange qui se met en valeur, en valeur *plus** plus-value, par le fait qu'une partie de celui-ci est transformée en marchandises qui servent au travail de moyens de travail (matière première, outil, bref les conditions matérielles du travail), et une autre partie utilisée à acheter la puissance de travail. Ce n'est pourtant pas ce premier échange entre l'argent et la puissance de travail, ou le simple achat de celle-ci, qui transforme l'argent en capital. Cet achat incorpore au capital l'*use [usage]* de la puissance de travail pour un temps déterminé, elle fait d'un quantum déterminé de travail vivant l'un des modes d'existence du capital lui-même, son entéléchie, pour ainsi dire.

C'est dans le procès de production effectif que le travail vivant se métamorphose en capital, en reproduisant, d'une part, le salaire du travail – et d'autre part, en constituant une plus-value; et, par ce procès de transformation, toute la somme d'argent est transformée en capital, bien que la partie de celle-ci qui varie directement soit uniquement celle qui est avancée en salaire. Si la valeur était = $c + v$, elle est maintenant = $c + (v + x)$, ce qui est la même chose que = $(c + v) + x^2$, la somme d'argent, la quantité de valeur originale s'est mise en valeur, s'est constituée comme valeur qui à la fois se conserve et s'accroît.

(Bien remarquer ceci: seule la *partie variable* du capital produit son accroissement, mais cette particularité ne change absolument rien au fait que, par l'intermédiaire de ce procès, c'est la valeur

1. Dans le manuscrit: productivité.

2. Marx utilise ici, et dans le passage suivant, la lettre *x* pour désigner la plus-value.

originale dans son entier qui [apparaît] comme mise en valeur, qui s'est accrue d'une plus-value, donc que c'est la somme d'argent originale dans son entier qui s'est transformée en capital. Car la valeur originale = $c + v$ (capital constant et capital variable). Dans le procès elle devient $c + (v + x)$; la dernière partie est la partie reproduite qui s'est formée par la transformation du travail vivant en travail matérialisé, transformation qui est conditionnée et introduite par l'échange de *v* contre la puissance de travail ou encore sa transformation en salaire. Mais $c + (v + x) = c + v$ (le capital originale) + *x*. En outre la transformation de *v* en $v + x$, donc de $(c + v)$ en $(c + v) + x$ ne peut avoir lieu que parce qu'une partie de l'argent est transformée en *c*. Une partie ne peut se transformer en capital *variable* que si, dans le même temps, l'autre se transforme en capital *constant*.)

Dans le procès de production effectif le travail se transforme *réellement* en capital, mais cette transformation [est] conditionnée par l'échange originale entre l'argent et la puissance de travail. C'est seulement par cette transformation *immédiate* du travail en travail *matérialisé* n'appartenant pas au travailleur mais au capitaliste que l'argent est transformé en capital, y compris la partie qui a acquis la forme de moyens de production, conditions de travail. Auparavant, l'argent, qui existe alors sous sa forme propre ou sous forme de marchandises (produits) ayant une configuration¹ qui leur permet de servir comme moyens de production de nouvelles marchandises, n'est du capital qu'en soi.

||1322| C'est seulement ce rapport déterminé au travail qui métamorphose l'argent ou la marchandise en capital et le travail qui, par ce rapport aux conditions de production, rapport auquel correspond un comportement déterminé dans le procès de production effectif, métamorphose l'argent ou la marchandise en capital, c'est-à-dire qui conserve ou accroît la valeur du travail *objectivé* devenu autonome face à la puissance de travail, c'est le travail *productif*. Travail productif n'est qu'une abréviation pour désigner l'ensemble du rapport et du mode selon lesquels la puissance de travail figure dans le procès de production² capitaliste. Mais il est extrêmement important de distinguer d'autres sortes de travail, car ce travail exprime la forme déterminée du travail

1. Marx emploie ici *Gestalt*, alors que dans tout le passage il utilise *Form*.

2. Dans le manuscrit: faculté de production.

sur laquelle reposent le mode de production capitaliste tout entier et le capital lui-même.

Le *travail productif* est donc – dans le système de la production capitaliste – celui qui produit de la *plus-value* pour son *employeur* [employeur], ou qui transforme les conditions objectives du travail en capital et leur possesseur en capitaliste, donc le travail qui produit son propre produit en tant que capital.

Donc, en parlant de *travail productif*, nous parlons d'un travail *socialement déterminé*, d'un travail qui implique un rapport tout à fait déterminé entre l'acheteur et le vendeur du travail.

Cependant, bien que l'argent se trouvant en la possession de l'acheteur de puissance de travail – ou s'il est exprimé en marchandises : les moyens de production et les moyens de subsistance pour le travailleur – ne deviennent du capital que par le procès – ne soient transformés en capital que dans le procès – et que, par conséquent, ces choses, avant d'entrer dans le procès, ne soient pas du capital mais doivent seulement devenir du capital, elles sont pourtant, *en soi*, du capital. Elles le sont par la forme autonome dans laquelle, respectivement, elles et la puissance de travail se font face réciprocement : ce rapport conditionne et rend certain l'échange avec la puissance de travail et le procès de transformation effective du travail en capital qui s'ensuit. Elles ont d'emblée, face aux travailleurs, la *détermination sociale* qui les constitue en capital et leur donne pouvoir sur le travail. Elles sont donc, face au travail, *présupposées capital*.

On peut donc caractériser le *travail productif* comme celui qui s'échange directement contre de l'*argent comme capital*, ou, ce qui n'en est que l'expression abrégée, qui s'échange immédiatement contre du *capital*, c'est-à-dire contre de l'argent qui est du capital en soi, qui est destiné à faire fonction de capital, ou encore qui fait face à la puissance de travail comme capital. L'expression travail qui s'échange *immédiatement* contre du *capital* implique que le travail s'échange contre l'argent comme *capital*, et le transforme *actu* [effectivement] en capital. En ce qui concerne la détermination de l'*immédiateté*, nous verrons bientôt cela de plus près.

Le travail productif est donc celui qui, pour le travailleur, ne reproduit que la valeur préalablement déterminée de sa puissance de travail, mais, par contre, comme activité créatrice de valeur, met en valeur le capital ou oppose au travailleur lui-même comme capital, les valeurs qu'il a créées.

[c) *Deux moments par essence distincts dans l'échange entre le capital et le travail*]

Nous avons vu, en étudiant le procès de production¹ que, dans l'échange entre capital et travail, il y a deux moments distincts dans leur essence, mais qui se conditionnent l'un l'autre.

Premièrement: le premier échange entre le travail et le capital est un *procès formel*, où le capital figure comme *argent* et la puissance de travail comme *marchandise*. La vente de la puissance de travail a lieu, du point de vue des idées ou du droit dans ce premier procès, bien que le travail ne soit *payé* qu'après avoir été effectué, à la fin de la journée, de la semaine, etc. Ceci ne change rien à cette *transaction* où la puissance de travail est *vendue*. Ce qui est *immédiatement vendu* ici, ce n'est pas une marchandise dans laquelle le travail s'est déjà réalisé, mais l'*usage même de la puissance de travail*, donc en fait le *travail lui-même*, puisque l'*use* [utilisation] de la puissance de travail, c'est son *action** – le travail. Ce n'est donc pas un échange de travail médiatisé par un échange de marchandises. Si A vend des bottes à B, tous deux échangent du travail, réalisé pour l'un dans les bottes, pour l'autre dans l'argent. Mais, ici, d'un côté du *travail matérialisé*, dans sa forme sociale générale, c'est-à-dire l'*argent*, est échangé contre du *travail* qui n'existe encore que comme *puissance*; et ce qui est acheté et vendu, c'est l'*usage de cette puissance*, donc le travail lui-même, bien que la *valeur* de cette marchandise vendue ne soit pas la *valeur du travail* (expression irrationnelle) mais la *valeur de la puissance de travail*. Un échange immédiat s'opère donc entre du *travail matérialisé* et de la *puissance de travail*, laquelle se résout de *facto* en travail vivant; donc [échange] entre du *travail matérialisé* et du travail vivant. C'est pourquoi le salaire – la valeur de la puissance de travail – se présente, comme nous l'avons expliqué plus haut, comme *prix d'achat immédiat, prix du travail*².

1. Marx se réfère à la section «Echange avec le travail. Procès de travail. Procès de mise en valeur» du cahier manuscrit I (pp. 15–33). Une sous-section (pp. 49–53) s'intitule «Unité du procès de travail et du procès de mise en valeur» (procès de production capitaliste).

2. Marx renvoie aux sous-sections «Valeur de la puissance de travail. Salaire minimum ou salaire moyen du travail» et «Echange entre l'argent et la faculté de travail» (cahier manuscrit I, pp. 21–34). Marx traite du «prix du travail» dans le cahier manuscrit XXI (pp. 1312–1314).

Dans ce premier moment le rapport entre travailleur et capitaliste est un rapport entre vendeur et acheteur de marchandise. Le capitaliste paie la *valeur* de la puissance de travail, donc la *valeur* de la marchandise qu'il achète.

Mais en même temps, la puissance de travail n'est achetée que parce que le travail, qu'elle peut fournir et qu'elle s'engage à fournir, est plus grand que le travail requis pour la reproduction de sa puissance de travail et donc se présente dans une valeur plus grande que la valeur de la puissance de travail.

||1323| Deuxièmement: Le deuxième moment de l'échange du capital et du travail n'a en fait rien à voir avec le premier; ce n'est pas, en toute rigueur, un échange.

Dans le premier moment, il y a échange d'argent et de marchandise – d'équivalents – et ouvrier et capitaliste se font face comme simples possesseurs de marchandises. Ce sont des équivalents qui sont échangés. (Cela ne change rien au rapport de savoir quand ils sont échangés; et que le prix du travail soit *au-dessus* ou *au-dessous* de la *valeur* ou bien lui soit *égal*, cela ne change rien à la transaction. Elle peut donc se passer selon la loi générale de l'échange de marchandises.)

Dans le deuxième moment, il n'y a absolument pas d'échange. Le possesseur d'argent et le travailleur ont cessé d'être, respectivement, acheteur et vendeur de marchandise. Le possesseur d'argent opère maintenant en tant que capitaliste. Il consomme la marchandise qu'il a achetée, et le travailleur la fournit, l'usage de sa puissance de travail étant son travail même. Par la première transaction, le travail lui-même est devenu une portion de richesse matérielle. C'est le travailleur qui effectue le travail, mais celui-ci appartient au capital et n'en est plus qu'une fonction. C'est pourquoi il s'accomplit directement sous son contrôle et sa direction; et le produit dans lequel il se matérialise est la nouvelle forme sous laquelle le capital apparaît, ou plutôt sous laquelle il se réalise *actu* [en acte] comme capital. Dans ce procès, le travail se matérialise donc directement, se transforme immédiatement en capital, après avoir été déjà incorporé formellement au capital par la première transaction. Et plus précisément, il se transforme ici plus de travail en capital qu'il n'a été avancé précédemment de capital pour acheter la puissance de travail. Dans ce procès, il y a appropriation d'une partie du travail non payé et c'est uniquement par cette opération que l'argent se métamorphose en capital.

Or, bien qu'il n'y ait ici, en fait, pas d'échange, le résultat, si on fait abstraction des médiations, est que, dans ce procès – les

deux moments étant réunis – un quantum déterminé de travail matérialisé s'est échangé contre un quantum plus grand de travail vivant; ce qui s'exprime ainsi dans le résultat du procès: le travail qui s'est matérialisé dans son produit> [est plus grand] que le travail matérialisé dans la puissance de travail et donc >[plus grand] que le travail matérialisé qui est payé au travailleur; ou encore dans le procès effectif, le capitaliste ne récupère, donc ne conserve, pas seulement la partie du capital qu'il a avancée en salaire du travail, mais reçoit aussi une plus-value qui ne lui coûte rien. L'échange immédiat de travail contre du capital signifie ici: 1. la transformation immédiate dans le procès de production du travail en capital, [en] composante matérielle du capital; 2. l'échange d'un quantum déterminé de travail matérialisé contre le même quantum de travail vivant plus* un quantum supplémentaire de travail vivant qui est approprié sans échange.

L'expression, le *travail productif* est le travail qui s'échange immédiatement contre du *capital*, englobe tous ces moments et n'est qu'une formule dérivée pour dire: c'est le travail qui métamorphose de l'argent en capital, qui s'échange contre les conditions de la production en tant que *capital*, et donc qui ne se comporte pas envers elles comme si elles étaient de simples conditions de production, et comme s'il n'était que du *travail* tout court, sans détermination sociale spécifique.

Cela inclut: 1. le rapport réciproque de l'argent et de la puissance de travail en tant que marchandises, l'achat et la vente entre le possesseur d'argent et le possesseur de la puissance de travail; 2. la subsomption directe du travail sous le capital; 3. la transformation réelle du travail en capital dans le procès de production ou, ce qui est la même chose, la création de plus-value pour le capital. Deux sortes d'échange entre le travail et le capital ont lieu. Le premier n'exprime que l'achat de la puissance de travail et donc du travail *actu* [en acte], et donc de son produit. Le deuxième exprime la transformation directe de travail vivant en capital, ou sa matérialisation en tant que réalisation du capital.

[d) La valeur d'usage spécifique du travail productif pour le capital]

Le résultat du procès de production capitaliste n'est ni un simple produit (valeur d'usage) ni une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'usage qui a une valeur d'échange déterminée. Son

1. Dans le manuscrit: agrandi.

résultat, son produit, c'est la création de la *plus-value* pour le capital et donc la *transformation* effective d'argent ou de marchandise en capital, ce qu'ils ne sont, avant le procès de production, qu'en intention, en soi, par destination. Dans le procès de production, il est absorbé plus de travail qu'il n'en est acheté, et cette absorption, ||1324| cette *appropriation* de travail étranger non payé, qui s'accomplit dans le procès de production est le *but immédiat* du procès de production capitaliste; en effet, ce que le capital en tant que capital (donc le capitaliste en tant que capitaliste) veut produire, ce n'est pas immédiatement de la valeur d'usage pour l'autoconsommation, ni de la marchandise pour la transformer d'abord en argent et ensuite en valeur d'usage. Sa fin, c'est l'*enrichissement*, la *valorisation de la valeur*, son *accroissement*, donc la conservation de l'ancienne valeur et la création de plus-value. Et ce *produit spécifique* du procès de production capitaliste, il ne l'atteint que dans l'échange avec le travail qui, pour cette raison, s'appelle *travail productif*.

Pour produire une *marchandise*, le travail doit être du travail utile, produire une *valeur d'usage*, se présenter dans une *valeur d'usage*. Et par conséquent, seul le travail qui se présente dans une *marchandise*, donc dans des valeurs d'usage, est un travail contre lequel s'échange le capital. C'est là une prémissse qui va de soi. Mais ce n'est pas ce caractère concret du travail, sa valeur d'usage en tant que telle - c'est-à-dire le fait qu'il soit, par exemple travail de tailleur, travail de cordonnier, filage, tissage, etc. -, qui constitue, pour le capital, sa valeur d'usage spécifique, et donc qui le caractérise comme *travail productif* dans le système de la production capitaliste. Ce qui fait sa *valeur d'usage spécifique* pour le capital, ce n'est pas son caractère utile déterminé pas plus que les propriétés utiles particulières du produit dans lequel il se matérialise, mais c'est son caractère d'élément créateur de la valeur d'échange, de travail abstrait; plus précisément, ce n'est pas parce qu'il représente, en tout état de cause, un quantum déterminé de ce travail général, mais parce qu'il en représente un quantum *plus grand* que celui qui est contenu dans son prix, c'est-à-dire dans la *valeur de la puissance de travail*.

Pour le capital, la valeur d'usage de la puissance de travail est précisément l'excédent de la quantité de travail qu'elle fournit sur la quantité de travail matérialisée en elle et donc requise pour sa reproduction. Naturellement elle fournit ce quantum *dans la forme déterminée* qui est la sienne en tant que travail utile particulier, travail de filage, travail de tissage, etc. Mais ce caractère

concret, qui la rend capable, en tout état de cause, de se présenter dans une marchandise, n'est pas pour le capital sa *valeur d'usage spécifique*. Pour lui, celle-ci consiste en sa qualité de travail en général et en la différence entre le quantum de travail qu'elle fournit et le quantum de travail qu'elle coûte, l'excédent de l'un sur l'autre.

Une somme d'argent déterminée x devient du capital par le fait qu'elle se présente dans son produit comme $x + h$; c'est-à-dire que le quantum de travail contenu en elle comme produit est plus grand que le quantum de travail qu'elle contenait à l'origine. Et ceci est le résultat de l'échange entre l'argent et le travail productif, ou encore, seul est *productif* le travail qui permet à du travail matérialisé de se présenter, dans l'échange avec lui, comme une quantité accrue de travail matérialisé.

Le procès de production capitaliste n'est donc pas non plus simplement la production de marchandises¹. C'est un procès qui absorbe du travail non payé, qui fait de la matière [première] et des moyens de travail – les moyens de production – des moyens d'absorber du travail non payé.

De ce qui précède, il découle que le *travail productif* est une détermination du travail qui, de prime abord, n'a absolument rien à voir avec le *contenu déterminé* du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage caractéristique dans laquelle il se présente.

Le même genre de travail peut être *productif* ou *improductif*.

Par exemple, Milton *who did the «Paradise Lost» for 5 l.* [qui écrivit le *Paradis perdu* pour 5 livres] était un *travailleur improductif*. Par contre, l'auteur qui fait du travail industriel pour son éditeur est un *travailleur productif*. Milton a produit le *Paradise lost* pour la même raison qu'un ver à soie produit de la soie. C'était une manifestation de sa nature. Par la suite, il vendit ce produit pour 5 l. Mais le prolétaire de la littérature qui, à Leipzig, sous

1. Dans ses travaux de cette époque, Marx caractérise le produit spécifique (socialement déterminé) du procès de production capitaliste comme:

- *premièrement*: marchandise (celle-ci ne devient forme sociale universelle du produit qu'avec le mode de production capitaliste);

- *deuxièmement*: création de plus-value (ce qu'il explique ici);

- *troisièmement*: reproduction des rapports sociaux capitalistes.

Ces trois points sont exposés au début du chapitre VI (qui les développe), (cf. *Un chapitre inédit du «Capital»*, collection 10/18) et qui, dans le plan de janvier 1863 (voir ci-dessous p. 483) se situait à la fin de la première partie du *Capital*, non loin du présent texte.

la direction de son libraire¹, fabrique des livres (par exemple des traités d'économie) est un *travailleur productif*; car son produit est d'embrée subsumé sous le capital et n'existe que pour mettre celui-ci en valeur. Une cantatrice qui, de son propre chef, vend son chant est un *travailleur improductif*. Mais la même cantatrice, engagée par un *entrepreneur*², qui la fait chanter pour gagner de l'argent, est un *travailleur productif*, car elle produit du capital.

[e) *Le travail improductif en tant que travail qui fournit des services; achat de prestations de services dans les conditions du capitalisme. Conception vulgaire du rapport entre le capital et le travail comme échange de prestations de services]*

||1325| Il faut distinguer ici plusieurs questions.

Acheter un pantalon, ou bien acheter le tissu et prendre à domicile un ouvrier tailleur auquel je paie son *service* (c'est-à-dire son travail de tailleur) pour transformer ce tissu en pantalon, cela m'est totalement indifférent tant qu'il ne s'agit que du pantalon. J'achète le pantalon au *merchant-tailor* [tailleur qui vend des vêtements], au lieu de procéder de la seconde manière, parce que celle-là revient plus cher et que le pantalon coûte moins de travail, donc est meilleur marché, s'il est produit par le *capitalist-tailor* [tailleur capitaliste] que si je le fais fabriquer de la seconde manière. Mais, dans les deux cas, je transforme l'argent avec lequel j'achète le pantalon non en capital, mais en pantalon, et dans les deux cas il s'agit pour moi d'utiliser l'argent comme simple moyen de circulation, c'est-à-dire de le transformer en cette valeur d'usage déterminée. Ici l'argent ne fait donc pas fonction de capital, bien que dans un cas il s'échange contre une *marchandise* et que dans l'autre il achète le *travail* lui-même en tant que *marchandise*. Il ne fonctionne que comme argent et, plus précisément, comme moyen de circulation.

D'un autre côté, l'ouvrier tailleur n'est pas un *travailleur productif*, bien que son travail me fournis à moi, le produit: le pantalon, et à lui, le prix de son travail: l'argent. Il se peut que le quantum de travail fourni par l'ouvrier soit plus grand que celui qui est contenu dans le prix qu'il reçoit de moi. C'est même vraisemblable, puisque le prix de son travail est déterminé par le prix qu'obtiennent les ouvriers tailleurs produc-

1. C'est-à-dire éditeur.

2. C'est-à-dire un impressario, ou un propriétaire de salle et organisateur de spectacles.

tis. Mais cela m'est tout à fait égal. Une fois le prix fixé, il m'est totalement indifférent qu'il travaille 8 ou 10 h. La seule chose dont il s'agit, c'est la *valeur d'usage*, le pantalon; et, naturellement, que je l'achète de l'une ou de l'autre manière, j'ai intérêt à le payer le moins possible, mais ni plus ni moins dans un cas que dans l'autre, ou encore, j'ai intérêt à *le payer uniquement à son prix normal*. C'est là une dépense pour ma consommation, une diminution, et non une augmentation de mon argent. Ce n'est absolument pas un moyen de m'enrichir, pas plus qu'aucune dépense d'argent de quelque genre que ce soit pour ma *consommation personnelle* n'est un moyen de m'enrichir.

Un des savants* de Paul de Kock¹ pourrait me dire que sans cet achat, de même que sans l'achat de pain, je ne peux pas vivre, donc je ne peux pas non plus m'enrichir, et que donc il est un moyen indirect ou au moins une condition de mon enrichissement. De la même manière que la circulation de mon sang et le procès de ma respiration sont des conditions de mon enrichissement. Mais ce n'est pas pour autant que la circulation de mon sang et le procès de ma respiration en eux-mêmes m'enrichissent; tous deux presupposent au contraire un coûteux métabolisme: si celui-ci n'était pas nécessaire, il n'y aurait pas de pauvres diables. Le simple échange *immédiat* d'argent contre du travail ne transforme donc pas l'argent en capital, ni le travail en travail productif.

Quelle est donc la caractéristique de l'échange ci-dessus? En quoi se distingue[-t-il] de l'échange d'argent contre du travail productif? D'une part en ceci que l'*argent* est dépensé *comme argent*, comme forme autonome de la *valeur d'échange*, qui doit être transformée en une *valeur d'usage*, moyen de subsistance, objet de la *consommation personnelle*. L'argent ne devient donc pas du capital, mais au contraire, perd son existence en tant que *valeur d'échange* pour être consommé comme *valeur d'usage*. D'un autre côté, ce travail n'a d'intérêt pour moi que comme *valeur d'usage*, comme *service*, par lequel du tissu est transformé en pantalon: service que me fournit son caractère utile déterminé.

Par contre, le service que le même ouvrier tailleur, employé par un *merchant-tailor*, fournit au capitaliste ne consiste pas du tout en ce qu'il transforme du tissu en pantalons, mais en ce que le temps de travail matérialisé dans un pantalon = 12 h de travail et le salaire que reçoit l'ouvrier = 6 h. Le service

1. DE KOCK, Paul (1794-1871): écrivain français du XIX^e siècle dont les romans décrivent la vie des petits bourgeois.

qu'il lui fournit est donc de travailler 6 h gratuitement. Que cela se passe sous forme de confection de pantalons ne fait que dissimuler le rapport réel. C'est pourquoi, dès qu'il le peut, le *merchant-tailor* cherche à retransformer les pantalons en argent, c'est-à-dire en une forme où le caractère déterminé du travail du tailleur a complètement disparu et où, dès lors, le service fourni s'exprime ainsi: au lieu d'un temps de travail de 6 h qui ||1326| s'exprime dans une somme d'argent déterminée, on est en présence d'un temps de travail de 12 h qui s'exprime dans une somme d'argent double.

Moi j'achète le travail du tailleur pour le service qu'il me fournit comme *travail de tailleur*, pour satisfaire mon besoin d'habillement, donc servir l'un de mes *besoins*. Le *merchant-tailor* l'achète comme un moyen de faire deux thalers¹ avec 1. Je l'achète parce qu'il produit une valeur d'usage déterminée, qu'il fournit un service déterminé. Lui, l'achète parce qu'il fournit plus de valeur d'échange qu'il n'en coûte, comme un simple moyen d'échanger moins de travail contre plus de travail.

Quand il y a échange direct de l'argent contre le travail, sans que celui-ci produise du capital, donc sans qu'il soit *productif*, le travail est acheté comme *service*, ce qui n'est absolument rien d'autre qu'une expression pour la valeur d'usage particulière que le travail fournit comme toute autre marchandise; mais c'est une expression spécifique pour la valeur d'usage particulière du travail, dans la mesure où celui-ci fournit des services en tant qu'*activité* et non en tant que *chose*, ce qui pourtant ne le différencie aucunement, par exemple, d'une machine, d'une montre, etc. *Do ut facias, facio ut facias, facio ut des, do ut des* [je donne pour que tu fasses, je fais pour que tu fasses, je fais pour que tu donnes, je donne pour que tu donnes]² sont ici des formes tout à fait équivalentes du même rapport, tandis que dans la production capitaliste le *do ut facias* exprime un rapport très spécifique entre la valeur matérialisée qui est donnée, et le travail vivant qui est accaparé. Donc, cet achat de *services* ne contient pas du tout le rapport spécifique travail-capital, que ce rapport soit complètement effacé ou qu'il n'existe pas du tout ici; et c'est bien pourquoi Say, Bastiat et consorts choisissent de préférence cette forme pour exprimer le *rapport entre capital et travail*.

1. Unité de monnaie allemande de l'époque.

2. Formules du droit romain désignant les formes possibles des contrats d'échange (voir également *Le Capital*, ouv. cité, t. II, p. 211).

Comment la *valeur* de ces services est-elle réglée et comment cette *valeur* elle-même est-elle déterminée par les lois du salaire du travail, c'est là une question qui n'a rien à voir avec l'étude du rapport dont il s'agit ici et qui ressortit au chapitre sur le salaire du travail.

Il résulte [de ce qui précède] que le simple échange d'argent contre du travail ne transforme pas ce dernier en *travail productif*, que d'autre part le contenu de ce travail est pour le moment indifférent.

Le travailleur lui-même peut acheter du travail, c'est-à-dire des marchandises fournies sous la forme de services, et le débours de son *salaire* pour de tels services est une dépense qui ne se distingue en rien de la dépense du salaire pour n'importe quelles autres marchandises. Les services qu'il achète peuvent être plus ou moins nécessaires, par exemple le service d'un médecin ou d'un prêtre, tout comme il peut acheter du pain ou de l'eau-de-vie. Comme acheteur – c'est-à-dire représentant d'argent vis-à-vis de marchandise – le travailleur se trouve exactement dans la même catégorie que le capitaliste quand il se présente comme simple acheteur, c'est-à-dire quand il ne s'agit que de transposer l'argent dans la forme d'une marchandise. Comment le prix de ces services est-il déterminé et quel rapport a-t-il avec le salaire du travail proprement dit? Dans quelle mesure est-il régi par les lois de celui-ci, dans quelle mesure ne l'est-il pas? Ce sont des questions à examiner dans une étude sur le salaire du travail et totalement indifférentes à notre investigation présente.

Si donc le simple échange d'argent et de travail ne transforme pas celui-ci en *travail productif*, ou ce qui est la même chose, l'argent en capital, il apparaît aussi que le *contenu*, le caractère concret, l'utilité particulière du travail sont pour le moment indifférents, comme nous venons de le voir, puisque le même travail du même ouvrier tailleur apparaît comme productif dans un cas, non productif dans l'autre.

Certaines *prestations de services* ou les *valeurs d'usage*, résultats de certaines activités ou travaux, s'incarnent dans des *marchandises*, d'autres au contraire ne laissent aucun résultat palpable, *distinct* de la personne elle-même; ou leur résultat n'est pas une *marchandise susceptible d'être vendue*. Par exemple le service que me fournit un chanteur satisfait mon besoin esthétique, mais ce dont je jouis n'existe que dans une action inséparable du chanteur lui-même et, sitôt que son travail, le chant, cesse, mon plaisir cesse également: Je jouis de l'activité elle-même – de sa réper-

cussion sur mon oreille. Ces services eux-mêmes, comme la marchandise que j'achète, peuvent être nécessaires ou simplement le paraître, par exemple le service d'un soldat ou celui d'un médecin ou d'un avocat, ou ce peuvent être des services qui me procurent un plaisir. Cela ne change rien à leur détermination économique. Si je suis en bonne santé et que je n'aie pas besoin de médecin, ou si j'ai la chance de ne pas avoir à mener un procès, j'évite comme la peste de dépenser de l'argent en prestations de services médicaux ou judiciaires.

||1328¹ Les *services* peuvent aussi être imposés: *services des fonctionnaires*, etc.

Si j'achète le service d'un enseignant – ou que d'autres achètent pour moi cet enseignant – non pour développer mes capacités, mais pour acquérir des aptitudes grâce auxquelles je puisse gagner de l'argent, et si j'apprends effectivement quelque chose, ce qui en soi ne dépend nullement du paiement du service, ces frais d'étude font partie des frais de production de ma puissance de travail, tout comme mes frais de subsistance. Mais l'utilité particulière de ce service ne *change* rien au *rapport économique*; ce n'est pas un rapport au cours duquel je transforme de l'argent en capital ou par lequel celui qui accomplit le service, l'enseignant, me transforme en *son capitaliste, his master* [son patron]. C'est pourquoi il est aussi tout à fait indifférent, pour la *détermination économique* de ce rapport, que le médecin me guérisse, que l'enseignement du maître soit efficace, que l'avocat gagne mon procès. Ce qu'on paie, c'est la prestation de service en tant que telle, dont le résultat, étant donné la nature [du service], ne peut être garanti par celui qui le fournit. Une grande partie des *services* ressortit aux *frais de consommation* de marchandises, par exemple la cuisinière, la servante, etc.

Une caractéristique de tous les *travaux improductifs* est que – comme pour l'achat de toutes les autres marchandises en vue de la consommation – je n'en dispose que dans la mesure même où j'exploite des *travailleurs productifs*. C'est pourquoi, de toutes les personnes, c'est le *travailleur productif* qui a le moins de pouvoir sur les *prestations de services* des travailleurs improductifs, bien qu'il ait le plus à payer pour les services non volontaires (Etat, impôts). Mais, à l'inverse, mon pouvoir d'employer des

1. Il semble que Marx ait fait une erreur dans la numérotation, en écrivant 1328 pour 1327. Il n'existe pas de page 1327 dans le manuscrit.

travailleurs productifs ne croît nullement dans la mesure où j'emploie des *travailleurs improductifs*: au contraire, il décroît dans la même mesure.

Les *travailleurs productifs* eux-mêmes peuvent être vis-à-vis de moi des travailleurs improductifs. Par exemple, si je fais tapisser ma maison et que ces ouvriers soient les ouvriers salariés d'un *master* [patron] qui me vend cette prestation, c'est pour moi comme si j'avais acheté une maison déjà tapissée, comme si j'avais dépensé de l'argent pour une marchandise destinée à ma consommation; mais pour le *master* qui fait tapisser ces ouvriers, ils sont des travailleurs productifs, car ils produisent pour lui une plus-value. ||1328||

||1333| A quel point, du point de vue de la production capitaliste, est *non productif* le travailleur qui, tout en produisant des marchandises susceptibles d'être vendues, n'en produit que jusqu'à concurrence du montant de sa propre puissance de travail, donc sans plus-value pour le capital – on le voit déjà à lire les passages de Ricardo, où il dit¹ que la *very existence of such people is a nuisance* [le seul fait que ce type de gens existent est un inconvénient]. Telle est la théorie et la pratique du capital.

«Par rapport au capital, aussi bien la théorie que la pratique qui consiste à arrêter le travail au point où, au-delà des frais de subsistance du travailleur, il peut produire un profit pour le capitaliste, semblent être en contradiction avec les lois naturelles qui règlent la production.» (Th. Hodgskin, *Pop[ular] polit[ical] Econ[omy]*, Londres, 1827, p. 238.²) ||1333||

||1336| *Procès de production du capital*. Nous avons vu que ce procès de production n'est pas seulement procès de production de *marchandises*³ mais procès de production de *surplus value* [plus-value], absorption de surtravail et donc procès de production du capital. Le premier acte d'échange formel de l'argent et du travail, ou du capital et du travail, n'est que *virtuellement* appropriation de travail vivant étranger par du travail matérialisé. Le procès d'appropriation réel ne se déroule que dans le procès de

1. RICARDO, *Principles of political economy and taxation*, ouv. cité, ch. 26, «On gross and net revenue» [Sur le revenu brut et le revenu net].

2. Titre complet de l'ouvrage d'HODGSKIN: *Popular Political Economy. Four lectures delivered at the London Mechanics' institution* [Economie politique vulgaire. Quatre conférences faites à l'Institut de mécanique de Londres].

3. Voir ci-dessus p. 468, note 1.

production réel, qui se situe après cette première transaction formelle – transaction où capitaliste et travailleur s'affrontent comme *simples possesseurs de marchandises*, se comportant l'un envers l'autre comme acheteur et vendeur – lorsqu'elle est passée. C'est pourquoi tous les économistes vulgaires – tel Bastiat – en restent à cette première transaction formelle, précisément pour escamoter le rapport spécifique. Dans l'échange d'argent contre du travail improductif la différence apparaît de manière frappante. Ici, l'argent et le travail ne s'échangent l'un contre l'autre que comme marchandises. Au lieu que cet échange produise dans ce cas du capital, il est une dépense de revenu. ||1336||

[f) Le travail des artisans et des paysans dans la société capitaliste]

||1328| Mais qu'en est-il alors des artisans ou paysans indépendants qui n'emploient pas d'ouvriers, donc ne produisent pas en tant que capitalistes? Ou bien, ce qui est toujours le cas des paysans {mais non pas d'un jardinier, par exemple, que je prends à mon service}, ce sont des *producteurs de marchandises*, et je leur achète les *marchandises*; que l'artisan, par exemple, me les fournisse sur commande alors que le paysan fournit son *supply* [offre] à la mesure de ses moyens, ne change rien à l'affaire. Dans ce rapport, ils me font face comme vendeurs de marchandises, non comme vendeurs de travail; ce rapport n'a donc rien à voir avec l'échange de capital et de travail, ni donc avec la distinction entre *travail productif* et *travail improductif*, qui ne repose que sur ceci: le travail est-il échangé contre de l'argent en tant qu'argent ou contre de l'argent en tant que capital? Ils n'entrent donc ni dans la catégorie des *travailleurs productifs* ni dans celle des *travailleurs improductifs*, bien qu'ils soient producteurs de marchandises. Mais leur production n'est pas subsumée sous le mode de production capitaliste.

Il est possible que ces producteurs, qui travaillent avec leurs propres moyens de production, non seulement reproduisent leur puissance de travail, mais créent de la plus-value, leur position leur permettant de s'approprier leur propre surtravail ou une partie de celui-ci (une partie leur étant soustraite sous forme d'impôts, etc.). Et là nous rencontrons une particularité qui caractérise une société où prédomine une détermination du mode de production, bien que tous les rapports de production ne lui soient pas encore soumis. Dans la société féodale, par exemple, là où

on peut le mieux l'étudier, en Angleterre, car le système du féodalisme y a été importé tout achevé de Normandie et sa forme s'y est imprimée sur un substrat social à bien des égards différent, même les rapports éloignés de l'essence du féodalisme prennent une expression féodale, comme par exemple de simples rapports d'argent qui ne recourent en aucune façon des services personnels réciproques entre suzerain et vassal. Fiction, par exemple, que, si le petit paysan possède son bien, c'est au titre de fief.

Il en va exactement de même dans le mode de production capitaliste. Le paysan ou l'artisan indépendants sont divisés en deux personnes.

«Dans les petites entreprises ... l'entrepreneur est souvent son propre ouvrier.» (Storch, t. I, Ed. de St-Pétersb[ourg], p. 242¹).**

Comme possesseur des moyens de production, il est capitaliste, comme travailleur, il est son propre salarié. Il se paie donc son salaire comme capitaliste et tire son profit de son capital, c'est-à-dire qu'il s'exploite lui-même comme travailleur salarié et se paie, avec la *surplus value* [plus-value], le tribut que le travail doit au capital. Il se peut qu'il se paie encore une troisième partie en tant que propriétaire foncier (rente), tout comme le capitaliste industriel qui, nous le verrons plus tard², quand il travaille avec son propre capital, ||1329| se paie à lui-même un intérêt et considère cela comme quelque chose qu'il se doit non pas comme capitaliste industriel, mais [en tant que] capitaliste tout court.

La détermination *<économique> sociale* des moyens de production dans la production capitaliste – qui en fait l'expression d'un *rapport de production* déterminé – est tellement imbriquée avec l'existence matérielle de ces moyens de production en tant que moyens de production, et tellement inséparable de celle-ci dans le mode de représentation de la société bourgeoise, que cette détermination (cette catégorie) est également utilisée même là où le rapport la contredit directement. Les moyens de production ne deviennent capital que dans la mesure où ils sont autonomisés comme puissance autonome face au travail. Dans le cas présent, le producteur – le travailleur – est possesseur, propriétaire de ses

1. STORCH: *Cours d'économie politique, ou exposition des principes qui déterminent la prospérité des nations*, 6 tomes, St-Pétersbourg. 1815.

2. Voir *Le Capital*, ouv. cité, t. VII, pp. 36–46.

moyens de production. Ils ne sont donc pas plus du capital, qu'il n'est, vis-à-vis d'eux, travailleur salarié. Néanmoins, ils sont conçus comme capital, et lui-même est divisé, en sorte que, comme capitaliste, il s'emploie lui-même comme travailleur salarié.

En fait, ce mode d'exposition, aussi irrationnel soit-il *on first view* [à première vue], est pourtant juste *so far* [dans une certaine mesure]. Certes, dans le cas présent (à supposer qu'il vende sa marchandise à sa valeur) le producteur crée sa propre *surplus value*, ou encore son produit entier ne matérialise que son propre travail. Mais, s'il peut s'approprier *lui-même* le produit entier de son propre travail, au lieu qu'un tiers, un *master* [patron] s'approprié l'excédent de la valeur de son produit sur le prix moyen, *f. i.*¹ [par exemple] de sa journée de travail, il le doit non à son travail – qui ne le différencie pas des autres travailleurs – mais à la possession des moyens de production. C'est donc seulement grâce au fait qu'il est propriétaire de ceux-ci qu'il s'empare de son propre sur-travail, et se comporte ainsi, envers lui-même comme travailleur salarié, comme son propre capitaliste.

La *séparation* apparaît comme le rapport normal dans cette société. Donc, là où elle n'a pas lieu effectivement, on la suppose, et, comme on vient de le montrer, c'est juste *so far* [dans une certaine mesure]; en effet (à la différence de ce qui existait par exemple dans l'ancienne Rome ou en Norvège, ou au nord-ouest des Etats-Unis d'Amérique), l'*union* apparaît ici comme accidentelle, la *séparation* comme normale et, par conséquent, on s'en tient à la séparation comme rapport, même si la personne réunit les différentes fonctions. Cela montre de manière très frappante que le capitaliste en tant que tel n'est qu'une fonction du capital, le travailleur, une fonction de la puissance de travail. Et puis c'est aussi une loi que le développement économique répartit les fonctions entre des personnes différentes; l'artisan ou le paysan, qui produit à l'aide de ses propres moyens de production, ou bien se transformera peu à peu en un petit capitaliste, qui exploite lui aussi le travail d'autrui, ou bien il perdra ses moyens de production (ce qui peut s'opérer dans un premier temps, alors qu'il en demeure le propriétaire *nominal*, comme dans le système des hypothèques) et sera transformé en travailleur salarié. Telle est la tendance dans la formation sociale où le mode de production capitaliste prédomine.

1. Abréviation de *for instance*.

[g) *Détermination secondaire du travail productif comme travail qui se réalise dans la richesse matérielle*]

Quand on examine les rapports essentiels de la production capitaliste, on peut donc supposer que l'univers des marchandises tout entier, toutes les sphères de la production matérielle – de la production de la richesse matérielle – sont soumises (formellement ou réellement) au mode de production capitaliste (puisque on s'en rapproche de plus en plus, que c'est, par principe, le but et que ce n'est que dans ce cas que les forces productives du travail se développent au maximum). Dans cette hypothèse, qui exprime la *limit* [limite], qui se rapproche donc toujours plus de l'exacte vérité, tous les travailleurs occupés à la production de marchandises sont des ouvriers salariés, et les moyens de production leur font face dans toutes ces sphères comme capital. On peut dès lors dire que la caractéristique des *travailleurs productifs*, c'est-à-dire des travailleurs produisant du capital, c'est que leur travail se réalise dans des *marchandises*, <des produits du travail>, de la richesse matérielle. Et ainsi le *travail productif* aurait acquis une deuxième détermination, secondaire, distincte de sa caractéristique décisive, qui est absolument indifférente au *contenu du travail* et indépendante de lui.

[h) *Manifestations du capitalisme dans le domaine de la production non matérielle*]

Dans la production non matérielle, même si elle est pratiquée uniquement pour l'échange, et produit donc des *marchandises*, deux cas sont possibles:

1. Elle a pour résultat des *marchandises*, des valeurs d'usage qui possèdent une forme autonome, distincte des producteurs et des consommateurs, donc peuvent subsister dans l'intervalle entre production et consommation et circuler, dans cet intervalle, comme *marchandises susceptibles d'être vendues*; tel est le cas des livres, tableaux, bref tous les produits de l'art distincts de l'action de l'artiste qui les exécute. Ici la production capitaliste n'est applicable que dans une mesure très limitée, dans la mesure, par exemple, où, pour une œuvre commune – une encyclopédie, par exemple – un auteur exploite une masse d'autres personnes comme nègres. ||1330| Ici, les différents producteurs scientifiques ou artistiques, producteurs artisiaux ou professionnels, travail-

lant pour un capital commercial commun, celui des libraires¹, on en reste la plupart du temps à la *forme de transition* vers la production capitaliste; ce rapport n'a rien à voir avec le mode de production capitaliste proprement dit et n'est pas encore subsumé sous lui, même pas formellement. Que dans ces formes de transition l'exploitation du travail soit précisément la plus grande, cela ne change rien à la chose.

2. La production n'est pas séparable de l'acte de production; même chose pour tous les artistes exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Là aussi, il n'y a mode de production capitaliste que dans une mesure réduite et il ne peut avoir lieu, par la nature de cette activité, que dans quelques sphères. Par exemple, dans des établissements d'enseignement, les enseignants peuvent être de simples travailleurs salariés pour l'entrepreneur de cet établissement d'enseignement: de telles usines d'enseignement existent en grand nombre en Angleterre. Bien qu'ils ne soient pas des *travailleurs productifs* vis-à-vis des élèves, ils le sont vis-à-vis de leur entrepreneur. Lui, échange son capital contre leur puissance de travail et s'enrichit grâce à ce procès. Il en va de même pour les entreprises de théâtre, les établissements de distraction, etc. Vis-à-vis du public, l'acteur se comporte ici comme un artiste, mais vis-à-vis de son entrepreneur il est un *travailleur productif*. Tous ces phénomènes de la production capitaliste dans ce domaine sont si insignifiants comparés à l'ensemble de la production, qu'on peut les laisser totalement de côté.

[i) *Le problème du travail productif vu sous l'angle du procès d'ensemble de la production matérielle]*

Avec le développement du mode de production spécifiquement capitaliste, où beaucoup de travailleurs collaborent à la production de la même marchandise, le rapport immédiat de leur travail à l'objet de la production doit nécessairement être très différent. Par exemple, dans une fabrique, les manœuvres évoquées plus haut² ne participent pas directement au travail de la matière première. Les travailleurs surveillant ceux qui participent directement à ce travail en sont encore un peu plus éloignés, l'ingénieur a encore un autre rapport et travaille principalement avec sa

seule tête, etc. Mais la *totalité de ces travailleurs*, qui possèdent des puissances de travail de valeur différente, bien que la masse employée garde à peu près le même niveau, produit un résultat qui, à considérer le *résultat* du seul procès de travail, s'exprime dans une *marchandise* ou un *produit matériel*; et tous ensemble, comme atelier, ils sont la machine de production vivante de ces *produits*, de même que, si on considère le procès de production dans son ensemble, ils échangent leur travail contre du capital et reproduisent l'argent du capitaliste en tant que capital, c'est-à-dire comme une valeur qui se met en valeur, une valeur qui s'agrandit.

C'est précisément le propre du mode de production capitaliste que de séparer les différents travaux, donc aussi les travaux intellectuels et manuels – ou les travaux dans lesquels l'un ou l'autre aspect l'emporte – et de les répartir entre des personnes différentes, ce qui n'empêche pourtant pas que le produit matériel est le *produit commun* de ces personnes ou encore leur produit commun matérialisé dans une richesse matérielle; d'un autre côté, cela n'empêche pas davantage, ou ne change absolument rien au fait que le rapport de chacune de ces personnes, individuellement, au capital est un rapport de travailleur salarié et, dans ce sens fort, de *travailleur productif*. Non seulement toutes ces personnes sont employées *immédiatement* dans la production de la richesse matérielle, mais elles échangent leur travail *immédiatement* contre l'argent en tant que capital, et reproduisent donc immédiatement, en plus de leur salaire, une plus-value pour le capitaliste. Leur travail se compose de travail payé *plus** du travail non payé.

[k) *L'industrie des transports comme branche de la production matérielle. Le travail productif dans l'industrie des transports*]

Outre l'industrie extractive, l'agriculture et la manufacture, il existe une quatrième sphère de la production matérielle qui parcourt aussi les différents stades de l'entreprise artisanale, manufacturière et de l'entreprise mécanisée: c'est *l'industrie de la locomotion*, qu'elle transporte des hommes ou des marchandises. Le rapport du *travail productif*, c'est-à-dire du travailleur salarié au capital est ici tout à fait le même que dans les autres sphères de la production matérielle. De plus un changement matériel est apporté ici à l'objet de travail, changement *spatial*, changement de lieu. S'agissant du transport des hommes, ceci n'apparaît que

1. Libraires-éditeurs.

2. Marx traite du travail des manœuvres dans la fabrique dans ce même cahier manuscrit XXI, p. 1308.

comme un *service* qui leur est fourni par l'entrepreneur. Mais le rapport de l'acheteur et du vendeur de ce *service* n'a rien à voir avec le rapport du travailleur productif au capital, pas plus que celui du vendeur et de l'acheteur de filés de coton.

Considérons, par contre, le procès concernant les marchandises: ici, ||1331| s'opère certes au cours du procès de travail une modification de l'objet de travail, de la *marchandise*. Son lieu d'existence spatiale est modifié, et par là s'opère un changement dans sa valeur d'usage, du fait que le lieu d'existence de cette valeur d'usage est modifié. Sa valeur d'échange croît dans la proportion du travail exigé par cette modification de sa valeur d'usage; cette somme de travail est déterminée, en partie, par l'usure du capital constant – c'est-à-dire la somme de travail matérialisé qui entre dans la marchandise¹ – en partie par la somme du travail vivant, comme dans le procès de mise en valeur de toutes les autres marchandises.

Dès que la marchandise est arrivée à son lieu de destination, cette modification opérée dans sa valeur d'usage a disparu, et ne s'exprime plus que dans sa valeur d'échange accrue, dans le renchérissement de la marchandise. Bien qu'ici le travail réel n'ait laissé aucune trace dans la valeur d'usage, il est cependant réalisé dans la valeur d'échange de ce produit matériel; ainsi vaut pour cette industrie ce qui vaut pour les autres sphères de la production matérielle: ce travail s'incarne dans la *marchandise*, bien qu'il n'ait pas laissé de trace visible dans la valeur d'usage de la marchandise.

Nous n'avons plus affaire ici qu'au *capital productif*, c'est-à-dire au capital employé dans le *procès de production immédiat*. Nous en viendrons ultérieurement au capital dans le *procès de circulation*. Et ce n'est qu'ensuite, avec la configuration² particulière que prend le capital comme *capital marchand*³, que nous pourrons répondre à la question: dans quelle mesure les travailleurs qu'il emploie sont-ils productifs ou non⁴? |XXI-1331||

1. Dans le manuscrit: *in ihn* (en lui), ce pronom renvoyant alors à valeur d'échange.

2. En allemand *Gestalt*.

3. En Allemand: *merkantiles Kapital*.

4. Cf. *Le Capital*, ouv. cité, t. IV, pp. 119–140, pp. 292–311.

[Esquisses de plans de la I^e et III^e partie
du «Capital»¹]

[a] *Plan de la première partie ou section I du «Capital»*

||XVIII-1140| Diviser la première section² «*Procès de production du capital*» de la façon suivante:

1. Introduction. Marchandise. Argent.

2. Transformation de l'argent en capital.

3. *La plus-value absolue*. a) Procès de travail et procès de mise en valeur. b) Capital constant et capital variable. c) La plus-value absolue. d) Lutte pour la journée de travail normale. e) *Journées de travail simulantes* (nombre de travailleurs employés simultanément). Montant de la plus-value et taux de la plus-value (grandeur et niveau?).

4. *La plus-value relative*. a) Coopération simple. b) Division du travail. c) *Machinisme*, etc.

5. Combinaison de la plus-value absolue et de la plus-value relative. Rapports (proportion) entre travail salarié et plus-value. Subsommation formelle et subsommation réelle du travail sous le capital. Productivité du capital. Travail productif et travail improductif.

6. Reconversion de la plus-value en capital. L'accumulation primitive. Théorie coloniale de Wakefield.

7. *Résultat du procès de production*. (On peut exposer en 6 ou en 7 le *change* [changement] dans la manifestation de la *law of appropriation* [loi de l'appropriation]).

8. Théories sur la plus-value.

9. Théories sur le travail productif et le travail improductif.

|XVIII-1140||

1. Rédigées en janvier 1863, ces plans figurent dans le chapitre sur Cherbiliez et Jones (tome III de notre édition) où Marx les a placées entre crochets pour les séparer du texte.

2. Marx a appelé successivement «chapitres», puis «sections» et enfin «livres», les trois grandes parties du *Capital*; voir ci-dessus p. 26, note 3.

[b) Plan de la troisième partie ou section III du «Capital»]

||XVIII-1139| Diviser la troisième section «Capital et profit» de la façon suivante:

1. Transformation de la plus-value en profit. Le taux de profit différent du taux de la plus-value.
2. Transformation du profit en profit moyen. Etablissement du taux général de profit. Transformation des valeurs en prix de production.
3. Théories d'A. Smith et Ric[ardo] sur le profit et les prix de production.
4. *Rente foncière* (illustration de la différence entre valeur et prix de production).
5. Histoire de ce qu'on appelle la loi ric[ard]ienne de la rente.
6. Loi de la baisse du taux de profit. A. Smith, Ric[ardo], Carey.
7. Théories du profit. – Question: ne faut-il pas inclure encore Sismondi et Malthus dans les «Théories de la plus-value»?
8. Division du profit en profit industriel et intérêt. Le capital marchand. Le capital monétaire.
9. *Revenue and its sources* [le revenu et ses sources]. Inclure également ici la question du rapport entre les procès de production et de distribution.
10. Mouvements de reflux de l'argent dans le procès d'ensemble de la production capitaliste.
11. L'économie vulgaire.
12. Conclusion. Capital et travail salarié. ||XVIII-1139||

[c) Plan du deuxième chapitre¹ de la troisième partie du «Capital»]

||XVIII-1109| Dans le deuxième chapitre de la 3^e partie sur «capital et profit», qui traite de la formation du taux général de profit, il faut examiner les points suivants:

1. Différence de composition organique des capitaux, qui dépend pour une part de la différence entre capital variable et capital constant, dans la mesure où celle-ci découle du *stade de la production*, des rapports *quantitatifs* absolus entre les machines, la matière première et la masse de travail qui les met en mouvement. Ces différences ressortissent au procès de travail. Il faut tout

1. A la date où il rédige ce plan, Marx a déjà ébauché le premier chapitre de la troisième partie du *Capital* sous le titre «Plus-value et profit» (cahier manuscrit XVI de 1861–1863).

autant examiner les différences entre *capital fixe* et *capital circulant*, découlant du *procès de circulation* et qui, pour une période de temps donnée, font varier la mise en valeur dans les différentes sphères.

2. Différences dans le rapport de valeur des fractions de capitaux différents, qui ne découlent pas de leur composition organique. Cela provient alors de la différence de valeur [valeur] en particulier de la matière première, en supposant également qu'il est absorbé autant de travail dans deux sphères distinctes.

3. Différence des taux de profit, dans les différentes sphères de la production capitaliste, qui résulte de ces différences. Seulement pour des capitaux de composition identique etc., exact que le taux de profit est le même et que la masse du profit est proportionnelle à la grandeur du capital utilisé.

4. Mais ce qui a été développé dans le chap. I vaut pour le capital total. Dans la production capitaliste on suppose que tout capital est une parcelle, une partie aliquote du capital total. *Formation du taux de profit général* (concurrence).

5. Transformation des valeurs en prix de production. Différence entre valeur, coût de production et prix de production.

6. Pour inclure encore le raisonnement de Ricardo: influence des fluctuations générales du salaire du travail sur le taux de profit général et hence [par suite] sur les prix de production. ||XVIII-1109||

INDEX DES OUVRAGES CITÉS

Dans la liste des ouvrages cités que l'on trouvera ci-dessous on a essayé, chaque fois que c'était possible, d'indiquer l'édition utilisée par Marx.

ABND, Karl: *Die naturgemäße Volkswirtschaft, gegenüber dem Monopolien-geist und dem Communismus, mit einem Rückblicke auf die einfließende Literatur*, Hanau 1845. - 35.

BARTON, John: *Observations on the circumstances which influence the condition of the labouring classes of society*, Londres 1817. - 163-164.

BAUDEAU, [Nicolas]: «Explication du Tableau Économique, à Madame de***, par l'auteur des Ephémérides, Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trone, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire, 2^e partie, Paris 1846. - 387.

BÉARDÉ DE L'ABBAYE: *Recherches sur les moyens de supprimer les impôts*, Amsterdam 1770. - 451.

BELLERS, John: *Essays about the poor, manufactures, trade, plantations, and immorality, and of the excellency and divinity of inward light demonstrated from the attributes of God, and the nature of man's soul, as well as from the testimony of the Holy Scriptures*, Londres 1699. - 433-434.

BERKELEY, George: *The querist, containing several queries, proposed to the consideration of the public*, Londres 1750. - 435.

BLANQUI, [Jérôme-] Adolphe: *Histoire de l'économie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours, suivie d'une bibliographie raisonnée des principaux ouvrages d'économie politique*, Bruxelles 1839. - 52-53, 56, 188.

[BUAT-NANÇAY, Louis-Gabriel, comte du:] *Éléments de la politique, ou recherche des vrais principes de l'économie sociale*, t. 1-4, Londres 1773. - 445-446.

BUCHANAN, David: *Observations on the subjects treated of in Dr. Smith's inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, Edimbourg 1814. - 330.

CANARD, Nicolas-François: *Principes d'économie politique*, Paris 1801. - 225.
[CANTILLON, Richard:] *Essai sur la nature du commerce en général*, Trad. de l'anglais, Londres 1755. - 68.

[CAZENOVE, John:] *Outlines of political economy; being a plain and short view of the laws relating to the production, distribution, and consumption of wealth*, Londres 1832. - 322.

Voir aussi MALTHUS, Thomas Robert: *Definitions in political economy ... A new ed., with a preface, notes, and supplementary remarks by John Cazenove*, Londres 1853.

CHALMERS, Thomas: *On political economy in connexion with the moral state and moral prospects of society*, 2^e éd. Glasgow, Edimbourg, Dublin, Londres 1832. - 343.

- Considerations on the East India Trade*, voir [NORTH, Sir Dudley:] *Considerations upon the East India trade*.
- DAIRE, [Louis-François-] Eugène: «Introduction», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trosne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire*, 1^e partie. Paris 1846. – 42.
- [D'AVENANT, Charles:] *Discourses on the publick revenues, and on the trade of England*. I. *Of the use of political arithmetick, in all considerations about the revenues and trade*. II. *On credit, and the means and methods by which it may be restored*. III. *On the management of the King's revenues*. IV. *Whither to farm the revenues, may not, in this juncture, be most for the publick service?* V. *On the publick debts and engagements. By the author of the essay on ways and means. To which is added, a discourse upon improving the revenue of the state of Athens ...*, Londres 1698. – 192.
- (anonyme) «An essay on the East India trade» (1687), *Discourses on the publick revenues, and on the trade of England* ..., 2^e partie Londres 1698. 193.
- (anonyme) *An essay upon the probable methods of making a people grainers in the ballance of trade. Treating of these heads, viz. Of the people of England. Of the land of England, and its produc[t]es. Of our payments to the publick, and in what manner the ballance of trade may be thereby affected. That a country cannot increase in wealth and power but by private men doing their duty to the publick, and but by a steady course of honesty and wisdom, in such as are trusted with the administration of affairs. By the author of the essay on ways and means*, Londres 1699. – 193.
- DESTUTT DE TRACY, [Antoine-Louis-Claude,] comte de: *Éléments d'idéologie*. IV^e et V^e parties. *Traité de la volonté et de ses effets*, Paris 1826, (1^e éd. 1815). – 305–310, 312, 314–320, 323.
- DUPONT DE NEMOURS, [Pierre-Samuel]: «De l'origine et des progrès d'une science nouvelle (1767)», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trosne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire*, 1^e partie, Paris 1846. – 445.
- «Maximes du docteur Quesnay, ou résumé de ses principes d'économie sociale», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trosne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire*, 1^e partie, Paris 1846. – 445.
- «An essay on the East India trade», voir [D'AVENANT, Charles]: «An essay on the East India trade».
- FERRIER, François-Louis-Auguste: *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, Paris 1805. – 282–283.
- FORCADE, Eugène: «La guerre du socialisme. II. L'économie politique révolutionnaire et sociale», *Revue des deux Mondes*, Nouv. série, t. 24, Paris 1848. – 115.
- GANILH, Ch[arles]: *Des systèmes d'économie politique, de la valeur comparative de leurs doctrines, et de celle qui paraît la plus favorable aux progrès de la richesse*, 2^e éd., t. 1–2, Paris 1821. – 225–236, 239–240, 245–249, 257–258.
- *La théorie de l'économie politique*, t. 1–2, Paris 1815. – 237–239, 245–248.
- [GARNIER, Germain:] *Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique*, Paris 1796. – 223.

- «Notes du traducteur», Adam SMITH: *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Trad. nouv., avec des notes et observations, par Germain Garnier, t. 5, Paris 1802. – 54–55, 200–206, 219–222, 301.
- Gratuité du crédit. *Discussion entre M. Bastiat et M. Proudhon*, Paris 1850. 378.
- [GRAY, John:] *The essential principles of the wealth of nations, illustrated, in opposition to some false doctrines of Dr. Adam Smith, and others*, Londres 1797. – 446–452.
- HOBBES, Thomas: «Leviathan: or the matter, form, and power of a commonwealth, ecclesiastical and civil», *The English works of Thomas Hobbes; now first collect. and ed. by William Molesworth*. Vol. 3, Londres 1839. – 411–412, 426.
- HODGSIN, Thomas: *Popular political economy. Four lectures delivered at the London Mechanics' Institution*, Londres 1827. – 86, 474–475.
- HOMÈRE: *Illiade*. – 326, 341.
- HUME, David: «Of commerce (1752)», *David Hume. Essays and treatises on several subjects*, 2 vol., Vol. 1: *Essays, moral, political and literary*, nouv. éd. Londres 1764. – 435–438.
- «Of interest (1752)», *David Hume. Essays and treatises on several subjects*, 2 vol., Vol. 1: *Essays, moral, political and literary*, nouv. éd., Londres 1764. – 435–437.
- An inquiry into those principles, respecting the nature of demand and the necessity of consumption, lately advocated by Mr. Malthus, from which it is concluded, that taxation and the maintenance of unproductive consumers can be conducive to the progress of wealth*, Londres 1821. – 51, 435.
- JONES, Richard: *An essay on the distribution of wealth, and on the sources of taxation*, Londres 1831. – 36.
- KING, Gregory: *Natural and political observations and conclusions upon the state and the condition of England*, 1696. – 192.
- LAUDERDALE, [James Maitland,] comte de: *An inquiry into the nature and origin of public wealth, and into the means and causes of its increase*, Edimbourg, Londres 1804. – 299.
- *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique, et sur les moyens et les causes qui concourent à son accroissement*, Trad. de l'anglais par E. Lagentie de Lavaisse, Paris 1808. – 91–92, 299–302.
- [LINGUET, Simon-Nicolas-Henri:] *Théorie des loix civiles, ou principes fondamentaux de la société*, t. 1–2, Londres 1767. – 401–409.
- LOCKE, John: «Some considerations of the consequences of the lowering of interest, and raising the value of money (1691)», *The works of John Locke*, Folio éd., Vol. 2, [Londres] 1740. – 425, 428.
- «Two treatises of government (1690)», *The works of John Locke*, 4 vol., 7^e éd., Vol. 2. Londres 1768. – 426–429.
- MALTHUS, Th[omas] R[obert]: *Definitions in political economy, preceded by an inquiry into the rules which ought to guide political economists in the definition and use of their terms; with remarks on the deviation from these rules in their writings. A new ed., with a preface, notes, and supplementary remarks by John Cazenove*, Londres 1853. – 69.
- *Essai sur le principe de population*, Trad. de l'anglais sur la 5^e éd. par P. Prévost et G. Prévost, 3^e éd. française, t. 4. Paris, Genève 1836. – 323.
- *Principles of political economy considered with a view to their practical application*. 2^e éd., with considerable add. From the author's own manuscript and an original memoir, Londres 1836. – 167.

- [MANDEVILLE, Bernard de:] *The fable of the bees; or, private vices, publick benefits*, 5^e éd. Londres 1728. – 454.
- MARX, Karl: *Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon*, Paris, Bruxelles 1847. – 69.
- *Zur Kritik der Politischen Ökonomie*, Berlin 1859. – 65, 160, 187, 348, 374–376, 396–397, 446.
- [MASSIE, Joseph:] *An essay on the governing causes of the natural rate of interest; wherein the sentiments of Sir William Petty and Mr. Locke, on that head, are considered*, Londres 1750. – 435, 438–441.
- MCCULLOCH, J[ohn] R[amsay]: *The literature of political economy: a classified catalogue of select publications in the different departments of that science, with historical, critical, and biographical notices*, Londres 1845. – 194.
- [MERCIER DE LA RIVIÈRE, Paul-Pierre:] *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Londres, Paris 1767. – 53, 57, 58.
- MILL, John Stuart: *Essays on some unsettled questions of political economy*, Londres 1844. – 199.
- MILTON, John: *Paradise lost*, Londres 1667. – 469.
- MONTESQUIEU, Charles-Louis de: *De l'esprit des loix* (1748), t. 1–4, Paris 1820. – 345.
- MÜLLNER, Amadeus Gottfried Adolf: *Die Schuld*. – 453.
- NECKER, [Jacques]: «De l'administration des finances de la France (1784)», *Oeuvres de Necker*, t. 2, Lausanne, Paris 1789. – 351–355.
- *Sur la législation et le commerce des grains*, Paris 1775. – 351.
- «Sur la législation et le commerce des grains (1775)», *Oeuvres de Necker*, t. 4, Lausanne 1786. – 354–356.
- [NORTH, Sir Dudley:] *Considerations upon the East India trade*, Londres 1701. – 194.
- (anonyme) *Discourses upon trade; principally directed to the cases of the interest, coynage, clipping, increase of money*, Londres 1691. – 425, 429, 431–433, 435.
- Outlines of political economy* voir [CAZENOVE, John]: *Outlines of political economy*.
- PALEY, William: *The principles of moral and political philosophy*, Londres 1785. – 323.
- PAOLETTI, Ferdinando: «I veri mezzi di render felici le società (1722)», *Scrittori classici italiani di economia politica. Parte moderna*, t. 20, Milan 1804. – 49–50.
- PETTY, William: «An essay concerning the multiplication of mankind (1682)», *Several essays in political arithmetick: The titles of which follow in the ensuing pages. Political arithmetick, or a discourse concerning the extent and value of lands, people, buildings; husbandry, manufactures, commerce, fishery, artizans, seamen, soldiers, publick revenues, interest, taxes, superlucration, registries, banks; valuation of men, increasing of seamen, of militia's, harbours, situation, shipping, power of sea, etc. As the same relates to every country in general, but more particularly to the territories of His Majesty of Great Britain, and his neighbour of Holland, Zealand, and France*, Londres 1699. – 423.
- *The political anatomy of Ireland. With the establishment for that Kingdom when the late Duke of Ormond was Lord Lieutenant. Taken from the records. To which is added Verbum sapienti; or an account of the wealth and expences of England, and the method of raising taxes in the most equal manner. Shewing*

- also, that the nation can bear the charge of four millions per annum, when the occasions of the government require it
- Londres 1691. – 423, 425.
- «Political arithmetick (1676)», *Several essays ...*, Londres 1699. – 187–188, 195–198.
- *Quantulumcunque concerning money. 1682. To the Lord Marquess of Halyfax*, Londres 1695. – 425.
- (anonyme) *A treatise of taxes, and contributions. Shewing the nature and measures of crown-lands, assessments, customs, pollmoneys, lotteries, benevolence, penalties, monopolies, offices, tythes, raising of coins, hath-money, excise etc. With several interspersed discourses and digressions concerning wars, the church, universities, rents and purchases, usury and exchange, banks and lombards, registries for conveyances, beggars, ensurance, exportation of money, wool, free-ports, coins, housing, liberty of conscience, etc. The same being frequently applied to the state and affairs of Ireland, and is now thought seasonable for the present affaire of England*, Londres 1662. – 197, 198–199, 412–423, 425.
- (anonyme) *A treatise of taxes, and contributions ...*, Londres 1667. – 412–424.
- (anonyme) *A treatise of taxes, and contributions ...*, Londres 1679. – 197.
- «Verbum sapienti (1672)», *The political anatomy of Ireland ...*, Londres 1691. – 423–424.
- «Physiocratie, ou Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain», *Recueil [d'œuvres de Quesnay] publié par Dupont, Leyde*, Paris 1767. – 258.
- PROUDHON, P[ierre]-J[oseph]: *Qu'est-ce que la propriété? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement*, Paris 1840. – 115.
- *Système des contradictions économiques, ou philosophie de la misère*, t. 1–2, Paris 1846. – 56.
- QUESNAY, François: «Analyse du Tableau Économique», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trocne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire, 1^e partie*, Paris 1846. – 42, 357, 381–382, 387, 398, 442–443.
- «Dialogues sur le commerce et sur les travaux des artisans. Du commerce. Premier dialogue entre M. H. et M. N. Sur les travaux des artisans. Second dialogue», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trocne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire, 1^e partie*, Paris 1846. – 444.
- «Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole, et notes sur ces maximes», *Physiocrates. Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Baudeau, Le Trocne, avec une introd. sur la doctrine des physiocrates, des commentaires et des notices historiques par Eugène Daire, 1^e partie*, Paris 1846. – 56–58, 444–445.
- RAMSGAY, George: *An Essay on the distribution of wealth*, Edimbourg 1836. – 106–107, 110.
- Return to an address of the Honourable The House of Commons, dated 24 April 1861. Ordered, by The House of Commons, to be printed, 11 February 1862. – 221.*
- RICARDO, David: *On the principles of political economy, and taxation*, 2^e éd. Londres 1819. – 51.
- *On the principles of political economy, and taxation*, 3^e éd. Londres 1821. – 192, 253–254, 475.

- *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Trad. de l'anglais par F. S. Constancio, avec des notes explicatives et critiques, par Jean-Baptiste Say, t. 1-2, Paris 1819. - 246-250, 252.
- Rossi, Pellegrino Luigi Edoardo, comte]: *Cours d'économie politique*, Bruxelles 1843. - 334-339, 341.
- SAY, Jean-Baptiste: *Lettres à M. Malthus, sur différents sujets d'économie politique, notamment sur les causes de la stagnation générale du commerce*. Paris 1820. - 262.
- *Traité d'économie politique, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent, et se consomment les richesses*, t. 1-2, Paris 1803. - 256-257, 302.
- *Traité d'économie politique, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent, et se consomment les richesses*, 3^e éd., t. 1-2, Paris 1817. - 105, 159, 302-304.
- SCHILLER, Friedrich von: *Die Räuber*. - 453.
- SCHMALZ, [Theodor Anton Heinrich]: *Économie politique*, Trad. de l'allemand par Henri Jouffroy, t. 1-2, Paris 1826. - 60-61, 223-225.
- *Staatswirtschaftslehre in Briefen an einen deutschen Erbprinzen*, Berlin 1818. - 223.
- SENIOR, N[assau] W[illiam]: *Principes fondamentaux de l'économie politique, tirés de leçons édites et inédites de Mr. N.-W. Senior, par Jean Arrivabene*, Paris 1836. - 328-329, 332-333.
- SHAKESPEARE, William: *Richard III*. - 453.
- SISMONDI, J[ean]-C[harles]-L[éonard] Simonde de: *Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population*, 2^e éd., t. 1-2, Paris 1827. - 191, 322.
- SMITH, Adam: *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, 2 vol., Londres 1776. - 30, 51, 98.
- *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations. With a life of the author, an introductory discourse, notes, and supplemental dissertations*, par J. R. McCulloch, 4 vol., Edimbourg 1828. - 63-64, 80, 82, 165, 166, 169, 170-173, 343-344, 349.
- *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Trad. nouv., avec des notes et observations, par Germain Garnier, t. 1-5, Paris 1802. - 63, 66, 70-81, 88-90, 93-94, 98-104, 130, 174-175, 180-184, 187, 199, 283-285, 287, 289-299, 302, 319, 346-348, 399.
- SOPHOCLE: *Oedipe*. - 453.
- SPENCE, William: *Britain independent of commerce; or proofs deduced from an investigation into the true causes of the wealth of nations, that our riches, prosperity and power are derived from sources inherent in ourselves, and would not be affected even though our commerce were annihilated*, Londres 1807. - 447.
- STUART, Sir James: *An inquiry into the principles of political economy: being an essay on the science of domestic policy in free nations. In which are particularly considered, population, agriculture, trade, industry, money, coin, interest, circulation, banks, exchange, public, credit, and taxes*, 2 vol., Londres 1767. - 30.
- «An inquiry into the principles of political economy ...», *The works, political, metaphysical, and chronological. Now first collect. by General Sir James Stewart, his son, from his father's corr. copies, to which are subjoined anecdotes of the author*, 6 vol., t. 1. 3, Londres 1805. - 27-29.

- STORCH, Henri: *Considérations sur la nature du revenu national*, Paris 1824. - 105.
- *Cours d'économie politique, ou exposition des principes qui déterminent la prospérité des nations*, t. 1-6, St.-Pétersbourg 1815. - 476.
- *Cours d'économie politique, ou exposition des principes qui déterminent la prospérité des nations. Avec des notes explicatives et critiques par J.-B. Say*, t. 1-4, Paris 1823. - 105-106, 324-327.
- TURGOT, [Anne-Robert-Jacques, de l'Aulne]: «Réflexions sur la formation et la distribution des richesses», *Oeuvres de Turgot. Nouv. éd. ... par Eugène Daire*, t. 1, Paris 1844. - 30, 43-48, 52, 56.
- VERRI, Pietro: «Meditazioni sulla economia politica», *Scrittori classici italiani di economia politica. Parte moderna*, t. 15, Milan 1804. - 49, 61-62.
- VOLTAIRE, François-Marie-Arouet de: *La Henriade*. - 326.

INDEX DES NOMS CITÉS

A

ANDERSON, James (1739-1808): économiste écossais, précurseur de Ricardo en ce qui concerne la théorie de la rente. - 447.

ANNE (Stuart) (1665-1714): réunit l'Ecosse et l'Angleterre sous le nom de Grande-Bretagne (1707). - 449.

ARISTOTE (384-322 av. n. ère): parmi les «philosophes de la Grèce antique ... cerveau le plus universel» qui «a déjà étudié les formes essentielles de la pensée dialectique» (Engels). Il oscillait entre le matérialisme et l'idéalisme; ses conceptions économiques sont celles de l'économie naturelle de la société esclavagiste; il analysa déjà à son époque la forme de la valeur ainsi que les deux formes primitives du capital (capital usuraire et capital commercial). - 328.

ARND, Karl (1788-1877): économiste libéral allemand, ses conceptions dérivent du droit naturel. - 35.

ARRIVABENE, Jean (Giovanni), comte de (1787-1881): émigré politique italien, initiateur du congrès économique de Bruxelles en 1847, traducteur d'œuvres économiques en français. - 328.

B

BABBAGE, Charles (1792-1871): mathématicien, mécanicien et économiste anglais. - 454.

BARTON, John (fin XVIII^e-début XIX^e): économiste anglais, repré-

sentant de l'économie politique classique. - 25, 164.

BASTIAT, Frédéric (1801-1850): économiste français, «préchait l'harmonie des intérêts de classe au sein de la société capitaliste» (Marx). - 378, 472, 476.

BAUDEAU, Nicolas (1730-1792): ecclésiastique et économiste français, physiocrate. - 387, 444.

BÉARDÉ DE L'ABBAYE (1704-1771): agronome et économiste français. - 451.

BELLERS, John (1654-1725): économiste anglais, auteur d'écrits relatifs aux réformes sociales; souligna l'importance du travail dans la création de la richesse, partisan du principe «qui ne travaille pas, ne mange pas». - 433.

BERKELEY, George (1685-1753): philosophe irlandais, représentant de l'idéalisme subjectif; théologien, économiste, critique du mercantilisme, représentant^y de la théorie nominale de la monnaie; qualifia le travail de source principale de la richesse. - 435.

BLANQUI, Jérôme-Adolphe (1798 - 1854): économiste et historien français; frère de Louis-Auguste Blanqui. - 52, 56, 188.

BOISGUILLEBERT, Pierre Le Pésant, sieur de (1646-1714): économiste français, développa certains éléments de l'économie politique classique dans le cadre d'une conception globale marquée par le féodalisme; préconisait la dispari-

tion de la misère des masses populaires. - 38.

BRAY, John Francis (1809-1895): économiste anglais, socialiste utopique, partisan d'Owen; développa la théorie de la «monnaie-travail». - 24, 25, 375.

BRISSET (de Warville), Jacques-Jean-Pierre (1754-1793): homme politique sous la Révolution française; membre du Club des Jacobins au début de la Révolution, par la suite chef et théoricien des Girondins. - 401.

BROUGHAM, Henry Peter (Lord Brougham and Vaux) (1778-1868): juriste, écrivain et homme d'Etat anglais; dans les années 20 et 30 il fut l'un des leaders des Whigs, membre du parlement, Chancelier-Lord. - 190, 258.

BUAT-NANÇAY, Louis-Gabriel, comte du (1731-1787): historien et économiste français, disciple des physiocrates. - 445, 446.

BUCHANAN, David (1779-1848): publiciste et économiste anglais, disciple et commentateur d'Adam Smith. - 37, 330.

C

CANARD, Nicolas-François (1750-1833): économiste et mathématicien français. - 225.

CANTILLON, Richard (1680-1734): marchand et économiste anglais. - 68.

CAREY, Henry Charles (1793-1879): économiste américain, protectionniste, défenseur de l'harmonie des classes au sein de la société bourgeoisie. - 189, 484.

CAZENOVE, John: économiste anglais, partisan de Malthus. - 69, 322.

CÉSAR (Caïus, Julius, Caesar) (environ 100-44 av. n. ère): général et homme d'Etat romain. - 328.

CHALMERS, Thomas (1780-1847): théologien et économiste écossais; «l'un des malthusiens les plus fanatiques» (Marx). - 343.

CHARLES II (1630-1685): roi d'Angleterre de 1660 à 1685. - 430.

CHERBULIEZ, Antoine-Elisée (1797-1869): économiste suisse, partisan de Sismondi, relia les théories de ce dernier à certains éléments de l'enseignement de Ricardo. - 25.

CHILD, Sir Josiah (1630-1699): homme d'affaires et économiste anglais, mercantiliste; «pionnier du capital industriel et commercial» «père du système banquier moderne» (Marx). - 430.

COLBERT, Jean-Baptiste, marquis de Seignelay (1619-1683): homme d'Etat français, contrôleur général des Finances sous Louis XIV, dirigea en fait la politique intérieure et extérieure de la France; mena une politique économique visant à renforcer la monarchie absolue. - 49, 58.

CONSTANCIO, Francisco (1772-1846): médecin, diplomate et écrivain portugais; auteur de différentes œuvres historiques, il traduisit également les travaux d'économistes anglais comme Godwin, Malthus et Ricardo, notamment en français. - 246, 247.

CULPEPER, Sir Thomas (1578-1662): économiste anglais, mercantiliste. - 430.

CUSTODI, Pietro (1771-1842): économiste italien, éditeur des principales œuvres des économistes italiens. - 49, 61.

D

DAIRE, Louis-François-Eugène (1798-1847): économiste français, éditeur des œuvres d'économie politique. - 41-43.

D'AVENANT (Davenant), Charles (1656-1714): économiste et statisticien anglais; l'un des plus remarquables parmi les mercantilistes. - 192-194.

DESTUTT DE TRACY, Antoine-Louis-Claude, comte de (1754-1836): économiste français, philosophe

sensualiste; partisan de la monarchie constitutionnelle. - 201, 305, 307, 308, 310-319, 323, 375, 397.

DUPONT DE NEMOURS, Pierre-Samuel (1739-1817): homme politique et économiste français, physiocrate disciple de Quesnay. - 445.

E

ÉPICURE (environ 341-270 av. n. ère): philosophe matérialiste grec. - 58.

F

FERRIER, François-Louis-Auguste (1777-1861): économiste français, protectionniste, défenseur du blocus continental instauré par Napoléon. - 258, 282, 283, 302, 342.

FORCADE, Eugène (1820-1869): publiciste et économiste français. - 115.

G

GANILH, Charles (1758-1836): homme politique et économiste français, adepte du mercantilisme. - 168, 225-230, 236-237, 242, 245, 247, 248, 251-252, 256-258, 302, 339, 342.

GARNIER, Germain, comte de (1754-1821): homme politique et économiste français, monarchiste; disciple des physiocrates. Traducteur et commentateur d'Adam Smith. - 54, 55, 68, 70, 73, 81, 100, 130, 174, 181, 187, 190, 199, 202-205, 218-226, 283, 301-303, 319, 323-324, 339, 342, 346, 399.

GODWIN, William (1756-1836): journaliste et écrivain anglais, rationaliste; un des fondateurs de l'anarchisme. - 401.

GRAY, John (fin du XVIII^e): écrivain anglais, auteur de quelques travaux sur des problèmes économiques et politiques. - 447, 449, 451.

H

HOBES, Thomas (1588-1679): philosophe anglais, représentant du matérialisme mécanique; en politique sociale ses conceptions laissent apparaître des tendances antidémocratiques. - 70, 411, 412, 426.

HODGSIN, Thomas (1787-1869): publiciste et économiste anglais, représentant de la position prolétarienne face à l'économie politique classique; utilisant les théories de Ricardo, il défendit les intérêts du prolétariat. Sa critique du capitalisme se place sur le terrain du socialisme utopique. - 25, 86, 87, 475.

HUME, David (1711-1776): philosophe agnostique écossais; également historien et économiste; ami et conseiller d'Adam Smith, défenseur de la théorie quantitative de la monnaie; encore mercantiliste sur un plan théorique, il fut partisan d'une politique économique libre-échangiste. - 435, 436, 441.

J

JONES, Richard (1790-1855): économiste anglais; ses écrits reflètent le déclin général de l'économie politique classique en Angleterre; malgré tout il se montre supérieur à Ricardo dans l'examen de certains problèmes particuliers d'économie politique. - 25, 36.

JOUFFROY, Henri: conseiller privé à la cour de Prusse; d'origine française; auteur et traducteur de travaux relatifs au droit et à l'économie politique. - 60, 224.

K

KING, Gregory (1648-1712): statisticien anglais. - 192, 193.

KOCH, Paul de (1794-1871): écrivain français. - 471.

L

LAGENTIE DE LAVAISSE: écrivain français, a traduit en français l'œuvre de Lauderdale: *An inquiry into the nature and origin of public wealth* ... - 91, 299.

LAUDERDALE, James Maitland, comte de (1759-1839): homme politique et économiste anglais, adversaire d'Adam Smith. - 91, 92, 190, 258, 299-302, 339, 342.

LAW, John de Lauriston (1671-1729): économiste et financier écossais, contrôleur général des Finances en France de 1719 à 1720; connu par ses spéculations lors de l'émission de papier-monnaie par sa banque dont la faillite affecta l'ensemble de l'économie française. - 49, 56.

LESSING, Gotthold Ephraim (1729-1781): écrivain, critique littéraire et critique d'art allemand, représentant principal de l'*Aufklärung* en Allemagne; fondateur de l'esthétique réaliste et de la littérature nationale classique allemande, ennemi de l'absolutisme. - 326.

LE TROSNE, Guillaume François (1728-1780): économiste français, physiocrate. - 444.

LINGUET, Simon-Nicolas-Henri (1736-1794): avocat, journaliste, historien et économiste français, adversaire des physiocrates; il soumit les libertés bourgeoises et les rapports de propriété capitalistes à une analyse critique. - 24, 351, 401-402, 405, 407.

LIST, Friedrich (1789-1846): économiste allemand. - 282.

LOCKE, John (1632-1704): philosophe sensualiste anglais; également économiste et représentant de la bourgeoisie nouvelle sous toutes ses formes... (Marx). - 91, 347, 425-432, 435, 438, 447.

LUTHER, Martin (1483-1546): fils de mineur, fondateur du protestantisme en Allemagne. L'ensemble de son œuvre littéraire, en particulier

sa traduction de la Bible, eurent une influence décisive sur le développement d'une langue écrite unifiée en Allemagne. Pendant la guerre des paysans, Luther prit le parti des bourgeois, des nobles et des princes contre les paysans révolutionnaires. Marx le qualifie de «premier économiste allemand». - 26.

M

MALTHUS, Thomas Robert (1766-1834): pasteur et économiste anglais, champion de l'aristocratie foncière embourgeoisée, apologiste du capitalisme; il élabora la théorie réactionnaire de la surpopulation, 25, 52, 68, 69, 86, 167, 236, 321-322, 342, 412, 484.

MANDEVILLE, Bernard de (1760-1733): écrivain satirique, médecin et économiste anglais. - 454.

MASSIE, Joseph (mort en 1784): économiste anglais, représentant de l'économie classique bourgeoise. - 432, 435, 438, 441.

McCULLOCH (MacCulloch), John Ramaay (1789-1864): économiste écossais, il vulgarisa l'enseignement de Ricardo; apologiste du capitalisme. - 25, 63, 80, 82, 165, 194, 344, 348.

MENDELSSOHN, Moses (1729-1786): philosophe allemand. - 328.

MERCIER DE LA RIVIÈRE, Paul Pierre (1720-1793): économiste français, physiocrate. - 53, 57, 58.

MILL, James (1773-1836): économiste et philosophe anglais; vulgarisateur des théories de Ricardo. - 25.

MILL, John Stuart (1806-1873): économiste et philosophe positiviste anglais; vulgarisa l'enseignement de Ricardo et prêcha l'harmonie entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière. Il voulait surmonter les contradictions du capitalisme en réformant les rapports de répartition. - 25, 199.

MILTON, John (1608-1674): poète et publiciste anglais; participa à la révolution anglaise du XVII^e; magnifia le christianisme dans son poème épique *Paradise lost*. - 469.

MIRABEAU, Victor Riqueti, marquis de (1715-1789): économiste français, physiocrate; père d'Honoré-Gabriel-Victor Mirabeau. - 35, 38, 58, 398

MOLESWORTH, Sir William (1810-1855): homme d'Etat britannique, membre du Parlement, ministre des Travaux publics (1853-1855) et ministre des Colonies (1855). - 411.

MONTESQUIEU, Charles de Secondat, baron de La Brède et de (1689-1755): sociologue, économiste et écrivain français; représentant de la philosophie des Lumières du XVIII^e; théoricien de la monarchie constitutionnelle et de la séparation des pouvoirs; défenseur de la théorie quantitative de la monnaie. - 345, 347, 401.

MOISE: prophète et législateur dans l'Ancien Testament. - 328

MÜLLNER, Amandus Gottfried Adolf (1774-1829): poète et critique littéraire allemand. - 453.

N

NECKER, Jacques (1732-1804): banquier, homme politique et économiste français; entre 1770 et 1789, à plusieurs reprises ministre des Finances; essaya avant la Révolution française de faire prévaloir certaines réformes. - 24, 351-352, 355.

NICOLAS I^r (1796-1855): tsar de Russie de 1825 à sa mort. - 323

NORTH, Sir Dudley (1641-1691): économiste anglais; il fut l'un des premiers à énoncer certains principes de l'économie politique classique. - 425, 429, 431, 432, 434-435.

P

PALEY, William (1743-1805): théologien, philosophe et économiste anglais. - 323.

PAOLETTI, Ferdinando (1717-1801): ecclésiastique italien, économiste, physiocrate. - 49.

PETTY, Sir William (1623-1687): économiste et statisticien anglais. «fondateur de l'économie politique moderne, l'un des économistes les plus géniaux et les plus originaux» (Marx); représentant de la théorie classique sur la valeur-travail. - 187, 188, 192, 195, 198, 347, 412, 414, 416, 418-421, 423, 425, 430-432, 435, 438.

PONCE-PILATE (mort vers 37): procureur romain de Judée (de 26 à 36). - 100.

POMPÉE (Cneius Pompeius Magnus) (106-48 av. n. ère): général et homme d'Etat romain. - 406.

PRÉVOST, Guillaume (1799-1883): conseiller d'Etat suisse; vulgarisateur des théories de Ricardo. - 25.

PROUDHON, Pierre-Joseph (1809-1865): sociologue et économiste français; un des théoriciens de l'anarchisme. - 56, 115, 316, 376, 378.

Q

QUESNAY, François (1694-1774): médecin et économiste français; fondateur de la doctrine physiocratique; auteur du *Tableau économique*. - 24, 38, 42, 56-58, 225, 257, 258, 357-359, 362, 380, 381, 386-387, 390, 398, 399, 443-445.

R

RAMSAY, Sir George (1800-1871): économiste anglais; l'un des derniers représentants de l'économie politique classique. - 25, 104, 106, 108, 110.

RAVENSTONE, Piercy (mort en 1830): économiste anglais, partisan de Ricardo, défenseur des intérêts de la petite bourgeoisie et adversaire de Malthus. - 25.

RICARDO, David (1772-1823): financier et économiste anglais; son

œuvre marque l'apogée de l'économie politique classique. – 24, 25, 40, 49–51, 58, 65, 66, 68, 78, 79, 86, 87, 91, 97, 98, 106–108, 160, 189–192, 226, 227, 237, 246, 247, 256, 322, 446, 475, 484, 485.

ROBERTUS (-Jagetzow), Johann, Karl (1805–1875): économiste prussien; propriétaire foncier; représentant de l'idéologie des hobereaux embourgeoisés et théoricien du «socialisme d'Etat» préconisé par ces derniers. – 24.

ROEDERER, Pierre-Louis, comte (1754–1835): économiste et homme politique français; Girondin. – 58.

ROSCHER, Wilhelm Georg Friedrich (1817–1894): économiste allemand, fondateur de l'Ecole historique d'économie politique en Allemagne; adversaire du socialisme utopique ainsi que de l'économie politique classique; il remplaça l'analyse théorique par un empirisme fade, niant l'existence de lois économiques. – 452.

Rossi, Bellegri Luigi Edoardo, comte (1787–1848): économiste, juriste et homme politique italien; a longtemps vécu en France. – 190, 258, 334, 336–339.

S

SAY, Jean-Baptiste (1767–1832): économiste français, systématisa et vulgarisa l'œuvre d'Adam Smith; il justifia la théorie des facteurs de la production en faisant du sol, du capital et du travail les sources autonomes de la rente du profit et du salaire. – 104–106, 159, 190, 246–248, 256, 257, 262, 302–305, 320, 323, 472.

SCHILLER, Friedrich von (1759–1832): avec Goethe, il est le plus grand représentant de la littérature allemande classique; il créa des œuvres immortelles, qui renforcent au sein du peuple allemand la conscience nationale, l'esprit de lutte contre la tyrannie

féodale, contre la domination étrangère, pour la liberté et l'humanisme. – 453.

SCHMALZ, Theodor Anton Heinrich (1760–1831): juriste et économiste allemand, disciple des physiocrates. – 60, 61, 223, 224.

SENIOR, Nassau William (1790–1864): économiste anglais, un des «porte-parole économiques officiels de la bourgeoisie» (Marx); apologiste du capitalisme, adversaire de la réduction de la journée de travail. – 190, 258, 330–334, 448.

SIMONDI, Jean-Charles-Léonard Simonde de (1773–1842): économiste et historien suisse; au moment où s'achève la période de l'économie politique classique, il fut le fondateur de l'économie politique petite-bourgeoise. – 190, 191, 322, 484.

SMITH Adam (1723–1790): économiste anglais le plus remarquable avant que ne vienne Ricardo; il généralisa les expériences de la période manufacturière du capitalisme ainsi que celles du système de la fabrique à ses débuts et donna à l'économie politique classique sa forme la plus élaborée. – 23, 24, 30, 32, 35, 37, 50–52, 54, 55, 63, 65–108, 130, 160–163, 165–167, 170–174, 176, 180, 182–191, 196, 199–205, 218–220, 222–223, 226, 232–233, 236, 251, 253, 254, 280, 282–289, 292–293, 295, 298–303, 305, 307, 316, 319, 320, 324, 326–335, 337–339, 341–343, 347–348, 353, 398–399, 420, 446–448, 450, 484.

SPENCE, Thomas (1750–1814): socialiste utopique anglais, partisan de la suppression de la propriété privée foncière et de l'instauration d'un socialisme agraire. – 447.

SPENCE, William (1783–1860): entomologiste anglais; s'intéressa également aux questions économiques. – 447.

STUART (Stewart), Sir James (connu également sous le nom de Denham) (1712–1780): économiste

anglais, théoricien du mercantilisme, adversaire de la théorie quantitative de la monnaie. – 23, 27, 29, 36, 38, 74, 75.

STUART, Sir James: fils du précédent, général britannique; il publia les œuvres de son père. – 27.

STIRLING, Patrick James (1809–1891): économiste anglais. – 25.

STORCH, Heinrich Friedrich von (1766–1835): économiste, statisticien et historien russe; vulgarisa l'économie politique classique; membre de l'Académie des Sciences de Saint-Pétersbourg. – 104, 105, 188, 190, 258, 323, 327, 333, 334, 342, 477.

T

TOCQUEVILLE, Alexis Clérel de (1805–1859): historien et homme politique français, légitimiste et partisan de la monarchie constitutionnelle. – 258, 302.

TOOKE, Thomas (1774–1858): économiste anglais, fit la critique de la théorie de la monnaie de Ricardo. – 130, 131, 280.

TORRENS, Robert (1780–1864): économiste anglais, représentant du «Currency Principle». – 25.

TURGOT, Anne-Robert-Jacques, baron de l'Aulne (1727–1781): homme d'Etat et économiste français,

physiocrate disciple de Quesnay; contrôleur général des Finances (1774–1776) renvoyé à la suite de sa politique économique progressiste. – 30, 35, 38, 42, 43, 47, 52, 56, 57, 59, 399, 419.

U

URE, Andrew (1778–1857): chimiste et économiste anglais; libré-échangiste. – 458.

V

VANDERLINT, Jacob (mort en 1870): économiste anglais, précurseur des physiocrates, un des premiers partisans de la théorie quantitative de la monnaie. – 447, 452.

VERRI, Pietro (1728–1797): économiste italien, l'un des premiers à critiquer les physiocrates. – 49, 61, 62.

W

WAKEFIELD, Edward Gibbon (1796–1862): homme d'Etat et économiste britannique. – 25, 483.

Y

YOUNG, Arthur (1741–1820): agronome et économiste anglais, défenseur de la théorie quantitative de la monnaie. – 446, 452.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	7
Manuscrit des <i>Théories</i>	8
Le plan général du <i>Capital</i>	10
Plan de la <i>Critique de l'économie politique</i> (1858–1862)	11
Genèse et intérêt du manuscrit de 1861–1863	12
La publication des <i>Théories</i>	14
Le tome I des <i>Théories</i>	17
Table des matières du manuscrit <i>Théories sur la plus-value</i>	23
Remarque générale	26

PREMIER CHAPITRE: Sir James Steuart

Distinction entre le «profit upon alienation» et l'accroissement positif de la richesse	27
--	----

DEUXIEME CHAPITRE: les physiocrates

1. L'étude sur l'origine de la plus-value transférée de la sphère de la circulation dans la sphère de la production immédiate. La rente foncière conçue comme forme unique de la plus-value	31
2. Contradictions dans le système des physiocrates: l'aspect extérieur féodal du système et son essence bourgeoise; explication ambiguë de la plus-value	37
3. Les trois classes de la société chez Quesnay. Nou- veau développement de la théorie physiocratique chez Turgot: éléments d'une analyse plus pro- fonde des rapports capitalistes	42
4. Identification de la valeur de la matière par Paoletti	49

5. Eléments de la doctrine physiocratique chez Smith	50
6. Les physiocrates, adeptes de la grande agriculture à base capitaliste	56
7. Contradictions dans les opinions politiques des physiocrates. Les physiocrates et la Révolution française	58
8. Vulgarisation de la doctrine physiocratique par le réactionnaire prussien Schmalz	60
9. Contre la superstition des physiocrates	61

TROISIEME CHAPITRE: Adam Smith

1. Deux déterminations différentes de la valeur chez Smith	63
2. Théorie générale de la plus-value chez Adam Smith. Le profit, la rente foncière et l'intérêt conçus comme autant de prélevements sur le produit du travail de l'ouvrier	73
3. Smith découvre la production de la plus-value dans toutes les sphères du travail social	83
4. Smith ne comprend pas l'effet de la loi de la valeur dans l'échange entre le capital et le travail salarié	84
5. La plus-value assimilée au profit – un élément vulgaire dans la théorie d'A. Smith	87
6. La conception fausse du profit, de la rente et du salaire comme sources de la valeur chez Smith	91
7. La conception équivoque qu'a Smith du rapport entre la valeur et le revenu. Comment il voit dans le «prix naturel» la somme du salaire, du profit de la rente	94
8. L'erreur de Smith consistant à décomposer en revenu toute la valeur du produit social. Contradictions dans ses vues sur le revenu net et le revenu brut	98
9. Say vulgarisateur de la théorie de Smith. Son identification du produit social brut au revenu	

social. Chez Storch et Ramsay, tentatives pour les distinguer	104
10. Analyser comment le profit et le salaire annuels peuvent acheter les marchandises annuelles qui, en plus du profit et du salaire, contiennent en outre du capital constant	
a) Impossibilité de remplacer le capital constant des producteurs de moyens de consommation par échange entre ces producteurs	109
b) Impossibilité de remplacer tout le capital constant de la société par échange entre les producteurs de moyens de consommation et les producteurs de moyens de production	130
c) Echange de capital contre capital entre les producteurs de moyens de production. Produit annuel du travail et produit du travail nouvellement ajouté chaque année	146
11. Points de vue contradictoires de Smith sur la mesure des valeurs	160

QUATRIEME CHAPITRE: Théories sur le travail productif et le travail improductif

1. Le travail productif, au sens de la production capitaliste, c'est le travail salarié qui produit de la plus-value	161
2. Le point de vue des physiocrates et des mercantilistes sur le travail productif	162
3. Ambiguité de la conception smithienne du travail productif	
a) Explication du travail productif comme travail qui s'échange contre du capital	165
b) Explication du travail productif comme travail se réalisant dans la marchandise	171
4. Comment l'économie politique bourgeoise vulgaire définit le travail productif	188
5. Les partisans des conceptions de Smith sur le travail productif. Histoire de la question	
a) Ricardo et Sismondi – partisans de la pre-	

mière définition que Smith donne du travail productif	190
b) Premières tentatives pour distinguer travail productif et travail improductif (D'Avenant, Petty)	192
c) John Stuart Mill – Partisan de la seconde explication que Smith donne du travail productif	199
6. Germain Garnier	199
a) Confusion entre le travail qui s'échange contre du capital et le capital qui s'échange contre du revenu. Conception fausse qui remplace la totalité du capital par le revenu des consommateurs	200
b) Remplacement du capital constant grâce à l'échange de capital contre du capital	206
c) La polémique de Garnier contre Smith et les hypothèses vulgaires sur lesquelles elle repose. Garnier retombe dans les idées des physiocrates. La consommation des travailleurs improductifs considérée comme source de la production – un pas en arrière par rapport aux physiocrates	218
7. Ch. Ganilh	
a) Conception mercantiliste de l'échange et de la valeur d'échange	225
b) Insertion de tout travail payé dans la catégorie travail productif	231
8. Ganilh et Ricardo sur le revenu net. Ganilh partisan d'une diminution de la population productive; Ricardo partisan de l'accumulation du capital et de la croissance des forces productives .	237
9. Echange de revenu et de capital	
a) Echange de revenu contre du revenu	258
b) Echange de revenu contre du capital	263
c) Echange de capital contre du capital	273
10. Ferrier. Caractère protectionniste de sa polémique contre la théorie de Smith du travail productif et de l'accumulation. Confusion faite par	

Smith dans la question de l'accumulation. L'élément vulgaire dans le point de vue de Smith sur les travailleurs productifs	282
11. Lauderdale. Adversaire de la théorie de Smith sur l'accumulation et de sa distinction entre ouvriers productifs et improductifs	299
12. Say sur les «produits immatériels». Justification d'un accroissement irrésistible du travail improductif	302
13. Destutt de Tracy. Conception vulgaire de l'origine du profit. Glorification des capitalistes industriels en tant que seuls ouvriers productifs	305
14. Caractéristique générale de la polémique contre la distinction que fait Smith entre travail productif et improductif	320
15. Henri Storch. Etude ahistorique des rapports entre production matérielle et production intellectuelle. Sa conception du «travail immatériel» des classes dominantes	323
16. Nassau Senior. Glorification comme productives de toutes les activités utiles à la bourgeoisie. Basse complaisance à l'égard de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois	328
17. P. Rossi. Méconnaissance de la forme sociale des phénomènes économiques. Conception vulgaire de l'«économie de travail» par les travailleurs improductifs	334
18. Chalmers justifie le gaspillage des riches, de l'Etat et de l'Eglise	342
19. Remarques finales sur Smith et la distinction entre travail productif et improductif	343
CINQUIEME CHAPITRE: Necker	
L'antagonisme des classes dans la société capitaliste présenté comme un antagonisme entre pauvreté et richesse	351

SIXIÈME CHAPITRE: Digression – <i>Tableau économique</i> suivant Quesnay	357
1. Circulation entre le fermier et le propriétaire foncier. Reflux de l'argent du fermier, en dehors de toute reproduction	359
2. De la circulation de l'argent entre capitaliste et ouvrier	
a) Formulation absurde: le salaire présenté com- me avance du capitaliste à l'ouvrier. Concep- tion bourgeoise du profit considéré comme prime de risque	365
b) Marchandises achetées par l'ouvrier au capita- liste. Reflux de l'argent sans qu'il y ait repro- duction	373
3. Circulation entre fermier et manufacturier selon le <i>Tableau économique</i>	381
4. Circulation des marchandises et circulation de l'argent dans le <i>Tableau économique</i> . Différents cas de reflux de l'argent vers son point de départ	387
5. Signification du <i>Tableau économique</i> dans l'his- toire de l'économie politique	398

SEPTIÈME CHAPITRE: Linguet

Polémique contre la conception libérale-bourgeoise de la liberté du travailleur	401
--	-----

ANNEXES

Hobbes au sujet du rôle économique de la science, au sujet du travail et de la valeur	411
Petty	
a) Théorie de la population – Critique des profes- sions improductives	412
b) Détermination de la valeur par le temps de tra- vail	414
c) Détermination du prix du terrain, de la rente et de l'intérêt	417
d) «Parité naturelle entre le sol et le travail»	421

Petty, Sir Dudley North, Locke	425
Locke	
La rente et l'intérêt analysés du point de vue de la théorie bourgeoise du droit naturel	425
North	
L'argent en tant que capital. L'accroissement du commerce cause de la chute du taux d'intérêt	429
Berkeley sur l'activité industrielle comme source de richesse	435
Hume et Massie	
a) L'intérêt chez Massie et Hume	436
b) Hume. Baisse du profit et de l'intérêt en fonc- tion de l'accroissement du commerce et de l'in- dustrie	438
c) Massie. Intérêt en tant que fraction du profit. Le niveau de l'intérêt expliqué par le taux de profit	440
Complément au chapitre sur les physiocrates	
a) Remarque complémentaire sur le <i>Tableau éco- nomique</i>	442
b) Rechute des physiocrates dans le système mer- cantiliste. Revendication de la libre concurrence	443
c) Quesnay: Pas d'augmentation réelle de la va- leur au cours de l'échange	444
Buat	
Glorification de l'aristocratie terrienne	445
John Gray	
Polémique contre l'aristocratie terrienne du point de vue des physiocrates	447
Digression (sur le travail productif)	452
Production du capital. Travail productif et impro- ductif	
a) Toutes les forces productives du travail social apparaissent comme forces productives du capi- tal	455

b) Le travail productif dans le système de la production capitaliste	460
c) Deux moments par essence distincts dans l'échange entre le capital et le travail	465
d) La valeur d'usage spécifique du travail productif pour le capital	467
e) Le travail improductif en tant que travail qui fournit des services; achat de prestations de services dans les conditions du capitalisme. Conception vulgaire du rapport entre le capital et le travail comme échange de prestations de services	470
f) Le travail des artisans et des paysans dans la société capitaliste	476
g) Détermination secondaire du travail productif comme travail qui se réalise dans la richesse matérielle	479
h) Manifestations du capitalisme dans le domaine de la production non matérielle	479
i) Le problème du travail productif vu sous l'angle du procès d'ensemble de la production matérielle	480
k) L'industrie des transports comme branche de la production matérielle. Le travail productif dans l'industrie des transports	481

Esquisses de plans de la I^{re} et III^e partie du Capital

a) Plan de la première partie ou section I du <i>Capital</i>	483
b) Plan de la troisième partie ou section III du <i>Capital</i>	484
c) Plan du deuxième chapitre de la troisième partie du <i>Capital</i>	484

Index des ouvrages cités	487
Index des noms cités	495